

À nos familles, à nos amis — et aux vôtres — nous dédions ce livre.

Que cela puisse vous assurer, à vous et à vos proches, un meilleur avenir.

Nous sommes les observateurs, les participants et les rapporteurs
de ce moment historique qui annonce une nouvelle ère.

Rapport de Minghui : 20 ans de persécution du Falun Gong en Chine

First English Edition
Copyright © 2020 Minghui.org & Minghui Publishing
Center Corporation

Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite ou utilisée de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur, à l'exception de l'utilisation de citations dans une critique de livre.

Original English edition first published on mhpublishing.org
in July 2019

First English edition printed in October 2019 by Minghui
Publishing in Hackensack, New Jersey, the United States of
America

Library of Congress Control Number: 2019913369
ISBN 978-1-7334819-0-8 (hardcover)

RAPPORT DE MINGHUI

**Les
20 ans
de persécution
du Falun Gong
en Chine**

PAR LE GROUPE MINGHUI

SOMMAIRE

À propos de ce rapport	3
Résumé analytique	9
Introduction	19
1^{re} partie : La persécution du Falun Gong	27
Chapitre 1 : Les différents types de centres de détention	29
1.1 Centres de lavage de cerveau	30
1.2 Camps de travaux forcés	42
1.3 Hôpitaux psychiatriques	56
1.4 Un système judiciaire « pour la forme »	62
1.5 Violation des droits des pratiquants emprisonnés	82
Chapitre 2 : Déni d'embauche, d'éducation, de logement et de sécurité économique	95
2.1 Le rôle du système scolaire dans la persécution	97
2.2 Déni d'opportunités d'embauche et saisie de la propriété personnelle	102
2.3 Déni de résidence	106
2.4 Des logements pillés	108
2.5 Extorsion	110
2.6 Retenue des retraites	112
2.7 L'État orwellien d'aujourd'hui	113
2.8 Des familles se retournent contre les pratiquants	119

Chapitre 3 : La souffrance des enfants des pratiquants de Falun Gong 123

3.1 Lavage de cerveau des enfants	125
3.2 Décès prématurés	130
3.3 Les orphelins	133
3.4 Séparation des familles	136
3.5 Rendre fou	140
3.6 Violence et brutalité	142
3.7 Détention	146
3.8 Le viol	149

Chapitre 4 : Méthodes de torture 151

4.1 Passage à tabac	152
4.2 Gavage	157
4.3 Positions stressantes	160
4.4 Bombardement sensoriel	164
4.5 Restriction des besoins de base	168
4.6 Décharges électriques	173
4.7 Torture par l'eau et asphyxie	175
4.8 Isolement cellulaire	176
4.9 Viols, agressions et humiliations sexuelles	179

Chapitre 5 : Les décès dus à la persécution 183

5.1 Les autorités retirent l'assistance respiratoire d'une femme emprisonnée sans le consentement de sa famille	183
5.2 Une femme du Liaoning décède treize jours après son admission en prison	185
5.3 Une femme du Hebei fait une chute mortelle en essayant d'échapper à son arrestation	186
5.4 La mort de Jin Shunnu	187
5.5 Autres cas de décès	188

Chapitre 6 : Blessures physiques et traumatismes psychiques	197
6.1 Les conséquences de la torture et des violences physiques	200
6.2 Détresse des familles – récits personnels	204
Chapitre 7 : Prélèvements forcés d’organes – un crime sans précédent	211
7.1 Grande disponibilité d’organes et délais d’attente courts malgré des possibilités très faibles d’approvisionnement légal	212
7.2 Des pratiquants de Falun Gong disparaissent	213
7.3 Implication de l’armée	216
7.4 Prélèvements sanguins obligatoires	217
7.5 Témoignages	218
7.6 Reconnaissance des faits lors d’enquêtes téléphoniques	219
Chapitre 8 : Persécution exercée à l’extérieur de la Chine continentale	223
8.1 Violence et menaces envers les pratiquants à l’étranger	224
8.2 Persécution dans d’autres pays et rapatriement de pratiquants vers la Chine	230
8.3 Intimidation à l’encontre des fonctionnaires étrangers et des organisations civiques	235
8.4 Censure de médias internationaux	247
8.5 Pression sur les entreprises en dehors de la Chine	249
8.6 Infiltration dans le système éducatif	250
8.7 Restreindre la capacité des pratiquants à voyager	258
8.8 Contraindre des pratiquants à espionner pour le PCC	261

2^e partie : Principaux auteurs de la persécution 267

Chapitre 9 : Principaux auteurs de la persécution 273

9.1 Rôle de Jiang Zemin 273

9.2 Autres principaux auteurs 290

Chapitre 10 : Les organismes qui gèrent la persécution 297

10.1 Partage du pouvoir et des ressources 298

10.2 Contrôle de la police, de la justice et du système pénal 299

10.3 Le Bureau 610 301

Chapitre 11 : Les complices de la persécution 313

11.1 Les autorités locales 313

11.2 Entreprises étrangères et médias 315

11.3 Responsables chinois ayant aidé à mettre en pratique la persécution 318

Chapitre 12 : Plus de 200 000 plaintes déposées contre Jiang Zemin 323

12.1 Exemples de plaintes déposées contre Jiang Zemin 324

12.2 Statistiques sommaires 331

12.3 Représailles contre les pratiquants 331

12.4 Le soutien public augmente 338

3^e partie : La situation actuelle du Falun Gong 343

Chapitre 13 : Lutter contre la persécution à l'intérieur de la Chine 347

13.1 Les appels et les manifestations du début 347

13.2 Parler aux gens face à face	351
13.3 Diffusion d'informations et installation de banderoles et d'affiches	354
13.4 Rédaction de lettres personnelles aux persécuteurs	356
13.5 Diffusion d'informations par téléphone et Internet	359

Chapitre 14 : Éveiller les consciences à l'extérieur de la Chine 361

14.1 Manifestations devant les ambassades et les consulats chinois	361
14.2 Rassemblements et pétitions	362
14.3 Voyage à pied et à vélo : SOS pour la liberté	363
14.4 Éveiller les consciences au cours d'événements communautaires et sur les sites touristiques	364
14.5 Expositions d'art internationales	368
14.6 Films documentaires	369
14.7 Groupes internationaux travaillant pour obtenir la libération des pratiquants en Chine	371

Chapitre 15 : De nouvelles personnes découvrent et adoptent le Falun Gong malgré la persécution 375

15.1 Chine : Le récit d'une ancienne détenue qui a appris le Falun Gong pendant sa détention	375
15.2 Les écoles tibétaines en Inde accueillent le Falun Dafa	377
15.3 Indonésie : 500 élèves et enseignants du secondaire apprennent les exercices de Falun Gong	383
15.4 États-Unis : Voyage spirituel d'un concepteur de logiciels	384
15.5 Les touristes chinois cherchent à connaître les faits sur le Falun Gong lors de leurs voyages à l'étranger	388
15.6 Taïwan : Le Falun Dafa aide une nouvelle pratiquante à retrouver une vie pleine de dynamisme	390
15.7 Séoul, Corée du Sud : De nouveaux pratiquants partagent leurs expériences	395
15.8 Manhattan : La librairie Tianti propose un moyen pratique d'apprendre le Falun Gong	398

Chapitre 16 : Soutien de la communauté internationale	399
16.1 Des fonctionnaires chinois poursuivis dans d'autres pays	399
16.2 Actions des gouvernements nationaux	404
16.3 Actions des organisations non gouvernementales	418
16.4 Résolutions, proclamations et lettres de soutien	422
16.5 Réponse internationale aux prélèvements forcés d'organes	424
Annexes : Trois faits clés sur la persécution du Falun Gong	441
Annexe 1 : L'Appel pacifique du 25 avril 1999	445
A1.1 Aperçu	445
A1.2 Résumé des faits	447
A1.3 Analyse	449
Annexe 2 : La fausse histoire des auto-immolations sur la place Tienanmen	459
A2.1 Aperçu	459
A2.2 Résumé des faits	461
A2.3 Analyse	461
Annexe 3 : 1400 décès présumés	469
A3.1 Présentation	469
A3.2 Analyse	470
À PROPOS DU FALUN DAFA	481
Graphiques et Photos	483
Mai 1992 – Juillet 1999	485
De Juillet 1999 à aujourd'hui	491
Références	519

À propos de ce rapport



À propos de ce rapport

Des purges politiques sanglantes comme la Révolution culturelle, jusqu'au massacre de la place Tiananmen, le Parti communiste chinois (PCC) a une longue histoire de diabolisation de certains groupes, les décrivant comme des menaces pour le pays, et de mobilisation de la population chinoise pour attaquer ces groupes. De cette façon, le Parti détourne efficacement l'attention de ses propres crises.

À la fin des années 1990, Jiang Zemin, alors dirigeant du PCC, s'en est pris à la discipline méditative et spirituelle de plus en plus populaire du Falun Dafa, aussi connue sous le nom de Falun Gong. S'en est suivi une campagne brutale qui a conduit à des milliers de morts confirmés, des centaines de milliers de cas de torture documentés et des dizaines de millions de pratiquants pacifiques de cette discipline privés de leurs libertés les plus fondamentales.

Un groupe de bénévoles nord-américains a lancé Minghui.org le 25 juin 1999, peu de temps avant le 20 juillet, date du début officiel de la répression en Chine. Depuis lors, avec le soutien courageux et charitable des pratiquants de Falun Gong en Chine, Minghui a rapporté une quantité considérable d'informations de première main sur la campagne de répression violente, a couvert les efforts mondiaux des pratiquants pour contrer la persécution et a fourni à la communauté des pratiquants de Falun Gong une plateforme leur permettant de partager leurs expériences et leurs documents informatifs.

Au cours des vingt dernières années, Minghui a également publié plus de dix périodiques. Tous les vendredis, les pratiquants en Chine qui s'occupent bénévolement des « sites de production de documents » téléchargent, impriment et distribuent ces documents dans leur région. Les publications de Minghui aident les pratiquants en Chine à apprendre à protéger leurs droits, à progresser dans leur cultivation de soi et à lutter contre la persécution. Ces magazines, brochures et enregistrements vidéo permettent également aux pratiquants d'aider leurs voisins et amis à mieux comprendre le Falun Gong.

Malgré la censure de l'Internet par le PCC et la propagande étouffante attaquant le Falun Gong, la population en Chine peut encore accéder à des informations véridiques et à des mises à jour sur le Falun Gong grâce à la persévérance des pratiquants, alors même qu'ils sont persécutés. Parmi ceux qui ont compris que le « Falun Dafa est bon » et qui s'identifient à son principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍), certains ont commencé à le pratiquer. D'autres ont constaté une amélioration de leur santé et de leurs relations avec leur famille.

En publiant quotidiennement des reportages sur le Falun Gong et des articles sur des partages d'expérience, en produisant des programmes radio et en hébergeant une conférence annuelle en ligne pour tous les pratiquants en Chine, la plateforme libre de Minghui permet aux pratiquants de s'inspirer les uns les autres pour élever continuellement leur moralité et s'efforcer de se parfaire sur le plan spirituel.

Avec le plus grand réseau de bénévoles en Chine, Minghui est la seule organisation médiatique au monde qui peut contourner la censure en ligne pour rapporter des informations de première main au cœur de la persécution en cours. Jusqu'à présent, Minghui a constitué une base de données de plus de 112 000 cas de persécution et de 105 500 responsables de cette persécution. Sans le moindre financement externe et en s'appuyant entièrement sur le dévouement et la contribution en temps, en connaissances et en expertise des bénévoles

au fil des ans, Minghui s'est imposé comme la source officielle d'informations sur le Falun Gong.

La campagne du PCC pour éradiquer le Falun Gong a totalement échoué, et les responsables seront tenus de rendre des comptes. En dépit de sa cruauté et de sa complexité sans précédent, la persécution a fondamentalement échoué, et finira par entraîner l'effondrement du PCC lui-même. La documentation exhaustive de la persécution en temps réel que réalise Minghui permet à la communauté internationale de réagir en temps opportun pour atténuer et finalement faire cesser cette atrocité. Comme l'année 2019 marque la vingtième année des efforts des pratiquants pour contrer la persécution, nous présentons ce rapport historique pour aider les décideurs à mieux comprendre les violations des droits de l'homme perpétrées contre les pratiquants de Falun Gong, et à trouver des moyens de soutenir le principe universel Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍).

Résumé analytique



Résumé analytique

Le Falun Dafa, également connu sous le nom de Falun Gong, est une discipline méditative et spirituelle ancestrale basée sur le principe universel Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍). Enseigné pour la première fois au public en 1992 par M. Li Hongzhi, le Falun Gong est devenu très populaire au bout de quelques années seulement. En effet, ayant constaté que leur santé s'était profondément améliorée et qu'ils avaient une réelle sensation de mieux-être, les pratiquants l'ont présenté à leurs amis et à leur famille.

Bien que le gouvernement chinois ait fait la promotion du Falun Gong pour les mêmes raisons au début, la peur et la méfiance ont commencé à s'installer aux niveaux supérieurs du Parti communiste quelques années plus tard. La popularité grandissante du Falun Gong et ses valeurs, jugées incompatibles avec la doctrine de violence et de lutte du Parti, ont été perçues comme des menaces potentielles pour le pouvoir autoritaire du régime.

Une répression violente fondée sur l'incitation à la haine

En 1996, les médias contrôlés par le régime communiste ont commencé à attaquer le Falun Gong dans des campagnes coordonnées. Les sites d'exercices du

世界需要真善忍

Falun Gong dans les parcs publics du pays – débordant de gens qui méditaient tranquillement au son d'une musique sereine – ont été mis sous surveillance par des agents du gouvernement et des policiers en civil. La publication des livres de Falun Gong – des best-sellers nationaux à l'époque – a été soudain interdite.

En avril 1999, des pratiquants de Falun Gong se sont rassemblés devant le bureau d'un magazine pour discuter des erreurs contenues dans un article récemment publié qui attaquait le Falun Gong ; ils ont aussitôt été agressés et arrêtés. Quand des responsables ont dit aux pratiquants de faire appel au gouvernement central de Pékin pour demander leur libération, environ 10 000 personnes se sont rassemblées paisiblement devant le Bureau national des appels, conformément aux instructions. Leurs préoccupations ont été entendues ce soir-là après une discussion avec le Premier ministre de l'époque, Zhu Rongji. Cet événement est devenu connu sous le nom de l'« Appel du 25 avril » (voir l'annexe 1 pour plus de détails).

Cependant, la direction du Parti a plus tard qualifié l'appel pacifique de « siège » de l'enceinte du gouvernement central et le 20 juillet 1999, la direction du Parti a utilisé ce prétexte pour justifier le lancement d'une campagne généralisée pour éradiquer le Falun Gong dans tout le pays. Des coordinateurs bénévoles de sites d'exercice ont été arrêtés pendant la nuit et d'autres ont été placés en détention dans les jours qui ont suivi.

Pour faire valoir auprès du gouvernement leur droit constitutionnel de pratiquer leur croyance, les pratiquants se sont rendus à Pékin par centaines de milliers. Des foules de pratiquants ont afflué devant le Bureau national des appels et ont déployé des banderoles sur la place Tiananmen, mais ils ont aussitôt été arrêtés en masse. Ceux qui ont révélé leur identité ont été remis aux autorités locales de leur ville d'origine. Certains ont refusé de le faire afin de protéger leur famille et leurs collègues de la politique d'implication du PCC, bon nombre de ces pratiquants ont été transférés ailleurs et on ne les a pas revus depuis.

Une campagne de propagande complexe a rapidement suivi, avec

de fausses déclarations émanant des médias contrôlés par l'État selon lesquelles la pratique du Falun Gong avait conduit à 1400 décès. Comme le soutien du public pour la répression était plutôt faible au départ, le régime a par la suite organisé une mise en scène sur la place Tiananmen dans laquelle plusieurs personnes prétendant être des pratiquants de Falun Gong se sont immolées. Bien que l'événement des « auto-immolations » ait été rapidement dénoncé comme une imposture, le mal était fait : une grande partie de la population chinoise avait désormais des préjugés bien ancrés contre le Falun Gong et avait tacitement accepté la répression violente du groupe par le Parti communiste.

Une campagne de « transformation » par la torture

A la base, la persécution du Falun Gong s'articule autour d'une campagne de « transformation », consistant à forcer les pratiquants à renoncer à leur croyance. Les méthodes vont de la simple persuasion au lavage de cerveau systématique, en passant par la torture physique et psychologique. Les pratiquants qui acceptent d'écrire des « déclarations de garantie » selon lesquelles ils renoncent au Falun Gong se voient offrir une libération anticipée, même si bon nombre d'entre eux sont ensuite obligés de participer à la transformation d'autres pratiquants.

Cette campagne est coordonnée par la bande de Jiang Zemin par l'intermédiaire du Bureau 610, une agence extralégale créée par la direction centrale du Parti communiste pour éradiquer spécifiquement le Falun Gong. Pour s'acquitter de cette tâche, le Bureau 610 s'est vu confier le contrôle de la magistrature, de l'application de la loi, du système pénal et d'autres autorités à tous les niveaux du gouvernement.

Les pratiquants de Falun Gong à travers la Chine sont systématiquement surveillés, arrêtés et emmenés dans des centres de lavage de cerveau (connus officiellement sous le nom de « centres d'éducation juridique »), des prisons clandestines, des camps de travaux forcés (jusqu'à leur fermeture en 2013), des prisons, des centres de détention, des installations de réadaptation pour toxicomanes et des hôpitaux psychiatriques. Pendant leur détention, ils sont régulièrement maltraités et torturés par les gardiens et les autres détenus qui sont incités à le faire par les autorités. Les méthodes de torture les plus courantes sont les coups, le gavage, la contrainte physique dans des positions insupportables, le bombardement sensoriel, les décharges électriques, la torture par l'eau et la suffocation, l'isolement cellulaire et les agressions sexuelles. En outre, les pratiquants sont souvent privés de leurs besoins fondamentaux, notamment de sommeil, de nourriture, d'eau et d'accès aux toilettes.

On a la confirmation que plus de 4300 pratiquants sont morts à la suite de cette persécution, et beaucoup d'autres ont été tués sur demande pour approvisionner l'industrie chinoise de la transplantation d'organes. De nombreux survivants à la torture se retrouvent avec des blessures permanentes, des handicaps, des paralysies, des traumatismes mentaux et, dans les cas extrêmes, une démence. Les familles des pratiquants sont déchirées, leurs proches et leurs enfants vivant dans la crainte constante des autorités qui continuent de les harceler.

En plus de subir des préjudices physiques, les pratiquants se voient refuser l'accès à l'emploi, l'éducation, le logement et la sécurité économique. Les pratiquants font régulièrement face à des amendes et à des extorsions de la part de la police, ainsi qu'à la suspension de leur pension. Bon nombre d'entre eux ont été licenciés de leur travail ou expulsés de leur école simplement pour leur croyance. Cette discrimination s'étend également aux membres de leur famille, les autorités de certaines régions menaçant ouvertement les pratiquants au sujet de l'éducation et de la carrière de leurs enfants pour les obliger à renoncer à leur croyance.

La persécution a été étendue à tous les enfants en Chine. Dès

l'école primaire, les élèves sont endoctrinés par la propagande anti-Falun Gong dans leurs manuels scolaires et par des activités de dénonciation obligatoires. Les enfants de certains pratiquants sont morts jeunes après avoir été séparés de force de leurs parents, et certains ont été maltraités ou même torturés à mort par les autorités pour leur pratique du Falun Gong. Certains sont devenus orphelins après avoir perdu leurs parents dans la persécution et d'autres sont devenus fous après avoir été forcés de regarder leurs parents se faire torturer.

Comme la poursuite en justice des pratiquants de Falun Gong pour leur croyance n'a pas de fondement juridique, les procédures légales sont contournées ou ouvertement transgressées à chaque étape, de l'arrestation à l'emprisonnement. La police fouille les domiciles des pratiquants sans mandat de perquisition. Les tribunaux organisent des simulacres de procès et prononcent des peines prédéterminées tout en refusant aux avocats la possibilité d'accéder aux dossiers, de rencontrer leurs clients et de les défendre au procès. Les avocats font régulièrement l'objet d'intimidation et même d'agression et de torture quand ils défendent les droits des pratiquants de Falun Gong. Même après avoir purgé leur peine, certains pratiquants sont emmenés directement dans un centre de lavage de cerveau pour de nouveaux mauvais traitements, au lieu d'être libérés.

Le régime communiste a également étendu sa campagne de persécution en dehors de Chine continentale. Il incite et met à exécution des attaques physiques contre les pratiquants de Falun Gong qui œuvrent à sensibiliser le public à la persécution. Le régime fait également pression en toute illégalité sur les gouvernements étrangers et les forces de police pour qu'ils bloquent, arrêtent ou refusent l'accès aux manifestants de Falun Gong pendant que les fonctionnaires chinois sont en visite. Des organisations et des individus liés au PCC harcèlent également les pratiquants et intimident les touristes chinois pour les empêcher de se renseigner sur la persécution.

Le Falun Gong gagne du soutien et compte de nouveaux pratiquants malgré la persécution

Pour résister à la persécution et sensibiliser le public à cette barbarie, les pratiquants de Falun Gong en Chine, malgré la censure et la surveillance, travaillent sans relâche pour informer le public par le bouche-à-oreille, en distribuant des brochures et autres objets, en posant des affiches dans les lieux publics, en écrivant des lettres aux responsables, en passant des appels téléphoniques et en envoyant des messages en ligne. Il convient de mentionner tout particulièrement les sites de production de documents, petits mais omniprésents, que les pratiquants mettent en place chez eux pour produire des documents d'information destinés au public à partir de modèles téléchargés sur Minghui.org.

Les pratiquants en dehors de Chine ont complété ces efforts en téléphonant aux responsables impliqués dans la persécution en Chine pour les en dissuader, en produisant des logiciels de contournement de la censure pour permettre aux gens en Chine d'accéder librement à l'information, et en installant des stands d'information sur des sites touristiques du monde entier. En plus de rencontrer des pratiquants lors d'événements communautaires, le public a appris à connaître le Falun Gong à travers des expositions d'art et des films documentaires sur le sujet.

Des organisations de défense des droits de l'homme, des responsables gouvernementaux et des parlements du monde entier se sont également exprimés et ont adopté des résolutions pour demander la fin de la persécution en Chine. Des tribunaux en Espagne et en Argentine ont inculpé de hauts responsables du PCC pour torture et génocide. Le Département d'État américain et la Commission exécutive du Congrès sur la Chine (CECC) ont soulevé la question de la persécution du Falun Gong dans leurs rapports annuels et ont demandé qu'on y mette fin.

Grâce à ces efforts combinés, de nombreux citoyens chinois ont commencé à s'informer et à adopter un nouveau point de vue sur le Falun Gong. Certains agents de police et responsables du gouvernement en Chine ont cessé de participer à la persécution et ont même commencé à utiliser leur autorité pour protéger les pratiquants. Le nombre d'arrestations et de condamnations de pratiquants en Chine a diminué au cours des dernières années. L'interdiction de la publication des livres de Falun Gong a été discrètement levée en 2011, même si, tout au long de la persécution, les pratiquants en Chine ont imprimé leurs propres livres pour répondre à la demande. Néanmoins, la politique globale de la persécution et les mécanismes du régime continuent de sévir.

Quand l'ancien dirigeant du Parti communiste chinois Jiang Zemin a initialement lancé la persécution, il a juré de « vaincre » le Falun Gong en trois mois. Cependant, la pratique spirituelle n'a cessé de croître au cours des vingt dernières années. Les pratiquants en Chine ont persisté dans leur croyance malgré les pressions et la torture, et beaucoup de ceux qui ont été forcés de signer des renoncements en détention se sont ensuite rétractés lorsqu'ils ont été libérés. Un flux constant de nouveaux arrivants a commencé à pratiquer le Falun Gong en suivant des ateliers de formation et par l'étude personnelle. Aujourd'hui, des gens dans plus de 80 pays pratiquent le Falun Gong et ses livres ont été traduits dans plus de 40 langues.

D'autres leaders internationaux passent à l'action

Plusieurs développements récents ont porté sur la responsabilisation des auteurs de la persécution. Depuis 2015, plus de 200 000 pratiquants de Falun Gong ont déposé plainte contre Jiang Zemin auprès de la plus haute cour de Chine et les pétitions pour

traduire Jiang en justice ont recueilli des millions de signatures.

En 2019, le gouvernement des États-Unis a annoncé un contrôle plus strict des visas pour les violateurs des droits de l'homme, y compris les responsables chinois qui ont participé à la persécution du Falun Gong. Minghui.org a commencé à compiler des informations sur ces responsables : leur identité, les membres de leur famille et leurs biens. Ces renseignements seront soumis au gouvernement américain.

Lors de la deuxième conférence ministérielle pour la promotion de la liberté religieuse organisée par le Département d'État américain du 16 au 18 juillet 2019, les législateurs ont discuté des violations des droits de l'homme en Chine, y compris de comment les entreprises occidentales travaillent avec le régime chinois pour développer des technologies qui seront utilisées plus tard par le régime chinois pour réprimer ses propres groupes religieux, comme la technologie de surveillance de masse et l'intelligence artificielle. Le président Trump a rencontré des survivants de la persécution religieuse, y compris une pratiquante de Falun Gong dont le mari est toujours emprisonné en Chine.

Le 20 juillet 2019, qui marque la 20^e année de la persécution, la CECC américaine a publié une déclaration exhortant le Parti communiste chinois à mettre fin aux « violations terribles et inacceptables des droits de l'homme » qu'il commet à l'encontre des pratiquants de Falun Gong. De plus, 22 sénateurs et représentants américains ont envoyé des lettres soulignant les efforts des pratiquants au cours des vingt dernières années. En Allemagne, le ministère fédéral des Affaires étrangères a également émis une déclaration appelant à la fin de la persécution et à la tenue d'enquêtes indépendantes sur les prélèvements d'organes perpétrés par le régime sur des pratiquants de Falun Gong.

Introduction



Introduction

La politique génocidaire de Jiang Zemin

Le 20 juillet 1999, l'ancien secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), Jiang Zemin, a lancé la persécution du Falun Gong et a juré « d'anéantir le Falun Gong en trois mois ». Il a donné l'ordre de « détruire leur réputation, les ruiner financièrement et détruire leur corps physique ».

Non seulement les pratiquants de Falun Gong en Chine sont privés de leurs droits constitutionnels à la liberté de croyance, de parole et de réunion, mais ils sont également privés de lieu d'habitation, d'emploi, d'éducation et du droit à la vie. Dès que quelqu'un reconnaît qu'il pratique le Falun Gong, il perd sa place dans la société, et sa vie comme ses biens sont mis en péril. Les pratiquants de Falun Gong font l'objet de détention arbitraire, d'extorsion, de confiscation de biens, d'expulsion du travail ou de l'école, de refus de pension, de la mise à sac de leur domicile et de coupure des services publics. Beaucoup ont été détenus et torturés dans des prisons, des camps de travail, des centres de lavage de cerveau, des centres de détention, des centres de réhabilitation pour toxicomanes ou des hôpitaux psychiatriques, entraînant la mort, l'invalidité ou des troubles mentaux. Certains pratiquants ont également été violés ou agressés sexuellement pendant leur incarcération.

Au cours des deux dernières décennies, Jiang Zemin et son clan ont incité à la haine contre les pratiquants de Falun Gong en les diffamant, et en intimidant, soudoyant et infiltrant le grand public. Cela fait près d'un siècle que le PCC choisit, tous les dix ans en moyenne, un groupe à persécuter pour atténuer ses propres crises et sa paranoïa. Jiang Zemin a suivi le même mode opératoire et a commencé par qualifier le Falun Gong de « secte maléfique » pour justifier la persécution. Cette étiquette n'est pas étayée par des faits ou par la loi. Néanmoins, la campagne du PCC a fait des pratiquants de Falun Gong le groupe le plus opprimé de la société chinoise.

Aperçu de la persécution

Entre le 20 juillet 1999 et le 10 juillet 2019, selon les informations recueillies par Minghui.org, il y a eu au moins 2 500 000 à 3 000 000 arrestations de pratiquants de Falun Gong (certains ont été arrêtés de nombreuses fois). Ces arrestations se répartissent en quatre catégories :

1. la détention administrative, fondée sur la loi sur les sanctions de l'administration de la sécurité publique de la République populaire de Chine (RPC) ;
2. la détention illégale dans des centres de lavage de cerveau, lesquels sont habituellement appelés « centres d'éducation juridique » et conçus pour mener une « réforme de la pensée » des pratiquants de Falun Gong ;
3. la détention, disparue aujourd'hui, dans des camps de travail ;
4. la détention pénale, basée sur le Code de procédure pénale de la RPC.

En outre, plus de dix millions de pratiquants de Falun Gong non identifiés ont été arrêtés pour avoir fait appel pour leur croyance et ont été envoyés dans des camps de concentration secrets, où ils servent de cobayes dans les recherches scientifiques du PCC et de sources de

prélèvements d'organes contre leur volonté. Un nombre inconnu de pratiquants sont morts et leurs corps ont été incinérés à l'insu de leurs familles.

Ces pratiquants sont non identifiés parce qu'ils ont refusé de révéler leur identité lors de leur arrestation dans le but de protéger leurs familles, leurs voisins ou leurs employeurs. Nous ne disposons pas d'informations sur ces pratiquants, ainsi les faits concernant la persécution à laquelle ils ont été soumis ne sont donc pas inclus dans notre synthèse concernant les violations des droits de l'homme. Nous espérons qu'après la fin du génocide, un plus grand nombre de gens de l'intérieur viendront témoigner contre le PCC. Nous travaillons aussi à recueillir et à compiler les cas de pratiquants de Falun Gong qui ont été soumis à des prélèvements d'organes et à des tests dans le cadre d'essais cliniques sur des humains.

La persécution du Falun Gong est menée par le Parti communiste, le gouvernement, l'armée, le système de santé, les forces de l'ordre, le parquet (un organe d'État pour la supervision et les poursuites judiciaires) et le pouvoir judiciaire travaillant tous de concert. Dans le but de protéger leurs intérêts, chacune de ces entités tente de dissimuler ses crimes et de censurer l'information. Par conséquent, ce que Minghui.org a été en mesure de recueillir ne représente que la pointe de l'iceberg. Malgré tout, Minghui.org a réussi à regrouper une grande quantité de données de première main au cours des vingt dernières années. En raison du manque d'espace, le présent rapport ne couvre qu'une petite partie de la grande quantité de cas de persécution publiés sur le site web.

Les cas traités dans ce rapport indiquent que la persécution du Falun Gong est nationale et qu'elle couvre à la fois les zones urbaines et les zones rurales. Des pratiquants ont été persécutés dans chacune des 31 provinces et villes sous contrôle central, dont : Anhui, Pékin, Chongqing, Fujian, Gansu, Guangdong, Guangxi, Guizhou, Hainan, Hebei, Heilongjiang, Henan, Hubei, Hunan, Mongolie intérieure, Jiangsu, Jiangxi, Jilin, Liaoning, Ningxia, Qinghai, Shaanxi, Shandong, Shanghai, Shanxi, Sichuan, Tianjin, Tibet, Xinjiang, Yunnan et

Zhejiang.

Les victimes de la persécution viennent de tous les milieux. On rencontre aussi bien des employés gouvernementaux que des militaires, des policiers, des juges, des procureurs, des avocats, des professeurs, des enseignants, des étudiants, des universitaires, des chefs d'entreprise, des ingénieurs, des artistes, des professionnels de la santé, des directeurs commerciaux, des journalistes, des travailleurs du secteur public, des agriculteurs, des retraités, des travailleurs indépendants, des chômeurs, des moines et des taoïstes.

Ils travaillent dans l'éducation, les sciences, le gouvernement, l'agriculture, la foresterie et l'élevage, le matériel informatique, l'éclairage, la céramique, les plastiques, l'artisanat, le textile, le transport, les finances, l'assurance, les services publics, le secteur automobile, l'acier, l'électronique, l'industrie agroalimentaire, le service postal, les médias, l'aviation, l'armée, l'énergie, les mines, le divertissement, la littérature et les arts.

Les victimes comprennent également des personnes de tous les âges, depuis des nourrissons jusqu'à des nonagénaires. Les femmes enceintes et les handicapés n'ont pas non plus été épargnés. Partant des rapports accumulés par Minghui.org, le site web a récapitulé plus de 100 méthodes de torture utilisées sur les pratiquants de Falun Gong, y compris les passages à tabac, les décharges délivrées avec des matraques électriques, le gavage, la privation de sommeil, la suspension des pratiquants dans diverses postures, la privation de nourriture, le refus d'accès aux toilettes, l'avortement forcé, brûler avec des fers à repasser, ébouillanter avec de l'huile bouillante ou de l'eau, traîner par terre, les violences sexuelles, les coups de fouet, les travaux forcés et l'isolement cellulaire.

La persécution a causé d'immenses pertes en vies humaines et en biens. En date du 10 juillet 2019, Minghui.org a confirmé 4343 cas de pratiquants persécutés à mort. C'est beaucoup moins que le nombre réel de décès, car de nombreux cas – en particulier ceux concernant les prélèvements d'organes à vif – sont restés cachés. De nombreux corps de pratiquants ont aussi été incinérés manu militari pour détruire

les preuves.

Minghui.org a aussi confirmé qu'au 10 juillet 2019, 86 050 pratiquants ont été arrêtés à un moment ou à un autre, 28 143 ont été envoyés dans des camps de travaux forcés, 17 963 ont été condamnés à la prison, 18 838 ont été envoyés dans des centres de lavage de cerveau et 809 ont été enfermés dans des hôpitaux psychiatriques. Minghui.org a aussi documenté 519 040 cas de torture. De nombreux pratiquants de Falun Gong ont été victimes de discrimination, de licenciement, de perte de revenu, de traumatisme mental, de familles brisées, de blessures, de handicaps ou de décès au cours des deux dernières décennies de persécution.

1^{re} partie :
La persécution
du Falun Gong



明慧網
MINGHUI.NET

1^{re} partie : La persécution du Falun Gong

Faits saillants

Les pratiquants de Falun Gong sont systématiquement détenus pour leur croyance dans des prisons, des centres de lavage de cerveau, des camps de travaux forcés, des hôpitaux psychiatriques et d'autres établissements de détention. En détention, les pratiquants sont soumis à des lavages de cerveau, au travail forcé et à la torture. Le système judiciaire chinois applique des peines dissuasives, alors que la pratique du Falun Gong ne viole aucune loi.

Quand ils ne sont pas détenus, les pratiquants se voient refuser l'accès à l'emploi, à l'éducation, au logement et à la sécurité économique uniquement à cause de leur croyance. Les autorités ont extorqué de l'argent aux pratiquants, ont suspendu leur pension et ont saisi leurs biens à volonté. On refuse également de fournir aux pratiquants cartes d'identité et passeports, et ils sont constamment surveillés par la reconnaissance faciale, les télécommunications et d'autres technologies de surveillance.

Les enfants des pratiquants se sont vu refuser l'éducation, l'emploi et les soins parentaux. Certains sont devenus orphelins, ont été agressés par la police ou sont devenus fous après avoir été forcés de regarder leurs parents être torturés. Les

世界需要真善忍

campagnes de lavage de cerveau ont été étendues aux écoles, avec activités et manuels scolaires obligatoires, incitant une génération entière à la haine contre le Falun Gong.

La torture des pratiquants a conduit à plus de 4300 cas confirmés de morts et un nombre incalculable de vies affligées par des blessures, des handicaps et des traumatismes mentaux. Les méthodes les plus courantes sont le passage à tabac et le gavage, contraindre les victimes à rester dans des positions atroces, le bombardement sensoriel, la restriction des besoins élémentaires, les décharges électriques, la submersion et la suffocation, l'isolement cellulaire à long terme et la torture sexuelle.

Le régime chinois a étendu la persécution à l'extérieur de la Chine continentale. Il a eu recours à ses ambassades et à des organisations affiliées au Parti communiste chinois (PCC), pour perturber les efforts des pratiquants pour sensibiliser le monde entier, il a instigué à la violence contre les pratiquants dans la rue, recruté des informateurs pour espionner les pratiquants et a exercé des pressions sur les gouvernements étrangers, dans le but de restreindre illégalement le droit des pratiquants de manifester paisiblement lors des visites des responsables chinois.

法輪大法好

Chapitre 1 : Les différents types de centres de détention

Le régime communiste chinois a utilisé les prisons, les camps de travail, les centres de lavage de cerveau et autres infrastructures pour détenir les pratiquants de Falun Gong depuis qu'il a lancé une campagne nationale contre le Falun Gong en juillet 1999.

Le système carcéral officiel est utilisé pour incarcérer les pratiquants de Falun Gong jugés et condamnés pour avoir maintenu leur croyance. Selon un rapport du ministère de la Justice en Chine, il y avait 681 prisons en Chine en 2012. Il convient de noter que le système judiciaire en Chine approuve aveuglément les ordres concernant la persécution du Falun Gong : il se contente d'organiser des simulacres de procès avant d'infliger des peines prédéterminées.

Le système des camps de travail, aujourd'hui disparu, permettait aux autorités de détenir les pratiquants pendant presque quatre ans sans procès. Dans un rapport de 2009 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la délégation chinoise décrit son système de rééducation par le travail comme « semblable à celui du service correctionnel dans d'autres pays » qui était « appliqué aux personnes qui ont commis des crimes qui ne justifient pas une condamnation pénale ». Selon le rapport, il y avait 320 camps de travail qui détenaient 190 000 personnes à travers le pays.

Comme les camps de travail étaient, en réalité, utilisés pour détenir des prisonniers de conscience qui n'avaient pas commis de crime, le régime chinois a fait face à une pression croissante de la communauté internationale et a fermé le système fin 2013. La détention des pratiquants de Falun Gong n'a cependant pas cessé, car

le régime a depuis intensifié le recours à des centres de lavage de cerveau extrajudiciaires à la place.

1.1 Centres de lavage de cerveau¹

Pour être précis, aucun centre de détention en Chine n'est explicitement étiqueté comme centre de lavage de cerveau ; il s'agit plutôt de centres d'éducation juridique ou de centres de désintoxication externes. Contrairement aux camps de travail (un système administratif de sanctions) et aux prisons (un système officiel de sanctions pénales), les centres de lavage de cerveau ne suivent aucune procédure administrative ou pénale. Le Bureau 610, une agence extra-légale créée le 10 juin 1999 spécifiquement pour persécuter le Falun Gong, a créé les centres de lavage de cerveau en 2001 et tous les Bureaux 610 subordonnés en Chine ont fait de même.

Lorsque le lavage de cerveau ne parvient pas à ébranler la croyance des pratiquants de Falun Gong, le PCC recourt à la torture, causant des blessures physiques et des traumatismes mentaux irréparables, ou leur faisant perdre la vie.¹

1.1.1 Une branche extrajudiciaire du système de détention chinois aux multiples tentacules

Le PCC utilise depuis longtemps le lavage de cerveau comme tactique pour tenter de réformer les dissidents politiques et d'autres groupes de citoyens qu'il considère comme une menace à son pouvoir. La persécution du Falun Gong est centrée sur le lavage de cerveau des pratiquants qui vivent selon le principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍), pour tenter de forcer les pratiquants à abandonner leur croyance. En vertu de la directive du Bureau 610, n'importe quel niveau de gouvernement, comité de quartier, entreprise ou même école peut mettre en place des centres de

lavage de cerveau dans n'importe quel endroit, même dans des hôtels ou des résidences privées. Les centres de détention officiels tels que les postes de police, les centres de détention, les camps de travail et les prisons ont souvent leurs propres centres de lavage de cerveau.

Depuis leur création, jusque dans leur fonctionnement, ces centres de lavage de cerveau existent en dehors de la loi. Certains responsables prétendent qu'il s'agit d'une forme de détention à domicile. Toutefois, la détention à domicile doit être approuvée par un tribunal, alors qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une procédure ou à des documents juridiques pour détenir une personne dans un centre de lavage de cerveau.

De plus, les agents et les gardiens de ces établissements ont plus d'autorité que les agents de la force publique ordinaires. Ils peuvent arrêter, détenir et libérer les pratiquants à leur gré. Il n'y a pas non plus de limites quant à la durée pendant laquelle une personne peut être détenue. Les responsables contrôlent de près les besoins humains fondamentaux comme parler, manger, dormir et avoir accès aux toilettes, et en privent les détenus à leur gré. Ils peuvent les battre, les gaver et frapper à coups de matraques électriques sans avoir à en payer les conséquences.

Il existe des centres de lavage de cerveau dans presque toutes les villes et cantons à travers la Chine et dans de nombreuses communautés. Leur longévité varie de quelques jours à plusieurs années. Il est donc difficile de déterminer le nombre exact de centres de lavage de cerveau et il n'existe pas non plus de décompte officiel. Cependant, Minghui.org a recueilli des données sur le nombre de pratiquants envoyés dans les centres de lavage de cerveau.

Bien qu'extrajudiciaires et extra-légaux par nature, les centres de lavage de cerveau sont largement financés par le gouvernement. De nombreux agents de la force publique, employeurs et communautés résidentielles ont été incités à créer leurs propres centres de lavage de cerveau ou à envoyer des pratiquants dans des centres existants. Le vaste réseau de centres de lavage de cerveau est devenu un élément essentiel du système aux multiples tentacules du régime chinois

pour détenir les pratiquants de Falun Gong. Ce chapitre traite de son ampleur, de sa gravité et de ses effets dévastateurs.

1.1.2 Un réseau immense et bien financé

Une recherche par mot-clé sur Minghui.org de 1999 à 2019 a trouvé environ 65 000 articles, dans lesquels les mots « centre de lavage de cerveau » apparaissent plus de 210 000 fois au total. Après avoir enlevé les centres de lavage de cerveau sans emplacement exact et consolidé les entrées redondantes avec des noms différents, nous estimons qu'il y a environ 3640 établissements de ce type dans toute la Chine.

Ces centres de lavage de cerveau confirmés sont répartis dans 30 unités administratives au niveau provincial, dont 26 provinces et 4 municipalités sous contrôle central (Pékin, Tianjin, Shanghai et Chongqing). La province du Hebei compte le plus grand nombre de centres de lavage de cerveau (439), suivie du Shandong (383), du Hubei (336), du Sichuan (301) et du Jilin (272). Huit autres unités administratives ont également des centaines de centres de lavage de cerveau, tandis que 15 unités en ont des dizaines. Le Qinghai et le Ningxia sont les seules provinces où moins de dix centres de lavage de cerveau ont été signalés.

Le nombre réel pourrait être beaucoup plus élevé, étant donné la nature secrète de ces établissements, la censure et les persécutions qui persistent en Chine. En outre, avec l'abolition du système des camps de travail en 2013, de nombreux pratiquants ont été réorientés vers les prisons et les centres de lavage de cerveau, que ce soit ceux déjà existants ou ceux nouvellement créés.

Bien que les centres de lavage de cerveau soient créés à des niveaux différents du Bureau 610, ils sont largement soutenus par des incitations financières et partiellement financés par de l'argent versé par les employeurs des pratiquants ou extorqué aux pratiquants. Minghui a publié un livre blanc en 2014 sur l'ampleur des centres de lavage de cerveau :

« Nous estimons qu'au cours des quinze dernières années, les frais facturés aux employeurs des détenus se sont élevés à environ 3,37 milliards de yuans. Les incitations gouvernementales pour chaque détenu "transformé avec succès" ont rapporté 226 millions de yuans supplémentaires. Cela s'ajoute aux crédits gouvernementaux d'un montant estimé à 1,18 milliard de yuans alloués à la construction et à la rénovation d'installations de lavage de cerveau. »

1.1.3 Des tactiques utilisées pour détruire la croyance des pratiquants

Alors que les prisons et les camps de travail existaient avant la persécution du Falun Gong, les centres de lavage de cerveau sont uniques en ce sens que leur seul but est de forcer les pratiquants à abandonner leur croyance. Pour atteindre cet objectif, les centres de lavage de cerveau emploient souvent les tactiques suivantes :

a) Des conditions de détention arbitraires

Comme l'incarcération dans les centres de lavage de cerveau ne nécessite aucune procédure légale, les pratiquants peuvent y être détenus tant qu'ils ne renoncent pas à leur croyance.

M^{me} Li Xihui, ancienne employée de la station de radio du Sichuan, a été arrêtée en 2006 et détenue au centre de lavage de cerveau Xinjin dans la ville de Chengdu, province du Sichuan, pendant sept ans. Les autorités l'ont secrètement transférée au centre de lavage de cerveau Er'ehu dans la ville de Ziyang en 2013 et ont continué à lui faire subir un lavage de cerveau. Au moment d'écrire ces lignes, on ne sait pas si elle a été libérée.

Une autre pratiquante de la province du Guangdong, M^{me} Xie Yu, âgée de 32 ans, a été emmenée dans un centre de lavage de cerveau en janvier 2019, juste après avoir passé deux ans en prison pour avoir

distribué des documents de Falun Gong. Sa famille a appris que les autorités avaient décidé de l'envoyer dans un centre de lavage de cerveau parce qu'elle refusait toujours de renoncer à sa croyance à la fin de sa peine de prison.

b) Un haut niveau de secret

La nature extrajudiciaire des centres de lavage de cerveau rend leur fonctionnement hautement arbitraire et secret. Par exemple, après l'abolition du système des camps de travail en 2013, de nombreux centres de lavage de cerveau dans la ville de Wuhan, province du Hubei, ont enlevé les panneaux et logos visibles sur les installations pour éviter la traçabilité et la responsabilité. À l'occasion, certaines installations ont été fermées, tandis que d'autres ont été relocalisées.

Une pratiquante de la province du Hubei a été arrêtée en octobre 2018 pour ne pas avoir renoncé à sa croyance. Au bout de quinze jours de détention, la police l'a emmenée dans un hôpital psychiatrique et l'a gardée là pendant cinq jours avant de la transférer dans un centre secret de lavage de cerveau. Les agents lui ont couvert la tête d'une cagoule et lui ont attaché les mains pendant le transfert pour qu'elle ne sache pas où elle était emmenée.

Sa famille a appris où elle se trouvait et s'est rendue au centre de lavage de cerveau pour essayer de la voir. Avant qu'ils ne s'approchent de la porte, ils ont entendu une voix automatisée qui les avertissait : « N'approchez pas. Les lasers sont activés. » Des lasers les ont soudain encerclés de toutes parts. Les lumières les suivaient pendant qu'ils se déplaçaient, les forçant finalement à partir.

Puis la famille de la pratiquante a entendu dire que celle-ci avait été déplacée dans un autre endroit, qu'ils ont découvert être une résidence abandonnée, sans enseigne ni plaque sur la porte. La porte métallique était fermée. Personne n'a répondu lorsqu'ils ont appelé la pratiquante par son nom.

Plus tard, après sa libération, la pratiquante a dit à sa famille qu'elle se trouvait au deuxième endroit quand ils s'y sont rendus.

Les membres du personnel étaient devenus nerveux quand ils avaient entendu sa famille. Ils lui avaient interdit de faire du bruit ou de signaler à sa famille qu'elle était retenue là.

c) Administration de substances inconnues

Outre la torture et la surveillance 24 heures sur 24, l'administration forcée de substances inconnues est également courante dans les centres de lavage de cerveau. M. Xie Deqing, un retraité en bonne santé, est décédé environ vingt jours après le début de sa détention au centre de lavage de cerveau Xinjin dans la ville de Chengdu, province du Sichuan. Avant sa mort, il était émacié, incontinent et souffrait de douleurs extrêmes. Sa peau était grisâtre. Ces symptômes correspondaient à ceux constatés chez d'autres pratiquants, dont on a la confirmation qu'ils avaient reçu des substances inconnues. Plus de 100 policiers ont par la suite été dépêchés à minuit au funérarium pour aller y chercher son corps et l'incinérer.

d) Un lavage de cerveau intensif

Outre l'enfermement physique, on oblige également les pratiquants à regarder des vidéos de propagande calomniant le Falun Gong et à ensuite écrire leurs pensées. Leurs rapports écrits sont souvent analysés par des psychologues, qui profitent alors des faiblesses qu'ils y découvrent pour concevoir de nouvelles stratégies pour détruire leur croyance. Très souvent, on fait appel à des collègues de travail et des membres de leur famille pour forcer les pratiquants à renoncer à leur croyance.

Dans les centres de lavage de cerveau de la ville de Wuhan, dans la province du Hubei, les autorités ont installé trois caméras dans chaque salle. Des feuilles de papier imprimées avec des phrases diffamatoires sur le Falun Gong sont disposées sur les tables, les chaises et le sol. À l'exception du temps alloué pour dormir, la télévision dans la pièce ne diffuse que des émissions diffamant le Falun Gong

ou d'autres émissions visant à affaiblir la volonté des pratiquants. Des haut-parleurs diffusent toute la journée, à un volume élevé, une propagande calomniant le Falun Gong et son fondateur.

Il est également interdit aux pratiquants de faire les exercices de Falun Gong et les gardiens leur imposent aussi des restrictions physiques strictes, comme limiter le temps pour terminer un repas et de quelle façon et où ils doivent faire la vaisselle. M^{me} Dai Juzhen s'est retrouvée en danger de mort à cause d'une hypertension artérielle et d'une hyperglycémie trois jours seulement après avoir été emmenée le 9 août 2018 au centre de lavage de cerveau Haikou dans la ville de Wuhan.

e) Dissimulation et tromperie

Un autre aspect distinctif des centres de lavage de cerveau, c'est qu'ils se présentent sous un faux jour comme des « centres d'éducation juridique » et qu'ils sont situés dans des lieux ordinaires.

Les responsables trompent également les membres des familles qui ne soutiennent pas le Falun Gong en les amenant à convaincre les pratiquants d'aller dans ces centres. C'est ce qui est arrivé à M^{me} Tang Xiaoyan de la ville de Guilin, dans la région autonome du Guangxi. Sa famille a cru les responsables du Bureau 610 qui assuraient que le centre était un lieu favorable d'étude volontaire, mais une fois que M^{me} Tang y est arrivée, les responsables l'ont battue et torturée. Ils lui laissaient une lumière vive devant les yeux en permanence, et ils l'ont privée de sommeil et d'eau. Cela a mis la vie de M^{me} Tang en danger à au moins deux reprises.

1.1.4 Décès dans les centres de lavage de cerveau

Les abus physiques et mentaux dans les centres de lavage de cerveau ont également contribué à la mort de pratiquants de Falun Gong. Parmi les 3653 cas confirmés de décès de pratiquants de Falun Gong entre 1999 et 2014, 746 (20,4 %) sont liés à la torture dans des

centres de lavage de cerveau, et 367 (10 %) des décès y ont eu lieu.

M^{me} Xu Huizhu, une enseignante retraitée de la province du Guangdong, a été arrêtée fin juillet 2016, et emmenée au centre de lavage de cerveau de Huangpu. Elle est décédée en août peu après sa libération.

Bien que nous ne disposions pas de données sur le nombre de pratiquants détenus dans les centres de lavage de cerveau, nous observons une corrélation largement positive entre le nombre de centres de lavage de cerveau et le nombre de décès dans diverses régions. (voir le graphique dans la section « Graphiques et photos »)

Même si nous ne pouvons pas tirer de conclusions définitives sur la façon dont les centres de lavage de cerveau ont contribué à la mort des pratiquants de Falun Gong, la corrélation positive valide au moins le rôle des centres de lavage de cerveau dans la persécution du Falun Gong.

1.1.5 Exemples dans la province du Hubei : « Ce que je dis est la loi »²

M. Lu Yougen, un pratiquant de Falun Gong dans la province du Hubei, a été témoin de quelque chose qu'il n'oubliera jamais. Lorsqu'un autre pratiquant a protesté contre le fait d'être gavé alors qu'il était détenu, trois gardiens l'ont attrapé : un lui a tiré la tête en arrière, l'autre l'a retenu par les épaules et le troisième a frappé violemment sa mâchoire inférieure.

« Avec un craquement, la mâchoire inférieure du pratiquant a été disloquée et pendait de travers. Alors que les gardes le gavaient, le pratiquant était inerte, comme s'il était mort », s'est rappelé M. Lu.

Ceci s'est passé en septembre 2009 au centre de lavage de cerveau de la ville de Wuhan, dans la province du Hubei. Étiqueté « centre d'éducation juridique du Hubei », cet établissement a détenu au moins 1200 pratiquants de Falun Gong depuis le mois de février 2002, sous les ordres du Bureau 610 de la province du Hubei. Pour avoir refusé de renoncer à leur croyance, ils ont été soumis à

l'isolement, à la tromperie, au lavage de cerveau, à l'humiliation, aux menaces et à la torture.

Lorsque M. Zhang Sifeng du district de Hanyang y a été enfermé, il a fait remarquer qu'il était détenu illégalement. Un agent lui a répondu qu'il ne se souciait que du lavage de cerveau, pas des lois. « Ce que je dis est la loi ! » a hurlé l'agent. « Si tu ne le crois pas, je peux t'enlever un de tes reins tout de suite ! »

a) Détention arbitraire et torture

Comme d'autres centres de lavage de cerveau, le centre d'éducation juridique du Hubei se consacre à forcer les pratiquants à abandonner leur croyance. La Commission des affaires politiques et juridiques, un organisme gouvernemental qui supervise la persécution du Falun Gong, a fait maintes fois l'éloge de cet établissement.

Les responsables de la province du Hubei peuvent arrêter n'importe quel pratiquant dans la province et le détenir dans cet établissement sans suivre aucune procédure officielle ni formalité administrative. Cela inclut les pratiquants qui viennent de terminer leur peine d'emprisonnement. Dans un cas, un chirurgien était en train d'opérer un patient dans un hôpital lorsqu'il a été arrêté et emmené au centre.

Enfermés dans des cellules derrière des barreaux de métal, les pratiquants sont surveillés 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et sont soumis au lavage de cerveau de 7 heures à 22 heures ou même plus tard chaque jour. Les responsables confisquent leurs montres pour qu'ils perdent la notion du temps et bloquent les signaux des téléphones portables pour les couper du monde extérieur. Ils ne sont pas autorisés à écrire chez eux ni à recevoir de visites de leur famille. Les lumières sont toujours allumées, même la nuit.

M^{me} Cui Hai, qui travaillait auparavant pour la compagnie Wuhan Chemical Import & Export, a été détenue pendant soixante-dix jours dans cet établissement après son arrestation, en octobre 2012. « À la suite de la torture, j'étais gravement émaciée

et plusieurs fois, ma mâchoire inférieure a failli tomber. » Ses cheveux sont devenus gris, elle a perdu la mémoire, tout son corps tremblait et ses membres étaient enflés. Mme Cui a ensuite été condamnée à cinq ans de prison pour sa croyance.

Elle a survécu à la torture et aux mauvais traitements pendant son incarcération, avant de mourir le 1^{er} janvier 2018, moins de trois semaines après sa libération.

b) Battu et drogué

M. Zhang Su, un entraîneur de tennis de Wuhan, a raconté comment il a été maltraité dans l'établissement du Hubei. « Plusieurs policiers en civil m'ont abordé à un point de vente de billets de train près de chez moi en mai 2011. Ils m'ont pulvérisé quelque chose au visage pour que je ne puisse plus respirer, ils m'ont assommé et menotté. Personne n'a jamais décliné son identité ni expliqué pourquoi on m'arrêtait », a-t-il écrit.

Plus tard dans la journée, M. Zhang a été emmené au centre d'éducation juridique du Hubei. Quand il a protesté contre le lavage de cerveau, les gardes l'ont battu, giflé et ont menacé de lui donner des décharges avec des matraques électriques. Cela a duré environ deux mois et sa tension artérielle a souvent atteint 230/120 mmHg.

Au bout de trois mois, M. Zhang a remarqué que ce qu'il mangeait lui donnait la diarrhée, des palpitations et une sensation d'oppression dans la poitrine. Cela a duré trois mois, au cours desquels il s'est évanoui deux fois. Lorsqu'il a été examiné, il avait des lésions cardiaques, des calculs biliaires et d'autres symptômes similaires à ceux d'une maladie cardiaque. Le médecin a dit qu'il devait être hospitalisé et M. Zhang l'a également demandé.

Mais les responsables ont rejeté leurs demandes et ont poursuivi les séances de lavage de cerveau. Jiang Lili, l'un des membres du personnel, a déclaré qu'il n'était pas nécessaire de discuter des « lois » puisque toutes les branches du système judiciaire – la police, le parquet et les tribunaux – travaillaient étroitement avec la

Commission des affaires politiques et juridiques, qui supervise les Bureaux 610.

« Le Parti peut t'écraser comme une fourmi. Tu peux être exécuté demain et ce sera considéré comme un suicide. Ta famille ne recevra qu'une boîte de cendres », a dit Jiang en souriant. « Ils t'emmèneront peut-être aussi à l'hôpital et prélèveront tes organes pour sauver d'autres personnes, comme à Sujiatun. Tu seras ensuite incinéré et ta famille ne recevra peut-être même pas tes cendres. Tu ne peux rien y faire. »

c) Centres de lavage de cerveau : financement et fonctionnement

Le centre d'éducation juridique du Hubei, également appelé centre de lavage de cerveau de Banqiao, a été créé en février 2002 par le Bureau 610 du Hubei. La première liste des personnes arrêtées figurait dans le document 2002-n° 6 du bureau, publié par son directeur de l'époque, Huang Zhaolin. Il a finalement été relocalisé à son emplacement actuel dans le village de Mahu.

Le financement du centre provient à la fois du budget du gouvernement national et de l'extorsion auprès des populations locales, à savoir les employeurs et les groupes de voisinage du village ou du quartier. L'allocation gouvernementale serait de trois millions de yuans par an et l'extorsion de fonds auprès de la population locale s'élève à environ 20 000 yuans par personne et par session (environ quarante jours). Outre cette « dépense » de base, les agents du Bureau 610 extorquent également des salaires aux locaux pour deux « gardiens » qui accompagnent le pratiquant au centre de lavage de cerveau. Avec environ 20 pièces dans le centre, cela représente environ trois millions de yuans par an, une incitation lucrative pour les responsables.

Comme mentionné ci-dessus, malgré le fait qu'ils soient qualifiés d'établissements « d'éducation juridique », ces centres se concentrent principalement sur le lavage de cerveau pour plusieurs

raisons. Premièrement, la « transformation » d'un pratiquant est liée à des primes pour les membres du personnel. Deuxièmement, les responsables peuvent signaler leurs « succès » aux Bureaux 610 qui les soutiennent afin de justifier le maintien ou l'expansion du centre. Troisièmement, avec plus de pratiquants « transformés » et fournissant des informations détaillées sur leurs activités, davantage de pratiquants peuvent être arrêtés pour maintenir le fonctionnement des centres de lavage de cerveau.

d) Pire que les camps de concentration

Les centres de lavage de cerveau qui ciblent les pratiquants de Falun Gong présentent de nombreuses similitudes avec les camps de concentration de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique du XX^e siècle.

Un État dans l'État. Les centres de lavage de cerveau sont des entités extrajudiciaires sous la direction des Bureaux 610. Les responsables ne sont pas liés par la loi et aucun autre organisme gouvernemental n'est autorisé à intervenir.

Perte de dignité. Comme dans les prisons et les camps de travaux forcés, les pratiquants sont souvent maltraités physiquement et mentalement. Ils sont gavés, on leur fait absorber de force des substances inconnues, ils sont privés de sommeil, privés de l'accès aux toilettes et humiliés.

Le secret. Les centres de lavage de cerveau fonctionnent uniquement sous l'autorité du Bureau 610. Les membres des familles ne sont pas autorisés à s'y rendre et les bâtiments sont souvent banalisés, en particulier après l'abolition du système des camps de travail en 2013.

Les fonctionnaires. Une fois que les responsables réussissent à forcer certains pratiquants à renoncer à leur croyance, ils les contraignent à en « transformer » d'autres, utilisant la force, les menaces ou des incitations financières.

On oblige souvent les détenus à chanter des chansons faisant

l'éloge du Parti communiste. Lorsque M. Lu Songming de la ville de Huangshi a refusé de céder, on l'a forcé à dire : « Monsieur, je veux manger la nourriture fournie par le Parti » avant de pouvoir manger quoi que ce soit ou, « Monsieur, je veux utiliser les toilettes fournies par le Parti » avant d'être autorisé à utiliser les toilettes. C'est également arrivé à d'autres pratiquants.

e) Maltraitance systématique du corps et de l'âme

M. Zhang Weijie a été arrêté au travail le 5 mai 2011 et emmené au centre d'éducation juridique du Hubei. Un garde, Deng Qun, lui a décrit le programme du centre de lavage de cerveau : rester debout sans bouger pendant un long moment, être battu, privé de nourriture, gavé, privé de sommeil, suspendu en hauteur, drogué et recevoir des décharges avec des matraques électriques. Le gavage avait lieu deux fois par jour, au cours duquel des gardes ne cessaient d'insérer et de retirer les tubes pour augmenter la douleur. Les pratiquants recevaient deux seaux à la fois, deux fois plus que ce que l'estomac peut contenir. « Alors que la nourriture liquide remontait et se répandait sur tout le sol, le garde Hu Gaowei l'a essuyée avec du papier journal et l'a étalée sur mon visage et ma tête tout en me frappant. À ce moment-là, tout le monde riait du spectacle », s'est rappelé M. Zhang.

Le 11 mars 2011, lorsque la peine de camp de travail de M^{me} Wang Yujie a pris fin, le Bureau 610 de Xiantao l'a emmenée au centre d'éducation juridique du Hubei. En l'espace de deux mois, elle était souvent dans un état second et avait des troubles mentaux. Elle est décédée quelques mois plus tard, le 3 septembre, à l'âge de 24 ans.

1.2 Camps de travaux forcés

La rééducation par le travail a commencé en 1957, comme une forme de sanction pour les contre-révolutionnaires. Plus tard, elle

a été étendue pour détenir les gens accusés de délits insignifiants, les dissidents politiques et les pétitionnaires (les « pétitionnaires » en Chine sont des citoyens se rendant dans les bureaux d'appel du gouvernement pour contester les mesures politiques injustes et/ou impopulaires). Quand la persécution du Falun Gong a commencé en 1999, la rééducation par le travail est devenue une forme de châtiement largement utilisée contre les pratiquants.

Le système des travaux forcés était une sanction administrative menée à exécution par la police, et non le système judiciaire. Les peines de travaux forcés allaient généralement d'un à trois ans, avec la possibilité d'une extension d'un an. Le comité permanent du congrès national du peuple a aboli le système de la rééducation par le travail le 28 décembre 2013. Cependant, beaucoup de pratiquants de Falun Gong relâchés des camps de travaux forcés ont été directement emmenés dans des centres de lavage de cerveau ou condamnés à la prison. En plus de la torture et d'autres abus, le travail forcé était une technique importante pour affaiblir le pouvoir de volonté des pratiquants de Falun Gong tout en en faisant profiter les autorités.

1.2.1 Le travail forcé viole les lois chinoises et la déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU

L'esclavage par le travail en Chine dans les camps de travaux forcés, les centres de détention et les prisons viole la Constitution chinoise et les lois chinoises suivantes :

- La Constitution de la RPC (République populaire de Chine),
Articles 17, 35, 42, 43, 44
- La loi de la RPC sur la sécurité au travail – 2002
- La loi de la RPC sur la prévention et le traitement des maladies professionnelles – 2001
- La loi de la RPC sur les syndicats – 1992, amendée en 2001
- La loi du travail de la RPC – 1994
- Les règlements sur la protection du travailleur dans les lieux de

- travail où des articles toxiques sont utilisés – 2002
- Les règlements sur le salaire minimum d'entreprise – 1994
- Les règlements de la RPC régissant le règlement des conflits de travail dans les entreprises – 1993
- La Constitution des syndicats de la République populaire de Chine – 1998

Pour rester concis, nous ne citons que les articles 42 et 43 de la Constitution chinoise :

Article 42. Les citoyens de la République populaire de Chine ont droit au travail et le devoir de travailler. L'État crée les conditions pour l'emploi par divers moyens, renforce la protection du travail, améliore les conditions de travail et, sur la base du développement de la production, assure une rémunération accrue du travail et accroît le bien-être des travailleurs. Le travail est le devoir glorieux de tout citoyen qui peut travailler. Les travailleurs des entreprises d'État et des organisations de l'économie collective urbaine et rurale doivent tous se comporter, envers leur travail, en maîtres du pays. L'État encourage l'émulation socialiste au travail, accorde des récompenses aux travailleurs modèles et d'avant-garde. L'État encourage le travail bénévole parmi les citoyens. L'État donne la formation professionnelle nécessaire aux citoyens avant qu'ils reçoivent un emploi.

Article 43. Les travailleurs de la République populaire de Chine ont droit au repos. L'État multiplie les établissements permettant aux travailleurs de prendre une période de repos ou de rétablissement, fixe pour ces derniers la durée du travail et établit le système des congés.

De plus, l'Article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme déclare : « Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ;

l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. »

Le système des travaux forcés ne viole pas seulement les droits de l'homme élémentaires des détenus, mais encourage également les systèmes des camps de travail et des prisons à persécuter les détenus à cause des bénéfices énormes issus des produits du travail obligatoire. En outre, il ébranle la stabilité du marché international du travail et du commerce, car ces produits bon marché font du dumping sur le marché international.

1.2.2 Les baguettes « hygiéniques » révèlent les conditions sanitaires dans les camps de travaux forcés³

En Chine, dans les petits restaurants au bord des routes, les baguettes jetables largement utilisées sont désignées sous le nom de baguettes « hygiéniques ». Elles sont d'usage courant dans les restaurants chinois à l'étranger. On peut les voir, placées ensemble dans un emballage ou empaquetées séparément avec la mention « Aseptisé pour votre sécurité » !

Selon une enquête en Chine, plus de 80 % de ces baguettes n'ont jamais été aseptisées. La concurrence féroce du marché a rendu impossible le recouvrement de tous les coûts, ainsi quelques entreprises ont laissé tomber le processus d'aseptisation. D'autres utilisent du soufre pour faire briller et blanchir les baguettes tout en sachant que cela pourrait rendre les baguettes toxiques. Afin de réduire les coûts au minimum et augmenter les bénéfices, certains postes de la chaîne de production sont sous-traités via des prisons et des camps de travaux forcés où il n'y a aucun contrôle des conditions sanitaires.

a) Production de baguettes « hygiéniques » au Bureau de l'éducation par le travail de Pékin

Il est prouvé que le Département des expéditions du Bureau de l'éducation par le travail de la ville de Pékin, un camp de travaux

forcés situé dans le district de Daxing, Pékin, forçait les détenus dans le camp à travailler de longues heures pour fabriquer des baguettes « hygiéniques », de 6 heures du matin à 21 heures ou même parfois jusqu'après minuit. Les baguettes fabriquées là étaient loin d'être « hygiéniques ».

Avec des dizaines de détenus serrés dans une petite pièce, les baguettes à emballer étaient simplement empilées sur le sol et souvent piétinées par les ouvriers. Le travail des prisonniers consistait à mettre les baguettes dans des emballages en papier étiquetés par le Département de la santé et de la prévention épidémique, alors que les détenus ne disposaient pas pour eux-mêmes de conditions sanitaires adéquates. Bon nombre d'entre eux avaient des maladies de peau, des infections de gale, et certains étaient toxicomanes ou diagnostiqués comme étant porteurs de maladies sexuellement transmissibles. Les revenus générés par les contrats du travail forcé finissaient dans les poches des gardes des camps de travail.

M. Yu Ming, pratiquant de Falun Gong, ancien directeur d'une manufacture de vêtements dans la ville de Liaoyang de la province du Liaoning, a écrit⁴ :

« Dans le camp de travaux forcés de Tuanhe dans le district de Daxing de la ville de Pékin, le Département des exportations forçait tout le monde à travailler de tôt le matin jusqu'à minuit, afin que les policiers se fassent de l'argent. La majeure partie du travail consistait à emballer des baguettes jetables « hygiéniques » ou « convenables » dans des emballages de papier. Elles étaient alors considérées comme de « qualité sanitaire standard » et vendues à de petits restaurants de bords de routes. Le bénéfice pour une boîte de baguettes était d'environ six yuans. Chaque détenu fabriquait environ trois boîtes par jour et il y avait environ 160 personnes par unité. On peut imaginer combien d'argent une unité pouvait faire chaque jour pour ces policiers.

« Les dortoirs des détenus étaient utilisés comme ateliers.

D'abord, ils y étaient très à l'étroit, et en plus, les baguettes étaient éparpillées par terre. Parfois elles étaient déposées dans les toilettes ouvertes, sans que personne ne s'en inquiète. Ils ne faisaient que prendre les baguettes et les mettre dans les emballages en papier, aucune baguette ne devait être perdue, pas même une seule. La police surveillait soigneusement le nombre de baguettes utilisées par les détenus, les détenus n'avaient pas l'autorisation de se laver les mains.

« La majorité des détenus étaient des toxicomanes et des prostituées, pourtant il n'y avait aucun examen médical formel qui aurait pu déterminer si une personne avait une hépatite ou des maladies sexuellement transmissibles. Tous les détenus qui pouvaient encore respirer devaient travailler pour la police. Même les gens qui avaient de la gale sur tout le corps devaient travailler et manipulaient les baguettes avec leurs mains couvertes par des vésicules de gale

« Quiconque était en retard ou n'accomplissait pas le quota imposé par les policiers était battu par la police et d'autres détenus. On les forçait à rester dehors immobiles pendant de longues périodes, ou bien ils étaient privés de sommeil en guise de punition pour ne pas avoir atteint leur quota de production. Dans chaque unité et cellule grouillaient les poux et les détenus n'avaient pas l'autorisation de prendre des douches pendant de longues périodes. Les gardes patrouillaient, avec des matraques électriques et des menottes. Beaucoup de détenus n'osaient jamais lever la tête pour regarder le ciel même après avoir été ici durant plusieurs mois. »

M. Gong Chengxi, pratiquant de Falun Gong, était en licence de gestion et administration au campus Changping de l'Université de droit et de science politique de Pékin. Il était considéré, par le président de l'Association des étudiants et le délégué de sa classe, comme un étudiant droit et aimable ayant une excellente déontologie

universitaire. En raison de la persécution contre le Falun Gong, il a été sommairement renvoyé de l'université quand il n'a pas voulu renoncer à sa croyance⁵. Voici le témoignage de M. Gong :

« Afin d'optimiser les bénéfices issus du travail des détenus, le Département des expéditions frisait la folie. Le quota pour chaque personne par jour était de 7500 à plus de 10 000 paires de baguettes. Même en travaillant de 6 heures du matin à minuit, il était impossible de respecter ce quota. Sans compter l'insupportable mal de dos, nous devons également supporter les insultes et les coups de la police et de leurs acolytes. Pendant le mois que j'ai passé dans le Département des expéditions, chaque jour était comme cela. Plusieurs pratiquants de Falun Gong âgés, Dao Wanhui, Yang Juhai, Li Xieliang, Chen Jingjian et Jia Lin, travaillaient aussi rapidement qu'ils pouvaient, mais ne pouvaient pourtant pas atteindre le quota, ainsi le chef de l'unité leur ordonnait de s'asseoir sur le sol de ciment à l'extérieur pour travailler pendant plusieurs heures par temps glacial. S'ils n'atteignaient toujours pas le quota, ils étaient privés de sommeil, et autorisés à dormir seulement trois à quatre heures par nuit. »

b) Baguettes « hygiéniques » et piques à barbecue fabriquées au camp de travaux forcés de Shuangkou à Tianjin

Dans une lettre à Minghui, un pratiquant de Falun Gong qui a été détenu dans le camp de travaux forcés de Shuangkou à Tianjin a écrit :

« À cause des terribles conditions de vie au camp de travaux forcés, 90 % des détenus ont développé la gale. À ce moment-là, mes jambes, ma poitrine et mes mains étaient toutes infectées. Pourtant on nous forçait à travailler. »

c) Seul critère sanitaire pour les baguettes fabriquées dans le camp de travaux forcés de Dalian : pas de cheveux dans les sachets

Le camp de travaux forcés de la ville de Dalian, province du Liaoning, effectuait également le même travail et exportait les baguettes vers le Japon. Il a été rapporté que le seul critère sanitaire était qu'il ne devait pas y avoir de cheveux dans le paquet.

En plus des baguettes, le camp de travaux forcés de Dalian produisait une série d'articles à prix réduit, y compris des produits brodés, des fleurs séchées, des chapeaux tricotés à la main ou des boîtiers pour téléphones portables, des algues comestibles présentées en nœuds, des fleurs en plastique, des bâtonnets de glace, des pailles pour les boissons, des manteaux de laine faits main et des boutons. Le camp de travaux forcés de Shibalihe dans la ville de Xuchang, province du Henan, faisait des perruques, des tapisseries, des objets décoratifs et de la broderie. On forçait les détenus à travailler pendant de longues heures chaque jour. Ceux qui n'avaient pas fini leurs quotas étaient torturés.

1.2.3 D'autres mauvais traitements dans les camps de travaux forcés⁶

a) Camp de travail n° 3 de la province du Henan spécialisé dans les produits capillaires

Le camp de travail n° 3 de la province du Henan, également appelé camp de travail de la ville de Xuchang, est situé dans la province du Henan, où la plupart des produits capillaires chinois sont fabriqués. Quand le camp de travail était à court de capitaux et sur le point de fermer, beaucoup de pratiquants de Falun Gong ont été kidnappés et ont dû fabriquer de force des produits capillaires, ce qui a rétabli les affaires du camp de travail.

Qu Shuangcai, directeur du camp de travail n° 3, a brutalement persécuté les pratiquants de Falun Gong et a été promu par ses supérieurs. En mai 2003, il a été transféré au camp de travail pour femmes de Shibalihe dans la ville de Zhengzhou et promu directeur de ce camp de travail. Il a signé tout de suite un contrat avec Henan Rebecca Hair Products, Inc. localisé à moins de 200 km du camp de travail de Xuchang. Il a également institué l'utilisation de camisoles de force pour torturer les pratiquantes. En l'espace de quelques mois après son arrivée, trois pratiquantes de Falun Gong ont été torturées à mort.

b) Hygiène épouvantable au camp de travaux forcés de Jianxin à Tianjin

Le camp de travaux forcés de Jianxin, dans la ville de Tianjin, a été agrandi spécialement pour persécuter les pratiquants de Falun Dafa. Depuis la mise en place de la sixième division pour les femmes, plusieurs centaines de pratiquantes de *Dafa* y ont été détenues. La plupart avaient plus de 50 ans, la pratiquante la plus âgée avait 73 ans.

Le camp de travail forçait les pratiquantes de *Dafa* à travailler pendant des périodes allant de dix-sept à dix-huit heures chaque jour. Si elles ne pouvaient pas finir leur quota de travail, on ne leur permettait pas de dormir ; certaines d'entre elles devaient même travailler la nuit sans dormir pendant plusieurs jours, ou étaient autorisées à dormir une ou deux heures par jour tout au plus.

Plusieurs pratiquantes de *Dafa*, particulièrement les plus âgées, avaient commencé à pratiquer le Falun Gong afin de guérir de leurs maladies et améliorer leur santé. En raison de l'environnement pervers dans le camp, les pratiquantes n'étaient pas autorisées à étudier les livres de *Dafa* et à pratiquer les exercices de Falun Gong. En plus des heures prolongées de travail et d'un travail épuisant, elles subissaient une pression mentale et physique intolérable, ainsi, certaines pratiquantes ont développé des problèmes de santé.

Les autorités forçaient également les pratiquants de Falun Gong qui avaient la gale et dont les mains suintaient du pus à transformer des produits comestibles. Ils demandaient à des détenues et des prostituées dont les corps suintaient du pus et qui avaient des MST [Maladies Sexuellement Transmissibles] de sélectionner des graines de tournesol, de manipuler des boîtes de chocolats et de sucreries, des plateaux de dessert et des plateaux de gâteau de lune. Elles faisaient tout ce travail sur les lits de la prison, ce qui est une violation sérieuse des normes d'hygiène alimentaire. Ils ont même ordonné à des détenues avec des maladies contagieuses d'emballer de la nourriture contenant des jouets pour enfants.

c) Produits toxiques au camp de travaux forcés de Jiamusi dans la province du Heilongjiang

Afin de se faire de l'argent rapidement, les gardes de la prison du camp de travaux forcés de Jiamusi, dans la province du Heilongjiang, ont accepté de faire des produits illégaux et forcé les détenus du camp à effectuer un travail de production intensive. Ils ont utilisé une qualité très inférieure de caoutchouc avec des niveaux de toxicité dépassant les normes industrielles pour fabriquer des boîtiers pour téléphones portables. Ceci a sérieusement nui à la santé des détenus qui manipulaient ces matériaux. En raison du travail de forçat et des matériaux toxiques, les pratiquants de Falun Gong ont énormément souffert et ne pouvaient plus travailler après un certain temps. Les pratiquants qui refusaient d'effectuer le travail étaient sévèrement battus.

Des pratiquants ont également été soumis à des travaux forcés impliquant d'autres matières premières cancérigènes. À compter du 8 mars 2003, on a forcé tous les détenus de la brigade n° 9 du camp de travail de Jiamusi, soit plus de 80 personnes, à fabriquer des boîtiers de téléphones portables. L'usine fournissait les matières premières et le camp de travail fournissait la main-d'œuvre. La production annuelle prévue a été évaluée à trois millions de yuans,

exonérés d'impôts, et les deux organismes impliqués ont réalisé un énorme bénéfice dans cette affaire.

Le caoutchouc était de qualité inférieure et dégageait des gaz irritants qui provoquaient de cruelles sensations d'étouffement. Les gardes de service ne supportaient pas l'odeur et ont demandé au bureau technique de surveillance d'envoyer leur personnel pour enquêter. Après les essais en laboratoire, ils ont indiqué que les niveaux de toxines dans les matières premières utilisées étaient bien au-delà des normes industrielles et pouvaient causer des cancers. Ainsi, les gardes de service portaient de grands masques et ne rentraient jamais dans la zone de production pendant que les pratiquants y travaillaient. Une fois vendus, les boîtiers de téléphone portables étaient eux aussi nocifs pour les consommateurs.

En juillet 2002, les autorités responsables de la brigade n° 7 ont forcé des pratiquants de Falun Gong à fabriquer des boîtes en papier pour les gâteaux de lune, en utilisant de la colle toxique à l'odeur fétide. Beaucoup de pratiquants sont tombés malades, avec les yeux enflammés et gonflés.

d) De la literie de marque produite dans le camp de travaux forcés n° 1 pour femmes de la province du Shandong

Le camp de travaux forcés n° 1 pour femmes de la province du Shandong a conspiré avec plusieurs usines pour forcer les pratiquantes de Falun Gong à faire des produits de literie, des sacs en plastique pour ciment et mettre des étiquettes de marque sur des couettes.

Les pratiquantes de Falun Gong détenues à la cinquième division du camp de travail souffraient le plus. Leur atelier, situé dans le sous-sol de la cafétéria du camp de travail, était traversé par les conduits d'égout. La salle avait un plafond bas et était sombre, de l'eau à l'odeur fétide fuyait constamment des conduits et inondait la salle. Dans la pièce, il y avait une douzaine de machines à coudre, électriques et manuelles, ainsi que huit tables de travail de trois

mètres de long. La sortie de la salle du sous-sol était bloquée pour servir de toilette, et un urinoir y avait été placé. Comme il n'y avait aucun mur qui séparait réellement les toilettes de l'atelier, la puanteur était insoutenable. Quand les pratiquantes travaillaient dans la pièce du sous-sol, le bruit des machines à coudre et des machines dans la cuisine au-dessus était assourdissant.

Les pratiquantes de Falun Gong devaient travailler de force dans ce sous-sol pendant douze à quinze heures chaque jour et étaient privées de lumière et d'air frais. Elles devaient en plus supporter un bruit de plus de 200 décibels. La santé des pratiquantes a diminué de façon significative, elles sont tombées malades suite à des faiblesses nerveuses, des rhumes, des maux de tête, des douleurs gastriques, des problèmes gastro-intestinaux et une altération de l'audition. Les pratiquantes demandaient fréquemment aux gardes une pause de dix minutes à midi ou en soirée, mais les gardes Niu Xuelian et Zhao Jie ne la leur accordaient pas.

Les gardes prolongeaient également le temps de travail des pratiquantes. Si le quota quotidien de production n'était pas atteint, les gardes insultaient les pratiquantes, leur enlevaient des points et prolongeaient leurs peines. Le garde Zhao Jie a déclaré : « Le gouvernement ne peut pas vous nourrir pour rien ! Si vous ne faites pas du bon travail, vous serez punies davantage ! Nous avons de nombreux moyens de nous occuper de vous ! »

e) Les quotas impossibles du camp de travaux forcés pour femmes de Heizuizi dans la province du Jilin⁷

Surmener les pratiquantes est une méthode employée par les fonctionnaires des camps de travaux forcés pour briser les pratiquantes de Falun Dafa physiquement et mentalement. Ceci s'est produit dans le camp de travaux forcés pour femmes de Heizuizi à Changchun, province du Jilin. Par exemple : chaque personne devait fabriquer 500 masques par jour quand il n'était possible qu'environ 300. Chaque personne qui fabriquait des produits faits

à la main ou des petits articles de prêt-à-porter devait produire entre 100 et 150 pièces par jour. C'était impossible à atteindre. Toute pratiquante qui n'avait pas atteint cet impossible quota de production, était punie et battue.

En plus d'endurer un stress extrême et un travail physique harassant, les pratiquantes n'avaient pas l'autorisation de pratiquer les exercices de Falun Gong. Plusieurs d'entre elles ont développé des problèmes de santé comme des maladies cardiaques, de l'hypertension, des problèmes aux poumons ou de l'hémoptysie. Même quand elles ne pouvaient pas se lever, les gardes les forçaient quand même à aller travailler.

1.2.4 Après l'abolition des camps de travail, les détenus ont été transférés vers des installations plus secrètes⁸

Après que les atrocités commises dans les camps de « rééducation par le travail » (RPT) ont été révélées au grand jour au fil des années, attirant l'attention du monde, la Chine a annoncé en 2013 la suppression de son système de camp de travail.

Comme décrit ci-dessus, les camps de travail de plusieurs décennies ont été remplacés par des centres de lavage de cerveau plus secrets (appelés « centres d'éducation juridique » ou « centres de rééducation »), existant en dehors du cadre juridique de la Chine. Ces prisons noires sont moins surveillées et il est plus facile de nier leur existence. Ayant tiré les leçons de l'expérience des camps de travail, le régime chinois a adopté une politique de ne laisser aucune prison clandestine gagner trop de notoriété, de peur qu'elle ne devienne à nouveau l'objet d'un contrôle international. Quand de telles installations deviennent trop connues, elles disparaissent pour réapparaître ailleurs, afin de poursuivre son rôle de maintenir la persécution du Falun Gong. Bien sûr, ces prisons clandestines, anciennes et nouvelles, emploient du personnel provenant des camps de travail maintenant fermés⁹.

En mars 2014, quatre avocats des droits de l'homme ont été battus

et torturés par la police pour avoir demandé la libération de pratiquants de Falun Gong détenus dans une prison clandestine dans la province du Heilongjiang. L'incident a attiré l'attention internationale sur le système des installations de lavage de cerveau extra-légales du régime chinois. Fidèle à son habitude, le « centre légal d'éducation de la ferme de Jiansanjiang¹⁰ » impliqué dans l'affaire d'un avocat en mars, a été fermé le 28 avril. Cependant, les pratiquants de Falun Gong qui y étaient détenus ont été maintenus en détention sans procès¹¹.

En outre, les employés responsables du centre de lavage de cerveau de Jiansanjiang ont mis en place une nouvelle installation à Qiqihar, une autre ville de la même province. En fait, deux des responsables du nouveau centre de lavage de cerveau de Qiqihar occupaient auparavant les fonctions de directeur de division et directeur adjoint au camp de travail de Qiqihar aujourd'hui fermé¹². La nouvelle installation, officiellement nommée « centre de désintoxication de Qiqihar » a maintenant remplacé Jiansanjiang comme centre de lavage de cerveau pour la province du Heilongjiang¹³.

Les centres de lavage de cerveau temporaires sont également apparus dans des endroits plus clandestins. Dans la province du Jilin, le Bureau 610 de la ville de Meihekou a mis en place un centre de lavage de cerveau dans l'école secondaire de Shuangxing¹⁴, où une dizaine de pratiquants ont été détenus à compter du 1^{er} juillet 2014. Un autre rapport du mois de juin 2014 décrit un centre de lavage de cerveau opérant dans un hôtel de la province du Jiangsu¹⁵.

Dans le district de Jiangjin à Chongqing, plusieurs centres de lavage de cerveau ont été mis en place dans des maisons en location, dont un situé depuis 2010 au rez-de-chaussée d'un immeuble du complexe de copropriété de Jindingyuan¹⁶. Comme cela est courant dans les centres de lavage de cerveau, chaque chambre (cellule) accueille un pratiquant et deux « surveillants » responsables de surveiller le pratiquant jour et nuit. Ces surveillants sont généralement des pratiquants « transformés » qui ont été amenés à coopérer avec les gardes pour transformer d'autres pratiquants. En plus des

tortures physiques et psychologiques dans les centres de lavage de cerveau, des rapports allèguent régulièrement des injections forcées de médicaments psychiatriques endommageant les nerfs, le gavage de nourriture contenant des médicaments et même la participation à des prélèvements d'organes sur des prisonniers vivants. Ces cas de torture et d'expérimentations psychiatriques ont été confirmés par le rapport annuel 2014 publié par la Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale¹⁷.

Tant que la politique de répression violente au cœur du régime n'aura pas changé, aucun euphémisme, aucune promesse superficielle ne pourra masquer les atrocités qui continuent.

1.3 Hôpitaux psychiatriques

Les hôpitaux psychiatriques et établissements psychiatriques ont été largement utilisés pour faire pression sur les pratiquants pour qu'ils renoncent au Falun Gong. Par exemple, depuis plusieurs années, les hôpitaux anfang – hôpitaux psychiatriques de haute sécurité directement administrés par le ministère chinois de la Sécurité publique – sont signalés comme des lieux de maltraitance par les rapports annuels sur les droits de l'homme en Chine du Département d'État des États-Unis (DOS)¹⁸.

Le rapport DOS 2011 stipule :

Les règlements concernant la possibilité pour les responsables de la sécurité de placer une personne en détention dans un établissement anfang n'étaient pas clairs, et les détenus n'avaient aucun dispositif pour s'opposer aux allégations de maladie mentale des responsables de la sécurité. On rapporte que les patients dans ces hôpitaux ont été traités contre leur gré et soumis de force à des traitements par électrochocs.

Comparés aux mauvais traitements documentés dans les établissements psychiatriques chinois, les établissements ankang – mot qui se traduit ironiquement par « établissement de paix et de santé [pour les personnes atteintes de maladies mentales] » – ne sont pas aussi largement connus. Ils opèrent si secrètement que de nombreux psychiatres avec de longues années d’expérience, avocats spécialisés dans les droits des personnes souffrant de maladies mentales et professeurs en psychologie criminelle ont déclaré ne rien savoir au sujet de ces établissements. Dans les établissements ankang, les visites familiales sont interdites aux pratiquants de Falun Gong. De nombreux parents ne connaissent pas le sort de leurs proches incarcérés dans de tels hôpitaux¹⁹.

1.3.1 Parallèle avec le camp de travail

Les hôpitaux ankang ont une structure extrajudiciaire et un processus étonnamment similaires à l’ancien système des camps de travail qui a été aboli en 2013, et la police peut arbitrairement envoyer quelqu’un dans ces hôpitaux pour une incarcération illégale sans procédure officielle.

En fait, le Département administratif pour les hôpitaux ankang est le même département qui est chargé des centres de détention. Par conséquent, la police fait souvent alterner les pratiquants de Falun Gong entre les centres de détention, les centres de lavage de cerveau et les établissements ankang, les soumettant à des tactiques de lavage de cerveau intensif dans chaque établissement. Les pratiquants qui refusent de renoncer à leur croyance après leurs incarcérations dans les centres de détention, les camps de travail, les centres de lavage de cerveau sont souvent transférés dans les hôpitaux ankang pour y subir davantage de traitements psychiatriques malveillants et barbares.

Le PCC utilise fréquemment les établissements de santé mentale pour torturer les dissidents et les activistes politiques. Bien que de mauvais traitements aient été rapportés dans un grand nombre d’établissements de soins de santé mentale en Chine, seuls les hôpitaux

ankang sont officiellement autorisés à détenir des patients contre leur volonté et restreindre leur liberté. Ces installations ont une longue histoire de « maintien de la sécurité intérieure » pour le régime communiste. Dès janvier 1988, le ministère de la Sécurité publique a établi les critères pour acheminer de force des patients dans les établissements ankang.

Parmi les cinq groupes de populations ciblées, deux sont classés comme « interférant sérieusement avec l'ordre public » et un autre comme « perturbant la stabilité sociale ». Les pratiquants de Falun Gong, les dissidents politiques et les citoyens qui osent protester contre les politiques gouvernementales se font souvent apposer ces étiquettes pour justifier leur internement dans les hôpitaux ankang.

Davantage d'hôpitaux ankang ont été créés après le début de la persécution du Falun Gong en 1999. En septembre 2004, le ministère de la Sécurité publique a émis un avis public exigeant que les provinces, les régions autonomes et les municipalités mettent en place des hôpitaux ankang dès que possible s'ils n'en avaient pas déjà.

1.3.2 Une faille dans le Code de la santé mentale permet à des gens sains d'esprit d'être internés contre leur volonté dans des hôpitaux Ankang

Le 1^{er} mai 2013, le Code de la santé mentale a été officiellement adopté en Chine. Le code établit le principe de l'hospitalisation volontaire et déclare que seuls ceux qui présentent des « symptômes graves » et un « danger de nuire à autrui » peuvent être détenus de force dans des établissements de santé mentale. Toutefois, le code laisse des vides juridiques qui ne protègent pas les citoyens d'être arbitrairement « étiquetés » comme souffrant de maladie mentale. Lorsqu'il s'agit de décider si une personne présente un « danger de nuire à autrui », il y a une énorme zone grise que la police et les agences gouvernementales concernées ont exploitée dans la persécution des pratiquants de Falun Gong, les dissidents politiques et les

pétitionnaires.

Il n'y a pas d'inspection par une tierce partie dans les établissements *ankang*. Les départements de police administrent les hôpitaux *ankang* et décident qui envoyer dans ces établissements. Qu'une personne reçoive un diagnostic de trouble mental, quels traitements devront être administrés, comment ils seront administrés et quand elle sera libérée, tout cela est contrôlé par la police.

Depuis l'adoption du Code de la santé mentale, de nombreux pratiquants de Falun Gong sont toujours détenus dans des hôpitaux *ankang* ou ont été récemment incarcérés dans ces établissements.

1.3.3 Utilisation abusive de médicaments psychiatriques pour torturer les pratiquants de Falun Gong

Depuis que la persécution du Falun Gong a commencé en 1999, de nombreux pratiquants ont été faussement étiquetés comme souffrant de maladie mentale. Ils sont incarcérés dans des hôpitaux *ankang*, reçoivent des injections de substances qui endommagent le système nerveux central, sont soumis à des électrochocs, sont gavés de force et battus. Tous ces « traitements » sont actuellement interdits dans le cercle médical international. De nombreuses victimes ont développé de véritables maladies mentales ou sont décédées à la suite de l'utilisation fréquente de substances toxiques par le PCC dans les hôpitaux *ankang*. En voici quelques exemples :

M^{me} Liang Zhiqin et d'autres pratiquants de Falun Gong ont été envoyés à l'hôpital *ankang* de Tangshan, à l'automne 2000, où on leur a injecté des substances endommageant le système nerveux. La plupart des pratiquants ont raconté plus tard que les injections étaient douloureuses, générant de graves symptômes qui persistaient longtemps après. Les symptômes comprenaient des malaises cardiaques, une raideur de la langue, des difficultés à se déplacer, de la nervosité, de la confusion, des yeux ternes et des pertes de mémoire.

M^{me} Liang Zhiqin a souffert d'insuffisance cardiaque et elle a été en état de choc deux fois après avoir reçu des injections de

substances psychiatriques. Elle n'a pas pu prendre soin d'elle-même pendant trois ans et elle est décédée en 2009.

Une autre pratiquante, M^{me} Li Fenzhen, a présenté de graves pertes de mémoire après avoir reçu de force des injections dans un hôpital *ankang*. Elle n'a plus pu prendre soin d'elle-même et est devenue émaciée.

Yang Baochun, un pratiquant de Handan, province du Hebei, a été torturé dans un camp de travail de Handan en 2002, entraînant l'amputation de sa jambe droite. Le camp de travail l'a envoyé trois fois à l'hôpital *ankang* de Handan, où, pendant cinq ans, on lui a injecté des substances endommageant les nerfs. Lorsque sa famille l'a finalement ramené à la maison en 2009, il était vraiment devenu mentalement malade.

1.3.4 Les maltraitements psychiatriques rendent une jeune femme folle²⁰

Le matin du 13 février 2015, une découverte macabre a été faite dans un village de la ville de Laiyang, dans la province du Shandong. Des villageois ont trouvé le corps d'une femme d'une trentaine d'années, flottant dans un puits. Plus tard, on a identifié le corps comme étant celui de M^{me} Liu Zhimei.

Brillante étudiante, avec de grands rêves, M^{me} Liu a été coupée dans son élan lorsqu'elle a été expulsée de l'université Tsinghua (connu sous le nom de MIT de Chine) à l'âge de 21 ans parce qu'elle refusait d'abandonner sa croyance dans le Falun Gong. M^{me} Liu Zhimei a été arrêtée et a passé six ans en prison où elle a été droguée à répétition. Juste avant sa libération en 2008, on a injecté à Zhimei une grande dose de substances inconnues.

Plus tard, sa famille a soupçonné que c'était la cause des épisodes psychotiques de longue durée dont elle souffrait. Elle divaguait de façon insensée et agitait les bras en l'air comme si elle courait. La nuit, elle mouillait son lit et dormait sur le matelas trempé d'urine. Quand on lui demandait son âge, elle restait silencieuse ou répondait « 21 ».

Pour Liu Zhimei, le temps semblait s'être arrêté à l'âge de 21 ans.

M^{me} Liu Zhimei est décédée dans les sept ans qui ont suivi sa libération de prison. Comme de nombreux pratiquants de Falun Gong de la province du Shandong, la jeune femme a subi des maltraitements psychiatriques pendant qu'elle était emprisonnée pour sa croyance.

1.3.5 Davantage de morts dues aux maltraitements psychiatriques

Trois autres pratiquants de Falun Gong de la province du Shandong sont morts en raison des maltraitements psychiatriques.

Cas 1 : Su Gang

Su Gang était originaire de la ville de Zibo et travaillait comme ingénieur en informatique pour la société pétrochimique Qilu de Sinopec. Le 23 mars 2000, l'homme de 32 ans a été kidnappé et envoyé à l'hôpital psychiatrique de Weifang.

On a injecté à M. Su des substances et des produits chimiques inconnus, lui causant de graves lésions nerveuses. Quand sa famille a appris sa détention et les mauvais traitements, son oncle, Su Lianxi, a fait une grève de la faim pour protester. Les responsables de l'hôpital ont rendu le jeune homme à son père.

Cependant, les neuf jours d'injections de produits avaient fait leur effet. Su Gang paraissait sans vie et engourdi, ses yeux étaient ternes. Il était extrêmement maigre, son visage était pâle et son corps était rigide. M. Su est mort le 10 juin au matin.

Cas 2 : Xu Guiqin

Quand Xu Guiqin, âgée de 38 ans, a été libérée de son emprisonnement pour sa pratique du Falun Gong, un médecin a dit à sa famille de la surveiller de près et de ne pas la laisser se déplacer librement. Sa vie était en grand danger.

Juste avant sa libération, on lui avait injecté quatre ampoules de médicaments neurotoxiques. En conséquence, son visage avait enflé et elle éprouvait une raideur de la langue. Comme elle ne pouvait pas manger, elle est devenue anorexique. Son corps était engourdi et elle souffrait d'une grave perte de la mémoire.

À la maison, l'état physique et mental de Xu Guiqin a empiré de jour en jour. Elle est décédée au bout de neuf jours, le 10 décembre 2002.

Cas 3 : Zhang Dezhen

Zhang Dezhen, 38 ans, était détenue au centre de détention de Mengyin. Pendant sa détention dans cet établissement, Wang Chunxiao et un médecin de l'hôpital Mengyin lui ont injecté des substances inconnues. Son état est devenu critique et sa vie était en danger. Quand les médecins lui ont de nouveau injecté des substances inconnues le 31 janvier 2003, M^{me} Zhang est décédée.

Les individus impliqués dans sa mort sont : Lei Yancheng du Bureau 610 de Mengyin, Sun Kehai le chef du centre de détention et Guo Xingbao le directeur de l'hôpital.

1.4 Un système judiciaire « pour la forme »

Comme nous l'avons vu plus haut, Jiang Zemin a donné au Bureau 610 le pouvoir sur l'ensemble du système judiciaire et de police. Il a également émis un certain nombre de directives secrètes contre les pratiquants de Falun Gong, y compris de « ruiner leur réputation, les mettre en faillite financièrement et les détruire physiquement » ; « les battre à mort et compter les morts comme des suicides » ; et « les incinérer sans vérifier leur identité ».

Par conséquent, rien n'est jugé excessif lorsqu'il s'agit des pratiquants de Falun Gong. Sous la pression et les directives du Bureau 610, le système judiciaire met tout en œuvre pour mettre les

pratiquants derrière les barreaux, malgré l'absence totale de fondement juridique pour les verdicts.

Le résultat final est que la police n'a aucune réserve lorsqu'il s'agit de l'arrestation des pratiquants, que les parquets n'ont aucun scrupule à déposer des allégations fabriquées de toutes pièces contre eux, et que les tribunaux s'y soumettent en prononçant de lourdes peines prédéterminées.

1.4.1 Arrêtés pour avoir tenu une conférence de presse²¹

Alors que les médias d'information en Chine et à l'étranger répétaient les calomnies des médias contrôlés par le PCC, une trentaine de pratiquants de Falun Gong ont organisé avec succès une conférence de presse dans la banlieue de Pékin le 28 octobre 1999. Ils ont réfuté les mensonges de Jiang Zemin et ont fourni aux médias internationaux la première occasion d'acquérir une compréhension directe des pratiquants de Falun Gong en Chine continentale.

Le 28 octobre, les reportages de l'Associated Press et de Reuters s'étaient déjà répandus dans le monde entier. Le lendemain, le *New York Times* a publié les photos et l'histoire de cette conférence de presse en première page. À l'époque, les pratiquants des États-Unis étaient en train de présenter la situation du Falun Gong en Chine aux représentants du gouvernement à Washington, D.C. Quand les représentants du gouvernement ont lu ces articles, ils ont exprimé leur admiration devant le courage des pratiquants en Chine.

Le *South China Morning Post* (SCMP), le journal anglais le plus influent d'Asie, a couvert la conférence de presse avec de grandes photos qui remplissaient la page entière. De nombreux grands journaux européens ont également donné une couverture médiatique importante à cet article. Les pratiquants qui ont assisté à la conférence de presse ont été successivement arrêtés. M. Jiang Zhaohui, alors âgé de 36 ans, a été condamné à cinq ans de prison. M^{me} Ding Yan, alors âgée de 31 ans, a été condamnée à trois ans d'emprisonnement. Elle est morte sous la torture à la prison de Chengde le 18 août

2001. M. Cai Mingtao, alors âgé de 27 ans, a été envoyé dans un centre de lavage de cerveau dans la province du Hubei, où il a été fréquemment battu et frappé à coups de pied, menotté et enchaîné. Il est décédé le 5 octobre 2000.

1.4.2 Arrêté pour avoir déroulé des banderoles et posé des affiches

Comme toutes les voies légales de protestation contre la persécution sont fermées, les pratiquants de Falun Gong sensibilisent la population à leur sort en imprimant et en distribuant des dépliants et des brochures, ainsi qu'en mettant des banderoles et des affiches dans les lieux publics.

M. Wang Baoshan, un pratiquant de Falun Gong de la ville de Tangshan, dans la province du Hebei, a été condamné à cinq ans et demi d'emprisonnement et à une amende de 20 000 yuans après avoir été soupçonné d'avoir accroché une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Le monde a besoin d'Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍). »

Il a été arrêté au travail le 3 juillet 2017, quelques jours après que la banderole a été trouvée dans un quartier le 29 juin. La police a allégué que l'homme vu dans la vidéo de surveillance accrochant la banderole était M. Wang, mais le parquet du district de Fengrun a renvoyé l'affaire à deux reprises, au motif d'une insuffisance de preuves.

La police a fait une troisième tentative et le dossier a été confié au parquet de la ville de Zunhua, qui a déposé un acte d'accusation contre M. Wang avant de porter l'affaire devant le tribunal de la ville de Zunhua.

M. Wang a comparu devant le tribunal le 9 mai 2018 et a été condamné le 12 juillet. Le verdict indiquait que même si l'allégation selon laquelle M. Wang avait accroché ladite banderole manquait de preuves et était irrecevable, les livres de Falun Gong, les documents d'information et l'imprimante confisqués au domicile de M. Wang

étaient des preuves suffisantes pour le condamner.

Bien que les responsables de la cour aient tenté de l'empêcher de faire appel, son avocat a réussi à soumettre les documents d'appel le 30 juillet. Par la suite, l'avocat a contacté la cour intermédiaire de Tangshan à plusieurs reprises, protestant contre la violation de la procédure judiciaire par le tribunal de première instance et demandant une audience publique pour l'affaire en appel.

C'est le 18 octobre seulement que l'avocat a découvert que la cour intermédiaire avait rendu une décision le 10 septembre, confirmant le verdict initial sans tenir d'audience.

Lorsque l'avocat s'est rendu au centre de détention le 22 octobre, pour rendre visite à son client, un agent a déclaré que M. Wang avait été transféré à la deuxième prison de Jidong le 17 octobre.

La femme de M. Wang s'est rendue à la prison le 5 novembre, mais elle n'a pas eu l'autorisation de voir son mari jusqu'à ce qu'elle fasse des demandes répétées. Un agent du nom de Che a filmé la visite et a déclaré que les visites futures seraient annulées si M. Wang refusait d'abandonner sa croyance. Sa femme a appris que M. Wang avait été forcé de travailler neuf heures par jour dans une unité de couture. L'odeur aigre des tissus le rendait malade.

M. Wang a porté plainte contre ceux qui l'avaient arrêté et poursuivi sans fondement juridique. Sa famille a également envoyé les lettres de plainte au Parquet populaire suprême. Ils n'ont pas reçu de réponse.

1.4.3 Arrêtés pendant les Jeux olympiques et d'autres périodes délicates

En Chine, la police procède souvent à des arrestations massives de pratiquants de Falun Gong à des moments « sensibles » comme le Nouvel An chinois et les principales conférences du Parti communiste. Par exemple, 405 pratiquants ont été arrêtés en mars 2015, 123 ont été jugés et 81 ont été condamnés illégalement. La plupart des arrestations ont eu lieu

au cours de la première moitié du mois pendant les sessions législatives du PCC, y compris la 12^e Assemblée populaire nationale (5-15 mars) et la 12^e Conférence consultative politique du peuple chinois (3-13 mars).

En mai 2008, dans de nombreuses régions de Chine, la police a commencé à arrêter secrètement des pratiquants de Falun Gong sous le prétexte de la sécurité des Jeux olympiques.

Le 21 mai 2008, M. Shao Changpu et Mme Fu Lihong ont été arrêtés dans la ville de Songyuan. Juste après, la police de Songyuan a saccagé le domicile de M. Shao et arrêté sa jeune sœur.

M. Shao et Mme Fu ont été détenus dans le centre de détention de la ville de Songyuan. On ne leur donnait que deux repas par jour et on les forçait à travailler sans rémunération. Mme Fu était émaciée. M. Shao a été condamné à un an de travaux forcés et transféré au camp de travaux forcés de Heizuizi de la ville de Changchun.

Les pratiquants Zhu Decai, Wang Yuanzhang, Yan Xianyu, Liu Qing et d'autres, ainsi que Chen Lixin (un non-pratiquant), ont également été arrêtés et conduits au camp de travaux forcés de Yinmahe dans la ville de Jiutai. Les pratiquants Liu Shuqin, Gao Mian, Xu Hui, M^{me} Zhang Hongqin, M^{me} Wang Shuqin, M^{me} Mou Guiling et d'autres ont été détenus au camp de travaux forcés de Heizuizi de la ville de Changchun.

Le 11 juillet 2008, après minuit, des policiers de la ville de Songyuan et du district de Fuyu ont été poussés par les directeurs de la sécurité des villages à procéder à une nouvelle série d'arrestations et de harcèlements à l'encontre des pratiquants de Falun Gong du district de Fuyu. M^{me} Wang Jinxia, du village de Zhangbao, faubourg de Caijiagou, a été arrêtée et détenue au centre de détention de Fuyu. Li Xiaohui de la ville de Sanchahe a été arrêté par les policiers du poste de police de la rue Daoxi et conduit au centre de détention du district de Fuyu. Wang Enhui de Yushugou a réussi à s'échapper. La police a également harcelé

et arrêté d'autres personnes dans le faubourg qui avaient pratiqué le Falun Gong auparavant.

La police aurait procédé aux arrestations sur la base de listes de pratiquants qu'elle avait collectées avant 1999. Certaines des personnes inscrites sur les listes avaient cessé de pratiquer ou étaient décédées, mais la police n'a pourtant pas cessé de harceler leurs familles et parfois, les a embarquées malgré tout.

Wang Cuixiang, 48 ans, du district de Zouping, dans le Shandong, a été persécutée avant les Jeux olympiques de Pékin. Elle a été torturée au camp de travaux forcés de Wangcun jusqu'à ce que sa santé se détériore gravement et qu'elle ne puisse plus prendre soin d'elle-même. Elle est décédée en novembre 2010.

1.4.4 Arrestation d'une femme brutalisée pour sa croyance ; la police laisse partir son agresseur²²

M^{me} Hang Shizhen a été victime d'une embuscade et battue dans la nuit du 12 mai 2019, alors qu'elle accrochait des banderoles portant des messages au sujet du Falun Gong. L'agresseur a maintenu M^{me} Hang à terre, s'est assis sur elle et l'a frappée à la tête. La tête de M^{me} Hang était couverte de sang et son visage défiguré. Elle a perdu quatre dents de devant et du sang coulait de sa bouche. Son nez était cassé et elle a immédiatement perdu connaissance.

Pendant l'agression, l'assaillant a passé un appel. Plusieurs voitures de police sont arrivées peu après. Au lieu d'interroger ou d'arrêter l'agresseur, ils ont emmené M^{me} Hang au poste de police de Wanquan.

La police a tenté d'envoyer M^{me} Hang au centre de détention de Zhangjiakou le lendemain, 13 mai 2019, mais après ses mauvais résultats à l'examen de santé, montrant de l'hypertension et de sérieuses blessures dues aux coups, ils n'ont pas eu d'autre choix que de la libérer. M^{me} Hang a eu une fracture de l'os nasal, des lésions des tissus mous au niveau du visage et de la poitrine et elle a perdu des dents.

1.4.5 Un poste de police, plusieurs morts et d'innombrables brutalités²³

M. Huang Guodong, un pratiquant de Falun Gong de la province du Heilongjiang, est décédé le 31 octobre 2017. Plusieurs mois avant sa mort, en raison des violences physiques et psychologiques subies pendant sa détention, il avait de la difficulté à manger et à se rendre aux toilettes.

M. Huang a d'abord été incarcéré au poste de police de Nanshan, puis à la prison de Mudanjiang. En raison de sa croyance dans le Falun Gong, il a été torturé dans les deux endroits. Au poste de police, les gardes l'ont suspendu par les pouces et l'ont battu. Après qu'il se soit évanoui de douleur, ils lui ont gratté les côtes avec des pièces de monnaie et lui ont piqué le bout des doigts avec des cure-dents pour le réveiller. Dès qu'il reprenait connaissance, la torture recommençait.

M. Huang n'est pas le seul pratiquant à avoir vécu un calvaire. De nombreux autres pratiquants ont aussi énormément souffert dans ce poste de police à cause de leur pratique du Falun Gong, y compris M^{me} Gao Bingrong et M. Cui Cunyi, qui ont tous deux perdu la vie à la suite des maltraitements physiques et mentaux. D'autres pratiquants, tels que M. Zhao Jun, sont devenus handicapés.

1.4.5 (1) M^{me} Gao Bingrong : torturée jusqu'au désordre mental et à la mort

M^{me} Gao vivait dans le faubourg de Tielinghe, où se trouve le poste de police de Nanshan. La pratique du Falun Gong a amélioré sa santé et sa vie familiale. En février 2001, Miao Qiang, directeur adjoint du poste de police de Nanshan, et plusieurs autres policiers l'ont arrêtée.

Six policiers ont battu M^{me} Gao de 19 h à 1 h 30 le lendemain, lui occasionnant de sérieuses blessures. Miao a forcé M^{me} Gao à insulter le fondateur du Falun Gong et à piétiner et déchirer des livres de Falun Gong. Au lieu de faire soigner ses contusions et ses blessures, les autorités l'ont emmenée au centre de détention de

Mudanjiang.

Au moment de son admission au centre de détention, M^{me} Gao était déjà paralysée. Son visage et ses membres étaient enflés, ses yeux n'étaient plus que deux fentes étroites et elle avait plusieurs bosses de la grosseur d'un œuf sur la tête. Elle n'arrêtait pas de pleurer et de se recroqueviller comme pour éviter d'être frappée. Les gardiens et les détenus devaient la maintenir au sol chaque fois que cela se produisait. Son état s'est aggravé de jour en jour et elle est décédée environ un an après sa libération.

1.4.5 (2) M. Cui Cunyi : cinq côtes cassées, un poumon entièrement noir

En raison de la persécution du Falun Gong, M. Cui Cunyi, 54 ans, a été obligé de rester loin de chez lui. « Dites-lui de revenir et il n'aura pas de problèmes », a déclaré un policier local à sa famille. Peu après le retour de M. Cui, le 13 mai 2002, la police l'a arrêté et emmené au poste de police de Nanshan. Deux jours plus tard, sa famille a été informée de son décès. Un examen post mortem a révélé que M. Cui avait des ecchymoses sur tout le corps, cinq côtes cassées, un poumon entièrement noir, les yeux gonflés et les jambes noircies. Mais les résultats de l'examen n'ont pas été remis à sa famille, qui n'a pas non plus été autorisée à prendre des photos ou des vidéos, ni du corps ni des résultats de l'examen.

Lorsqu'ils ont décidé de faire appel au gouvernement provincial du Heilongjiang, la police les a empêchés de prendre les transports publics pour qu'ils ne fassent pas appel. Après des demandes constantes des membres de sa famille et leurs appels au gouvernement provincial et à Pékin, le Département de police de Mudanjiang a versé 500 000 yuans à la famille. En raison d'affaires comme celle de M. Cui, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a inclus, en 2005, le poste de police de Nanshan dans l'un de ses rapports et a publié une déclaration demandant une inspection conjointe. Mais aucun fonctionnaire n'a été tenu pour responsable.

1.4.5 (3) M. Zhao Jun : des cure-dents enfoncés sous les ongles et torturé jusqu'à l'invalidité ; son fils retenu en otage

Les agents du poste de police de Nanshan enfonçaient souvent des cure-dents dans le bout des doigts des pratiquants. Xie Chunsheng, directeur du poste de police, et Miao se sont rendus chez M. Zhao Jun le 24 février 2001. Xie a demandé à M. Zhao de sortir pour discuter. Dès que M. Zhao a passé la porte, alors qu'il était encore en sandales, des policiers l'ont forcé à monter dans une fourgonnette de police et l'ont emmené au poste de police.

Ce soir-là, M. Zhao a été étroitement ligoté trois fois et s'est évanoui sous la douleur. Les gardes lui ont ensuite gratté les côtes avec des pièces de monnaie et lui ont enfoncé des cure-dents sous les ongles pour le réveiller. Ses bras ont été gravement endommagés et un examen médical a confirmé l'invalidité provoquée par des lésions nerveuses.

Voyant que cela ne suffisait pas à faire céder M. Zhao, les agents ont arrêté son fils Zhao Dan, un étudiant en médecine qui ne pratiquait pas le Falun Gong. Ils ont menotté Zhao Dan à des tuyaux de chauffage et lui ont couvert la tête d'épaisses couvertures, l'étouffant presque. Ils l'ont également privé d'accès à l'eau ou aux toilettes. Le lendemain matin, deux policiers ont amené Zhao Dan devant M. Zhao et lui ont crié : « Hé ! Jette un coup d'œil à ton fils ! » Puis, ils ont immédiatement emmené Zhao Dan. Pensant qu'il avait déjà été battu jusqu'à l'invalidité en une seule nuit, M. Zhao craignait que son fils ne soit lui aussi torturé jusqu'au handicap. Submergé par la colère et le chagrin, il a répondu : « Libérez mon fils et j'admettrai tout ce dont vous m'accusez. » La police a extorqué 5000 yuans à la famille et libéré Zhao Dan.

1.4.5 (4) M. Huang Guodong : du sang dans toute la pièce

M. Huang travaillait dans une usine, où son travail acharné et sa générosité à aider les autres lui ont valu le respect de ses collègues et de ses voisins. Il a dit que la pratique du Falun Gong le rendait plus ouvert d'esprit et en meilleure santé. « Le Falun Gong et le principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance sont les meilleurs. Je ne peux pas vivre sans eux », a-t-il dit un jour.

M. Huang et son fils ont été arrêtés à la fin du mois de février 2001 et emmenés au poste de police de Nanshan, parce qu'ils avaient distribué des informations qui dénonçaient la persécution du Falun Gong.

Miao Qiang et d'autres policiers lui ont ligoté les pouces ensemble, l'ont pendu par les pouces et l'ont battu. Quand il a perdu connaissance, ils lui ont frotté les côtes avec des pièces de monnaie et lui ont enfoncé des cure-dents dans le bout des doigts pour le réveiller, comme ils l'avaient fait à M. Zhao, suivi par d'autres tortures. M. Huang a hurlé de douleur. Mais la torture a duré pendant vingt-quatre heures. Sa tête était enflée et il avait des bleus partout. Il a également perdu le contrôle de ses intestins. Il y avait du sang dans toute la pièce.

Mais ce n'était que le début. Menotté et avec des chaînes aux pieds, les policiers l'ont mis dans un centre de détention, où Miao et d'autres agents ont continué à le frapper. L'épouse de M. Huang a contacté le Bureau 610 et le poste de police pour demander sa libération. Mais la demande a été refusée et la police lui a demandé de l'argent. Un détenu qui travaillait dans le réfectoire a déclaré qu'on lui avait dit d'ajouter des substances inconnues à la nourriture de M. Huang pour qu'il ait constamment la diarrhée. Les gardes ont alors demandé à M. Huang, qui ne connaissait pas encore le complot, pourquoi les exercices de Falun Gong n'amélioreraient pas sa santé, dans le but de le faire renoncer à sa croyance.

Les violences physiques et les substances inconnues l'ont

laissé émacié et en très mauvaise santé en une dizaine de mois. Sa cause a été incluse dans le rapport 2001 de l'ONU sur les droits de l'homme. Cependant, au lieu d'être libéré, M. Huang a été jugé le 12 décembre 2001. Il était trop faible pour parler devant le tribunal, mais il a été condamné à dix ans de prison. Il a été envoyé à la prison de Mudanjiang, où il a été choqué avec des matraques électriques sur les parties génitales et l'anus, exposé au froid, mal nourri et torturé par d'autres moyens.

Outre les cas ci-dessus, beaucoup d'autres pratiquants ont également souffert de ces abus. M. Zhang Yuliang a été battu par Miao en 2001. Ses organes internes ont été endommagés, et il a eu du sang dans les urines pendant longtemps. Néanmoins, il a été condamné à cinq ans de prison. Après que ses proches au Canada ont parlé de son cas au gouvernement canadien, le ministre canadien des Affaires étrangères, John Baird, a répondu qu'il travaillait en étroite collaboration avec le Premier ministre de l'époque, Stephen Harper, pour communiquer avec le gouvernement chinois afin de faire libérer les pratiquants de Falun Gong détenus.

1.4.6 La police, le parquet et la cour violent les procédures légales pour condamner une pratiquante de Falun Gong²⁴

Une femme de 48 ans de la ville de Guiyang a été condamnée à quatre ans et demi de prison pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong.

M^{me} Zhang Juhong attribue au Falun Gong le mérite de lui avoir donné de l'espoir dans la vie. Son premier mari est mort d'une erreur de médication quelques années seulement après leur mariage. Leur fils s'est noyé à l'âge de 12 ans. Elle s'est remariée, mais son deuxième mari fumait, buvait et la battait.

Ses souffrances ont affecté sa santé. Elle a rencontré le Falun Gong et cela lui a redonné le goût de vivre. Non seulement elle a recouvré la santé, mais la relation difficile qu'elle avait avec son mari

s'est améliorée. Elle n'a jamais vacillé dans sa croyance quand la persécution du Falun Gong a commencé en juillet 1999.

La recherche de la santé et du bonheur de M^{me} Zhang l'a amenée en garde à vue à plusieurs reprises. Sa dernière arrestation a eu lieu le 24 juillet 2016 et elle a comparu devant le tribunal le 13 février 2018. Son avocat, M. Li Guisheng, a été informé le 2 mars qu'elle avait été reconnue coupable. Il a accepté de continuer à la représenter alors qu'elle se battait pour son droit constitutionnel à la liberté de croyance. Il l'a aidée à interjeter appel devant la cour intermédiaire de la ville de Guiyang.

La police locale du district de Huaxi, le parquet et le tribunal ont tous violé les procédures légales en faisant tout pour que M^{me} Zhang soit poursuivie en justice pour sa croyance. Sa famille est en train de déposer des plaintes auprès du Comité de discipline et de surveillance de la ville de Guiyang contre les tiers responsables.

La police omet de présenter les prétendues preuves à charge

Le procureur Zhao Tingsong a cité deux éléments de preuve contre M^{me} Zhang. Le premier était qu'elle avait été surprise en train de distribuer des documents d'information sur le Falun Gong. Les agents Luo Jisong et Chen Donghao ont été convoqués pour un contre-interrogatoire. Ils ont affirmé avoir trouvé 75 exemplaires de divers documents concernant le Falun Gong sur M^{me} Zhang quand ils l'ont arrêtée le 17 avril 2014.

L'avocat de M^{me} Zhang a demandé à voir les documents au tribunal, et les policiers ont affirmé qu'ils les avaient rangés quelque part. Ils n'ont pas non plus expliqué pourquoi ils avaient utilisé des documents qui avaient été confisqués à M^{me} Zhang lors de son arrestation précédente en 2014, mais pas ceux de sa dernière arrestation en 2016.

Une plainte légale contre Jiang Zemin devient une preuve à charge

Le deuxième élément de preuve à charge était la plainte pénale déposée le 22 juillet 2015 par M^{me} Zhang contre l'ancien dictateur chinois Jiang Zemin.

L'avocat de M^{me} Zhang a fait valoir que sa cliente avait le droit constitutionnel de tenir Jiang pour responsable d'avoir lancé la persécution du Falun Gong.

Il a également demandé comment la police avait bien pu avoir accès aux plaintes, qui avaient été envoyées par la poste au Parquet populaire suprême et à la Cour populaire suprême. Selon lui, la police avait intercepté le courrier ou reçu des plaintes des deux organismes.

Le procureur Zhao a allégué que le bureau provincial anti-secte avait examiné les plaintes pénales de M^{me} Zhang et vérifié qu'il s'agissait de documents de Falun Gong. L'avocat a souligné qu'aucune loi en Chine ne criminalise ou ne qualifie le Falun Gong de secte. Il a fait valoir que le bureau anti-secte n'avait aucune autorité légale pour vérifier les preuves de l'accusation.

Disparus : « 81 jours de détention »

Peu après son arrestation, M^{me} Zhang a été envoyée au centre de lavage de cerveau de Lannigou, où elle a été détenue pendant quatre-vingt-un jours avant d'être transférée au premier centre de détention de la ville de Guiyang. La police et le parquet n'ont jamais mentionné les quatre-vingt-un jours sur l'acte d'accusation. Au cours de l'audience, l'avocat de M^{me} Zhang a demandé si la police devait mener une enquête avant de porter plainte contre quelqu'un ou si ce devrait être l'inverse. Les policiers Luo et Chen ont répondu que l'enquête devrait passer en premier.

L'avocat a demandé pourquoi sa cliente avait été détenue pendant quatre-vingt-un jours avant toute enquête et pourquoi la détention n'était pas indiquée sur l'acte d'accusation. La police n'a rien

trouvé à répondre. L'avocat a déclaré que les quatre-vingt-un jours de détention étaient totalement illégaux. Le juge Zhang Decai l'a averti de ne pas utiliser le mot « illégal ». Étant donné que les quatre-vingt-un jours de détention ne figuraient pas dans l'acte d'accusation, les quatre ans et demi de prison de M^{me} Zhang ne prendront pas en compte les quatre-vingt-un jours qu'elle a déjà purgés.

Les fonctionnaires du tribunal ont essayé d'exercer des pressions sur M^{me} Zhang pour qu'elle renvoie son avocat

Le greffier Zhang Li (aucun lien de parenté avec M^{me} Zhang) et Wu, le vice-président du tribunal du district de Huaxi, se sont rendus trois fois en trois jours dans le centre de détention, mais ils n'ont pas réussi à faire pression sur M^{me} Zhang pour qu'elle renvoie son avocat.

M. Zhang et M. Wu se sont présentés pour la première fois le 23 décembre 2017 et ont parlé à M^{me} Zhang pendant trois heures. Ils l'ont prévenue que le recours à un avocat ne lui serait d'aucune utilité et qu'il vaudrait beaucoup mieux qu'elle témoigne pour sa propre défense. M^{me} Zhang n'a dit ni oui ni non à leur demande. Les deux hommes sont revenus à 10 heures le 25 décembre, et cette fois ils ont promis de lui accorder une mise en liberté surveillée et de la libérer en janvier 2018 si elle acceptait de licencier son avocat. M^{me} Zhang a dit qu'elle ne voyait pas d'inconvénient à licencier son avocat, mais elle a demandé un acquittement. Ils ont répondu qu'il était impossible d'innocenter toutes les accusations portées contre elle.

Ils sont revenus à 19 heures ce soir-là et lui ont demandé si elle avait décidé de renvoyer son avocat. Elle leur a dit qu'elle avait pris la décision d'utiliser les services d'un avocat. Ils ont menacé de lui infliger une lourde peine et sont partis. Aucune des conversations entre les deux fonctionnaires et M^{me} Zhang n'a été enregistrée, alors que la loi l'exige.

Le greffier du tribunal ment à propos de la demande de représentation juridique de M^mc Zhang

Le 19 décembre 2017, l'avocat de M^mc Zhang, M. Li Guisheng, a reçu une copie de l'acte d'accusation, daté du 28 novembre 2017. Le tribunal lui a notifié le 24 décembre que sa cliente serait jugée le lendemain. Selon la loi, le tribunal aurait dû donner aux prévenus et à leurs avocats un préavis d'au moins dix jours. M. Li est arrivé au palais de justice à 13 heures le 25 décembre. Il n'y avait personne. Ce n'est qu'à 16 heures que le greffier Zhang Li s'est présenté.

Zhang Li a agité un morceau de papier en disant que c'était un compte rendu écrit de ce que M^mc Zhang lui avait dit. Il a dit que le centre de détention l'avait appelé le 22 décembre pour signaler que M^mc Zhang était très émotive et avait demandé à voir un responsable du tribunal. Il a dit qu'il y était allé et que M^mc Zhang lui avait dit que son avocat ne faisait pas du bon travail et qu'elle voulait le licencier. Il a dit qu'il avait promis de lui donner une peine plus légère si elle acceptait d'admettre sa culpabilité devant le tribunal.

M. Li n'a pas cru Zhang Li, car il savait à quel point M^mc Zhang voulait obtenir justice, car aucune loi en Chine ne criminalise le Falun Gong. Il a voulu vérifier sa décision avec elle, mais le centre de détention lui a refusé deux fois l'autorisation de lui rendre visite, le 28 décembre 2017 et de nouveau le 3 janvier 2018. Les gardes lui ont montré un document délivré par le tribunal qui indiquait que le centre de détention n'accorderait aucune rencontre avec M^mc Zhang.

M. Li a déclaré au tribunal qu'il prévoyait de déposer une plainte contre eux pour violation des procédures légales. Zhang Li l'a appelé le 4 janvier pour lui dire que M^mc Zhang avait accepté de le prendre à nouveau comme avocat.

M. Li a ensuite été autorisé à voir M^mc Zhang et a appris comment Zhang Li et Wu avaient essayé de la forcer à le renvoyer. M^mc Zhang a également déclaré que Zhang Li ne s'était jamais rendu au centre de détention le 22 décembre, comme il le prétendait.

On oblige la famille à se séparer d'un défenseur non avocat

M^{me} Zhang avait également un défenseur non avocat, M. Zhou Jianzhong, un oncle éloigné. M. Zhou pratique également le Falun Gong et comprend que la persécution du Falun Gong est illégale.

M. Zhou a rencontré des obstacles en essayant de défendre sa nièce. Il a soumis une procuration signée par M^{me} Zhang au tribunal en mars 2017. Zhang Li a exigé qu'il présente une preuve qu'il n'avait aucun casier judiciaire. M. Zhou s'y est conformé, mais on ne lui a pas donné l'occasion de signer son nom sur les documents requis avant le 18 décembre.

En tant que défenseur, M. Zhou a pu examiner le dossier de M^{me} Zhang. Il a noté que sa plainte pénale contre Jiang Zemin était qualifiée de document promotionnel du Falun Gong. Il a appelé Zhang Li le 21 décembre pour lui dire qu'il avait l'intention de présenter une demande de rejet des prétendues preuves concernant la plainte pénale de M^{me} Zhang.

Il s'est rendu au tribunal le lendemain, mais n'a pas pu trouver Zhang Li. Ce n'est que le 22 janvier 2018 qu'il a revu Zhang Li et son assistant lors d'une réunion préliminaire. Ils lui ont dit qu'il n'était plus autorisé à défendre sa nièce. Quand il a demandé à voir le vice-président Wu, Zhang Li a dit que ce n'était pas nécessaire.

Alors que les deux fonctionnaires du tribunal intimidaient M^{me} Zhang au centre de détention le 25 décembre, son neveu a été averti ce jour-là par un membre du comité de rue local de ne pas engager M. Zhou pour défendre sa tante. Le membre du comité a dit que M. Zhou était un parent éloigné et qu'ils feraient mieux de ne pas avoir recours à lui. Intimidés, le neveu de M^{me} Zhang et d'autres membres de sa famille ont écrit au tribunal le 27 décembre d'abandonner M. Zhou comme défenseur.

1.4.7 Un homme du Shandong condamné à quatre ans et demi de prison, verdict préétabli un mois avant une audience secrète du tribunal²⁵

Le 10 janvier 2019, un habitant du district de Yinan a été condamné à quatre ans et demi d'emprisonnement par le tribunal de Yinan pour sa croyance dans le Falun Gong. Il a commencé à purger sa peine à la prison de Jinan. Sa famille n'a pas encore reçu de documents judiciaires concernant le verdict.

Dès octobre 2018, la famille de M. Du Yihe avait entendu des rumeurs émanant d'une personne en lien avec le gouvernement selon lesquelles les autorités avaient décidé de le condamner à quatre ans de prison. C'était un mois avant son audience secrète qui a eu lieu le 24 novembre 2018, dans la salle d'audience de fortune du centre de détention de Yinan. M. Du, 56 ans, père de trois fils, a été arrêté le 28 mai 2018, peu avant le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui s'est tenu dans la ville de Qingdao, province du Shandong, les 9 et 10 juin 2018. Il aurait été arrêté par la police pour l'empêcher de quitter son domicile pour aller travailler dans une autre ville.

M. Du s'est vu refuser les visites familiales au centre de détention du district de Yinan. Quand sa famille est allée demander sa libération, un garde leur a dit : « M. Du aime bien être ici et ne veut pas partir. »

1.4.8 Condamné pour s'être servi de la télévision d'État chinoise pour diffuser des faits²⁶

Face au gouvernement contrôlant totalement les médias en Chine et diffusant de la propagande diffamatoire envers le Falun Gong, les pratiquants ont employé différents moyens pour réfuter les mensonges et informer le public de la persécution du Falun Gong. À Changchun, dans la province du Jilin, 18 pratiquants ont intercepté le réseau de diffusion de la télévision câblée d'État vers 20 heures, le

5 mars 2002. Ils ont diffusé les programmes « Auto-immolations ou coup monté ? » et « Le Falun Dafa se répand dans le monde » simultanément sur huit chaînes pendant près de quarante-cinq minutes.

Toute la ville de Changchun a été stupéfaite, et certains ont pensé que l'interdiction du Falun Gong avait été levée. Jiang Zemin, l'ancien dirigeant du régime communiste chinois, a donné l'ordre secret de « tuer tous les pratiquants de Falun Gong impliqués ». En quelques jours, plus de 5000 pratiquants ont été arrêtés dans la région de Changchun et sept ont été battus à mort. Beaucoup ont été contraints de quitter leur foyer pour éviter la persécution. Quinze d'entre eux ont été condamnés plus tard à de lourdes peines et trois d'entre eux sont morts des suites de la torture.

1) Jiang a donné un ordre secret

Le site web Minghui a rapporté que Jiang Zemin a rencontré Luo Gan, le chef du Bureau 610, dans la nuit du 5 mars 2002. Puis il a ordonné au commandement de la zone militaire de Shenyang de se maintenir au niveau deux de préparation au combat. Le sous-commandement militaire de Changchun et la police armée du Jilin ont reçu l'ordre de se maintenir au niveau un de préparation au combat pour rechercher les pratiquants de Falun Gong qui avaient quelque chose à voir avec l'interception du signal télévisé.

Par l'intermédiaire de Luo Gan, Jiang a autorisé tous les policiers à ouvrir le feu et à tuer tous les pratiquants soupçonnés d'être impliqués dans l'interception : « Vous pouvez simplement les tuer. » Ils ont exigé que les services de police de Changchun et du Jilin règlent l'affaire en une semaine. « Sans quoi les chefs de police de Changchun à tous les niveaux, ainsi que le secrétaire du Parti de la région, seront démis de leurs fonctions », déclarait une des communications.

Wang Yunkun, secrétaire du Parti de la province du Jilin, qui était au 15^e Congrès national du peuple à Pékin, a reçu l'ordre de retourner immédiatement à son poste. Liu Jing, chef du Bureau 610 et vice-ministre de la Sécurité publique, a été envoyé à Changchun

pour superviser l'affaire en personne.

2) Sept pratiquants meurent peu de temps après leur arrestation

Au total, sept pratiquants sont décédés quelques jours après leur arrestation.

M^{me} Li Rong, diplômée de l'Université du Jilin, âgée de 35 ans à sa mort, travaillait à l'Institut de recherche pharmaceutique de la province du Jilin. Elle a été arrêtée en mars et est décédée en détention vers la fin du mois de mars ou le début du mois d'avril. On ne connaît pas les détails de sa mort.

M^{me} Shen Jianli, chargée de cours au Département des mathématiques appliquées de l'Université du Jilin, a été arrêtée le lendemain de l'incident. Elle a été persécutée à mort à l'âge de 34 ans, autour de la fin avril.

M. Liu Haibo a été arrêté à son domicile le soir du 11 mars 2002. La police l'a battu devant son épouse et son fils, et lui a cassé une cheville. Ils l'ont torturé et interrogé jusqu'à 1 heure du matin cette nuit-là, jusqu'à ce qu'il n'ait plus de pouls. Bien qu'ils l'aient emmené d'urgence à l'hôpital, ce médecin de 34 ans est décédé au cours des soins.

Un pratiquant qui devait avoir la trentaine a été battu à mort le 16 mars 2002 dans le Département de police de Jinchun, à Changchun. Selon un témoin, après le passage à tabac, il présentait plusieurs blessures visibles et montrait des signes d'hémorragie interne après les coups.

M. Liu Yi a été battu à mort à l'âge de 34 ans, dans le bureau du Département de police du district de Luyuan.

Le 20 mars 2002, Mme Li Shuqin, 54 ans a été arrêtée par des agents du poste de police de la route de Changjiu, puis torturée à mort dans le troisième centre de détention de Changchun.

M. Hou Mingkai a été battu à mort quelques heures après avoir été arrêté à son domicile le 20 août 2002. Il avait 34 ans.

3) Condamnation de quinze pratiquants

Le 20 septembre 2002, la cour intermédiaire de la ville de Changchun a condamné les quinze pratiquants suivants :

- M^{me} Zhou Ruijun et M. Liu Weiming : vingt ans
- M. Liu Chengjun et M. Liang Zhenxing : dix-neuf ans
- M. Zhang Wen : dix-huit ans
- M. Lei Ming, M. Sun Changjun et M. Li Dehai : dix-sept ans
- M. Zhao Jian : quinze ans
- M. Yun Qingbin et M. Liu Dong : quatorze ans
- M. Wei Xiushan : douze ans
- M. Zhuang Xiankun et M^{me} Chen Yanmei : onze ans
- M. Li Xiaoji : quatre ans

M. Liu Chengjun et M. Liang Zhenxing ont été persécutés à mort en prison le 26 décembre 2003 et le 1er mai 2010 respectivement. M. Lei Ming a été libéré sous caution pour raisons médicales alors qu'il était au seuil de la mort à cause de la torture. Il est décédé le 6 août 2006. M. Yun Qingbin a été torturé, a fait une dépression et a été libéré pour raisons médicales. Au moment de l'écriture de ce rapport, M^{me} Zhou Ruijun est toujours détenue à la prison pour femmes de Changchun. M. Sun Changjun est détenu à la seconde prison du Jilin. MM. Zhan Jian, Wei Xiushan, Zhuan Xiankun, M^{me} Chen Yanmei et M. Li Xiaojie ont été libérés récemment.

4) Impact historique

Les médias internationaux ont décrit « l'interception des canaux de diffusion de la télévision à Changchun, le 5 mars » comme étant l'un des actes les plus courageux menés par les pratiquants de Falun Gong. Cela a montré que la persécution brutale en Chine n'a pas empêché les pratiquants de parler du Falun Gong et de la persécution. Par la suite, des incidents similaires se sont produits dans toute la Chine.

Le 5 septembre 2007, quatre ans après la persécution à mort

de M. Liu Chengjun, la Fondation Asie-Pacifique pour les droits de l'homme d'Australie a organisé la cérémonie de la remise du prix des droits de l'homme 2007 à la Chambre du Parlement de Nouvelle-Galles-du-Sud. M. Liu a reçu le prix de défenseur des droits à la fidélité.

La Fondation Asie-Pacifique pour les droits de l'homme a rendu hommage à M. Liu pour avoir diffusé la véritable histoire à des millions de téléspectateurs et donné l'exemple aux mouvements non gouvernementaux qui protègent les droits de l'homme. L'Association de Falun Gong a reçu le prix au nom de M. Liu.

Un représentant de l'association a exprimé le souhait que cette récompense puisse permettre à davantage de personnes d'apprendre la valeur de la vérité. Il a appelé tout le monde à faire front ensemble pour sauvegarder la justice et mettre fin à la persécution.

1.5 Violation des droits des pratiquants emprisonnés

Les violations des droits de l'homme commises par le PCC contre les pratiquants de Falun Gong ne s'arrêtent pas à la condamnation de ces derniers. Les pratiquants emprisonnés sont souvent privés des droits les plus élémentaires accordés aux détenus non pratiquants, qu'on encourage souvent à maltraiter les pratiquants pour une réduction de la durée de leur peine. Vous en trouverez ci-dessous quelques exemples.

1.5.1 La prison pour femmes du Liaoning et sa « division de la correction »²⁷

Les pratiquantes de Falun Gong sont incarcérées dans la prison pour femmes de la province du Liaoning depuis que le PCC a

commencé à persécuter cette pratique en 1999. Elles sont torturées physiquement et mentalement alors que le PCC tente de les obliger à « se transformer » et à abandonner leur croyance. Les gardiens ne permettent jamais aux pratiquantes d'entrer en contact avec les fonctionnaires en visite.

Il y a treize divisions dans la prison, et les pratiquantes de Falun Gong sont incarcérées dans presque toutes les divisions. Cependant, les mauvais traitements les plus graves ont lieu dans la division 12, qui s'appelle la « division de la concentration et de la correction » ou la « division de l'hôpital ». Avant 2000, on l'appelait le « groupe des folles ». En 2010, elle a été désignée comme la division de la concentration et de la correction, et son seul but est maintenant de « transformer » les pratiquantes de Falun Gong.

Lorsque le tristement célèbre camp de travaux forcés de Masanjia a été fermé, toutes les pratiquantes de Falun Gong qui y étaient détenues ont été transférées à la nouvelle division de Masanjia dans la prison pour femmes de la province du Liaoning.

Voici les tactiques utilisées par la division de la concentration et de la correction.

Détruire la volonté des pratiquantes

Chen Shuo, le chef de section qui a pris la tête de la persécution des pratiquantes de Falun Gong dans la division de la correction, rend la vie quotidienne des pratiquantes aussi restrictive, difficile et horrible que possible. Les articles de toilette personnels des pratiquantes sont enlevés et elles n'ont pas le droit d'utiliser les toilettes ou le papier hygiénique. Elles n'ont pas l'autorisation de se laver le visage, de se brosser les dents ou de changer de sous-vêtements.

Les pratiquantes doivent également dormir sur une planche de bois sans matelas ni couverture, quelle que soit la saison. Les pratiquantes reçoivent très peu de nourriture, mais elles sont soumises chaque jour à des punitions physiques sévères, notamment des positions debout prolongées et des accroupissements répétés. Elles sont

fréquemment battues, frappées à coups de matraques électriques, détenues dans une cellule isolée, et on les oblige à regarder des vidéos qui diffament le Falun Gong.

Celles qui refusent d'être « transformées » sont condamnées à dix ans de prison supplémentaires et aucune des autres prisonnières ne sera libérée. Cela incite les autres détenues à faire de leur mieux pour intimider et menacer les pratiquantes.

Inciter les détenues à torturer les pratiquantes

Les gardiennes ont incité les détenues Shan Lili, Xu Yingmei, Li Li, Guan Cui, Yang Fan, Wang Rui, et bien d'autres, à torturer les pratiquantes de Falun Gong.

M^{me} Guo Hongyan a été tellement torturée qu'elle a dû être emmenée à l'hôpital. M^{me} Liu Xiaoya a été torturée jusqu'à ne plus avoir que la peau sur les os.

M^{me} Chen Yazhou a été choquée avec des matraques électriques. On a forcé une pratiquante d'une soixantaine d'années à faire un travail d'esclave le jour, puis à s'accroupir sous une table pendant toute la nuit. Plus tard, elle a été incarcérée dans une petite cellule d'isolement. Une autre pratiquante n'a pas eu le droit de se laver le visage, les dents ou de nettoyer ses vêtements pendant six mois et les détenues l'insultaient à cause de son odeur.

Les gardiennes prennent l'initiative de torturer les pratiquantes et incitent les détenues à les battre et à les agresser verbalement. Les détenues qui maltraitent les pratiquantes voient leur peine réduite. Plus les détenues traitent mal les pratiquantes, plus elles en tirent des avantages, comme le fait d'avoir plus de fruits à manger.

De nombreuses détenues tentent de s'attirer les faveurs des gardiennes. Elles suivent alors ce que les gardiennes demandent et persécutent les pratiquantes. Certaines se comportent encore plus mal que les gardiennes. Les gardiennes et les détenues trompent les pratiquantes en leur proposant des réductions de peine si elles se « transforment ». Cependant, si une pratiquante accepte de le faire, on lui

dit qu'elle doit écrire des déclarations pour désavouer le Falun Gong pour que la réduction soit approuvée. Quand une pratiquante signe les déclarations, la gardienne lui dit : « Tu étais d'accord. On ne t'a pas forcée. »

Recours au châtime nt collectif pour inciter à la haine

La division 12 de la prison pour femmes de la province du Liaoning est de plus divisée en cinq petits groupes. Si une pratiquante du petit groupe refuse de se « transformer », toutes les personnes du groupe sont punies. Soit elles n'ont pas le droit de regarder la télévision, soit elles doivent écrire trois fois le règlement de la prison. En conséquence, les détenues développent une animosité envers les pratiquantes et le Falun Gong en général.

Les pratiquantes qui refusent de se « transformer » n'ont pas l'autorisation d'acheter de la nourriture ni des articles d'usage quotidien dans la prison. On leur refuse également les visites familiales, les appels téléphoniques et le courrier. Elles sont totalement isolées du monde extérieur.

Les gardiennes utilisent les mots les plus bas qu'on puisse imaginer pour insulter les pratiquantes, dont certaines ont l'âge des grands-mères des gardiennes. Beaucoup de pratiquantes cèdent parce qu'elles ne peuvent pas supporter les insultes et les mauvais traitements. Une fois qu'elles se sont « transformées », les gardiennes et les détenues changent immédiatement d'attitude et leur sourient. L'environnement change aussi et devient très détendu. Cependant, si une pratiquante retourne à sa croyance dans le Falun Gong, les gardiennes et les détenues recommencent à la maltraiter.

Comme les détenues non-pratiquantes de Falun Gong de la division des corrections n'ont pas autant de travail que celles des autres divisions, elles font ce qu'elles peuvent pour y être transférées. Leurs familles s'efforcent de leur venir en aide pour les aider à éviter les travaux forcés requis dans les autres divisions.

1.5.2 Des détenues torturent des pratiquantes à la prison pour femmes de la province du Heilongjiang²⁸

La prison pour femmes du Heilongjiang, située à Harbin, dans la province du Heilongjiang, s'est rendue responsable de graves tortures à l'encontre des pratiquantes de Falun Gong. Les gardiennes incitent les détenues criminelles à attaquer les pratiquantes. Celles qui le font gagnent la faveur des autorités de la prison.

1) Utilisation des réductions de peines pour inciter les criminelles à attaquer les pratiquantes

Le quartier n° 11 a été utilisé pour « transformer » les pratiquantes et a ainsi développé un système complet pour mener des attaques contre elles. Ji Na, responsable adjointe de la division, a mis en place un système à points pour récompenser les détenues criminelles cruelles envers les pratiquantes.

À la fin de l'été 2012, de soi-disant experts recrutés par le Bureau 610 ont réprimandé des détenues qui n'étaient pas assez « dures » dans le traitement des pratiquantes et ont offert plus de points aux « moins performantes » afin de renforcer leurs attaques contre les pratiquantes. Des pratiquantes déterminées ont été privées de sommeil pendant plusieurs jours consécutifs, menottées ou enchaînées, et n'ont pas eu l'autorisation d'utiliser les toilettes. Toutes les nouvelles pratiquantes ont été victimes de violences verbales et de passages à tabac à leur arrivée dans le quartier n° 11.

Ensuite, tous les jours, on les a forcées à regarder des vidéos qui diffamaient le Falun Gong. Ce lavage de cerveau a duré entre un et trois mois, et les pratiquantes étaient maintenues dans un isolement complet pendant cette période.

Cui Xiang, une meurtrière de quarante-quatre ans reconnue coupable, a reçu une réduction de peine pour avoir dirigé la torture secrète des pratiquantes, y compris pour les avoir forcées à rester assises sur un petit banc pendant de longues périodes. En

conséquence, certaines pratiquantes ont développé des plaies sur les fesses qui ont fini par s'infecter. Cui s'est vantée qu'elle allait continuer à maltraiter les pratiquantes à sa libération. La détenue Tang Yongxia, 48 ans, a également joué un rôle déterminant dans la surveillance et la maltraitance des pratiquantes.

D'autres détenues qui voulaient des réductions de peine ont suivi les directives de Cui et de Tang pour battre les pratiquantes, souvent pendant que les victimes étaient menottées ou enchaînées. En mars 2012, la détenue Ma Guirong a rassemblé un groupe de détenues pour battre M^{me} Wang Jianhui.

2) Un hôpital pénitentiaire torture des pratiquantes en bonne santé

Le quartier n° 10 sert d'hôpital pénitentiaire où les détenues non-pratiquantes sont traitées pour leurs maladies ou blessures. Par ailleurs, des pratiquantes de Falun Gong en bonne santé sont amenées à l'hôpital pour y être soumises à des violences physiques et mentales brutales. Depuis qu'elle a été promue directrice de l'hôpital en 2008, l'ancienne gardienne Zhao Huihua a incité les détenues criminelles à des réductions de peine en échange de la torture des pratiquantes.

Alors qu'elle gavait la pratiquante M^{me} Li Yushu, la détenue Wang Xinhua a enfoncé la nourriture dans la gorge de M^{me} Li avec des baguettes. Les bourrages et poussées répétés ont gravement blessé la gorge de M^{me} Li et ont provoqué une hémorragie.

La pratiquante M^{me} Hu Aiyun refusait d'être gavée. Elle a été attrapée par les cheveux puis sauvagement battue par les détenues Wang Wei et Li Kun jusqu'à ce qu'elle s'évanouisse. Wang a dit : « C'est la division des détenues malades. Il est normal qu'une ou deux détenues meurent.²⁹ »

M^{me} Wei Jun, une enseignante d'une quarantaine d'années de la ville de Daqing, a souvent été battue par des détenues et a perdu plusieurs dents en conséquence. On l'a également obligée à s'asseoir sur un petit banc de 6 heures à midi. M^{me} Wei n'avait pas le droit de

beaucoup dormir et s'évanouissait parfois.

1.5.3 Un homme de Tianjin enfin autorisé à interjeter appel de son cas cinq ans après avoir été condamné à sept ans de prison³⁰

M. Huang Liqiao, ingénieur à Tianjin, a été arrêté le 7 avril 2012 et condamné à sept ans de prison des mois plus tard, pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong. Il a immédiatement interjeté appel, mais la prison de Binhai a retenu les documents. Au fil des ans, il a essayé à plusieurs reprises, mais il s'est rendu compte qu'aucune de ses lettres d'appel n'avait été envoyée.

Son épouse, M^{me} Ge Xiulan, a travaillé à sa demande de libération depuis le premier jour. Détenu pendant vingt-cinq jours à un moment donné, elle n'avait pas eu l'autorisation de rendre visite à son mari depuis son arrestation. Quand elle a été libérée, elle a déposé plainte contre la prison, qui a finalement cédé et lui a accordé une rencontre avec son mari. M^{me} Ge a amené un avocat avec elle pour voir son mari le 21 mars 2017. Les gardiens ont interdit à l'avocat de prendre des notes ou d'interroger M. Huang sur son emprisonnement. Elle et l'avocat se sont rendus le lendemain à la première cour intermédiaire de Tianjin pour soumettre l'appel de M. Huang contestant la peine de prison injuste.

1.5.4 Les lettres qu'une femme emprisonnée a adressées à un avocat retenues par la prison³¹

Le 3 février 2015, M^{me} Huang Qian, 47 ans, a été arrêtée chez elle à Guangzhou pour avoir bloqué à propos de la persécution dont elle avait été victime pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong. Intitulés *Mémoires du Goulag*, ses articles documentaient comment elle avait été arrêtée, détenue et torturée à répétition depuis le début de la persécution contre le Falun Gong en 1999. Elle a été condamnée à trois ans de travaux forcés en juin 2001 et à quatre ans de prison en

octobre 2008.

L'ancienne employée du Centre du livre de Guangzhou a été finalement condamnée à cinq ans de prison le 30 décembre 2016, après sa dernière arrestation. Elle a été admise à la prison pour femmes de la province du Guangdong en juin 2017.

Les gardes de la prison l'ont régulièrement torturée et ont confisqué les lettres à son avocat dans lesquelles elle lui demandait de l'aider à interjeter appel. De plus, sa mère est décédée peu de temps après son transfert en prison, mais elle n'a pas eu l'autorisation d'assister aux obsèques.

La famille de M^{me} Huang lui a rendu visite et a remarqué qu'elle avait perdu beaucoup de poids. Elle a imploré sa famille de la faire sortir de prison. Lorsque sa famille s'est renseignée sur son état auprès d'un gardien, il a menacé de leur retirer leur droit de visite.

1.5.5 Les autorités pénitentiaires ne tiennent pas compte du fait qu'un pratiquant a été agressé en prison par un détenu³²

M. Wang Shouda, un cinquantenaire de Mongolie intérieure purgeant une peine de onze ans à la deuxième prison de Hohhot pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong, a été maltraité à deux reprises en quelques mois par un détenu. À ce jour, les responsables de la prison n'ont toujours pas pris les mesures appropriées pour tenir l'auteur de l'agression responsable de ses actes.

1) Blessé à la tête en prison

Le premier incident a eu lieu le 16 octobre 2018. Le détenu Wang Jining a jeté à terre M. Wang et sa tête a heurté le sol en béton. À l'époque, M. Wang n'avait pas mangé depuis près d'un mois et était très faible. Ce mauvais traitement aurait pu facilement lui coûter la vie. Bien que les responsables de la prison aient mené une enquête, ils n'ont rien fait pour tenir le détenu Wang pour responsable.

Le deuxième incident s'est produit à 22 heures le 19 décembre 2018. Wang Jining a encore battu M. Wang, lui cassant une dent et lui blessant les yeux. Les yeux de M. Wang sont devenus si gonflés qu'il ne pouvait plus voir. Les gardiens de prison étaient au courant du passage à tabac, mais ils n'ont pas fourni immédiatement de traitement médical à M. Wang.

En prison, ceux qui battent les autres sont généralement placés tout de suite en isolement. Mais Wang Jining n'a pas eu à subir une telle conséquence pour les mauvais traitements qu'il a infligés à M. Wang. De plus, M. Wang n'a pas eu le droit de quitter sa cellule pour aller en promenade, à contrario des autres détenus.

2) Condamné secrètement et maltraité en prison

M. Wang vit dans la ville d'Ordos, dans l'est de la Mongolie intérieure. Lui et deux autres pratiquants de Falun Gong, M. Guo Bingqiang et M^{me} Bai Tuoya, ont été arrêtés le 19 juin 2011. Ils ont été envoyés au centre de détention de Dongsheng. La famille de M. Wang n'a eu aucune nouvelle jusqu'en décembre 2012, date à laquelle elle a été informée qu'il avait été condamné à onze ans de prison et transféré à la deuxième prison de Hohhot.

En prison, on a contraint M. Wang à faire des travaux pénibles et à assister à des séances de lavage de cerveau. Les gardiens de prison ont incité les détenus à le battre. Zhou Junqing et Fan Zhiqiang, deux agents de la prison, ont immobilisé M. Wang par terre le 16 novembre 2017. Ils lui ont arraché de force deux dents de devant et lui ont bourré la bouche de papier hygiénique. M. Wang a ensuite été placé en cellule d'isolement pendant près de trois mois et n'a été libéré que lorsque sa vie a été en danger. M. Wang a déposé une plainte officielle, mais elle n'a abouti à rien.

1.5.6 Alors qu’il purgeait une peine pour sa croyance, un prisonnier victime d’un AVC s’est vu refuser la libération conditionnelle pour raisons médicales et meurt en prison³³

Un habitant de la ville de Panzhihua, dans la province du Sichuan, est mort moins de neuf mois après avoir commencé à purger une peine pour sa croyance dans le Falun Gong dans une prison de la province du Yunnan.

L’homme de 65 ans a eu plusieurs accidents vasculaires cérébraux et avait une tension artérielle dangereusement élevée, mais on a refusé sa libération conditionnelle pour raisons médicales à maintes reprises. M. Liao Jianfu est décédé après avoir précédemment purgé deux peines d’emprisonnement, totalisant dix ans et demi d’incarcération entre 2002 et 2013.

M. Liao a été arrêté pour la dernière fois en octobre 2016 pour avoir collé des affiches d’information sur le Falun Gong. Trois autres pratiquants qui étaient avec lui, M. Song Nanyu (70 ans), M. Fu Wende (70 ans) et M. Zhou Fuming (60 ans), ont également été arrêtés.

Les quatre pratiquants ont comparu devant le tribunal du district de Yulong le 22 mars 2018. Ils ont été fréquemment interrompus par le juge lorsqu’ils lisaient leur défense. Le juge a ensuite condamné M. Liao à quatre ans de prison, M. Song et M. Fu à trois ans et demi et M. Zhou à deux ans. Le 21 août 2018, M. Liao, M. Fu et M. Zhou ont été transférés à la prison n° 1 de la province du Yunnan et M. Song à la prison n° 2 de la province du Yunnan. Pendant son incarcération, M. Liao a souffert d’hémorragies cérébrales à plusieurs reprises, mais les autorités carcérales ont refusé de le libérer pour raisons médicales.

1.5.7 Une femme emprisonnée est privée de visites familiales depuis avril 2019 pour avoir pratiqué les exercices de Falun Gong³⁴

M^{me} Zhang Wei est privée de visites familiales depuis plusieurs mois parce qu'elle a fait les exercices de Falun Gong à la prison pour femmes du Liaoning, où elle purge une peine de huit ans et demi pour ne pas avoir renoncé à sa croyance.

Depuis le printemps 2016, M^{me} Zhang, une habitante de la ville de Dandong, province du Liaoning, a déjà purgé trois ans à la prison pour femmes du Liaoning. Elle a fréquemment été battue par les gardes et les détenues pour ne pas avoir abandonné sa croyance, ce qui lui a causé de graves blessures au dos et aux jambes. Elle a pratiqué les exercices de Falun Gong pour recouvrer la santé, mais à la suite de cela, depuis avril 2019, on lui a interdit les visites familiales.

Le mari de M^{me} Zhang est allé à la prison le 27 juin 2019. Deux gardes lui ont dit : « Zhang Wei a fait les exercices de Falun Gong devant des centaines de personnes à l'usine de la prison. Elle a enfreint nos règles. Nous lui interdisons toute visite ! »

Un membre de sa famille a dit aux gardes : « Nous ne l'avons pas vue depuis quatre mois et nous sommes très inquiets pour elle, particulièrement sa mère de 80 ans. Zhang Wei a failli mourir après avoir été torturée alors qu'elle purgeait sa première peine de prison ici, en 2002. Elle a encore été battue cette fois-ci. Comment pouvons-nous ne pas nous inquiéter pour elle ? » Les gardes ont répondu : « Si elle ne suit pas les règles de la prison, nous allons la mettre en cellule d'isolement, avec les mains menottées. »

Son mari a demandé aux gardes : « Elle a encore plusieurs années à purger ici. Allez-vous lui garder les mains menottées tout le temps si elle n'arrête pas de pratiquer les exercices ? »

Peu importe ce que les membres de la famille ont dit, les gardes ont quand même refusé de leur permettre de voir M^{me} Zhang. La famille de M^{me} Zhang est ensuite allée au parquet local pour se

plaindre de la prison. Elle a été redirigée vers le Bureau provincial de l'administration pénitentiaire, qui l'a renvoyée au Bureau provincial des requêtes pénitentiaires. Un membre du personnel du Bureau provincial des requêtes pénitentiaires a suggéré à la famille de M^{me} Zhang de déposer une plainte auprès du Bureau des requêtes internes, directement à la prison. « Si vous n'êtes toujours pas satisfaits de leur réponse, vous pouvez revenir et nous en parler », a assuré l'employé.

Le lendemain, la famille de M^{me} Zhang est allée au Bureau des requêtes de la prison avec la plainte, mais elle a été rejetée. Ils sont retournés au Bureau provincial des requêtes pénitentiaires et ont été reçus par la même personne que la veille. L'agent a lu leur plainte et s'est rendu dans une autre pièce pour appeler son supérieur. Lorsqu'il est revenu environ quatre minutes plus tard, il a dit à la famille de M^{me} Zhang que le dossier ne pouvait être accepté et que la famille devait parler avec les autorités carcérales directement.

La famille de M^{me} Zhang a tenté une nouvelle fois de contacter la prison, mais on leur a dit que tant qu'elle pratiquerait les exercices de Falun Gong, ils n'auraient pas l'autorisation de la voir.

Le mari de M^{me} Zhang a prévu d'engager un avocat pour demander justice pour elle.



法 輪 大 法 好

Chapitre 2 : Déni d'embauche, d'éducation, de logement et de sécurité économique

Voici le témoignage de M. He Lifang dont la famille a fait face à la haine, la discrimination et l'humiliation quand la persécution du Falun Gong a commencé en juillet 1999 :

« Une fois, j'ai été battu par 17 détenus quand j'étais emprisonné pour ma croyance en 2001. La police m'a libéré sous caution quand j'étais dans un état critique, mais les policiers m'ont harcelé tous les jours chez moi. J'ai réussi à échapper à leur surveillance et j'ai quitté mon domicile. Le Bureau 610 de Jimo a reçu des indications sur la zone dans laquelle je pouvais me cacher et ils ont placardé un avis de recherche avec ma photo partout dans ce périmètre. Ils ont aussi annulé ma carte d'identité comme autre moyen de me priver de liberté et de mes droits fondamentaux.

« Les fonctionnaires ont également harcelé, interrogé et arrêté mes parents à de nombreuses reprises, les forçant à fournir des informations sur moi. Chaque année, lors du Nouvel An chinois, des responsables envoyaient des gens près du domicile de mes proches pour tenter de m'arrêter.

« Mon entreprise était très florissante lorsque la persécution a commencé en 1999. Mais à cause de la propagande diffamatoire, beaucoup de mes clients ont été trompés et m'ont traité comme un ennemi. Un voisin, qui avait été

amical autrefois, nous insultait, moi et ma famille. Même les enfants nous insultaient parfois parce qu'eux aussi avaient été influencés par la propagande diffamatoire.

« Les retombées se sont étendues à de nombreux aspects de notre vie. Comme ma famille pratique le Falun Gong, mon neveu n'a pas réussi l'examen politique pour rejoindre l'armée. Quand son père – mon frère aîné – n'a pas réussi à forcer mes parents à abandonner leur croyance, il a cassé toutes leurs fenêtres et a prévu de travailler avec l'administration du village pour faire démolir leur maison, tout en menaçant de les tuer. Par conséquent, chaque fois qu'ils entendaient sa voix, mes parents se cachaient dans les bois et n'osaient pas rentrer chez eux. »

Comme pour M. He, les pratiquants de Falun Gong des quatre coins de la Chine ont vu leurs vies complètement bouleversées en l'espace d'une nuit. Le régime communiste a efficacement retourné le pays entier contre ce groupe spirituel grâce à une vaste campagne de propagande. Quels qu'ils soient, où qu'ils aillent, tant qu'ils ne renoncent pas à la pratique du Falun Gong, ils sont catalogués comme ennemis du Parti et sujets à une impitoyable persécution.

Les pratiquants de Falun Gong sont privés des droits à la survie les plus élémentaires. Les élèves sont renvoyés de l'école ou bien leur admission est refusée. Les employés sont licenciés par leurs entreprises et les versements de leurs pensions de retraite sont suspendus. Pour les personnes travaillant à leur compte, le régime peut tout leur saisir, y compris leurs entreprises, leurs domiciles et leurs épargnes.

Le régime a utilisé avec succès son système de lavage de cerveau et de contrôle de la pensée pour retourner les enfants contre leurs parents, les maris contre leurs femmes et les étudiants contre leurs professeurs. Les personnes reçoivent des récompenses ou des primes pour signaler les pratiquants de Falun Gong aux autorités. Les

policiers sont encouragés à activement torturer et laver le cerveau des pratiquants. La police peut frapper à la porte ou rentrer par effraction chez les pratiquants au milieu de la nuit, fouiller leur domicile et les arrêter. Les pratiquants peuvent se voir refuser une carte d'identité ou un passeport, leur causant de grands obstacles dans leur vie quotidienne. Même quand ils arrivent à obtenir une carte d'identité, elle peut être enregistrée à des fins de surveillance, et un pratiquant peut être arrêté simplement pour avoir essayé de prendre le train pour rendre visite aux membres de sa famille.

Avec les récentes avancées et l'adoption de l'intelligence artificielle, la reconnaissance faciale et les réseaux sociaux tels que WeChat (l'application de média social prédominante utilisée dans quasiment tous les aspects de la vie courante, y compris pour l'achat de fast-food dans la rue ou pour l'obtention d'un taxi), la surveillance du peuple chinois n'a jamais été aussi stricte. Le régime communiste a efficacement transformé le pays entier en une grande prison.

2.1 Le rôle du système scolaire dans la persécution

Des écoles primaires aux universités, tout le système éducatif est strictement contrôlé par le régime communiste. Chaque école et même chaque niveau scolaire se voit attribuer son propre secrétaire du Parti communiste, qui surveille de près si les pensées de chaque élève sont en accord avec celles du Parti. Une fois qu'on découvre qu'un élève pratique le Falun Gong, il est victime de discrimination de la part de ses amis, de ses camarades de classe et de ses enseignants. Beaucoup ont été renvoyés de l'école et n'ont jamais été autorisés à y retourner.

Les pratiquants ne sont cependant pas les seules victimes. La propagande anti-Falun Gong a été ajoutée aux manuels scolaires, et les élèves se voient dans l'obligation de répondre aux questions en

diffamant le Falun Gong pendant leurs examens. S'ils résistent, ils sont soumis au même sort que les pratiquants de Falun Gong.

Au cours des deux dernières décennies, une génération entière a ainsi été endoctrinée par des informations erronées qui dénigrent le Falun Gong et elle devient involontairement complice de la persécution. Lorsque les élèves grandissent et entrent dans la société, ils apportent la propagande avec eux et la transmettent à la génération suivante, ce qui entraîne la marginalisation du groupe visé pendant une longue période.

2.1.1 Refus d'accès à l'éducation

Cas 1 : Renvoyée de l'école pour sa pratique du Falun Gong, une élève d'une école secondaire se retrouve sans abri³⁵

Les administrateurs d'un collège de la province du Fujian ont forcé Liu Wenjuan à écrire une déclaration de renoncement au Falun Gong. Quand elle a refusé, la directrice Lin Jianfeng s'est mise en colère et a empêché Liu d'assister aux cours sous diverses excuses.

Liu a été arrêtée plus tard et forcée de quitter l'école après avoir parlé de son expérience de la pratique du Falun Gong avec ses professeurs. Quand les autorités l'ont harcelée chez elle, elle s'est trouvée dans l'obligation de vivre loin de chez elle pour éviter davantage de persécution.

Cas 2 : Une lycéenne chassée de l'école pour avoir distribué des informations sur le Falun Gong³⁶

Li Qun a été signalée à son professeur lorsqu'elle a donné à sa camarade de classe un livret d'information sur le Falun Gong. Les

enseignants ont passé des heures à lui parler et ont tenté de la forcer à renoncer au Falun Gong.

Quand Li a essayé d'expliquer le Falun Gong à ses professeurs, ils ont refusé d'écouter et ont dit à ses parents de la ramener chez elle. Elle a finalement été renvoyée de l'école après avoir refusé d'écrire une déclaration selon laquelle elle renonçait au Falun Gong.

Cas 3 : Un jeune homme n'est pas autorisé à aller à l'université et est emmené dans un camp de travail pendant un an³⁷

Alors même que M. Liu Xiaolin avait réussi son examen d'entrée à l'université et avait été admis dans une université, il n'a pas eu l'autorisation d'y aller quand les autorités ont découvert qu'il pratiquait le Falun Gong.

De plus, le jeune homme de 18 ans a été envoyé dans un camp de travaux forcés lorsqu'il a exprimé son mécontentement face à la persécution sur Internet. Ses parents, M. Liu Zonggang et M^{me} Sui Qiaohong, ont également été arrêtés et emmenés dans un camp de travail.

M. Liu a été placé sous surveillance constante et fréquemment harcelé après sa libération.

Cas 4 : On refuse à un doctorant la possibilité de présenter sa thèse, l'Académie chinoise des sciences fait pression sur le père pour qu'il dénonce son fils³⁸

M. Yu Ya'ou, doctorant à l'Académie chinoise des sciences du Jardin botanique de Chine méridionale, a été privé de son droit de présenter sa thèse parce qu'elle contenait une phrase exprimant sa gratitude envers le Falun Gong.

Suivant les instructions du Bureau 610, les dirigeants du Jardin botanique de Chine méridionale ont menacé M. Yu avec le règlement de l'école et des dispositions relatives à la gestion des élèves. Ils ont également obligé son père à le signaler au Bureau 610 et à envoyer son fils dans un centre de lavage de cerveau.

Cas 5 : Un étudiant de première année détenu à Shanghai pour sa pratique du Falun Gong et pour avoir distribué des informations³⁹

M. Zhong Yiming, un étudiant de 19 ans de première année à l'Université Jiao Tong de Shanghai, a été arrêté début juillet 2019 pour sa pratique du Falun Gong et pour avoir diffusé des informations sur le Falun Gong.

Les responsables de l'école ont dit qu'il avait été enregistré par des caméras de surveillance alors qu'il distribuait des documents sur le Falun Gong sur le campus. Leur enquête a trouvé que M. Zhong avait acheté une imprimante avec l'argent qu'il avait économisé de son argent de poche et qu'il l'avait utilisée pour imprimer des documents d'information sur le Falun Gong.

L'université l'a signalé à la police de Shanghai, qui lui a ordonné de révéler où il avait appris le Falun Gong et d'écrire une « déclaration de regret » pour abandonner sa croyance. Quand M. Zhong a refusé, la police a menacé de mettre fin à ses études universitaires et l'a emmené le 5 juillet dans un centre de détention à Shanghai, mais ils n'ont pas informé ses parents du lieu où il se trouvait. Ses parents sont restés à Shanghai pendant quelques jours pour le chercher, mais en vain.

Les autorités de l'université ont également envoyé du personnel au lycée de M. Zhong, le lycée n° 24 de Dalian, pour enquêter sur lui. Il a également été rapporté que le 22 juillet la police de Shanghai s'était rendue à Dalian par avion pour tenter d'arrêter sa grand-mère octogénaire.

2.1.2 Lavage de cerveau des élèves et des enseignants

Pour inciter à la haine publique et justifier la persécution, de la propagande attaquant le Falun Gong, comme la fausse histoire des auto-immolations de Tiananmen et les 1400 cas de décès présumés du Falun Gong, est apparue dans les manuels scolaires, les émissions de télévision et les journaux. Des affiches et des banderoles de propagande ont couvert les campus. Les élèves devaient regarder des vidéos et assister à des séminaires et des expositions pour renforcer cette propagande. Des pétitions diffamant le Falun Gong ont circulé, et chaque élève ou étudiant devait signer ou faire face aux conséquences.

Cas 1 : « C'est l'école du régime communiste, aucune autre croyance n'est autorisée⁴⁰ »

Dans une école secondaire de la province du Heilongjiang, plus de 5000 élèves et enseignants ont été contraints de signer des accords selon lesquels ils n'allaient pas parler du Falun Gong ni lire des documents d'information sur le Falun Gong. Près de 100 élèves de haut niveau ont dû adhérer au Parti communiste pour renforcer le contrôle de la pensée. Si on découvrait qu'un élève était coupable d'avoir violé l'accord, son enseignant était également impliqué.

Une élève de terminale, Cao Rui, qui ne pratiquait pas le Falun Gong, a été signalée à l'administration de l'école parce qu'elle avait partagé avec d'autres élèves des documents de Falun Gong qu'elle avait reçus et qu'elle leur avait dit que la campagne du Parti contre le Falun Gong était une injustice. Elle a fait face à d'autres représailles pour avoir « perturbé l'ordre de la classe » quand elle a ouvertement défié un professeur de politique lorsqu'il a attaqué le Falun Gong en classe.

Plus tard, Cao a été renvoyée de l'école, et les administrateurs

ont même appelé la police pour faire sortir Cao et sa mère. « C'est l'école du régime communiste, aucune autre croyance n'est autorisée », a déclaré un administrateur à la famille de Cao.

Cas 2 : Des étudiants de la faculté de droit ont reçu l'ordre d'exprimer leur attitude envers le Falun Gong pendant l'inscription⁴¹

Dans un avis d'entretien en vue d'une inscription à la faculté de droit de l'université des finances et de l'économie de Shanghai en 2010, on a demandé aux étudiants de répondre à une question sur leur compréhension du Falun Gong.

De telles questions sont souvent utilisées comme pierre de touche pour vérifier si l'élève suit complètement la ligne du Parti ou s'il fait preuve d'autonomie de pensée. La plupart des étudiants compromettent leur indépendance et se joignent à la foule pour condamner le Falun Gong afin de poursuivre l'avancement de leurs études et de leur carrière.

2.2 Dénier d'opportunités d'embauche et saisie de la propriété personnelle

Avec tous les niveaux de la société chinoise impliqués dans la campagne de persécution, tout le monde est visé dans le système. Une fois qu'un étudiant a terminé ses études et entre dans la société, il fait face à la pression constante de perdre son emploi ou d'avoir ses biens personnels saisis si les autorités découvrent qu'il pratique le Falun Gong.

2.2.1 Licenciement des pratiquants

Cas 1 : Un ingénieur en aéronautique ne peut plus travailler ni subvenir aux besoins de sa famille depuis que sa carte d'identité lui a été confisquée⁴²

M. Liu Yongsheng, ingénieur en aéronautique dans l'entreprise de construction d'avion de Chengdu, a été licencié en 2007 à la suite d'une arrestation massive de pratiquants de Falun Gong. Il a été contraint de vivre loin de chez lui et d'aller d'un endroit à un autre pour éviter d'autres persécutions.

Les autorités lui ont pris ses papiers d'identité et son diplôme, ce qui l'a empêché, pendant longtemps, de trouver un emploi. Malgré son expertise, il devait travailler à temps partiel comme livreur pour subvenir à ses besoins.

Cas 2 : Une médecin congédiée de l'hôpital⁴³

En décembre 2005, Dr Chen Jing a été arrêtée alors qu'elle accompagnait une enfant au poste de police pour s'enquérir de l'arrestation de sa mère. La police l'a battue, maltraitée verbalement et interrogée. Elle a rapidement été congédiée par son employeur, l'hôpital central de Jiamusi, un an seulement après avoir commencé à y travailler.

Son épreuve a aggravé les craintes et les malentendus au sujet du Falun Gong au sein de sa famille, parmi ses collègues et ses amis.

Cas 3 : Membres de la famille impliqués⁴⁴

Le frère cadet de M. Li Hongshu a quitté son emploi dans la ville de Dalian et est retourné chez lui dans la ville de Panjin pour prendre soin de sa mère quand M. Li et son père ont été tous deux emprisonnés pour leur croyance. Son frère s'est vu refuser un poste de police de la circulation à Panjin après avoir échoué à l'examen politique parce que leur père pratiquait le Falun Gong, alors qu'il avait obtenu la meilleure note à l'examen et avait réussi l'entrevue et le test physique. Cela a causé une détresse mentale énorme à son jeune frère, qui a également eu de la difficulté à trouver une épouse.

2.2.2 Entreprises privées contraintes de fermer

Cas 1 : Une entreprise de détergents contrainte de fermer⁴⁵

En 2003, plusieurs pratiquants de Falun Gong de la ville de Chaoyang, province du Liaoning, ont créé une entreprise commune et acheté une technologie brevetée. Ils ont fondé une société nommée Tianzheng Detergent Company. De la gestion à la production, ils ont embauché des pratiquants de Falun Gong qui avaient perdu leur emploi à cause de la persécution.

Peu de temps après la création de l'entreprise, ils ont rapidement développé les ventes et ouvert le marché en vendant leurs produits à plus de vingt grandes et moyennes entreprises de transformation mécanique. Leurs revenus ont augmenté pendant trois années consécutives.

Quand la police a appris que l'entreprise appartenait à des pratiquants, ils ont arrêté les propriétaires de l'entreprise, M. Li Wensheng et M^{me} Wu Jinping, le 24 février 2008, et saccagé l'entreprise. La police a également confisqué le coffre-fort contenant de l'argent

liquide, les chèquiers de la société, les chèquiers de transactions, un sceau public, un sceau financier, un sceau du représentant légal et d'autres biens de l'entreprise, qui pouvaient tous être utilisés pour retirer de l'argent de leurs comptes bancaires. Ils ont également saisi une voiture de société et arrêté leur chauffeur.

L'entreprise a fini par se trouver dans l'obligation de fermer ses portes, ce qui a entraîné des millions de yuans de pertes. De nombreux employés ont perdu leur emploi et leurs familles se sont retrouvées dans une situation financière précaire.

Cas 2 : Fermeture forcée d'une école de formation appartenant à un auteur bien connu, confiscation des livres⁴⁶

M. Wang Xueming (nom de plume Yun Xiao), enseignant au collège Damian de la ville de Chengdu, a été licencié en mars 2003. Il s'est ensuite installé dans la ville de Wuhan, province du Hubei, et a créé sa propre école de formation, la « salle de cours de la vertu parfaite », pour donner des cours d'écriture. Il a également publié plus de 100 articles, poèmes et versets dans de nombreuses revues, et a compilé et publié plusieurs manuels universitaires. En 2008, il a été sélectionné comme l'un des « onze écrivains de prose du réseau ».

Avec son influence croissante, la police de Wuhan a arrêté M. Wang le 27 octobre 2011. Son père est décédé le jour de son arrestation. Les autorités ont accusé M. Wang d'« exploiter une entreprise illégale » et ont fermé le siège de son école de formation à Wuhan, ainsi que plusieurs autres sites près de Wuhan et de la ville de Nanchang, province du Jiangxi. Plus de 6000 exemplaires de ses publications personnelles ont été confisqués. Les pertes économiques directes s'élèvent à plus d'un million de yuans.

2.3 Dénî de résidence

Cas 1 : La maison d'une professeur de piano confisquée et sa pension suspendue⁴⁷

M^{me} Xie Xia, professeur de piano du district de Shuangliu, province du Sichuan, a été licenciée peu après le début de la persécution du Falun Gong en 1999. Son employeur, le lycée professionnel de Huayang, a également confisqué son domicile subventionné par l'école, pour lequel elle avait payé sa part en totalité.

Dans les années qui ont suivi, M^{me} Xie, mère célibataire, a déménagé d'un endroit à un autre pour faire des petits travaux lui permettant de subvenir à ses besoins et à ceux de son enfant. Le Bureau 610 local a ordonné aux propriétaires de ne pas lui louer de logement, lui rendant la vie encore plus difficile.

Les autorités ont suspendu sa pension à partir de juillet 2014, après que le Bureau de la sécurité sociale du district de Shuangliu a reçu un document secret du comité de quartier de la ville de Dongsheng ordonnant au bureau de transférer sa pension sur un compte contrôlé par le gouvernement. Les membres du comité ont par la suite admis que le Bureau 610 avait donné cet ordre.

Cas 2 : Maison menacée de démolition et indemnisation réduite d'un million de yuans⁴⁸

En 2011, comme elle pratiquait le Falun Gong, M^{me} Zhang Guilan n'a reçu que 300 000 yuans en compensation pour la démolition planifiée de sa maison à Yichun, dans la province du Jilin, alors qu'elle aurait dû recevoir au moins 1 200 000 yuans.

Lorsqu'elle a parlé de l'affaire à un journaliste et que celui-ci

a interrogé le secrétaire du Parti du gouvernement du district de Nancha, le fonctionnaire a déclaré au journaliste : « Zhang Guilan pratique le Falun Gong, de sorte que l'indemnisation de sa maison doit être moindre que celles qui sont attribuées aux autres. Elle n'aurait pas dû pratiquer le Falun Gong ! »

Le journaliste a poursuivi en demandant : « La loi et l'ordonnance d'indemnisation ne mentionnent rien de spécifique concernant le Falun Gong, il semblerait donc que ce que vous faites soit mal. » Le secrétaire du Parti a répondu : « Ici, dans le district de Nancha, ce que nous disons est la loi. »

Lorsque M^{me} Zhang a refusé de déménager, les autorités lui ont coupé tous ses accès aux services publics. Ils ont cerné sa maison d'eau, ce qui fait qu'elle ne pouvait pas mener une vie normale. Les autorités ont également menacé de l'arrêter si elle refusait de partir.

Cas 3 : Contraint de vivre loin de chez lui⁴⁹

À partir de février 2003, M. Ma Qinghai, de la ville de Chifeng en Mongolie intérieure, a été contraint de vivre loin de chez lui avec sa femme et sa fille qui venait de naître, afin d'éviter la persécution. Ils ont déménagé seize fois en trois ans pour se cacher de la police. Pendant leurs années d'errance, leur fils est resté chez ses grands-parents âgés.

Bien que M. Ma et sa femme n'étaient pas chez eux, la police n'a pas arrêté de harceler sa famille. Lors d'une perquisition le soir, la police a même regardé sous la couette de la grand-mère de M^{me} Ma, ce qui a terrifié la vieille dame nonagénaire.

M. Ma a ensuite été arrêté en 2005 et condamné à neuf ans de prison. Il se souvient :

« Après avoir longtemps supplié les gardes, mon père a

finalement eu l'autorisation de venir me voir en prison en 2006, la première fois depuis de nombreuses années. Peut-être parce que je souffrais d'un œdème de tout le corps et que je n'étais pas en forme, ou peut-être parce que mon père était ravi que je sois encore en vie, il m'a regardé pendant longtemps et n'a pas dit un mot. En le regardant, les cheveux grisonnants, j'ai retenu mes larmes et je n'ai pas voulu lui dire ce que j'avais traversé depuis mon arrestation.

« À un autre moment, mon fils de 17 ans a amené ma fille de 5 ans me voir. Comme j'ai dit quelque chose qui a contrarié les gardes, ils m'ont battu devant mes enfants. Ma fille a eu peur et a pleuré très fort.

« Pendant mon incarcération, ma femme a fait toutes sortes de petits travaux pour aider nos enfants à aller à l'école. Parfois, elle m'envoyait aussi de l'argent pour acheter des produits de première nécessité.

« Quand ma femme a amené ma fille me voir quelques années plus tard, mon cœur était rempli de joie et d'amertume. Ma fille était beaucoup plus grande et avait mûri, mais je n'étais pas à ses côtés et je ne prenais pas soin d'elle. La persécution ne m'a pas seulement privé de ma liberté, elle m'a aussi privé de mes droits d'être un fils, un mari et un père. »

2.4 Des logements pillés

Cas 1 : La police utilise du gaz lacrymogène et une hache pour pénétrer dans une maison⁵⁰

À minuit, le 8 août 2009, la police de la ville de Manchuri en

Mongolie intérieure a tenté d'entrer par effraction chez M. Zhang Yu, qui vivait avec son épouse, ses parents et sa fille adolescente. La famille de M. Zhang a refusé d'ouvrir la porte et a repoussé la police jusqu'au lever du jour. La police a alors envoyé un camion de pompiers et plusieurs dizaines de policiers du poste de police local.

Le siège a duré jusqu'à midi. La police a alors fait voler une fenêtre en éclats et lancé des gaz lacrymogènes dans la maison, sans le moindre égard pour le fait que les vieux parents malades de M. Zhang et sa fille étaient à l'intérieur. La police militaire a alors pénétré dans la maison par la vitre cassée.

Comme la police avait brisé la serrure de la porte de M. Zhang, elle n'a pas pu être ouverte, ils ont alors utilisé une hache de pompier pour casser la porte et emmener la famille de cinq personnes.

Cas 2 : La police tente d'entrer par effraction de nuit⁵¹

À 4 heures du matin, le 29 septembre 2009, des policiers se sont présentés devant la grille d'entrée du domicile de M. Hao Yin dans la ville de Tianjin. Ils ont annoncé aux trois filles à l'intérieur qu'ils voulaient perquisitionner dans le domicile.

Lorsque les filles (Xiaojing, Xiaoyan et Xiaojiao) ont refusé d'ouvrir la grille de l'entrée, plusieurs agents ont frappé maintes fois à la porte tandis que d'autres agents ont escaladé le mur de devant et les ont menacées. Quand les filles ont appelé leurs voisins à l'aide, les agents sont descendus du mur et sont partis.

La mère des filles, M^{me} Gao Yan'e, a été condamnée à trois ans de prison pour avoir parlé du Falun Gong à des gens. Le père des filles, M. Hao Yin, a été arrêté sans motif, sa maison a été saccagée et il a plus tard été envoyé dans un camp de travaux forcés. Il a réussi à s'échapper du centre de détention, mais a été forcé de vivre loin de chez lui pour éviter d'autres persécutions.

Cas 3 : Saisie de propriété personnelle et pillage de domicile⁵²

Le 14 juillet 2008, dix policiers ont fait irruption dans l'appartement de M. Yao Tiebin et M^{me} Zhang Fenrong, dans la ville de Mudanjiang, province du Heilongjiang. La police a frappé le couple quand il a tenté de les empêcher de fouiller leur domicile. Leurs visages étaient tuméfiés et couverts de bleus. Un des policiers leur a dit : « L'État (le Parti communiste chinois) ne vous autorise pas à pratiquer le Falun Gong. Si vous pratiquez le Falun Gong, alors vous violez la loi. »

La police a pillé leur domicile et a pris l'argent de la famille, un ordinateur, une imprimante et d'autres effets personnels. La valeur totale des biens s'élevait à plus de 30 000 yuans.

2.5 Extorsion

Cas 1 : La police refuse de rendre près de 60 000 yuans saisis à une femme du Heilongjiang emprisonnée pour sa croyance⁵³

Les policiers ont saisi 58 000 yuans à M^{me} Luo Caisen quand ils ont saccagé son domicile et refusent maintenant de lui rendre l'argent.

La police a d'abord prétendu que l'argent faisait partie des preuves à charge et qu'il serait rendu après le procès de M^{me} Luo. Pourtant, quand la police a soumis le dossier de M^{me} Luo au parquet de Acheng le 7 octobre, l'argent n'en faisait pas partie. Quand le procureur a inculpé M^{me} Luo et a transféré son dossier au tribunal d'Acheng, il n'a pas inscrit l'argent sur la liste des preuves à charge non plus.

Quand le juge du tribunal d'Acheng a parlé à l'avocat de M^{me} Luo

et à sa famille, il a expliqué clairement que l'argent confisqué par la police n'avait rien à voir avec le dossier. Comme le fils de M^{me} Luo avait besoin de l'argent pour son entreprise familiale, le 7 décembre 2018, après l'audience de la cour, et lui a encore demandé l'argent.

Cette fois, Gao a dit qu'ils allaient rendre l'argent une fois le verdict prononcé par le juge. M^{me} Luo a été condamnée plus tard à un an et demi de prison pour ne pas avoir renoncé à sa croyance. Au moment de la publication du présent rapport, la police n'a toujours pas rendu l'argent à sa famille.

Cas 2 : La police confisque 100 000 yuans en espèces en fouillant l'agence immobilière d'un couple⁵⁴

M. Zuo Hongtao, un habitant de la ville de Qinhuangdao, province du Hebei, a été arrêté le 9 juin 2017, avec quatre autres pratiquants de Falun Gong qui lui rendaient visite. La police a fouillé l'agence immobilière de M. Zuo et de sa femme, a confisqué 100 000 yuans en espèces que M. Zuo gardait sous la main pour des transactions commerciales, ainsi que 50 000 yuans en espèces qu'un autre pratiquant gardait dans ce bureau.

La police a aussi saisi la moto électrique de M. Zuo et des fournitures de bureau, la nouvelle moto électrique d'un second pratiquant et la voiture qu'une troisième pratiquante avait empruntée à un ami et qui était remplie de vêtements qu'elle vendait. La police n'a pas présenté de mandat de perquisition pendant la fouille de la maison ni même fourni une liste des objets confisqués par la suite.

Les pratiquants ont plus tard été condamnés à des peines de huit à treize années de prison pour ne pas avoir renoncé à leur croyance. La femme de M. Zuo, M^{me} Cui Qiorong, qui ne pratique pas, mais qui soutient le Falun Gong, a été condamnée à dix-neuf mois de prison.

2.6 Retenue des retraites

Cas 1 : La police falsifie un document de travail, efface vingt-sept années de service du régime de retraite⁵⁵

Après avoir travaillé au Bureau des services publics urbains et de l'aménagement paysager à Pékin pendant trente ans, M. Wang Shuxiang a été surpris de constater qu'il n'avait rien sur son compte de retraite et que son dossier personnel indiquait qu'il ne comptait que deux ans et neuf mois de service.

Le personnel du centre de gestion des compétences du district de Dongcheng a dit à la femme de M. Wang que la police avait pris le dossier et l'avait modifié. Lorsque M^{me} Wang s'est rendue au poste de police local, ils ont admis qu'ils étaient responsables de la modification du dossier personnel de son mari. Ils lui ont promis de lui donner 30 000 yuans à titre d'indemnisation, mais ont refusé de corriger l'historique de son dossier de travail.

Cas 2 : La retraite d'un homme du Guizhou est suspendue depuis 2001⁵⁶

M. Zhang Shougang a pris sa retraite en 2000 du Bureau d'athlétisme de la ville de Zunyi. Son employeur a suspendu sa retraite lorsqu'il a été arrêté pour la première fois en 2001 parce qu'il refusait de renoncer au Falun Gong. Il a été dans une situation financière difficile au cours des vingt dernières années.

Le fils de M. Zhang n'avait pas encore 10 ans lorsqu'il a été arrêté pour la première fois. Le garçon a été forcé d'abandonner l'école lorsque son père a été incarcéré et, pendant six ans, il a dû emprunter de l'argent à des membres de sa famille pour survivre.

Lorsque son père a été libéré la deuxième fois, le garçon était adolescent et ils ont dû vendre leur maison pour payer ses dettes.

Cas 3 : Retenue de la retraite pour rembourser les fonds reçus pendant l'emprisonnement⁵⁷

Au cours des dernières années, le régime communiste a émis une nouvelle politique qui interdit aux citoyens chinois de recevoir leur retraite quand ils purgent une peine de prison. Ainsi, de nombreux pratiquants de Falun Gong libérés de prison ont découvert que leur retraite avait été suspendue par l'agent local de la sécurité sociale afin de rembourser les fonds qu'ils avaient reçus pendant leur emprisonnement.

M^{me} He Zhongli est rentrée chez elle le 14 avril 2019 après avoir purgé trois ans de prison pour ne pas avoir renoncé à sa croyance dans le Falun Gong.

La pension de retraite de cette septuagénaire était suspendue depuis fin 2018. On lui a dit que les prestations ne seraient pas rétablies tant qu'elle n'aurait pas remboursé tous les fonds qui lui avaient été versés pendant son emprisonnement.

2.7 L'État orwellien d'aujourd'hui

Beaucoup de pratiquants de Falun Gong, en plus d'être privés de la possibilité de recevoir une éducation ou d'être saisis de leurs propriétés privées, font aussi constamment face au danger et à la pression d'être pris pour cible n'importe quand et n'importe où. Particulièrement, avec le développement rapide des technologies de surveillance, les citoyens chinois sont surveillés par le régime communiste à un niveau sans précédent.

2.7.1 Refus de délivrance de passeports et de cartes d'identité

Les autorités ont confisqué les cartes d'identité de nombreux pratiquants de Falun Gong, rendant difficiles les voyages, la gestion d'un compte en banque, le logement, et d'autres aspects de la vie courante. Quand les pratiquants reçoivent une carte d'identité, elle est souvent fichée, ce qui leur crée des difficultés pour voyager et effectuer leurs transactions financières journalières. Les pratiquants sont toujours sujets à une stricte surveillance de leurs vies privées.

Cas 1 : Un homme du Heilongjiang dans l'incapacité de retirer de l'argent de son compte en banque sans pièce d'identité⁵⁸

M. Wang Zhibiao a fait une demande pour une nouvelle carte d'identité au poste de police le 20 janvier 2008. On lui a demandé de revenir le 20 mai pour récupérer sa nouvelle carte d'identité. Quand il est revenu à la date prévue, on lui a dit qu'il ne pouvait pas obtenir de nouvelle carte d'identité parce qu'il pratiquait le Falun Gong. Il est retourné au poste de police plusieurs fois, mais il n'a cependant pas pu obtenir de carte d'identité.

Son fils allait se marier en juillet 2008. Sans carte d'identité, M. Wang n'a pas réussi à retirer d'argent de son compte en banque, ce qui a impacté les préparatifs du mariage de son fils.

Cas 2 : Les parents d'un habitant du Japon voient leurs demandes de passeport refusées à cinq reprises⁵⁹

Entre 2004 et 2009, les demandes de passeports de M. Zhang Youliang et de M^{me} Fu Jinyun, pour rendre visite à leur fils au Japon,

ont été refusées cinq fois. Tous les deux natifs de la province du Jiangxi, ils habitent actuellement à Shanghai.

La police leur a dit qu'on leur refusait leurs passeports parce qu'ils pratiquaient le Falun Gong. La police a aussi posté des policiers en civil pour surveiller les activités quotidiennes du couple.

Note de la police sur la demande de passeports du couple :

Les informations fournies dans la demande sont correctes, mais il s'agit de pratiquants de Falun Gong, une des cinq catégories de personnes qui ne sont pas autorisées à voyager à l'étranger. Leurs demandes ont été envoyées à la hiérarchie pour être examinées.

Selon une liste de « documents supplémentaires nécessaires pour se rendre à l'étranger pour des voyages privés », établie par les autorités du port d'entrée de la ville de Hengshi dans la province du Hebei⁶⁰, le poste de police local du demandeur doit produire des documents attestant que le demandeur n'est pas un pratiquant de Falun Gong.

Cas 3 : Une femme du Heilongjiang condamnée à sept ans de prison après son arrestation dans une gare ferroviaire à cause de sa carte d'identité fichée⁶¹

M^{me} Cai Weihua, une pratiquante de Falun Gong de la ville de Harbin, province du Heilongjiang, a été interpellée par la police le 6 février 2018 alors qu'elle était sur le point de monter à bord d'un train pour rendre visite à ses parents à l'occasion des vacances du Nouvel An chinois. La police avait en fait découvert que M^{me} Cai pratiquait le Falun Gong en scannant sa carte d'identité au moment de son passage au contrôle de sécurité.

La police a arrêté M^{me} Cai et son mari, M. Li Bowei, qui ne

pratique pas le Falun Gong. Les policiers les ont ensuite ramenés chez eux et ont fouillé leur domicile. M^{me} Cai a plus tard été condamnée à sept ans de prison par le tribunal du district de Daowai en novembre 2018 et à une amende de 30 000 yuans.

2.7.2 Une surveillance constante

Les pratiquants de Falun Gong sont surveillés quand ils marchent dans la rue, s'enregistrent dans un hôtel, postent une lettre, font un don, partagent sur les réseaux sociaux et s'adonnent à d'autres activités quotidiennes. Certains ont même été piégés par des enfants attirés par la police pour devenir des « agents secrets ».

Cas 1 : Arrêté par la police alors qu'il marchait dans la rue⁶²

M. Guan Yunzhi a été interpellé par la police alors qu'il marchait dans la rue le 30 juillet 2014. En découvrant qu'il était pratiquant de Falun Gong, la police l'a arrêté et l'a interrogé toute la nuit au poste de police. Il a été détenu pendant plus de cinquante jours et on lui a extorqué 5000 yuans parce que la police avait trouvé des informations liées au Falun Gong dans son téléphone portable.

Cas 2 : Un couple du Heilongjiang est harcelé par la police après s'être enregistré dans un hôtel à Pékin⁶³

Le 11 avril 2012, M^{me} Zhang Yanfen et son mari, M. Tao Yongjun (qui ne pratique pas le Falun Gong) se sont rendus à Pékin pour rendre visite à leur fille, M^{me} Tao Can.

M^{me} Zhang s'est enregistrée à l'hôtel en utilisant la carte d'identité de sa fille. Aux environs de 19 heures, des policiers ont frappé à

la porte de M^{me} Zhang et lui ont ordonné de leur donner le nom de l'employeur de sa fille et son adresse. Ils ont aussi appelé sa fille en utilisant le téléphone de M. Tao et lui ont demandé si elle pratiquait toujours le Falun Gong. Elle a refusé de répondre.

Cas 3 : Une femme du Shandong arrêtée et emmenée dans un camp de travaux forcés après que le bureau de poste a trouvé une brochure de Falun Gong dans son courrier⁶⁴

Un employé du bureau de poste de la ville de Longkou, province du Shandong, a signalé M^{me} Qu Xianghua au Bureau 610 local après avoir trouvé des informations liées au Falun Gong dans une lettre qu'elle avait postée le 1er août 2008. Des policiers ont fait une descente chez M^{me} Qu le lendemain et l'ont arrêtée. Ils ont aussi fouillé son domicile et ont confisqué son ordinateur et son imprimante.

M^{me} Qu a écopé d'un an et demi de travaux forcés fin août. Elle a été sévèrement torturée et intimidée pour fournir à la police des informations sur d'autres pratiquants.

Cas 4 : Un paysan pauvre est arrêté après avoir fait un don aux victimes du tremblement de terre de la province du Sichuan⁶⁵

Quand il a entendu parler du tremblement de terre de magnitude 7,9 dans la province du Sichuan en 2008, un pratiquant de Falun Gong de la province du Hebei a consulté sa famille et ils ont décidé de faire un don de 500 yuans pour apporter leur soutien à la région dévastée. Ils avaient économisé cet argent pour les soins médicaux de son père.

Quand la police locale a découvert qu'il avait fait un don, ils l'ont arrêté le 6 juin 2008 pour la raison suivante : « Les pratiquants de Falun Gong n'ont pas d'argent, donc, une personne ayant les ressources nécessaires pour faire un don de 500 yuans doit être un "coordinateur". »

Cas 5 : Une femme du Shandong condamnée à la prison pour avoir partagé un fichier audio du Falun Gong sur les médias sociaux⁶⁶

M^{me} Che Guoping, de la ville de Dezhou, rentrait du travail le 22 mai 2017, lorsque plus de dix agents se sont emparés d'elle.

Cette employée de la compagnie d'électricité Huaneng a été visée parce qu'elle avait partagé sur les médias sociaux un fichier audio contenant des informations sur le Falun Gong. Les policiers ont fouillé son domicile et ont confisqué plus de dix téléphones portables, un iPad et d'autres effets personnels.

M^{me} Che a comparu devant le tribunal du district de Decheng le 9 novembre 2017, et a été condamnée à trois ans et demi de prison et 5000 yuans d'amende en décembre 2017.

Cas 6 : La police appâte les enfants avec de l'argent pour qu'ils leur servent d'« agents secrets »⁶⁷

La police de la province du Sichuan a utilisé de l'argent pour appâter des enfants afin qu'ils deviennent leurs « agents secrets ». Ils demandent aux enfants d'aller chez des pratiquants de Falun Gong et de prétendre vouloir des informations sur le Falun Gong, ou les font suivre et surveiller des pratiquants qui sont plus tard arrêtés. Chaque enfant reçoit 10 yuans en guise de récompense.

Le matin du 10 novembre 2006, plusieurs élèves se sont rendus chez M^{me} Li Zefen et ont demandé si elle avait encore des documents d'information sur le Falun Gong. « Nous aimons beaucoup les marque-pages du Falun Gong et nous voudrions en avoir d'autres », ont-ils dit. M^{me} Li a laissé entrer les enfants. Elle a sorti des tabourets et les a invités à s'asseoir dans sa cour. Peu de temps après, deux voitures de police sont arrivées. Plusieurs policiers ont saccagé la maison de M^{me} Li et l'ont emmenée avec eux. M^{me} Li a plus tard été condamnée à trois mois de travaux forcés.

2.8 Des familles se retournent contre les pratiquants

Quand la contrainte et la torture ne suffisent pas à faire renoncer les pratiquants à leur croyance, les autorités ont recours à des plaidoyers émotionnels arrangés avec des membres de la famille pour faire tomber les défenses mentales des pratiquants. Alors que les familles de certains pratiquants les ont toujours soutenus, d'autres se sont retournées contre eux et ont aidé les autorités à persécuter les pratiquants pour protéger leurs propres intérêts.

M^{me} Ding Xiaoxia, enseignante d'anglais dans un collège de la province du Jilin, se rappelle comment la direction de son école a utilisé cette stratégie pour la forcer à abandonner la pratique du Falun Gong⁶⁸ :

« Après plusieurs sessions de lavage de cerveau, comme je refusais toujours de renoncer au Falun Gong, ils ont demandé à ma famille de me convaincre. Mes parents sont d'abord venus à l'école. Ils m'ont frappée et m'ont crié après. Puis ce fut au tour de mon mari. Ensuite, mon fils, qui venait juste d'obtenir son diplôme de fin de collège. Dès qu'il m'a vue, il

s'est agenouillé devant moi en pleurant : "Maman, ne le fais plus. Tu me manques tellement. Rentrons à la maison." Cela m'a brisé le cœur, mais je suis restée silencieuse devant son plaidoyer.

« Une autre fois, ils ont demandé à ma sœur aînée de me convaincre. Elle m'a dit que mon père était hospitalisé et dans un état critique. Elle me criait que c'était à cause de moi que l'état de santé de mon père avait commencé à se détériorer. Si j'acceptais de renoncer à ma croyance, peut-être qu'il avait encore une chance de se rétablir. Mais si je persistais dans ma croyance, ils ne me pardonneraient pas si quelque chose arrivait à mon père. Je l'ai crue. Cédant face aux émotions familiales et à la profonde peine de perdre mon père, j'ai écrit une déclaration de renoncement au Falun Gong.

« Les dirigeants de l'école ont été enchantés. Ils m'ont enfin laissé rentrer chez moi. En arrivant à la maison, j'ai réalisé que j'avais été trompée. Mon père allait très bien et n'était jamais allé à l'hôpital. »

Lors d'un examen de comportement politique, les familles des personnels de l'armée de l'air devaient remplir un formulaire et répondre à des questions sur leur prise de position vis-à-vis du Falun Gong et s'ils avaient participé à des « activités illégales liées au Falun Gong »⁶⁹.

Cas 1 : Une mère est agressée par sa fille endoctrinée⁷⁰

Après le début de la persécution du Falun Gong en 1999, la fille de M^{me} Hu Lingying, Li Huaying, s'est fermement opposée à ce qu'elle continue de pratiquer. Li a agressé et injurié plusieurs fois sa mère. Elle a aussi signalé M^{me} Hu à la police, ce qui s'est soldé

par sa détention.

En juillet 2003, M^{me} Hu a été à nouveau signalée et emmenée au poste de police. Quand la police a ordonné à Li de la ramener chez elle, Li a enfermé sa mère à la maison tous les jours, de peur qu'elle ne sorte.

Quand M^{me} Hu lui a demandé de déverrouiller la porte, Li l'a frappée avec un clou en fer, l'attaquant à la tête, au dos et au thorax. La tête de M^{me} Hu était couverte de sang et son visage était gonflé. Alors que M^{me} Hu était gravement blessée, Li ne l'a pas emmenée se faire soigner ni ne lui a prodigué de soins.

Cas 2 : Son ex-mari reçoit un certificat d'honneur pour sa participation active à la persécution⁷¹

Liu Jun, le secrétaire adjoint du comité du Parti communiste de la ville de Yongyang, province du Hebei, et ex-mari de la pratiquante M^{me} Liu Xiufeng, a reçu un certificat d'honneur en 2001 pour son rôle actif dans la persécution et pour s'être dissocié de M^{me} Liu en demandant le divorce.

« Afin de me forcer à renoncer à la pratique, mon ex-mari me battait très souvent, me laissant des bleus sur le visage et sur tout le corps. Une fois, le directeur du Bureau 610 local lui a dit : “Si elle est si têtue, tu peux la battre jusqu'à l'incapacité. Je préfère que tu la rendes infirme plutôt que de la laisser de nouveau aller à Pékin ou sortir pour promouvoir le Falun Gong.” »

Liu Jun avait pourtant appris le Falun Gong auparavant, mais il s'est complètement soumis au Parti quand la persécution a commencé. Quand M^{me} Liu était détenue dans un centre de détention en 2001, il a demandé le divorce et ne lui a donné que 200 yuans. Il

s'est remarié avant même qu'elle ne reçoive le certificat de divorce. Il a aussi détruit tous les livres de Falun Gong de M^{me} Liu ainsi que d'autres documents liés à la pratique.

Cas 3 : Une mère battue à mort par son fils pour sa pratique du Falun Gong⁷²

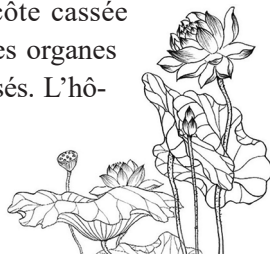
Le 20 octobre 2018, M^{me} Lu Shurong est morte de ses blessures consécutives aux coups qu'elle a reçus de son propre fils, Du Xuedong, parce qu'elle pratiquait le Falun Gong. Elle avait 77 ans.

Du, cinquantenaire, a versé une caution à deux reprises pour faire libérer sa mère qui avait été arrêtée pour avoir refusé de renoncer à sa croyance. Vétéran de l'armée, Du a été formé à suivre les ordres et il est devenu de plus en plus hostile envers sa mère quand elle a continué à pratiquer le Falun Gong après sa libération.

Il craignait également que la croyance de sa mère n'affecte les chances de son fils de devenir fonctionnaire.

Le 27 septembre 2018, Du est rentré chez lui en état d'ébriété. Dès qu'il a passé la porte, il a commencé à frapper sa mère âgée. Lorsque son père, Du Zhongsan, a tenté de l'arrêter, l'homme de 83 ans a également été battu par son fils. Le fils a continué à battre sa mère pendant plus d'une heure. Elle a eu dix côtes cassées et une fracture du poignet. Elle avait des ecchymoses sur tout le corps et son visage était meurtri et gonflé.

Quand M^{me} Lu a été emmenée à l'hôpital, le médecin a constaté de multiples fractures sur une côte, et une côte cassée lui avait perforé un poumon. La plupart de ses organes internes avaient également été gravement blessés. L'hôpital a émis plusieurs avis d'état critique au cours des vingt-quatre jours où elle y a séjourné avant de mourir.



法 輪 大 法 好

Chapitre 3 : La souffrance des enfants des pratiquants de Falun Gong

M^{me} Wang Jingqi raconte le calvaire de sa famille pendant la persécution du Falun Gong⁷³ :

« Notre vie est passée du paradis à l'enfer. Père était très troublé. Il fumait tous les jours pour échapper à la réalité. J'étais à l'université et je me concentrais sur mon travail scolaire et la sécurité de ma mère. J'ai entendu dire qu'elle avait été battue et torturée avec des matraques électriques dans un centre de détention. Je voulais vraiment crier aux gardes d'arrêter, mais je suis restée silencieuse parce que ça aurait pu lui causer plus de problèmes.

« À la maison, je canalisais mon indignation en tapant de toutes mes forces sur les touches de mon piano. Mon père était silencieux. Il fumait la tête baissée, cachant toute son inquiétude, sa colère et sa culpabilité parce qu'il ne pouvait pas protéger sa femme et l'empêcher d'être blessée.

« Ma mère était régulièrement arrêtée et détenue, elle a ainsi manqué de nombreux moments importants de ma vie : l'obtention de mon diplôme universitaire, mon premier emploi et mon mariage. Malgré la torture inhumaine, ma mère n'a jamais abandonné sa pratique. La raison en était simple : elle serait morte plusieurs fois si elle n'avait pas pratiqué le

Falun Dafa. Au cours de sa troisième détention, ma mère a entamé une grève de la faim pour protester contre la persécution et son poids est passé de 60 kg à 35 kg. Les gardes l'ont gavée et, ce faisant, lui ont brisé les dents et arraché une bonne partie des cheveux. Elle a été renvoyée à la maison dans un état critique.

« Une fois à la maison, maman a repris les exercices de Falun Dafa, a lu les enseignements du Dafa et s'est rapidement rétablie. Un mois plus tard, elle pouvait marcher. Bien qu'elle n'ait pas complètement repris du poids, ses cheveux avaient repoussé. Elle m'a demandé de ne pas détester la police. "Sois compatissante envers ces pauvres gens", m'a-t-elle dit. Ses paroles étaient comme une brise sur mon cœur, enlevant ma tristesse et ma haine. Je suis si reconnaissante envers le Falun Dafa.

« En mars 2009, ma mère a été détenue une quatrième fois. Un coup de fil m'a réveillée une nuit. Lors d'un voyage d'affaires, mon père est décédé d'une crise cardiaque. Quand je l'ai vu à l'hôpital, son corps était déjà froid et raide.

« Ce fut le moment le plus dévastateur de ma vie. Des membres de ma famille m'ont aidée à le faire incinérer. Comme je portais ses cendres dans le salon funéraire, je n'entendais aucun bruit, sauf ma respiration et les battements de mon cœur. Mon esprit était clair. Je savais qui avait tué mon père. Il avait souffert de tant de pression et de douleur. Il ne serait pas mort si tôt si le Falun Dafa n'avait pas été persécuté. »

Comme Wang Jingqi, la vie de nombreux enfants a été bouleversée lorsque le régime communiste chinois a soudain lancé sa campagne nationale contre le Falun Gong.

Bien que les gens de tous âges en aient souffert, la douleur infligée aux enfants est la plus déchirante et la plus préjudiciable à la société. Les enfants d'âge scolaire sont soumis à diverses formes

de lavage de cerveau destinées à leur inculquer de la haine envers le Falun Gong. Comme ils sont l'espoir du futur, ils sont formés pour être loyaux envers le Parti communiste chinois (PCC) au lieu d'être formés à développer une pensée indépendante.

En plus du lavage de cerveau, de nombreux enfants grandissent également dans la peur, leur famille étant brisée par le PCC. Certains enfants sont devenus orphelins lorsque leurs deux parents ont été condamnés à de longues peines de prison ou torturés à mort, d'autres ont dû se déplacer constamment pour échapper à la police, certains ont été humiliés et brutalisés par leurs camarades de classe, certains ont été renvoyés de l'école et privés d'éducation, certains ont été détenus et torturés eux-mêmes, et certains sont devenus fous ou sont même morts très jeunes après avoir subi la torture ou des traumatismes psychologiques terribles que même des adultes ne pourraient endurer.

Lors des vingt années qui se sont écoulées, un nourrisson d'il y a vingt ans est maintenant un étudiant à l'université, les étudiants de l'époque ont maintenant l'âge d'avoir leur propre famille et ont donné naissance à la génération suivante. Grandissant dans la peur et voyant leurs proches être arrêtés et torturés encore et encore, la souffrance et la détresse psychologique de ces enfants ont des impacts à long terme sur eux, leur famille élargie et leurs propres enfants.

3.1 Lavage de cerveau des enfants

Le PCC ne se contente pas de laver le cerveau des pratiquants de Falun Gong, mais il inculque également la haine du Falun Gong aux non-pratiquants, en particulier aux enfants. Une génération entière de Chinois a maintenant grandi immergée dans la propagande du PCC diffamant le Falun Gong dans les écoles et autres lieux.

Un élève sino-américain de 10 ans qui a rendu visite à sa famille

en Chine en février 2001 a écrit⁷⁴ :

« Quand nous avons parlé du Falun Gong à mon cousin, il avait seulement entendu la version propagée par le gouvernement chinois. Il n'avait jamais rencontré un vrai pratiquant. Quand le gouvernement chinois a dit aux gens de signer leur nom en disant que le Falun Gong n'était pas bon, tous les élèves des écoles primaires et secondaires ont dû signer, même si c'était contre leur volonté. Mon cousin de neuf ans a également dû le signer. Pendant la première semaine d'école, ils n'ont rien enseigné. Ils ont juste montré [aux élèves] comment mentir. Leur manuel disait que les États-Unis utilisaient le Falun Gong pour détruire la Chine. »

À cette époque, l'Association anti-secte chinoise (AASC), une agence gouvernementale relevant de l'Association chinoise de science et de technologie, faisait la promotion d'une campagne « Un million de signatures » sur les campus scolaires, au cours de laquelle les enseignants et les administrateurs obligeaient les étudiants à signer des dénonciations contre le Falun Gong. Le PCC a ensuite fait la promotion de ces signatures dans les médias publics et les a présentées à l'ONU comme preuve de la « volonté du peuple » de supprimer le Falun Gong⁷⁵.

Douze jours seulement après le lancement de la campagne à Pékin, la télévision centrale chinoise (CCTV) a diffusé le 23 janvier 2001, le coup monté des « auto-immolations de la place Tiananmen ». La propagande intense qui s'en est suivi a été le pas le plus important reflétant l'escalade de la persécution du Falun Gong par le Parti communiste. La campagne a ensuite été promue par le système éducatif dans tout le pays.

En mars 2001, dans une école primaire de la province du Liaoning, plus d'un millier d'élèves ont reçu un dépliant rouge de l'école et ont été invités à le montrer à leurs parents. Le dépliant contenait six points : « Défendez la science, refusez les flyers [sur le

Falun Gong], etc. »

Trois jours plus tard, l'école a interrompu tous les cours et a commencé une campagne de signatures. Tous les élèves ont été priés de se mettre en rang. Après avoir été comptés, les élèves ont ensuite été invités à s'approcher des tables et à signer de leurs noms. Dans le même temps, sept ou huit enseignants se tenaient près des tables pour les surveiller⁷⁶.

Qu Mingjun, une fillette de huit ans, a écrit ceci à Minghui : « L'autre jour, notre maîtresse à l'école nous a dit que nous devrions tous signer pour soutenir le mouvement anti-Falun Gong. J'ai refusé de signer. Nous cherchions des moyens pour y échapper, mais notre maîtresse est restée devant nous tout le temps. Alors, j'ai été obligée de signer mon nom. J'ai eu envie de pleurer en rentrant chez moi. J'écris cette lettre pour annuler ma signature.⁷⁷ »

En plus des élèves, le personnel de l'école (y compris les retraités) devait également signer sous peine « d'expulsion de leur poste et de détention dans un camp de rééducation par le travail »⁷⁸.

En mars 2001, deux mois après le début de la campagne de signatures, une délégation de l'AASC a apporté à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève plus de 1,5 million de signatures, affirmant que les droits de l'homme en Chine étaient « au mieux » et que ces signatures reflétaient « le souhait du peuple chinois »⁷⁹.

3.1.1 L'AASC à l'origine des campagnes de lavage de cerveau

L'AASC a été créée pour inciter les gens de tous les niveaux sociaux à se joindre au mouvement pour critiquer le Falun Gong et faire pression sur les pratiquants de Falun Gong pour qu'ils renoncent à leur croyance.

Wang Yusheng, directeur adjoint et secrétaire général de l'AASC, a déclaré en 2003 : « Depuis sa création en novembre 2000, l'AASC a organisé près de mille expositions et activités de propagande dans

tout le pays et a accueilli plus d'un millier de conférences et de forums. Elle a également créé le "site web chinois de lutte contre les sectes" et a produit plus de 20 films et publié 400 000 livres »⁸⁰.

L'association a également compilé des manuels qui calomnient le Falun Gong et les a incorporés dans le « Manuel expérimental obligatoire pour les neuf années d'école primaire » avec « l'auto-immolation de Tiananmen » au cœur de la propagande anti-Falun Gong.

3.1.2 Le lavage de cerveau commence à l'école primaire

Imprimé pour la troisième fois en novembre 2003 par la People's Education House, *Éducation morale et de la pensée (dixième volume)* est un manuel pour les écoles primaires. Il met en évidence les auto-immolations comme une étude de cas et promeut la haine du Falun Gong⁸¹. Ci-dessous un extrait du texte :

Lisez l'histoire suivante et exprimez vos pensées.

C'était une petite fille très belle que tout le monde aimait. Beaucoup de ses camarades de classe l'appelaient « Chérie ». Mais lorsque sa mère est devenue obsédée par le Falun Gong, son malheur a commencé.

Bien que la petite Siying ne soit plus parmi nous, son cri déchirant « Oncle, sauve-moi ! » résonne encore dans nos oreilles. C'est au prix d'un visage défiguré et de mains brûlées que cette fillette de 12 ans a finalement pris conscience de la réalité de la secte. Ses mots, « Maman m'a menti », sont sa dénonciation du Falun Gong par le sang et les larmes. Mais qui a trompé sa mère ? C'était Li Hongzhi et les mensonges tordus du Falun Gong !

3.1.3 Autres formes de lavage de cerveau

Pour justifier la persécution du Falun Gong, de nombreuses autres activités de propagande et de lavage de cerveau d'une profondeur et d'une ampleur sans précédent ont été conçues et mises en œuvre.

Dans le champ pétrolifère de Shengli, dans la province du Shandong, l'AASC a parrainé des représentations théâtrales diffamatoires sur le Falun Gong et les a diffusées à la télévision. Elle a également obligé les enseignants à compiler des chansons diffamatoires sur le Falun Gong pour que les écoliers puissent les chanter.

Le 15 octobre 2003, l'association a offert des prix dans le cadre d'un concours de questions destiné à diffamer le Falun Gong et a publié les réponses dans le journal *Shenli Daily*.

L'association a également demandé aux enseignants et aux étudiants d'écrire des articles pour diffamer le Falun Gong et a encouragé un mouvement étudiant « Dis non aux sectes » en 2002. Ils ont sélectionné 208 articles sur les 1775 envoyés et ont organisé une présentation qui a été compilée dans une collection appelée *Le Bourgeon de Soleil*, la première collection d'ouvrages « antisecte » publiée au niveau national⁸².

Dans la province du Hebei, le *Yanzhao Evening Post* a publié le 17 novembre 2004 une page entière d'articles sélectionnés parmi les « articles gagnants du prix antisecte de la province du Hebei », parrainés par le Bureau 610 de la province du Hebei.

Dans un article intitulé « Feuilles flétries, tombées sous la pluie » de Wang Nan, du lycée technologique Handan, l'auteur affirmait que sa mère avait divorcé de son père parce qu'elle pratiquait le Falun Gong. Selon l'article, le lendemain du jugement de divorce, la mère et plusieurs autres pratiquantes se seraient suicidées en s'ouvrant le ventre.

Lorsque les pratiquants locaux de Falun Gong ont contacté le journal pour demander si l'article avait fait l'objet d'une enquête et si son authenticité avait été vérifiée, la personne qui a répondu au téléphone a déclaré : « Ces articles ne sont pas les nôtres. Le Bureau 610 provincial s'est arrangé pour avoir une page entière pour ses propres publications.⁸³ »

3.2 Décès prématurés

Certains enfants de pratiquants de Falun Gong sont morts après avoir été séparés de force de leurs parents et privés des conditions de base pour survivre, et certains sont morts des mauvais traitements qu'ils ont subis parce qu'ils pratiquaient aussi le Falun Gong.

Cas 1 : Une fillette de quatre ans meurt après avoir été traumatisée⁸⁴

Quand Wang Shujie n'avait que deux ans, elle a vu la police arrêter ses parents plusieurs fois devant elle. Lors d'une descente de police le 3 décembre 2000, le policier a crié après son père et lui a frappé le visage avec un livre. Shujie s'est évanouie sous le choc et la peur.

Après être revenue à elle, elle avait de la fièvre et transpirait. Elle secouait la tête d'avant en arrière à cause d'une douleur intense dans la tête. Elle était agitée et anxieuse et se cognait la tête contre le mur. La police s'est rendue chez Shujie à plusieurs reprises pour arrêter les membres de sa famille. Lorsque son père a été arrêté, elle tenait une photo de son père et elle, et pleurait à gros sanglots.

La police est revenue moins d'un an plus tard, brandissant des matraques, pour arrêter à nouveau les parents de Shujie. Elle a été réveillée alors qu'elle venait de s'endormir quelques minutes plus tôt et a crié : « Papa, maman, je ne vous laisserai pas partir ! »

Les traumatismes mentaux répétés et la peur constante ont entraîné une altération de sa santé, et elle avait des difficultés pour manger et dormir. Pendant deux ans, elle n'a tout simplement pas grandi.

Quand Shujie a eu 4 ans, le médecin a découvert une tumeur bénigne dans son cerveau. Cependant, en juillet 2002, peu de temps après avoir été opérée, elle a cessé de respirer et elle est morte.

Cas 2 : Décès d'une élève de 14 ans⁸⁵

Zhang Cheng a commencé à pratiquer le Falun Dafa en 1994 avec son père. Après le début de la persécution, son père s'est rendu à Pékin pour demander le droit de pratiquer.

La police a fait irruption chez eux et leur a presque tout enlevé. Zhang Cheng a été constamment harcelée, et elle a rapidement développé une leucémie. Elle est décédée en février 2001.

Cas 3 : Père exilé, mère persécutée à mort, fils décédé⁸⁶

Sun Feng était en sixième et ses parents pratiquaient tous les deux le Falun Gong. En 2000, après le début de la persécution, son père, M. Sun Hongchang, a dû quitter la maison pour éviter d'être arrêté. Sa mère, M^{me} Wang Xiuxia, s'est rendue à Pékin pour protester et a été arrêtée à de nombreuses reprises. Elle est morte sous la torture seize jours après avoir été à nouveau arrêtée, le 19 mai 2003. Sa famille n'a même pas été autorisée à voir son corps, car la police l'a immédiatement mise dans un cercueil et l'a enterrée.

Sun Feng n'avait que 12 ans à l'époque. Il ne pouvait pas accepter la mort de sa mère. Il devait non seulement supporter la douleur d'avoir perdu sa mère, mais il était aussi inquiet pour son père. Il vivait dans la terreur, ce qui l'a affecté mentalement. Il vivait avec ses proches et parlait rarement.

À la fin de l'année 2004, son chagrin et sa peur ont eu des repercussions sur sa santé. Il s'est évanoui et a été envoyé d'urgence à l'Université de médecine de Shenyang pour y être soigné. Il semblait s'être stabilisé après avoir reçu une transfusion sanguine. Sun Feng était seul et ses parents lui manquaient beaucoup, il est décédé le 26 mars 2006. Il avait 14 ans.

Cas 4 : Expulsée de son école, une jeune fille de 18 ans violée par un voyou meurt de tuberculose après avoir été sans-abri⁸⁷

Zhang Yichao, une jeune fille vive et joyeuse profondément aimée de ses parents, ses proches et ses amis, a été expulsée de l'école parce que ses deux parents pratiquaient le Falun Gong et qu'elle avait refusé de signer une pétition anti-Falun Gong.

Quand l'entreprise dans laquelle travaillaient ses parents est intervenue, l'école lui a permis de revenir. Mais le secrétaire du Parti de l'école, Meng Xianmin, l'appelait pour avoir un entretien chaque semaine. Il lui demandait d'écrire un rapport chaque semaine pour qu'elle quitte ses parents et renonce au Falun Gong. À l'époque où ses deux parents étaient détenus, un groupe d'enfants, pleins de haine envers le Falun Gong à cause de la propagande, ont cassé la porte et plusieurs fenêtres de sa maison. Seule à la maison, Yichao était morte de peur.

Quelques mois plus tard, ses deux parents ont été envoyés dans des camps de travaux forcés et Yichao a été définitivement expulsée de l'école. À l'âge de 15 ans, elle devait vivre loin de chez elle et déménageait fréquemment pour éviter le harcèlement constant des autorités.

Une nuit, un voyou est entré par effraction dans sa chambre en brisant la fenêtre et l'a violée. Yichao a ensuite contracté la tuberculose alors qu'elle vivait de petits boulots. Elle n'avait pas d'argent pour aller voir un médecin et ne voulait pas rentrer chez elle. Le matin du 6 avril 2005, elle est morte dans un hôpital.

Elle avait 18 ans. Huit mois après la mort de Yichao, le 17 décembre 2005, sa mère, M^{me} Fu Guiying, est également décédée des suites de la persécution⁸⁸.

3.3 Les orphelins

« J'ai presque 10 ans. Ma maman a été torturée à mort en 2001 parce qu'elle pratiquait le Falun Gong, et je ne sais même pas à quoi elle ressemblait. Maintenant, je n'ai plus de mère. Mon père, Xiao Sixian, est dans votre prison. Je suis maintenant orpheline et je n'ai plus personne pour prendre soin de moi. Mon papa n'a rien fait de mal. Tout le monde dit que c'est une bonne personne. S'il vous plaît, ne le persécutez plus.

« Ma maîtresse m'a dit qu'une prison était construite pour emprisonner les criminels. Pourquoi est-ce que mon papa est en prison, alors qu'il ne vole pas et que tout le monde à l'école l'aime bien et dit qu'il est un bon professeur ? Ma maîtresse m'a-t-elle raconté des mensonges, ou bien, est-ce vous les menteurs ? »

La fille de Xiao Sixian, Xiao Xixi, dans une lettre adressée aux responsables de la prison de Duyun, dans la province du Guizhou.

De nombreux enfants sont devenus orphelins quand leurs parents ont été persécutés à mort ou condamnés à de longues peines. Sans leurs parents, ils ont dû aller vivre avec leurs proches ou être envoyés dans un orphelinat.

Cas 1 : Le fils de M. Wang Kemin est orphelin⁸⁹

M. Wang Kemin était professeur de collège dans la ville de Daqing, dans la province du Heilongjiang. Sa femme est morte dans un accident de voiture peu après son arrestation et son envoi dans un camp de travaux forcés en 2000. Trois ans plus tard, il a été à nouveau arrêté alors qu'il déménageait fréquemment pour éviter la persécution. Il est décédé le jour même de son arrestation. Son fils, qui avait neuf ans, est devenu orphelin.

Cas 2 : Un jeune garçon perd sa mère et doit quitter l'école pour joindre les deux bouts⁹⁰

Wang Defu avait 9 ans lorsque sa mère M^{me} Zhang Haiyan, est allée en 2001 à Pékin pour faire appel pour le Falun Gong. Elle a été arrêtée et envoyée dans le camp de travaux forcés de Masanjia pendant deux ans. Elle a été torturée et, en 2004, elle a fini par mourir. Terrassé par la mort de sa mère, Defu a hurlé : « Je ne reverrai plus jamais ma maman ! »

Defu vivait avec sa famille dans une maison délabrée en torchis. Le toit était endommagé et la famille ne pouvait pas payer les réparations. M^{me} Zhang était le principal soutien de famille et sa mort a laissé la famille dans une situation financière très difficile. Defu a dû quitter l'école pour travailler avec son père comme berger afin de joindre les deux bouts.

Cas 3 : La grand-mère de Piao Yonghe travaille onze heures par jour pour payer ses études depuis le décès de sa mère sous la torture⁹¹

« J'avais entendu dire que les fleurs de lotus du parc Beishan étaient en pleine floraison. Après le dîner, j'étais pressé que maman m'emmène les voir... » a écrit Piao Yonghe dans une dissertation après le décès de sa mère, M^{me} Cui Zhengshu, qui a été torturée dans le camp de travail pour femmes de Heizuizi.

M^{me} Cui a été arrêtée en mars 2002 et condamnée à trois ans de travaux forcés pour avoir imprimé des documents d'information sur le Falun Gong. Comme le père de Yonghe était sans emploi parce qu'il pratiquait également le Falun Gong, sa grand-mère âgée de 73 ans travaillait onze heures par jour pour gagner 400 yuans par

mois afin de payer ses études.

Cas 4 : La situation de l'orphelin Wu Yingqi⁹²

Wu Yingqi a perdu sa mère dans un accident de voiture et peu après, en décembre 2001, son père, M. Wu Yueqing, a été arrêté et condamné à douze ans de prison pour avoir fabriqué des documents d'information sur le Falun Gong.

M. Wu a été gravement torturé et a contracté la tuberculose. Il a été renvoyé chez lui alors qu'il était proche de la mort et il est décédé le 23 décembre 2007.

Yingqi vivait avec sa tante, M^{me} Wu Yuexia, lorsque son père a été emprisonné, mais il a ensuite été envoyé à l'orphelinat quand sa tante a été arrêtée et envoyée dans un camp de travail pour sa croyance dans le Falun Gong.

Cas 5 : Une famille réunie, puis à nouveau déchirée⁹³

Dès l'âge de trois ans, Shao Linyao a vu la police emmener ses parents à maintes reprises. Il était seul, terrifié et triste parce que sa famille lui manquait.

Après la libération sous caution de sa mère, M^{me} Mu Ping, qui venait de vivre près de trois ans de torture dans le camp de travail, Linyao ne la quittait jamais, craignant de la perdre à nouveau. Quand elle sortait le soir, il ne voulait pas aller se coucher tant qu'elle n'était pas rentrée. Il restait assis là jusqu'à ce qu'elle rentre chez elle. Il lui disait, en larmes : « J'avais tellement peur que tu sois encore arrêtée par les méchants. Si tu ne reviens pas, je ne peux pas me calmer. » Mais Linyao ne savait pas que son père, M. Shao Hui, avait déjà été persécuté à mort en 2002. M^{me} Mu a été de nouveau arrêtée en 2006

et condamnée à sept ans de prison.

Après l'arrestation de sa mère, Linyao a vécu avec ses grands-parents, alors qu'ils étaient en mauvaise santé et que leur vie était difficile.

3.4 Séparation des familles

Cas 1 : L'enfance amère de Xiaolong⁹⁴

À 7 ans, Zhang Xiaolong a dû aller vivre avec ses grands-parents, car ses parents, M. Zhang Chuanzheng et M^{me} Guo Xiuhong, avaient été contraints de vivre loin de chez eux pour fuir la persécution. Le couple a été arrêté un an plus tard en 2002 et condamné à dix ans de prison.

Xiaolong s'est replié sur lui-même et ne comprenait pas pourquoi ses parents étaient persécutés. Il a vécu un autre choc lorsque son grand-père est décédé. Xiaolong n'a pas mangé pendant deux jours et ne faisait que pleurer. Lui et sa grand-mère ont eu du mal à joindre les deux bouts, leur maison s'effondrait, il y avait des fissures et des fuites partout.

Cas 2 : Un enfant de cinq ans : « Ma maman me manque ; je veux retrouver ma maman et mon papa ! »⁹⁵

Mingyuan est allé avec sa grand-mère au centre de détention à plusieurs reprises pour demander la libération de sa mère, mais sans résultat.

Lorsque Sun Mingyuan a appris que sa mère avait été torturée et

était dans un état critique, l'enfant de cinq ans est allé avec sa grand-mère pour demander sa libération. Il a brandi un panneau qui disait :

« Je m'appelle Sun Mingyuan et j'ai cinq ans. Mon père a été illégalement condamné à douze ans de prison parce qu'il pratique le Falun Gong. Des agents du poste de police de Dehui ont arrêté ma maman le 14 décembre 2004. Elle a entamé une grève de la faim de quarante-huit jours et se trouve dans un état critique. Je suis seul, sans défense, et séparé de mes parents. Aidez-moi, je vous en prie. Ma maman me manque. Je veux que ma maman revienne et je veux que mon papa revienne. »

Cas 3 : Lettre d'une mère emprisonnée pour sa croyance⁹⁶

M^{mc} Liu Xinying, infirmière et pratiquante de Falun Gong de Dalian, purge une peine de cinq ans et demi de prison pour sa croyance dans le Falun Gong. Son arrestation⁹⁷ a eu lieu quelques mois seulement après le décès de son mari, M. Qu Hui, qui est devenu paralysé et a dû rester alité pendant treize ans après avoir été torturé dans un camp de travaux forcés. Il souffrait constamment, et M^{mc} Liu s'est occupée de lui jour et nuit jusqu'à sa mort le 9 février 2014, tout en s'occupant de leur fille adolescente.

La fille de M^{mc} Liu, mineure, s'est retrouvée seule chez elle.

Vous trouverez ci-dessous une lettre que M^{mc} Liu a écrite à sa fille depuis la prison le jour de son 17^e anniversaire.

« Xinxin,

« Mon bébé tant chéri, merci d'être venue dans notre famille comme un ange, et merci pour toute la joie que tu nous as apportée ! [...] À l'occasion de ton 17^e anniversaire, je t'envoie mes meilleurs vœux de loin. J'espère que ta vie sera remplie de bonheur et de soleil. Je te souhaite d'être en sécurité pendant mon absence. J'espère qu'après cette période de séparation, nous brillerons toutes les deux d'une pure lueur de renaissance comme des phénix renaissant de leurs cendres.

« Il y a tant de choses que je veux te dire, mais je ne sais pas par où commencer. Pendant treize ans, tu as été témoin de l'immense souffrance de ton père quand il a été rendu infirme par la torture. Tu étais jeune et tu avais beaucoup de questions. Un jour, tu m'as demandé : "Les pères des autres enfants peuvent se tenir debout. Pourquoi mon père doit-il rester couché ?" Ta question m'a rendue déterminée à demander justice pour ton père, car je ne veux pas que ton esprit innocent soit assombri par les ténèbres de notre société.

« Maman a toujours pensé que l'éducation est très importante. Je souhaite qu'après avoir grandi, tu puisses être une bonne personne – bonne pour les autres et bonne pour la société.

« Tu ne peux pas changer ce que tu es en tant que personne à cause de la souffrance de ton père. Car une fois qu'une personne est née, on lui donne des responsabilités à assumer. Ce n'est pas quelque chose qui peut être changé ou nié.

...

« Pour qu'une société ou une nation prospère, une abondance de matériaux ou de richesses ne suffit pas. Elle doit

se baser encore plus solidement sur la moralité et la bonté des gens. À cet égard, nous avons encore un rôle positif à jouer et une contribution à apporter à la société.

« Selon une valeur traditionnelle, la famille est le fondement de la société. La stabilité de chaque famille assure la stabilité de la société. Mais aujourd'hui, notre famille s'est effondrée. Le jour où ton père est mort, la famille que j'avais passé tant de temps et d'efforts à souder s'est effondrée.

« Merci d'avoir été avec moi et de m'avoir consolée pendant cette période, surtout quand ton père est mort et que je pleurais tellement en lui tenant la main. "Ne pleure pas, maman. Tu as fait de ton mieux", m'as-tu dit.

« Sept mois seulement après le départ de ton père, j'ai été arrêtée à nouveau et condamnée à cinq ans et demi de prison, te laissant seule à la maison. [...] Mon cœur saigne chaque fois que j'y pense [...] je tiens à peine à la vie par un fil, un fil d'espoir, de foi et de sens des responsabilités. Je ne voulais pas que tu deviennes orpheline ou que ton grand-père perde sa fille après avoir perdu sa compagne. Je ne pouvais pas laisser ma famille et mes amis qui m'aiment tant me perdre. Je ne voulais pas devenir moi-même la prochaine tragédie ou ajouter un péché de plus aux auteurs de ces crimes. Avec une croyance forte, j'ai survécu.

« Tu es maintenant dans ta dernière année de lycée et tu passeras l'examen d'entrée à l'université l'année prochaine. J'espère que tu peux le prendre au sérieux et étudier dur. [...] Cet été, quand tu es venue me rendre visite, j'ai été très heureuse de te voir, calme et posée. Tu m'as dit : "Maman, tout ce que tu m'as appris m'aide à bien faire tout ce que j'ai devant moi maintenant. Ne t'inquiète pas pour moi."

« Remercie tous ceux qui t'ont aidée pendant mon absence. Que le bonheur et la chance soient toujours avec ces gens de bon cœur !

« Je t'aime, maman, 20 septembre 2015 »

3.5 Rendre fou

De nombreux enfants ont souffert d'un effondrement mental lorsque le traumatisme et la douleur de la persécution ont dépassé leurs limites.

Cas 1 : Une adolescente devient folle après avoir été contrainte de regarder la police torturer ses parents⁹⁸

À 16 ans, au poste de police, on a forcé Yuanyuan à regarder la police torturer ses parents, M. Hou Guozhong et M^{me} Cheng Xiuhuan, pour leur pratique du Falun Gong. Les policiers ont sauvagement battu le couple, les ont attachés sur le « banc du tigre », leur ont étiré les bras, les jambes et la tête en même temps et les ont suspendus les mains attachées derrière le dos.

Les policiers les ont gavés par le nez et la bouche avec des bouteilles d'huile de moutarde, puis leur ont couvert la tête avec plusieurs sacs en plastique résistants. Quand ils se sont évanouis, la police leur a versé de l'eau froide dessus pour les réveiller. Sheng Xiaojiang, le chef adjoint de la police, a souvent crié en dirigeant les tortures : « Battez-les à mort ! C'est bien de les battre à mort ! »

Yuanyuan a été traumatisée par cette expérience.

Après son départ du poste de police, la police a souvent obligé

Yuanyuan à rester debout à l'entrée de leur immeuble pendant les chaudes journées d'été sans bouger pendant des heures. Ils ont menacé de battre ses parents si elle osait bouger. Craignant que ses parents ne subissent d'autres tortures, Yuanyuan restait là, immobile, jusqu'à ce que ses pieds enflent et deviennent violets.

La peur, l'anxiété et le traumatisme mental ont fait des ravages sur l'adolescente. Autrefois élève exceptionnelle, elle a quitté l'école et a commencé à errer. Sans aucun revenu, elle ramassait de la nourriture dans les poubelles.

Après leur libération, ses parents ont été dévastés en voyant que leur fille était devenue folle. Maintenant âgée de 32 ans, Yuanyuan ne peut plus prendre soin d'elle-même et doit être surveillée en permanence par ses parents.

Cas 2 : Un lycéen persécuté jusqu'à l'effondrement mental pour sa pratique du Falun Gong⁹⁹

Wang Jinghua avait toujours été un élève exceptionnel, de l'école primaire au lycée. Il était aimable à l'école avec tout le monde. Mais comme il parlait du Falun Gong à ses camarades de classe, il était constamment harcelé et soumis à des pressions par ses professeurs, la police locale et les agents du Bureau 610 pour qu'il cesse de pratiquer le Falun Gong.

Un des professeurs de Jinghua a coopéré avec les agents du Bureau 610 pour fouiller son bureau et son cartable afin de voir s'il avait des documents de Falun Gong. Ils ont également forcé ses parents à signer une déclaration de garantie de renoncement au Falun Gong et ont ordonné à l'un d'eux d'être avec lui tout le temps à l'école. Ses parents, sous la pression des autorités, le critiquaient souvent. Ses amis à l'école ont également commencé à prendre leurs distances avec Jinghua.

Comme Jinghua refusait de renoncer à sa croyance, les autorités

scolaires l'ont expulsé. Mais ses parents ont fait appel, et le directeur a accepté de le suspendre pour un an seulement. Mais lorsqu'il est retourné à l'école un an plus tard, ils ont refusé de le réinscrire.

Jinghua a finalement souffert d'un effondrement mental en 2006, à l'âge de 19 ans.

Cas 3 : Une jeune fille de 18 ans torturée jusqu'à l'effondrement mental¹⁰⁰

M^{lle} Zhang Conghui, une étudiante de 18 ans, a été renvoyée de son école parce qu'elle avait écrit à une camarade de classe : « S'il te plaît, souviens-toi que le Falun Dafa est bon. » La jeune fille a senti qu'elle ne pouvait pas faire autrement que d'aller sur la place Tiananmen pour faire appel. Elle a ensuite été arrêtée et envoyée dans un centre de lavage de cerveau.

Les gardiens l'ont sauvagement battue et ne l'ont pas laissée dormir pendant trois jours. Ils l'ont également frappée à coups de matraques électriques et ont engagé quelqu'un pour la surveiller 24 heures sur 24. Lorsqu'elle a été relâchée deux mois plus tard, ses mains étaient couvertes de bleus, elle avait le regard vide, agissait bizarrement et semblait confuse.

3.6 Violence et brutalité

La maison de Jiajia a été saccagée en sa présence par des agents du Bureau 610. « Nous voulons détruire ta famille », criaient-ils en mettant des objets de valeur dans leurs poches. Jiajia, 6 ans, se tenait là, pétrifiée, s'accrochant à sa mère, n'osant pas dire un mot. Les agents ont emmené Jiajia et sa famille à la Division de la sécurité intérieure, et ont brutalisé ses parents et ses grands-parents sous

ses yeux.

Jiajia et sa grand-mère ont été libérées à minuit. Jiajia tremblait encore de peur, et sa grand-mère a dû la porter jusqu'à la voiture. Elle a été profondément traumatisée par toute cette expérience. Chaque fois qu'elle revoyait un policier ou une voiture de police, elle avait très peur et trouvait un endroit pour se cacher. « Les méchants arrivent », criait-elle à ses parents¹⁰¹. Certains enfants ont été traumatisés lorsque leur domicile a été saccagé ou leurs parents torturés. Certains sont devenus eux-mêmes la cible de violences et de brutalités.

Case 1 : Une fillette de dix ans brutalement battue et enfermée dans une cage de fer par la police¹⁰²

Cheng Siying, une élève de 10 ans de l'école primaire de la province du Sichuan, a été signalée à la brigade de la sécurité nationale le 7 août 2008, pour avoir donné à son enseignante une brochure du Falun Gong. Gou Yongqiong, chef de la brigade de la sécurité nationale, et deux autres policiers sont allés à son école et l'ont arrêtée. Gou a également donné à chaque élève de la classe un yuan pour les encourager à dénoncer les pratiquants de Falun Gong.

Les agents ont giflé Siying, ils l'ont enchaînée et menottée et l'ont enfermée dans une cage de fer. La police a également arrêté les parents de Siying le soir même et a saccagé leur domicile, confisquant leur imprimante et d'autres fournitures. Lorsque Siying est retournée à l'école quatre jours plus tard, son enseignante a jeté son sac à dos hors de la classe et ne l'a pas laissée assister aux cours.

Comme on ne savait pas où se trouvaient ses parents, la fillette a dû quitter son domicile pour éviter d'être à nouveau arrêtée.

Cas 2 : Une jeune fille de 13 ans gavée pendant deux semaines¹⁰³

Chen Si, une élève du collège de Chongqing, a été arrêtée alors qu'elle distribuait des documents d'information sur le Falun Gong durant l'été 2001. Malgré son âge, la police l'a battue et lui a donné des coups de pied.

La police l'a ensuite emmenée au centre de lavage de cerveau de Geleshan et l'a interrogée sur la source de ces documents. Lorsque Si a entamé une grève de la faim pour protester contre la détention arbitraire, elle a été gavée brutalement pendant deux semaines.

La police a également publié la photo de Si dans le journal afin de l'identifier. Ils ont piégé son père pour qu'il se rende au centre de lavage de cerveau, mais ils ne l'ont pas laissé la voir. Après le début du nouveau semestre, le Bureau 610 local ne l'a pas laissé retourner à l'école parce qu'elle n'avait pas abandonné la pratique du Falun Gong.

Cas 3 : Un garçon de 13 ans battu par la police alors qu'il allait chercher sa mère au Bureau de la sécurité publique¹⁰⁴

Sheng Wei, 13 ans, est parti prendre le bus avec sa sœur de 3 ans sur le dos pour aller chercher sa mère au poste de police. M^{me} Yang Zhonghong avait été arrêtée un mois plus tôt pour avoir parlé du Falun Gong à des gens. La réaction de la police a été de le frapper, de lui donner des coups de pied et de lui marcher sur le visage. Le visage de Wei a été blessé, ses oreilles ont commencé à siffler et la manche de son pull a été déchirée. Il s'est évanoui.

Lorsque la police a ramené Wei chez lui, dans la voiture un policier a saisi Wei par les cheveux lui arrachant une poignée, en insultant le jeune garçon. Souffrant énormément, Wei a dit : « À présent, je n'ai plus ma mère et je ne peux pas trouver mon père. Il n'y a

personne pour prendre soin de nous, nous n'avons rien à manger chez nous, et en plus vous me battez. Je n'ai plus envie de vivre. »

Cas 4 : Une élève de sixième battue à l'école¹⁰⁵

Quand le procureur a renvoyé deux fois l'affaire contre M. You Haijun en raison de sa croyance dans le Falun Gong, la police a harcelé sa fille You Qing, en sixième, et l'a forcée à dénoncer le « crime » de son père. La jeune fille de 13 ans a été tellement terrifiée par la police que ses jambes n'arrêtaient pas de trembler et qu'elle n'a pas pu parler pendant plusieurs jours. Après plusieurs tentatives infructueuses pour obtenir des informations de Qing, la police a ordonné à Chen Xiuling, sa professeur de mathématiques, de la battre.

Pendant les cours de maths, Chen disait toujours à Qing de se lever et de répondre aux questions. Lorsqu'elle ne pouvait pas répondre, Chen la frappait avec une baguette, la giflait au visage ou lui donnait des coups de pied avec ses talons hauts devant les autres élèves, dont beaucoup étaient horrifiés. Qing a commencé à ne plus vouloir aller à l'école. Quand c'était le moment d'aller à l'école, elle se mettait à trembler et refusait d'y aller. Elle a failli se suicider de peur.

Cas 5 : « Continue de pleurer et je t'exécute ! » a dit un policier en pointant son arme sur une jeune fille de 14 ans¹⁰⁶

La fille de M^{me} Wang Airong est sortie en courant de leur maison après que la police a arrêté sa mère pour l'emmener au poste de police. Les policiers ont poussé la jeune fille de quatorze ans et l'ont frappée dans les côtes. Elle a mordu le policier qui l'a ensuite

saisie par le col et l'a jetée en l'air. Elle a atterri par terre. Malgré la douleur intense, la jeune fille s'est relevée et a couru vers les policiers. En pleurant, elle les a suppliés de lâcher sa mère. Le policier a sorti un pistolet, l'a pointé sur elle et lui a dit : « Continue de pleurer et je t'exécute ! » Puis ils sont montés dans la voiture et sont partis. Pendant longtemps, la jeune fille a eu du mal à respirer à cause des douleurs dans les côtes et la poitrine.

3.7 Détention

« Après l'arrestation de mes parents, je me suis retrouvée toute seule à la maison avec ma sœur de 11 ans et notre grand-père de 70 ans qui avait des difficultés à marcher. Personne ne s'occupait de nous, alors nous sommes allés chez ma tante et avons demandé son aide.

« Début 2001, plusieurs de mes tantes ont également été arrêtées et envoyées dans un centre de lavage de cerveau pour leur pratique du Falun Gong. J'avais quatre ans cette année-là. Comme j'étais trop jeune et que personne ne pouvait s'occuper de moi à la maison, j'ai été emmenée au centre de lavage de cerveau avec mes tantes. Tous les jours, je voyais les policiers et d'autres voyous battre les pratiquants de Falun Gong après s'être saoulés. J'étais terrorisée. Je me cachais dans les bras d'une de mes tantes et je n'osais pas regarder. Je pleurais tous les jours, en me demandant où étaient allés mes parents. »

Ci-dessus, la fille de M. Zhao Haijun raconte la souffrance de sa famille¹⁰⁷. De nombreux enfants, depuis des tout-petits jusqu'aux adolescents ont été arrêtés avec leurs parents et gardés dans des centres de détention pendant des jours, voire des

semaines. Certains ont même été emmenés dans des camps de travail.

Cas 1 : Le prisonnier de huit mois¹⁰⁸

Tianci, huit mois, dormait profondément lorsque plusieurs policiers sont entrés chez lui par effraction et ont arrêté sa mère, M^{me} Liu Nana, pour sa croyance dans le Falun Gong.

La mère et le fils ont dû monter de force dans une voiture de police et ont été emmenés vers une destination inconnue. Cette même nuit, dix personnes de la grande famille de Tianci, dont deux de ses cousins en bas âge, ont également été arrêtées et emmenées au même endroit.

Tianci a été mis dans la même pièce que sa mère. Ignorant la situation désastreuse de sa famille, le petit garçon était souriant et essayait sans cesse de sortir de la pièce pour jouer. Après trois jours, la police a libéré Tianci et sa mère, n'ayant réussi à obtenir aucune information de sa part.

Avant de partir, M^{me} Liu a demandé à voir ses beaux-parents. En voyant son beau-père attaché à une chaise d'interrogatoire, elle n'a pas pu s'empêcher de pleurer. Elle ne savait pas que ses propres parents et son frère avaient été arrêtés eux aussi.

Cas 2 : Une enfant d'un an détenue plus d'une année dans un centre de lavage de cerveau¹⁰⁹

Quand Guo Yuetong avait un an, elle a été arrêtée et détenue avec sa mère dans un centre de lavage de cerveau pendant plus d'une année. La mère de Yuetong, M^{me} Liu Aihua, a été persécutée pour ne pas avoir renoncé à sa croyance dans le Falun Gong.

Dans le centre de lavage de cerveau, le bébé a été témoin des tortures que sa mère a subies, notamment des coups, des gavages et des décharges avec des matraques électriques. Chaque fois que les gardes torturaient sa mère, Yuetong était si terrifiée qu'elle se cachait dans un coin et pleurait. Quand il n'y avait pas de gardes, la petite Yuetong se tenait à côté des barreaux de la cellule et regardait dehors.

Elle avait déjà trois ans quand elle a été autorisée à rentrer chez elle. Malheureusement, elle a été arrêtée trois ans plus tard et détenue à nouveau avec sa mère.

Cas 3 : Une fillette de 10 ans gardée dans un centre de lavage de cerveau pendant trois semaines avant d'être envoyée dans une maison de santé¹¹⁰

Li Ying avait seulement 10 ans lorsqu'elle a été arrêtée avec sa mère, M^{me} Chen Shulan, en septembre 2002. Alors que Ying a été emmenée dans un centre de lavage de cerveau, sa mère a ensuite été condamnée à sept ans et demi de prison. Les autorités ont tenté de forcer Ying à abandonner la pratique du Falun Gong par l'intimidation et le lavage de cerveau. Lorsqu'elle a refusé, ils ne l'ont pas laissée dormir la nuit.

Afin de retourner à l'école, la fillette a cédé et a signé son nom sur la déclaration préparée par les autorités. Cependant, elle n'était toujours pas libre. Elle était emmenée à l'école pendant la journée et retournait au centre de lavage de cerveau après l'école. Elle a finalement été autorisée à quitter le centre de lavage de cerveau trois semaines plus tard.

La nuit avant de partir du centre de lavage de cerveau, on lui a dit de prononcer une déclaration verbale et de garantir de ne pas pratiquer le Falun Gong. Elle n'a pas eu l'autorisation de dormir jusqu'à ce qu'elle le fasse. Il était déjà minuit passé.

Sa mère était toujours en prison et cinq membres de sa famille

étaient morts des suites de la persécution, dont ses grands-parents, deux oncles et une tante. Ying a vécu avec ses professeurs pendant trois mois avant d'être envoyée dans une maison de santé. Elle y est restée vingt-cinq mois, sans recevoir suffisamment de nourriture et sous une surveillance constante. Après sa libération, Ying a quitté l'école et a fait des petits boulots pour survivre.

Cas 4 : Une jeune fille de 16 ans emprisonnée dans un camp de travail pendant deux ans¹¹¹

Wang Jing, la cousine de Wang Shujie mentionnée plus haut et qui est décédée à l'âge de quatre ans des suites d'un traumatisme mental, a été obligée de quitter l'école et s'est vu interdire de s'inscrire à l'université parce qu'elle et ses parents pratiquaient le Falun Gong. Jing a été arrêtée et emmenée dans un centre de détention lorsqu'elle s'est rendue à Pékin pour faire appel en faveur du Falun Gong en mars 2001. À 16 ans, elle a été envoyée dans un camp de travaux forcés pendant deux ans. Elle a été obligée de faire des travaux de couture et a été privée de sommeil.

3.8 Le viol

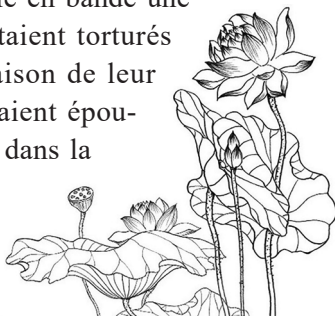
Alors que de nombreuses pratiquantes de Falun Gong ont été violées par des policiers ou des gardiens de prison, les filles de certains pratiquants ont également été victimes d'agressions sexuelles ou de viols pendant la période où elles étaient seules parce que leurs parents étaient en détention¹¹².

Cas 1 : Une jeune fille de 13 ans violée pendant l'incarcération de sa mère

Lian (pseudo), une pratiquante de Falun Gong de Harbin, dans la province du Heilongjiang, a été arrêtée en mai 2000 alors qu'elle se rendait à Pékin pour faire appel en faveur de sa croyance. Pendant sa détention, son fils et sa fille ont été abandonnés à leur sort. Le garçon de quatorze ans s'est noyé. Peu de temps après sa libération, Lian a été arrêtée à nouveau, en août 2001. Lorsque sa fille de 13 ans était seule à la maison, un voyou est entré par effraction dans sa chambre et l'a violée.

Cas 2 : Une enfant de 9 ans violée dans un hôpital psychiatrique, ses parents torturés à mort

M^{me} Liu, de la province du Jilin, a été arrêtée pendant l'été 2002 alors qu'elle se rendait à Pékin pour faire appel en faveur du Falun Gong. Elle a été conduite à l'hôpital psychiatrique de Changping, qui était rempli de policiers et de voyous, la plupart tenant des ceintures de cuir pour battre les pratiquants de Falun Gong. Pendant les trois nuits où M^{me} Liu a été détenue à l'hôpital psychiatrique, trois voyous sont venus dans sa chambre et ont violé en bande une fillette de neuf ans dont les parents étaient torturés à mort à l'hôpital psychiatrique en raison de leur pratique du Falun Gong. « Ses cris étaient épouvantables et déchirants, mais personne dans la chambre n'osait dire un mot. »



法 輪 大 法 好

Chapitre 4 : Méthodes de torture

La police a apporté l'huile de moutarde, importée du Japon, au milieu de la nuit. Avec une grosse seringue, ils m'en ont injecté dans le nez. J'ai immédiatement ressenti une douleur très intense et brûlante dans ma poitrine. J'avais l'impression que mes organes internes tremblaient. Je n'arrivais plus à ouvrir les yeux. Ma tête explosait. Je devenais folle. Je n'ai pas de mots pour décrire à quel point c'était douloureux.

« Après avoir perdu connaissance, la police m'a aspergée avec de l'eau froide pour me réveiller. Puis ils m'ont de nouveau gavée de force avec de l'huile de moutarde jusqu'à ce que je m'évanouisse à nouveau. Ils ont répété la torture plusieurs fois. Alors qu'on me gavait avec de l'huile de moutarde, un policier m'a dit : "Tu connais Jiang Pai ? C'est ce qu'on lui a fait. On l'a même mise sur une chaise de fer qui a été branchée à l'électricité pendant qu'on la gavait avec de l'huile de moutarde." »

L'extrait ci-dessus de M^{me} Liu Ying, une infirmière de la ville de Daqing, décrit ce qu'elle a vécu quand elle a été gavée avec de l'huile de moutarde au centre de détention. L'autre pratiquante, M^{me} Jiang Pai, est décédée de complications faisant suite aux gavages le 28 juin 2007. Elle avait 34 ans¹¹³.

Presque tous les pratiquants de Falun Gong qui ont été détenus dans les centres de détention du Parti communiste chinois (PCC) peuvent décrire au moins une forme de torture dont ils ont fait l'objet. En plus du lavage de cerveau, de la contrainte et de la dévastation financière, la torture est la principale tactique utilisée par les autorités

communistes pour forcer les pratiquants de Falun Gong à renoncer à leur croyance.

Que se soit avec des objets du quotidien comme des brosses à dents ou des instruments de torture comme le banc du tigre, par l'exposition à des températures glaciales ou à un bombardement sonore, ou par la pratique du gavage et des humiliations sexuelles, qu'il s'agisse d'attacher la victime dans une position stressante ou d'isolement prolongée, plus d'une centaine de méthodes de torture ont été énumérées par les pratiquants qui ont été libérés de postes de police chinois, de centres de détention ou de prisons. De telles tortures causent non seulement d'importantes blessures physiques aux pratiquants, mais provoquent également des traumatismes émotionnels persistants.

4.1 Passage à tabac

« Frapper les pratiquants de Falun Gong jusqu'à la mort n'est rien et sera recensé comme suicide ou décès faisant suite à des maladies. Vous ne devez faire preuve d'absolument aucune pitié, particulièrement envers ceux qui refusent d'être "transformés". Le Parti et le gouvernement sont derrière vous ! Alors, exécutez cet ordre sans retenue ! »

La citation ci-dessus est ce que les gardes de la prison de Duyun, province du Guizhou, ont dit aux détenus pour les encourager à utiliser tous types de méthodes de torture mentale ou physique sur les pratiquants de Falun Gong¹⁴.

4.1.1 Passages à tabac à mains nues

Le passage à tabac est une des formes de torture les plus utilisées sur les pratiquants de Falun Gong. Les agresseurs visent souvent les endroits sensibles de leurs victimes tels que le nez, les yeux ou les organes génitaux. Certains pratiquants ont été frappés pendant de

longs moments ou excessivement fort. Un pratiquant a raconté avoir été giflé plus de 500 fois.

Cas 1 : Décès après neuf mois de mauvais traitements

Pour priver M. Ding Lihong de sommeil, les gardes du centre de lavage de cerveau de Shijiazhuang, province du Hebei, lui ont frappé la tête avec tout ce qu'ils pouvaient trouver, ils lui ont frappé les jambes, lui ont tordu les oreilles et lui ont tiré les paupières. En particulier, le garde Zhao Juyong lui a pincé les globes oculaires et lui a enfoncé les yeux. M. Ding est mort suite à neuf mois de mauvais traitements¹¹⁵.

Cas 2 : Brutalité envers les femmes

M^{me} Wang Xiuyuan, de la ville de Shenyang, province du Liaoning, a été arrêtée le 19 avril 2002 et envoyée au camp de travaux forcés de Longshan pendant deux ans. En juillet 2002, un policier lui a donné un coup de pied dans la poitrine qui l'a projetée à plus de quatre mètres. Quand elle s'est relevée, le policier l'a giflée, et son nez et le coin de son œil se sont mis à saigner. Un autre coup de pied l'a fait tomber et elle s'est cognée à un tuyau de chauffage, lui laissant une plaie ouverte à la tête¹¹⁶.

M^{me} Jia Shuying a été condamnée à cinq ans de prison en 2002. Dans la province du Heilongjiang, elle a été victime de diverses tortures pour la forcer à renoncer à sa croyance.

« Le gardien de prison Xiao Lin était bien connu pour sa cruauté. Toutes les détenues avaient peur rien qu'en le voyant. Une fois, il m'a traînée dans une pièce et a commencé à me gifler. Quand il fatiguait, il s'asseyait sur une chaise. Il reposait ses mains et me donnait des coups de pied. La douleur était encore plus intense. Il a fini par

me gifler plus d'une centaine de fois. Quand un autre garde qui était présent a senti que c'était trop et a voulu me sortir de là, Xiao m'a piétinée. Je ne pouvais plus respirer. Je suis tombée contre le mur et j'ai perdu connaissance.

« J'ai eu une douleur atroce dans les côtes droites pendant plus de six mois. Je devais respirer doucement et très légèrement. Parfois, la douleur était si intense que cela me faisait transpirer. La nuit, je n'arrivais pas à dormir à cause de la douleur. Cela me détruisait complètement. Plus tard, j'ai réalisé que Xiao m'avait cassé une côte en me donnant des coups de pied¹¹⁷. »

4.1.2 Tabasser avec des objets

Les prisons chinoises utilisent les objets du quotidien les plus inattendus pour torturer les gens. Par exemple, une pastèque a été utilisée pour frapper un pratiquant de Falun Gong à la tête, des pièces de monnaie et des cuillères pour égratigner la cage thoracique des pratiquants, et un cintre pour frapper une victime à la gorge.

En d'autres mots, si cela peut blesser, n'importe quel objet en métal, plastique, caoutchouc, bois ou papier peut être utilisé comme instrument de torture.

Dans certains cas, la police place un livre sur le corps des pratiquants puis fouette le livre avec un tube en caoutchouc. Les coups sont largement suffisants pour causer des blessures internes, mais le livre amortit suffisamment les coups, si bien qu'aucune blessure externe n'est visible.

Cas 1 : Un docteur en médecine chinoise torturé de plus de cent façons différentes

En 2006, M. Shao Chengluo, 68 ans, docteur en médecine chinoise, a été condamné à une peine de sept ans dans la prison du Shandong. Il

a été torturé de plus de cent façons différentes, telles qu'être piqué avec une aiguille, se faire érafler les côtes avec une brosse à dents ou des bâtons de bois et se faire tordre une brosse à dents entre les doigts.

Une fois, les gardes lui ont attaché les mains et les jambes ensemble et l'ont placé sur un tabouret à l'envers. Ils ont ensuite enlevé le tabouret placé sous lui d'un coup de pied.

Les gardes ont également incité les détenus à lui tirer les sourcils et les moustaches. Ils ont mis du sel sur ses blessures et lui ont brûlé les genoux et les chevilles avec un fer chaud. Lors d'une tentative de gavage, ils lui ont ouvert la bouche de force avec un tournevis et lui ont endommagé les dents.

Il avait des blessures sur tout le corps, y compris la colonne vertébrale déformée, des fractures aux doigts et aux orteils et des blessures au cou, aux côtes, aux bras et au ventre. Ses muscles se sont atrophiés, son poids a chuté au-dessous de 45 kg et il ne pouvait plus tendre les doigts de la main gauche¹¹⁸.

Cas 2 : Une femme est battue avec un rouleau de journaux

M^{me} Geng Li a été arrêtée et emmenée au poste de police du faubourg de Xiheyang en 2007. Au moins quatre policiers l'ont battue brutalement en lui frappant la bouche, le visage, la tête et les bras avec des rouleaux de journaux. Quand les rouleaux de papier étaient usés, ils en faisaient de nouveaux et continuaient. Son visage et sa bouche étaient gravement enflés. Puis ils lui ont choqué les bras et le dos avec des matraques électriques et ils ont essayé de la forcer à s'agenouiller. Comme elle refusait d'obéir, ils lui ont donné des coups de pied sur les jambes jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus se tenir debout.

Au bout d'un moment, un policier a mis son pied sur une de ses jambes, alors qu'un autre lui frappait les genoux avec une matraque en caoutchouc. Ensuite, ils l'ont relevée et lui ont frappé les fesses. Un policier a également utilisé une matraque en caoutchouc pour lui

frapper à plusieurs reprises les jambes, les pieds, les bras et les épaules. Elle était couverte d'ecchymoses à cause de ces coups¹¹⁹.

Cas 3 : Une femme fouettée avec un tuyau en caoutchouc

M^{me} Zhu Xiumin, de la ville de Daqing, province du Heilongjiang, se rappelle comment la police l'a frappée avec un tuyau en caoutchouc après qu'on l'a arrêtée pour avoir intercepté les signaux de télévision par câble et diffusé des vidéos sur la persécution du Falun Gong¹²⁰ :

« Les deux policiers qui m'avaient arrêtée ont commencé à me battre et à m'interroger. L'un d'eux a enlevé mes chaussures et mes chaussettes et m'a fait tenir debout pieds nus sur le ciment. Mes mollets étaient liés aux pieds de la chaise de fer avec des chaînes. Mes bras étaient enchaînés de chaque côté de la chaise de fer et j'étais menottée.

« Le policier tenait un morceau de tuyau en caoutchouc tordu en trois sections et a fouetté l'arrière de mes jambes. Il a fouetté et a crié : « Je vais me concentrer sur tes jambes jusqu'à ce que le bout de tes orteils devienne bleu et noir avant de tomber. » Il a continué à me fouetter sans arrêt. Comme mes jambes étaient attachées, je ne pouvais pas bouger.

« Je n'ai pu m'empêcher de crier lors de la première flagellation, c'était tellement douloureux. Il se moquait de ma douleur et m'a insultée en utilisant un langage grossier. Dès lors, je n'ai plus émis un son. Il m'a frappée de toutes ses forces pendant une demi-journée et a été étonné de voir que je n'avais pas de réaction ni même d'expression sur le visage. Il a desserré un peu les chaînes, puis a continué à me fouetter de nouveau. Peu importe combien il me frappait, je n'émettais

toujours pas de son et il n'y avait aucune expression sur mon visage. Je n'ai pas arrêté de le regarder pendant qu'il me fouettait et il a arrêté progressivement.

« J'ai failli m'évanouir de douleur. Je ne pouvais pas m'échapper. Les mots ne peuvent pas décrire la douleur que je ressentais. Le temps glissait. Chaque seconde était un tourment et j'oscillais entre la vie et la mort. La mort aurait été plus facile. Je n'avais qu'une seule pensée : "Je ne peux pas me soumettre à eux. Je ne dois pas les laisser prendre plaisir à ma souffrance." »

4.2 Gavage

L'alimentation par sonde consiste à insérer un tube dans le nez, à travers la cavité nasale et l'œsophage, jusqu'à l'estomac. Un liquide nutritif est ensuite injecté dans le tube. Normalement, c'est un traitement médical destiné à sauver des vies, mais il est utilisé par le Parti communiste chinois pour persécuter les pratiquants de Falun Gong qui entament une grève de la faim dans les centres de détention, les camps de travail et les prisons.

Comme ils n'ont pas de formation médicale, les gardiens de prison et les détenus font souvent des erreurs quand ils gavent les pratiquants, comme insérer la sonde dans leurs poumons. Quand on utilise cette méthode, il suffit d'une petite erreur pour tuer quelqu'un.

Pour intensifier la souffrance des pratiquants, les tortionnaires gavent parfois les pratiquants avec de l'eau salée concentrée ou de l'eau très épicée, de la nourriture bouillante, des matières fécales, ou des substances toxiques ou des médicaments psychiatriques. Certains pratiquants ont fait de longues grèves de la faim en guise de dernier recours pour protester contre la persécution. En conséquence, ils ont

été gavés pendant des années durant leur période d'emprisonnement.

Dans certains cas, le gavage est combiné avec d'autres méthodes de torture, telles qu'exposer les pratiquants à une lumière ou à une chaleur extrême ou les forcer à regarder des vidéos de propagande attaquant le Falun Gong. Certains ont été attachés à un lit pendant des mois et ont développé des escarres.

Cas 1 : Une femme meurt suite à un gavage¹²¹

Au cours de l'automne 2000, M^{me} Sun Lianxia, de la ville de Dalian, province du Liaoning, est allée à Pékin pour protester contre la persécution du Falun Gong. Elle a été arrêtée et envoyée au camp de travaux forcés de Dalian, où elle a fait une grève de la faim et a été gavée par les gardes et les détenues criminelles.

Sa cavité nasale et les muqueuses de son œsophage ont été blessées, et ses narines ont saigné lorsque le tube d'alimentation a été inséré. Sa narine étant obstruée, elle devait respirer par la bouche. Elle recrachait sans cesse des glaires de sa gorge et de son œsophage enflammé. Elle vomissait du sang, rendant le gavage difficile.

Au cours des deux dernières heures de sa vie, alors que M^{me} Sun était dans un état critique, le gavage n'a pas cessé. Elle est décédée le 16 janvier 2001 à l'âge de 50 ans.

Cas 2 : Un ingénieur survit aux gavages quotidiens pendant ses cinq années d'incarcération¹²²

Dès le jour de son arrestation en septembre 2002, M. Qu Yanlai, un ingénieur-énergéticien, a entamé une grève de la faim. Il a été gavé durant ses cinq années d'incarcération dans la prison de

Tilanqiao à Shanghai. M. Qu se souvient :

« La première fois que le médecin a introduit le tube d'alimentation dans mon estomac, c'était comme un serpent de feu me perforant le corps. C'était atrocement douloureux. »

Afin de le forcer à abandonner sa grève de la faim, les gardes et les médecins ont utilisé toutes sortes de méthodes pour le torturer, comme utiliser un tube d'alimentation épais, enfoncer puis retirer à répétition le tube lors du gavage, ou limiter la quantité de nourriture pour l'affamer. Sans suffisamment de nutriments, il se sentait engourdi et a développé une douleur constante dans la région du cœur et du foie.

Lorsqu'il a été traité pour une hémorragie gastrique à l'hôpital de la prison, les détenus l'ont étroitement attaché à son lit, parfois avec un pneu sous lui ou après avoir surélevé le lit. Beaucoup de ses vaisseaux sanguins se sont rompus en étant attaché de cette manière durant de nombreux mois.

Le médecin de la prison a ajouté du chlorure de potassium dans ses perfusions, stimulant ses vaisseaux sanguins et lui causant une douleur abominable.

Lors de son hospitalisation, les détenus ont également ralenti la perfusion. Trois flacons qui, normalement, se vidaient en trois heures, ont pris dix-neuf heures. Généralement, ses bras enflaient douloureusement après chaque perfusion.

En se rappelant la torture, M. Qu a dit : « C'était extrêmement douloureux d'être attaché au lit avec cinq cordes. Le supplice dépasse les mots. Chaque minute, chaque seconde était difficile à endurer. Mais je me disais en moi-même : "Un jour n'a-t-il pas seulement vingt-quatre heures ?! Chaque heure a soixante minutes, et chaque minute a soixante secondes." Je me suis demandé : "Peux-tu endurer une seconde de plus ? Sans problème ! Alors je vais simplement l'endurer seconde par seconde jusqu'à ce que la persécution se termine." »

4.3 Positions stressantes

Des pratiquants ont été forcés de tenir des positions physiques douloureuses pendant de longs moments, comme se tenir debout, tenir un bras ou une jambe en l'air, rester assis sur un petit tabouret, être pendu par les poignets, être attaché avec les membres écartés dans la position de « l'aigle déployé », ou avoir les pieds et les mains enchaînés ensemble.

4.3.1 Rester assis sur un petit tabouret

Demeurer assis sur un petit tabouret est une méthode de torture largement utilisée dans les camps de travaux forcés ou les prisons chinoises. À première vue, cela peut paraître sans conséquence. Mais quand une personne doit rester assise dessus pendant de longs moments, avec les jambes jointes et les mains sur les genoux, sans regarder autour d'elle, sans bouger ou sans parler, cela devient une forme de torture très cruelle. Un pratiquant qui a été soumis à cette torture a dit : « Ce genre de douleur est au-delà de toute description. Un jour vous paraît une année et vivre semble pire que la mort. »

Une heure après s'être assis, on ressent une gêne suivie de douleur. Puis la douleur devient insoutenable, comme d'innombrables flèches traversant le bas du corps et des vers rongant les os. Certains pratiquants ont été forcés de s'asseoir sur ce petit tabouret tous les jours pendant des mois, un an ou même deux ans. Certains ont développé des plaies ouvertes, des saignements purulents sur les fesses, certains avec les os saillants.

Si le pratiquant bouge à peine, les détenus de garde utilisent un fil de cuivre pour piquer le dos du pratiquant ; certains avaient des blessures sur le dos, comme les trous d'un tamis¹²³.

4.3.2 Camp de travail de Xuchang : ligoter pour torturer

Au camp de travail de Xuchang, dans la province du Henan, ligoter les détenus est une des méthodes de torture souvent employée.

Les pratiquants qui ont subi cette torture la décrivent de cette façon : les tortionnaires enroulent d'abord la corde plusieurs fois autour des bras de la victime, puis ils lui poussent les bras dans le dos pour finalement passer la corde sur les épaules. Plus la corde est tendue, plus les bras sont tirés haut derrière le torse. Quand les cordes sont trop serrées, le pratiquant ne peut même plus se lever. La douleur infligée au pratiquant est atroce et il ne faut que quelques minutes pour rendre une personne infirme de cette façon. Quand la corde est enlevée, la victime sentira que les os de ses bras sont comme cassés et les bras resteront engourdis pendant un long moment.

Aucun détenu lambda ne peut survivre à cette torture plus de deux fois. Pourtant, les gardes ont souvent utilisé cette méthode pour torturer les pratiquants, parfois cinq à six fois. Le pratiquant M. Li Xingcheng, originaire de Nanzhao, ville de Nanyang, a enduré cette torture sept fois. En conséquence, ses poignets étaient gonflés et couverts d'importantes plaies¹²⁴.

4.3.3 Une femme meurt de la torture de la « camisole »

Pendant qu'elle était détenue au camp de travaux forcés de Shibalihe dans la province du Henan, M^{me} Guan Ge est décédée dans d'atroces souffrances à la suite de la torture de la « camisole », en 2003. Faite de toile fermement tissée, la camisole est enfilée par devant et serrée dans le dos. Les manches ont des sangles et sont environ 25 cm plus longues que les bras de la victime. Les gardes forcent les pratiquants à mettre cette veste puis leur croisent et leur attachent les bras dans le dos. Ensuite ils leur tirent les bras au-dessus des épaules jusque devant la poitrine, attachent les jambes des pratiquants et les suspendent en l'air à une fenêtre ou à des chaises.

Selon la mère de M^{me} Guan, qui a vu son corps¹²⁵ :

« Elle avait beaucoup de coupures et d'ecchymoses. Ses yeux étaient ouverts et elle avait du sang sur la bouche. Elle avait une grosse bosse et des coupures sur la tête. On lui avait frappé les oreilles si fort qu'elles étaient tombées. Il lui manquait un petit morceau de peau sur le bras gauche et elle avait une grosse bosse à l'arrière de la nuque. Elle avait une cicatrice violette de 3 cm au bas du dos et toute sa jambe gauche était couverte de bleus. Elle avait les poings serrés. »

4.3.4 Mains et pieds entravés ensemble

Une autre femme, M^{me} Wang Kefei, est décédée le 20 décembre 2001 durant son incarcération au centre de détention de Tiebei dans la province du Jilin.

Comme M^{me} Wang faisait les exercices de Falun Gong, les gardes lui ont mis de lourdes entraves aux pieds, l'ont menottée, puis ont attaché les entraves aux menottes avec une courte chaîne. Elle ne pouvait ni s'asseoir, ni s'accroupir, ni se tenir debout, ni s'allonger. Elle devait toujours rester courbée. Elle ne pouvait pas manger, boire ou utiliser les toilettes seule. Après avoir été restreinte pendant longtemps de cette façon, la victime souffre d'une forte tension musculaire, de membres enflés et d'insomnie. La plupart des gens peuvent endurer la torture quarante-huit heures tout au plus, mais M^{me} Wang a été torturée de la sorte pendant onze jours consécutifs.

Afin de la faire souffrir davantage, les gardes lui ont ordonné de monter et descendre les escaliers les membres entravés pour aller aux séances d'interrogatoire. Elle avançait quelques centimètres à la fois dans le long couloir sombre. Les gens pouvaient entendre de loin le bruit des chaînes qui traînaient sur le sol de ciment¹²⁶.

4.3.5 Torture de l'étirement au tristement célèbre camp de travail de Masanjia

Au tristement célèbre camp de travaux forcés de Masanjia, dans la province du Liaoning, de nombreux pratiquants ont été torturés avec la méthode de « l'étirement ».

M. Cai Chao, 22 ans, devait se tenir debout au bout du lit. Ses pieds étaient attachés à une poutre environ 20 cm au-dessus du sol, ses cuisses étaient appuyées contre la tête du lit et le haut de son corps faisait un angle droit alors que ses mains étaient menottées et tirées vers l'autre côté du lit avec une corde. S'ils constataient que ses mains étaient engourdis, ils le relâchaient puis reprenaient la torture dix minutes plus tard. Pendant ce temps, les gardes lui délivraient aussi des décharges électriques dans le cou et sur les mains, le ventre et le dos. Ils ont torturé M. Cai de cette manière trois fois en cinq heures. Après avoir été relâché, il ne pouvait plus lever les bras ni se tenir debout, et il lui a fallu un mois et demi pour récupérer.

M. Li Hailong a également été étiré trois fois pendant plus de trois heures et demie. Même deux mois plus tard, il ne pouvait pas marcher normalement.

4.3.6 Lit de mort

Le lit de mort est une planche de bois à laquelle le pratiquant est attaché mains et pieds écartés. Ce lit tient son nom du fait que les victimes ne sont pas libérées même quand elles dorment, mangent ou se soulagent. Cette torture est habituellement combinée au gavage et à d'autres supplices.

M^{me} Duan Xueqin, de la Région autonome de Mongolie intérieure, a été attachée au lit de mort pendant si longtemps que ses muscles se sont atrophiés et qu'elle s'est affaiblie. Pendant cette période, les gardes l'ont insultée, lui ont craché au visage, piqué les bras, frappé la poitrine ou ont enlevé son pantalon pour l'humilier. Les gardes lui ont aussi refusé l'accès aux toilettes.

Quand elle a été relâchée du lit de mort au bout de deux semaines, son corps était raide et elle était incapable de marcher. Les détenues devaient la pincer pour la faire marcher. Comme elle n'avait pas encore retrouvé sa force musculaire, elle devait se mettre à genoux pour faire ses besoins (la plupart des toilettes en Chine ont seulement des latrines)¹²⁷.

4.4 Bombardement sensoriel

Quand M^{me} Zhao Lerong gémissait de douleur sous un soleil ardent, les gardes lui ont scotché la bouche et attaché les mains. Ils jubilaient : « Tu es un tournesol. Tu suis la course du soleil.¹²⁸ » Les autorités ont inventé des formes de torture visant les sens des pratiquants en les surchargeant à l'excès de bruit, de lumière, de chaleur ou de froid.

Des pratiquants ont été gavés avec des substances rances, et certains ont eu des matières fécales étalées sur le visage, dans la bouche, déversées sur eux ou ont été baignés dedans. Des gardes ont mis la tête de pratiquants dans des latrines, ou les ont détenus dans des porcheries ou d'autres endroits dégoûtants.

D'autres centres de détention utilisent des animaux et des insectes comme des fourmis, guêpes, moustiques, scorpions, araignées, rats, serpents et des chiens d'attaque pour terroriser les pratiquants. En plus du préjudice et des supplices physiologiques, de tels bombardements sensoriels peuvent infliger des souffrances et des désorientations mentales extrêmes.

4.4.1 Chaleur extrême

Les gardes brûlent souvent les pratiquants à la flamme, au fer à repasser, à l'eau bouillante et avec des cigarettes. Ils les forcent également à se tenir debout sous le soleil ardent pendant de longues

heures ou les enferment dans des pièces extrêmement chaudes vêtus de leurs habits d'hiver.

Les autorités du troisième centre de détention de l'arrondissement de Shuangyang dans la ville de Changchun, province du Jilin, ont attaché les pratiquants à des chaises de fer en plaçant des radiateurs électriques de 2000 watts en dessous, ce qui rendait les chaises insupportablement chaudes. En même temps, ils mettaient une ampoule vive de chaque côté de la tête des pratiquants. Cette torture durait pendant un minimum de deux heures¹²⁹.

4.4.2 Torture par le froid

L'exposition au froid pendant de longues périodes peut aussi provoquer des blessures sérieuses et permanentes.

En décembre, M. He Hua Jiang a été attaché à une chaise dans les toilettes et a eu la bouche fermement bâillonnée. Les gardes ont ouvert la fenêtre pour laisser entrer le froid. Ils l'ont constamment aspergé d'eau froide, tout en le frappant régulièrement. Il est décédé deux heures plus tard, à l'âge de 42 ans¹³⁰.

M^{me} Qiu a été emmenée dehors après avoir été surprise en train de pratiquer les exercices de Falun Gong. Il faisait -20 °C, mais elle ne portait qu'une fine chemise et des sandales. Les gardes lui ont menotté les mains dans le dos et l'ont suspendue à un arbre. Son nez qui coulait formait une longue stalactite d'un mètre. La peau de ses deux mains s'est craquée à cause du froid et le sang suintait¹³¹.

On a forcé M. Yang Baochun à rester debout pieds nus dans la neige. Lorsqu'il a été autorisé à rentrer, les gardes lui ont aspergé les pieds d'eau brûlante et ils ont rapidement commencé à suppurer. Les gardes ne l'ont envoyé à l'hôpital que lorsqu'il est devenu évident que sa vie était en danger. Les médecins se sont trouvés dans l'obligation de l'amputer de la jambe droite¹³².

4.4.3 Bruits assourdissants

De nombreux pratiquants ont subi des pertes de l'audition après avoir été soumis à une écoute forcée d'un bruit fort et/ou aigu pendant de longues périodes¹³³. Par exemple, des gardes ou des détenus plaçaient un seau sur la tête d'un pratiquant et frappaient sur le seau causant un bruit assourdissant pouvant mener à la désorientation mentale.

M. Liu Peng, un pratiquant de Shanghai, a été condamné à cinq ans de prison en 2008. Il a été détenu dans la prison de Tilanqiao à Shanghai. Le garde Wang Haocheng a ordonné aux détenus de le torturer. On l'a forcé à rester debout face à un mur de 7 heures à 21 heures. Ils ont également placé des haut-parleurs à côté de ses deux oreilles dans une petite pièce et ont monté le volume. Il a eu une perte de l'audition dans les deux oreilles.

M^{me} Mo Qingbo, une pratiquante de la ville de Nanning, a été détenue dans une cellule de confinement au camp de travaux forcés pour femmes du Guangxi pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong. Pendant trois mois, les gardes ont passé des cris sauvages et des hurlements fantomatiques jour et nuit pour la priver de sommeil. Quand on l'a sortie de la petite cellule, elle présentait des signes de désorientation mentale.

4.4.4 Agression des sens de l'odorat et du goût

Certains gardes utilisent des excréments humains, de l'urine et d'autres substances nauséabondes et irritantes pour humilier et torturer les pratiquants de Falun Gong. Certains bourrent la bouche des pratiquants avec des tampons hygiéniques usagés, des chiffons sales, des chaussettes ou des sous-vêtements sales.

M. Liu Ze a été privé de sommeil pendant plus de vingt jours, battu et insulté au camp de travaux forcés de Zhongba. Les tortionnaires lui ont frappé la tête contre le mur, ce qui a entraîné des œdèmes et des ecchymoses. Ils l'ont forcé à manger des excréments.

Il a fini par devenir dérangé mentalement et a commencé à manger les excréments¹³⁴.

M. Liu Quanwang travaillait à la mine de charbon de Xiaolinghe dans la province du Liaoning. Alors qu'il purgeait une peine de deux ans de prison au camp de travaux forcés de Tuanhe à Pékin, les gardes ont ordonné aux détenus du bloc de boucher l'évacuation des toilettes et à plusieurs d'entre eux d'uriner dans la cuvette. Ensuite, les gardes ont mis de force la tête de M. Liu dans la cuvette et ils l'y ont maintenue avec leurs pieds. Ils ont failli le faire mourir d'asphyxie. Quand M. Liu a fait une grève de la faim pour protester contre ces abus, les gardes l'ont gavé avec de l'eau d'égout remplie de déchets humains, le faisant vomir sans arrêt¹³⁵.

4.4.5 Piqûres d'insectes et d'animaux

Pendant la saison des insectes et des moustiques, la victime est attachée à une chaise et placée dans un endroit où les moustiques et les insectes pullulent. La victime est piquée de nombreuses fois par les insectes alors qu'elle est immobilisée et incapable de gratter les piqûres ou de repousser les insectes, et elle est exposée aux maladies transportées par ces derniers.

Comme M. Xu Yushan refusait d'abandonner sa croyance, un gardien du camp de travaux forcés de Suihua a frotté de l'eau sucrée autour de ses parties génitales et y a mis une grande quantité de fourmis.

M^{me} Jia Haiying, originaire de Mongolie intérieure, a été une fois attachée à un arbre près d'une porcherie dégoûtante un soir humide d'été. M^{me} Jia portait un short et un haut sans manches, et des nuages de moustiques et de mouches lui ont rapidement couvert le corps. Ayant les mains menottées, elle ne pouvait ni bouger ni chasser les insectes affamés de sang. Elle a dit que l'épreuve avait été insoutenable¹³⁶.

D'autres animaux tels que des serpents, scorpions, guêpes, araignées, souris, lapins, cochons et chiens d'attaque sont utilisés pour torturer les pratiquants¹³⁷.

4.5 Restriction des besoins de base

Certaines méthodes de torture utilisées par les dirigeants du Parti communiste sur les pratiquants de Falun Gong ne sont pas visibles. Celles-ci comprennent la restriction des besoins les plus basiques d'une personne comme manger, dormir et utiliser les toilettes. Cette torture est habituellement utilisée pour épuiser la volonté des pratiquants et leur capacité de résistance psychologique.

4.5.1 Privation de nourriture

« M. Mou Lunhui a perdu connaissance cinq fois en trois jours à la suite des passages à tabac sauvages des gardes. Comme si cela n'était pas suffisant, les gardes ne lui ont presque rien donné à manger pendant ces trois jours. Il ne recevait que dix grains de riz pour trois repas par jour. »

« Trente grains de riz pendant trois jours », cela peut sembler incroyablement cruel, mais c'est ce qui s'est produit au camp de travail de Xishanping à Chongqing. Beaucoup d'autres pratiquants détenus dans le même camp de travail que M. Mou ont aussi dû subir la « thérapie de la faim ». Bien qu'ils aient reçu un peu plus de nourriture que M. Mou, cela était à peine suffisant pour survivre.

Quand les pratiquants devenaient dangereusement faibles après une période de « thérapie de la faim »¹³⁸, les gardes leur redonnaient des rations de nourriture normales pour les garder en vie. Cependant, avant que les pratiquants n'aient le temps de complètement récupérer, ils étaient de nouveau soumis à la « thérapie de la faim ».

Ce qui s'est produit au camp de travail de Xishanping n'est pas un phénomène isolé. Beaucoup d'autres centres de détention en Chine sont aussi connus pour utiliser la privation de nourriture dans leurs tentatives de faire renoncer les pratiquants au Falun Gong. Beaucoup de pratiquants ont eu de graves complications à la suite de cette torture. Une pratiquante détenue dans la prison pour femmes de Shanghai a perdu environ 27 kg en six mois. Elle avait tellement faim qu'elle a mangé

des feuilles de chou pourries qu'elle avait trouvées dans une poubelle, mais les gardes ont rapidement enlevé la poubelle après s'être aperçus qu'elle avait trouvé une source de nourriture.

Limiter le temps attribué aux repas est une autre façon de limiter la consommation de nourriture des pratiquants. Des pratiquants détenus dans la prison de Wumaping, province du Sichuan, n'avaient que 20 secondes pour avaler un petit bol de riz par repas. Ils ne pouvaient que regarder les gardes leur arracher leurs bols avant qu'ils n'aient eu une véritable occasion de manger.

M. Zhang a subi la torture surnommée « les trois un » quand il était détenu dans la prison de Fanjiatai de la province du Hubei. Il n'avait droit qu'à une heure de sommeil, un aller-retour aux toilettes par jour, et une bouchée de nourriture par repas.

4.5.2 Privation de sommeil

La privation prolongée de sommeil est une forme de torture particulièrement insidieuse, affectant à la fois les fonctions mentales et physiques. Cela peut causer de sérieuses déficiences mentales, des hallucinations et parfois même la mort.

M^{me} Li Xiuzhen a été privée de sommeil pendant vingt-huit jours à la prison de Jinan. Quand elle ne pouvait plus garder les yeux ouverts, les persécuteurs lui collaient de la bande adhésive autour des yeux pour lui tenir les paupières ouvertes. Parfois, ils utilisaient même les fibres rigides d'un balai pour qu'elle garde les paupières ouvertes. Elle a fini par mourir en octobre 2009¹³⁹.

M. Wang Yonghang, pratiquant de Falun Gong et avocat de la ville de Dalian, province du Liaoning, a représenté et défendu plusieurs pratiquants de Falun Gong contre les accusations fabriquées du régime chinois.

Il a été arrêté par plus de 20 policiers en juillet 2009 et condamné à sept ans de prison.

Afin de le forcer à renoncer au Falun Gong, les gardes ne l'ont pas laissé dormir pendant treize jours. Voici le récit de son supplice¹⁴⁰ :

« Pendant les trois premiers jours, on ne m'a donné aucune nourriture. On m'a emmené aux toilettes seulement deux fois. Pour moi, la partie la plus difficile a été la soif et le sommeil. Les deux ampoules à haute tension qui brillaient devant moi me donnaient encore plus soif. Les détenus qui me surveillaient étaient prêts à me frapper pour m'empêcher de m'assoupir. Un jour, un détenu m'a frappé dans le dos et sur les côtes quand d'autres détenus sont sortis. Je me suis évanoui sous l'intense douleur.

« À partir du quatrième jour, je n'avais même plus l'autorisation d'aller aux toilettes. Je ne pouvais uriner qu'une fois par jour dans ma chaise de fer. On me donnait 250 ml d'eau par jour. En mangeant si peu, je ne suis pas allé à la selle pendant les dix jours suivants.

« Comme la porte et les fenêtres étaient recouvertes, je ne pouvais pas discerner le jour de la nuit. Je n'avais qu'une idée approximative de l'heure à laquelle les détenus allaient travailler le matin et revenaient dans leur cellule le soir. Mais je suis devenu si désorienté en quelques jours que j'ai même perdu une telle perception.

« Au début, les policiers entraient et m'interrogeaient. Puis ils ont cessé de venir parce que l'air de la pièce était devenu nauséabond. Un jour, ils ont installé une caméra vidéo à environ 25 cm de mon visage. De cette façon, la police pouvait voir mon visage clairement de leur bureau. Bien sûr, la caméra ne capturerait pas le détenu assis à côté de moi qui me frappait chaque fois que je fermais les yeux. Je portais une paire de vieilles chaussettes en laine. Quelques jours plus tard, les chaussettes sont devenues trop malodorantes et quelqu'un les a jetées dans un coin de la pièce.

« Quand je sentais que je ne pouvais plus supporter la privation de sommeil, je criais : "Falun Dafa est bon !" À ces

moments-là, ils m'enfonçaient un chiffon dans la bouche. Mais le détenu Zheng Jie qui m'avait frappé auparavant utilisait toujours mes popres chaussettes malodorantes pour me remplir la bouche. Les chaussettes pluchaient terriblement et me laissaient beaucoup de fibres dans la bouche. Comme je n'avais pas beaucoup d'eau à boire, j'avais la bouche très sèche et je ne pouvais même pas les recracher.

« Après environ six jours de privation de sommeil, j'ai commencé à avoir des hallucinations. Un jour, mon esprit était vide. Je faisais de gros efforts pour me souvenir, mais je ne pouvais penser à rien. Je ne pouvais pas me souvenir de qui j'étais ou si j'étais encore en vie. Je me sentais complètement terrifié et j'ai fait une dépression nerveuse.

« D'après ce que les gens m'ont dit plus tard, je me suis levé, j'ai cassé les menottes et j'ai commencé à crier et à hurler. Ils m'ont attaché à un banc et m'ont enfoncé un chiffon dans la bouche. Je savais qu'ils voulaient me rendre fou. Je n'avais pas peur de mourir, mais j'avais peur de devenir fou. Si je devenais fou, ils l'utiliseraient pour diffamer le Falun Dafa.

« Après cela, j'ai écrit une déclaration de garantie que je ne pratiquerais plus le Falun Gong, mais j'ai aussi précisé qu'au fond de mon cœur je ne trahirais jamais ma croyance. Ils ont dit que tant que je signais mon nom sur la déclaration, ils se fichaient de savoir si je restais intérieurement ferme dans ma croyance. »

4.5.3 Interdiction d'accès aux toilettes

L'interdiction d'accès aux toilettes est une autre forme de torture couramment utilisée. Certains centres de détention limitent le temps consacré pour aller à la selle à deux ou trois minutes. Les détenus sont battus cruellement s'ils ne se relèvent pas quand le temps est

écoulé. En conséquence, ils doivent retenir l'expulsion des excréments et quitter les toilettes.

En plus de cela, les pratiquants n'avaient parfois l'autorisation d'utiliser les toilettes qu'une fois par jour pour uriner et une fois tous les trois jours pour déféquer. Ceci a généré des problèmes de santé et les victimes se trouvaient dans l'obligation d'uriner ou de déféquer dans leur pantalon.

Quand M^{me} Liu Guihua était détenue au camp de travaux forcés de Wanjia dans la province du Heilongjiang, les gardes lui ont attaché les mains et l'ont suspendue tête en bas pendant deux jours. Elle n'a pas été descendue, même lorsqu'elle a eu besoin d'aller aux toilettes. Elle a dû se soulager dans son pantalon. Les gardes lui ont alors enlevé son pantalon et lui ont couvert la bouche avec son pantalon souillé d'urine et d'excréments¹⁴¹.

Quand elle était détenue au camp de travaux forcés de Nanmusi, en 2001, M^{me} Hu Ruilian, une pratiquante de la ville de Leshan, province du Sichuan, a été gavée avec une grande quantité d'eau sans être autorisée à utiliser les toilettes¹⁴².

4.5.4 Interdiction de prendre des douches ou d'acheter des produits de première nécessité

M^{me} He Lianchun, de la province du Yunnan, a été condamnée à la prison en 2001 et de nouveau en 2009 pour un total de dix-sept années. En plus des nombreux sévices corporels, les gardes ont aussi utilisé des méthodes plus subtiles pour la torturer comme lui interdire de prendre des douches ou d'acheter des produits de première nécessité comme du papier hygiénique, du dentifrice, du savon ou de la lessive. Elle se rappelle¹⁴³ :

« Après des mois sans avoir pu me doucher, je sentais vraiment mauvais. Toutes les détenues dans ma cellule ont commencé à me blâmer. Je leur ai dit que ce n'était pas que

je ne voulais pas prendre de douche, les gardiens ne me le permettaient pas. Les détenues ne pouvaient plus supporter l'odeur et ont fait appel aux gardiens. Ils m'ont finalement laissé prendre des douches de temps en temps. Comme je n'avais pas le droit d'acheter de serviettes hygiéniques, je devais utiliser du papier journal ou tout autre papier que je pouvais trouver quand j'avais mes règles. »

4.6 Décharges électriques

« Ensuite, mes bras ont été tirés vers l'arrière, à travers les trous du dossier de la chaise de fer, et menottés. On m'a attaché des électrodes aux pouces et on les a connectées à un générateur électrique pour m'électrocuter. J'ai été soumis à des décharges électriques de 9 heures à 17 heures.

Quelque temps plus tard, un policier a enlevé les électrodes de mon pouce droit et les a attachées à mes parties génitales. Il a ensuite augmenté le générateur et m'a envoyé des décharges électriques pendant cinq ou six heures de plus. Mon corps n'arrêtait pas de trembler et j'avais extrêmement mal à mon cœur. J'ai cru que j'allais mourir. »

Voici ce qu'a enduré M. Yang Licheng, âgé de plus de 70 ans, au poste de police de Xingongdi en 2009¹⁴⁴.

Délivrer des décharges aux pratiquants avec des matraques électriques peut causer des douleurs et des brûlures importantes. Les gardes ciblent souvent les zones sensibles des victimes comme le visage, les yeux, le cou, les mains, les mamelons et les parties génitales. En plus des matraques électriques, certains gardes utilisent des

machines à manivelles pour générer l'électricité et d'autres attachent les pratiquants à des chaises métalliques pour augmenter la douleur.

Cas 1 : Visage défiguré

M^{me} Gao Rongrong, une comptable dans la ville de Shenyang, province du Liaoning, a été défigurée après avoir été torturée par décharges électriques pendant sept heures. Son visage était couvert d'ampoules et ses cheveux mêlés de sang et de pus. Elle ne pouvait qu'entrouvrir les yeux à cause de son visage gonflé et sa bouche était gravement gonflée et déformée¹⁴⁵.

Cas 2 : Choqué avec six matraques de 150 000 volts

M. Mu Junkui, un homme d'affaires de 49 ans de la ville de Changchun, a été soumis une fois à des décharges électriques sur tout le corps à l'aide de six matraques électriques de 150 000 volts. Il a été gravement brûlé. La douleur était si atroce qu'il avait l'impression que sa tête allait exploser. Il était trempé de sueur. Comme il avait serré les dents si fort quand on lui donnait des décharges électriques, toutes ses dents s'étaient déchaussées et il n'a pas pu manger d'aliments solides pendant plus de deux semaines¹⁴⁶.

Cas 3 : « J'avais l'impression de me faire mordre par un serpent »

M^{me} Zhao Yuhing, de la ville de Zhaoyuan, province du Shandong, a été arrêtée en 2002 pour avoir collé des autocollants sur lesquels

on pouvait lire « Falun Dafa est bon ». Alors qu'elle était détenue au poste de police de Mengzhi, elle a été attachée à une chaise avec des menottes. La police l'a reliée à leur vieux téléphone à manivelle pour la soumettre à un courant continu. Quand ils tournaient la manivelle rapidement, l'électricité lui traversait le corps. Elle avait l'impression qu'un serpent la mordait et que ses yeux allaient sortir de leurs orbites¹⁴⁷.

4.7 Torture par l'eau et asphyxie

La torture par l'eau, aussi appelée simulation de noyade, est une des tortures les plus brutales connues de l'humanité.

Au camp de travail de Masanjia, dans la province du Liaoning, on attachait les membres des pratiquants et on leur bourrait la bouche avec des chaussettes, puis on leur scellait la bouche avec de l'adhésif. Les gardes leur versaient ensuite de l'eau sur le visage. Comme elles étaient bâillonnées et avaient les membres attachés, les victimes ne pouvaient que respirer par le nez, qui était ainsi rempli d'eau. Cette pratique mène rapidement à une asphyxie, ressemblant à la mort par noyade. Le cerveau devient complètement vide.

Cas 1 : Torture du goutte-à-goutte

Une autre méthode consiste à faire goutter de l'eau froide sur le dessus de la tête. Au début, la victime ressent un froid extrême puis elle devient engourdie. Ensuite, la victime a l'impression que sa tête est ouverte et que son cerveau est écrasé. Ce genre de torture est appliqué généralement sur une longue période, ce qui cause plus de douleur que de seulement verser de l'eau glacée sur la personne. Cette méthode de

torture a été utilisée dans le centre de détention de Hailin et le centre de détention de Mudanjiang, province du Heilongjiang.

M. Wang Xiaozhong, de la ville de Mudanjiang, a été torturé de cette façon. Après avoir été arrêté par la police de Yangming le 17 août 2001, il a été battu et frappé avec des matraques électriques. Avec des ecchymoses et des plaies sur tout le corps, la police l'a emmené au centre de détention et a continué à le torturer en lui faisant couler de l'eau dessus. Il est décédé douze jours après avoir été arrêté, à l'âge de 36 ans¹⁴⁸.

Cas 2 : La tête couverte d'un sac en plastique

Les gardes couvrent parfois la tête des pratiquants avec des sacs en plastique ou des coussins jusqu'à la limite de l'asphyxie.

M. Zhang Shunhong et son épouse ont été emmenés au poste de police de Dongji de la ville de Liaoyuan le 26 avril 2006, et ils ont été interrogés sous la torture pendant seize heures. M. Zhang avait une profonde entaille à la tête qui saignait abondamment. Le policier Jiang Yang n'arrêtait pas de l'asperger d'eau froide et d'utiliser un ventilateur pour lui souffler de l'air froid dessus en même temps. M. Zhang tremblait de froid. Le policier Jiang a allumé une poignée de cigarettes qu'il a attachée aux cheveux de M. Zhang de façon à ce que les cigarettes lui pendent devant le nez. Les policiers lui ont mis ensuite un sac en plastique sur la tête et le lui ont attaché autour du cou pour le faire suffoquer et l'étouffer. M. Zhang est mort plus tard ce jour-là¹⁴⁹.

4.8 Isolement cellulaire

Ci-dessous, l'exemple d'un pratiquant mis en isolement cellulaire¹⁵⁰ :

Il y a six cellules d'isolement dans le bâtiment Zonghe au camp de travaux forcés de Masanjia. Chaque cellule contient un banc en fer et n'offre suffisamment d'espace que pour une personne. Les pratiquants enfermés dans les cellules d'isolement avaient les mains et les pieds attachés et enchaînés ensemble et devaient rester assis sur le banc 24 heures sur 24. Ils pouvaient aller aux toilettes deux fois seulement. Il n'y a pas de chauffage dans les cellules d'isolement et il y fait extrêmement froid pendant l'hiver. Pourtant, les gardes n'autorisaient aucun des vêtements supplémentaires que les familles des pratiquants apportaient.

Le pratiquant Wang Xueli détenu dans le groupe 2, équipe 3, a été placé en isolement pendant dix jours. Il a développé un œdème sur tout le corps et avait de grandes difficultés pour marcher. Aujourd'hui encore il n'a pas complètement récupéré. La torture physique et mentale a causé un effondrement mental chez de nombreux pratiquants. Certains sont même devenus comateux.

Ceux qui sont placés en isolement cellulaire font face à une solitude prolongée et toute communication avec le monde extérieur leur est refusée, parfois pendant des années. La plupart des pratiquants sont très souvent attachés dans des positions stressantes et reçoivent très peu de nourriture.

Cas 1 : Températures glaciales et famine en isolement cellulaire

M. Xu Wenlong, un artiste de 33 ans de la province du Heilongjiang, a été détenu seul dans une petite cellule pendant plus d'un

mois à la prison de Tailai, où il était tenu d'écrire quotidiennement des « rapports de pensée ».

Lorsque M. Xu a écrit « Je suis innocent » dans son rapport de pensée du 16 janvier 2013, le gardien Gao Bin l'a battu et a menacé de le « laisser dans la cellule pour toujours ».

Dans la ville de Qiqihar, aux extrémités septentrionales de la Chine, les températures chutent souvent à -20 °C en janvier. Il n'y avait ni lit, ni couverture, ni oreiller dans la petite cellule et M. Xu devait dormir à même le sol de ciment glacé. Vêtu seulement d'une mince couche de vêtements, les mains menottées et les pieds attachés, il ne pouvait dormir que pendant de très courtes périodes à cause du froid et de l'inconfort.

Les gardes ne donnaient à M. Xu que deux louches d'une soupe de nouilles fines chaque jour. La famine a rapidement entraîné une constipation grave. Son poids a chuté et il était émacié lorsqu'il a été autorisé à sortir de la petite cellule. Ses gencives étaient infectées parce qu'il n'était pas eu l'autorisation de se brosser les dents¹⁵¹.

Cas 2 : L'enfer sur terre

M^{me} Hu Aiyun, une pratiquante de la ville de Harbin, province du Heilongjiang, a été attachée une fois à une chaise métallique et gardée en isolement cellulaire pendant plus de deux mois¹⁵² :

« Ils m'ont attachée sur la chaise métallique. Mes chevilles et mes mains étaient attachées à la chaise et je ne pouvais pas bouger. Au bout d'un moment je me suis sentie très faible. Je perdais mes forces. Mes bras, mains et jambes sont devenus très enflés. Mes pieds étaient comme des pains cuits à la vapeur qui ne pouvaient pas rentrer dans des chaussures de taille 45. Les anneaux de métal autour de mes chevilles pénétraient ma peau. Ce qui me faisait le plus peur était mon

angoisse et ma détresse. La complète entrave physique me rendait folle. J'étais déprimée. Je sentais que ma poitrine était très serrée et j'étais au bord de l'évanouissement.

« Afin d'augmenter la souffrance, les gardes mettaient de la musique rock à plein volume. Pour éviter eux-mêmes le bruit, ils fuyaient dès qu'ils appuyaient sur le bouton play. La musique assourdissante faisait vibrer le plafond et le sol de la pièce. Ma tête tremblait et mes oreilles sonnaient. Mon cœur battait très vite. C'était tellement écrasant que mon esprit était vide et engourdi. J'avais la sensation de suffoquer.

« Pendant les quelques mois de mon isolement, ils ne m'ont pas laissée me laver ni changer de vêtements. Les gardes laissaient un pot dans la pièce pour que je me soulage. Après quelques jours, l'odeur dans la pièce était épouvantable. Des insectes, des moustiques, des mouches et des rats courraient partout. Il n'y avait pas de fenêtre dans la pièce, pas de ciel bleu ni d'air frais.

« Le soir, quand tout le monde était couché, le silence autour de moi était encore plus effrayant. J'endurais chaque seconde en frissonnant. Les nuits étaient incroyablement longues.

« J'avais de la gale sur tout le corps. Les gardes ont ensuite utilisé une cuillère émoussée pour me l'enlever. Je me suis presque évanouie à cause de la douleur. Mes jambes n'arrêtaient pas de saigner. »

4.9 Viols, agressions et humiliations sexuelles

Une autre torture constamment utilisée contre les pratiquants de Falun Gong est l'humiliation ou l'agression sexuelle. Ceci est

particulièrement efficace pour détruire l'esprit des victimes et anéantir leur volonté.

4.9.1 Torture sexuelle des femmes

Ces abus comprennent le viol, la mise à nue devant des gardiens de prison masculins, l'insertion de manches à balai ou de brosses à dents dans le vagin et l'électrocution du vagin et de la poitrine avec des matraques électriques. Beaucoup de survivantes de ces abus ont été traumatisées et ont vécu la honte, la douleur et la peur.

Case 1 : Dix-huit pratiquantes violées collectivement par des prisonniers

Dans le tristement célèbre camp de travaux forcés de Masanjia, les gardes ont jeté 18 pratiquantes dans les cellules des hommes qui ont été encouragés à violer collectivement les femmes, provoquant des morts, des handicaps et de l'instabilité mentale chez les victimes¹⁵³.

Une des 18 victimes, M^{me} Yin Liping, a dit qu'elle s'était sentie encore plus bouleversée et humiliée quand elle a réalisé que l'agression avait été filmée¹⁵⁴.

Cas 2 : Une femme âgée violée avec une matraque électrique

M^{me} Zou Jin, âgée à l'époque d'une soixantaine d'années, a été violée par deux policiers peu de temps après son arrestation en février 2001. Les policiers ont introduit une matraque électrique dans son vagin et ont envoyé des décharges électriques. Elle criait de douleur. Les gardes n'ont retiré la matraque que quand elle a perdu connaissance. Son vagin

saignait et était enflé, lui infligeant une douleur intense. M^{me} Zou n'a pas pu s'asseoir ni marcher pendant plus d'un mois¹⁵⁵.

Cas 3 : Des gardes arrosent au jet les parties génitales de M^{me} Wang Jinping

Les gardiens de la prison pour femmes de la province du Liaoning ont donné l'ordre aux détenues de s'emparer de M^{me} Wang Jinping par les cuisses et d'arroser ses parties génitales avec un jet d'eau. En conséquence, M^{me} Wang a été incapable d'uriner et est devenue incontinente. Ses deux jambes ont enflé et sont devenues noires et violacées¹⁵⁶.

Cas 4 : Des détenues bourrent le vagin de M^{me} Zhang Shuxia avec des piments

M^{me} Zhang Shuxia avait 60 ans quand elle a été emmenée à la prison pour femmes du Liaoning en 2005. La police a donné l'ordre à deux détenues de lui mettre du piment fort dans le vagin. Ils l'ont forcée à boire de l'eau salée bouillante dans laquelle avaient trempé des piments forts. Ils lui ont versé de l'eau poivrée sur les fesses, puis l'ont forcée à boire l'eau souillée¹⁵⁷.

Cas 5 : Le vagin de M^{me} Wang Lijun perforé avec des baguettes pointues

Pour torturer M^{me} Wang Lijun dans le camp de travaux forcés de Dalian, on lui a frotté à trois reprises une corde épaisse contre les

organes génitaux. Les tortionnaires se sont servis aussi de baguettes de bois cassées dont les bouts étaient acérés pour lui perforer le vagin. Ceci lui a causé un fort gonflement et une hémorragie dans le ventre et dans toute la zone de ses organes génitaux. Elle ne pouvait plus remonter son pantalon ni s'accroupir. Elle avait de grandes difficultés à uriner¹⁵⁸.

4.9.2 Torture sexuelle des hommes

Beaucoup de pratiquants ont aussi signalé avoir été sexuellement torturés en détention. Les agressions contre les pratiquants consistent souvent en des décharges électriques, des attaques sur leurs organes génitaux, et l'arrachage des poils pubiens.

Un garde de la prison de Benxi a choqué le pénis de M. Meng Xianguang et a dit : « Je vais te rendre incapable d'avoir des enfants. » M. Meng a convulsé sous les décharges électriques pendant que les gardes riaient de lui¹⁵⁹.

Les gardes du camp de travaux forcés de Hegang ont pincé et tiré le pénis de M. Sun Fengli qui est devenu gravement enflé et douloureux. Il avait des difficultés pour uriner et marcher. Il a été humilié par les détenus¹⁶⁰.

Le garde Zhao Fengli Shuang, dans le camp de travaux forcés de Changlinzi, a empoigné les testicules de M. Zhang Dianyong. Il a eu mal à l'aîne pendant une année¹⁶¹.

Pendant la détention de M. Chen Shaomin dans le camp de travaux forcés n° 3 de la province du Henan en 2004, le prisonnier Nie Yong a enfoncé son propre pénis dans la bouche de M. Chen en le menaçant d'uriner s'il n'abandonnait pas la pratique du Falun Gong¹⁶².



法輪大法好

Chapitre 5 : Les décès dus à la persécution

Au 10 septembre 2019, les décès de 4343 pratiquants de Falun Gong des suites de la persécution ont été confirmés. Le nombre réel de décès est probablement plus élevé, car tous les cas ne peuvent être signalés dans les temps en raison du blocus de l'information en Chine. Vous trouverez ci-dessous une petite sélection représentative des cas de décès publiés par Minghui.org.

5.1 Les autorités retirent l'assistance respiratoire d'une femme emprisonnée sans le consentement de sa famille¹⁶³

M^{me} Li Changfang de la ville de Linyi, province du Shandong, a été emprisonnée pour avoir refusé d'abandonner sa croyance dans le Falun Gong. Elle a été hospitalisée le 5 juillet 2019 et opérée le lendemain sans le consentement de sa famille. Lorsque sa famille a refusé de signer une décharge pour la ramener à son domicile, la police a placé la famille en détention pendant toute une journée, y compris un enfant de 6 ans.

Le 12 juillet, les autorités, en l'absence de la famille, ont supprimé l'apport en oxygène de M^{me} Li et elle est décédée. Les autorités ont ensuite exigé que la famille négocie les conditions d'indemnisation avant de révéler où le corps était entreposé.

Événements clés menant au décès de M^{me} Li

M^{me} Li a été arrêtée le 23 octobre 2018 pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong. Le 27 mars 2019, elle a été condamnée à deux ans et demi d'emprisonnement et à une amende de 10 000 yuans (1300 € environ). Le 5 juillet 2019, sa famille s'est précipitée à l'hôpital local après avoir été informée de la menace sur son pronostic vital. M^{me} Li était consciente et a dit qu'elle souffrait de douleurs abdominales depuis quinze jours. Elle avait des ecchymoses sur les cuisses et ses dents étaient déchaussées.

Les gardes du centre de détention de la ville de Linyi, où M^{me} Li était détenue, ont refusé d'expliquer ce qui lui était arrivé qui aurait pu expliquer son état de santé et ses blessures. Les médecins ont commencé par soutenir qu'elle avait une appendicite, puis ils ont dit qu'elle avait une perforation gastrique.

Avec tant de questions sans réponse, la famille de M^{me} Li a refusé de signer un formulaire de consentement à une intervention chirurgicale.

Sous les ordres du centre de détention et de la police, les médecins ont quand même opéré M^{me} Li le 6 juillet, l'incisant du haut de la poitrine au bas de l'abdomen. Elle n'a jamais repris connaissance et elle est restée branchée à un respirateur après l'intervention. Le matin du 10 juillet, plus d'une vingtaine d'agents ont fait une descente à l'hôpital. Lorsque la famille de M^{me} Li a refusé de signer une décharge pour la faire sortir de l'hôpital, la police a arrêté son mari, son fils, sa fille et son petit-fils de 6 ans. Ils n'ont été libérés que le lendemain.

Aux environs de 18 heures le 12 juillet, en l'absence de la famille, des agents du centre de détention de la ville de Linyi et du poste de police de Dongguan dans la ville de Linyi sont arrivés dans la chambre de M^{me} Li et ont supprimé son apport en oxygène. Elle est décédée peu de temps après..

5.2 Une femme du Liaoning décède treize jours après son admission en prison¹⁶⁴

Alors que de nombreuses familles se réunissaient et fêtaient le Nouvel An chinois en février 2019, M^{me} Li Yanqiu était condamnée à cinq ans d'emprisonnement pour ne pas avoir renoncé à sa croyance dans le Falun Gong.

M^{me} Li a été admise à la prison pour femmes du Liaoning le 19 février 2019 et y est morte treize jours plus tard.

M^{me} Li a été affectée en « Salle de correction », un quartier spécifiquement créé pour persécuter les pratiquantes de Falun Gong et essayer de les contraindre à renoncer à leur croyance. Elle était extrêmement faible le jour de son arrivée.

Elle a fait une grève de la faim et a été nourrie de force dès son arrestation, le 14 décembre 2018, pour avoir distribué des calendriers contenant des informations sur le Falun Gong.

Elle a poursuivi sa grève de la faim en prison, alors les gardiens l'ont emmenée à l'hôpital de la prison, où elle a été gavée. Ils ont autorisé sa famille à la voir à l'hôpital pour la première fois depuis son arrestation. Elle a utilisé un déambulateur quand elle est allée les rencontrer.

Après lui avoir rendu visite, sa famille a demandé une libération conditionnelle pour raisons médicales, mais leur demande a été rejetée et ils n'ont plus jamais eu l'autorisation d'aller la voir.

Selon des détenues qui la connaissaient bien, les gardiens ont ramené M^{me} Li dans le 12^e quartier après l'avoir nourrie de force et l'ont maintenue à l'isolement pendant ses derniers jours, en dépit de son état de santé.

Les gardiens lui ont enlevé ses vêtements et l'ont fait asseoir sur le sol froid en béton. La température était comprise entre -4 °C et -3 °C, et il n'y avait pas de source de chaleur dans la pièce. Quelques jours plus tard, elle a commencé à avoir du sang dans les urines et

n'arrivait pas à se tenir debout toute seule, pourtant les responsables de la prison n'ont sollicité aucun soin médical pour elle. Elle est décédée quelques jours plus tard, le 4 mars 2019. Elle avait 52 ans.

Le décès soudain de M^{me} Li a dévasté sa famille. Son père âgé, qui vivait avec elle, a dû déménager chez son fils aîné après l'arrestation de M^{me} Li. L'homme octogénaire, habituellement très sociable, s'est replié sur lui-même et avait du mal à dormir après l'arrestation de M^{me} Li. Il souffrait également de fréquents saignements de nez, de malaises cardiaques et de vertiges causés par de l'hypertension. Craignant que la nouvelle ne soit trop dure pour lui, la famille ne lui a rien dit de sa mort.

5.3 Une femme du Hebei fait une chute mortelle en essayant d'échapper à son arrestation¹⁶⁵

Quelques mois seulement avant le mariage de sa fille, une femme du district de Wen'an, province du Hebei, a fait une chute mortelle alors qu'elle tentait d'échapper à la police en fuyant par le balcon de son appartement au troisième étage. Elle avait 55 ans. La police visait M^{me} Yang Xiaohui qui refusait de renoncer à sa croyance dans le Falun Gong. Huit policiers ont frappé à sa porte vers 11 heures le 8 avril 2019. Quand elle a refusé de les laisser entrer, ils ont utilisé des outils pour ouvrir sa porte de force. Le mari de M^{me} Yang et sa fille, présents à ce moment-là, ont été terrifiés et n'ont pas su quoi faire. Alors que la police était sur le point d'entrer par effraction, M^{me} Yang s'est précipitée vers le balcon et a tenté de s'échapper. Elle est tombée par terre. Inanimée, elle a été emmenée à l'hôpital, où elle a été déclarée morte vers 2 heures du matin. La police a étroitement surveillé et filmé la famille Yang lors des tentatives pour la ranimer.

Li Zhongjie, le chef de la Division de la sécurité, a nié toute responsabilité concernant la mort de M^{me} Yang et a dit qu'ils ne faisaient que suivre les ordres de leurs supérieurs.

La famille de M^{me} Yang a été outrée lorsque la police, qui prétendait devoir obtenir l'accord des autorités avant d'autoriser la famille à incinérer et enterrer M^{me} Yang, a refusé de les laisser gérer les obsèques.

Depuis 1999, M^{me} Yang a été visée de nombreuses fois pour ne pas avoir renoncé à sa foi dans le Falun Gong. Ses arrestations répétées, le harcèlement et le pillage de son domicile ont impacté sa famille qui a vécu dans la peur durant les deux dernières décennies, et la santé de son mari s'est dégradée. M^{me} Yang a été emmenée à des sessions de lavage de cerveau deux fois entre novembre 2003 et juin 2004. Elle a reçu des coups de pied dans le dos et a été giflée. Le personnel du centre de lavage de cerveau l'a attachée à un lit et l'a gavée, lui blessant gravement l'œsophage. Ils lui ont également injecté des substances inconnues qui l'empêchaient de s'endormir et par la suite, de se réveiller.

La dernière épreuve de M^{me} Yang remonte au 2 janvier 2017, quand elle et huit autres pratiquants de Falun Gong (deux hommes et six femmes) se sont rendus au marché fermier de la ville de Daliu, district de Wen'an, pour distribuer des calendriers contenant des informations sur le Falun Gong. Ils ont été signalés à la police et arrêtés neuf jours plus tard. La police a saccagé les domiciles des pratiquants et a emporté leurs documents de Falun Gong.

5.4 La mort de Jin Shunnu

M^{me} Jin Shunnu est tombée dans le coma le 6 octobre 2018, alors qu'elle était détenue en raison de sa foi dans le Falun Gong. Quand sa famille est arrivée précipitamment à l'hôpital, la police l'a contrainte à signer une décharge de responsabilité en menaçant de donner une

lourde peine de prison à Mme Jin si elle refusait de se conformer à ce qui lui était demandé.

Le mari de M^{me} Jin et sa fille sont restés à l'hôpital pendant quatre jours, mais elle n'a jamais repris connaissance. Elle est décédée vers 4 heures du matin le 10 octobre. Son corps a été incinéré le jour même sans autopsie, et le certificat de décès délivré par l'hôpital indiquait qu'elle était décédée d'un accident vasculaire cérébral. Elle avait 66 ans. L'arrestation de M^{me} Jin a eu lieu le 19 septembre 2018 au bureau local du comité résidentiel dont elle dépendait. Elle s'y était rendue pour demander les documents nécessaires au rétablissement de sa pension. Sa pension avait été suspendue, car elle avait été emprisonnée avant pendant treize ans pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong.

Elle a expliqué au personnel du bureau que son emprisonnement pour sa croyance était illégal et que sa pension n'aurait pas dû être suspendue. Au lieu de lui délivrer les documents qu'elle demandait, un membre du personnel a appelé la police. Des policiers du poste de police de Xinhua sont arrivés et l'ont emmenée au centre de détention de Nangou.

On ne sait pas exactement ce qui est arrivé à M^{me} Jin durant sa brève détention, elle est tombée dans le coma et est décédée quelques jours plus tard.

Alors que M^{me} Jin était emprisonnée entre 2002 et 2015, son mari M. Shen Shan a été détenu pendant onze ans pour leur croyance commune. Leur fille, M^{elle} Shen Chunting, a elle aussi été condamnée à trois ans de prison pour sa pratique du Falun Gong. La famille a finalement été réunie en 2015, mais elle a perdu M^{me} Jin trois ans plus tard¹⁶⁶.

5.5 Autres cas de décès

M^{me} Peng Guangzhen, 70 ans, a fait appel à la justice pour la mort

de son fils, M. Xu Langzhou. M. Xu est mort dans des circonstances suspectes alors qu'il était incarcéré pour sa croyance dans le Falun Gong.

« Mon mari est décédé quand notre fils avait 5 ans. Il n'est pas facile, pour une mère seule, d'élever deux enfants. J'ai survécu seulement pour mon fils. Il était si gentil et m'aimait beaucoup. Il m'a dit un jour : « Je prendrai soin de toi, maman, même si je me retrouve mendiant. » J'ai travaillé si dur pour l'élever. Il était fort et en bonne santé, mais il est mort alors qu'il n'avait que 39 ans. Elles (les autorités pénitentiaires de Wumaping) ont dit qu'elles n'étaient pas responsables... »

Cas 1 : M. Xu Lanzhou – Un policier remarquable meurt en prison dans des circonstances suspectes

Pendant ses six années d'incarcération dans la prison de Guangyuan, M. Langzhou n'a pas eu l'autorisation d'appeler une seule fois sa famille. À sept reprises, sa mère âgée a voyagé depuis la ville de Pansihua pour aller le voir, mais les gardes l'ont renvoyée.

Au cours de l'hiver 2010, M. Xu a été transféré à la prison de Wumaping dans le district de Muchuan. Comme il refusait de porter l'uniforme des prisonniers, les gardiens de la prison ont ordonné aux détenus de lui découper ses vêtements. Il avait le droit de ne porter qu'un caleçon. M. Xu a entamé une grève de la faim pour protester contre la persécution. Enfin, en décembre 2011, les autorités carcérales ont autorisé sa famille à lui envoyer des vêtements et 1000 yuans (soit 131 €) en espèces.

Le 7 mars 2012, la prison a annoncé que la famille de M. Xu avait

l'autorisation de lui rendre visite, prétendant qu'il venait d'être opéré d'un ulcère duodénal. Le lendemain, sa mère, M^{me} Peng Guangzhen, s'est trouvée dans l'obligation de signer des documents d'autorisation pour une intervention chirurgicale alors que M. Xu était inconscient. Trois jours après l'opération, M. Xu a pu manger du porridge. L'hôpital a refusé d'autoriser sa mère à prendre soin de lui, sa mère devait rester dans un hôtel à l'extérieur de l'hôpital. Dans la nuit du 18 mars, l'hôpital a informé la famille que M. Xu était décédé¹⁶⁷.

Cas 2 : M^{me} Cheng Fuhua – Une femme du Liaoning décède sept mois après sa libération pour raisons médicales

Cheng Fuhua a été maltraitée dans le centre de détention local après son arrestation le 1^{er} juin 2015, pour avoir parlé du Falun Gong à des gens. Elle a entamé une grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements, mais a été victime de représailles.

M^{me} Cheng a développé un œdème et s'évanouissait fréquemment. Elle a également perdu sa mobilité. Le centre de détention local a informé sa famille fin janvier 2016 qu'elle devait venir la chercher. M^{me} Cheng n'a jamais pu récupérer de ses symptômes induits les mauvais traitements. Elle est décédée le 6 août 2016, à l'âge de 69 ans¹⁶⁸.

Cas 3 : M. Hu Guojian – Un homme du Liaoning décède après avoir été deux ans dans le coma

M. Hu Guojian, de la ville de Fushun, province du Liaoning, est décédé le 15 mai 2018, après avoir été dans le coma pendant près de deux ans. M. Hu a été arrêté le 7 juillet 2015 et condamné cinq mois plus tard à quatre ans de prison. Il a souffert d'une grave hémorragie

cérébrale après avoir été tabassé par les gardiens et il est tombé dans le coma. Il a été opéré, mais n'a jamais repris connaissance.

Cas 4 : M^{me} Liu Fengmei – Une femme décède après des tourments et un harcèlement sans fin

M^{me} Liu Fengmei a été arrêtée avant les Jeux olympiques de Pékin en 2008. Peu de temps après, elle a été condamnée à treize ans de prison. La prison l'a admise alors qu'elle avait échoué à l'examen physique d'entrée.

Après trois ans de torture, y compris de gavage, de travail forcé, de lavage de cerveau et de longues heures passées assise sur un petit tabouret, la santé de M^{me} Liu s'est détériorée et, en 2012, on lui a diagnostiqué un cancer du sein à un stade avancé et des tumeurs ovariennes. Elle a été libérée en août 2012, mais les autorités locales ont continué à la harceler. Après deux ans et quatre mois d'agonie, M^{me} Liu est décédée le 18 décembre 2014. Elle avait 48 ans.

Cas 5 : M. Gao Yixi – Un homme en pleine forme décède deux jours après avoir été hospitalisé pour une grève de la faim

M. Gao Yixi est décédé deux jours après avoir été emmené à l'hôpital parce qu'il faisait une grève de la faim afin de protester contre les arrestations illégales de sa femme et de lui-même. Ils étaient détenus pour leur croyance. Sa mort est survenue le 19 avril 2016, dix jours seulement après son arrestation. Il avait 45 ans. M. Gao était en bonne santé lorsqu'il est rentré à l'hôpital, malgré la grève de la faim. À l'hôpital, il a été soumis à des perfusions continues. Il a progressivement perdu la capacité de parler et de bouger et est décédé 43 heures plus tard. Sa famille a remarqué des marques de

menottes aux poignets, que sa poitrine était gonflée et son abdomen enfoncé. La police a fait une autopsie le lendemain, mais a refusé de montrer le rapport à la famille¹⁶⁹.

Cas 6 : M^{me} Fu Guichun – Forcée à avorter, elle décède après huit ans de persécution en prison¹⁷⁰

M^{me} Fu Guichun a été condamnée à huit ans de prison en septembre 2002, deux mois après avoir été forcée d'avorter après son arrestation en mai 2002. Dans la prison pour femmes de Harbin, M^{me} Fu a été placée en cellule d'isolement, suspendue par les poignets, gelée, et privée de sommeil, telles ont été les tentatives des autorités pour la forcer à renoncer à sa croyance. Elle a développé un diabète et d'autres problèmes de santé. Lorsqu'elle a été libérée en 2009, elle était traumatisée, blessée mentalement et physiquement. M^{me} Fu n'avait qu'une quarantaine d'années quand elle est décédée le 1^{er} mai 2012¹⁷⁰.

Cas 7 : M. Li Kunlian et M^{me} Wang Fuqin – Mari et femme décèdent à cinq ans d'intervalle après l'arrestation de leurs trois filles pour leur refus de renoncer au Falun Gong

Les trois filles de M^{me} Wang ont été arrêtées l'une après l'autre vers 2004 pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong. La plus jeune a été condamnée à quatre ans de prison. M^{me} Wang a essayé sept fois de la voir, mais n'a jamais été autorisée à lui rendre visite. Elle a été tellement traumatisée par les arrestations de ses filles qu'elle a eu un accident vasculaire cérébral et est décédée en mars 2004 à l'âge de 69 ans.

Son mari M. Li Kunlian a souffert d'une dépression mentale après

la mort de sa femme. Chaque jour après le crépuscule, il prenait un couteau ou un bâton pour faire fuir « les méchants » imaginaires qu'il pensait venir pour emporter ceux qu'il aimait. Il est décédé cinq ans plus tard en novembre 2009, à l'âge de 71 ans.

**Cas 8 : M. Ren Dongsheng – Un homme d'âge mûr
décède sept ans après avoir été conduit à la folie durant sa
détention**

M. Ren Dongsheng a été arrêté le 8 mars 2006 et condamné à cinq ans de prison. Il a subi des tortures inimaginables à la prison de Gangbei, dans la ville de Tianjin, comme avoir les mains brûlées avec un briquet, être giflé et avoir les orteils piétinés jusqu'à ce que les ongles tombent. On l'a forcé à manger des aliments jetés par terre et, alors qu'il était menotté et enchaîné, les repas étaient délibérément placés hors de sa portée. Au terme de ses cinq années, il a été envoyé directement dans un centre de lavage de cerveau où on lui a fait prendre une poudre blanche inconnue. Au moment de sa libération une semaine plus tard, son fils a été bouleversé de voir que son père n'était plus l'homme fort et aimant dont il se souvenait. M. Ren marmonnait et avait un comportement étrange. Sa mère de 80 ans a eu le cœur tellement brisé de voir ce qui était arrivé à son fils après cinq longues années, qu'elle s'est effondrée.

L'épouse de M. Ren, M^{me} Zhang Liqin, pratiquait également le Falun Gong. Elle a été congédiée de son travail un mois après l'arrestation de son mari. Elle a été arrêtée le 12 février 2009 et condamnée à sept ans de prison. Quand elle a été libérée, le 11 février 2016, son arrivée à la maison a été saluée par un mari psychotique qui avait cassé tout le mobilier et les fenêtres.

Après son retour à la maison, M. Ren était la plupart du temps dans un état psychotique. Il refusait de se faire couper les cheveux et cassait tout ce qu'il voyait. Il courait dehors en hurlant les jours

de pluie. De temps en temps, il quittait la maison au milieu de la nuit et revenait quelques jours plus tard couvert de saleté. Chaque fois que quelqu'un parlait de la police, M. Ren murmurait qu'il devait courir ou la police allait l'attraper. Il sortait en courant et dormait ensuite au bord de la route.

Parfois, il se réveillait tout à coup au milieu de la nuit en criant : « Je n'ai pas peur de vous. » Il maltraitait souvent sa mère et battait son fils. Une fois, il a chassé sa mère de la maison le soir du Nouvel An, la laissant seule dans la rue. Une autre fois, il a battu son fils, qui a couru vers sa grand-mère en pleurant.

Après avoir déposé une plainte contre les gardiens qui avaient torturé M. Ren, son épouse, M^{me} Zhang, a été harcelée et détenue à maintes reprises par les autorités. Elle sautait parfois les repas pour économiser de l'argent et se rendre à différents endroits pour faire appel à la justice pour son mari.

Le 4 septembre 2018, huit jours après que M^{me} Zhang a accepté d'être interrogée par le tribunal de grande instance de la ville de Tianjin, elle a eu l'immense chagrin de perdre son mari, décédé après sept ans de souffrance¹⁷¹.

**Cas 9 : M. Xu Dawei – Un responsable joyeux et aimable
décède après huit ans d'emprisonnement**

M. Xu Dawei a été arrêté en janvier 2001 et condamné plus tard à huit ans de prison. Autrefois jeune homme en bonne santé, il n'avait plus que la peau sur les os à sa libération, en février 2009. Son corps était couvert de blessures et d'ecchymoses produites par la torture par décharges électriques et les coups. Son visage était sans expression, ses yeux bougeaient lentement et il était incapable de reconnaître sa famille. Il est décédé treize jours seulement après sa libération. À sa mort, il pesait 36 kg. Son épouse, M^{me} Chi Lihua, a travaillé sans relâche pour faire appel à la justice pour lui. Dans une lettre ouverte

aux autorités, elle a écrit ce qui suit¹⁷² :

« Je ne veux pas penser à comment j'ai passé ces huit années à attendre anxieusement. Le comprendre est difficile pour quelqu'un qui ne l'a pas vécu personnellement. Je me suis occupée de ma petite fille et de mes parents âgés. Les épreuves, le malheur, l'inquiétude et les soucis ont été au-delà de toute description. Je ne sais plus combien de fois j'ai pleuré. Je n'avais même plus de larmes. Seul le sang s'écoulait de mon cœur.

« Je croyais que l'attente serait enfin terminée après huit longues années, mais ce qui est arrivé a été le coup fatal. Ma mère n'a pas pu le supporter et s'est évanouie en apprenant la nouvelle. Mes deux parents ne sont plus de ce monde. Je les ai perdus, je n'ai pas de maison et pas de revenus. Les parents de Dawei m'ont demandé de venir vivre avec eux, mais j'y suis réticente. D'une certaine façon, je ne fais pas face à la réalité.

« Ce n'est pas parce qu'ils vivent dans un petit village dans les montagnes. Et ce n'est pas parce que je ne m'entends pas avec eux. Les parents de Dawei ne me traitaient pas comme leur belle-fille – ils me traitaient comme leur propre fille. Et moi aussi, je les traitais comme mes propres parents. Je ne veux pas aller vivre avec eux parce que je ne veux pas que ma présence leur rappelle leur fils. J'ai même encore plus peur de ce que je vais devoir dire quand la grand-mère de 99 ans me demandera pourquoi Dawei n'est pas encore revenu à la maison. »¹⁷²

法輪大法好

Chapitre 6 : Blessures physiques et traumatismes psychiques

La persécution du Falun Gong est responsable d'un nombre incalculable de tragédies, à la fois chez les pratiquants, mais aussi leurs familles. Même les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées ne sont pas épargnés.

M^{me} Wang Bo, une virtuose de la musique, a été condamnée à trois ans de travaux forcés pour avoir dénoncé la persécution alors qu'elle n'avait que 19 ans. Après avoir été libérée en 2005, elle a été arrêtée à nouveau en 2006 et condamnée à cinq ans supplémentaires¹⁷³.

Au moment de l'écriture de ce présent rapport, M^{me} Zhang Chunyu, une ancienne femme d'affaires, était maltraitée dans la prison pour femmes de la province du Heilongjiang, alors qu'elle purgeait une peine de quatre ans et demi. Elle est devenue aveugle de l'œil gauche après avoir été frappée par un gardien lors d'une précédente période de camp de travail¹⁷⁴.

M^{me} Tan Meili, qui a perdu l'usage de ses jambes après avoir contracté la polio dans son enfance, a été arrêtée à maintes reprises et condamnée pour une durée totale de sept ans et demi. Elle purge actuellement une peine de quatre ans et demi de prison¹⁷⁵.

M. Liu Dianyuan, 79 ans, a été condamné à onze ans et demi de prison. Il avait purgé auparavant une peine de sept ans de prison¹⁷⁶.

Les six membres d'une famille de Tongliao, Mongolie intérieure, ont été arrêtés et détenus à répétition pour un total de quarante et un ans parce qu'ils ont maintenu leur croyance dans le Falun Gong. Le père, M. Tian Fujin, a été emprisonné à deux reprises et a passé environ neuf ans en prison avant d'être torturé à mort. La mère, M^{me} Liu Xiurong,

a été incarcérée pendant dix ans. Plus récemment, la fille cadette, M^{me} Tian Xin, a été condamnée à trois ans de prison en 2015. Son mari a divorcé, et des membres de la famille s'occupent de son fils adolescent depuis sa dernière arrestation¹⁷⁷.

Malgré les tortures brutales et les longues peines de prison, la souffrance physique ne pourra jamais égaler la détresse mentale que la persécution a infligée aux pratiquants et aux membres de leur famille.

Rien ne peut effacer la douleur ressentie par la jeune Xu Xinyang quand, pour la première fois, alors qu'elle n'avait que 7 ans, elle a vu son père, M. Xu Dawei, en prison. Il est mort treize jours après sa sortie de prison, victime de nombreuses blessures¹⁷⁸.

M^{me} Jiang Zixiang, 88 ans, a dû endurer des épreuves indescriptibles. Le mari de M^{me} Jiang était si affligé par la persécution qu'il est mort au début des années 2000. Puis son fils de 45 ans, M. Gao Yixi, a été torturé à mort dix jours après son arrestation. Sa fille purgeait encore une peine de prison pour sa croyance au moment de la mort de M. Gao Yixi. La santé de M^{me} Jiang Zixiang a été si affectée qu'elle est décédée vingt mois plus tard¹⁷⁹.

M^{me} Zhao Yuhua avait seulement 30 ans lorsqu'elle a perdu toutes ses dents après la mort de sa petite fille. En effet, l'enfant est décédée d'une crise cardiaque en raison de l'angoisse et de la peur qu'elle ressentait pour ses parents, qui étaient contraints de vivre loin de chez eux pour échapper à la persécution. Apprenant la mort de la fillette, la police a saisi cette opportunité et attendu près de la maison jour et nuit pour arrêter M^{me} Zhao¹⁸⁰.

Le père de M. Ma Zhanguo, qui souffrait d'hypertension, n'a pas eu l'autorisation de rendre visite à son fils après son arrestation en octobre 2016. Accablé par le chagrin, il a eu un accident vasculaire cérébral. M. Ma était le seul soutien de famille, son arrestation a laissé la famille dans une grande détresse. Désireux de venir en aide, son père Ma Dengke, âgé et malade, ramassait parfois des bouteilles d'eau, des canettes de boisson ou des déchets de papier pour les vendre à des entreprises de recyclage afin de gagner un peu d'argent. On l'a retrouvé mort dans un tas d'ordures¹⁸¹.

Une fois, on a forcé la mère de M^{me} Bi Jianhong, M^{me} Wang Yanqin, à regarder sa fille se faire torturer et à l'écouter hurler encore et encore, alors qu'elles étaient toutes deux emprisonnées pour leur croyance. La mère a presque fait une dépression nerveuse¹⁸².

En dépit de son âge, 98 ans, la grand-mère de M^{me} Liang Yuzhen a été séparée de sa petite-fille par la police alors qu'elle la serrait dans ses bras. Elle a dû regarder sa petite-fille, sa seule aidante, être emmenée par la police. En apprenant que les deux avocats s'étaient vu refuser le droit de visite, la grand-mère a été indignée. Avec de l'aide, elle s'est rendue à pied au centre de détention de Heshan. Les gardes ont tout fait pour éviter de lui parler et ont refusé de lui fournir une quelconque assistance¹⁸³.

Quand M. Jin Fuzhang, le fils unique d'une femme de 84 ans, a été condamné à cinq ans de prison pour sa pratique du Falun Gong, sa mère a eu beaucoup de mal à se débrouiller toute seule pour gérer les tracasseries de la vie quotidienne¹⁸⁴.

Dans le cas de M^{me} Chen Shulan, ses deux parents, ses deux frères et une jeune sœur sont tous morts des suites de la persécution. Seule survivante, M^{me} Chen a été condamnée à deux reprises pour un total de onze ans et demi. Après des années de torture, M^{me} Chen souffre maintenant de graves douleurs au dos et doit compter sur sa fille pour prendre soin d'elle¹⁸⁵.

M^{me} Feng Xiaomei, sa sœur M^{me} Feng Xiaomin et leurs parents étaient autrefois heureux. Mais à cause de la persécution, Xiaomei a perdu son père, son mari et sa sœur. Son beau-frère a été emprisonné peu après huit ans d'errance pour éviter la persécution. Xiaomei et sa mère âgée étaient les deux seules à pouvoir s'occuper de son fils, Wang Boru, qui a perdu son père à l'âge de 13 ans, et de son neveu, Wang Tianxing, qui a perdu sa mère alors qu'il avait moins de 2 ans. Lorsque Xiaomei a été arrêtée à nouveau en 2009, sa mère a perdu tous ses cheveux en une nuit. Boru a dû quitter l'école et faire des petits boulots pour subvenir aux besoins de la famille. Tianxing a failli être envoyé dans un orphelinat¹⁸⁶.

6.1 Les conséquences de la torture et des violences physiques

De nombreux pratiquants ont été gravement blessés, sont devenus handicapés, paralysés ou aliénés à la suite de tortures subies dans des centres de détention. Voici quelques exemples de ces cas.

Cas 1 : Une économiste à la retraite rendue infirme suite à une fracture de la jambe

M^{me} Gong Xingcan, une économiste à la retraite, est tombée dans les escaliers alors qu'elle essayait d'échapper à la torture dans un camp de travail. Elle a eu une fracture ouverte de la jambe droite. Après avoir été emmenée à l'hôpital, le médecin lui a posé un plâtre sans aligner les os. Sa jambe droite s'est alors déformée et est devenue plus courte que sa jambe gauche d'environ 2,5 cm¹⁸⁷.

Cas 2 : Un homme d'une trentaine d'années perd la plupart de ses dents après avoir été gavé

M. Tang Maoting a perdu la plupart de ses dents après que les gardiens du centre de détention ont utilisé des pinces à bec pour lui ouvrir la bouche, puis des dilateurs utérins pour le gaver de nourriture. Il doit porter un dentier depuis ses 30 ans. Les gardiens lui ont également piétiné le dos. Sans traitement médical opportun, sa colonne vertébrale s'est déformée au niveau lombaire¹⁸⁸.

Cas 3 : À cause de la torture, une femme perd l'usage de ses mains au camp de travail de Wanjia

Âgée de 41 ans, M^{me} Fu Li a perdu l'usage de ses mains et son corps était couvert de plaies suite aux tortures subies au camp de travaux forcés de Wanjia, dans la province du Heilongjiang en 2000.

La police a enroulé une corde autour des pouces de M^{me} Fu et l'a ensuite suspendue avec la corde afin que ses pouces supportent tout le poids de son corps. Après avoir été suspendue ainsi pendant une longue période, elle a perdu l'usage de ses mains¹⁸⁹.

Cas 4 : On ne tient pas compte de la demande de compensation d'un pratiquant handicapé

M. Fan Zhongzhuang, de la province du Zhejiang, a été interrogé cinq jours consécutifs, pendant lesquels il n'a pas été autorisé à dormir. La police lui a également enchaîné les mains et les pieds et l'a torturé. Le 27 août 2005, la police a frappé M. Fan si violemment que des vertèbres de son cou ont été fracturées et qu'il est devenu handicapé à vie¹⁹⁰.

M. Fan a déposé une plainte auprès de la police pour réclamer 1,37 million de yuans afin de couvrir les frais médicaux et les pertes de salaire. Le chef adjoint Yang Changchun a déclaré à nouveau : « La demande de compensation est tout à fait inadmissible. Si vous voulez une compensation, nous accepterons 10 000 yuans, mais vous devrez d'abord payer 20 années d'intérêts dessus. »

Cas 5 : Une femme devenue aveugle pendant sa détention

M^{me} Wu Yangzhen est une retraitée de 73 ans de l'Institut de métrologie de la province du Guangdong. Elle est devenue aveugle de l'œil droit après seulement dix-neuf jours de détention dans un centre local de lavage de cerveau. Le personnel a d'abord contraint M^{me} Wu à rester debout pendant de longues heures, puis l'a attachée les jambes croisées pendant quatre heures. De temps en temps, ils relâchaient ses jambes avant de l'attacher à nouveau dans la même position. La douleur était intense, et sa vision est devenue floue en raison de la diminution du flux sanguin.

Lorsqu'elle a été emmenée à l'hôpital environ deux semaines plus tard, elle était totalement aveugle de l'œil droit et la vision de l'œil gauche était gravement altérée¹⁹¹.

Cas 6 : Une femme toujours hospitalisée des années après avoir été battue jusqu'à l'inconscience par la police

M^{me} Shi Yunlan devait subir une craniotomie après avoir été battue et laissée inconsciente par la police le 9 octobre 2014. Elle a des troubles de l'élocution et est paralysée de la taille aux pieds. Le gouvernement local a refusé de couvrir l'intégralité de ses frais médicaux. Une intervention chirurgicale programmée pour réparer son crâne a été indéfiniment reportée par manque d'argent¹⁹².

Cas 7 : Emprisonné et torturé pendant cinq ans, un homme du Heilongjiang est incapable de marcher et de parler après sa libération

M. Zhang Jinku a été arrêté le 29 mars 2013, après que des banderoles portant l'inscription « Falun Dafa est bon » ont été vues dans sa ville. Lorsque M. Zhang a été transféré à la prison de Hulan le 1^{er} octobre 2013, il était déjà incapable de marcher en raison des tortures infligées par les gardes et les détenus.

M. Zhang a été libéré le 2 juin 2018. Émacié et méconnaissable, il a découvert à ce moment-là que sa femme, M^{me} Li Yali, était morte de la détresse que son épreuve lui avait causée. Elle avait 47 ans.

Lorsque la mère de M. Zhang lui a demandé pourquoi il était si émacié, il a lentement écrit avec sa main gauche alors qu'il était droitier (son bras droit avait été fracturé à cause de tortures en prison) : « J'ai fait des grèves de la faim de façon intermittente pendant environ cinq ans. Ils mettaient de la drogue dans la nourriture. » Sa fille est devenue distante et repliée sur elle-même et ne voulait pas aller voir ses grands-parents paternels qui partageaient la même maison que ses parents. La jeune femme n'est pas allée chez ses parents pour accueillir son père lorsqu'il a été libéré¹⁹³.

Cas 8 : Une femme est devenue folle après avoir été nourrie d'urine et d'excréments par la police

C'est recouverte d'un drap blanc que M^{me} Zhang Juxian a été sortie de l'hôpital de la prison pour femmes du Liaoning. Beaucoup de gens ont cru qu'elle était morte. En fait, elle a survécu après être rentrée chez elle, mais elle était désormais mentalement désorientée. M^{me} Zhang avait été arrêtée à maintes reprises, envoyée deux fois en camp de travail pour un total de cinq ans, et condamnée à trois ans de prison. Une fois, elle a été nourrie d'urine et d'excréments quand elle a entamé une grève de la faim pour protester contre la persécution¹⁹⁴.

6.2 Détresse des familles – récits personnels

Cas 1 : Lettre d'appel écrite par la mère de M. Mo Zhikui, demandant la libération de son fils dans un état grave après avoir été torturé en prison¹⁹⁵

« Je suis la mère de Mo Zhikui et j'ai 89 ans. Mon fils a été enlevé il y a plus d'un an. Je suis extrêmement inquiète pour sa sécurité. Je continue à poser la question : "Mon fils n'a rien fait d'illégal, alors pourquoi est-ce que la police l'a arrêté simplement parce qu'il pratique le Falun Gong et essaie d'être une bonne personne ?" Il a été condamné à douze ans et souffre de mauvais traitements à la prison de Hulan.

« Depuis que mon fils a été arrêté, notre famille de quatre générations, autrefois heureuse, n'a pas vécu un seul jour de paix et de réconfort. Les policiers ont saccagé notre maison et n'arrêtent pas de demander : "Qui est le propriétaire de la maison ? Quel nom figure sur l'acte de propriété ?" Le personnel du comité de quartier appelle sans arrêt pour menacer ma belle-fille. Ils sont aussi allés à la maternelle pour questionner ma petite-fille sur l'endroit où elle vivait. Chaque fois que j'entends frapper à la porte, j'ai des palpitations et je tremble de peur.

« Mon fils a été arrêté huit fois en tout et a subi tellement de sévices. Vous l'avez sauvagement battu et insulté. Maintenant, il a la tuberculose, crache du sang et souffre d'engourdissements dans les deux jambes jusqu'à l'aîne. C'est la conséquence directe des mauvais traitements qu'il a subis en prison. Les droits de visite ont été refusés cinq fois à ma belle-fille, mon petit-fils, ma petite-fille et mon gendre, quand ils sont allés

à la prison pour le voir. Un de mes petits-fils a une déficience congénitale et mon arrière-petite-fille souffre d'une maladie de peau. Les traitements sont coûteux. Sans mon fils pour nous soutenir, ma famille peine à s'en sortir. Chaque jour, j'attends impatiemment le retour de mon fils. »

Cas 2 : Témoignage de M^{me} Li Songrong, fille de M. Li Kun et de M^{me} Liang Guifen, arrêtés et condamnés à maintes reprises pour leur croyance¹⁹⁶

« Chaque fois que je rendais visite à mon père en prison, j'étais très tendue. Je ne savais pas si j'allais pouvoir le voir. Je me demandais comment il allait et s'il était torturé. Je me rappelais que je ne devais pas pleurer en le voyant pour qu'il ne se fasse pas de souci pour moi. Même si nous n'avions le droit de le voir que pendant vingt minutes à chaque fois, c'était si précieux pour nous. Les autres membres de la famille me disaient toujours : "Ne t'inquiète pas. Ton père va bientôt revenir." Quand j'entendais d'autres enfants parler des bons moments qu'ils passaient avec leur père, je restais assise et j'écoutais. Je me disais : "Papa va revenir, très bientôt." Je me suis répété la même chose depuis l'âge de 9 ans jusqu'à mes 23 ans. À 10 ans, je n'osais pas dormir la nuit. J'avais peur que quelqu'un vienne saccager notre maison à tout moment. Il faisait très froid cet hiver-là. Une nuit, maman a sorti la veste d'hiver de papa et l'a mise sur moi. Maman m'a raconté des histoires pour m'aider à m'endormir. Mais au milieu de la nuit, je me suis quand même réveillée.

« À l'extérieur de notre maison, quelqu'un criait le nom de ma mère et lui disait d'ouvrir la porte. Maman n'a pas répondu et a continué à me réconforter. Au bout d'un moment, les cris ont cessé. Nous pensions qu'ils étaient partis. Mais en un rien de temps, nous avons entendu des gens frapper à notre porte. Chaque fois qu'ils frappaient à la porte, ils frappaient aussi mon cœur. Juste au moment où nous pensions que la porte allait se briser et que mon cœur avait presque cessé de battre, maman est descendue. J'avais tellement peur que je ne l'ai pas suivie.

« Après une courte conversation, les policiers l'ont emmenée. J'ai pleuré et je l'ai suppliée de ne pas partir. Elle m'a dit : "Tout va bien. Rendors-toi. Je reviens bientôt." Je ne savais pas que "bientôt" pouvait être aussi long. Quand maman est revenue, c'était déjà l'été de l'année suivante. Pendant toutes ces années, quand j'étais presque prête à abandonner et à perdre espoir à cause de toutes les douleurs et les souffrances, maman n'a jamais abandonné. Elle a travaillé très dur et a été très économe pour me soutenir afin que je puisse aller à l'université. Chaque fois que je me plaignais à elle de mes frustrations, elle me disait toujours : "Ne montre pas toujours les autres du doigt. Tu devrais d'abord regarder en toi et réfléchir aux points sur lesquels tu n'as pas bien agi dans le conflit."

« Après avoir obtenu mon diplôme et être partie dans une autre ville pour travailler et vivre seule, j'ai commencé à comprendre tout ce qu'elle avait fait pour moi pendant tant d'années. C'est une mère formidable. Son amour pour moi est comme les montagnes et l'océan, solide comme un roc, mais doux.

« Juste au moment où la date de la libération de papa approchait, maman, à presque 60 ans, a été arrêtée et

condamnée à nouveau. Je veux juste vivre ma vie avec ma famille. Pourquoi un simple bonheur est-il si difficile ?

« Depuis que maman a été arrêtée, je m'inquiète tout le temps pour elle et je n'arrive pas à dormir ni à manger. Pendant que j'écrivais cette lettre, tous les souvenirs de ce que nous avons souffert et enduré, que j'avais tant essayé d'oublier, me sont revenus si vivement que j'ai éclaté en sanglots. J'ai enfin compris ce que signifie pleurer toutes les larmes de son corps. J'ai même fini par cracher du sang. Je me sentais très faible partout et les larmes ne s'arrêtaient pas. »

Cas 3 : La poétesse Fu Ying raconte la détresse de sa famille après des années de persécution¹⁹⁷

« Après avoir survécu à plus de 3000 jours de prison et enduré d'innombrables souffrances, et alors que la date de ma libération approchait, je pensais que mon printemps était enfin arrivé et que mes souffrances prendraient fin. Mais la réalité ne ressemblait en rien à ce que j'avais imaginé.

« Le 11 juillet 2010, j'ai finalement quitté la prison. À seulement 40 ans, mes cheveux étaient devenus gris depuis bien longtemps. J'étais heureuse de revoir le soleil. Chaque jour en prison, je commençais à travailler avant que le soleil ne se lève et je ne revenais que tard dans la nuit. Il y avait longtemps que je n'avais pas vu le soleil.

« De retour à la maison, mes sœurs m'ont dit qu'au cours des neuf dernières années, de nombreuses tragédies avaient eu lieu dans notre famille. Mon père Fu Chengyong et mon

troisième beau-frère étaient décédés en 2008 des suites de la persécution. Mon oncle était également décédé. Ma sœur aînée, Fu Wen, avait eu une hémorragie cérébrale trois mois avant ma libération. Elle avait été opérée et était alitée depuis.

« En fait, lorsque mon père est venu me voir en 2008 pour la dernière fois, il m'a dit : "Je ne peux plus t'attendre." Je n'avais pas compris ce qu'il voulait dire à ce moment-là. J'ai appris plus tard qu'il avait été opéré après cette visite et qu'il était mort quelques mois plus tard.

« Neuf mois plus tard, ma mère Tong Shuping nous a également quittés. Je n'ai pas eu la possibilité de remplir mes responsabilités de fille. Après le décès de mes deux parents, leur maison a également été démolie de force par les autorités.

« Ma jeune sœur Fu Yan purgeait encore une peine de treize ans pour sa pratique du Falun Gong, et la responsabilité de prendre soin de sa fille m'incombait. Lorsque j'étais en prison, c'était ma mère qui, depuis l'arrestation de ma sœur en 2001, s'était occupée de la petite Qingquan.

« Yan avait une famille heureuse. Mais après sa longue condamnation, son mari n'a pas supporté la pression et a été contraint à divorcer. Il a également refusé de s'occuper de leur fille et n'a versé aucune pension alimentaire à notre famille.

« La pauvre petite fille était privée de l'amour de sa mère et vivait avec sa grand-mère depuis l'âge de 3 ans. Je me suis dit que, même si c'était difficile, je devais prendre soin d'elle. Je n'osais pas imaginer ce qu'elle avait enduré pendant toutes ces années.

« Pour lui donner une meilleure éducation, nous avons déménagé dans la ville de Shenyang en 2012. J'ai trouvé un emploi de baby-sitter. La vie était difficile, mais elle était simple et paisible. Malheureusement, il n'a pas fallu longtemps à la police pour saccager notre domicile, me retenir en

détention pendant plus de trente jours et fermer l'école gérée par une pratiquante de Falun Gong que fréquentait Qingquan. Nous nous sommes retrouvées à nouveau sans-abri.

« Peu de temps après, j'ai rencontré mon mari, Ouyang Hongbo. Le 16 mai 2014, nous nous sommes mariés. À 46 ans, enfin, j'avais à nouveau une famille.

« Cette fois, quarante jours seulement après notre mariage, mon mari a été arrêté et condamné à six ans de prison, me laissant seule à la maison avec son père de 83 ans. Tout était si irréel, comme dans un rêve.

« Dans la persécution du Falun Gong, il y a trop de tragédies familiales et de séparations forcées comme la nôtre. La persécution doit prendre fin. J'attends avec impatience le jour où les auteurs de ces actes seront traduits en justice. »



法 輪 大 法 好

Chapitre 7 : Prélèvements forcés d'organes – un crime sans précédent

Le meurtre de pratiquants de Falun Gong afin d'utiliser leurs organes sur le marché des greffes a été mis au grand jour pour la première fois en 2006.

Une des premières personnes à avoir témoigné est Peter (pseudonyme), un journaliste qui a enquêté pendant six ans sur un complexe tenu secret, à Sujiatun, dans la province du Shenyang, où étaient emprisonnés un nombre important de pratiquants de Falun Gong. Une autre personne qui a témoigné, Annie (pseudonyme), est l'ex-femme d'un chirurgien ayant participé au prélèvement des cornées des pratiquants de Falun Gong. Tous deux ont déclaré que les organes et tissus musculaires des victimes avaient été prélevés alors même que les victimes étaient encore vivantes, et qu'ensuite, le cadavre des victimes avait été incinéré¹⁹⁸.

Peu de temps après, un médecin militaire chinois a été en mesure de corroborer le récit d'Annie, précisant que Sujiatun n'était qu'un des maillons d'une chaîne de 36 camps de concentration implantés en Chine¹⁹⁹.

Plusieurs enquêteurs et journalistes internationaux, ainsi que des organisations non gouvernementales, ont par la suite mené des enquêtes qui ont corroboré ces allégations. Minghui a publié un rapport détaillé sur le sujet en 2016, sous le titre : Rapport de Minghui sur les Droits de l'Homme : Les pratiquants de Falun Gong systématiquement assassinés en Chine pour leurs organes²⁰⁰.

7.1 Grande disponibilité d'organes et délais d'attente courts malgré des possibilités très faibles d'approvisionnement légal

Les greffes d'organes en Chine ont connu une forte croissance au début des années 2000, avec, en 2007, plus de 600 hôpitaux spécialisés dans les greffes d'organes.

Alors que le temps d'attente pour une greffe de rein ou de foie aux États-Unis varie entre deux ou trois ans, les hôpitaux chinois ont des délais de seulement une ou deux semaines. De plus, les patients peuvent prendre rendez-vous pour l'opération à l'avance, ce qui nécessite que la mort du donneur soit également prévue à l'avance.

Cette forte expansion des greffes d'organes s'est déroulée alors même que les dons étaient inexistantes. La Chine n'a commencé à mettre en place un système de dons et d'attributions d'organes au niveau national qu'à partir de 2010. L'autre et unique source d'organes identifiée par le gouvernement vient des prisonniers condamnés à mort, mais le nombre légal d'exécutions annuelles est largement en deçà du nombre de greffes effectuées et ne peut en aucun cas les expliquer²⁰¹. Par conséquent, la provenance de la majorité des organes utilisés lors des greffes en Chine n'apparaît nulle part dans les chiffres officiels.

Cet écart entre les dons et les greffes est toujours d'actualité. Alors même que le gouvernement annonce en 2015 qu'il n'utilise plus d'organes prélevés sur des condamnés à mort, et que désormais les organes proviennent tous de dons volontaires, on a découvert que ses statistiques avaient été manipulées. Le temps d'attente pour l'obtention d'une greffe continue d'osciller entre quelques jours et quelques semaines, et le tourisme de greffe en Chine est toujours aussi répandu malgré les déclarations officielles qui affirment le contraire²⁰².

7.2 Des pratiquants de Falun Gong disparaissent

Quand le Parti communiste a lancé sa campagne nationale de persécution du Falun Gong le 20 juillet 1999, des pratiquants de toute la Chine sont allés jusqu'à Pékin pour pétitionner auprès du gouvernement central et mettre fin à la persécution. Au tournant des années 2000 et 2001, au plus fort du mouvement, le Bureau de la sécurité publique à Pékin a estimé à plus d'un million le nombre de pratiquants de Falun Gong ayant pétitionné à Pékin²⁰³. Les rapports internes de la police indiquaient plus de 830 000 arrestations de pratiquants liées aux pétitions d'avril 2001 à Pékin²⁰⁴.

7.2.1 Des pratiquants non identifiés

Les chiffres ci-dessus ne prennent pas en compte les pratiquants qui ont refusé de donner leur nom à la police, de peur que leur famille, leurs collègues ou leurs amis ne soient à leur tour ciblés par les autorités. Le mode de punition collective du Parti communiste implique que les membres de la famille d'un pratiquant de Falun Gong courent le risque d'être renvoyés de leur travail ; les collègues des pratiquants de Falun Gong ou leurs supérieurs hiérarchiques peuvent se voir refuser l'octroi de bonus, et même les cadres officiels de leur gouvernement local peuvent être évincés de leur poste.

Cette politique a pour effet de retourner contre un pratiquant de Falun Gong toute personne qui a des contacts avec elle. Dans le but de protéger leur carrière, des fonctionnaires locaux plutôt passifs en temps normal ont fait tout leur possible pour empêcher les pratiquants de se rendre à Pékin. Ils ont également mobilisé leur police locale pour aller récupérer les pratiquants jusqu'à Pékin, les arrêter en masse et les ramener dans leur ville d'origine.

En conséquence, à partir des années 2000, nombre de pratiquants arrêtés ont refusé de donner leurs nom et adresse. Cette pratique, dont

de nombreux articles de Minghui de cette époque font état, était vue comme une façon d'éviter les punitions collectives. Comme le dit un pratiquant s'adressant un jour à d'autres détenus :

« Si on ne leur donne pas nos nom et adresse, même si la persécution sera plus dure pour nous, on nous libérera au bout de deux semaines. Mais si on leur donne nos nom et adresse, on sera transférés dans un centre de détention ou un camp de travail de notre ville, et nos familles, ainsi que nos collègues au travail, en pâtiront.²⁰⁵ »

7.2.2 Transferts vers d'autres régions

Minghui rapporte en août 2000 que le 19 juillet 2000, un grand nombre de pratiquants arrêtés à Pékin qui avaient refusé de révéler leur identité ont été transférés dans plusieurs centres de détention de Tianjin. Les véhicules blancs qui effectuaient les transferts de pratiquants formaient un convoi tellement long que sur l'autoroute, « on n'en voyait plus la fin »²⁰⁶.

Un pratiquant qui avait été arrêté pour avoir manifesté place Tiananmen le 29 décembre, se souvient :

« Ceux qui ne donnaient pas leur nom étaient embarqués... chaque personne recevait un numéro et il était pris en photo. La nuit du 31 décembre, la police nous a appelés par nos numéros et nous a fait monter dans des véhicules de police qui contenaient de douze à treize personnes... Le convoi s'est arrêté à Jinzhou, et nous avons été répartis dans des bus vers différents centres de détention. Nous étions 50 dans mon bus, et on nous a emmenés au centre de détention principal d'Anshan... La police nous a trompés et a proposé de nous laisser appeler nos familles, promettant qu'ils n'interféreraient

pas, mais en réalité la police locale de notre région est arrivée. Lorsque le directeur adjoint du bureau de police de Donghuashi, district de Chongwen à Pékin, est venu nous ramener [à Pékin] le 11 janvier 2001, il a pu en identifier quelques-uns par leur photo. Une fois partis du premier centre de détention d'Anshan, un policier nous a dit : "Dépêchez-vous de rentrer chez vous ! Personne ne sera libéré s'il ne donne pas son nom et ne se rend pas [à son poste de police local]. Nous avons des ordres d'en haut. Nous ne serons pas tenus pour responsables si l'un d'entre vous meurt, et personne n'en saura jamais rien."²⁰⁷ »

Une autre pratiquante a témoigné, en 2001, des conditions dans lesquelles les pratiquants non identifiés des centres de détention de Pékin étaient transportés vers le nord-est de la Chine :

« Après le 20 décembre 2000, le nombre de pratiquants envoyés vers des centres de détention a rapidement augmenté, pour atteindre des dizaines voire plus d'une centaine chaque jour... Tous les pratiquants recevaient un numéro... En l'espace de quelques jours, toutes les cellules étaient pleines. Ils étaient la cible d'interrogatoires quotidiens, devaient donner leur nom. Les gardes utilisaient des matraques électriques et d'autres formes de torture à l'encontre des pratiquants, et ils encourageaient également les autres détenus à les frapper. La majorité des pratiquants refusaient toujours de donner leur nom. Les gardes ont fini par arrêter de poser des questions et ils ont dit : "D'accord, pas de problème si tu refuses de me parler, je t'enverrai dans un endroit où à coup sûr tu parleras." »

« Début 2001, tôt le matin et tous les deux jours, des groupes de pratiquants étaient emmenés dans de grands bus.

Une jeune fille de 18 ans de la province du Shandong partageait sa cellule avec moi. Son numéro était le K28. Un matin, son numéro a été appelé par erreur. Ils l'ont mise dans le bus, mais l'ont ramenée plus tard. Elle a dit que les pratiquants étaient tous envoyés dans le nord-est de la Chine. Plus tard, les gardes eux-mêmes nous ont dit qu'ils envoyaient les pratiquants dans le nord-est de la Chine.²⁰⁸ »

7.3 Implication de l'armée

Comme le système judiciaire ne permet pas de détenir pendant longtemps des prisonniers sans avoir leur nom et leur adresse, beaucoup de pratiquants non identifiés ont été transférés vers des centres de détention militaires, dont le camp de concentration dont parle le médecin militaire mentionné en début de chapitre.

La Chine a un réseau d'hôpitaux militaires extensif, dont les hôpitaux généraux de l'Armée populaire de libération (APL) et des hôpitaux pour chacune des branches de l'APL, ainsi que des hôpitaux liés aux universités militaires de médecine. Le magazine *Life Week* a rapporté en avril 2006 que « 98 % des organes utilisés lors de greffes en Chine sont contrôlés par des systèmes indépendants du ministère de la Santé »²⁰⁹. Les hôpitaux militaires et les hôpitaux de la police armée contrôlent de larges pans de l'approvisionnement en organes, et la plupart des hôpitaux civils qui gèrent de grands nombres de greffes ont des liens étroits avec les hôpitaux militaires. Beaucoup de leurs chirurgiens travaillent conjointement avec les hôpitaux militaires.

Au cours de l'enquête qui a permis la publication du rapport *Prélèvements meurtriers*, David Matas et David Kilgour ont pu interviewer plusieurs patients qui sont allés en Chine pour y recevoir une greffe. Tous les chirurgiens chargés des opérations étaient liés à

l'armée. Un de ces patients a été admis au Premier hôpital populaire de Shanghai : son chirurgien était le docteur Tan Jianming, chirurgien en chef de l'hôpital général de Fuzhou, de la région militaire de Nanjing (anciennement connu sous le nom de 93^e hôpital). Tan officie également au 85^e hôpital militaire de l'Armée populaire de libération dans la région militaire de Nanjing, à Shanghai.

Un autre patient a d'abord été admis à l'hôpital Huashan de Shanghai (affilié à l'université de Fudan) en vue d'une greffe du foie. Il était sous la responsabilité de Qian Jianmin, directeur adjoint du service d'hépatologie à l'hôpital Huashan. Après plusieurs jours de recherche vaine de foie compatible, Qian a suggéré au patient qu'il soit transféré vers l'hôpital Changzheng à Shanghai, un hôpital affilié lui aussi à la Seconde école militaire de médecine, affirmant qu'il serait plus facile d'y trouver un organe. Le jour même du transfert à l'hôpital Changzheng, un foie compatible était trouvé.

Des exemples similaires attestant de liens étroits entre les personnels et les centres de greffes d'organes civils et militaires sont répertoriés dans le Rapport 2016 de Minghui sur les Droits de l'Homme : Les pratiquants de Falun Gong systématiquement assassinés en Chine pour leurs organes.

7.4 Prélèvements sanguins obligatoires

Les tests sanguins sont un passage nécessaire à l'identification des compatibilités entre donneurs et receveurs. Les pratiquants de Falun Gong ont été soumis de force à des tests sanguins et autres tests d'organes sur une période s'étalant d'avant 2006 jusqu'à aujourd'hui. Ces tests visent spécifiquement les pratiquants de Falun Gong et ne concernent pas les autres prisonniers.

Les tests sanguins non consentis sur les pratiquants de Falun Gong sont monnaie courante dans les camps de travail, les centres de détention, les prisons et les centres de lavage de cerveau. Des témoignages

similaires se retrouvent dans les interviews menées par David Matas et David Kilgour dans *Prélèvements meurtriers*. Comme les pratiquants dans ces structures sont torturés de façon régulière, qu'ils ne reçoivent aucun traitement médical si une pathologie venait à se développer, et parce que les résultats de ces tests ne leur sont jamais communiqués, les enquêteurs en concluent que leur but n'est pas de s'assurer de la bonne santé des pratiquants ; mais plutôt, ils ont pour but de localiser des pratiquants sains afin de dresser des listes de compatibilités d'organes.

Les autorités ont également mené des tests sanguins obligatoires en dehors de ces structures pénitentiaires d'État, soit en arrêtant les pratiquants à cet effet, soit en allant directement chez eux ou sur leur lieu de travail et en faisant les tests sanguins sur place. La police de certaines régions a affirmé que de tels tests avaient pour but de constituer une banque de données de l'ADN des pratiquants de Falun Gong^{210 211}.

7.5 Témoignages

En plus des témoignages de Peter, d'Annie et du médecin militaire du début du chapitre, des personnes impliquées de différentes manières dans ce système illégal de greffes ont reconnu les faits, exposant ainsi au grand jour les meurtres auxquels se livre le régime chinois pour obtenir des organes.

Le 17 novembre 2006, le journal le plus largement diffusé en Israël a rapporté l'arrestation de quatre hommes accusés d'avoir empoché des millions de dollars provenant de patients demandeurs de greffes. Yaron Izhak Yodukin, le PDG de Medikt Ltd, ainsi que ses associés, ont dû répondre de revenus non déclarés après avoir servi d'intermédiaires en Chine et aux Philippines à des Israéliens en recherche de greffe.

Le principal suspect a reconnu dans un journal israélien que les

organes provenaient des prisonniers en attente d'être exécutés ainsi que des prisonniers d'opinion, notamment des pratiquants de Falun Gong.

Des groupes de bénévoles qui militent pour la fin de la persécution du Falun Gong en Chine ont reçu le témoignage d'un policier en 2009 qui a assisté à une opération au cours de laquelle des médecins ont prélevé les organes d'une pratiquante de Falun Gong alors qu'elle était encore en vie. L'opération a eu lieu le 9 avril 2002 dans une salle d'opération du 15^e étage de l'Hôpital général de la région militaire de Shenyang. La jeune femme avait une trentaine d'années et travaillait comme enseignante. Elle est morte en étant consciente qu'on lui retirait ses organes. Le policier en question a également témoigné avoir assisté à des scènes où la victime était battue et violée à maintes reprises durant le mois qui précédait le prélèvement de ses organes.

7.6 Reconnaissance des faits lors d'enquêtes téléphoniques

Des enquêteurs internationaux ont contacté des hôpitaux chinois par téléphone et ont prétendu vouloir prendre des renseignements pour des tiers à la recherche d'une greffe d'organe. L'équipe médicale ainsi que d'autres personnes liées aux greffes illégales ont reconnu lors de ces conversations que les organes étaient prélevés sur les pratiquants de Falun Gong.

Voici ci-dessous quelques exemples ; au cours de ces dernières années, d'autres témoignages de ce genre ont été publiés par des bénévoles qui enquêtent sur la persécution du Falun Gong en Chine²¹².

Cas 1 : Lu Guoping, de l'hôpital Minzu de la ville de Nanning, dans la province autonome du Guangxi

Lu Guoping, un chirurgien de l'hôpital Minzu de la ville de Nanning, dans la province autonome du Guangxi, a reconnu à plusieurs reprises lors de conversations téléphoniques que la source des organes était les pratiquants de Falun Gong. Il a dit : « Certains d'entre eux sont des Falun Gong. D'autres viennent des familles des patients. » Le texte ci-dessous est un extrait de la conversation entre Lu et l'enquêteur :

L'enquêteur : « Et votre camarade de promotion vous a dit que les opérations [de greffes d'organes] qu'ils effectuaient venaient tous [d'organes prélevés sur] des Falun Gong, est-ce que c'est ça ? »

Docteur Lu : « Certains d'entre eux sont des Falun Gong. D'autres viennent des familles des patients. »

L'enquêteur : « Oh ! Eh bien je voudrais cette sorte-là pour mon enfant, ce type [d'organe] des Falun Gong, est-ce que vous pensez qu'il peut m'aider à en trouver ? »

Docteur Lu : « Il sera absolument en mesure de vous en trouver un. »

L'enquêteur : « Qu'est-ce que vous utilisiez avant [les organes des pratiquants de Falun Gong], est-ce que ça venait des centres de détention ou des prisons ? »

Docteur Lu : « Des prisons. »

L'enquêteur : « Des prisons ? Et ça venait de pratiquants de Falun Gong en bonne santé... ? »

Docteur Lu : « Exact. On était en mesure de prendre les meilleurs, car nous tenons à la qualité de nos opérations. »

**Cas 2 : Un représentant de l'hôpital de l'APL n° 307
négocie le rein d'un pratiquant de Falun Gong**

Les enquêteurs ont contacté un interlocuteur de l'hôpital de l'Armée populaire de libération n° 307, basé à Pékin. Cette personne était responsable des transactions financières. Les enquêteurs ont prétexté vouloir obtenir des renseignements pour un membre de leur famille ou pour un ami en vue d'une greffe de rein. Le contact a duré pendant plusieurs semaines.

Extrait de la conversation :

L'enquêteur : « Alors, essayez de voir pour moi si... »

Interlocuteur de l'hôpital de l'APL n° 307 : « Je vous l'ai déjà dit, non ? Je vous ai déjà dit qu'on ne vous racontait pas des histoires, on a déjà fait deux cas. Vous voyez, on a fait deux cas. »

L'enquêteur : « Vous voulez dire deux opérations qui ont eu pour source des pratiquants de Falun Gong ? »

Interlocuteur de l'hôpital de l'APL n° 307 : « C'est ça, on en a fait deux. La prison nous a dit qu'ils ont fait ça avec des Falun Gong. J'ai également dit à cette dame que, en effet, on pratique ce genre d'opérations. Maintenant, ceci dit, ça devient plus difficile qu'avant. »

L'enquêteur : « Comment faisiez-vous avant pour trouver des reins ? »

Interlocuteur de l'hôpital de l'APL n° 307 : « On allait dans le district de Xicheng (à Pékin). »

L'enquêteur : « D'accord, mais à part ça, comment pouviez-vous être sûr que (la source) c'était bien un Falun Gong, est-ce que vous pouviez en être sûr ? »

Interlocuteur de l'hôpital de l'APL n° 307 : « Comment être

à 100 % sûr que c'est un pratiquant de Falun Gong, eh bien, le moment venu... quand le moment sera venu, le patron vous dirigera vers des gens qui vous montreront des documents et des données, vous pouvez compter dessus. »

L'enquêteur : « Ah, c'est bien. »

Cas 3 : Li Honghui, directeur de l'hôpital de Yuquan (Deuxième hôpital affilié de l'université Tsinghua)

Le 28 avril 2006, un journaliste de Sound of Hope a pris contact avec Li Honghui, directeur du Département des greffes de reins à l'hôpital de Yuquan, également connu sous le nom de Deuxième hôpital affilié de l'université Tsinghua. Li a reconnu que les organes étaient prélevés sur des pratiquants de Falun Gong.

Extrait de la conversation :

Li Honghui : « Il se trouve que tous les donneurs d'organes de ces dernières années étaient des pratiquants de Falun Gong. »

L'enquêteur : « Vous voulez dire que ce type de donneur était facile à trouver il y a quelques années ? »

Li Honghui : « En effet. »

L'enquêteur : « Est-ce que vous êtes en mesure de trouver des donneurs jeunes et sains, comme ces gens qui pratiquent le Falun Gong ? »

Li Honghui : « Cette demande peut être prise en compte. Je vous dirai le moment venu. »

法輪大法好

Chapitre 8 : Persécution exercée à l'extérieur de la Chine continentale

Le Parti communiste chinois (PCC) a étendu sa persécution du Falun Gong à d'autres pays grâce à son réseau de Bureaux 610, ses consulats et ses ambassades. Ce réseau ordonne aux communautés, entreprises et associations d'étudiants chinoises d'interférer avec les activités du Falun Gong, de récolter des informations sur les pratiquants et vise à monter les autorités étrangères, les législateurs et les organisations civiles contre le Falun Gong. De plus, le PCC fait pression sur les médias en dehors de la Chine pour qu'ils ne couvrent pas les événements menés par le Falun Gong ni ne mentionnent la persécution en Chine. Il utilise également des médias d'information chinois à l'étranger pour répandre de la propagande anti-Falun Gong.

Un ancien diplomate du consulat chinois à Sydney a révélé que les ambassades et consulats chinois ont mis en place des sections politiques dont le but est de surveiller et réprimer les dissidents à l'étranger. À Sydney, par exemple, le « Groupe spécial anti-Falun Gong » du consulat était constitué d'un directeur de chaque service, dont ceux responsables de l'investigation politique, de la culture, des visas, de l'éducation, ainsi que des citoyens chinois résidents dans ce pays étranger. Ces forces d'action spéciales étaient présidées par l'ambassadeur ou le consul général²¹³.

8.1 Violence et menaces envers les pratiquants à l'étranger

Les consulats chinois recrutent des membres des communautés chinoises locales pour diffamer et harceler les pratiquants de Falun Gong qui installent régulièrement des stands pour informer et sensibiliser les gens à la persécution qui a lieu en Chine. Par exemple, le consul général de New York, Peng Keyu, a été lié à des attaques faites par des voyous sur des pratiquants de Falun Gong. Lors d'une interview téléphonique enregistrée, Peng Keyu a admis être impliqué dans le fait d'encourager des voyous à attaquer les pratiquants²¹⁴. À Hong Kong, de telles attaques sont faites par d'autres organisations servant d'antennes du PCC.

8.1.1 Des pratiquants de Falun Gong australiens visés par des coups de feu pendant la visite d'un fonctionnaire chinois en Afrique du Sud²¹⁵

Zeng Qinghong, un acteur majeur de la persécution du Falun Gong lancée par Jiang Zemin, s'est rendu en visite en Afrique du Sud en juin 2004. En apprenant que Zeng Qinghong et d'autres fonctionnaires chinois projetaient de se rendre en Afrique du Sud, neuf pratiquants australiens de Falun Gong ont pris l'avion le 28 juin pour l'aéroport international de Johannesburg. Leur but était de mettre un terme à la persécution du Falun Gong en poursuivant en justice les fonctionnaires chinois dirigeant la persécution (des pratiquants d'autres pays avaient poursuivi Jiang Zemin en justice pour génocide et torture). Comme il n'y avait pas de pratiquants de Falun Gong à Johannesburg, un pratiquant d'une autre ville d'Afrique du Sud est allé les chercher à l'aéroport. Les neuf pratiquants australiens ont quitté l'aéroport à bord de deux voitures, en direction de la résidence présidentielle des hôtes de prestige à Pretoria. Sur le chemin, quelqu'un dans une voiture blanche a ouvert le feu juste derrière

le second véhicule conduit par les pratiquants, visant les pneus et le conducteur. La voiture a été touchée au moins cinq fois. David Liang, le conducteur, a été touché aux deux pieds. La voiture a été sérieusement endommagée, puis s'est arrêtée. Les hommes armés se sont enfuis. David Liang a été emmené en urgence à l'hôpital Chris Hani-Baragwanath voisin pour des os brisés à un pied.

8.1.2 Des agents du PCC entrent par effraction chez des pratiquants pour y voler des informations

Le 8 février 2006, des agents du PCC munis d'armes à feu sont entrés par effraction chez Docteur Li Yuan, pratiquant de Falun Gong à Atlanta, en Géorgie (États-Unis). Docteur Li était le directeur technique du journal *The Epoch Times*. Les agents l'ont couvert d'une couette épaisse jusqu'à ce qu'il en suffoque presque. Puis ils ont retiré la couette et ont commencé à le frapper, principalement au niveau des tempes. Ils lui ont scotché la bouche, les yeux et les oreilles, lui ont attaché les bras dans le dos et lui ont ligoté les jambes. Il ne pouvait ni bouger, ni voir, ni crier.

L'un des hommes a demandé à Docteur Li en mandarin : « Où se trouve ton coffre ? » Ils ont fouillé l'étage et le rez-de-chaussée pendant environ une demi-heure et ont ouvert et fouillé ses armoires de dossiers. Les agents ont volé deux ordinateurs portables, mais ont laissé d'autres objets de valeur sur place. Le voisin de Docteur Li a appelé la police une fois que les intrus sont partis. Docteur Li a été conduit à l'hôpital en ambulance et son visage a nécessité quinze points de suture²¹⁶.

Le 10 mars de la même année, des voleurs se sont introduits dans la maison d'un autre pratiquant à Osaka au Japon, et ont volé deux ordinateurs de bureau, un ordinateur portable et un appareil photo digital, mais n'ont pas touché à l'argent liquide ni à d'autres objets de valeur. L'enquête policière menée sur les lieux a conclu que le cambriolage était destiné à voler des informations. Cette maison servait de siège administratif au journal *The Epoch Times*, et

l'effraction a eu lieu le lendemain du jour où le journal avait publié un article dénonçant le fait que le régime chinois tuait des pratiquants de Falun Gong pour leurs organes.

La veille du cambriolage, un journaliste chinois envoyé au Japon avait averti le personnel de *The Epoch Times* lors d'une interview : « Récemment, des pratiquants de Falun Gong ont été passés à tabac à Hong Kong et les locaux de l'imprimerie de *The Epoch Times* à Hong Kong ont été saccagés. J'aimerais rappeler aux pratiquants et aux groupes de Falun Gong du Japon d'être très prudents quant à leur sécurité. » Le propriétaire des lieux, monsieur Cai, a dit qu'il avait été harcelé par des appels téléphoniques²¹⁷.

8.1.3 Des consulats chinois poussent à des attaques ou d'autres crimes de haine sur le sol américain

Treize pratiquants à Flushing, dans l'État de New York (États-Unis), ont déposé une plainte en 2015, décrivant presque 40 incidents au cours desquels des pratiquants de Falun Gong ont été frappés, harcelés ou menacés de mort au cours d'une campagne de violence et d'intimidation bien coordonnée. Ces menaces étaient accompagnées de posters en langue chinoise, installés bien en vue dans Flushing et incitant les habitants ainsi que les visiteurs à « frapper les croyants de Falun Gong comme des rats ».

Au cours d'un incident, les pratiquantes Li Xiurong et Cao Lijun marchaient dans Flushing lorsqu'elles ont été attaquées par Li Huahong, qui rameuta presque une trentaine de voyous. Tandis que M^{me} Cao réussissait à se sauver et à demander de l'aide, les voyous retenaient M^{me} Li et hurlaient : « Tuez-la ! » et « Frappez-la à mort ! »

Le procès décrit un incident similaire au cours duquel trois pratiquants de Falun Gong marchaient dans Flushing le 14 juillet 2014, lorsque l'un des prévenus leur a dit : « Vous êtes encore pire que des chiens. Je vais tous vous rassembler et tous vous exterminer d'ici trois mois. Je vais tous vous étrangler à mort... Je vais vous achever.

J'irai arracher vos cœurs, vos foies et vos poumons. Quelqu'un vous tuera. »

En 2008, des attaques perpétrées par des voyous contre des pratiquants de Falun Gong à Flushing étaient liées au consulat chinois de New York. Le consul général Peng Keyu a reconnu lors d'un enregistrement audio, qu'il avait « encouragé secrètement » la participation des voyous, remercié les voyous personnellement, et « organisé d'autres événements ». Plusieurs sources ont rapporté au journal *The Epoch Times* que Peng payait chaque voyou entre 50 et 100 USD par jour pour participer à ces activités perturbatrices²¹⁸.

Des crimes de haine similaires ont eu lieu dans d'autres villes, soit directement provoqués par des organisations liées au PCC, soit résultant de la propagande anti-Falun Gong répandue par des médias et des associations contrôlées par le PCC. Après une suite d'attaques physiques sur des pratiquants de San Francisco, le membre du Congrès américain Ed Royce a écrit au Département d'État pour exprimer son inquiétude au sujet de la perspective « particulièrement dérangeante » de hauts fonctionnaires chinois étendant la persécution contre le Falun Gong jusqu'aux États-Unis²¹⁹. Lors de l'une de ces attaques, l'agresseur a frappé au visage un homme âgé avant de lancer un chapelet de jurons à l'encontre du Falun Gong, et ajoutant : « Si [nous] étions en Chine continentale, je te casserais les jambes. »

8.1.4 Des diplomates chinois responsables de violence et de perturbations lors de visites officielles

Lorsque des fonctionnaires chinois vont en visite à l'étranger, les consulats locaux emploient des « groupes d'accueil » pour agiter des drapeaux chinois et empêcher les délégations chinoises de voir les banderoles des pratiquants de Falun Gong, qui organisent des manifestations pacifiques afin de demander l'arrêt de la persécution en Chine.

En 2014, lorsque des groupes de bienvenue engagés par le PCC en Australie ont essayé de bloquer et même d'attaquer les pratiquants

à Brisbane et Canberra lors de la visite du président Xi Jinping à l'occasion du G20, la police locale les a refoulés, a jeté leurs drapeaux et leur a interdit de s'approcher des manifestants du Falun Gong. Les policiers ont également aidé les pratiquants à accrocher leurs banderoles bien en hauteur afin que le cortège automobile de Xi puisse les voir.

Deux diplomates chinois ont été arrêtés en Argentine et en République tchèque, car ils avaient usé de la force pour perturber des manifestations pacifiques de pratiquants locaux de Falun Gong lors de visites de délégations chinoises au cours de l'été 2014.

À Auckland et Wellington en Nouvelle-Zélande, la police a aidé les pratiquants à trouver le meilleur emplacement pour installer leurs banderoles. Lorsque les groupes de bienvenue sont arrivés, la police leur a dit de rester de l'autre côté de la rue. Sept policiers étaient postés pour protéger les pratiquants.

8.1.5 Intimidation et attaques de pratiquants et de touristes à Hong Kong

Depuis 2012, l'Association d'aide à la jeunesse de Hong Kong, qui agit comme une extension du Bureau 610 chinois, a régulièrement harcelé les pratiquants de Falun Gong et perturbé leurs manifestations à Hong Kong²²⁰. Les membres de l'Association d'aide à la jeunesse de Hong Kong portent des tee-shirts verts et encerclent régulièrement les pratiquants sur les lieux des manifestations, utilisent des mégaphones à proximité pour crier des insultes et des menaces, crachent sur les pratiquants et les agressent même physiquement. Au cours d'un incident, un individu affilié à l'Association d'aide à la jeunesse de Hong Kong a brandi un gros couteau pour menacer un pratiquant de Falun Gong. En plus de recouvrir les banderoles des pratiquants, les membres de l'Association d'aide à la jeunesse de Hong Kong déploient leurs propres banderoles diffamant le Falun Gong.

Un touriste visitant Hong Kong se rappelle un incident datant de janvier 2019²²¹ :

« Dès qu'un pratiquant commençait à parler de la persécution faite par le PCC, des membres de l'Association d'aide à la jeunesse de Hong Kong s'approchaient et l'interrompaient. Les vêtements des membres de l'Association d'aide à la jeunesse de Hong Kong étaient couverts de mots diffamant le Falun Gong. Ils portaient également des haut-parleurs et diffusaient des messages similaires.

« Ils ne laissaient pas les touristes lire les affiches des pratiquants et les intimidaient en les enregistrant et en les menaçant de diffuser ces vidéos en ligne. Chaque membre de l'Association d'aide à la jeunesse de Hong Kong avait une caméra vidéo fixée au bas du cou pour pouvoir facilement enregistrer quiconque voulait communiquer avec les pratiquants. Ils étaient très agressifs. À l'inverse, les pratiquants portaient leurs banderoles et leurs affiches de façon très pacifique. »

Le 24 septembre 2019, M^{me} Liao Qiulan, pratiquante de Falun Gong, a été attaquée par deux voyous dans le quartier Lai Chi Kok de Hong Kong. Après avoir été frappée de nombreuses fois à l'aide de matraques extensibles, elle saignait abondamment de la tête. Cette attaque a eu lieu après que M^{me} Liao a quitté le poste de police de Cheung Sha Wan où elle s'était rendue à un rendez-vous pour demander un permis pour organiser des activités du Falun Gong le 1^{er} octobre, jour de la fête nationale du PCC²²².

8.2 Persécution dans d'autres pays et rapatriement de pratiquants vers la Chine

Plusieurs États ayant des liens idéologiques avec le régime chinois ou subissant la pression directe de Pékin ont choisi de coopérer avec la politique de persécution du PCC à différents moments en arrêtant les pratiquants de Falun Gong et/ou en les rapatriant vers la Chine où la torture ou même la mort les attendent.

Cas 1 : Un couple cambodgien déporté et enfermé dans un camp de travaux forcés en Chine²²³

Un couple chinois de personnes âgées chinoises travaillait au Cambodge lorsque leur employeur a découvert qu'ils pratiquaient le Falun Gong, en inspectant de façon illégale leur courrier. Une fois que leur employeur les a dénoncés à l'ambassade de Chine, des fonctionnaires de l'ambassade et la police cambodgienne ont arrêté les personnes âgées et les ont renvoyées en Chine en août 2002, malgré leur statut de réfugiés des Nations unies. Le couple a aussitôt été emmené dans un camp de travaux forcés.

Des fonctionnaires de l'ambassade de Chine au Cambodge ont également essayé d'arrêter deux autres pratiquants âgés, qui ont réussi à éviter l'arrestation en se cachant. Un haut fonctionnaire du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés est intervenu et ces deux pratiquants se sont finalement vus offrir refuge dans un autre pays.

Cas 2 : La Russie déporte des pratiquants de Falun Gong malgré leur statut de réfugiés des Nations unies

Le 28 mars 2007, bien que les Nations unies leur aient accordé le statut de réfugié, M^{me} Ma Hui et sa fille de huit ans, Ma Jingjing, ont été emmenées de chez elles par six agents du service de déportation du Bureau de l'immigration de Saint-Petersbourg. Cette nuit-là, une policière russe et plusieurs cadres du gouvernement chinois ont forcé la mère et la fille à embarquer à bord d'un avion pour Pékin. Toutefois, la famille n'a vu ni la mère ni la fille à l'aéroport à Pékin. Plus tard, la famille a reçu un appel téléphonique d'un homme disant que Ma Jingjing était arrivée chez la sœur de M^{me} Ma, mais sans préciser si M^{me} Ma allait pouvoir rentrer à la maison. Sa famille s'est posé la question de savoir si elle n'était pas retenue par le personnel de la sécurité d'État²²⁴.

Le 12 mai de la même année, sans aucune explication ni papier officiel, plusieurs cadres de l'immigration russe sont allés chercher chez lui M. Gao Chunman, âgé de 73 ans. Ce soir-là, la police a informé son épouse russe, Mira, que les autorités avaient mis M. Gao dans un avion pour Moscou, pour y attendre le premier vol pour Pékin. M. Gao, un ancien professeur à l'université Tsinghua, avait fui la Chine à cause de la persécution du Falun Gong. Les Nations unies lui avaient accordé le statut de réfugié en 2003²²⁵.

Cas 3 : Le Vietnam condamne deux pratiquants pour avoir radiodiffusé des nouvelles non censurées vers la Chine²²⁶

En novembre 2011 à Hanoi, M. Vu Duc Trung, PDG de 31 ans d'une entreprise de technologie de pointe, et son beau-frère de 36 ans, M. Le Van Thanh, ont été condamnés respectivement à trois et deux ans de prison. Ils ont été accusés d'avoir « illégalement transmis des informations sur le réseau de télécommunications » ; ils avaient transmis des programmes d'informations de la radio Son de l'Espoir en ondes courtes vers la Chine. Les programmes radio de Son de l'Espoir diffusent généralement des rapports sur les violations des droits de l'homme, la corruption et la répression des pratiquants de Falun Gong ou d'autres groupes persécutés. Trung avait commencé les diffusions en avril 2009 et les deux hommes ont été arrêtés le 11 juin 2010.

Leur condamnation est arrivée au milieu d'une intensification encore plus grande du harcèlement vietnamien vis-à-vis de la communauté locale de Falun Gong, faisant suite à une pression directe du Parti communiste chinois. Selon l'acte d'accusation, le gouvernement vietnamien a arrêté les deux hommes après qu'une note diplomatique a été envoyée le 30 mai 2010 de l'ambassade de Chine au bureau vietnamien de l'Investigation et de la Sécurité. Dans l'acte d'accusation, on peut lire que : « La note stipulait que les services de police en Chine avaient découvert que les signaux radio venant du territoire vietnamien contenaient le même type de contenu au sujet du Falun Gong que celui entendu sur la radio Son de l'Espoir. On conseillait de faire en sorte que toutes... les activités des personnes liées au Falun Gong sur le territoire vietnamien soient attaquées et stoppées. »

Le procès était au départ prévu pour octobre. Le matin du premier jour du procès, au moins 30 autres pratiquants de Falun Gong, qui s'étaient rassemblés dans le calme devant le consulat chinois, ont été placés en détention par les autorités vietnamiennes. Selon des témoins oculaires, les personnes ont été mises de force dans un bus, certaines

de façon violente, puis ont été séparées en de plus petits groupes et envoyées à des endroits différents. Plusieurs pratiquants qui étaient en train de méditer au parc Le Van Tam ont été également arrêtés²²⁷.

Cas 4 : La Corée du Sud déporte des pratiquants et refuse le droit d'asile sous la pression du PCC

Entre 2009 et 2011, le gouvernement sud-coréen a déporté au moins dix pratiquants de Falun Gong vers la Chine et a refusé l'asile à 56 autres pratiquants. Un fonctionnaire du gouvernement sud-coréen a dit à des reporters que Li Changchun, membre du comité siégeant au Politburo, avait fait pression sur le gouvernement sud-coréen, afin de « faire sortir les pratiquants de Falun Gong de la Corée du Sud ». Ceci s'est passé peu de temps avant que le ministère de la Justice sud-coréen commence à rejeter les demandes d'asile de pratiquants de Falun Gong. Les déportations ont débuté peu de temps après²²⁸.

Yin Xiangzi, une pratiquante expulsée de Corée du Sud vers la Chine le 30 janvier 2010, a ensuite réussi à s'échapper de Chine. Ci-dessous, des extraits de ce qu'elle a subi après avoir été renvoyée en Chine²²⁹ :

« Des agents de la sécurité d'État ont fouillé illégalement mon domicile, m'ont placée sous surveillance et m'ont harcelée.

« La police a amené un ancien pratiquant qui avait été trompé par le PCC, afin d'essayer de me laver le cerveau. Cette personne était froide et calculatrice. Il n'arrêtait pas de déverser ses interprétations sournoises du Falun Gong dans mon esprit. À ce moment-là, je n'avais quasiment pas dormi depuis 72 heures et je n'avais plus les idées claires. J'ai signé

une déclaration de garantie stipulant que je promettais de ne plus jamais pratiquer le Falun Gong. Puis on m'a relâchée. Ils ont exigé que je les tienne informés avant d'aller où que ce soit. Ils ont également commencé à surveiller mon téléphone.

« Pendant les interrogatoires, j'ai découvert que le système policier du PCC avait une excellente connaissance des pratiquants de Falun Gong de Corée du Sud. À plusieurs occasions, ils ont mentionné les noms des nombreux coordinateurs de Corée du Sud, ainsi que des noms de plusieurs pratiquants qui allaient en Corée du Sud depuis la ville de Yanji. Ils m'ont demandé si je les connaissais. Ils m'ont montré une photo du Tian Guo Marching Band de Corée du Sud pendant un défilé. J'ai remarqué que j'étais sur la photo. Ils m'ont demandé d'identifier les pratiquants de Falun Gong sur la photo. Ils m'ont également montré une liste de pratiquants de Falun Gong qui avaient aidé d'autres pratiquants à faire une demande de statut de réfugié. Des agents spéciaux du PCC sont même allés sur mon lieu de pratique du Falun Gong en Corée du Sud.

« Après avoir été relâchée et même si je n'étais pas emprisonnée, j'étais dans une profonde détresse. Le Falun Gong m'avait non seulement rendu la santé, mais m'avait également offert un esprit sain. Et pourtant j'avais trahi le Falun Gong à contrecœur. J'ai ressenti du désespoir, de l'humiliation et des regrets. »

M^{me} Yin a décidé un mois plus tard de reprendre la pratique du Falun Gong. Toutefois, elle faisait profil bas, car elle était sous surveillance et était souvent filée par des individus suspects. Elle se rappelle :

« Mi-mars 2011, des membres du Bureau 610 de Yanji m'ont

appelée et ont demandé à me rencontrer dans une maison de thé. La rencontre a duré environ trente minutes. Ils m'ont dit que je pouvais retourner en Corée du Sud à une condition : que je les aide à réunir des informations sur les pratiquants de Falun Gong de Corée du Sud.

« Ils voulaient me recruter comme agent spécial du PCC et avaient prévu de m'enseigner l'usage de l'ordinateur afin que je puisse leur envoyer des informations sur le Falun Gong via Internet. J'ai refusé leur offre aussitôt. Ils ont ensuite dit que si je refusais de coopérer, il n'y avait aucun espoir que je puisse quitter la Chine. Mon nom était sur liste noire à la douane et quiconque est sur cette liste ne peut pas quitter la Chine.

« Dans les mois qui ont suivi, je n'ai pas eu de leurs nouvelles. Je vivais dans une terreur constante. J'ai déménagé d'un endroit à un autre plusieurs fois, mais ma terreur me suivait. J'ai décidé de m'évader de Chine. »

8.3 Intimidation à l'encontre des fonctionnaires étrangers et des organisations civiques

Les consulats chinois du monde entier ont pour habitude de prendre contact avec les organisations et les hauts fonctionnaires des pays dans lesquels ils sont implantés, que ce soit des personnalités politiques à l'échelle nationale ou des conseillers municipaux, dans le but de diffamer le Falun Gong et d'interférer avec les activités des pratiquants. La stratégie des consulats inclut à la fois des campagnes de désinformation et des menaces directes.

8.3.1 Interférer avec des manifestations paisibles

En plus de bloquer, de menacer et d'attaquer les pratiquants de Falun Gong qui manifestent pacifiquement afin de sensibiliser les gens à la persécution en Chine, le PCC fait également pression sur des gouvernements étrangers pour qu'ils refusent aux pratiquants leur droit légal de se rassembler et de parler librement lors de visites officielles chinoises. Certains gouvernements ont violé leurs propres lois en accédant aux exigences du régime chinois.

Cas 1 : L'Islande s'incline devant la pression du PCC et empêche les pratiquants d'entrer sur le sol islandais

Lorsque le leader du PCC Jiang Zemin s'est rendu en visite en Islande en juin 2002, le gouvernement islandais a interdit aux pratiquants de Falun Gong d'entrer dans le pays après avoir subi des pressions de la part de fonctionnaires chinois. Cela a déclenché une vive réaction de la part des citoyens islandais, qui se sont rassemblés pour soutenir les pratiquants de Falun Gong²³⁰. « On ne parle que de cela en ville... le pays tout entier est derrière le Falun Gong », a déclaré Joel Chipkar, un pratiquant de Falun Gong du Canada qui était en Islande pour quelques jours. « Chaque média, chaque chaîne de télévision, chaque station de radio, chaque journal... c'est le scoop ici. »

Le 9 juin 2002, un grand groupe d'Islandais s'est joint aux pratiquants de Falun Gong dans un parc pour apprendre les exercices de Falun Gong et exprimer leur inquiétude face à cette situation. « Je suis avec vous », a dit un homme, qui a ajouté : « Si les représentants chinois essaient de vous tirer dessus, il faudra d'abord qu'ils me tirent dessus. »

« Nous avons reçu une très grande quantité de mails et d'appels téléphoniques de soutien de la part des Islandais », nous a rapporté le porte-parole du centre du Falun Dafa Peter Jauhal. « Nous sommes

tous touchés et encouragés par cette avalanche de soutien. »

La plupart des lettres exprimaient l'indignation face à l'exclusion des pratiquants de Falun Gong émise par le gouvernement islandais pendant la visite de Jiang. Beaucoup de personnes ont proposé d'organiser des appels pacifiques contre la persécution du Falun Gong au nom de ceux à qui on avait interdit l'accès au pays.

Cas 2 : La Serbie interdit l'entrée aux pratiquants de Falun Gong pendant le sommet chinois

Onze Européens, pratiquants de Falun Gong, ont été sortis de force de Belgrade en Serbie avant le sommet CEE-Chine (Europe du centre et de l'Est) qui a eu lieu les 16 et 17 décembre 2014. Ils ont été détenus à l'extérieur de Belgrade pendant le sommet et ensuite déportés vers la Bulgarie, la Slovaquie et la Finlande à l'issue du sommet. Les autorités locales ont rejeté la demande d'autorisation des pratiquants de manifester, sans leur donner de raison²³¹.

Cas 3 : Interdiction à des pratiquants de se rendre à Hong Kong pour participer à une manifestation pacifique²³²

Environ 70 pratiquants de Falun Gong de Taïwan ont été expulsés de Hong Kong les 26 et 27 avril 2019, alors qu'ils allaient prendre part à une « marche commémorative du 20^e anniversaire de l'appel du 25 avril ». Ils étaient tous en possession de documents de voyage en règle pour se rendre à Hong Kong.

M^{me} Ding, l'une des pratiquantes taïwanaises expulsées de Hong Kong, se rappelle :

« L'expression de l'agent des douanes à Hong Kong s'est tendue lorsqu'il a vu mon nom. Il m'a demandé de remplir un formulaire et m'a emmenée dans une petite pièce. Il m'a dit que même si j'avais un visa en bonne et due forme, le règlement m'interdisait de pénétrer sur le sol de Hong Kong. »

Le Conseil des affaires continentales de Taïwan a fait une déclaration condamnant la maltraitance des citoyens taïwanais par le gouvernement de Hong Kong. « Nous considérons la liberté de parole et la liberté de pratiquer une religion comme des droits humains élémentaires. Nous espérons que le gouvernement de Hong Kong pourra réagir de façon rationnelle et respecter l'expression pacifique et légitime des citoyens de Taïwan », a déclaré M. Chiu Chui-cheng, vice-ministre et porte-parole du Conseil des affaires continentales. Puis il a ajouté qu'il se demandait comment le gouvernement de Hong Kong avait pu obtenir des informations quant aux projets de voyage de citoyens taïwanais et choisir d'interdire à tous les pratiquants de Falun Gong d'embarquer à bord de l'avion, ajoutant que la prochaine étape serait de fouiller la vie privée des citoyens taïwanais.

8.3.2 Interférences avec des activités de communautés locales

Lorsque des pratiquants font des demandes pour participer à des défilés ou d'autres événements de communautés locales, les consulats chinois prennent souvent contact avec les organisateurs pour exiger que les pratiquants de Falun Gong soient exclus et qu'ils ne reçoivent plus de soutien pour leurs activités.

À San Francisco, la Chambre de commerce chinoise – dirigée par Rose Pak, amie personnelle de Jiang Zemin – a maintes fois empêché les pratiquants de prendre part à la parade du Nouvel An chinois. Rose Pak était en relation étroite avec le consulat chinois et a soutenu activement la persécution du Falun Gong dans la région de la baie de

San Francisco²³³.

Au Danemark, l'invitation faite aux pratiquants de Falun Gong à participer à un festival culturel asiatique en 2002 a été soudain annulée quand d'autres organisations chinoises ont menacé de se retirer du festival, car ils avaient subi des pressions de la part du gouvernement chinois. Selon le journal danois Politiken, « L'ambassade de Chine à Copenhague était mécontente qu'à l'origine il [le Falun Gong] fasse partie du paysage du festival, même si les pratiquants avaient seulement prévu de présenter une danse [traditionnelle] chinoise. » Les organisateurs du festival ont plus tard donné l'auto-risation aux pratiquants de prendre part au dernier des trois jours du festival²³⁴.

Lors du défilé de Noël 2018 à Perth en Australie, les pratiquants de Falun Gong ont été informés le matin même du défilé qu'ils n'étaient pas autorisés à montrer des banderoles du Falun Gong ni à porter des tee-shirts portant le nom de Falun Gong, et que la chaîne de télévision couvrant l'évènement n'avait pas le droit de mentionner le Falun Gong. Aucun autre groupe du défilé n'avait eu de telles restrictions. Le journal national *The Australian* a déclaré qu'un homme disant travailler pour le consulat général de Chine à Perth avait appelé les organisateurs du défilé la veille et leur avait dit d'interdire aux pratiquants de participer²³⁵.

En Écosse, le consulat chinois a écrit aux organisateurs du festival One World en 2003, exigeant que le festival retire du programme un atelier animé par des pratiquants. Les organisateurs n'ont pas tenu compte de la réclamation et ont répliqué : « Nous pouvons inviter qui nous voulons !²³⁶ »

8.3.3 Interférences avec des représentations de Shen Yun

Shen Yun Performing Arts est une compagnie de danse et musique classiques chinoises fondée par des pratiquants de Falun Gong. Sa mission est de faire revivre l'essence de la culture traditionnelle

chinoise au travers des arts de la scène. Étant donné que certains des morceaux du programme de Shen Yun représentent la persécution du Falun Gong sur scène, le PCC a systématiquement tenté de saboter le spectacle depuis sa création en 2006.

L'une des stratégies du PCC consiste à ordonner à ses ambassades et à ses consulats dans le monde entier de faire pression auprès des théâtres pour qu'ils ne signent pas de contrat avec Shen Yun ou bien d'annuler certains accords déjà signés. On menace les directeurs de théâtres en leur disant que les relations économiques et politiques de leur pays avec la Chine pourraient être endommagées s'ils n'obtempèrent pas²³⁷. Cette stratégie a toutefois remporté peu de succès, car très peu de salles de spectacles ont annulé leurs contrats avec Shen Yun. Par exemple, deux entreprises allemandes partenaires de Shen Yun ont reçu des appels téléphoniques de la part du consulat chinois de Francfort, mais elles ont refusé de mettre un terme à leur partenariat. L'une des entreprises a réagi en disant : « En Allemagne, nous avons la liberté d'expression. Nous décidons de ce que nous voulons faire.²³⁸ »

Un petit nombre de lieux a toutefois cédé sous la pression chinoise. Par exemple le Royal Danish Theater s'est soudain retiré d'un accord quasiment finalisé après que l'ambassade de Chine a mentionné que Shen Yun leur posait problème, lors d'une réunion avec le ministre des Affaires étrangères danois en 2007. Suite à d'autres refus dans les années qui ont suivi, il a été révélé en 2018 que l'ambassade de Chine avait demandé au Royal Theater de refuser à Shen Yun l'accès à la scène nationale²³⁹.

En Corée du Sud, le régime chinois a menacé le Korean Broadcasting Service (KBS) d'une perte de revenus de huit milliards de dollars américains venant de ses accords commerciaux avec la Chine si l'entreprise permettait à Shen Yun de se produire dans le KBS Hall. KBS a annulé son contrat avec Shen Yun à la suite de cela. Cette annulation a été invalidée par le tribunal du district Sud de Séoul, mais cette même cour a plus tard annoncé un renversement de sa décision une demi-heure avant que tous les bureaux de l'administration, les cours

de justice, les ambassades et les théâtres ne ferment pour un jour férié national, ne laissant le temps pour faire appel de cette décision qu'après les dates prévues pour les représentations²⁴⁰.

En plus des menaces, le PCC a adopté des tactiques plus sournoises, telles que détériorer les véhicules de la tournée de Shen Yun. Dans l'un des cas, une incision avait été faite dans le pneu avant d'un bus de façon à ce qu'il ne se dégonfle pas instantanément, mais qu'il explose sous la pression élevée une fois sur l'autoroute. Toutefois, le dommage a été découvert lors d'une inspection et il n'y a eu aucun blessé²⁴¹.

En 2010, sept représentations à guichet fermé à Hong Kong ont dû être annulées après que six membres essentiels de la production se soient vus refuser un visa d'entrée pour la région chinoise autonome. Bien que les organisateurs du spectacle aient effectué la demande de visa en octobre 2009, le refus ne leur a été signifié que le 27 janvier suivant, une semaine avant le début des représentations. Au vu de la date tardive de la décision, les organisateurs n'avaient plus le temps de faire un recours par voie légale²⁴².

Les consulats chinois ont également essayé d'intimider les spectateurs pour les empêcher d'aller assister au spectacle. Dans certaines villes d'Amérique du Nord, ces menaces étaient relayées par des associations d'étudiants ou d'entreprises chinoises. Certains consulats ont également dit aux étudiants chinois qu'ils ne pourraient pas retourner en Chine s'ils apparaissaient sur des photos ou des vidéos diffusées pour la promotion du spectacle²⁴³.

En dépit de ses intentions, les efforts du PCC pour empêcher les femmes et les hommes politiques ou autres spectateurs d'aller voir Shen Yun ont en fait servi à promouvoir le spectacle. En réponse à l'envoi d'informations diffamatoires venant d'ambassades chinoises, un législateur allemand a en réalité aussitôt décidé d'aller voir le spectacle et le président et un vice-président du Parlement européen ont conjointement envoyé une lettre de félicitations afin d'offrir leurs meilleurs vœux de succès pour Shen Yun en Allemagne²⁴⁴.

8.3.4 Interférences avec le pouvoir législatif

Une résolution condamnant la persécution du Falun Gong en Chine (SJR-10) a été acceptée par le comité judiciaire du Sénat de l'État de Californie (États-Unis) le 31 août 2017. Contre toute attente, le sénat a toutefois voté pour que cette loi soit renvoyée à une date ultérieure devant un comité de consultation légale, ce qui a surtout empêché que cette loi passe devant le sénat pour y être votée le 1er septembre, comme initialement prévu.

La raison invoquée pour ce vote surprise était que les sénateurs avaient reçu des emails en provenance du consulat chinois de San Francisco suggérant que le vote de cette résolution pourrait « saboter l'amitié et le développement durable des relations entre la Californie et la Chine²⁴⁵ ».

Cette décision a incité les pratiquants de Falun Gong à organiser des rassemblements à San Francisco, Sacramento, Los Angeles et San Diego. Joel Anderson, sénateur de la Californie à l'initiative de cette loi, a exprimé son indignation face à l'extension faite par le régime chinois de la répression de liberté d'expression envers le Sénat de l'État de Californie et à son interférence en tant que pouvoir étranger dans la procédure législative américaine.

Il est à noter que Randy Voepel, membre de l'assemblée législative et co-signataire de la résolution, avait reçu au préalable une lettre de menace du consulat chinois de Los Angeles alors qu'il était maire de Santee en Californie. La lettre diffamait le Falun Gong et présentait une liste d'exigences : « Nous espérons que la ville, compte tenu des relations entre la Chine et les États-Unis et dans l'intérêt de ses concitoyens, va bien prendre en considération les demandes suivantes : n'accorder à l'organisation du Falun Gong aucune récompense et aucun soutien, tel que dédier une semaine ou un jour en particulier au Falun Gong, ni au Falun Dafa ni à son fondateur. Nous demandons également à la ville de ne pas autoriser le Falun Gong à s'inscrire... », etc²⁴⁶.

Dans le Minnesota, peu de temps après que deux projets de loi

(SF2090-HF2166) condamnant les prélèvements forcés d'organes sur des pratiquants de Falun Gong pratiqués par le régime chinois ont été présentés à la chambre et au sénat en 2015, le consulat chinois à Chicago a fait pression sur les législateurs de l'État, essayant de bloquer ces projets de loi avant qu'ils ne puissent être débattus en sous-comités. Le consulat a envoyé des lettres calomniant le Falun Gong aux législateurs, et le consul général adjoint a rencontré le sénateur du Minnesota, Dan D. Hall, auteur du projet SF2090. Le sénateur Hall a ensuite mis un commentaire sur son site web au sujet de cette rencontre et a réaffirmé l'importance de la liberté d'expression et de religion²⁴⁷.

8.3.5 Campagnes d'emails frauduleux visant à discréditer les pratiquants de Falun Gong

Le régime chinois a entrepris de multiples campagnes d'emails frauduleux dans le but de diffamer le Falun Gong aux yeux des fonctionnaires des pays étrangers. Ces emails sont envoyés au nom de pratiquants de Falun Gong à l'étranger, mais ils ne contiennent que des menaces et des phrases méprisantes, et on peut généralement en remonter la trace jusqu'en Chine continentale.

Vers le 13 mai 2015, à l'occasion de la Journée mondiale du Falun Dafa, des membres du Parlement canadien ont commencé à recevoir des emails de deux sources différentes. L'expéditeur du nom de « Andrew Tang » traitait le destinataire d'« idiot », car il n'assistait pas aux célébrations de la Journée mondiale du Falun Dafa, perdant « [sa] dernière occasion d'être sauvé ». L'autre expéditeur écrivait au destinataire : « Vous attendre équivaut à une ÉLIMINATION TOTALE ! » Le numéro deux du Parti écologiste Bruce Hyer a dit à des pratiquants : « Cela ne faisait aucun sens pour moi et j'ai aussitôt compris qu'il était vraisemblable que ces emails provenaient d'ailleurs.²⁴⁸ »

Des emails similaires ont été reçus par des fonctionnaires aux États-Unis, en France, en Norvège, en Australie et en

Nouvelle-Zélande. Après le tremblement de terre de Christchurch en 2011, des agents du PCC ont envoyé des emails aux conseillers municipaux d'Auckland, se faisant passer pour des pratiquants de Falun Gong et prétendant que le tremblement de terre avait eu lieu, car les gens là-bas ne croyaient pas au Falun Gong. Docteur Cathy Casey, conseillère municipale, a dit qu'elle pensait que ces emails provenaient du régime chinois, car tous les conseillers d'Auckland avaient auparavant reçu des emails officiels du consul général chinois diffamant le Falun Gong et pressant les gens de ne pas assister au spectacle Shen Yun, programmé à Auckland au mois de février de cette année-là²⁴⁹.

8.3.6 Acheter l'influence politique avec des réceptions somptueuses et du chantage

Le régime chinois invite régulièrement des politiques, des professeurs, des professionnels et d'autres personnalités étrangères influentes à visiter la Chine, où ils reçoivent un traitement royal en échange de soutien envers les positions de la Chine et d'éloges envers le régime à leur retour chez eux. Beaucoup de ceux qui ont bénéficié de ces largesses ferment les yeux sur les violations des droits de l'homme perpétrés par le PCC ou bien aident activement le régime à couvrir ses crimes.

Cas 1 : Le maire de Vancouver fait démonter le site de manifestation du Falun Gong à son retour de Chine

Des pratiquants de Vancouver au Canada ont commencé à manifester pacifiquement 24 h sur 24 devant le consulat chinois en août 2001, ce qui a permis à beaucoup d'habitants d'être informés de la persécution du Falun Gong en Chine. Le consul général Yang Qiang a demandé au maire Li Jianbao de retirer les installations des

manifestations des pratiquants, mais Li a refusé, en citant les valeurs canadiennes de liberté d'expression et de croyance. Yang a plus tard admis publiquement avoir demandé de nombreuses fois à la ville de Vancouver d'évacuer les pratiquants de Falun Gong qui manifestaient, mais sans succès.

Quand Sam Sullivan a été élu maire de Vancouver en 2005 et qu'il est revenu d'un voyage en Chine, il a déposé une demande d'injonction auprès de la Cour suprême de Colombie-Britannique en 2006 pour faire retirer les pancartes de manifestations des pratiquants de Falun Gong ainsi que la petite cahute bleue qui étaient installées devant le consulat depuis plus de cinq ans. Cette injonction a été accordée en 2009, mais l'année suivante, les pratiquants ont plus tard gagné en appel à la Cour d'appel de Colombie-Britannique.

Sullivan a d'abord nié avoir eu un quelconque contact avec le consulat chinois avant de prendre la décision de démanteler le site de manifestation. Plus tard, lorsqu'on lui a posé la question à nouveau, il a dit avoir été invité par Yang Qiang à un dîner privé dans la résidence de l'ex-consul général, où Sullivan avait dit à Yang qu'il avait déposé la demande à la Cour suprême de Colombie-Britannique et qu'il attendait une décision imminente.

Les journaux contrôlés par le PCC ont publié plusieurs articles faisant l'éloge de Sullivan. Le journal, *The Vancouver Sun*, a publié une interview de Sullivan dans laquelle il déclarait : « Pendant ma visite en Chine, j'ai été accueilli avec le tapis rouge et traité comme un empereur. Il est dommage que Vancouver n'ait pas un budget aussi important pour que je puisse leur rendre la pareille.²⁵⁰ »

Cas 2 : Un ancien membre du Parlement canadien se souvient de ses propres voyages en Chine

Rob Anders, ancien parlementaire canadien, se rappelle comment le régime chinois essayait systématiquement de gagner ses faveurs et celles des autres personnalités politiques canadiennes : « Le premier appât qu'ils lancent est un accord commercial. Si vous ne mordez pas à cet hameçon, ils lancent le second : de jolies jeunes femmes. Si vous ne tombez toujours pas dans le piège, ils essaieront l'alcool ou d'autres choses. »

Il a remarqué que le PCC traitait toute la délégation et les membres des familles des fonctionnaires de la même façon : « Je sais que lorsque l'équipe d'un ministre allait en visite en Chine, à chaque fois sans exception une jeune femme venait et demandait s'ils avaient envie de s'amuser, d'aller dîner ensemble ou d'aller faire un karaoké. Donc ils buvaient et s'amusaient. Puis c'était comme une réaction en chaîne... On vous montrait une vidéo de vous en Chine. [On vous disait] : "Vous savez, on est amis, hein ? On n'a pas envie que ce genre de vidéo gêne votre carrière, donc on vous rendra cette vidéo, mais on ne peut pas vous garantir qu'il n'y ait pas de copies. Vous comprenez que nous sommes amis, donc maintenant que nous vous avons tellement aidés, vous ne pensez pas que vous devriez nous montrer un peu de reconnaissance ?" »

Anders a décrit un autre cas dans lequel il s'est rendu en Chine avec un autre parlementaire, qui avait amené avec lui son fils de 14 ans. Cinq minutes après être arrivés à leur hôtel, une Chinoise a frappé à la porte du fils, lui a fait des remarques flatteuses et l'a invité à aller manger, à faire un karaoké et à danser. Son fils est parti avec la jeune femme et n'est pas réapparu de toute la semaine qu'a duré leur séjour²⁵¹.

Autres exemples d'influence par des faveurs ou du chantage

Le maire d'Ottawa Larry O'Brien faisait une déclaration chaque année lors de la Journée mondiale du Falun Dafa. Toutefois, après s'être rendu en Chine pour affaires, il a refusé de faire cette déclaration en mai 2010, expliquant qu'il « s'était engagé » auprès de la Chine²⁵².

L'ex-diplomate chinois Chen Yonglin a décrit le cas d'un membre du Parlement australien qui avait eu des relations sexuelles avec une jeune fille de moins de 16 ans en Chine. Il a été détenu, enregistré et relâché sans que cela ait été rendu public. Plus tard, il s'est exprimé à la télévision en faveur du gouvernement chinois. Chen a expliqué : « Lorsque d'importantes délégations se rendent en Chine, ils sont sous une surveillance stricte et si nécessaire, le PCC les piègera. Peu importe que la délégation vienne d'Australie ou du Canada.²⁵³ »

8.4 Censure de médias internationaux

Le PCC a également utilisé les ambassades et consulats chinois pour censurer les médias en langue chinoise à l'étranger. Par exemple, le consul général de Melbourne en Australie a ordonné aux patrons de journaux chinois locaux de ne publier aucun article lié au Falun Gong sans les faxer au préalable au consulat chinois pour y être approuvés. En conséquence, les journaux chinois de Melbourne refusent de publier des articles sur le Falun Gong depuis ; certains médias ont dit aux pratiquants que la pression exercée sur eux était trop forte.

En 2008, Reporters sans frontières à Paris a publié un dossier audio montrant qu'Eutelsat, un opérateur satellite français, avait

arrêté d'émettre la chaîne NTD, une chaîne de télévision indépendante fondée par des pratiquants de Falun Gong, vers la Chine, car le PCC exerçait une pression sur Eutelsat. L'ambassadeur de Chine en Italie, Sun Yuxi, a dit lors d'une interview téléphonique : « J'ai pris contact avec le président et le vice-président d'Eutelsat. Je leur ai demandé pourquoi ils aidaient le Falun Gong à émettre en Chine. Ils m'ont dit qu'ils n'en avaient pas eu l'intention, qu'on les avait piégés, et patati et patata. En tous les cas, c'était ça leur explication. »

Eutelsat a tenu Sun informé juste après avoir arrêté d'émettre. Sun a ajouté : « Ils nous ont également promis qu'ils ne seraient plus mêlés aux affaires du Falun Gong. Je les ai félicités d'avoir arrêté les émissions. Je leur ai également dit de ne plus se mêler de cela. Je leur ai dit qu'ils devaient collaborer avec nous et promouvoir l'image positive de la Chine. Ils n'ont pas arrêté de s'excuser et ont promis que cela n'arriverait plus. »

Quand on a demandé à Sun ce qu'Eutelsat allait recevoir en contrepartie, celui-ci a expliqué : « Ils veulent collaborer avec la Télévision centrale chinoise. De plus, Eutelsat a des satellites de communication et de météorologie, donc ils veulent collaborer avec l'industrie aérospatiale chinoise. Ils veulent louer notre équipement pour lancer leurs satellites.²⁵⁴ »

Toutefois, tous les médias d'information ne se plient pas aux injonctions du PCC. Début mars 2001, le consul général chinois de San Francisco a écrit au *World Journal*, ordonnant à la publication d'arrêter d'imprimer des annonces pour le Falun Gong, ajoutant que de publier de telles annonces allait entacher la réputation du journal. Un dirigeant du journal a dit que le Falun Gong était libre d'avoir son propre point de vue.

8.5 Pression sur les entreprises en dehors de la Chine

De la même façon que le PCC emploie des méthodes brutales pour que les firmes étrangères implantées en Chine censurent l'information sur le Falun Gong et s'engagent à discriminer ses pratiquants, certaines entreprises implantées à l'extérieur de la Chine s'inclinent elles aussi sous la pression du régime afin de protéger leur accès au marché chinois.

Cas 1 : Le Marriott de Bangkok annule les séances d'exercices de Falun Gong²⁵⁵

À l'occasion d'une conférence nationale de la santé à Bangkok en 2003, le directeur du centre de bien-être du Bangkok Marriott Resort & Spa de Royal Gardens Riverside a invité le docteur Paitoon à enseigner les exercices de Falun Gong dans l'hôtel. Trois semaines après le début des séances, le docteur Paitoon a reçu un appel téléphonique d'un des directeurs de l'hôtel, l'informant que les séances ne pouvaient plus avoir lieu. Le directeur a reconnu que l'hôtel avait reçu des pressions de l'ambassade de Chine pour annuler les séances.

Un employé du centre de bien-être a dit plus tard à un journaliste qu'un client chinois s'était plaint à propos du cours de Falun Gong et que certains Thaïlandais avaient également une vision négative du Falun Gong, après avoir été influencés par les médias chinois en Thaïlande.

Cas 2 : Une acupunctrice britannique forcée d'abandonner son travail après que le consulat chinois a fait pression sur le cabinet médical²⁵⁶

Zhao Liping, docteur en médecine traditionnelle chinoise et praticante de Falun Gong, a été engagée en tant qu'acupunctrice dans un cabinet de médecine chinoise à Édimbourg en novembre 2002. En septembre de l'année suivante, elle a reçu une lettre du directeur du cabinet médical lui demandant de ne pas parler du Falun Gong au cabinet. Une semaine plus tard, au cours d'une conversation avec le directeur du cabinet médical, M^{me} Zhao a découvert que le cabinet avait reçu une lettre d'avertissement du consulat chinois à Édimbourg.

M^{me} Zhao a déclaré : « Je n'ai rien fait de mal. Je suis docteur en médecine chinoise. Il est naturel pour moi de présenter le Falun Gong à mes patients. Le Falun Gong aide efficacement les gens à obtenir une bonne santé physique et mentale, ce qui est un fait bien connu. Je pratique le Falun Gong depuis de nombreuses années et j'ai beaucoup bénéficié de ma cultivation. En Chine, il ne fait pas l'ombre d'un doute que je serais renvoyée si je parlais du Falun Gong sur mon lieu de travail. Mais à ma grande surprise, ce genre de chose arrive au Royaume-Uni. »

8.6 Infiltration dans le système éducatif

Le PCC a établi une présence dans les universités et établissements scolaires occidentaux afin d'exporter son idéologie et étendre son contrôle et sa « lutte » contre les pratiquants de Falun Gong et autres groupes ciblés dans le monde. Le régime a ainsi pu mener la persécution du Falun Gong par son contrôle des instituts Confucius et

des associations d'étudiants chinois, et en contraignant les universités à se plier à ses exigences de censure en utilisant des menaces d'ordre économique.

8.6.1 Les instituts Confucius

Pendant la plus grande partie de son règne, le PCC a dénoncé le confucianisme, l'une des pierres angulaires de la culture traditionnelle chinoise, surtout pendant la Révolution culturelle. Ces dernières années cependant, le régime a établi des « instituts Confucius » sur les campus universitaires du monde entier. En 2013, 440 instituts Confucius avaient ouvert dans 120 pays et 646 salles de classe Confucius fonctionnaient en collège et école primaire.

Plutôt que d'enseigner la culture traditionnelle chinoise et les valeurs confucéennes, ces instituts sont davantage utilisés par le PCC pour exporter son idéologie communiste au nom de l'enseignement culturel et linguistique, ceci faisant partie de sa campagne de « front unifié » pour infiltrer la société occidentale²⁵⁷. Les formateurs des instituts Confucius sont surveillés de près par les autorités chinoises et doivent orienter les conversations en classe pour promouvoir les points de vue du PCC sur des sujets tels que les droits de l'homme et le Falun Gong.

Un étudiant de l'institut Confucius de Sofia en Bulgarie se rappelle : « En aucune façon je n'ai compris quoi que ce soit sur les enseignements du philosophe chinois Confucius, ni n'ai eu un aperçu de la philosophie asiatique, mais j'ai plutôt ressenti... l'esprit du Parti [communiste].²⁵⁸ »

Un nombre croissant d'universités et d'établissements scolaires ont décidé de fermer leurs instituts Confucius après avoir compris leurs intentions non déclarées. Par exemple, le conseil d'administration des écoles du district de Toronto (TDSB), le conseil d'administration des écoles le plus grand du Canada, a décidé de mettre un terme à son accord avec l'institut Confucius en 2014. Michel Juneau-Katsuya, ex-directeur du Service canadien des renseignements

et de la sécurité pour l'Asie-Pacifique, a déclaré au TDSB : « Il y a des informations accessibles au public stipulant clairement que les services de contre-espionnages occidentaux ont identifié les instituts Confucius comme des formes d'agences d'espionnage utilisées par le gouvernement chinois et employés par le gouvernement chinois. » Pamela Gough, membre du TDSB, a dit que « des relations directes entre les instituts Confucius et le Parti communiste chinois » ont permis aux membres du TDSB de prendre leur décision, ajoutant que « [les membres du TDSB] se sentaient très mal à l'aise à cause du manque de liberté de parole des enseignants recrutés depuis la Chine pour venir enseigner ici »²⁵⁹.

La même année, plus de 100 professeurs de l'université de Chicago ont cosigné une lettre exhortant les dirigeants de l'université à révoquer le contrat de l'université avec Hanban, la direction générale de l'institut Confucius. Cette lettre disait, entre autres, que le « problème substantiel est qu'il s'agit vraiment d'un genre d'arrangement anormal par lequel une entité se trouvant en dehors de l'université, qui plus est une entité puissante et qui a de grands intérêts à ce qui est enseigné, est dans les faits en train d'exercer une influence dangereuse sur qui enseigne et sur ce qui est enseigné, en notre nom et dans notre programme universitaire ».

L'Association canadienne des professeurs d'université (CAUT) a voté une résolution en décembre 2013 pour mettre fin à tous les liens avec les instituts Confucius, à cause de l'influence importante exercée sur les instituts par le PCC. Le directeur général du CAUT, James Turk, a déclaré : « En acceptant d'accueillir les instituts Confucius, les universités canadiennes de premier et de second cycles compromettent leur propre intégrité en laissant le Chinese Language Council International avoir son mot à dire dans nombre de sujets relevant du domaine universitaire, tels que les programmes, les textes et les sujets de débats en classe. Une telle interférence représente une violation fondamentale de la liberté d'enseignement.²⁶⁰ »

8.6.2 Les associations d'étudiants et universitaires chinois (CSSA)

Beaucoup d'associations d'étudiants chinois sur les campus universitaires sont financées et contrôlées par une ambassade ou un consulat chinois qui ordonnent aux associations d'aller déranger des événements organisés par des pratiquants de Falun Gong, et qui recrutent des étudiants chinois pour aller menacer ou espionner les pratiquants. Au consulat chinois de Sydney, par exemple, le service de l'éducation avait pour mission d'encourager les étudiants chinois à diffamer le Falun Gong dans leurs universités, de fournir des documents de propagande anti-Falun Gong aux associations d'étudiants chinois, de « déployer des étudiants internationaux pour s'engager dans des batailles ciblées » contre les pratiquants de Falun Gong lorsque ceux-ci organisaient des manifestations lors d'occasions spéciales, et de recruter des étudiants « fiables » pour « aider [le consulat] à comprendre la situation »²⁶¹.

1) Manipulation des élections pour mettre en place des présidents d'associations pro-PCC

Les consulats chinois gagnent généralement les faveurs des présidents d'associations d'étudiants chinois en leur faisant bénéficier d'avantages personnels, tels que des invitations à des fêtes au consulat, en leur demandant d'organiser des comités d'accueil lorsque des fonctionnaires chinois viennent en visite dans leur région, et en leur faisant rencontrer des dirigeants d'entreprises ou des dirigeants politiques en Chine et dans des communautés chinoises à l'étranger²⁶². On sait également que des fonctionnaires de consulats ont manipulé les élections de ces associations en incitant les étudiants à soutenir et favoriser les candidats pro-PCC et attaquer les candidats de l'opposition.

Avant l'élection du président de la CSSA de l'université du Minnesota en 2004, deux membres du service de l'éducation au

consulat chinois à Chicago ont invité plus de dix membres du bureau du comité de la CSSA à dîner, parmi lesquels figuraient deux pratiquants de Falun Gong Wang Xiaodan et Chi Xuedong. L'un des fonctionnaires de l'ambassade a pris en note les noms de chacun des Chinois ainsi que leurs données personnelles, telles que le nom de l'université chinoise dans laquelle ils avaient obtenu leur diplôme, leur adresse en Chine, des informations concernant leurs parents et s'ils avaient l'intention de retourner en Chine ultérieurement. Une fois que Wang et Chi sont partis, l'autre fonctionnaire a dit aux étudiants : « S'il y a des activités organisées par le Falun Gong dans votre université, vous devez protester et manifester contre cela. Tant que vous êtes aux États-Unis, vous pouvez seulement compter sur le consulat chinois. Si quelque chose vous arrive aux États-Unis, seul le consulat peut vous représenter. »

Wang Xiaodan se présentait à la présidence contre un étudiant appelé Li Ming. Plus d'une centaine d'étudiants se sont rendus aux urnes le jour de l'élection, une participation encore jamais vue. Lorsque Li Ming a fait son discours, il a dit : « Le Falun Gong essaie de contrôler la CSSA. » Lorsque ce fut le tour de Wang Xiaodan de prendre la parole, des étudiants ont créé des problèmes et ont employé un langage ordurier. Lorsqu'une étudiante qui ne pratiquait pas le Falun Gong a voté pour Wang Xiaodan, elle a été aussitôt attaquée et accusée d'être « l'élément le plus profondément caché du Falun Gong au sein de la CSSA ». Li Ming a finalement été élu président. Avant les élections, Li a dit que la raison pour laquelle il avait posé sa candidature était pour empêcher Wang Xiaodan d'être élu, car Wang pratiquait le Falun Gong.

You Yunqing, président de la CSSA en 2002 et 2003 et membre du bureau en 2004 a déclaré : « Tout ceci était arrangé par le consulat chinois. Le soir précédant les élections, le consulat chinois a appelé chaque membre du bureau de la CSSA. » Il se souvient que beaucoup de leaders parmi les étudiants lui avaient dit avoir encore de la famille en Chine et ils ne voulaient pas qu'elles soient impliquées²⁶³.

2) Perturbation des manifestations de Falun Gong ou d'autres organisations des droits de l'homme

Minghui a signalé de multiples incidents au cours desquels les CSSA avaient reçu l'ordre de perturber des symposiums ou des manifestations de quartier organisés par des pratiquants de Falun Gong.

À l'université de Columbia, les dirigeants de la CSSA ont tenté de perturber un forum portant sur l'assassinat de pratiquants de Falun Gong pour leurs organes par le régime chinois, puis ont posté de la propagande anti-Falun Gong sur le site Internet de l'association. Une fois que les pratiquants ont sensibilisé les dirigeants de l'université ainsi que les professeurs et d'autres étudiants sur le sujet de la persécution et le rôle de l'association des étudiants chinois dans la diffamation du Falun Gong au nom du PCC, la CSSA a été contrainte de retirer les calomnies de son site Internet. Il a été demandé aux dirigeants de l'association de ne plus interférer avec les activités du Falun Gong, car leurs actes n'étaient pas les bienvenus aux États Unis²⁶⁴.

En Allemagne, la CSSA de l'université Otto von Guericke à Magdebourg a posté sur son site web : « Avec le soutien du service de l'éducation de l'[ambassade] de Chine, un nouveau groupe de l'association des étudiants a été créé et Song Zheyang a été élu président. » Après que des pratiquants de Falun Gong ont participé à un festival d'étudiants, Song a demandé à un pratiquant des informations détaillées sur sa vie privée. L'année suivante, les pratiquants n'ont pas eu l'autorisation de participer au festival, car le président de la CSSA avait répandu la propagande diffamatoire du PCC et avait averti l'organisateur que si les pratiquants avaient l'autorisation de faire une présentation des exercices de Falun Gong, il y aurait des conflits parmi les étudiants chinois.

Il a été remarqué que les associations d'étudiants chinois de différentes universités de la même région se copiaient les unes les autres et répétaient mot à mot la propagande attaquant le Falun Gong en ligne. Elles utilisaient également des stratégies similaires pour

interférer avec la même manifestation²⁶⁵, suggérant que ces associations étaient coordonnées de façon centralisée.

3) Recruter et contraindre les étudiants à espionner les pratiquants de Falun Gong

En 2006, le diplomate chinois Wang Pengfei s'est trouvé dans l'obligation de quitter le Canada après qu'il a été prouvé qu'il payait les membres de l'association des étudiants chinois de l'université d'Ottawa pour récolter des informations sur les pratiquants de Falun Gong locaux. Zhang Lingdi, qui étudiait dans cette université, a reçu un email de quelqu'un prétendant être le vice-président Xu de l'association des étudiants chinois de l'université.

Dans l'email, il était écrit : « L'association des étudiants chinois est dirigée directement par le Bureau de l'éducation de l'ambassade de Chine au Canada, et nous surveillons chacun de vos faits et gestes. » Dans l'email, Xu faisait référence aux conférences de presse et autres manifestations auxquelles Zhang avait participé pour demander de l'aide afin de sauver son père, Zhang Kunlun, pratiquant de Falun Gong injustement arrêté en Chine pour sa pratique. On pouvait également lire dans cet email : « Selon des comptes rendus d'étudiants et une enquête menée par les dirigeants de l'association des étudiants, vous pratiquez encore le Falun Gong. » Probablement à des fins stratégiques, Xu continuait en donnant des informations personnelles et familiales détaillées sur un pratiquant de Falun Gong à Ottawa²⁶⁶.

M. Xu (n'ayant aucun lien avec M. Xu cité plus haut), pratiquant de Falun Gong et ancien vice-président de la CSSA à la Florida Atlantic University (FAU), se souvient de ce qu'il a vécu après le début de la persécution du Falun Gong en 1999²⁶⁷.

« Le président de la CSSA est venu me voir et a essayé de me persuader d'arrêter la pratique du Falun Gong. Bien entendu j'ai refusé et je lui ai parlé des faits sur le Falun

Gong. Finalement il a dit, assez mal à l'aise : "Si tu ne veux pas arrêter, je vais être obligé de te dénoncer au consulat chinois à Houston. Ils me demandent des noms."

« À partir de ce moment-là, alors que nous avons été bons amis auparavant, il m'a toujours semblé bizarre lorsqu'il me rencontrait. Quand les pratiquants de Falun Gong ont déposé une demande pour participer au festival des étudiants internationaux et qu'ils ont obtenu l'autorisation de faire la présentation des exercices de Falun Gong sur scène, il a agi comme s'il avait affaire à un ennemi redoutable. Il est allé voir les [dirigeants] de l'université et les organisateurs de la fête plusieurs fois pour créer des désaccords afin d'essayer de nous empêcher de participer. Il a même dit : "Tu fais cela parce que tu ne veux plus retourner en Chine, mais j'ai toujours des êtres chers en Chine et j'ai toujours envie d'y retourner. Ils ont dit que si je ne fais pas les choses de cette manière, je serai également impliqué. Je ne peux me libérer de tout ennui qu'en te dénonçant." »

8.6.3 Censurer des universités étrangères en les menaçant de perdre les revenus générés par les étudiants internationaux

L'une des organisations estudiantines de l'université de technologie de Sydney (UTS), le club de méditation du Falun Dafa, a accueilli l'exposition internationale L'Art de Zhen-Shan-Ren en avril 2005, pour sensibiliser à la persécution du Falun Gong en Chine.

À la suite de l'exposition, l'UTS a reçu des pressions de la part du régime chinois, menaçant les investissements que l'université avait effectués à Shanghai et Hong Kong. Comme l'UTS recevait beaucoup d'étudiants étrangers venant de Chine chaque année, les dirigeants de l'université se sont tout d'abord soumis à l'exigence du PCC de retirer

pendant quelques jours du site web d'UTS l'information sur le club de Falun Dafa.

L'association des étudiants de l'UTS a voté une résolution en juin 2005 et a écrit aux autorités de l'université, aux ministres australiens des Affaires étrangères et de l'Éducation, ainsi qu'à d'autres fonctionnaires pour protester contre le traitement injuste du groupe du Falun Gong. Michelle Sparks, présidente de l'association des étudiants, a écrit dans sa lettre au nom de l'association adressée au ministre des Affaires étrangères qu'étant donné le temps depuis lequel le Falun Gong était persécuté, si l'université restait silencieuse au cœur de la persécution, ce serait comme être complice de ce crime.

Étant donné que l'UTS a plus tard pris une position de principe et a refusé de retirer le club de Falun Gong de son site web, le régime chinois a bloqué l'accès au site en anglais de l'université depuis la Chine. Lors d'une réunion du conseil de l'université en juin, il a été annoncé qu'une des raisons principales pour lesquelles l'université devait accroître le nombre de ses étudiants payant une inscription au plein tarif, était due au fait que son site web n'était pas accessible en Chine, le tout résultant en une perte de revenus venant des étudiants étrangers²⁶⁸.

8.7 Restreindre la capacité des pratiquants à voyager

Cas 1 : Des consulats refusent de renouveler les passeports de pratiquants chinois à moins qu'ils ne renoncent au Falun Gong

Même lorsque des pratiquants de Falun Gong vivent à l'étranger au titre de résidents permanents ou d'étudiants, le PCC leur nie régulièrement leurs droits fondamentaux en leur refusant le renouvellement de leurs passeports chinois, faisant d'eux, de fait, des apatrides. Dans ces cas-là, les fonctionnaires des consulats refusent souvent de donner la raison du refus. Lorsqu'on insiste, ils exigent que le pratiquant signe une déclaration de renoncement au Falun Gong avant que leur passeport puisse être renouvelé.

En 2004, Li Qing, alors doctorante à l'université de Stanford aux États-Unis, a essayé d'obtenir une prolongation de son passeport en prévision d'un voyage d'études en Allemagne²⁶⁹. Alors qu'elle demandait pourquoi la prolongation de son passeport lui avait été refusée, le directeur du service des passeports lui a dit : « Vous faites des activités qui défient le gouvernement... » Il a raccroché sans achever son explication.

Quand le directeur de thèse de M^{me} Li et le directeur des étudiants étrangers de l'université ont envoyé des lettres au consulat, elle a obtenu un rendez-vous avec le consul. Toutefois, le consul lui a dit qu'elle devait signer une déclaration de garantie selon laquelle elle n'allait plus pratiquer le Falun Gong pour qu'il puisse reconduire son passeport. M^{me} Li a refusé.

Le secrétaire du Département d'enseignement de M^{me} Li a pensé fournir d'autres documents pour lui permettre de partir en Allemagne et revenir aux États-Unis, mais le directeur des étudiants étrangers a considéré que cette alternative était trop risquée. M^{me} Li a expliqué l'inquiétude du directeur :

« Je n'allais sans doute pas avoir de problème pour quitter les États-Unis, mais une fois aux douanes allemandes, je courais le risque d'être déportée vers la Chine. Puisque je suis sur la liste noire du gouvernement chinois, car je suis pratiquante de Falun Gong, ce serait épouvantable si j'étais déportée vers la Chine... Le directeur et le secrétaire ont tous

deux demandé à mon directeur de thèse de s'assurer que je ne parte pas en Allemagne. Cela m'a profondément touchée. Pour ces personnes, je n'étais qu'une simple étudiante étrangère qu'ils n'avaient rencontrée qu'une seule fois. Leur inquiétude sincère pour ma sécurité personnelle contrastait fortement avec mes compatriotes cruels qui faisaient de moi une réfugiée qui ne pouvait plus rentrer à la maison. »

M^{me} Li se rappelle :

« Plusieurs mois après, des personnes du bureau de la sécurité nationale ont dit à ma famille en Chine : “La nation attache beaucoup d'importance à votre talentueuse fille. Nous espérons qu'elle reviendra pour servir son pays quand elle aura terminé ses études.” Ma mère a répondu en colère : “Vous ne voulez même pas lui prolonger son passeport. Elle n'a plus de nationalité. Quel est l'intérêt de parler de servir son pays ?” Les personnes du Bureau de la sécurité nationale ont également demandé à ma famille de me persuader d'abandonner ma cultivation et pratique du Falun Gong. »

Cas 2 : Miss Monde Canada se voit refuser l'entrée en Chine

Un exemple qui a attiré l'attention des médias a été celui de Miss Monde Canada, Anastasia Lin, à qui on a refusé une lettre d'invitation ainsi qu'un visa d'entrée en Chine pour participer à la dernière étape de l'élection de Miss Monde en décembre 2015. On a refusé M^{me} Lin, car elle est pratiquante de Falun Gong et s'est exprimée pour faire

prendre conscience de la persécution et d'autres violations des droits de l'homme en Chine.

Toutefois, à l'extérieur de la Chine, un grand nombre de personnes soutiennent M^{me} Lin. Amy Mills, porte-parole canadienne des Affaires étrangères a déclaré : « Le Canada admire M^{me} Lin pour ses efforts à éveiller les consciences en ce qui concerne ces problèmes. » Elle a également exprimé l'inquiétude du gouvernement canadien sur le fait que la famille de M^{me} Lin restée en Chine soit harcelée par le gouvernement chinois.

Le *New York Times* a commenté : « Son affrontement de type David contre Goliath avec le gouvernement chinois lui a attiré l'attention bienveillante des médias et d'une multitude de personnes dans le monde entier qui lui ont apporté leur soutien. Ceci lui a offert une plateforme encore plus importante pour parler de l'emprisonnement et de la torture que les adeptes du Falun Gong subissent en Chine. »

8.8 Contraindre des pratiquants à espionner pour le PCC

De nombreux pratiquants de Falun Gong voyageant en Chine ont été kidnappés, interrogés et ont fait l'objet de chantage pour les forcer à espionner d'autres pratiquants une fois retournés dans leur pays.

Cas 1 : Alors qu'ils retournaient en Chine pour se marier, des étudiants aux États-Unis sont arrêtés à l'aéroport de Pékin

Alors qu'elle passait la douane à l'aéroport national de Pékin le 21 mai 2013, Li Yue, une Chinoise étudiant aux États-Unis, a été

arrêtée ainsi que son fiancé par des agents du Bureau de la sécurité intérieure de Pékin. Le couple avait prévu de se rendre dans la ville natale de la jeune femme pour se marier, mais au lieu de cela, ils ont dû passer leurs premières semaines de congé séparés et interrogés par la police. Sous la pression et l'intimidation, Li Yue a accepté d'espionner ses compagnons de cultivation et de donner des informations sur les activités du Falun Gong dès son retour aux États-Unis. Après son retour aux États-Unis, elle a décidé d'exposer au grand jour cette machination ainsi que l'épreuve qu'elle avait subie lors de son séjour en Chine.

Une fois arrêtée, M^{me} Li a eu les yeux bandés et a été conduite dans un appartement utilisé pour les interrogatoires. Pendant plusieurs jours, des agents lui ont demandé chaque détail sur les activités liées au Falun Gong auxquelles elle avait participé aux États-Unis, les conférences de partage d'expériences auxquelles elle avait assisté et en compagnie de qui, et à quel endroit du défilé du Falun Gong elle se situait. Ils lui ont demandé dans quelle salle de spectacle Shen Yun allait se produire dans sa région et dans quel hôtel les artistes allaient séjourner. Les agents ont également fouillé ses appareils électroniques et ont exigé qu'elle leur fournisse ses mots de passe pour ses comptes Skype, QQ, email, et Renren (un réseau social chinois), grâce auxquels ils pouvaient identifier et surveiller d'autres pratiquants de Falun Gong.

Avant de la relâcher, les agents lui ont dit de retourner aux États-Unis et de participer aux activités du Falun Gong comme d'habitude, mais ils ont exigé qu'elle leur fasse un compte rendu régulier via un compte mail spécifique et lui ont fourni un téléphone portable. Ils lui ont dit qu'ils allaient continuer de se connecter à ses comptes de réseaux sociaux afin de surveiller d'autres pratiquants. Ils lui ont dit comment répondre aux questions des autres pratiquants au sujet de ce qui s'était passé en Chine, étant donné que son arrestation avait été rapportée sur Minghui.org. Finalement, les agents lui ont fait jurer de garder le silence, même auprès de sa famille proche, menaçant de faire renvoyer ses parents de leur travail si elle révélait

son rôle d'informateur. Après son retour aux États-Unis, M^{me} Li a été contactée via Skype par un agent et un policier pour lui donner sept missions spécifiques de collecte d'information au sujet d'autres pratiquants.

Le mari de M^{me} Li a été détenu à Pékin pendant trois jours, ramené à sa ville natale de Langfang pendant une semaine, puis transféré dans un centre de lavage de cerveau²⁷⁰.

Cas 2 : Un pratiquant britannique harcelé par des agents de la sécurité d'État de Pékin

Liang Yunxiang, un pratiquant chinois vivant en Angleterre est allé rendre visite à ses parents à Pékin en 2010. Il a été arrêté et interrogé pendant sept heures. Au final, les agents l'ont forcé à écrire une déclaration de garantie dans laquelle il jurait de ne plus jamais assister à des activités du Falun Gong à l'étranger. Après son retour en Angleterre, les agents lui ont envoyé des emails, lui donnant l'ordre de rester en contact. Ci-dessous des extraits de ce qu'il a vécu en Chine²⁷¹ :

« Un douanier est devenu visiblement nerveux alors qu'il lisait l'information sur l'ordinateur après avoir rentré les données de mon passeport. Il s'est entretenu avec un autre douanier, qui a donné un coup de téléphone. Une minute plus tard, j'ai été "admis" à entrer à Pékin.

« Un homme et une femme portant chacun une chemise noire, ont commencé à me suivre.

« Les agents de la sécurité de l'État m'ont emmené dans un bâtiment résidentiel de six étages appelé Tianzhulu à proximité de l'aéroport national de Pékin. Deux d'entre eux se

sont relayés pour m'interroger. "À quelles activités avez-vous participé à l'étranger ? Où sont les lieux de pratique ? Où les gens étudient-ils ensemble ? Connaissez-vous des membres de la fanfare Tian Guo ? Vous êtes-vous rendu dans d'autres pays pour assister à des activités liées au Falun Gong ?" Ils voulaient également connaître les noms des membres des associations de Falun Dafa à l'étranger ainsi que les numéros de téléphone des pratiquants à l'étranger.

« Ils ont mentionné le nom de plusieurs pratiquants à l'étranger originaires de Pékin et m'ont demandé si je les connaissais. Ils m'ont demandé comment je connaissais les lieux et moments où se déroulaient les activités, si je connaissais des pratiquants en Chine et si je les avais rencontrés depuis mon retour, si j'avais parlé de ma situation actuelle aux pratiquants étrangers et si j'étais citoyen britannique.

« Li, un chef du Bureau de la sécurité d'État, m'a crié après avoir que je ne dise quoi que ce soit, disant qu'ils savaient tout ce que je faisais en dehors de la Chine et que je ferais mieux de dire la vérité au sujet de ce que je faisais. Il m'a dit que si je ne leur disais pas à quelles activités j'avais participé et qu'ils devaient m'en donner la liste, il y aurait des conséquences. Mon père m'avait averti plus tôt que si je ne coopérais pas, ils allaient me livrer à la police et m'envoyer dans un camp de travaux forcés. J'étais terrifié.

« Les agents m'ont emmené dans un bâtiment de bureau près du pont Guanyuan dans le quartier Xicheng à Pékin. Cette fois-là, je leur ai révélé le nom de plusieurs pratiquants. Je leur ai également donné le numéro de téléphone portable du membre de ma famille vivant à l'étranger, ainsi que mon adresse email.

« Je suis rentré en Angleterre le 28 août. Quelques jours plus tard, un ami vivant en Australie m'a appelé pour me dire

qu'il était harcelé par des SMS sur son téléphone portable. Plus tard, l'un de mes collègues, également pratiquant, est retourné en Chine pour le travail. Des agents de la sécurité l'ont trouvé et l'ont forcé à écrire une déclaration de garantie. J'ai alors réalisé que les agents pouvaient pirater mon email sans mon mot de passe.

« Le 8 octobre 2010, un agent m'a envoyé un email de menaces. Il disait que si je tenais ma promesse de ne plus jamais participer à des activités de Falun Gong, ils tiendraient la leur et la Chine m'accueillerait toujours. Ils voulaient également rester en contact avec moi.

« L'agent a appelé mon père en janvier 2011 et l'a harcelé. Quand le membre de ma famille vivant à l'étranger est retourné en Chine en visite, les agents de la sécurité lui ont parlé et l'ont forcé à leur révéler mon adresse en Angleterre. »



2^e partie : Principaux auteurs de la persécution

"Beating you
Falun Gong
to death
counts as
suicide."



打死你们法
轮功算自杀



"Beating
them to
death is
nothing."



2^e partie : Principaux auteurs de la persécution

Comme les campagnes précédentes tout au long de l'histoire du Parti communiste, la campagne anti-Falun Gong a été conçue et mise en œuvre en termes largement extralégaux, c'est-à-dire, « comme une répression violente » (*douzheng*) plutôt que comme une activité habituelle du système de la justice pénale. Par conséquent, on force les fonctionnaires du Parti, les juges et la police à fonctionner en dehors de la loi.

Comme les cibles des précédentes campagnes *douzheng* en Chine, les personnes identifiées comme étant des pratiquants de Falun Gong sont diabolisées comme « ennemis de l'État », « éléments hostiles », « anti-humanité », virus « anti-société » et autres images déshumanisantes pour inciter et légitimer le fait qu'ils soient régulièrement assujettis à des violations des droits de l'homme.

Bref, la persécution n'a aucun fondement juridique.

世界需要真善忍

Faits saillants

Jiang Zemin, l'ancien dirigeant du Parti communiste chinois (PCC), a personnellement planifié et dirigé la campagne *douzheng* contre le Falun Gong. Jiang a imposé sa propre volonté à la haute direction du Parti pour piéger le Falun Gong et le faire passer pour une menace soutenue par des forces étrangères. Jiang a dirigé la création du Bureau 610 pour mener à bien la campagne et il a préparé un cadre pour la vague de propagande de diabolisation qui allait être utilisée pour justifier la répression.

La campagne de persécution est menée par le Bureau 610, qui est étroitement intégré à la Commission des affaires politiques et juridiques, et s'étend du Comité central du PCC jusqu'aux quartiers et aux villages. Le Bureau 610 coordonne le personnel de l'État pour mener à bien la « transformation » des pratiquants de Falun Gong. Dans le cadre de cette fonction, il oblige le personnel judiciaire et les forces de l'ordre à arrêter et condamner les pratiquants qui maintiennent leur croyance. Les sections locales du Bureau 610 participent également directement à l'arrestation, à la détention, à la torture et au lavage de cerveau des pratiquants. Alors que Jiang Zemin est l'architecte et le conducteur de la campagne, d'autres hauts fonctionnaires ont joué un rôle clé dans le lancement et la matérialisation de la persécution. Ils incluent :

- Luo Gan (罗干), membre du Comité permanent du Politburo, secrétaire de la CAPJ centrale, chef du Bureau 610 central
- Zeng Qinghong (曾庆红), secrétaire du secrétariat du comité central du PCC et chef du Département de l'organisation du PCC
- Liu Jing (刘京), ministre adjoint de Zhou Yongkang (周永康), chef du Bureau 610, ministre de la Sécurité publique

- Li Lanqing (李岚清), premier responsable du Bureau 610 central

En dirigeant la persécution du Falun Gong, Jiang Zemin a violé la Constitution chinoise, le droit pénal chinois et le droit international contre le génocide et les crimes contre l'humanité. Depuis 2015, plus de 200 000 pratiquants de Falun Gong ont déposé des plaintes contre Jiang auprès du plus haut tribunal de Chine pour blessures, violations des droits de l'homme et dommages économiques qu'ils ont subis en conséquence de son commandement.



法輪大法好

Chapitre 9 : Principaux auteurs de la persécution

Au cours des sept années entre la présentation du Falun Gong au public en 1992 et le début de la persécution en 1999, la pratique s'est rapidement propagée par le bouche-à-oreille comme les gens ressentaient ses effets sur la santé et la moralité. À la fin de la décennie, 100 millions de personnes pratiquaient le Falun Gong. Stimulé par la paranoïa et jaloux de la popularité grandissante du Falun Gong, Jiang Zemin, chef du Parti communiste chinois (PCC) d'alors, a planifié, lancé et étendu la persécution, jurant « d'annihiler le Falun Gong en trois mois ».

9.1 Rôle de Jiang Zemin

À l'époque, Jiang occupait trois postes principaux : il était secrétaire général du PCC (1989-2002), président de la Chine (1989-2003) et président de la Commission militaire centrale (1989-2005). En d'autres termes, il avait un pouvoir absolu et contrôlait le Parti, le gouvernement et les militaires.

Quand les pratiquants de Falun Gong ont fait appel pacifiquement au Bureau national des appels à Pékin le 25 avril 1999 pour obtenir la libération des pratiquants qui avaient été arrêtés à tort à Tianjin (voir Annexe 1), Jiang a ordonné au Politburo de prendre des mesures immédiates pour attaquer le Falun Gong. Lorsque le Politburo s'est opposé à ses instructions, Jiang a poursuivi sa campagne en écrivant

des lettres et en prononçant des discours aux principaux dirigeants. Il a par la suite ordonné la formation du « Groupe pilote central pour le traitement de la question du Falun Gong » et de son bras opérationnel, le « Bureau 610 » (nommé d'après la date de sa fondation), pour mener à bien la persécution. Jiang a continué à rencontrer de la résistance et a finalement eu recours à l'annonce de la campagne contre le Falun Gong par le ministère des Affaires civiles.

Jiang a continué à superviser la persécution après avoir pris sa retraite de ses fonctions de secrétaire général et de président en utilisant son temps prolongé en tant que président de la Commission militaire centrale et en installant des fonctionnaires fidèles à des postes de direction clé. Il a étendu le Comité permanent du Politburo de sept à neuf membres, ajoutant Luo Gan (responsable des forces de sécurité à la tête de la Commission des questions politiques et juridiques) et Li Changchun (chargé de la propagande). Jiang a également identifié d'autres alliés pour faire avancer sa politique de persécution, dont Zeng Qinghong (membre du Comité permanent du Politburo et secrétaire du Secrétariat du Comité central du PCC) et Zhou Yongkang (ministre de la Sécurité publique).

9.1.1 Politique de persécution

Au début de la persécution, Jiang a donné l'ordre de « ruiner leur réputation, de les anéantir financièrement et de les détruire physiquement ». Il a également déclaré que « les battre à mort n'est rien ; les battre à mort est considéré comme un suicide » et « ne pas vérifier leur identité [après leur mort en garde à vue] et les incinérer directement ».

1) Diffamation

Pour justifier une persécution aussi violente et généralisée, Jiang a lancé une série de campagnes de propagande pour dépeindre le Falun Gong comme une « secte diabolique » et ses pratiquants

comme des individus malades mentaux qui représentaient un danger pour la société. Les campagnes les plus notoires incluent l'incident des auto-immolations mis en scène sur la place Tiananmen au cours duquel des acteurs prétendant être des pratiquants de Falun Gong se sont immolés par le feu (voir Annexe 2) et une liste de 1400 décès prétendument causés par le Falun Gong (voir Annexe 3). Jiang a également diffamé le Falun Gong comme constituant une menace pour le gouvernement du PCC en qualifiant à tort un appel pacifique par les pratiquants au Bureau national des appels de « siège » du complexe du gouvernement central (voir Annexe 1) et en prétendant que le Falun Gong était un complot des gouvernements de l'Occident pour déstabiliser le régime chinois.

Depuis, toute la population chinoise est inondée par cette propagande à la télévision, dans les journaux et avec d'autres médias contrôlés par l'État. On a inculqué la haine du Falun Gong à une génération entière d'enfants avec la propagande ajoutée aux manuels scolaires, aux examens scolaires et aux activités de dénonciation obligatoires. Le PCC a également étendu sa diffamation du Falun Gong à l'extérieur de la Chine par les médias internationaux contrôlés par le Parti et par les ambassades et consulats chinois.

2) Anéantissement financier

Comme le montre le chapitre 2, on pousse les pratiquants de Falun Gong à quitter leur emploi, on les prive de leur pension de retraite et on leur refuse l'accès à l'éducation. Les autorités prennent également des sommes importantes aux pratiquants en les kidnappant et en exigeant de l'argent de leurs familles en échange de leur libération (un processus illégal) et en confisquant de l'argent et des biens personnels lors de descentes à domicile.

3) Destruction physique

La directive de « les détruire physiquement » est mise à exécution

par la torture dans les camps de travaux forcés, les prisons et autres centres de détention, ainsi que par le meurtre de pratiquants pour des transplantations d'organes dans les hôpitaux publics et militaires.

9.1.2 Représailles contre les pratiquants qui ont dénoncé la persécution en ligne

Alors que le régime chinois peut effectivement censurer les informations sur la persécution en contrôlant totalement les médias traditionnels, l'accès accru à Internet représente un défi pour les autorités communistes, qui ont mis en place une quantité astronomique de restrictions de contenu de plus en plus lourdes et d'exigences de surveillance visant les exploitants de sites web et les cybercafés.

Dans les jours qui ont suivi le début de la persécution le 20 juillet 1999, les communications par courriel à travers la Chine ont diminué et les services populaires de messagerie chinoise, comme 163.com, étaient inaccessibles. La police a également surveillé l'activité en ligne, à la recherche de contenu lié au Falun Gong. En 2002, 20 provinces disposaient d'un personnel de police spécial formé pour poursuivre les internautes « subversifs ».

Depuis le début de la persécution, les pratiquants font parvenir à Minghui.org les informations concernant les cas de persécution qui ont lieu près de chez eux. Le site web Minghui diffuse ensuite ces informations à tous les pratiquants en Chine et ailleurs. Les autorités chinoises considèrent donc toute utilisation de Minghui.org comme un « cas majeur » à cibler, quelle que soit la manière dont l'information circule, et elles ont fait du site web leur priorité absolue en matière de censure. Entre juillet 1999 et avril 2004, il y a eu au moins 97 cas documentés de pratiquants de Falun Gong détenus, emprisonnés, emmenés dans des camps de travaux forcés et/ou torturés pour avoir envoyé des informations à Minghui.org ou les avoir téléchargées à partir de ce site. Certains pratiquants ont été torturés à mort et d'autres ont été condamnés à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison. En voici quelques exemples.

Cas 1 : Yuan Jiang s'échappe après la torture et meurt de ses blessures²⁷²

Yuan Jiang a commencé à pratiquer le Falun Gong en 1993. Après avoir obtenu son diplôme de l'université de Tsinghua en 1995, il est retourné dans sa ville natale, dans la province du Gansu, et s'est porté volontaire pour diriger un site d'enseignement du Falun Gong. Il travaillait également comme directeur général adjoint d'une société d'ingénierie informatique au sein du bureau des télécommunications de la ville de Lanzhou.

Après le début de la persécution du Falun Gong en 1999, M. Yuan est devenu la principale personne de contact de Minghui.org dans la province du Gansu, coordonnant la collecte et la diffusion d'informations entre les pratiquants locaux et le site web.

M. Yuan a ensuite été rétrogradé de son poste de directeur général parce qu'il refusait de renoncer à sa croyance. Il a été contraint de quitter son domicile en janvier 2001 pour éviter de nouvelles persécutions, mais a été arrêté dans un bus le 30 septembre 2001 parce qu'il n'avait pas de pièce d'identité sur lui.

Après son arrestation, des agents du Bureau de la sécurité publique de la province du Gansu ont torturé M. Yuan pendant près d'un mois. M. Yuan a réussi à s'échapper vers le 26 octobre. Gravement blessé par la torture et ayant mené une longue grève de la faim, M. Yuan était extrêmement faible. Il a eu du mal à marcher et est entré dans une grotte, où il est resté inconscient pendant quatre jours. Pendant ce temps, deux à trois mille policiers militaires ont été déployés dans tout Lanzhou pour le rechercher. Ils ont fouillé pratiquement tous les domiciles des pratiquants de Falun Gong et même ceux dans d'autres cantons et villes.

M. Yuan a ensuite rampé hors de la grotte et s'est rendu chez un pratiquant, où il a succombé à des blessures internes et est décédé le 9 novembre. Un pratiquant qui l'a vu après sa sortie de la grotte

s'est souvenu qu'il était émacié au point d'être méconnaissable, qu'il saignait du nez et de la bouche et qu'il pouvait à peine bouger. Son tibia droit était noir et il lui manquait des morceaux de chair.

Après la mort de M. Yuan, la police a lancé une vaste opération de ratissage et a arrêté de nombreux pratiquants qui l'avaient aidé. La famille de ses parents a également été surveillée de près. Yu Jinfang, un pratiquant de Lanzhou qui avait aidé M. Yuan, a été arrêté et torturé à mort plus tard.

Cas 2 : Wang Chan torturé à mort après 28 jours en détention, sa mère entend tout sans savoir que c'était son fils qu'on tabassait²⁷³

M. Wang Chan travaillait au siège de la Banque populaire de Chine. Après le début de la persécution, il a envoyé des informations sur le Falun Gong à des services gouvernementaux dans toute la Chine et a écrit une lettre à Jiang Zemin pour l'exhorter à mettre fin à la persécution. Avec l'approbation personnelle de Jiang, la police de Pékin a détenu M. Wang pendant trois mois fin 1999, sans donner de raison.

Après sa libération, M. Wang a été contraint de quitter son domicile pour éviter d'être arrêté. Au cours des trois années qui ont suivi, il s'est rendu dans plus de dix provinces et a établi des réseaux de communication entre les pratiquants de ces régions et Minghui.org, permettant aux personnes à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine de recevoir des informations sur la persécution en temps réel. Les autorités ont offert une récompense de 100 000 yuans pour sa capture.

M. Wang a été arrêté à un arrêt de bus dans le district de Liangshan, province du Shandong, dans l'après-midi du 21 août 2002. Dans le centre de détention, il a été battu et matraqué par des policiers, a eu les mains menottées dans le dos dans une position atroce et a été privé de sommeil pendant de nombreuses nuits. Il a

été torturé à mort en vingt-huit jours. Un témoin oculaire a vu que M. Wang avait de lourdes blessures et beaucoup de sang à l'arrière de la tête.

Après la mort de M. Wang, le Bureau 610 de la ville de Jining et la police ont averti ses deux frères de ne pas dire à leur mère qu'il avait été torturé à mort. Ils ont également menacé les frères, disant qu'ils perdraient leur emploi s'ils portaient le cas de M. Wang devant des autorités supérieures. La mère de M. Wang n'a appris sa mort que le 16 septembre, lorsqu'elle a reçu une lettre d'une personne connaissant bien l'affaire.

La mère de M. Wang, M^{me} Han Yuhua, a été arrêtée peu de temps après l'arrestation de M. Wang. La mère et le fils étaient détenus dans le même centre de détention sans qu'ils le sachent eux-mêmes. M^{me} Han se souvient :

« Ces quelques jours-là, chaque matin à cinq ou six heures, j'entendais la police frapper quelqu'un. Je ne pouvais pas imaginer que la personne battue était mon fils. Je n'aurais pas imaginé que ces quelques jours avant sa mort, nous étions si proches l'un de l'autre. Je pouvais encore moins imaginer que mon fils serait battu à mort quasiment à côté de moi alors que je n'avais aucune idée de ce qui se passait.

« La nuit où il est mort, j'ai entendu un vacarme. J'ai appris après ma libération que c'était à ce moment-là que mon fils était sur le point de mourir. Les responsables avaient peur d'être reconnus et ne m'ont rien dit ; au lieu de cela, ils m'ont transférée au centre de détention de la ville de Yanzhou. Ils ont incinéré son corps et ne m'ont pas informée ni autorisée à voir mon fils une dernière fois. »

Cas 3 : Plus de 40 personnes arrêtées, 10 condamnées pour « fuite de secrets d'État » parce qu'elles avaient révélé le viol d'une pratiquante²⁷⁴

M^{me} Wei Xingyan avait vingt-huit ans et était une étudiante diplômée de l'université de Chongqing. Deux jours après son arrestation, le 11 mai 2003, un policier l'a violée devant deux détenues du centre de détention de Baihelin. M^{me} Wei a entamé une grève de la faim en signe de protestation et a été blessée alors qu'elle était gavée, la laissant dans l'incapacité de parler.

Quand d'autres pratiquants de Chongqing ont envoyé des informations sur le cas de M^{me} Wei à Minghui.org, le Bureau 610 a ordonné à l'université de Chongqing de nier que M^{me} Wei était étudiante et même l'existence de sa spécialité, la transmission du courant continu à haute tension.

Lorsque Zhang Siping, un vice-président de l'université, a été interrogé sur cet incident lors d'un symposium à la Wharton Business School aux États-Unis, il a répondu : « Notre université n'expulsera pas un étudiant pour sa croyance religieuse... sauf pour le Falun Gong. » Quelques jours plus tard, l'université de Chongqing a publié un avis indiquant que M^{me} Wei était « serveuse de bar » plutôt qu'étudiante.

Pendant ce temps, le Bureau 610 de Chongqing a arrêté plus de 40 pratiquants de Falun Gong en essayant d'appréhender la personne qui avait fait connaître l'incident. Au moins dix d'entre eux ont été condamnés à des peines allant de cinq à quatorze ans de prison pour « fuite de secrets d'État ». L'auteur présumé de l'article et la personne qui a envoyé cet article à Minghui ont tous deux été condamnés à dix ans de prison.

9.1.3 Crimes commis par Jiang

Dans la persécution du Falun Gong, Jiang Zemin a violé les lois chinoises et internationales, notamment en commettant des actes de torture, un génocide et des crimes contre l'humanité.

1) Constitution chinoise

En juillet 1999, le ministère des Affaires civiles s'est fait le porte-parole de Jiang en déclarant que le Falun Gong était une organisation illégale. Bien que le ministère n'ait pas eu cette autorité, elle a néanmoins été utilisée comme base juridique pour la persécution.

Depuis lors, un grand nombre de pratiquants ont été menacés, arrêtés, détenus et torturés en raison de leur croyance. Les articles suivants de la Constitution chinoise ont été violés²⁷⁵ :

Article 35 : Les citoyens de la République populaire de Chine ont la liberté d'expression, de la presse, de réunion, d'association, de défiler et de manifester.

Article 36 : Les citoyens de la République populaire de Chine ont la liberté de croyance religieuse.

Aucun organe d'État, groupe social ou individu ne peut contraindre les citoyens à croire ou à ne pas croire en une religion, ni discriminer les citoyens qui croient ou ne croient pas en une religion.

L'État protège les activités religieuses normales.

Article 37 : La liberté de la personne des citoyens de la République populaire de Chine est inviolable.

Aucun citoyen ne peut être arrêté, sauf avec l'approbation ou la décision d'un parquet populaire ou par décision d'un tribunal populaire, et les arrestations doivent être effectuées par un organe de la sécurité publique.

La détention, la privation illégale ou la restriction de la

liberté des citoyens par d'autres moyens est interdite, et la fouille illégale de la personne des citoyens est interdite.

Article 38 : La dignité personnelle des citoyens de la République populaire de Chine est inviolable. L'insulte, la diffamation, les fausses accusations ou les fausses incriminations à l'encontre des citoyens, par quelque moyen que ce soit, sont interdites.

Article 39 : Les domiciles des citoyens de la République populaire de Chine sont inviolables. Toute perquisition ou intrusion illégale dans le domicile d'un citoyen est interdite.

Article 40 : La liberté et la confidentialité de la correspondance des citoyens de la République populaire de Chine sont protégées par la loi. Aucune organisation ni aucun individu ne peut, pour quelque motif que ce soit, porter atteinte à la liberté et à la confidentialité de la correspondance des citoyens, sauf dans les cas où, pour répondre aux besoins de la sécurité de l'État ou d'une enquête criminelle, les organes de la sécurité publique ou du ministère public sont autorisés à examiner la correspondance conformément aux procédures prévues par la loi.

Article 41 : Les citoyens de la République populaire de Chine ont le droit de critiquer et de faire des suggestions concernant tout organe ou fonctionnaire de l'État et ont le droit de déposer auprès des organes compétents de l'État des plaintes ou des accusations contre tout organe ou fonctionnaire de l'État, ou de dénoncer ce dernier pour violation de la loi ou manquement à ses devoirs, mais ne doivent pas fabriquer ni déformer les faits à des fins de diffamation ou de fausse incrimination..

2) Droit pénal chinois

Jiang a violé les articles 247, 232, 248, 254, 234 (a), 236, 237, 37, 238, 397, 399, 263, 267, 270, 275, 245, 244, 251, 234 et 246 de la Loi pénale chinoise :

L'article 247 du droit pénal de la République populaire de Chine (ci-après « droit pénal chinois ») interdit « d'extorquer par la torture une confession aux suspects ou aux accusés » ou « d'utiliser la force pour obtenir le témoignage de témoins ».

L'article 232 du droit pénal chinois interdit de « tuer intentionnellement une autre personne ».

L'article 248 du droit pénal chinois interdit de « battre ou de maltraiter physiquement » les détenus dans les prisons, les centres de détention et autres corps de garde.

L'article 254 du droit pénal chinois interdit aux employés du gouvernement « d'abuser de leur autorité en exerçant des représailles contre les accusateurs, les pétitionnaires, les critiques ou les informateurs, ou en les piégeant, au prétexte de gérer des affaires officielles ».

L'article 234 (a) du droit pénal chinois interdit « d'organiser la vente d'organes humains », de « prélever les organes d'une personne sans son consentement », de « prélever les organes d'un mineur », de « contraindre ou tromper une autre personne à faire un don d'organes » et « le prélèvement des organes d'une personne décédée contre sa volonté de son vivant » ou « lorsque la personne n'a jamais consenti à ce prélèvement de son vivant » ou « contre la volonté des proches de la personne décédée ».

L'article 236 du droit pénal chinois interdit à toute personne de « violer une femme par la violence, la contrainte ou d'autres moyens ».

L'article 237 du droit pénal chinois interdit à toute personne de « forcer, molester ou humilier une femme par la violence, la contrainte ou tout autre moyen » ou « rassembler une foule pour commettre » ce crime.

L'article 37 de la Constitution de la République populaire de Chine interdit la restriction illégale de la liberté individuelle d'un citoyen par la détention ou d'autres moyens.

L'article 238 du droit pénal chinois interdit « de priver illégalement un tiers de sa liberté » et prévoit une peine plus lourde « pour un employé d'un organe de l'État qui profite de son autorité » pour commettre ce crime.

L'article 397 du droit pénal chinois interdit à toute personne de l'État « d'abuser de son pouvoir ou de négliger ses devoirs, causant de grandes pertes aux biens publics et aux intérêts de l'État et du peuple ».

L'article 399 du droit pénal chinois interdit à tout membre du personnel judiciaire d'« agir avec partialité et de faire échouer les objectifs de la justice », y compris de « contraindre à des poursuites judiciaires des personnes qu'elle sait clairement innocentes » et d'« aller intentionnellement à l'encontre des faits et des lois dans des procès pénaux pour rendre des jugements qui font mauvais usage de la loi ».

L'article 263 du droit pénal chinois interdit « le vol de biens publics ou privés en utilisant la force, la contrainte ou d'autres méthodes », y compris « l'intrusion dans le domicile d'autrui pour voler », « causer des blessures graves ou la mort lors d'un vol » et « commettre un vol avec des armes à feu ».

L'article 267 du droit pénal chinois interdit de « saisir les biens publics et privés ».

L'article 270 du droit pénal chinois interdit de « s'approprier illégalement les biens d'une personne en garde à vue ».

L'article 275 du droit pénal chinois interdit de « détruire intentionnellement la propriété publique ou privée ».

L'article 245 du droit pénal chinois interdit « la fouille physique illégale d'autrui ou la fouille illégale de la résidence d'autrui » ou « l'intrusion illégale dans la résidence d'autrui » et exige des sanctions plus sévères pour les travailleurs judiciaires qui commettent un tel crime.

L'article 244 du droit pénal chinois interdit de « contraindre d'autres personnes à travailler en utilisant la violence et l'intimidation ou en restreignant leur liberté personnelle » ou de « recruter ou transporter du personnel à cette fin ou pour leur prêter assistance de toute autre manière ».

L'article 251 du droit pénal chinois interdit de priver les citoyens de leur droit à la croyance religieuse et d'empiéter sur les coutumes des minorités.

L'article 234 de la loi pénale chinoise interdit de blesser intentionnellement une autre personne.

L'article 246 du droit pénal chinois interdit d'inventer des histoires pour insulter autrui ou d'insulter autrui par la force physique.

3) Crimes contre l'humanité

Des plaintes pénales ont été déposées auprès du parquet populaire contre Jiang. Dans le cadre de ces plaintes, 18 chefs d'accusation ont été retenus.

Cette juridiction est appropriée pour les chefs d'accusation 15 (TORTURE) et 16 (GÉNOCIDE) en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée et ratifiée par la République populaire de Chine le 20 juillet 1949 ; et la Convention contre la torture, signée par la République populaire de Chine le 12 décembre 1986 et ratifiée le 4 octobre 1988.

L'article 1.1 de la Convention contre la torture interdit « tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, ou en l'intimidant ou en faisant pression sur elle ou sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite ».

L'article 2 de la Convention contre le génocide interdit une série d'actes commis dans « l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux » y compris « le fait de tuer des membres du groupe », « le fait de causer des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe » et « le fait d'infliger délibérément au groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

La juridiction est appropriée pour les chefs d'accusation 17 (CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ) et 18 (DÉTENTION ARBITRAIRE PROLONGÉE) en vertu du droit international coutumier, la pratique générale des États, qui est acceptée et observée en tant que droit, tel que défini par le Statut de la Cour internationale de justice, Art. 38(1)(b), dont la République populaire de Chine fait partie en vertu de sa ratification de la Charte des Nations Unies. Le droit international coutumier oblige les pays à prévoir une compétence universelle pour les violations suivantes des normes impératives de *jus cogens* (du latin « droit contraignant ») : persécution, exil forcé, disparition en tant que crime contre l'humanité et détention arbitraire prolongée.

Le droit international coutumier (DIC) définit les crimes contre l'humanité comme un ensemble d'actes précis lorsqu'ils sont commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population civile, en connaissance de cette attaque, y compris la persécution, l'exil forcé, la disparition et d'autres actes inhumains.

La disparition forcée est définie comme étant l'arrestation, la détention ou l'enlèvement de personnes par un État ou une organisation politique, ou avec l'autorisation, le soutien ou l'adhésion de celui-ci, suivi du refus de reconnaître cette privation de liberté ou de donner des informations sur le sort de ces personnes ou sur le lieu où elles se trouvent, dans l'intention de les soustraire à la protection de la loi pendant une période prolongée.

L'exil forcé est défini comme étant le déplacement d'une ou de plusieurs personnes vers un autre lieu par l'expulsion ou d'autres actes coercitifs.

La persécution est définie comme étant un acte commis contre un groupe ou une collectivité identifiable pour des motifs politiques, raciaux, nationaux, ethniques, culturels, religieux ou liés au sexe, impliquant une privation intentionnelle

et grave des droits fondamentaux, en violation du droit international, en raison de l'identité du groupe ou de la collectivité.

Les normes de jus cogens du droit international coutumier interdisent la détention arbitraire prolongée de personnes.

4) Génocide

La persécution du Falun Gong a été lancée par l'ancien dirigeant du Parti communiste Jiang Zemin le 20 juillet 1999. En trompant les organismes gouvernementaux, les lois, les politiques et l'ensemble de l'appareil de l'État, il a réprimé des dizaines de millions de pratiquants, tant physiquement que spirituellement.

Selon les articles 6 et 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale publiés par l'ONU le 17 juillet 1998, la persécution des pratiquants de Falun Gong par Jiang au cours des vingt dernières années constitue un génocide et un crime contre l'humanité²⁷⁶.

Dans l'article 6 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale²⁷⁷, le « génocide » est défini comme suit :

L'un des actes suivants commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel :

(a) Le fait de tuer des membres du groupe ;

(b) Le fait de causer des dommages corporels ou mentaux graves aux membres du groupe ;

(c) Le fait d'infliger délibérément au groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;

(d) Imposer des mesures destinées à empêcher les naissances au sein du groupe ;

(e) Le transfert forcé d'enfants du groupe vers un autre groupe.

Dans l'article 7 de la loi, le « crime contre l'humanité » est défini comme suit :

L'un des actes suivants lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population civile, en connaissance de cette attaque :

(a) Meurtre ;

(b) Extermination ;

(c) Réduction en esclavage ;

(d) Déportation ou transfert forcé de population ;

(e) Emprisonnement ou toute autre forme de privation grave de liberté physique en violation des règles fondamentales du droit international ;

(f) Torture ;

(g) Viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée, ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable ;

(h) Persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs politiques, raciaux, nationaux, ethniques, culturels, religieux, de sexe, tels que définis au paragraphe 3, ou pour d'autres motifs universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en relation avec tout acte visé au présent paragraphe ou tout crime relevant de la compétence de la Cour ;

(i) Disparition forcée de personnes ;

(j) Crime d'apartheid ;

(k) Autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé mentale ou physique.

9.2 Autres principaux auteurs

9.2.1 Luo Gan

Entre 2002 et 2007, Luo Gan a été l'un des principaux dirigeants de la Chine, en tant que membre du Comité permanent du Politburo, composé de neuf personnes, et en tant que secrétaire de la Commission des affaires politiques et juridiques centrale, qui est devenue, pendant son mandat, l'un des bureaux politiques les plus puissants de Chine et l'une des bureaucraties les mieux financées. Il a également été à la tête du Groupe pilote central pour le traitement de la question du Falun Gong de 2003 à 2007.

Entre 2001 et 2003, lorsque la persécution était la plus sévère, Luo Gan a prononcé au moins huit discours publics visant à forcer le système politique et judiciaire chinois à inscrire le Falun Gong comme la plus importante « cible d'attaque ». Le génocide des pratiquants de Falun Gong était alors, et est encore aujourd'hui, effectué ouvertement et systématiquement.

Chaque fois que Luo Gan prononçait un discours ou se rendait quelque part pour superviser personnellement les « progrès » locaux, la persécution des pratiquants de Falun Gong dans cette région ou dans toute la Chine s'intensifiait. Par exemple, le 29 août 2000, deux jours après le discours de Luo Gan à la « Réunion d'échange d'expériences et de récompense pour le travail d'éducation et de transformation du ministère de la Justice » (également connu sous le nom de « discours de transformation »), Boxun News Net a rapporté que « Pékin prévoit d'intensifier les efforts pour persécuter le Falun Gong et l'éradiquer dans les trois mois ».

Même une fois que la communauté internationale a compris que la rhétorique du PCC contre le Falun Gong était de la diffamation, et malgré une opposition interne croissante par rapport à la persécution, Luo Gan a continué à faire des discours publics pour encourager l'intensification des efforts de persécution du Falun Gong. Parmi ces

discours figure celui qu'il a prononcé lors de la « Réunion nationale de travail politique et judiciaire » le 7 décembre 2004, un article publié dans Qiu Shi magazine en février 2005 et un autre discours lors de la « Réunion de l'assemblée de la zone de sécurité publique nationale sur les héros et les modèles au service méritoire » le 25 août 2005.

En septembre 2005, plusieurs jours après le discours public de Luo, le PCC a commencé à rassembler et à détenir un grand nombre de pratiquants de Falun Gong partout en Chine. Nombre d'entre eux ont été gravement torturés.

Luo a parlé à maintes reprises de la prétendue « situation difficile, conforme et à long terme », indiquant que la campagne contre le Falun Gong devait être à long terme et brutale. Par exemple, il a dit que les camps de travaux forcés « doivent faire un travail complet et approfondi sur les pensées des gens », faisant référence au lavage de cerveau forcé.

Pour empêcher les gens qui ont été « transformés » contre leur volonté de pratiquer à nouveau le Falun Gong, Luo a déclaré : « Les camps de travaux forcés doivent établir un système de communication et de retour d'information régulier avec les lieux de travail qui emploient des pratiquants de Falun Gong. Quand ils [les pratiquants de Falun Gong] sont libérés, les communautés et les bureaux résidentiels doivent continuer à faire un travail de “réflexion” sur eux. Les camps de travaux forcés devraient mettre en place un système de communication avec les lieux de travail de ces pratiquants “transformés” pour avoir régulièrement un retour d'information concernant le fait qu'ils aient repris leur pratique du Falun Gong ou pas. »

Selon les discours de Luo, les méthodes de persécution détaillées comprennent l'utilisation de pratiquants de Falun Gong « transformés » travaillant avec le PCC pour « transformer » d'autres pratiquants, ainsi que le développement de méthodes ainsi que la collecte et la diffusion de l'expérience de persécution dans tout le pays.

9.2.2 Zeng Qinghong

En tant que membre suppléant du Politburo, secrétaire du secrétariat du Comité central du PCC et chef du Département de l'organisation du PCC, Zeng Qinghong a été l'un des premiers fonctionnaires de haut niveau à soutenir Jiang Zemin dans la persécution du Falun Gong. Au début de la persécution, Zeng a présenté la « lutte » contre le Falun Gong comme un test important pour le Parti communiste. Il a utilisé son autorité à la tête du Département de l'organisation, qui contrôle le personnel au sein du PCC, pour faire pression sur d'autres responsables afin qu'ils participent à la persécution.

Zeng a été l'un des planificateurs de l'imposture des auto-immolations sur la place Tiananmen le 23 janvier 2001 (voir Annexe 2). Entre le 27 janvier et le 1^{er} février, Zeng s'est rendu dans les provinces du Jiangsu, du Hunan et d'autres provinces pour diffamer le Falun Gong en se basant sur cette imposture. Il a ordonné que la répression du Falun Gong soit « une tâche importante à faire rapidement, et de la faire bien, sans aucune hésitation ni mollesse ».

Le 20 avril 2001, lors d'une conférence nationale à Pékin sur « l'éducation à l'étude de la pensée » pour les responsables de villages dans les zones rurales, Zeng a encensé la théorie politique des « Trois Représentations » de Jiang Zemin et a de nouveau appelé les gens des campagnes à réprimer le Falun Gong.

Avant le 1er octobre 2001 (Journée nationale en Chine), Zeng Qinghong et Luo Gan ont personnellement organisé « l'opération Tempête n° 3 » qui a conduit à l'arrestation de nombreux pratiquants de Falun Gong. Dans le cadre de cette opération, le gouvernement central a dépêché dans chaque province des spécialistes des réseaux informatiques pour surveiller et bloquer l'accès à Minghui.org. Des jeunes hommes employés temporairement par la police ont surveillé 24 heures sur 24 les zones publiques et résidentielles ainsi que les rues des grandes villes. Un certain nombre de pratiquants ont été arrêtés à la suite de cette opération.

Zeng a personnellement dirigé la persécution dans certaines régions. Entre le 17 et le 23 janvier 2001, il s'est rendu avec Luo Gan dans la province du Hunan. Luo s'est rendu dans la ville de Hengyang, et Zeng dans la ville de Changsha (la capitale de la province du Hunan). En six jours, plus de 1600 pratiquants de Falun Gong ont été arrêtés et emmenés dans des camps de travaux forcés à Hengyang, et un nombre inconnu a été arrêté à Changsha.

Trois mois plus tard, fin avril 2001, Zeng Qinghong s'est rendu dans la ville de Hefei, dans la province de l'Anhui, où, sous sa direction, un grand nombre de pratiquants ont été arrêtés les 29 et 30 avril.

9.2.3 Liu Jing

En tant qu'ancien ministre adjoint de la Sécurité publique et ancien directeur du Bureau 610 central, Liu Jing a été l'un des principaux responsables de la persécution sous Jiang Zemin. Liu a conçu des méthodes pour forcer les pratiquants de Falun Gong à renoncer à leur croyance, a donné l'ordre aux policiers de tirer et de tuer les pratiquants à vue, a coordonné des arrestations massives de pratiquants, et a aidé à orchestrer l'imposture des auto-immolations place Tiananmen (voir Annexe 2) pour diffamer le Falun Gong.

Dans un exemple de développement et de promotion de méthodes pour « transformer » les pratiquants, Liu Jing a personnellement chargé six individus de prétendre qu'ils étaient des pratiquants de Falun Gong, d'infiltrer le camp de travaux forcés de Masanjia, et de manipuler les vrais pratiquants pour qu'ils renoncent au Falun Gong en créant de toutes pièces et en interprétant mal les enseignements du Falun Gong. Liu Jing et Luo Gan ont ensuite donné des conférences dans toute la province pour que d'autres camps de travail, centres de détention et prisons adoptent les mêmes méthodes de « transformation » que celles utilisées à Masanjia.

Avant le Nouvel An chinois en février 2002, Liu a tenu une réunion à l'hôtel Nanhu à Changchun, dans la province du Jilin, où

il a critiqué le manque d'efficacité de la province dans la répression des pratiquants et a donné l'ordre « d'éliminer complètement » le Falun Gong. Le Bureau de la sécurité publique de Changchun a ensuite procédé à des arrestations massives de pratiquants plusieurs nuits de suite. Les agents ont eu l'autorisation de tirer pour tuer les pratiquants pris en train de poser des affiches ou d'accrocher des bannières concernant le Falun Gong.

Quand les pratiquants ont diffusé des informations sur la persécution en interceptant des signaux de télévision à Changchun le 5 mars 2002, Jiang Zemin a ordonné que les participants soient « tués sans pardon ». Il a envoyé Luo Gan, Liu Jing, et d'autres responsables dans la province du Jilin à plusieurs reprises pour y diriger l'effort de répression. Le même mois, lors d'une arrestation massive dans toute la province, les autorités de Changchun ont dépêché plus de 6000 policiers et arrêté plus de 5000 pratiquants de Falun Gong. Après avoir été torturés à Changchun, ils ont été transférés dans des prisons de la province du Jilin et ont continué à être maltraités. Au moins six pratiquants ont été tués, et quinze autres ont été condamnés à des peines allant de quatre à vingt ans de prison.

Lorsque Liu a représenté la Chine aux réunions de 2000 et 2001 de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, il a diffamé le Falun Gong et a nié le fait que les pratiquants en Chine étaient arrêtés et torturés.

9.2.4 Zhou Yongkang

Le 9 décembre 2002, Zhou Yongkang a été choisi pour remplacer Jia Chunwang au poste de ministre de la Sécurité publique. Pendant la transition, le rôle de Zhou en tant que nouvel administrateur de la « campagne frapper dur » contre le Falun Gong a été souligné dans un article de l'Australian Press Association (APA) et de Reuters. Par exemple, dans son article du 9 décembre 2002, « La Chine se dote d'un nouveau ministre de la Sécurité publique », APA (édition de Pékin) a republié l'annonce du People's Daily concernant la

nomination de Zhou à ce poste, qui soulignait que la « campagne frapper dur » contre le Falun Gong était l'une des principales réalisations de l'ancien chef de la police avant Zhou.

Le 26 décembre 2002, dans « Le chef de la sécurité publique de la Chine demande instamment de meilleures normes de travail en matière d'application de la loi », la BBC a rapporté les remarques faites par Zhou lors d'une vidéoconférence. Entre autres choses, Zhou exhortait toutes les organisations de la sécurité publique en Chine à « se prémunir strictement et à frapper fort face aux activités perturbatrices et de sape menées par des forces hostiles à l'intérieur et à l'extérieur du pays, y compris l'organisation sectaire du Falun Gong ».

Le 28 mai 2004, China News Service a rapporté les remarques de Zhou à la réunion des Affaires ministérielles organisée par le ministère de la Sécurité publique. Entre autres sujets, « il a souligné qu'ils doivent prendre des mesures efficaces pour lutter contre les activités illégales et criminelles [...] et prêter une attention particulière aux modes opératoires des forces hostiles internes et externes, des forces terroristes violentes, des forces ethniques, des forces religieuses extrémistes et des organisations sectaires comme le Falun Gong ; prendre des précautions strictes ; et “frapper fort” face à leurs activités perturbatrices et destructrices ». La participation directe de Zhou à la persécution a été menée essentiellement par sa gestion du Bureau 610. Les forces de police et de sécurité (y compris celles du Bureau 610) qui ont arrêté, détenu, lavé le cerveau et torturé les pratiquants de Falun Gong ont reçu des ordres du Bureau de la sécurité publique au niveau provincial et/ou municipal, qui relèvent du ministère de la Sécurité publique dont Zhou Yongkang était responsable.

9.2.5 Li Lanqing

En tant que premier chef du Bureau 610 central, Li Lanqing a utilisé le langage de persécution de Jiang Zemin, en plus de sa propre

idéologie, pour mettre en œuvre la campagne *douzheng* de Jiang. Par exemple, en février 2001, lors d'une réunion nationale de remises de prix, Li Lanqing a fait l'éloge des membres des forces de la sécurité chinoise pour avoir soumis le Falun Gong au *douzheng* et à la « transformation ». Il a en outre chargé les dirigeants du Parti et du gouvernement à tous les niveaux de continuer à mener la campagne de *douzheng* contre le Falun Gong afin de renforcer la confiance et les objectifs du Parti. Li a été à la tête du Bureau 610 de juin 1999 à novembre 2002, date à laquelle il a pris sa retraite.



法輪大法好

Chapitre 10 : Les organismes qui gèrent la persécution

Depuis son accès au pouvoir, le Parti communiste chinois (PCC) a mis en place un système dans lequel c'est le Parti qui dirige et non les lois. Ses décisions sont prioritaires sur le système judiciaire et le système pénal, donc les bureaux chargés de l'application des lois ainsi que les différentes cours de justice ne sont rien d'autre que des relais administratifs du Parti. Jiang Hua, ancien directeur de la Cour populaire suprême, explique : « Pendant la guerre, c'est le comité du Parti qui décidait qui devait être arrêté et même tué, que ce soit au sein de l'armée populaire ou parmi les membres de la base révolutionnaire. Ce système a été conservé. »

Après des décennies de lavage de cerveau, le régime communiste a réussi à faire accepter aux gens que la loi devait refléter la volonté des dirigeants du Parti, et qu'elle était là pour protéger les intérêts de ce même Parti. En conséquence, « on suit la politique, pas les lois » est devenu la règle tacite au sein du système politique et législatif du pays.

Les différents niveaux de comités du Parti recouvrent les provinces, les municipalités, les districts et les régions autonomes, chaque niveau ayant sa propre Commission des affaires politiques et juridiques (CAPJ) dont le rôle est de superviser les services de police et de justice. La plupart des secrétaires de comités du Parti sont également à la tête des CAPJ, générant ainsi un réseau de pouvoir complexe.

Quand Jiang Zemin a donné l'ordre de persécuter le Falun Gong en 1999, il a renforcé les pouvoirs des CAPJ pour mettre en œuvre

cette campagne de répression. Les CAPJ et le Bureau 610 travaillent ensemble (ils partagent souvent les mêmes bureaux et ont les mêmes dirigeants). Conjointement, ils utilisent les ressources des différentes administrations dans le but de s'en prendre aux pratiquants de Falun Gong, de les arrêter, les mettre en détention, les faire condamner, les endoctriner, tout en coordonnant des prélèvements forcés d'organes sur des pratiquants encore vivants, alimentant ainsi le système chinois des greffes d'organe. À chaque niveau, c'est la CAPJ qui élabore les stratégies de persécution, et c'est le Bureau 610 qui les met en pratique.

10.1 Partage du pouvoir et des ressources

Après que Jiang Zemin a établi le Bureau 610 en 1999, de nombreux secrétaires adjoints de la CAPJ ont été nommés à la tête du Bureau 610, en plus de leurs fonctions existantes. Par exemple : Xiao Xiangxin, le secrétaire adjoint de la CAPJ du district de Wan'an dans la province du Jiangxi, a également été le directeur du Bureau 610.

Les CAPJ, comme le Bureau 610, utilisent parfois d'autres noms de façade de façon à cacher leur statut illégal. Par exemple, à Daqing dans la province du Heilongjiang, on peut lire sur la plaque de la CAPJ « Bureau du comité de gouvernance générale de la sécurité sociale de la municipalité ». Tout comme le Bureau 610 qui s'est fait appeler « Bureau de gouvernance municipal pour la prévention et la gestion des sectes ».

Lors d'une réunion plénière du Bureau 610 dans la ville de Wuhan, dans la province du Hubei, au cours de l'été 2010, Zhou Yongkang, ancien directeur de la CAPJ centrale, a rappelé l'ordre de Jiang Zemin selon lequel il fallait éradiquer le Falun Gong en Chine. Zhou Yongkang a également alloué des fonds supplémentaires au Bureau 610 pour qu'il continue la persécution.

10.2 Contrôle de la police, de la justice et du système pénal

Dans la plupart des pays démocratiques, la police, les procureurs et les cours de justice travaillent indépendamment les uns des autres et servent aussi à contrôler les actions des uns et des autres. Mais ce n'est pas le cas en Chine. Les bureaux de police et les cours de justice étaient déjà sous le contrôle du Parti avant même le début de la persécution du Falun Gong en 1999, mais Jiang Zemin et le Bureau 610 ont renforcé ce contrôle pour mettre en œuvre sa politique de persécution tout en outrepassant les lois.

Par exemple, les présidents du Parquet populaire suprême et de la Cour populaire suprême, et même le ministre de la Justice, tous membres de la CAPJ, dépendaient de Zhou Yongkang et de Meng Jianzhu, les deux anciens directeurs du ministère de la Sécurité publique et de la CAPJ. Il en va de même pour de nombreux procureurs ou juges locaux, qui doivent rendre des comptes aux cadres de la police ; ces cadres sont également responsables de leur CAPJ locale. Ce contrôle accru a eu pour effet de contribuer à rapidement étendre les pouvoirs qu'exercent les systèmes de sécurité publique en Chine.

Cette structure rend les systèmes de police et de justice incapables d'opérer avec justice et équité. Dans le cas de la persécution du Falun Gong, les pratiquants sont soumis à des procès-spectacles, car leurs verdicts sont décidés à l'avance par la CAPJ et le Bureau 610.

Un exemple marquant est celui de M^{me} Gao Deyu, 68 ans, de la ville de Xichang dans la province du Sichuan, qui a été arrêtée en septembre 2009 en raison de sa pratique du Falun Gong. Son avocat a eu beaucoup de mal à lui rendre visite en prison. Liu, le directeur adjoint de la CAPJ de Xichang, a dit à son avocat : « Ne me parlez pas de lois, on n'applique pas la loi ici. » Un an plus tard, la cour de justice de Xichang condamnait M^{me} Gao à douze ans de prison.

Dans la province du Hebei, six pratiquants de Falun Gong ont

été condamnés à des peines de sept ou huit ans par la cour de justice de la ville de Qian'an le 6 décembre 2009. Le juge, Feng Xiaolin a déclaré aux familles des pratiquants : « On ne tient pas compte de la loi quand on traite les dossiers du Falun Gong. »

Un autre juge de la ville de Yiyang, dans la province du Hunan, a déclaré à une pratiquante de Falun Gong, M^{me} Zhang Chunqiu : « Maintenant, le Parti a le pouvoir d'outrepasser la loi pour réprimer le Falun Gong. Nous, nous sommes juste là pour les procédures administratives [du procès]. Il n'y a rien d'autre que nous puissions faire. Vous ne pouvez pas nous en tenir responsables. »

Le juge Gu Yingqing de la cour de Suzhou dans la province du Jiangsu a déclaré à la fille de M. Lu Tong, condamné à quatre ans de prison le 17 décembre 2008 : « N'allez pas vous imaginer que les lois ont plus de poids que la politique. C'est inutile de me parler des lois, puisque moi je vous parle de politique. »

Le directeur du Bureau 610 du district de Nong'an dans la province du Jilin, M. Ma, a déclaré à un pratiquant : « C'est nous qui prenons les décisions ici. On parle de politique. On ne parle pas de la loi. Vous pouvez aller porter plainte contre nous où vous le souhaitez. »

Quand des pratiquants sont emprisonnés, la CAPJ et le Bureau 610 les condamnent à des lavages de cerveau et exigent qu'ils renoncent à leur croyance. Le taux de « transformation », c'est-à-dire le nombre de pratiquants renonçant à leur foi, est étroitement lié aux promotions que les gardes obtiendront ou aux bonus qu'ils toucheront. Par conséquent, les gardes recourent à des tortures brutales pour augmenter leur taux de transformation et ainsi maximiser leurs gains. Certains ont même menacé des pratiquants : « C'est la transformation ou la crémation. »

10.3 Le Bureau 610

Le Bureau 610 a été créé en tant qu'organisation interne du Parti communiste avec pour fonctions exclusives de coordonner et de mettre en œuvre la répression et l'éradication du Falun Gong. C'est un bureau illégal d'espionnage qui, dans les hautes sphères, vit dans le secret, mais dont l'existence aux niveaux administratifs inférieurs est notoire : il planifie les stratégies et chapeaute toutes les activités liées à la répression du Falun Gong. Pour y parvenir, il a reçu l'autorisation de contrôler les agences gouvernementales à tous les niveaux, notamment le système de justice (la police, les parquets et les différentes cours), en violation avec la loi chinoise et la Constitution chinoise.

Des « Bureau 610 » ont été créés non seulement à chaque niveau du gouvernement, mais également au sein des bureaux liés à la sécurité de l'État, au sein des départements de police, universités, écoles, agences gouvernementales, ainsi qu'au sein des grandes entreprises. Les agents des bureaux 610 sont impliqués dans les relations internationales, la surveillance d'Internet, les entreprises étrangères, l'industrie du tourisme et les activités criminelles.

10.3.1 Création et expansion

Lors d'une réunion du Politburo du PCC le 7 juin 1999, Jiang Zemin a prononcé un discours dans lequel il parle de l'urgence de « s'occuper du Falun Gong ». C'est à ce moment-là qu'il a annoncé que le Comité central allait mettre sur pied une équipe de travail pour développer rapidement des stratégies d'éradication du Falun Gong. Elle aurait Li Lanqing à sa tête, un membre du Comité actif du Politburo, et pour adjoints Luo Gan et Ding Guangen, tous deux membres du Politburo.

Le « Comité central d'actions en charge de la question du Falun Gong » était créé trois jours plus tard, le 10 juin 1999. Ses membres

comprenaient des cadres de la Cour populaire suprême, du Parquet populaire, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Sécurité de l'État, du Département de la propagande, ainsi que du ministère des Affaires étrangères. Son bras actif s'est appelé « Comité central d'actions en charge de la question du Falun Gong » ou Bureau 610 central.

Les sous-comités du PCC au niveau des provinces, au niveau des villes, des districts, des faubourgs, et jusqu'aux quartiers se calquent tous sur cette structure, car eux aussi ont leur propre Comité d'actions chargé de la question du Falun Gong, en plus d'avoir un Bureau attitré (le Bureau 610). La majorité d'entre eux sont rattachés au CAPJ qui dépend à son tour du Comité du PCC, et quelques-uns sont rattachés au Bureau du comité du Parti à leur propre niveau.

Bien qu'aucun document n'ait été rendu public au moment de la formation des « Groupes directeurs » aux niveaux provincial et municipal, de nombreux documents font état de la création de bureaux au niveau des districts, des cantons et autres niveaux inférieurs, et ils en expliquent même le fonctionnement. Ces bureaux 610 locaux suivent le Bureau 610 central. Dans les zones urbaines, les bureaux 610 ont été créés au niveau des comités de quartier et on leur a attribué des agents spécifiques. Les zones rurales ont également vu la création de groupes de travail dirigés par les secrétaires du Parti des villages, ainsi que la création de bureaux 610.

Ni le Comité central du PCC ni le Conseil d'État n'ont ouvertement reconnu l'existence de cette organisation que ce fût par le biais des structures organisationnelles accessibles au public ou dans des communiqués de presse officiels. Pourtant, elle apparaît dans les rapports des médias et les sites web des gouvernements locaux. L'existence du Bureau 610 central peut également être vérifiée par le biais de documents du Conseil d'État, des ministères et des gouvernements locaux, ainsi que par des reportages de médias. Le secret de l'existence de cette organisation rappelle celui du « Groupe directeur du Comité central du PCC pour la révolution culturelle » dans les années 1960, qui ne répondait qu'à Mao Zedong et qui exerçait de

vastes pouvoirs extralégaux.

10.3.2 Illégalité

Le Bureau 610 a été créé sans suivre la procédure légale ni la demande d’approbation par le Congrès populaire national, le plus haut organe de pouvoir en Chine. Il viole également la Constitution chinoise, en particulier l’article 36 (liberté de croyance religieuse) et l’article 89 (pouvoirs conférés au Conseil d’État).

En raison de sa confidentialité, de nombreux détails des bureaux 610 ne sont pas connus du public. Bien que le Bureau 610 a été mentionné dans des articles de presse de l’époque, il n’apparaissait pas dans les politiques publiques du Comité central du PCC ni dans les documents juridiques ou les documents gouvernementaux. Une capture d’écran du site web du gouvernement de la ville de Changde, province du Hunan, indique que le Bureau 610 de Changde a commencé ses opérations en juillet 1999, bien que sa création n’ait été officiellement approuvée par le comité du Parti de la province du Hunan qu’en mars 2001. Pendant près de deux ans, le Bureau 610 de Changde fonctionnait comme une entité non enregistrée au sein du comité provincial du Parti. Ses activités pendant cette période sont pourtant réelles, comme le montre l’exemple ci-dessous :

M. Ou Keshun, né en 1962, était un pratiquant de Falun Gong du xian de Linli dans la ville de Changde. La police de Linli l’a arrêté le 12 janvier 2001 et l’a détenu dans un centre de lavage de cerveau à l’intérieur du centre de réhabilitation pour toxicomanes de Changde. Les agents d’un groupe de travail du Bureau 610 de Changde et de la CAPJ ont forcé M. Ou et un certain nombre d’autres pratiquants à renoncer à leur croyance. Ils l’ont détenu avec des toxicomanes et les ont incités à le torturer. Après avoir été gravement battu et avoir vomi du sang, M. Ou est décédé huit jours

plus tard, le 20 janvier. Pour dissimuler la cause du décès, les agents du groupe de travail ont ordonné sa crémation à Changde avant l'arrivée de sa famille.

10.3.3 Structure organisationnelle

Lors de sa création, le Bureau 610 central relevait directement du Comité central du PCC en tant qu'organisation temporaire au niveau du bureau, mais a ensuite été élevé au rang d'agence permanente au niveau du ministère. En 2010, son code dans le système de la fonction publique chinoise était le numéro 959.

Le premier directeur du Bureau 610 central était Wang Maolin, qui a ensuite été remplacé par Liu Jing, vice-ministre de la Sécurité publique. En 2009, Liu Jing a été remplacé par Li Dongsheng, vice-ministre du Département de la propagande centrale et directeur adjoint du Bureau 610 central. Parmi les autres anciens directeurs et directeurs adjoints, mentionnons Xu Haibin (directeur adjoint exécutif, ancien secrétaire de Luo Gan), Gao Yichen (ancien vice-ministre de la Sécurité d'État), Yuan Yin, Wang Xiaoxiang et Dong Jufa. Li Anping était secrétaire général du Bureau 610 central.

Voici la structure connue du Bureau 610 central :

- **Secrétariat** (également connu sous le nom de bureau général), directeur : Wang Tixian
- **Premier bureau** (semblable au secrétariat), directeur : Wang Tixian ; directeur adjoint : Li Xiaodong ; inspecteur : Song Quanzhong.
- **Deuxième bureau**, directeur : Shao Hongwei ; directeur adjoint : Gao Xiaodong.
- **Troisième bureau** : aucune information supplémentaire disponible.

Les fonctions exactes de ces trois bureaux sont actuellement inconnues de l'extérieur, mais on peut se référer à la structure interne des bureaux 610 inférieurs. Ces bureaux locaux varient d'un endroit à l'autre, mais ils ont normalement une branche de secrétariat, une branche générale et une branche d'éducation. Un Bureau 610 au niveau du district se compose normalement d'un groupe général et d'un groupe d'éducation. Un Bureau 610 au niveau de la ville comprend généralement une section générale et une section d'éducation. Dans un exemple spécifique, la structure du Bureau 610 du comité du Parti du district de Luhe dans la ville de Nanjing, province du Jiangsu, contient la section de coordination générale, la section d'éducation et de transformation, et la section de prévention et de contrôle. Il n'est pas courant qu'un Bureau 610 de district ait trois succursales. Néanmoins, elles pourraient correspondre aux trois branches du Bureau 610 central.

Les responsabilités de ces directions sont les suivantes :

- **Branche du secrétariat** : traitement du travail quotidien et coordination des affaires administratives ; envoyer/recevoir/faire circuler des messages ; rédaction de documents ; gérer le sceau officiel, la confidentialité et l'archivage des fichiers ; préparation et organisation de réunions.
- **Branche générale** : traitement des dossiers et des renseignements, recherche approfondie, analyse des tendances, examen des travaux et réunions ; responsable de la confidentialité, du travail politique et des ressources humaines, de la logistique administrative et des activités quotidiennes.
- **Branche de l'éducation** : propagande diffamatoire contre le Falun Gong, lavage de cerveau des pratiquants de Falun Gong pour forcer les pratiquants à renoncer à leur croyance (appelée « éducation et transformation »), contact, coordination, supervision, inspection, coordination d'autres agences sur la gestion des soi-disant problèmes posés par le Falun Gong.

En résumé, la branche générale se concentre sur la collecte de renseignements, l'analyse d'informations et la formulation de stratégies de persécution, tandis que la branche d'éducation mène des opérations et force les pratiquants à renoncer à leur croyance.

Quand le nom du Bureau 610 est devenu suspect, il a été changé en « Bureau de prévention et de gestion des problèmes de secte ». À certains endroits, on l'appelle le « Bureau de maintien de la stabilité ». Par exemple, un document du comité de la structure organisationnelle du canton de Lingchuan, dans la province du Shanxi, montre deux titres pour le Bureau 610 : le « Bureau du comité du Parti de Lingchuan pour la prévention et la gestion des questions culturelles » et le « Bureau de Lingchuan pour la prévention et la gestion des questions culturelles ». Cependant, sa fonction reste la même, et en interne, il est toujours appelé le Bureau 610.

10.3.4 Composition de l'équipe

Comme le Bureau 610 était à l'origine destiné à n'être qu'une agence temporaire, les autorités ont retiré les membres du personnel du système politique et juridique et les ont affectés à l'organisation du Bureau 610, en plus de leurs emplois existants. Par exemple, si un agent de police était transféré au Bureau 610, il conservait son poste et ses pouvoirs d'application de la loi au sein du service de police. Ces employés étaient parfois appelés « les policiers 610 ». Si l'intéressé était secrétaire du Parti ou directeur d'une certaine agence, il restait directeur ; bien qu'il n'ait pas de pouvoir d'application de la loi, il recevait le pouvoir d'ordonner aux forces de police d'effectuer des tâches spécifiques contre les pratiquants de Falun Gong. Il semblerait que d'autres membres du personnel aient été recrutés dans des organismes tels que les parquets, les tribunaux, les services de propagande, les bureaux judiciaires, les bureaux des finances et les bureaux d'appel.

Comme la persécution s'est poursuivie bien au-delà des trois mois

prévus par Jiang Zemin, le Bureau 610 est devenu une organisation permanente avec des employés à plein temps. Malgré le haut degré de confidentialité qui l'entoure, le peu d'informations publiques qui sont communiquées révèle que cette « Gestapo moderne » a des organigrammes complets et détaillés, du gouvernement central de Pékin jusqu'aux différentes régions aux quatre coins du pays.

Bien qu'il soit impossible de déterminer combien de personnes travaillent dans le système du Bureau 610 en Chine, le nombre est sans aucun doute élevé, compte tenu de sa présence dans toutes les agences gouvernementales et non gouvernementales comme dans les comités du Parti, au niveau des provinces, des municipalités, des cantons, des bourgs et des districts. La présence étendue des bureaux 610 à travers le pays reflète également la profondeur et l'ampleur de la persécution du Falun Gong.

10.3.5 Contrôle des administrations gouvernementales et des entreprises commerciales

Le Bureau 610 a des succursales intégrées dans les systèmes de police et d'éducation, ainsi qu'au sein des grandes entreprises publiques et privées, afin de surveiller et d'ordonner les arrestations des pratiquants de Falun Gong dans tous les secteurs de la société.

1) Le système de police

Comme le Bureau 610 et autres agences ont échoué à éradiquer le Falun Gong dans les trois mois initialement prévus par Jiang Zemin, ce dernier a ordonné que le Bureau 610 soit étendu au ministère de la Sécurité d'État, au ministère de la Sécurité publique et aux départements de police locaux lors d'une réunion interne fin 2000 ou début 2001.

Le ministère de la Sécurité publique a publié l'avis n° 157 en 2001 concernant la création d'un département spécifique au sein du système de la sécurité publique pour traiter les cas de Falun Gong

et autres « organisations nuisibles de qigong ». Cet avis a marqué la création du Bureau 610 au sein du système de la sécurité publique.

Le ministère de la Sécurité publique a également ajouté un département supplémentaire, le 26^e Département, comme base officielle du Bureau 610. Dans certaines régions, le Bureau 610 relève du Premier Département du ministère de la Sécurité publique, le Département de la sécurité nationale, et partage le même immeuble de bureaux avec deux plaques de porte différentes. Le chef ou le chef adjoint du Département de la sécurité nationale est également devenu le chef du Bureau 610.

En plus du système de police, le Bureau 610 a également imprégné tous les organismes et départements du gouvernement, y compris les parquets, les tribunaux, les départements de justice, le système pénitentiaire, le bureau des finances, l'administration nationale de l'industrie agroalimentaire, le Bureau du commerce, le département de la propagande et le département du syndicalisme ouvrier.

2) Le système éducatif

Pour faire avancer la politique de persécution et promouvoir la propagande du Parti diabolisant le Falun Gong, le régime communiste a établi le Bureau 610 au sein du système éducatif, du niveau provincial au niveau municipal et des universités et écoles de médecine aux écoles secondaires et élémentaires.

Fin 2005, le Bureau 610 est apparu sur le plan du campus de l'université de Jilin, passant ainsi d'une simple affiliation au Bureau du comité du Parti de l'université à un nouveau statut d'organisation indépendante. Une telle décision, cependant, n'est pas courante dans les universités en Chine, car la plupart des bureaux 610 restent affiliés au comité du Parti sur le campus. En janvier 2006, la nouvelle direction de la faculté de droit de l'université de Jilin a annoncé aux membres du personnel l'existence de son Bureau 610, ce qui en fait la première faculté de droit en Chine à annoncer l'existence du Bureau 610 au sein de son organisation.

Dans la ville de Zibo, dans la province du Shandong, le bureau de l'éducation du district de Zhangdian a publié un avis en octobre 2006, ordonnant à toutes les écoles du district, y compris les écoles secondaires et les écoles élémentaires, de « perfectionner et de mettre en œuvre la politique de création des bureaux 610 en fonction de chaque situation liée à l'école ».

3) Le service postal

Le Bureau 610 a fait pression sur le service postal pour qu'il inspecte les lettres et les colis à la recherche de documents liés au Falun Gong. Dans la province du Yunnan, par exemple, on a demandé aux employés des bureaux de poste d'ouvrir les enveloppes pour rechercher les lettres écrites par les pratiquants de Falun Gong qui souhaitent informer sur la persécution²⁷⁸. Les bureaux de poste de toute la Chine ont également bloqué les plaintes pénales contre Jiang Zemin que les pratiquants de Falun Gong avaient envoyées à la Cour populaire suprême et au Parquet populaire suprême (ce qui sera discuté plus en détail au chapitre 12).

Ce type de politique viole l'article 40 de la Constitution chinoise (liberté et confidentialité de la correspondance). Il viole également la loi postale chinoise, en particulier l'article 35 (interdiction d'ouvrir, de cacher ou de détruire le courrier appartenant à des tiers) et l'article 38 (abus de pouvoir de la part des employés de la poste). Enfin, il viole les articles 252 et 253 du droit pénal chinois, qui traitent de l'ouverture, de la dissimulation et de la destruction du courrier d'autrui par des citoyens ou des postiers.

4) Les grandes entreprises

Étant donné que de nombreuses entreprises d'État et entreprises publiques ou privées ont leur propre comité du Parti communiste, des bureaux 610 ont naturellement aussi été créés au sein de ces organisations. Des exemples documentés incluent le groupe minier

de Shuicheng dans la ville de Liupanshui, province du Guizhou, et le groupe minier de Xinkuang dans la ville de Taian, dans la province du Shandong. Dans un autre exemple, la 10^e division du Corps de production et de construction du Xinjiang, une organisation économique et paramilitaire unique, avait le numéro de téléphone de son directeur du Bureau 610 inscrit dans son carnet d'adresses.

Cas 1 : Le champ pétrolifère de Daqing est responsable de la mort d'au moins 27 pratiquants

Parmi les grandes entreprises en Chine, la Compagnie du champ pétrolifère de Daqing (une filiale de PetroChina) est responsable du plus grand nombre de morts de pratiquants de Falun Gong depuis le début de la persécution. En date du mois d'avril 2013, au moins 27 employés de cette entreprise d'État avaient été persécutés à mort pour leur pratique du Falun Gong, représentant 40 % des décès de pratiquants à Daqing et 5 % des décès de pratiquants dans la province du Heilongjiang²⁷⁹.

Le Bureau 610 de la Compagnie pétrolière de Daqing a mis en place des centres de lavage de cerveau, forcé des unités de l'entreprise à payer pour envoyer leurs employés qui pratiquent le Falun Gong dans des centres de lavage de cerveau dans lesquels ils sont torturés, a bloqué le paiement des salaires et des primes des pratiquants de Falun Gong, a ordonné à la police et au système judiciaire de Daqing d'arrêter et d'emprisonner des pratiquants et a distribué des documents de propagande diffamant le Falun Gong. Bon nombre des pratiquants visés étaient des travailleurs modèles, et dans certains cas, leurs dirigeants leur ont permis de continuer à travailler malgré les pressions du Bureau 610 pour qu'ils soient rétrogradés²⁸⁰.

Cas 2 : Les agents du Bureau 610 de la Société du groupe Gezhouba persécutent une pratiquante à mort

Les pratiquants de Falun Gong employés par le groupe Gezhouba de la ville de Yichang, dans la province du Hubei, ont été agressés, espionnés, intimidés et soumis à des lavages de cerveau par le Bureau 610 et la section de sécurité des huit filiales de Gezhouba.

L'une d'entre elles était M^{me} Shen Ju, qui a commencé à pratiquer le Falun Gong en mai 1998 et a vu sa santé s'améliorer en conséquence. Après le début de la persécution, elle est allée à Pékin trois fois pour demander justice pour le Falun Gong. Elle a été arrêtée et ramenée à la ville de Yichang, où des agents du Bureau 610 et l'agent Xu Hong de la Deuxième Société du groupe Gezhouba lui ont extorqué une grosse somme d'argent et l'ont gardée prisonnière. Au cours des années suivantes, la police et les agents de la compagnie ont détenu à plusieurs reprises M^{me} Shen et l'ont placée dans des centres de lavage de cerveau.

Après des années de violences physiques et psychologiques, M^{me} Shen est tombée dans le coma pendant vingt-quatre heures et est décédée à l'hôpital le 10 janvier 2006. Elle avait 34 ans et laissait derrière elle un enfant de six ans²⁸¹.



法輪大法好

Chapitre 11 : Les complices de la persécution

Comme exposé dans le chapitre 9, Jiang Zemin a utilisé le contrôle qu'il avait sur le Parti, le gouvernement et l'armée pour diriger la persécution du Falun Gong. Avec l'aide de la Commission des affaires politiques et juridiques et le Bureau 610, Jiang a réussi à faire en sorte que la persécution soit l'affaire de chaque citoyen chinois, dans son travail comme dans sa vie privée. Tous les membres de la société ont dû participer de force à la persécution, soit de façon volontaire à l'aide d'incitations et de gains personnels, soit de manière forcée en subissant des pressions politiques et des intimidations. Cela inclut presque toutes les organisations du Parti, du gouvernement et de l'armée, ainsi que les organisations liées à l'enseignement, la santé et la médecine, la finance et les relations internationales.

11.1 Les autorités locales

Les comités de quartier sont spécifiques au Parti communiste chinois (PCC) et sont utilisés pour contrôler les citoyens au niveau des districts. Ces bureaux locaux jouissaient autrefois de peu de prestige en termes d'emploi. Toutefois, lorsque la persécution du Falun Gong a débuté en 1999, ces bureaux sont devenus partie intégrante de la campagne du PCC et ont progressé de façon significative. Les membres du personnel ont été promus fonctionnaires et ont dû

passer des examens du corps des fonctionnaires. Ils ont également commencé à toucher des traitements de plus de 10 000 yuans par an, ainsi qu'une couverture sociale et une retraite²⁸². Certains comités de quartier ont leur propre Bureau 610 et la répression du Falun Gong apparaît ouvertement comme l'une de leurs responsabilités professionnelles.

Dans le district de Kuiwen à Weifang, dans la province du Shandong, le comité de quartier a mené une campagne de diffamation contre le Falun Gong. Des employés ont affiché et distribué des documents de propagande dans tout le district et sont même allés jusqu'à entrer chez les gens pour leur transmettre le message de vive voix. Dans le même district, l'association de quartier de Yingyuan a organisé une exposition anti-Falun Gong qui a montré à plus de 200 habitants et étudiants 76 affiches diffamant le Falun Gong et ils ont été forcés de signer des dénonciations. Pour avoir mené ces activités et mis des locaux à disposition de la police et pour la surveillance au sein du quartier, l'association de quartier de Yingyuan a été qualifiée de « quartier modèle » et a reçu des récompenses généralement accordées aux villes.

Ces comités de quartier ont été également intéressés par des avantages financiers. Le comité du Parti de la province du Shandong et le gouvernement ont appelé leur association antireligieuse une organisation « évoluée ». L'association a offert 5000 yuans à chaque quartier participant à la persécution et chaque bourg s'est vu offrir 10 000 yuans. Entre 2000 et 2009, l'association a déboursé un total de 345 000 yuans pour de telles récompenses.

En plus des campagnes de diffamation, les comités de quartier ont également coopéré avec la police et les agences judiciaires pour enquêter et surveiller les pratiquants. Les employés des comités harcèlent et se rendent fréquemment chez les pratiquants pour les intimider, les photographier et les filmer, leur confisquer leurs livres de Falun Gong, et les forcer à signer des déclarations disant qu'ils renoncent à leur croyance.

11.2 Entreprises étrangères et médias

De l'autocensure à la coopération active, beaucoup d'entreprises étrangères et de médias d'information ont aidé de façon directe ou indirecte le régime chinois à persécuter le Falun Gong.

11.2.1 Des entreprises de technologie aident à construire des infrastructures permettant la censure et la surveillance

En 2000, le régime chinois a commencé à instaurer un système de filtrage et de surveillance des informations en ligne, connu sous le nom de *Grand Firewall*. Son cadre d'exigences était défini par le Politburo, la Commission des affaires politiques et juridiques, le ministère de la Sécurité de l'État et le Bureau 610.

Les entreprises de technologie les plus importantes qui ont contribué au développement du *Grand Firewall* incluaient Cisco et Nortel. Une présentation interne émanant de Cisco a filtré ; on y révélait que l'entreprise savait que ses produits seraient utilisés à ces fins et l'une des diapositives déclarait que l'un des buts de ce projet était de « combattre la secte maléfique du Falun Gong et d'autres éléments hostiles », ne faisant ici que répéter la rhétorique diffamatoire du régime chinois envers le Falun Gong²⁸³. D'après une étude menée en 2005 par le professeur John Palfrey de l'université de Harvard, le *Grand Firewall* bloquait 100 % des informations positives sur le Falun Gong, 60 % des informations liées à des partis politiques d'opposition, presque 50 % des informations sur le massacre de la place Tiananmen du 4 juin 1989, et 10 % des sites pornographiques²⁸⁴.

11.2.2 Une entreprise étrangère se plie aux exigences du PCC de censurer et licencier les pratiquants

En septembre 2003, une pratiquante de Falun Gong a parlé de son expérience positive grâce à la pratique au cours d'un discours auprès d'un sous-traitant chinois de l'entreprise de cosmétiques Mary Kay à Shenzhen. À la suite d'une dénonciation faite par un reporter auprès des autorités, trois pratiquants de Falun Gong ont été arrêtés. Le Bureau 610 a fait pression auprès de Mary Kay pour suivre la ligne du Parti au sujet du Falun Gong, et a menacé l'entreprise de cessation ou d'interruption de leurs affaires commerciales avec la Chine.

Mary Kay s'est pliée aux exigences et a demandé à ce que tous les employés signent une déclaration par laquelle ils s'engageaient à ne pas pratiquer ni prôner le Falun Gong, à défaut de quoi il serait mis un terme à leur contrat de travail. Plusieurs employés de Mary Kay ont ainsi perdu leur emploi, car ils refusaient de signer cette déclaration. Un autre employé ouvertement favorable au Falun Gong a été emprisonné par les autorités chinoises.

Le 17 novembre 2003, Chris Smith, Tom Lantos et Ileana Ros-Lehtinen, tous trois membres du Congrès américain, ont écrit au PDG de Mary Kay Richard R. Rogers pour demander que l'entreprise annule l'obligation pour les employés de sa filiale chinoise de signer une déclaration relevant d'une appartenance religieuse, spirituelle et politique. Un porte-parole de l'entreprise a déclaré à l'Agence France Presse (AFP) que Mary Kay était déjà en train de retirer cette exigence et a nié le fait que des employés se soient vus licenciés pour avoir refusé de signer cette déclaration²⁸⁵.

11.2.3 Des médias internationaux répètent la propagande du Parti communiste chinois

Contrairement aux campagnes politiques précédentes dans lesquelles le PCC avait fermé les portes de la Chine, le régime a, dès le départ, engagé la presse étrangère dans sa campagne contre le

Falun Gong, dans le but de propager sa rhétorique anti Falun Gong dans le monde entier pour obtenir un soutien international pour la persécution. Dans les premiers temps de la persécution, beaucoup de médias d'information très connus dans le monde ont retransmis la propagande que le PCC diffusait dans les médias contrôlés par l'État, tels que CCTV (la télévision centrale chinoise). Encore aujourd'hui, les médias occidentaux utilisent souvent les termes désobligeants employés par le régime, et parlent de « secte », des « adeptes », et de « menace », pour parler du Falun Gong et de ses pratiquants.

Au cours des années qui ont suivi, plusieurs médias internationaux ont continué de répéter la désinformation du PCC au sujet du Falun Gong, ou bien sont restés silencieux sur le sujet, à cause d'avantages financiers ou d'intimidation de la part du régime chinois. La chaîne de télévision en mandarin Talentvision TV, installée au Canada a, par exemple, retransmis un programme de CCTV qui accusait à tort des pratiquants de Falun Gong d'être coupables d'un meurtre à Pékin. Le Conseil canadien de la radiodiffusion et des télécommunications a stipulé le 16 août 2002 que la déclaration de Talentvision disant que le Falun Gong était lié au meurtre de Pékin sans avancer de preuves tangibles était en violation de multiples règles du code d'éthique du Conseil à la tête de la profession et constituait une attaque envers le Falun Gong. Le Conseil a exigé de la chaîne de télévision que cette notification soit diffusée à une heure de grande écoute²⁸⁶.

Il semblerait que le régime chinois fasse également usage de liens financiers et qu'il utilise les dollars comme levier pour empêcher les médias étrangers de couvrir le sujet du Falun Gong. Par la même occasion, il a passé des accords avec des journaux importants pour y intégrer des articles de China Daily, un moyen d'étendre et d'amplifier la diffusion de la propagande du Parti communiste.

11.3 Responsables chinois ayant aidé à mettre en pratique la persécution

En comparaison avec les coupables clés nommés au chapitre 9 section 9.2, qui ont été les responsables au premier chef du lancement de la persécution, les responsables ci-dessous ont été recrutés plus tard pour cette campagne et ont joué un rôle moins crucial. Toutefois, ils ont activement accéléré la persécution pour construire leur propre pouvoir politique et ont causé aux pratiquants de Falun Gong de leurs juridictions des souffrances indicibles.

11.3.1 Li Dongsheng

En tant que vice-président de CCTV de janvier 1993 à juillet 2000, Li Dongsheng (李 东 生) a mené la campagne nationale de propagande du PCC contre le Falun Gong. Lorsque le Bureau 610 a été fondé en juin 1999, il a été nommé directeur adjoint responsable de la propagande. Quand Liu Jing a pris sa retraite en octobre 2009, Zhou Yongkang a nommé Li ministre adjoint de la Sécurité publique et l'a mis à la tête du Bureau 610.

Li a influencé l'opinion publique grâce à « Focus », un programme populaire diffusé en prime time sur CCTV, sur les affaires courantes. Ce programme a diffusé 102 émissions anti-Falun Gong en six ans et demi, entre le 21 juillet 1999 et fin 2005. Il y a eu 70 épisodes de ce genre rien qu'entre juillet et décembre 1999.

Li a également joué un rôle majeur en mettant en scène l'imposture des auto-immolations de la place Tiananmen, propulsant la campagne de propagande à un niveau supérieur.

11.3.2 Bo Xilai

Bo Xilai (薄 熙 来), l'ancien maire de la ville de Dalian, dans la province du Liaoning, a activement mis en pratique la campagne

de répression du Falun Gong initiée par Jiang Zemin. Il a étendu le réseau de prisons et de camps de travaux forcés, tout en en construisant de nouveaux.

Parmi les pratiquants de Falun Gong qui se sont rendus à Pékin pour faire appel de leur droit de pratiquer leur croyance, beaucoup ont été emmenés dans les camps et prisons nouvellement mis en place. Bo a donné l'ordre à tous les niveaux des forces de l'ordre de frapper et tuer les pratiquants. Il a également dirigé la mise en place de l'utilisation des pratiquants pour les prélèvements forcés d'organes et pour la plastination des corps à Dalian, mettant ainsi en œuvre la directive de Jiang de les « détruire physiquement ». Bo a rapidement été promu gouverneur de la province du Liaoning.

Après que Bo a été nommé secrétaire du Parti à Chongqing en 2007, les pratiquants de la ville ont été massivement et régulièrement arrêtés, emprisonnés, ou emmenés dans des centres de lavage de cerveau.

11.3.3 Wen Shizhen

Wen Shizhen (闻世震), secrétaire du Parti de la province du Liaoning d'août 1997 à décembre 2004, a également utilisé de sa position et de son influence pour mettre en pratique les ordres de Jiang Zemin de douzheng (persécuter) le Falun Gong. En juillet 1999, il a ordonné aux autres leaders du Parti de « suivre les ordres du Comité central du PCC de Jiang d'éliminer le Falun Gong... dans notre province » par la conversion idéologique, au moyen de la torture (« transformation ») afin de les vaincre. De même, en octobre 1999, après que Jiang Zemin a donné une fausse information au journal français Le Figaro et que le People's Daily a publié les mensonges de Jiang le lendemain, Wen a exhorté les leaders régionaux du Parti à accélérer la campagne de douzheng basée sur les calomnies de Jiang Zemin au sujet du Falun Gong.

11.3.4 Wang Maolin

Wang Maolin (王 茂 林), première personne à avoir dirigé le Bureau 610 central, a activement mis en pratique la campagne anti-Falun Gong de Jiang Zemin. Par exemple, dans sa préface au livre de référence écrit par le Parti Le Falun Gong et les sectes perverses, Wang soutient que le livre « saisit l'importance et la nécessité de la bataille contre le Falun Gong ».

11.3.5 Ding Shifa

Ding Shifa (丁 世 发), secrétaire de la Commission des affaires politiques et juridiques de la province du Liaoning, a intensifié les idées de Wen Shizhen pour promouvoir la répression du Falun Gong. En octobre 1999, il a prié ses camarades politiques de la province du Liaoning de « participer de façon diligente dans la douzheng [anti-Falun Gong], avec un enthousiasme politique total, afin de l'emporter ».

Avant cela, en juillet 1999, Ding a dirigé des employés du service de l'organisation du Parti du Liaoning, du service de la propagande, et du bureau de la sécurité publique de la ville de Huludao et a exigé que les responsables locaux exécutent de façon rigoureuse les stratégies de la direction centrale du PCC (lancée par Jiang Zemin) afin de réussir la campagne anti Falun Gong.

11.3.6 Zhang Xinxiang

Alors qu'il était secrétaire adjoint du comité provincial du Parti de la province du Liaoning, Zhang Xinxiang (张 行 湘) a exhorté ses collègues responsables, surtout ceux de la ville de Huludao, à être « prêts pour une campagne de douzheng durable contre le Falun Gong », qu'il qualifiait d'« ennemi du Parti ».





法輪大法好

Chapitre 12 : Plus de 200 000 plaintes déposées contre Jiang Zemin

Plusieurs pratiquants en Chine ont essayé d'intenter le premier procès contre Jiang Zemin en août 2000, mais les autorités ont simplement refusé d'enregistrer leur plainte²⁸⁷.

Le 1^{er} mai 2015, la Cour suprême du peuple a mis en œuvre une nouvelle « réforme du système d'enregistrement », qui stipule que toutes les plaintes pénales doivent être enregistrées auprès de la Cour dès leur réception. De nombreux pratiquants de Falun Gong ont commencé à exercer leur droit légal de poursuivre Jiang Zemin pour avoir lancé la persécution du Falun Gong et leur avoir causé un grand préjudice et d'immenses souffrances.

Faits saillants

En dirigeant la persécution du Falun Gong, Jiang Zemin a violé la Constitution chinoise, le droit pénal chinois et les lois internationales sur la torture, le génocide et les crimes contre l'humanité. Jiang a également ordonné aux ministères du gouvernement de mener des actions pour lesquelles ils n'avaient pas d'autorité légale.

209 908 procès ont été intentés contre Jiang auprès de la Cour suprême du peuple et du Parquet suprême du peuple. Entre la fin du mois de mai et le 31 décembre 2015, 201 803 personnes ont déposé

plainte contre Jiang, dont 171 059 ont soumis des copies à Minghui.org. Par ailleurs, il a été confirmé que 134 176 plaintes (78,4 %) envoyées par la poste avaient bien été livrées. Dans de nombreuses régions, les autorités locales ont exercé des représailles contre les plaignants qui avaient engagé des poursuites contre Jiang. Les cas de représailles comprennent le harcèlement, les interrogatoires, les arrestations, voire les peines de prison. Fin 2017, le Parti communiste chinois (PCC) a lancé une campagne de « frapper aux portes » pour garder la trace des pratiquants qui avaient poursuivi Jiang et/ou qui pratiquaient encore le Falun Gong.

12.1 Exemples de plaintes déposées contre Jiang Zemin

Les plaintes contre Jiang Zemin sont envoyées à la Cour suprême du peuple et au Parquet populaire suprême. Minghui.org reçoit également des copies des plaintes contre Jiang de la part de nombreux pratiquants de Falun Gong.

Les témoignages suivants, tirés de ces affaires judiciaires, décrivent des abus répétés et brutaux pour le simple fait de pratiquer le Falun Gong et avoir adressé une pétition au gouvernement pour leur droit à la liberté de croyance. Les trois plaignants auraient très bien pu mourir sous la torture, et l'un d'entre eux, M. Yang Zhiqiang, a perdu sa femme à la suite des mauvais traitements incessants en garde à vue²⁸⁸.

Cas 1 : Luo Zhihui

Ville natale : Shijiazhuang, province du Hebei

Date de dépôt : 8 juin 2015

M^{me} Luo Zhihui, 64 ans, travaillait pour le centre de fourniture de céréales de Qiaoxi dans la ville de Shijiazhuang. Elle a commencé à pratiquer le Falun Gong en 1997, ce qui l'a aidée à se remettre complètement d'une grave anémie. Reconnaisante pour l'amélioration de sa santé et pour les conseils spirituels qu'elle a reçus du Falun Gong, M^{me} Luo a lancé plusieurs appels pour mettre fin à la persécution. Elle a été arrêtée plus de 20 fois. Elle a été torturée et empoisonnée pendant ses détentions dans des camps de travail, un hôpital psychiatrique et des centres de lavage de cerveau.

M^{me} Luo a été détenue pour la première fois en octobre 1999, alors qu'elle se rendait à Pékin pour faire appel pour le Falun Gong. Elle a été détenue dans plusieurs postes de police et centres de détention pendant au moins un total de 55 jours. La police l'a torturée avec les méthodes « Piloter un avion » et « Porter une épée sur le dos » (être menotté dans le dos, une main passée par-dessus l'épaule). Elle a été attachée à une chaise pendant huit jours d'affilée et devait porter la chaise avec elle lorsqu'elle utilisait les toilettes.

En mars 2000, Mme Luo a été emmenée de chez elle et détenue dans un hôpital psychiatrique pendant plus de dix jours. Elle a été torturée avec le « lit de mort » et nourrie de force.

M^{me} Luo s'est rendue à nouveau à Pékin en mai 2000 et en juillet 2001 pour adresser une pétition au gouvernement en faveur du Falun Gong. Elle a été arrêtée à ces deux reprises. La première fois, elle a été condamnée à un an de travaux forcés et la deuxième fois, à trois ans. Dans le camp de travail, les gardes l'ont giflée à maintes reprises, lui ont cogné la tête contre le mur et lui ont arraché les cheveux. Ils l'ont enchaînée à un chauffage pour l'empêcher de dormir. La privation de sommeil à long terme lui a entraîné une hypertension.

Les gardiens ont également ordonné aux prisonnières de mettre des substances dans la nourriture de Mme Luo, qui lui ont occasionné des vertiges et des pertes de mémoire.

M^{me} Luo a été contrainte de faire un travail intensif. Une fois, on l'a

obligée à travailler pendant quarante-huit heures sans dormir.

Sa santé s'est tellement détériorée qu'elle a été temporairement libérée pendant plusieurs mois pour suivre un traitement médical. La police l'a remise dans le camp de travail lorsqu'elle s'est rendue à Pékin pour faire à nouveau appel pour le Falun Gong alors qu'elle était en liberté conditionnelle.

Avant les Jeux olympiques de Pékin de 2008, la police a fait irruption chez M^{me} Luo, l'a arrêtée et l'a condamnée à trois ans et demi de prison. Cependant, la santé de M^{me} Luo était si mauvaise qu'aucune prison ne l'a acceptée. La police a dû la laisser partir.

Cas 2 : Dong Ming

Ville natale : Changchun, province du Jilin

Date de dépôt : 17 juillet 2015

M. Dong Ming, 45 ans, travaillait à l'Institut des technologies et de l'information dans la province du Jilin. Comme il pratiquait le Falun Gong, il a été licencié par son employeur, arrêté six fois, et emmené trois fois dans des camps de travaux forcés, pour un total de trois ans et neuf mois.

M. Dong s'est rendu à Pékin le 23 décembre 1999 pour faire appel pour le Falun Gong. Il a été détenu pendant quinze jours. Après sa libération, il a été renvoyé de son travail parce qu'il refusait de renoncer au Falun Gong. Cependant, cela n'a pas empêché M. Dong de s'exprimer. Il s'est rendu à nouveau à Pékin le 31 décembre 2000 pour faire appel pour le Falun Gong. Cette fois, il a été détenu pendant huit jours. La police lui a frappé les côtes et le visage, a utilisé des baguettes pour lui écraser les doigts jusqu'à ce que la peau soit à vif et l'a violemment nourri de force, le blessant au niveau de la bouche et des gencives.

M. Dong a été arrêté pour la troisième fois en mars 2001 alors qu'il assistait à une conférence de partage d'expériences sur le Falun

Gong dans la province du Guangxi. Il a été détenu pendant plus d'un mois dans un poste de police et dans un centre de lavage de cerveau. Il a été nourri de force parce qu'il faisait une grève de la faim. Il a ensuite été détenu en isolement et contraint à regarder des vidéos diffamatoires sur le Falun Gong. Il n'a pas eu l'autorisation de voir sa famille.

Le 13 mars 2002, M. Dong a été arrêté et emmené dans un camp de travail pendant seize mois. Les gardes l'ont frappé avec une planche jusqu'à ce que la planche se brise en trois morceaux. On l'a forcé à s'asseoir sur un « petit tabouret » pendant de longues périodes et son utilisation des toilettes a été restreinte. Il a reçu un coup de pied dans le bas du dos qui lui a provoqué de fortes douleurs qui ont duré un mois. Il a été privé des visites de sa famille. À la fin de sa peine, il a été tout de suite emmené dans un centre de lavage de cerveau.

Le 27 mai 2004, M. Dong a été arrêté alors qu'il se rendait chez un autre pratiquant de Falun Gong. Il a été emmené dans un camp de travail pour seize mois supplémentaires. Il a été torturé sur le « Banc du tigre ». Les gardes lui ont versé de l'eau glacée dessus à maintes reprises, jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Ils lui ont aussi mis de l'huile de wasabi dans le nez. À la fin de sa peine dans ce camp de travail, il a été emmené dans un centre de lavage de cerveau, mais il a été libéré peu après avoir entamé une grève de la faim pour protester.

En juillet 2007, la police a arrêté M. Dong dans son propre magasin et a confisqué ses affaires. Certaines d'entre elles n'ont jamais été rendues. La police l'a frappé à la tête à coups de poing et avec des bouteilles de bière non ouvertes. M. Dong a été emmené dans un camp de travail pendant un an et vingt-huit jours.

Cas 3 : Yang Zhiqiang

Ville natale : Tianjin

Date de dépôt : 15 août 2015

M Yang Zhiqiang, 61 ans, a intenté un procès pour sa femme et lui-même. Sa femme M^{me} Dong Yuying est morte après avoir passé trois ans et dix mois dans le camp de travail pour femmes de Tianjin en raison de sa croyance dans le Falun Gong. Dans le camp, la police l'a torturée et agressée sexuellement en lui insérant quatre broches à dents dans le vagin. Elle a été battue et gavée, ce qui lui a fait perdre trois dents. Son poids est passé de 80 kg à 40 kg. M^{me} Dong est morte le 17 mars 2005, quatre mois après son retour du camp de travail.

M. Yang a été arrêté à trois reprises et détenu pendant dix-neuf mois et quinze jours au total. Il a été arrêté une première fois et détenu pendant quinze jours le 20 juillet 1999, lorsque lui et sa femme se sont rendus à Pékin pour faire appel au nom du Falun Gong.

Le couple s'est rendu à nouveau à Pékin en octobre 1999. Sa femme a été détenue pendant plus d'un mois et a été obligée de payer 10 000 yuans avant d'être libérée. M. Yang a été envoyé dans un camp de travail pendant dix-huit mois. Il a été soumis à des travaux forcés et battu à coups de matraque en caoutchouc. Les gardes l'ont choqué à la tête et sur le corps avec des matraques électriques pendant de longues périodes. Quinze ans plus tard, M. Yang a encore des cicatrices sur tout le corps.

Alors que sa femme était dans un camp de travail entre 2000 et 2004, M. Yang a été emmené dans un centre de lavage de cerveau pendant un mois, laissant leurs enfants tout seuls.

Cas 4 : Une ancienne juge chinoise dépose plainte contre Jiang Zemin²⁸⁹

M^{me} Sun Linghua, juge de la ville de Jinzhou, province du Liaoning, avait été nommée juge en chef de la division économique et juge en chef de la division administrative du tribunal du xian de Yi dans la ville de Jinzhou. En 1995 et 1996, elle avait reçu le prix d'employée modèle dans le système juridique de la ville de Jinzhou.

Le 8 juin 2015, M^{me} Sun a déposé une plainte contre Jiang auprès du Parquet populaire suprême chinois. Elle a été licenciée de son travail et torturée dans des camps de travail et en prison à cause de sa croyance dans le Falun Gong.

M^{me} Sun a été incarcérée à trois reprises dans le tristement célèbre camp de travaux forcés de Masanjia, dans la province du Liaoning. En juin 2003, elle a été condamnée à sept ans et demi et envoyée à la prison de Dabei, où elle a été astreinte à des travaux forcés et a subi des pressions pour renoncer à sa croyance. Lorsque M^{me} Sun a été condamnée, elle a été licenciée de son emploi et est au chômage depuis.

Dans sa plainte, Mme Sun parle d'une femme dont elle avait traité l'affaire et qui était venue la voir alors qu'elle était détenue dans un centre de détention. M^{me} Sun a écrit : « Cette femme a déclaré à la police du centre de détention : "Il y a environ 100 juges et fonctionnaires de justice dans le secteur. Sun Linghua est probablement la seule qui refuse de recevoir des pots-de-vin. Une personne honnête comme ça ne devrait pas être emprisonnée." »

Beaucoup de gens l'ont soutenue et ont condamné la persécution, a rappelé M^{me} Sun. « Un policier du centre de détention m'a dit une fois qu'il me respectait pour ma moralité. Une responsable de mon lieu de travail a pleuré lorsqu'elle m'a rendu visite au centre de détention. Elle a promis de faire de son mieux pour me faire sortir. »

Avant de pratiquer le Falun Gong, M^{me} Sun avait de nombreux

problèmes de santé, notamment une spondylose lombaire, de la neurasthénie, une cardiopathie rhumatismale, une mammite et une colite. Cette année-là, un médecin lui a présenté le Falun Gong. Après un an de pratique, toutes ces maladies avaient été guéries. Depuis 1996, elle n'a plus jamais eu besoin d'aller à l'hôpital.

Dans sa plainte, Mme Sun accusait également Jiang Zemin d'avoir créé une propagande diffamatoire pour tromper les gens et attisé la haine publique envers le Falun Gong, ainsi que de forcer ou de séduire les fonctionnaires du gouvernement pour qu'ils s'impliquent dans la persécution.

Cas 5 : Un contre-amiral à la retraite poursuit l'ancien dictateur chinois²⁹⁰

Un contre-amiral à la retraite de l'Armée populaire de libération a envoyé une plainte au Parquet populaire suprême, accusant l'ancien dictateur chinois Jiang Zemin d'avoir lancé la répression brutale du Falun Gong qui avait provoqué ses immenses souffrances.

Zhou Yi, contre-amiral de 79 ans, a pris sa retraite de professeur agrégé à l'Université aéronautique et astronautique de la marine. Selon lui, Jiang a violé son droit constitutionnel à la liberté de croyance et a permis son arrestation illégale et son emprisonnement fallacieux alors qu'il n'avait rien fait de mal. Quant à la persécution du Falun Gong en général, Zhou dit que Jiang a commis un génocide, la torture et des crimes contre l'humanité.

M. Zhou demande à la Cour suprême du peuple d'ordonner à Jiang de présenter des excuses ouvertes pour avoir calomnié le Falun Gong afin d'inciter à la haine publique et de réparer les souffrances infligées au fondateur et aux pratiquants de Falun Gong, y compris M. Zhou et sa famille.

12.2 Statistiques sommaires

Entre fin mai et le 31 décembre 2015 :

- 201 803 pratiquants de Falun Gong et les membres de leur famille ont déposé des plaintes pénales contre Jiang auprès de la plus haute cour de justice de Chine.

- 171 059 d'entre eux ont envoyé des copies à Minghui.org.

- Il a été confirmé que 134 176 cas avaient été transmis au Parquet populaire suprême et à la Cour populaire suprême, ce qui représente 78,4 % de toutes les plaintes envoyées par la poste.

Parmi les plaignants, 2189 sont à Taïwan et dans 28 autres pays, dont les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, le Japon, le Royaume-Uni, la Malaisie, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, Singapour, la France, l'Espagne, l'Indonésie, l'Irlande, le Danemark, la Finlande, la Norvège, l'Italie, le Portugal, la Suisse, la Pologne, la Roumanie, la Belgique, le Pérou et la Hongrie.

Les plaignants en Chine proviennent de 33 divisions administratives au niveau provincial, dont 22 provinces, 4 municipalités (Pékin, Tianjin, Shanghai, Chongqing), 5 régions autonomes (Guangxi, Mongolie intérieure, Tibet, Ningxia, Xinjiang) et 2 régions administratives spéciales (Hong Kong, Macao).

Au 25 octobre 2016, 209 908 plaintes au total avaient été déposées contre Jiang Zemin.

12.3 Représailles contre les pratiquants

De nombreux pratiquants ont été harcelés, interrogés, arrêtés ou même condamnés pour avoir déposé des plaintes contre Jiang Zemin. Fin 2017, le PCC a également lancé la campagne « Frapper aux portes » pour garder une trace des pratiquants qui avaient poursuivi

Jiang en justice et/ou qui continuaient de pratiquer le Falun Gong.

Parmi les 19 095 cas de harcèlement et d'arrestations de pratiquants de Falun Gong, 7056 étaient des représailles pour avoir intenté des poursuites contre Jiang Zemin²⁹¹.

Voici quelques exemples de représailles.

12.3.1 À Chaoyang, province du Liaoning, 36 condamnés²⁹²

Plus de 300 habitants de la ville de Chaoyang et de ses régions subordonnées ont été arrêtés en novembre 2015. Les pratiquants avaient déposé des plaintes contre Jiang Zemin, accusant l'ancien dictateur chinois d'avoir lancé la persécution du Falun Gong qui avait entraîné leurs arrestations et détentions répétées. Les autorités locales ont pris des mesures pour que les pratiquants de Falun Gong arrêtés soient rapidement poursuivis en justice au cours des mois suivants. À ce jour, il a été confirmé que 36 des personnes arrêtées ont été condamnées à des peines de prison allant de six mois à douze ans.

Voici les pratiquants et leurs peines de prison :

1. Jiang Wei, douze ans
2. Liu Dianyuan, onze ans et demi
3. Li Guojun, onze ans
4. Lin Fengfen, dix ans
5. Chen Suying, neuf ans
6. Ma Yanhua, sept ans
7. Lin Jiangmei, sept ans et 20 000 yuans d'amende
8. Wu Jinping, sept ans
9. Xie Jianping, sept ans
10. Xu Jinfeng, sept ans
11. Yin Xiuzhu, sept ans et 20 000 yuans d'amende

12. Zhou Ruixue, six ans et demi
13. Song Zhifu, six ans
14. Liu Shuhua, cinq ans
15. Wang Guojun, cinq ans
16. Wang Qing, cinq ans
17. Wang Yuhua, cinq ans
18. Chi Shuhua, quatre ans
19. Wang Zhiguo, quatre ans
20. Zhao Hongjun, quatre ans
21. Zhang Yongkui, trois ans
22. Zhang Haifeng, trois ans
23. Li Zhihong, trois ans avec quatre ans de liberté surveillée
24. Liu Yaping, trois ans avec trois ans de liberté surveillée
25. Sun Liancheng, trois ans avec trois ans de liberté surveillée
26. Xu Xiuhua, trois ans avec trois ans de liberté surveillée
27. Yang Zemei, trois ans avec trois ans de liberté surveillée
28. Zhang Weimin, trois ans avec trois ans de liberté surveillée
29. Zhao Hongxue, trois ans avec trois ans de liberté surveillée
30. Yang Qinghua, trois ans avec quatre ans de liberté surveillée
31. Lv Xin, deux ans avec trois ans de liberté surveillée
32. Jing Fei, un an, a reçu une amende de 2000 yuans
33. Ren Man, un an
34. Huo Huixian, six mois
35. Sha Jingtang, liberté surveillée (peine exacte inconnue)
36. Huang Lixin, liberté surveillée (peine exacte inconnue)

12.3.2 Un couple condamné pour avoir poursuivi en justice un ancien dictateur chinois²⁹³

Un homme et son épouse du xian de Binchuan, de la préfecture autonome bai de Dali, ont été condamnés à la prison pour avoir déposé plainte contre Jiang Zemin et avoir tenu l'ancien dictateur chinois pour responsable du lancement de la persécution du Falun Gong. M. Shi Jianwei et son épouse M^{me} Xiao Zhu ont été persécutés à maintes reprises pendant dix-sept ans pour avoir refusé de renoncer au Falun Gong. Après avoir déposé une plainte légale, M. Shi a été condamné à six ans et demi et M^{me} Xiao à cinq ans.

Ils font maintenant appel de leurs peines.

Un canton voisin prend la relève après le dépôt de plainte d'un avocat

Le couple a été arrêté le 16 octobre 2015. M. Shi a été emmené au centre de détention du xian de Binchuan et M^{me} Xiao au centre de détention de la ville de Dali.

Leur avocat a rencontré de nombreux obstacles en cherchant à défendre leur droit constitutionnel de demander justice à Jiang pour avoir violé leur droit à la liberté de croyance.

Au total, les deux centres de détention ont rejeté la demande de l'avocat de rencontrer ses clients à quatre reprises. Yang Yu, chef du Bureau de la sécurité intérieure du xian de Binchuan, a affirmé que l'affaire du couple concernait la sécurité nationale et qu'aucune rencontre avec des avocats n'était autorisée.

L'avocat a ensuite déposé plainte contre Yang auprès des agences gouvernementales compétentes.

Un procureur adjoint du parquet de Binchuan a par la suite rejeté la demande de l'avocat de revoir le dossier du couple. L'avocat a alors déposé une plainte contre le procureur et a demandé que l'affaire

soit transférée dans une autre juridiction.

Le parquet de la ville de Dali, qui est le superviseur administratif du parquet de Binchuan, a ensuite ordonné aux procureurs voisins du xian de Xiangyun et au tribunal du xian de Xiangyun de prendre le relais.

Un accès restreint à l'audience

Le parquet du xian de Xiangyun a inculpé le couple, qui a été jugé par le tribunal du xian de Xiangyun le 23 juin 2016.

Seuls quelques-uns des membres de la famille du couple ont eu l'autorisation d'assister au jugement depuis la galerie du public. On a empêché les pratiquants de Falun Gong locaux qui s'étaient présentés pour soutenir le couple d'entrer dans le palais de justice.

Des procureurs non inscrits

Dès le début de l'audience, M. Shi a demandé que les juges et les procureurs membres du Parti communiste chinois soient récusés, car il les jugeait inaptes à le juger, lui et sa femme. Le président a ordonné une suspension de la séance en réponse à sa demande.

L'avocat a ensuite remarqué la présence de deux autres procureurs alors que l'acte d'accusation n'en mentionnait qu'un seul. Il a demandé à connaître l'identité des deux procureurs supplémentaires.

Le président du tribunal a commencé par ne pas tenir compte de la demande, mais il a cédé et a annoncé une seconde suspension lorsque l'avocat a continué de protester contre la violation de la procédure. Les procureurs supplémentaires ont révélé leur identité à la reprise de l'audience. Ils étaient des agents spéciaux du parquet de la ville de Dali.

Le couple témoigne contre la police

M. Shi a dit que Yang Yu, l'agent de la sécurité intérieure mentionné plus haut, avait ordonné à plus d'une dizaine de ses agents de le battre trois fois au total. Ils lui ont tordu les bras derrière le dos, lui ont donné des coups de pied dans le dos et le ventre et l'ont poussé à terre pour lui piétiner la tête.

M^{me} Xiao a dit qu'elle avait également été brutalisée lors des interrogatoires de la police. Elle a également déclaré que la police avait menacé la sécurité de la fille du couple.

Le couple a expliqué qu'ils se sentaient obligés de faire tout ce qu'ils pouvaient pour arrêter la persécution du Falun Gong et que poursuivre Jiang Zemin était un pas en avant.

Ils ont été condamnés le 5 août.

12.3.3 La police lance la campagne « Frapper aux portes » pour harceler les pratiquants de Falun Gong

La police dans de nombreuses régions de Chine s'est rendue chez les pratiquants de Falun Gong avant le 19^e Congrès national du Parti communiste chinois en octobre 2017. Les policiers ont dit qu'ils appliquaient la directive « Frapper aux portes ».

Les pratiquants ont été interrogés pour savoir s'ils pratiquaient toujours le Falun Gong. Les fonctionnaires ont également posé des questions sur leurs occupations et d'autres aspects de leur vie. Certains ont dit qu'ils n'avaient pas de mauvaises intentions, mais devaient avoir quelque chose à signaler à leurs superviseurs.

Dans certaines régions, la police a essayé de faire signer aux pratiquants une « déclaration de garantie » de ne plus pratiquer, de ne pas participer aux activités liées au Falun Gong et de ne pas faire appel aux tribunaux supérieurs. D'autres ont vérifié les ordinateurs ou les imprimantes chez les pratiquants et ont cherché à savoir si ces

derniers utilisaient Internet. Certains ont confisqué les livres de Falun Gong appartenant aux pratiquants.

Les policiers avaient souvent une liste de pratiquants qu'ils connaissaient avant le début de la persécution du Falun Gong par le Parti communiste en 1999, ainsi que les noms des pratiquants qui avaient déposé plainte contre l'ancien dirigeant chinois Jiang Zemin.

Une campagne nationale

La police de Lechang, province du Guangdong, a harcelé les pratiquants qui avaient été enregistrés par la police en 1999 ou qui avaient participé au mouvement pour poursuivre Jiang Zemin en justice. Les policiers ont même interrogé les familles des pratiquants décédés.

La police et les agents de la sécurité intérieure du district de Kuiwen, ville de Weifang, province du Shandong, ont harcelé les pratiquants qui avaient déposé plainte contre Jiang. Ils ont apporté du matériel d'enregistrement audio et vidéo pour surveiller ces pratiquants, puis les ont ensuite fait parler du Falun Gong et de la persécution.

Une centaine de pratiquants du district de Fushun dans la province du Liaoning ont été harcelés. La police locale et le personnel communal se sont rendus chez les pratiquants ou les ont appelés par téléphone, déclarant qu'ils agissaient sur ordre de leurs superviseurs pour enquêter. Certains policiers ont pris des photos ou des vidéos des pratiquants, ont confisqué leurs livres de Falun Gong et leurs documents écrits, et ont vérifié s'ils utilisaient Internet.

Dans la ville de Guanshan, province du Shanxi, les policiers ont interrogé les pratiquants sur les personnes qu'ils avaient récemment contactées, et s'ils pratiquaient toujours le Falun Gong. Ils ont essayé d'obliger les pratiquants à signer un document dénonçant le Falun Gong, mais n'ont pas réussi.

Certains pratiquants du Henan, du Jiangsu, du Jiangxi et du

Ningxia ont été menacés alors qu'on essayait de les faire signer des lettres déclarant qu'ils abandonneraient la pratique du Falun Gong. Les pratiquants de certaines régions ont cependant signé de leur nom, y compris un bon nombre de ceux qui avaient abandonné la pratique au début de la persécution.

12.4 Le soutien public augmente

La vague de poursuites en justice contre Jiang a reçu un large soutien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chine.

12.4.1 Rapport 2016 : Plus de 14 000 personnes demandent à ce que Jiang soit poursuivi en justice²⁹⁴

De nombreux non-pratiquants ont également uni leurs forces pour demander que l'ancien dictateur chinois soit traduit en justice pour ses crimes contre les pratiquants de Falun Gong. Ils ont montré leur soutien en signant des pétitions préparées par des pratiquants.

Selon les informations compilées par le site web Minghui, il a été confirmé qu'en mai 2016, 14 408 personnes au total avaient déposé plainte contre Jiang ou signé des pétitions.

Ces soutiens viennent de : 7484 personnes à Yueyang, province du Hunan ; 1522 à Linquan, province de l'Anhui ; 1207 à Wuhan, province du Hubei ; 2707 à Laizhou, province du Shandong ; et 1488 à Teiling, province du Liaoning.

12.4.2 Taïwan : Le conseil municipal de Nouveau Taipei adopte une résolution soutenant la poursuite en justice de l'ancien dirigeant chinois²⁹⁵

Le conseil municipal de Nouveau Taipei a adopté à l'unanimité une résolution « soutenant les poursuites judiciaires contre Jiang Zemin et appelant à l'arrêt immédiat de la persécution du Falun Gong ».

Le 20 octobre 2016, Nouveau Taipei a été la 13^e ville de Taïwan à adopter une résolution soutenant le mouvement suivi par des centaines de milliers de victimes et de sympathisants pour poursuivre en justice l'ancien dirigeant du PCC, Jiang Zemin, pour avoir lancé la persécution du Falun Gong.

« On ne peut pas tolérer les dix-sept années de persécution du Falun Gong et les prélèvements d'organes à vif », a déclaré Cheng Chin-long, le conseiller municipal qui a parrainé la résolution. « Les gouvernements démocratiques, y compris celui de Nouveau Taipei, Taichung et d'autres villes, respectent les droits fondamentaux de l'homme. C'est une valeur universelle de Taïwan. »

Il a déclaré qu'en dépit du développement rapide de la Chine, le pays était loin derrière en matière de droits de l'homme. « La liberté et les droits de l'homme sont des valeurs universelles. Le passage de la résolution représente les voix de quatre millions de citoyens de Nouveau Taipei. Cette résolution demande au gouvernement chinois de respecter les droits de l'homme, en particulier pour les pratiquants de Falun Gong », a ajouté Cheng.

Un autre conseiller municipal, Hsu Chao-hsing, a déclaré dans une interview : « Nous soutenons les pratiquants de Falun Gong contre les traitements injustes. J'espère qu'ils poursuivront leur combat pour la liberté, car c'est la bonne chose à faire. »

« Les prélèvements forcés d'organes à vif sont inhumains et contraires au droit fondamental à la vie », a déclaré le conseiller municipal Lin Chiu-hui dans une interview. « La liberté de croyance fait partie de la vie. Y porter atteinte entraînerait une condamnation

du monde entier. »

Il a souligné : « Jiang doit être tenu pour responsable de ses crimes. Il faut rendre leurs droits aux pratiquants de Falun Gong et réhabiliter leur nom. »

12.4.3 Plus de 2,6 millions de personnes signent une pétition soutenant une action en justice contre Jiang

Au 8 décembre 2017, plus de 2,6 millions de personnes avaient signé des pétitions demandant à ce que Jiang Zemin soit traduit en justice pour avoir instauré la persécution du Falun Gong. Il s'agit notamment de 770 000 signatures collectées dans sept pays asiatiques (hors Chine) en 2015 seulement. Une personne en Chine, qui a signé une telle pétition, a expliqué²⁹⁶ :

« Ma mère s'est remise de ses maladies et était en bonne santé après avoir commencé la pratique du Falun Gong avant juillet 1999. Cependant, elle a abandonné la pratique parce qu'elle a eu peur quand Jiang Zemin a lancé la persécution du Falun Gong. Après cela, elle ne supportait plus rien et réprimandait souvent les autres. Ses maladies sont ensuite revenues et elle a dû subir une intervention chirurgicale. Je sais que ma mère ne serait pas dans cet état s'il n'y avait pas de persécution. C'est Jiang Zemin qui a fait du mal à ma maman. Donc, moi aussi, j'ai voulu poursuivre Jiang en justice et j'espère que le Parquet suprême le traduira en justice. »

Un habitant de Taipei a dit après avoir donné sa signature : « Signer la pétition est la bonne chose à faire. Qu'il [le PCC] prélève et vende les organes [des pratiquants] est une terrible erreur, chacun peut se lever, condamner [les auteurs de ces actes] et exiger que Jiang soit poursuivi, et que la persécution s'arrête.²⁹⁷ »



3^e partie :

La situation actuelle du Falun Gong



明慧網
MINGHUI.ORG

3^e partie : La situation actuelle du Falun Gong

Faits saillants

En Chine, les pratiquants poursuivent leur action de résistance face à la persécution par des moyens non violents. Pour s'assurer que les gens autour d'eux comprennent le Falun Gong et les mauvais traitements infligés aux pratiquants par les autorités, ils parlent aux gens dans la rue, impriment et distribuent des documents d'information, accrochent des banderoles et des affiches dans leurs quartiers, écrivent des lettres et passent des appels téléphoniques. Certains prennent contact avec les responsables de la persécution au sein de la police et de la justice pour essayer de les convaincre de ne plus exécuter les ordres illégaux à l'encontre des pratiquants.

À l'extérieur de la Chine, les pratiquants informent le public de la persécution en organisant et en participant à des événements locaux. Ils organisent également des rassemblements et des manifestations pacifiques à l'occasion d'anniversaires importants, et ils sollicitent le soutien de tous les organismes gouvernementaux. Pour venir en aide aux pratiquants confrontés à la persécution en Chine, ils coordonnent les efforts visant à passer des appels téléphoniques aux auteurs des persécutions. Par ailleurs, les artistes parmi les

世界需要真善忍

pratiquants ont réalisé des peintures, produit des films documentaires et créé des groupes artistiques qui montrent l'esprit et l'essence du Falun Gong.

De plus en plus de personnes apprennent à connaître le Falun Gong dans le monde entier. Certains apprennent les exercices auprès de pratiquants sur des sites d'exercices collectifs dans des parcs publics et lors d'événements associatifs. D'autres participent à des activités locales, notamment celles organisées dans les librairies Tianti à New York et à Séoul. Les pratiquants ont enseigné les exercices de Falun Gong dans de nombreuses écoles en Inde, en Indonésie et ailleurs. De plus en plus de touristes chinois s'arrêtent sur les stands des pratiquants dans les principales destinations touristiques pour s'informer sur la persécution, qui est fortement censurée dans leur pays d'origine. Le Falun Gong est aujourd'hui pratiqué dans plus de 80 pays et ses enseignements ont été traduits dans plus de 40 langues.

La communauté internationale soutient les efforts des pratiquants pour mettre fin à la persécution en Chine. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales ont demandé la libération des pratiquants de Falun Gong emprisonnés pour leur croyance en Chine. Les principaux auteurs de cette persécution sont poursuivis en justice en dehors de la Chine pour des crimes de génocide et de torture. Les États-Unis envisagent maintenant de renforcer le contrôle des visas afin de refuser l'entrée aux auteurs de violations des droits de l'homme, y compris aux fonctionnaires chinois qui ont participé à la persécution du Falun Gong.



法 輪 大 法 好

Chapitre 13 : Lutter contre la persécution à l'intérieur de la Chine

Depuis le début de la persécution en juillet 1999, les pratiquants en Chine ont utilisé divers moyens pour résister à la persécution et dénoncer la propagande diffamatoire diffusée par les médias contrôlés par le Parti. Comme toutes les voies de recours légales leur ont été refusées et que les sources d'information indépendantes ont été censurées, les pratiquants ont souvent eu recours à des méthodes créatives pour diffuser des informations sur la persécution.

Par exemple, certains ont imprimé des messages tels que « Falun Dafa est bon » sur des billets de banque. Au cours des premières années de la persécution, les pratiquants ont intercepté les signaux de télévision pour diffuser des programmes révélant la propagande du Parti (un cas de ce type est détaillé au point 1.4.7).

Les sections suivantes présentent les principales méthodes utilisées par les pratiquants en Chine pour lutter contre la persécution.

13.1 Les appels et les manifestations du début

Dans la nuit du 20 juillet 1999, peu de temps après le début des arrestations, des pratiquants de tout le pays se sont rendus au Bureau d'appel du gouvernement et au Bureau national d'appel de Pékin. Ils pensaient que le gouvernement interdisait le Falun Gong à la suite

d'un malentendu. Ils ont cherché à parler aux fonctionnaires de leurs propres expériences positives de la pratique du Falun Gong et de ses bienfaits pour la société.

Il est important de souligner le fait qu'il s'agissait d'actions individuelles spontanées non centralisées, car le Falun Gong n'a pas de liste de membres ni de structure organisationnelle. La plupart des pratiquants ont dû faire un examen de conscience avant de décider de se rendre à Pékin, car ils savaient que cela pourrait mettre en danger leur sécurité personnelle et leurs moyens de subsistance.

Comme l'a raconté un pratiquant²⁹⁸ :

« Le pays tout entier a soudain été couvert de mensonges. Voyant le Maître juste et compatissant et Dafa ainsi traités, en tant que disciple de Dafa, je devais faire en sorte que le gouvernement comprenne nos voix de pratiquants. J'ai décidé de commencer par aller présenter une pétition au gouvernement provincial. »

Il est arrivé dans la capitale provinciale et a découvert qu'il y avait beaucoup de policiers dans les rues et que la ville était placée sous loi martiale :

« Les policiers nous ont mis de force dans des véhicules et nous ont emmenés dans un stade. Il était plein de pratiquants de Dafa qui avaient été arrêtés. »

« Nous nous sommes assis calmement, attendant de parler de Dafa et de la façon dont il avait amélioré la santé et élevé la moralité des pratiquants avec un fonctionnaire du gouvernement provincial. »

...

« Les voitures de police ont commencé à se rassembler vers huit ou neuf heures du matin. Une autre vague de policiers est arrivée et a commencé à arrêter des gens.

« Les premiers à être emmenés étaient les professeurs et les étudiants. La police n'a pas donné aux pratiquants l'occasion de s'expliquer. Une professeure – une femme élégante et raffinée qui semblait avoir la quarantaine – a été brutalement tirée par le bras dans un véhicule de police. Les hommes ont été traités de façon encore pire : des équipes de quatre policiers les ramassaient et les jetaient dans les véhicules. À ce moment-là, j'ai compris que le gouvernement provincial n'allait pas écouter nos appels. »

...

« Je me suis rendu à Pékin pour présenter une pétition d'appel avant le 20 juillet 2000. Quand je suis arrivé, j'ai vu que le Bureau national d'appel ne faisait qu'arrêter les gens, sans donner aux pratiquants une chance de s'exprimer. J'ai décidé d'aller sur la place Tiananmen pour brandir des banderoles et dire au monde : "Falun Dafa est bon !" »

Un étudiant américain en programme d'échange en Chine se souvient de sa première rencontre avec le Falun Gong²⁹⁹ :

« Mes amis et moi prenions des photos sur la place Tiananmen. Nous avons vu des pratiquants de Falun Gong lever leurs banderoles en silence et paisiblement. La police chinoise leur a immédiatement sauté dessus, leur a donné des coups de poing et des coups de pied, puis les a traînés dans des fourgons de police jusqu'au poste de police. Mes deux amis ont pris des photos des pratiquants de Falun Gong battus par la police, mais la pellicule a été confisquée. Ils ont également été arrêtés tous les deux. »

Cette scène a eu lieu chaque jour au cours des premières années de la persécution : quand un pratiquant de Falun Gong déployait une banderole sur la place Tiananmen, la police se précipitait sur le

manifestant et l'emmenait dans un fourgon, lui donnant souvent des coups de poing et de pied.

Même si les pétitionnaires se rendaient à Pékin de leur propre chef, le nombre de pratiquants de Falun Gong en Chine à l'époque – 70 à 100 millions selon les estimations du gouvernement – signifiait que même si un petit pourcentage de tous les pratiquants choisissait de faire le voyage, le nombre de pétitionnaires serait important.

Au plus fort des appels en 2000 et 2001, le Bureau de la sécurité publique de Pékin a estimé que plus d'un million de pratiquants de Falun Gong étaient venus à Pékin pour y déposer une requête³⁰⁰. Les dossiers de la police interne indiquent qu'il y a eu plus de 830 000 arrestations de pratiquants-pétitionnaires à Pékin en avril 2001, sans compter les pratiquants qui ont refusé de donner leur identité pour protéger leur famille et leurs collègues³⁰¹.

Certains pratiquants hors de Chine se sont également rendus à Pékin pour se joindre aux appels. Parmi eux, un groupe de plus de 40 pratiquants du Japon qui se sont rendus sur la place Tiananmen et ont fait les exercices de Falun Gong à la veille du nouveau millénaire³⁰². Le 20 novembre 2001, 36 pratiquants occidentaux de 12 pays (dont le Royaume-Uni, la Suisse, la France, l'Allemagne, les États-Unis, le Canada et l'Australie) ont organisé un appel pacifique en faveur du Falun Gong sur la place Tiananmen. Ils ont déployé une banderole sur laquelle était écrit « Authenticité-Bienveillance-Tolérance » et se sont assis pour méditer. L'un d'eux a crié aux touristes « Falun Dafa est bon ! » et a été battu par la police. Les 36 ont été arrêtés quelques minutes plus tard.

Un pratiquant a passé un bref coup de téléphone à un ami depuis un poste de police près de la place Tiananmen au sujet de leur situation et a déclaré que des reporters de CNN et d'autres médias étrangers avaient été arrêtés en même temps qu'eux.

13.2 Parler aux gens face à face

Les pratiquants saisissent de nombreuses occasions dans leur vie quotidienne pour parler du Falun Dafa et de la persécution aux gens, y compris aux personnes qu'ils rencontrent dans le bus, dans la rue, dans les parcs ou dans d'autres lieux publics. Sur le lieu de travail, ils parlent à leurs patrons, collègues, clients et partenaires commerciaux. Certains font du porte-à-porte dans les campagnes, où les habitants ont encore moins accès à des sources d'information indépendantes.

Si les patrons et les collègues d'un pratiquant ont une mauvaise impression du Falun Gong en raison de la campagne de propagande du Parti communiste, les pratiquants doivent travailler dur pour changer leur état d'esprit.

Un pratiquant de la province du Henan a expliqué³⁰³ :

« En tant que pratiquant de Falun Dafa, j'utilise le principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍) pour m'évaluer et pour clarifier la vérité à mes collègues dans mon entreprise. Beaucoup de gens ont compris la vérité après m'avoir côtoyé et certains d'entre eux s'évaluent aussi selon les principes du Falun Dafa dans leur vie de tous les jours.

« J'ai commencé par être un employé général... et en trois mois j'ai été promu au poste de directeur de département. J'avais une attitude tolérante envers mon superviseur lorsqu'il me rendait les choses difficiles et je réglais les conflits. Ma patronne a dit : "Tu es tellement droit. Je me sens en confiance quand je te remets quelques centaines de millions d'actifs." »

En dehors des zones urbaines, certains pratiquants ont pris l'initiative d'aller de village en village faire du porte-à-porte³⁰⁴ :

« Nous sommes allés de maison en maison dans ces villages et nous avons découvert que là-bas, les gens ne

savaient que ce qui s'était passé le 20 juillet 1999 lorsque Dafa avait été interdit par le Parti communiste chinois (PCC). Ils ne savaient que ce que les médias avaient dit sur Dafa. J'ai regretté que nous ne leur ayons pas rendu visite plus tôt. Nous avons clarifié la vérité porte-à-porte ainsi qu'à un groupe de personnes qui discutaient devant une maison.

« Nous avons patiemment répondu à leurs questions et leur avons dit que des gens dans plus de 100 pays pratiquent maintenant le Falun Dafa. Nous leur avons dit que l'incident des auto-immolations à Tiananmen avait été organisé par le PCC pour justifier la persécution. Nous leur avons également fait part des prélèvements d'organes perpétrés par l'État sur des pratiquants de Dafa vivants.

« Lorsque nous leur avons dit que plus de 200 000 personnes avaient porté plainte contre Jiang Zemin, l'ancien dirigeant du PCC à l'origine de la persécution, une femme âgée a déclaré : "Jiang Zemin, ce vieil homme méchant, n'a jamais fait une bonne chose. Il est si mauvais. Vous avez la pétition ? Je veux aussi la signer pour soutenir l'action en justice." »

Même lorsqu'ils sont emprisonnés pour leur croyance, les pratiquants profitent de l'occasion pour parler aux détenus et aux gardiens du Falun Gong et de la persécution. Ainsi de nombreux criminels détenus et des policiers en sont venus à sympathiser avec les pratiquants et à s'en inspirer. Certains ont même décidé de commencer à pratiquer le Falun Gong eux-mêmes.

Une pratiquante qui a été emprisonnée a écrit³⁰⁵ :

« Une détenue violente nommée Xiao Ping (pseudonyme) a été transférée dans ma cellule en 2005. Elle et moi avons fini par partager le même lit superposé.

« Un gardien du nom de Wang Ling (pseudonyme), qui connaissait les faits au sujet du Falun Gong, lui a dit en me montrant du doigt : “Tu dois apprendre d’elle ; elle peut t’apprendre à être une bonne personne.”

« Xiao Ping était colérique et grossière, c’est pourquoi personne ne l’aimait. Elle parlait également bruyamment et criait chaque fois qu’elle était face à des circonstances éprouvantes. Je me demandais vraiment si elle pouvait apprendre le Falun Gong. Parfois, je lui parlais de la pratique, cependant, elle était très agitée et trouvait qu’il était difficile d’écouter. Puis un jour, elle m’a demandé : “Peux-tu m’apprendre à pratiquer le Falun Gong ?” Je lui ai alors expliqué ce qu’est le Falun Gong et comment le PCC persécute la pratique. J’ai aussi recopié plusieurs textes courts, et j’ai suggéré qu’elle les lise.

« Plusieurs jours plus tard, j’ai demandé : “Comprends-tu ce que le Maître dit ?” Elle a répondu : “Oui, je comprends.”

« Son seul souhait après sa libération était de trouver un pratiquant de Falun Gong pour l’aider à poursuivre sa cultivation.

« Je suis sortie de prison il y a dix ans, cependant Xiao Ping n’a pas pour autant cessé de pratiquer le Falun Gong. Elle reçoit maintenant beaucoup d’éloges en prison, tout comme moi quand j’y étais. »

Un détenu qui avait été emprisonné à plusieurs reprises pour vol a écrit sur sa rencontre avec des pratiquants de Falun Gong dans un centre de détention³⁰⁶ :

« Ils ont été arrêtés parce qu’ils étaient allés à Pékin pour faire appel ou parce qu’ils pratiquaient le Falun Gong dans les parcs. Ils ne m’ont pas regardé de haut juste parce que

j'étais un voleur reconnu coupable. Au contraire, ils m'ont dit d'être une bonne personne, de ne pas être un voleur et de ne plus faire de mal.

« J'ai été profondément touché par leurs paroles. En particulier, ils n'avaient aucune haine ou plainte lorsqu'ils étaient injuriés ou frappés par les gardes. Ils ont toujours traité ces gardiens avec gentillesse et leur ont expliqué les principes à suivre pour devenir une bonne personne. J'ai été très surpris et aussi perplexe. La télévision avait dit à quel point le Falun Gong était mauvais. Alors comment se faisait-il que tant de gens soient devenus si bons après avoir appris le Falun Gong ? J'ai dû admettre que c'était vraiment des gens bien d'après ce que je voyais.

« J'ai soudain regretté d'avoir fait tant de mauvaises choses au cours des dix dernières années. Comme ce serait merveilleux si je pouvais être une bonne personne comme ces pratiquants de Falun Gong ! »

En plus de montrer comment les pratiquants maintiennent leur croyance dans des environnements difficiles, les récits ci-dessus mettent en évidence l'efficacité du Falun Gong pour réhabiliter les criminels. Cela contraste fortement avec les abus perpétrés dans le système carcéral chinois, qui incite les détenus à torturer les pratiquants, encourageant ainsi l'intimidation et la violence.

13.3 Diffusion d'informations et installation de banderoles et d'affiches

« Avec beaucoup de difficulté, j'ai finalement trouvé un magasin qui faisait des photocopies. J'ai demandé au propriétaire : "Faites-vous des copies des documents de Falun

Gong ?” Il m’a répondu : “Les documents doivent critiquer le Falun Gong.” J’ai hésité, mais je lui ai quand même remis les documents... Plus tard, il a découvert que les documents expliquaient les faits concernant le Falun Gong, alors il m’a signalé secrètement à la police. Peu de temps après, j’ai été arrêté... [et] j’ai perdu mon travail et les livres de Dafa. »

Un pratiquant en Chine a rapporté l’expérience ci-dessus en 2001. Il venait d’emménager dans une nouvelle province et il voulait sensibiliser davantage de personnes à la persécution³⁰⁷.

Dans un environnement où aucune information véridique sur le Falun Gong n’a l’autorisation d’être diffusée, informer le public des violations des droits de l’homme autour de soi est d’autant plus précieux et nécessaire. Les pratiquants de toute la Chine ont relevé ce défi monumental en transformant leur maison en petits sites de production, en imprimant des brochures, des livres, des CD/DVD, des affiches, des calendriers, des souvenirs et d’autres documents pour informer les gens sur le Falun Gong.

Ces sites de production sont entièrement financés par les pratiquants eux-mêmes, à l’aide de leurs revenus et de leurs économies, et ils distribuent les documents gratuitement, souvent au risque de leur sécurité personnelle. Comme le montrent les nombreux cas de persécution présentés dans ce rapport, les autorités chinoises saisissent régulièrement les ordinateurs, les imprimantes et les prospectus découverts chez les pratiquants comme « preuves » permettant de les poursuivre en justice et de les emprisonner.

Néanmoins, les pratiquants doivent répondre à une demande importante lorsqu’ils distribuent les Neuf commentaires sur le Parti communiste, ainsi que des journaux, des calendriers et des DVD. Voici une histoire partagée par un pratiquant en Chine³⁰⁸ :

« Nous allons sur les marchés principaux et les faubourgs et villages proches tous les jours, quel que soit le temps. Tant de gens en sont venus à nous connaître. Nous avons vu le même homme à de nombreuses reprises. Nous lui avons clarifié la vérité et lui avons donné des dépliants de nombreuses fois. Il a dit : “Je vous apprécie. Vous êtes tous de bonnes personnes.”

« Il nous a souvent aidés à distribuer des calendriers de bureau et à persuader les gens de démissionner du PCC. Il s'exclamait souvent : “Falun Dafa est bon ! Authenticité-Bienveillance-Tolérance est bon !”

« Quand il nous a vus un jour, il s'est exclamé : “Enfin, je vous ai trouvés !”

« Il n'avait plus de calendriers de bureau et il en voulait d'autres. Il ne m'en restait que quelques-uns et je ne voulais pas les lui donner. Mais il a demandé anxieusement : “J'ai promis à de nombreuses personnes que je leur apporterais un calendrier. Je ne veux pas les décevoir.” J'ai cédé et je lui ai donné le peu que j'avais. »

Des pratiquants placent également de grandes affiches dans des lieux publics pour informer sur la persécution et demander que Jiang Zemin soit poursuivi en justice.

13.4 Rédaction de lettres personnelles aux persécuteurs

En plus d'informer le grand public, les pratiquants écrivent également des lettres aux policiers et aux fonctionnaires pour les dissuader de participer à la persécution. Les auteurs de ces lettres évoquent souvent des situations de pratiquants locaux en lien direct

avec le destinataire et parlent de la désinformation sur le Falun Gong propagée par le gouvernement.

Un pratiquant a fait part de son expérience de travail avec d'autres personnes de sa région dans des lettres qu'il a écrites aux fonctionnaires de police et de justice, aux prisons, aux centres de lavage de cerveau, aux comités résidentiels, aux responsables d'écoles et autres³⁰⁹ :

« Après qu'un directeur d'un service de police de la ville a lu [la lettre], il a cessé de participer à la persécution. Il a déclaré : "Ces pratiquants de Falun Gong sont tous gentils, ils ne ripostent pas quand on les frappe ou ne crient pas quand on leur crie après. Ils tiennent seulement à leur croyance. Je ne suis vraiment pas assez cruel pour continuer à les traiter injustement comme cela. J'ai reçu des lettres chaque mois et je les ai toutes lues. Je ne suis pas assez cruel pour faire cela ! Beaucoup de lettres m'ont touché, et les mots entre les lignes ont ébranlé ma conscience ! Tant que je serai à ce poste, je ferai de mon mieux pour protéger les pratiquants et les traiter avec gentillesse !" »

« En 2004, un haut fonctionnaire d'un parquet a commencé à recevoir une lettre de clarification de la vérité tous les mois. Après avoir lu ces lettres, son attitude envers les pratiquants a changé de façon spectaculaire. Il s'est demandé pourquoi ces personnes étaient envoyées dans des prisons ou des camps de travail. Il a dit qu'il ne voulait plus faire des choses qui lui faisaient perdre de la vertu. Lorsque le PCC lui donnait des instructions ou des missions, il trouvait des excuses pour ne pas les faire. Il est même allé trouver secrètement des pratiquants pour leur demander un exemplaire du Zhuan Falun pour le lire. »

Bien que les pratiquants aient trouvé cette méthode efficace pour réduire la persécution d'autres pratiquants et empêcher les auteurs de crimes individuels de commettre davantage de crimes, l'envoi de telles lettres présente des défis et des risques pour la sécurité :

« Comme nous envoyions beaucoup de lettres par la poste, un pratiquant devait acheter de nombreux timbres-poste. Les agents de la sécurité de l'État avaient des contacts dans les bureaux de poste... Nous devions envoyer les lettres depuis différents endroits, et parfois nous devions parcourir une longue distance à pied pour envoyer une lettre. »

Une autre pratiquante de la province du Liaoning a raconté³¹⁰ :

« Le bureau de poste a changé leurs règlements par rapport aux ventes de timbres après le début de la persécution du Falun Dafa le 20 juillet 1999. Chaque personne pouvait seulement acheter 20 timbres à la fois, et on leur demandait la raison de leur achat. Cependant, les gens pouvaient acheter des timbres en quantité illimitée sans qu'on leur pose de questions pendant le Nouvel An chinois. Par conséquent, j'utilisais cette période pour acheter beaucoup de timbres afin de les utiliser toute l'année.

« J'ai posté des lettres aux départements judiciaires locaux, à la Commission des affaires politiques et juridiques, aux communautés, aux prisons, aux centres de détention et aux fonctionnaires du gouvernement local. J'ai aussi envoyé des lettres aux pratiquants qui, selon Minghui, avaient un urgent besoin d'aide.

« J'ai écrit chaque lettre avec sincérité, comme si je parlais à la personne en face. Mes lettres allaient droit au but et apportaient de l'énergie positive. Lorsque j'étais impatiente, mon écriture était peu soignée, alors je récrivais la lettre. »

13.5 Diffusion d'informations par téléphone et Internet

En plus de parler aux gens face à face et de distribuer des documents imprimés, les pratiquants en Chine envoient des SMS, des messages multimédias et passent des appels téléphoniques à la fois aux auteurs des crimes et au grand public.

Un pratiquant s'est souvenu³¹¹ :

« J'ai ciblé les prisons, les camps de travaux forcés, les bureaux 610, les départements de police, les postes de police, les centres de détention, les centres de lavage de cerveau, les tribunaux, les procureurs, les hôpitaux et les écoles. Parmi ceux qui ont reçu les messages, il y avait un directeur, des chefs locaux, un directeur de tribunal, un juge en chef, des secrétaires du Parti, des commissaires politiques, des chefs d'équipe, des policiers et du personnel de sécurité. Après avoir reçu le message, certains d'entre eux ont exprimé des regrets, tandis que d'autres ont persisté à faire du mal. »

Un autre pratiquant a partagé³¹² :

« Nous pouvons utiliser les téléphones portables pour diffuser notre message sur une vaste zone dans un laps de temps très court. Il y a toujours des restrictions avec d'autres méthodes, semble-t-il, mais l'utilisation de téléphones portables nous permet d'atteindre toute personne, indépendamment de son statut social, de son parcours professionnel ou de son âge. »

Cependant, envoyer des messages et passer des appels avec des téléphones portables présente également des risques pour la sécurité, car les autorités chinoises ont investi massivement dans la

surveillance et le suivi des téléphones. En 2014, quatre pratiquants de Sanhe, dans la province du Hebei, ont été illégalement arrêtés pour avoir envoyé des SMS groupés concernant le Falun Gong. On a découvert que les téléphones portables de plusieurs pratiquants avaient été surveillés, même quand ils étaient éteints³¹³.

Cette surveillance s'étend également à d'autres formes de communication électronique, y compris les médias sociaux. En janvier 2019, un professeur d'université à Guangzhou a été condamné à trois ans et demi de prison et à une amende de 10 000 yuans quand la police a découvert qu'il avait partagé des informations sur la persécution du Falun Gong sur la plateforme QQ entre octobre 2014 et janvier 2017³¹⁴. Dans la province du Sichuan, un homme a été arrêté et maltraité dans un centre de lavage de cerveau et sa femme a été battue après avoir envoyé des messages sur WeChat pour informer les fonctionnaires du système judiciaire du fait que l'Administration chinoise de la presse et des publications avait abrogé son interdiction de publication des livres de Falun Gong en 2011³¹⁵. Il y a eu de nombreux autres cas d'arrestation de pratiquants après la publication en ligne d'informations sur le Falun Gong.

Pour aider les Chinois à accéder librement aux nouvelles et aux informations, des pratiquants distribuent également des logiciels permettant de contourner la censure en ligne, tels que Freegate, Dynaweb et UltraSurf. Deux groupes de pratiquants développant des logiciels anti-censure ont finalement formé le Consortium pour la liberté globale de l'Internet, dont les outils ont également été utilisés de manière extensive en Iran, en Birmanie, à Cuba, en Corée du Nord et en Syrie³¹⁶³¹⁷.



法輪大法好

Chapitre 14 : Éveiller les consciences à l'extérieur de la Chine

Si les pratiquants en Chine s'efforcent d'atténuer la persécution et d'informer le public chinois, souvent au risque de leur sécurité personnelle, ceux qui se trouvent hors de Chine travaillent également activement pour sensibiliser les gens à la persécution et à la désinformation propagée par le régime chinois.

14.1 Manifestations devant les ambassades et les consulats chinois

Au cours des deux dernières décennies, les pratiquants de Falun Gong ont tenu des banderoles et organisé des activités devant les ambassades et les consulats chinois du monde entier pour informer le public sur le Falun Gong et la persécution en Chine.

Les autorités chinoises tentent souvent de perturber ces événements en annulant le renouvellement des passeports chinois des pratiquants, en dissimulant les banderoles derrière des écrans ou des rideaux d'eau anti-incendie ou en menaçant les propriétaires d'établissements. Les pratiquants ont parfois demandé l'aide de la police pour faire respecter leurs droits.

14.2 Rassemblements et pétitions

Chaque année, les pratiquants se réunissent au Capitole américain pour sensibiliser à la persécution en Chine et appeler à agir pour y mettre fin. Les législateurs, les militants des droits de l'homme et les représentants d'organisations non gouvernementales participent souvent au rassemblement annuel pour exprimer leur soutien à la résistance pacifique des pratiquants à la persécution. Le 20 juin 2018, lors de l'un de ces rassemblements, les orateurs ont condamné les prélèvements forcés d'organes perpétrés par le régime chinois sur les prisonniers d'opinion en Chine, ont souligné les valeurs universelles du Falun Gong, à savoir Authenticité-Bienveillance-Tolérance, et ont appelé le public à voir clair dans les tromperies du Parti communiste.

Le membre du Congrès Dana Rohrabacher (CA) s'est adressé aux pratiquants avec un discours bien senti. Il a dit qu'il était un partisan de longue date du Falun Gong non seulement en raison du droit des gens à exprimer leur opinion, mais aussi parce qu'il s'identifie au principe fondamental du Falun Gong. « Je suis fier de me tenir à vos côtés et je l'ai toujours été », a-t-il assuré.

Après le rassemblement, un grand défilé est parti de la colline du Capitole, a longé l'avenue de Pennsylvanie et l'avenue de la Constitution et s'est terminé au Washington Monument.

Les participants au défilé portaient des portraits de ceux qui ont perdu la vie pendant la persécution en Chine, tandis que d'autres tenaient des banderoles appelant le public à reconnaître que le Parti communiste est responsable de la persécution du Falun Gong. Une veillée aux chandelles a eu lieu au Washington Monument dans la soirée du 22 juin 2018, le troisième jour des activités de grande envergure des pratiquants à Washington D.C. La voix du présentateur s'est élevée : « Viens, assieds-toi près de moi. Fermons les yeux en toute sérénité. La voix résonne du plus profond de nos cœurs : arrêtez la torture, arrêtez les meurtres, arrêtez toutes les répressions. Notre compassion et notre persévérance l'emporteront. »

D'autres rassemblements sont également organisés dans le monde entier pour sensibiliser les gens à la persécution en Chine.

14.3 Voyage à pied et à vélo : SOS pour la liberté

En plus de ces événements à grande échelle, les pratiquants ont également organisé d'autres types d'activités pour dénoncer la persécution du Falun Gong en Chine. Un exemple est la Marche SOS en 2001 lorsque quatre pratiquants se sont rendus à pied d'Ottawa jusqu'au siège de l'ONU à New York.

Comme leurs compagnons de cultivation adultes, les jeunes pratiquants en dehors de la Chine ont également bénéficié du Falun Gong. Certains participent à des camps d'été dans le monde entier, du New Jersey à San Diego, de la France à Taïwan. En 2015, un groupe de jeunes pratiquants a participé à « Ride to Freedom », un périple à vélo de 4800 kilomètres à travers les États-Unis pour sensibiliser et secourir cinq enfants rendus orphelins par la persécution du Falun Gong en Chine.

Les participants ont reçu les félicitations du sénateur américain Patrick J. Toomey, du maire de Philadelphie, Michael A. Nutter, et des membres du conseil municipal de Philadelphie.

Les participants ont participé à un concert à Washington, D.C. organisé par des pratiquants de Falun Gong. William Craig, un habitant de Washington, leur a dit : « Le spectacle est magique. Le simple fait que nous puissions entendre ces chansons qui ont été chantées dans ces prisons et par des personnes qui ont subi le système de torture chinois est remarquable. C'est comme si, d'une certaine manière, nous leur tendions la main et les touchions, alors qu'ils sont à des millions de kilomètres. »

14.4 Éveiller les consciences au cours d'événements communautaires et sur les sites touristiques

En plus de dénoncer la persécution, les pratiquants participent également à divers événements communautaires pour célébrer les fêtes et faire connaître le Falun Gong à plus de gens.

Le mois de mai est très chargé pour les pratiquants de Falun Gong. Le 13 mai de chaque année, ils organisent des activités en l'honneur de la Journée mondiale du Falun Dafa pour célébrer l'anniversaire de la présentation du Falun Dafa au public qui a eu lieu le 13 mai 1992. Le 13 mai est également l'anniversaire de son fondateur, M. Li Hongzhi. Vous trouverez ci-dessous une sélection de ces événements organisés dans différents coins du monde en 2019.

14.4.1 Ottawa, Canada

Des pratiquants de la région d'Ottawa ont participé au 67^e Festival international des tulipes le 20 mai 2019. Ce festival populaire attire environ 650 000 visiteurs chaque année, et beaucoup ont dit vouloir apprendre les exercices de Falun Gong.

Alors qu'il regardait les pratiquants présenter les exercices, Mudar Ayouby, étudiant en première année à l'université, a dit qu'il voulait se joindre à eux, car il savait que la méditation peut soulager le stress. Mudar a dit qu'il appréciait le principe directeur du Falun Gong Authenticité-Bienveillance-Tolérance. Il a fait la remarque suivante : « Tout le monde devrait essayer. Cela aiderait tout le monde à ressentir la paix et à réduire le stress. La vie de tout le monde aurait plus de sens. »

14.4.2 New York, États-Unis

Près de 10 000 pratiquants de dizaines de pays ont organisé un défilé à travers Manhattan, New York, le 16 mai 2019. Le Tian Guo Marching Band était en tête du défilé, suivi d'une danse du dragon, d'un bateau de fleurs de lotus, de pratiquants présentant les exercices de Falun Dafa, et de pratiquants de différentes nationalités en costume traditionnel.

Le parcours de plus de trois kilomètres a commencé sur la place devant l'ONU, a traversé Times Square et s'est terminé près du consulat chinois. Jane, une assistante sociale à la retraite, a regardé presque tout le défilé avec son mari. Elle a déclaré que c'était « exaltant » et a ajouté : « Nous nous souviendrons d'Authenticité-Bienveillance-Tolérance. Tout le monde dans ce monde a besoin de ces valeurs. »

14.4.3 Hambourg, Allemagne

Le 18 mai 2019, des pratiquants de Hambourg, en Allemagne, ont organisé une journée d'information sur le Falun Gong. Ils ont présenté cette pratique et ont appelé à la fin de la persécution en Chine. De nombreuses personnes ont signé une pétition condamnant les prélèvements forcés d'organes par le régime chinois sur les prisonniers de conscience.

Rosemarie Gohlke a comparé la persécution du Falun Gong au génocide nazi. Elle a trouvé incroyable qu'un groupe pacifique soit persécuté et a remercié les pratiquants de lui avoir parlé de cette atrocité. Trois étudiants africains ont déclaré qu'ils espéraient aborder la question de la persécution en Chine lors d'une prochaine discussion de classe.

14.4.4 Antalya, Turquie

Fin avril 2019, des pratiquants turcs à Antalya ont participé à un festival touristique de deux jours.

Begüm Borçetin a été émue aux larmes quand elle a entendu parler du principe du Falun Gong Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍). Elle a appris les cinq séries d'exercices de Falun Gong et émis l'espoir de se joindre au groupe local d'exercices.

Iffet et Nimet ont senti que leur corps était lorsqu'elles ont appris les exercices. « Tout le stress a disparu », a dit Iffet.

L'organisatrice de l'événement, Hatice Bozkurt, a dit aux pratiquants que le festival n'aurait pas eu la diversité ou la richesse culturelle si le Falun Gong n'y avait pas participé. Elle a invité les pratiquants à participer à un autre événement communautaire local.

14.4.5 São Paulo, Brésil

Le 11 mai 2019, des pratiquants de São Paulo se sont rendus à Bras, un quartier d'affaires chinois, pour distribuer des dépliants et parler au public afin de contrer la désinformation répandue par le Parti communiste chinois (PCC) pour calomnier le Falun Gong. Ils ont également présenté les exercices et tenu des banderoles et des panneaux.

Le lendemain, des pratiquants de Brasilla ont organisé une activité similaire.

14.4.6 Miaoli, Taiwan

Une troupe de tambourins de ceinture composée de pratiquants locaux de Falun Gong s'est produite le 11 mai, lors du défilé annuel de Toufen dans la commune de Toufen, canton de Miaoli. Leur prestation a été chaleureusement accueillie par les spectateurs et les dirigeants des communautés locales. De nombreuses personnes ont crié « Falun Dafa est bon ! » à l'approche du groupe.

14.4.7 Sydney, Australie : Des touristes chinois découvrent le Falun Gong et démissionnent du PCC³¹⁸

Chaque week-end, les pratiquants de Falun Gong de toute l'Australie organisent des activités pour sensibiliser le public au Falun Gong et à la persécution de cette pratique dans la Chine communiste. L'un des lieux pour ces activités est la célèbre attraction touristique de Sydney, « la chaise de M^{me} Macquarie ». En raison de sa situation panoramique surplombant le port de Sydney, de nombreux touristes d'autres pays, y compris des touristes chinois, vont la voir.

Les pratiquants y distribuent des informations sur le Falun Gong, présentent les exercices et encouragent les touristes chinois à démissionner du Parti communiste chinois et de ses organisations affiliées.

Comme la pratique est persécutée en Chine, de nombreux touristes chinois viennent assister à la présentation des exercices. Ils lisent les documents et discutent avec les pratiquants. Lorsqu'un touriste a dit avoir vu des pratiquants de Falun Gong à Hong Kong, une pratiquante lui a demandé s'il avait déjà démissionné du PCC. Elle a expliqué que les pratiquants étaient là pour répondre aux questions et dissiper les incompréhensions que les gens avaient à cause de la propagande du Parti contre le Falun Gong.

L'homme a immédiatement déclaré qu'il souhaitait démissionner de la Ligue de la jeunesse et des Jeunes Pionniers. Lorsqu'un autre touriste chinois a déclaré qu'il n'était pas autorisé à rapporter en Chine des documents d'information sur le Falun Gong, une pratiquante lui a dit : « Vous pouvez télécharger un logiciel sur le site web de *The Epoch Times* pour contourner la censure du Parti », et elle lui a donné l'information. L'homme était très content et l'a remerciée.

14.4.8 Un couple de scientifiques démissionne du PCC

Un homme s'est présenté comme scientifique et a dit aux pratiquants : « Je suis athée et je ne crois pas à la spiritualité. Je suis professeur dans une université réputée de Pékin. Je suis également responsable d'un institut de recherche. Ma femme est ma collègue. Je suis également le directeur général d'une entreprise. Que pouvez-vous dire pour me convaincre ? »

Un pratiquant lui a dit : « Des scientifiques célèbres comme Newton et Einstein croyaient en la religion. Pourquoi ? Ils savaient que seul, le divin pouvait expliquer les complexités de l'univers. Le Falun Gong est pratiqué dans le monde entier. Beaucoup de gens qui le pratiquent sont des scientifiques. De nombreux dirigeants nationaux le pratiquent, ainsi que des personnes de différents groupes ethniques. »

Lorsque le pratiquant a proposé de les aider à démissionner du PCC et de ses organisations affiliées, ils ont accepté.

14.5 Expositions d'art internationales

L'exposition internationale « L'Art de Zhen-Shan-Ren » a été présentée dans le monde entier. L'exposition est constituée de peintures créées par un groupe d'artistes accomplis qui sont également des pratiquants de Falun Gong. Les œuvres mettent en lumière la beauté et la sérénité du Falun Gong et la brutalité de la persécution du PCC. Les peintures exquises et les histoires vraies qui se cachent derrière chaque image touchent les visiteurs.

L'exposition a été présentée à l'hôtel de ville de Toronto du 26 août au 1^{er} septembre 2019. L'ancien sénateur canadien Consiglio Di Nino a déclaré lors de la cérémonie d'ouverture : « Je suis impressionné par le très haut niveau artistique de ces œuvres. Elles expriment les valeurs spirituelles qui peuvent nous guider. C'est

particulièrement important. » M. Sharpe, un employé gouvernemental qui a visité l'exposition, a déclaré aux organisateurs : « Ces peintures sont si belles... Merci d'avoir apporté de si belles œuvres à Toronto. »

Le 17 août 2010, l'exposition a été présentée à la Galeria Caminul Artei à Bucarest, en Roumanie. L'exposition a eu lieu à Romanshorn en Suisse du 20 au 29 août 2010. La nouvelle de son arrivée a été publiée à quatre reprises dans un journal local et a fait sensation auprès des habitants. Après avoir vu les peintures, un monsieur a dit aux pratiquants : « Je vous soutiens et je me tiendrai à vos côtés. » Il a écrit dans le livre d'or : « J'exprime ma plus profonde sympathie et je suis avec vous, car je crois que l'amour universel et la vérité l'emporteront. »

Un couple âgé a fait l'éloge du talent technique dans les peintures et a déclaré que la peinture *Accomplir son vœu* apportait une réponse à tous les problèmes : tant que toutes les personnes d'origines différentes vivent ensemble en paix, tous les problèmes seront résolus. Le monsieur a déclaré que le PCC avait pris la mauvaise décision en réprimant le Falun Gong et qu'il devrait plutôt encourager les gens à le pratiquer. La dame a été touchée d'apprendre le symbolisme des fleurs de lotus, qui, immaculées, émergent de la boue.

14.6 Films documentaires

Quelques documentaires ont été produits concernant la persécution du Falun Gong. Vous trouverez ci-dessous deux films très médiatisés sur ce sujet.

14.6.1 Free China : Le courage de croire

Le documentaire primé *Free China : Le courage de croire* raconte l'histoire de deux pratiquants de Falun Gong qui ont été emprisonnés

et torturés par le régime chinois. Les pratiquants de Falun Gong ont organisé plus de 1500 projections du film, notamment au Capitole aux États-Unis, au Parlement européen et dans des cinémas du monde entier (dont Marseille en 2013).

Un spectateur de Turin, en Italie, a déclaré que les pratiquants de Falun Gong sont les « saints des temps modernes ». Il a ajouté : « Je vois l'histoire se répéter. La ferme volonté dont les pratiquants de Falun Gong font montre sans relâche est aussi sacrée que celle des chrétiens qui ont été persécutés à l'époque de l'Empire romain. »

14.6.2 Lettre de Masanjia

« Ce qui commence comme une histoire insolite de “bouteille à la mer” se transforme en un récit puissant de souffrance humaine, de compassion et de persévérance », a écrit Kevin Crust du *Los Angeles Times* dans sa critique du documentaire *Lettre de Masanjia*. Basée sur une histoire vraie, la lettre d'appel au secours a été trouvée dans une boîte de décorations « Made in China » achetée dans un Kmart, un grand magasin de l'Oregon, pour fêter Halloween. La lettre a rapidement déclenché des événements en chaîne qui ont finalement conduit à la fermeture de tout le système des camps de travail en Chine.

L'auteur de la lettre, Sun Yi, pratiquant de Falun Gong, a été emprisonné pour sa croyance dans le tristement célèbre camp de travaux forcés de Masanjia. Ayant appris par Skype des techniques de tournage grâce au réalisateur du film, Sun a secrètement capturé des images poignantes de sa vie quotidienne dans sa quête pour exposer les terribles atrocités perpétrées à l'encontre des droits de l'homme en Chine.

Le film a remporté plus d'une dizaine de prix en 2018, notamment au Festival international du film de Calgary, au DocuFest d'Atlanta, au Milano International Film Festival Awards. Il est également en lice dans la catégorie des longs métrages documentaires de la 91^e édition des Academy Awards.

« Nous devons avoir des dialogues ouverts avec la Chine sur

ces problèmes. L'un des problèmes était et est toujours les prélèvements (forcés) d'organes. Nous ne pouvons pas arrêter nos dialogues ouverts. Nous ne pouvons pas dire que ce problème n'existe pas », a déclaré Tomas Zdechovsky, député européen de la République tchèque, après la projection du film au Parlement européen le 4 décembre 2018.

Le film a également été présenté au festival international des droits de l'homme à Paris.

14.7 Groupes internationaux travaillant pour obtenir la libération des pratiquants en Chine

« Si vous n'aviez pas des gens, plus leurs médias, pour vous soutenir à l'étranger, votre situation serait tragique », a dit un jour un policier à un pratiquant de Pékin³¹⁹. De nombreux pratiquants en Chine ont écrit sur l'efficacité des appels téléphoniques passés par des pratiquants et des gouvernements à l'extérieur de la Chine, ainsi que sur les enquêtes menées par des journalistes étrangers.

En voici un exemple³²⁰ :

Une pratiquante a été arrêtée le 15 mai 2013, alors qu'elle distribuait des documents d'information sur le Falun Dafa. Elle a été emmenée dans un centre de détention. Les pratiquants locaux se sont rapidement organisés pour la secourir en publiant les numéros de téléphone des responsables sur le site web Minghui.

Les policiers qui ont participé à l'arrestation se sont mis à avoir peur après avoir reçu des appels téléphoniques de pratiquants hors de Chine. Ils ont essayé de découvrir qui avait divulgué leurs numéros de téléphone et ont exprimé leurs

regrets d'avoir participé à l'arrestation.

La pratiquante arrêtée a été libérée le 22 mai 2013, ce qui était sans précédent. La police n'avait jamais relâché de pratiquant après une période aussi courte.

Ce type d'exposition publique et d'appels téléphoniques a effectivement contrebalancé l'impunité dont jouissent les autorités chinoises dans la persécution des pratiquants de Falun Gong. Par exemple, un secrétaire adjoint de la Commission des affaires politiques et juridiques de la province du Henan qui persécutait activement les pratiquants pour obtenir des avantages personnels a été dissuadé de le faire après que ses données personnelles ont été publiées sur Minghui.org. Sa femme s'en souvient³²¹ :

« Il y a tellement de gens qui pratiquent le Falun Gong à l'étranger. Je recevais dix appels par jour. Chaque fois que je répondais au téléphone, mon cœur battait plus vite. À cause de cela, il a dû demander son transfert dans un autre service. Quand j'y réfléchis attentivement, ce que ces pratiquants de Falun Gong ont dit est très raisonnable. Le PCC n'est pas invincible ; nous devons planifier notre avenir. »

Des personnes qui étaient sur le point de torturer des pratiquants ne l'ont pas fait après avoir reçu un appel téléphonique fait en temps opportun depuis l'étranger. Un article a décrit ce qu'un pratiquant a vécu dans un camp de travaux forcés³²² :

Dans le camp, un policier était sur le point de torturer ce pratiquant pour essayer de le forcer à renoncer au Falun Gong. Dès que le pratiquant est entré dans le bureau, le policier a reçu un appel téléphonique de l'étranger.

Au cours de l'appel, il a prononcé le mot « secte » cinq fois

et s'est moqué de l'interlocuteur : « Si tu en as la capacité, viens me voir en avion, alors je te croirai. » Le pratiquant qui l'a appelé n'a pas été touché par ses paroles et a continué à lui parler pendant environ cinq minutes. Alors que le policier écoutait, son regard est devenu sans expression et il a eu l'air de ne plus avoir beaucoup d'énergie. Il s'est tourné vers le pratiquant dans son bureau et lui a dit : « Toi – rentre chez toi ! »

Après cet appel téléphonique, ce policier a demandé un transfert de la brigade qui torture les pratiquants de Dafa à celle qui produit des documents.



法輪大法好

Chapitre 15 : De nouvelles personnes découvrent et adoptent le Falun Gong malgré la persécution

Malgré la persécution en cours en Chine, un flux constant de nouvelles personnes a adopté le Falun Gong après l'avoir appris de leurs amis et de leur famille, en rencontrant des pratiquants qui faisaient la méditation dans les jardins publics et pendant des événements communautaires, ou en effectuant des recherches en ligne.

Ce chapitre présente une sélection de récits personnels sur les expériences de nouveaux pratiquants et les réactions de touristes chinois qui ont rencontré des pratiquants lors de leurs voyages à l'étranger.

15.1 Chine : Le récit d'une ancienne détenue qui a appris le Falun Gong pendant sa détention³²³

J'ai été détenue dans la prison pour femmes de Heizuizi, dans la ville de Changchun, pour mon implication dans un projet de vente pyramidale en 2008. J'ai fait la connaissance de plusieurs pratiquantes de Falun Gong qui y étaient détenues pour leur croyance. Influencée par la propagande du régime communiste chinois, je refusais de les écouter. Mais je me demandais pourquoi elles étaient en

prison. Si le Falun Gong était mauvais, pourquoi tant de gens le pratiquaient-ils ? Mais s'il était bon, pourquoi étaient-ils arrêtés ? J'avais des doutes sur ce qui était dit sur le Falun Gong à la télévision. Ces pratiquantes semblaient être de bonnes personnes. Avaient-elles été trompées par le Falun Gong ? Sinon, pourquoi refusaient-elles d'abandonner la pratique malgré leur arrestation ?

Ces pratiquantes m'ont dit avoir été torturées par des policiers pour leur refus de renoncer à leur croyance. Elles ont dit que certains pratiquants étaient même tués pour leurs organes. Je ne les ai pas crues. Depuis ma jeunesse, j'avais été endoctrinée par les livres et les programmes télévisés du Parti communiste chinois et je croyais en la droiture des policiers. À cette époque, j'avais beaucoup de respect pour eux et pensais qu'ils étaient là pour changer le monde. Par conséquent, je ne pouvais pas croire qu'ils puissent traiter les pratiquantes de Falun Gong aussi cruellement.

Un jour, une pratiquante a été battue et choquée à la poitrine avec une matraque électrique. Avant de devenir pratiquante, sa jambe était handicapée et elle avait eu une crise cardiaque. Pourtant, les gardes n'ont pas tenu compte de son état. Cela m'a réveillée. Les personnes que je pensais être mauvaises étaient en fait bonnes. Celles que je considérais comme bonnes étaient en réalité mauvaises !

J'ai décidé d'en apprendre plus sur le Falun Gong. Chaque jour, je posais toutes sortes de questions aux pratiquantes. Plus tard, je leur ai demandé de me réciter les poèmes du Maître dans *Hong Yin* et je les ai appris par cœur. Un jour, alors que je récitais un des poèmes, j'ai ressenti la profondeur de *Dafa*.

Alors que je n'étais qu'une nouvelle pratiquante, j'ai vécu quelques moments extraordinaires. En prison, on ne peut pas changer de cellule sans permission. Chaque fois que la pratiquante à côté de moi m'avait appris tout ce qu'elle savait, les gardes me déplaçaient dans une autre cellule où une autre pratiquante pouvait m'apprendre quelque chose de différent.

Un jour, j'ai enfin pu lire le *Zhuan Falun*, le livre principal des enseignements du Falun Gong. Après avoir fini de lire la première

leçon, j'ai su que c'était ce que je cherchais. J'avais toujours voulu cultiver et pratiquer, et j'avais enfin trouvé *Dafa* !

Je suis reconnaissante envers Maître Li Hongzhi (le fondateur du Falun Gong) de ne pas m'avoir abandonnée. Au cours de ma peine d'un an de prison, j'ai appris certains des enseignements du Maître. Je pratique depuis près de dix ans maintenant. J'ai vécu de nombreux miracles et j'ai une foi inébranlable en *Dafa*. Je veux que tout le monde sache que le Falun Dafa est bon.

15.2 Les écoles tibétaines en Inde accueillent le Falun Dafa³²⁴

Je suis une pratiquante occidentale qui vit en Inde. Je me suis récemment rendue dans deux États montagneux du nord de l'Inde pendant six semaines.

La plupart des 23 institutions que j'ai visitées étaient des écoles, les plus jeunes enfants de maternelle avaient entre 2 et 3 ans. Je me suis aussi rendue dans deux foyers d'hébergement, une université et un institut privé de formation industrielle.

L'objectif de ce voyage était de présenter le Falun Dafa dans les écoles tibétaines. Au cours des soixante dernières années, plusieurs milliers de réfugiés tibétains ont fui vers l'Inde, en raison de la répression croissante et des graves violations des droits de l'homme au Tibet. La plupart d'entre eux sont restés en Inde.

Le voyage a été éprouvant, car j'ai dû me déplacer à onze reprises, avec les nombreux sacs qui contenaient des brochures et des panneaux sur le Falun Dafa et la persécution de la pratique en Chine, parfois sous une chaleur inattendue ou des pluies précoces.

Malgré les tribulations attendues et inattendues, le voyage a été très réussi. J'ai pu présenter le Falun Dafa à beaucoup plus d'écoles que ce qui était prévu initialement.

La plupart des endroits où je me suis rendue étaient complètement

nouveaux pour moi. Presque partout où je suis allée, j'ai rencontré des gens – des enseignants, des enfants et autres – que j'avais déjà rencontrés, surtout lors de mes nombreuses visites au Ladakh et dans d'autres régions de l'Inde. Certains avaient pratiqué le Falun Dafa dans leurs écoles, reçu des dépliants lors de présentations ou vu des affiches. Souvent, lorsque je rencontrais de nouvelles personnes, je sentais un lien profond, comme si je revoyais des amis perdus de vue depuis longtemps. Ce sentiment semblait souvent réciproque. Le directeur d'une école m'a écrit une lettre dans laquelle il disait : « Ceci est pour vous exprimer ma plus profonde gratitude et mes plus sincères remerciements d'avoir partagé les cinq exercices de la pratique du Falun Gong avec le personnel et les élèves de notre école. »

C'est toujours encourageant lorsque les enfants, même s'il s'est écoulé des années depuis qu'il y a eu des séances de Falun Dafa dans leurs écoles, disent « Falun Dafa » ou « Falun Dafa est bon » avec plaisir lorsqu'ils me voient dans la rue ou dans leur nouvelle école. Lorsqu'il y avait beaucoup de monde, qu'il faisait chaud ou que c'était un samedi, les élèves étaient parfois agités pendant les exercices debout. Mais ils se calmaient complètement pendant le cinquième exercice, qui consiste en une méditation assise. En effet, il y avait un silence quasiment absolu, après quoi tous répétaient avec beaucoup de cœur : « Authenticité-Bienveillance-Tolérance est bon, Falun Dafa est bon. »

Le directeur mentionné plus haut a également écrit : « J'admire vraiment votre esprit et votre dévouement... Grâce à ces exercices, la capacité de concentration des élèves, qui fait défaut de nos jours, s'améliorera. Je vous remercie pour votre dévouement et pour votre sollicitude. »

15.2.1 Expositions sur la persécution en Chine

De nombreux enfants étaient hypnotisés par les affiches et les légendes décrivant la persécution à laquelle les pratiquants de Falun

Dafa, y compris les jeunes enfants, sont confrontés en Chine. Une petite fille a regardé chaque photo pendant un long moment.

Une directrice d'école a écrit : « C'est vraiment un service pur et inconditionnel à l'humanité. J'apprécie à sa juste valeur votre aimable service pour la cause de l'humanité. »

En parlant de ces violations des droits de l'homme et en montrant les affiches, j'ai remarqué que certains avaient les yeux brillants de larmes, qu'ils laissaient couler silencieusement ou qu'ils essuyaient. Peut-être que certains d'entre eux se souvenaient des graves violations des droits de l'homme auxquelles les Tibétains sont confrontés, comme par exemple, laisser derrière eux des membres de leur famille et des amis, qui sont souvent torturés ou même tués. Leurs expériences sont très similaires à celles des pratiquants de Falun Dafa et de nombreuses autres personnes de différentes confessions religieuses en Chine. De nombreux Tibétains ont fait remarquer qu'en ce qui concerne ces atrocités, nous – les Tibétains et les pratiquants de Falun Dafa – « sommes tous dans le même bateau ». Les nombreuses lettres de remerciements que j'ai reçues expriment non seulement une profonde reconnaissance envers le Falun Dafa, mais aussi souvent une compréhension claire de la persécution.

Une directrice d'école a écrit : « Nous avons beaucoup de reconnaissance et d'admiration pour votre travail de promotion de ces messages de paix et de bien-être, qui soulignent aussi la persécution cruelle du Falun Gong perpétrée par le régime communiste en Chine envers son propre peuple, et cela ressemble beaucoup à leur façon de persécuter les Tibétains au Tibet.

« Nous espérons que vous aurez l'occasion de parler de la question tibétaine en même temps que du Falun Gong et aiderez à créer une prise de conscience dans les nombreux endroits que vous visitez. Donc, un grand merci au nom de tous les Tibétains à l'intérieur et à l'extérieur du Tibet. »

Les principes du Falun Dafa résonnent avec l'éthique séculière maintenant enseignée dans toutes les écoles tibétaines. La même directrice a écrit : « La séance a également été significative pour

nous, car le principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance correspond à ce que nous essayons d'inculquer à nos élèves par le biais des leçons d'éthique laïque que notre école dispense selon les directives du Département de l'éducation de l'administration tibétaine en exil. »

Depuis le début de la venue des réfugiés tibétains en Inde, il y a environ soixante ans, il est devenu évident que l'un de leurs besoins les plus critiques était de trouver un moyen de prendre soin des nombreux enfants orphelins ou séparés de leur famille pendant la difficile fuite de leur pays d'origine. La raison d'établir des écoles séparées pour les Tibétains en Inde était de leur fournir une excellente éducation et en même temps d'aider à préserver la langue et la culture tibétaine. Toutes ces écoles, grandes ou petites, sont étonnamment bien gérées, avec beaucoup d'enseignants et de personnel dévoués qui restent fidèles à la devise de leur école : « Les autres avant soi-même. »

Un directeur d'école a écrit dans une lettre de remerciement : « Le personnel et les élèves chérissent cet événement extraordinaire et adoptent le principe du Falun Dafa Authenticité-Bienveillance-Tolérance comme notre norme éthique directrice.

« Nous exprimons sincèrement notre solidarité avec les pratiquants de Falun Dafa et prions pour le renouveau et l'épanouissement de cette pratique spirituelle ancestrale. Que la paix règne sur Terre. Avec notre profonde gratitude. »

Le directeur d'un institut privé de formation industrielle a écrit après une séance de Falun Dafa : « Nous reconnaissons sincèrement et apprécions grandement votre programme de sensibilisation au principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance qui est d'une importance primordiale dans le monde d'aujourd'hui. Nous exprimons notre solidarité avec les membres du Falun Dafa et leur souhaitons beaucoup de succès dans leur contribution à la paix dans le monde. »

En plus d'apporter des dépliants, des magazines, des livres, des DVD, des contes sur la sagesse ancestrale, des affiches, etc. aux bibliothèques scolaires, j'ai recommandé les *Neuf commentaires sur le Parti communiste*. Même si la plupart des Tibétains sont

pleinement conscients de la perversité du Parti communiste chinois (PCC) et qu'ils en ont fait l'expérience, beaucoup ne connaissent pas les détails ou l'histoire du PCC.

En plus des écoles, j'ai visité beaucoup d'autres endroits et rencontré beaucoup d'autres personnes, et j'ai mis des affiches dans les magasins.

Quand je parle de la persécution en Chine, je mentionne que la Chine n'est qu'un pays et a une histoire très ancienne, tout comme l'Inde, et que les Chinois sont comme tout le monde : certains sont bons, d'autres mauvais, et que cela peut s'inverser. Certains bons peuvent devenir mauvais, et les mauvais peuvent devenir bons.

Lors des séances de Falun Dafa, on a conseillé aux enfants de comprendre rationnellement et avec compassion ce qui est bon, ce qui est mauvais, et pour quelle raison.

Un autre directeur a écrit : « Ces exercices pour le corps et l'esprit que vous avez montrés aujourd'hui aideront assurément sur le long terme à promouvoir une société meilleure et un monde plus harmonieux, car les élèves sont les graines et notre avenir dépend uniquement de la façon dont nous les élevons et des valeurs que nous leur enseignons.

« Je voudrais également vous exprimer ma gratitude pour avoir tenu tête au gouvernement communiste chinois qui persécute son propre peuple innocent. J'apprécie la précieuse leçon que vous avez donnée aux élèves, à savoir que nous devrions être rationnels et faire la distinction entre ce qui est bon et ce qui est mauvais. »

Beaucoup d'enseignants connaissaient déjà *The Epoch Times*, la chaîne de télévision NTD India et différents sites Internet de Falun Dafa, mais ceux qui ne les connaissaient pas ont été mis au courant de ces médias indépendants. Certes, dans les temps à venir, et avec l'aide de tous ces canaux d'information, une plus grande prise de conscience se répandra parmi les enfants et bien d'autres.

15.2.2 Idées et initiatives

Un grand merci aux nombreuses « mains charitables », sans lesquelles cet effort n'aurait pas été possible : les directeurs, les maîtres et maîtresses d'école, les chefs d'établissement, enseignants, personnel, enfants, et tant d'autres.

J'aime beaucoup les Tibétains et j'ai de nombreux liens avec mes bons amis tibétains grâce aux vingt-huit ans que j'ai passés en Inde. Plusieurs fois, ce sont des Tibétains qui m'ont donné des idées et des suggestions sur la façon d'avancer sur mon chemin en tant que pratiquante.

Au Ladakh, qui est situé dans la partie la plus septentrionale de l'Inde, il y a plus de quinze ans, j'ai entendu parler du Falun Dafa pour la première fois par une pratiquante sino-américaine en visite accompagnée d'une Tibétaine locale. Toutes les deux faisaient les exercices de Falun Dafa lors d'un festival local de femmes. Ce fut mon tout premier contact avec le Falun Dafa.

En août 2007, alors que je posais des affiches dans un restaurant local à Leh, au Ladakh, un enseignant tibétain m'a suggéré de venir dans son école. Le directeur de l'école a accepté, et j'ai donné la toute première séance de Falun Dafa dans une école du Ladakh, suivie dans les années suivantes par des séances dans cette même école et ses nombreuses succursales, et dans beaucoup d'autres écoles.

En 2008, lorsque la toute première exposition a eu lieu à Leh pour commémorer le 20 juillet 1999, le jour où la persécution a commencé en Chine, un autre jeune tibétain a mis bénévolement à disposition son « magasin » extérieur pour l'occasion. Beaucoup d'autres expositions ont suivi au fil des ans.

Il y a des années, un parent d'une amie tibétaine a eu l'idée d'exposer les affiches et les banderoles sur le long mur de sa maison lors d'occasions spéciales. Depuis, des milliers d'habitants et de touristes ont reçu des dépliants lors de ces expositions. Même là où j'habite, j'ai eu l'idée de faire des expositions hebdomadaires, habituellement

d'octobre à avril, après avoir vu un jeune tibétain vendre à cet endroit sa marchandise sur un lit pliant. Je fais cela depuis de nombreuses années et j'ai touché des gens de la communauté locale ainsi que de toute l'Inde et du monde entier.

Toutes ces idées et initiatives, et bien d'autres encore, ont été suggérées par les Tibétains. Par conséquent, d'une certaine manière, ce voyage dans les écoles tibétaines en Inde a été une sorte de remboursement de ces « faveurs », non pas pour les individus impliqués, mais au moins pour de nombreux membres de leur peuple.

L'Inde est un vaste pays avec de nombreuses cultures, traditions, tribus, religions, castes, etc. Plusieurs pratiquants en Inde s'étaient déjà rendus dans des écoles et des universités et avaient pris de nombreuses photos et reçu de nombreuses lettres de reconnaissance. Dans ce vaste pays avec tant de jeunes, nous espérons nous rendre dans encore beaucoup plus d'écoles dans différentes parties de l'Inde par la suite.

Rétrospectivement, le succès de ce voyage étonnant n'a été possible que grâce aux arrangements du Maître – une bonne synchronisation, de forts liens karmiques et bien d'autres facteurs.

Certaines écoles ont publié des clips vidéo, des articles de presse et des photos de leur activité de Falun Dafa sur Facebook et d'autres médias sociaux. Certains avaient déjà vu la vidéo de trois minutes *A Way to the Heart* ou avaient déjà diffusé cette vidéo et son article connexe sur NTD India.

15.3 Indonésie : 500 élèves et enseignants du secondaire apprennent les exercices de Falun Gong³²⁵

Le directeur de l'école secondaire publique n° 38 de l'île de Batam, en Indonésie, avait vu des élèves pratiquer le Falun Gong sur un site

web de médias sociaux et voulait en savoir plus sur cette cultivation et pratique du corps et de l'esprit venant de Chine. Il a donc invité les pratiquants de Falun Gong à présenter cette pratique aux enseignants et aux élèves le 16 février 2019. Environ 500 élèves et enseignants se sont rendus sur place pour apprendre les exercices de Falun Gong ainsi que le principe de cette cultivation et pratique ancestrale chinoise.

Les pratiquants ont expliqué que les mouvements des exercices sont relaxants et faciles à apprendre. Le principe du Falun Gong est Authenticité-Bienveillance-Tolérance, un principe qui résonne dans l'esprit de nombreuses personnes. Les pratiquants ont également expliqué que n'importe qui, quels que soient son âge et ses antécédents, peut apprendre le Falun Gong.

Les pratiquants de Falun Gong d'Indonésie se rendent souvent dans les écoles de la région pour partager les bienfaits du Falun Gong avec la communauté locale. Ils espèrent qu'un plus grand nombre de personnes pourront profiter des avantages de cette pratique. Après avoir fait les exercices, le directeur de l'école a dit : « La musique et les mouvements des exercices permettent de rester concentré. Je me sens bien dans tout mon corps, en particulier mon torse, mes articulations et mon dos, après avoir fait les exercices. » Un professeur d'art a dit : « Quand j'ai fermé les yeux et écouté la musique, j'ai pu sentir la présence de la lumière. Je m'étais blessé au bras et je ne pouvais pas le lever très haut. Cependant, après la quatrième série d'exercices, je peux maintenant lever le bras au-dessus de ma tête – quelle merveilleuse expérience ! »

15.4 États-Unis : Voyage spirituel d'un concepteur de logiciels³²⁶

Selon certains, Santhosh avait tout pour lui : une bonne éducation, des parents bienveillants et une carrière prometteuse qui l'avait amené

à déménager aux États-Unis et à occuper son poste actuel de directeur d'une société de logiciels. Il avait une femme aimante et deux filles magnifiques. « J'étais au sommet de ma forme physique. Je n'avais aucun problème de santé », se souvient-il. Mais l'apparition soudaine d'une maladie auto-immune a changé tout cela. Santhosh a consulté des médecins, mais ils n'ont pas pu identifier la cause profonde. En fin de compte, ses médecins lui ont recommandé des stéroïdes forts. Ils l'ont mis en garde contre les effets secondaires et lui ont dit qu'il allait devoir en prendre pour le restant de sa vie.

« Le pronostic m'est tombé dessus comme un coup de massue. J'ai toujours pensé que j'avais toutes les réponses pour mener une vie heureuse avec mes amis et ma famille. Mais quand cela a frappé, je suis devenu frustré et découragé. »

« La situation n'allait faire qu'empirer, et dans mon cas, cela allait m'affecter les yeux. Donc si je n'étais pas prudent, je risquais de devenir totalement aveugle. »

Santhosh avait déjà des douleurs aux poignets et aux genoux et avait de la difficulté à soulever des objets du quotidien. « J'en suis arrivé à un point où je sentais qu'il n'y avait plus d'espoir, parce que je n'arrivais à faire aucun exercice physique. » Cherchant une solution, il a commencé à réfléchir plus profondément sur la vie elle-même, en cherchant sur Internet ce qu'il pouvait trouver sur Dieu et l'univers. « Mais comme je cherchais spirituellement, j'étais littéralement perdu. Je suis né dans une famille religieuse, mais à ce moment-là, je n'arrivais pas à comprendre ce qui se passait. »

Et puis, un jour, un collègue lui a parlé du Falun Gong. « J'étais très intéressé. C'est arrivé exactement au bon moment. » Son collègue lui a donné un lien vers le site web du Falun Dafa (FalunDafa.org), disant que les enseignements et les instructions des exercices étaient disponibles en ligne gratuitement. Un week-end, Santhosh a téléchargé les livres *Falun Gong* et *Zhuan Falun*.

« Dès que j'ai commencé à les lire, j'ai su qu'il s'agissait de quelque chose de très spécial », a-t-il dit. « C'était très clair et cela expliquait les choses, me donnant des réponses aux nombreuses

questions que j'avais en tête. Alors, j'ai tout de suite su que c'était très différent de ce que j'avais appris dans le passé. »

15.4.1 La santé se rétablit rapidement

En quelques jours à peine, Santhosh a vu son état de santé s'améliorer considérablement. La douleur et l'inconfort se sont atténués lentement jusqu'à disparaître entièrement, comme s'ils n'avaient jamais existé.

« Je n'arrivais pas à y croire. Ce sont les changements que j'ai vécus en faisant ces exercices tous les jours. C'est une expérience de première main – c'est indéniable ! »

« Mon point de vue a changé parce que l'enseignement principal du Falun Dafa est Authenticité-Bienveillance-Tolérance (*Zhen-Shan-Ren* en chinois). Ce qui me frappe vraiment beaucoup, c'est la pureté des enseignements fondamentaux – il faut être honnête et compatissant, même si les autres sont en colère ou vous insultent. C'est la chose ultime et cela me va vraiment droit au cœur. »

Santhosh a découvert qu'il n'était plus aussi facilement irrité ou en colère qu'avant. « J'avais un très mauvais caractère avant et j'étais extrêmement susceptible. Tout cela est en train de changer, et je suis maintenant prédisposé à être bon avec les gens », a-t-il ajouté. Ses parents vivaient avec lui à l'époque, et ils ont tous deux vu les changements positifs en lui. Son père était très impressionné, disant que Santhosh était une nouvelle et une meilleure personne.

15.4.2 Une famille plus heureuse

Santhosh se disputait avec sa femme, comme beaucoup de couples. « Si je devais faire des tâches ménagères, comme faire la vaisselle, je me disais parfois : “Je l'ai faite hier, aujourd'hui c'est son tour. Pourquoi devrais-je faire la vaisselle tous les jours ? ” C'est-à-dire, je pensais que tout devait être expliqué comme ça. » Après avoir commencé à pratiquer le Falun Gong, ses pensées ont

complètement changé : « Maintenant, ce n'est plus qu'elle devrait le faire ou que c'est à elle de le faire. Dès que je peux aider, j'y vais et je le fais simplement. »

Sa femme a vite remarqué ce changement. Elle a constaté que Santhosh avait cessé de se disputer avec elle et qu'au lieu de cela, il aidait sans broncher. Il a arrêté de se plaindre. Elle lui a donc posé des questions sur le Falun Dafa et s'y est intéressée et s'est mise à lire les livres à l'occasion.

Ses filles ont également ressenti l'impact positif. Leur père s'énervait pour beaucoup de choses avant. Maintenant, il est plus calme et plus patient. « On dirait que tu ne nous as pas grondé depuis un bon moment », lui a dit sa fille de 8 ans.

15.4.3 Meilleur au travail

Santhosh est axé sur les résultats et il se fixait souvent des objectifs que son équipe devait atteindre. Après avoir commencé à pratiquer le Falun Dafa, il a trouvé que cette approche était un peu égoïste. « Dans mon cœur, je ne me souciais pas des membres de mon équipe. J'insistais et je mettais beaucoup de pression sur l'équipe pour qu'elle donne des résultats », se souvient-il.

« Mais la perspective qu'avait l'équipe sur moi a changé à mesure que je devenais moins exigeant et plus constructif. Leur lien avec moi est devenu beaucoup plus fort », a-t-il dit. Parfois, avant même de leur demander de faire quelque chose, Santhosh découvre que l'équipe a déjà dépassé les attentes et atteint les objectifs. « L'un des membres de l'équipe m'a même dit qu'il avait constaté une amélioration considérable de mon style de gestion, surtout en ce qui concerne les réunions et les échéances », a-t-il ajouté.

« En intégrant le principe de base Authenticité-Bienveillance-Tolérance au travail, cela a vraiment créé de grands bénéfices, non seulement pour moi, mais pour toute l'entreprise », a-t-il conclu.

15.4.4 Un bienfait pour l'ensemble de la société

Il lui a fallu un certain temps pour comprendre la persécution à laquelle le Falun Dafa est confronté en Chine. Pourquoi persécuterait-on le Falun Dafa, qui enseigne aux gens à être de meilleures personnes, à développer des valeurs morales supérieures et à être honnêtes et gentils ?

« C'est une véritable tragédie, parce que d'un côté, vous avez le positif qui vous enseigne à être bon ; de l'autre côté, vous avez le négatif, ou le mal, qui essaie de réprimer le bien. Les vraies victimes, à mon avis, ce sont les Chinois qui sont trompés par le Parti communiste et sa propagande diffamatoire. J'espère vraiment que la persécution prendra bientôt fin et que chaque personne en Chine pourra voir la splendeur et la vérité sur le Falun Dafa.

« D'après mon expérience, je dirais que *Dafa* est la cultivation et pratique la plus juste et la plus directe, la plus simple et la plus commode que j'aie jamais rencontrée de toute ma vie. J'ai été une personne assez spirituelle et j'ai grandi dans une famille aux valeurs très traditionnelles, mais je n'ai jamais rencontré une façon aussi élégante, positive et simple de pratiquer qui puisse mener à un niveau spirituel vraiment élevé. C'est une pratique qui profite vraiment à l'esprit et au corps.

« En fait, cela aide vraiment à vivre sa vie d'une manière complète et saine, que ce soit avec sa famille, ses amis, ses parents, ses collègues de travail, et avec tout le monde, même des étrangers. On se présente toujours comme une personne très bonne et gentille, ce qui est une chose très positive. C'est quelque chose de très précieux. »

15.5 Les touristes chinois cherchent à connaître les faits sur le Falun Gong lors de leurs voyages à l'étranger

« Je sais que de tous les groupes que le Parti communiste chinois a persécutés, le Falun Gong a subi la persécution la plus brutale. Vous [les pratiquants] avez tant souffert. Je me sens très mal », a dit un touriste chinois lors de son voyage en Suisse à un pratiquant qui sensibilisait le public à la persécution. « Vous [les pratiquants] êtes maltraités, mais vous faites quand même ceci pour aider les autres. »

Les principales destinations touristiques du monde sont devenues des centres névralgiques où le public peut en apprendre davantage sur la persécution, en particulier sur les prélèvements forcés d'organes sur les prisonniers d'opinion du Falun Gong, une pratique dissimulée en Chine. Les gens peuvent alors découvrir ce que le peuple chinois pense vraiment : ce type d'information est inaccessible pour la plupart des gens hors de Chine en raison de la propagande que le Parti a exportée en Occident. Certains touristes chinois ont envoyé des salutations au fondateur du Falun Gong et espèrent qu'il pourra bientôt retourner en Chine. Ils discutent avec les pratiquants de Falun Gong sur les sites touristiques pour en savoir plus sur l'imposture des auto-immolations et sur les atrocités des prélèvements forcés d'organes à vif.

Les voyages à l'étranger offrent également aux citoyens chinois l'occasion de démissionner du PCC et de ses organisations pour la jeunesse, de la Ligue de la jeunesse communiste et des Jeunes Pionniers. Les bénévoles du Centre de service mondial pour démissionner du PCC ont aidé les Chinois partout dans le monde. Les touristes ne se contentent pas de démissionner eux-mêmes du Parti, ils transmettent aussi l'information à leurs amis et à leur famille en Chine.

Le nombre de touristes qui choisissent de renoncer à leur adhésion au Parti n'a cessé d'augmenter en Amérique du Nord et en Europe. Mme Zhou, une pratiquante de Falun Gong bénévole dans un site touristique en Angleterre, a décrit à l'été 2014 une tendance qu'elle a remarquée :

« En 2008 et 2009, j'ai pu aider quelques centaines de Chinois à démissionner du PCC en un an. En 2010, le nombre

est passé à environ mille par an. Après 2012, il a doublé puis triplé, pour atteindre quelques milliers par an. Depuis le début de l'année, c'est environ mille par mois. »

15.6 Taïwan : Le Falun Dafa aide une nouvelle pratiquante à retrouver une vie pleine de dynamisme³²⁷

Il y a trois ans, j'étais une personne très fragile et peu ouverte. Le stress lié à ma recherche du « renom et du gain » avait des répercussions sur ma santé et j'étais souvent malade. Je souffrais de maux de tête, d'étourdissements, de palpitations et de douleurs thoraciques. Alors que je réussissais mes études et que j'avais un curriculum vitae solide, je n'étais pas heureuse. Je pensais que j'étais dans une impasse et je me sentais piégée. La vie n'avait aucun sens et je n'avais aucun espoir pour l'avenir.

J'ai eu la chance de pouvoir apprendre le Falun Dafa et de commencer mon chemin de cultivation. La cultivation m'a aidée à être plus heureuse, plus paisible, et j'ai progressivement retrouvé une vie pleine d'allant.

15.6.1 Chercher des réponses

Je viens d'obtenir mon diplôme universitaire cette année. Depuis que je suis jeune, j'ai toujours été en tête de classe. J'ai étudié dans les meilleures écoles et j'ai suivi des cours pour acquérir des compétences dans de nombreux domaines. Cependant, peu de gens connaissaient les difficultés derrière ma réussite scolaire. Les reconnaissances et les avantages que j'ai récoltés grâce à mon grand succès m'ont poussée, sans le savoir, à étouffer mes pensées et mes émotions

réelles. J'ai toujours travaillé dur pour obtenir de bons résultats scolaires et j'ai toujours fait mon possible pour faire plaisir à tout le monde dans ma vie pour qu'on me voie toujours sous mon meilleur jour.

Au fond de mon cœur, je savais que tout cela n'avait aucun sens et je n'étais pas vraiment heureuse. Cependant, je me suis quand même laissée aller à cette poursuite sans fin. Même avec mes parents, je réprimais mes vrais sentiments. Je continuais à présenter une apparence de plus en plus *glamour*, mais il faisait de plus en plus noir à l'intérieur.

« Quel est le sens de la vie ? » Je me suis souvent posé cette question. Je n'arrivais pas à trouver la réponse dans ma recherche de résultats scolaires ni dans ma recherche de bonnes relations avec les autres, ni dans mes lectures préférées sur les événements surnaturels que la science ne pouvait expliquer.

Souvent, allongée sur mon lit, je pensais à l'immensité de l'univers et à comment mes pensées, voire même l'existence des êtres humains disparaîtraient des milliers d'années plus tard. Combien vide et solitaire serait un tel espace ! Un sentiment inimaginable de peur me faisait frissonner et m'empêchait de dormir. Alors que j'essayais toujours d'exceller, je n'avais pas de normes ni de principes pour me guider. Je me transformais toujours en fonction de la personne avec laquelle j'étais, au point que cela affectait mes pensées et ma façon de m'exprimer. J'avais du mal à m'exprimer honnêtement et je craignais d'être trop critique envers quelqu'un ou de le blesser.

Le stress de la vie et mes études ont également eu des conséquences sur mon corps, et j'avais des maux de tête, des douleurs à la poitrine et de légères fièvres. Je devais souvent me rendre dans les grands hôpitaux et prendre des congés maladie pour me reposer à la maison ou au centre médical de l'école. Tous ces états sont survenus parce que j'avais un problème de santé mentale. Mais je ne l'avais pas remarqué et je n'étais pas non plus disposée à faire face à cette réalité. Une fois, en terminale, j'ai même peint un tableau totalement noir qui représentait les souvenirs de ma vie.

15.6.2 Trouver le Falun Dafa et la cultivation et pratique

À l'université, j'ai participé à un programme de formation où l'enseignante était aussi conseillère et mentor : elle aidait les étudiants qui traversaient des difficultés ou vivaient des situations problématiques. Au cours du programme, on abordait des sujets tels que la vie et la mort ou les problèmes familiaux. Me sentant perdue et impuissante dans différents aspects de ma vie, je suis souvent allée discuter avec cette enseignante.

Ce professeur semblait être très sage. Elle semblait capable de saisir tout ce qui se passe dans la vie. Une fois, au cours de notre conversation, elle a mentionné le Falun Dafa et la cultivation et m'a recommandé de lire le *Zhuan Falun*. Elle m'a dit que c'était un livre que je n'arrêterais pas de lire une fois que je l'aurais commencé. J'étais très curieuse de savoir en quel genre de livre un professeur aussi sage pouvait bien croire.

J'étais sceptique lorsque j'ai cliqué sur le lien vers le *Zhuan Falun*, mais j'ai été tout simplement bouleversée par un livre si divin. Mes émotions étaient très complexes. J'étais enthousiaste, touchée et triste. J'étais enthousiaste parce que j'avais découvert qu'une loi universelle basée sur Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍) existait vraiment !

Ce livre répondait à toutes les questions que j'avais sur la science et les croyances et m'enseignait le sens de la vie, la présence des divinités et des êtres de niveau supérieur, et comment, dès lors, je devrais vivre en tant qu'être humain. J'ai crié dans mon cœur : « Pourquoi ne suis-je tombé que maintenant sur un enseignement aussi précieux ? » En même temps, j'avais envie de pleurer du fond du cœur. J'ai réalisé que j'étais triste parce que ma vie précédente s'était tellement éloignée de cet enseignement du *Fa* !

Après cela, j'ai commencé à cultiver mon caractère en me basant sur le principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance, et j'ai également commencé à faire les cinq exercices du Falun Dafa. En ce qui

concerne mes études, pour la première fois, j'ai ressenti la joie d'étudier avec mon cœur plutôt que de me soucier uniquement des résultats. Lorsque j'ai changé d'attitude à l'égard de mes études, celles-ci sont devenues un moment de détente et de bonheur, et j'ai même eu de meilleurs résultats !

La logique que j'ai apprise du Falun Dafa m'a même aidée à répondre à des questions scientifiques, ce qui laissait parfois le professeur sans voix. Sur le plan de la santé, je n'avais plus de malaises et je pouvais sentir la légèreté et l'état de santé de mon corps. Comme j'ai le *Fa* dans mon cœur, je dois juste réfléchir à mon comportement en me basant sur le principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance. Par conséquent, je ne me sens plus mal à l'aise lorsque je suis en contact avec les gens ou lorsque j'exprime mes pensées. Je peux parler aux gens très ouvertement.

À mesure que mon *xinxing* (caractère moral, ou « nature cœur/esprit ») s'élève, je deviens également plus apte à affronter les problèmes et les revers de la vie calmement, en restant tranquille et stable. Grâce à cela, je suis capable de mener une vie libre et satisfaisante, j'ai l'impression d'avoir retrouvé une vie pleine de dynamisme !

Il n'y a pas longtemps, mon petit ami a mis fin à notre relation de plusieurs années. Quand je m'en suis rendu compte, il avait déjà une autre petite amie. Quand mes amis et ma famille l'ont appris, ils étaient en colère et tristes pour moi. Même mon ex-petit ami s'inquiétait pour moi.

Bien que cela soit arrivé très brusquement, je n'ai presque pas eu d'émotions négatives. Au contraire, j'y ai réfléchi assez calmement et je me suis même mise à sa place en pensant à lui. Il a aussi senti mon calme et ma gentillesse. Dans la cultivation, on parle de bienveillance. Nous devons être bons envers les autres et toujours penser aux autres d'abord. J'ai compris que plus la bienveillance est pure, plus elle est forte, et plus les autres peuvent la ressentir aussi. Dans la cultivation, on parle aussi du principe de tolérance.

Maître Li a dit : « Le *Ren* est le point crucial pour élever le

Xinxing. Le *Ren* avec au cœur la colère et la haine, avec au cœur le sentiment de l'injustice, avec des larmes retenues, c'est le *Ren* des gens ordinaires avec l'attachement à leurs craintes, n'éprouver aucune colère et aucune haine, n'avoir aucun sentiment d'injustice c'est le *Ren* du pratiquant ». (« Ce qu'est le *Ren* », Points essentiels pour un avancement diligent)

Avant ma cultivation, je n'aurais certainement pas pu être aussi calme.

15.6.3 Le Maître et *Dafa* m'ont guidée hors des marécages pour retrouver mon dynamisme

Guidée par les principes et les enseignements du Falun Dafa, j'ai corrigé mon attitude face à la vie et j'ai recouvré la santé. Je parle maintenant avec confiance du fond du cœur, je sais que j'ai vraiment trouvé la pureté et je suis satisfaite de ma vie. J'ai trouvé le sens de la vie dans toutes ces réalisations, ce que je n'aurais pas osé imaginer possible avant. Je suis très reconnaissante de m'être décidée à lire le *Zhuan Falun* il y a trois ans et de m'être engagée sur le chemin de la cultivation. Je me souviens encore de l'image que j'avais de moi dans le passé, luttant seule dans les marécages. J'étouffais et je ne me voyais pas d'avenir. Après trois ans de cultivation, je suis une toute nouvelle personne.

Je partage mes expériences d'avant et après avoir commencé à cultiver dans l'espoir que chacun puisse connaître le sens profond de ces deux phrases : « Falun Dafa est bon. Authenticité-Bienveillance-Tolérance est bon ». Merci, Maître ! Merci, *Dafa* !

15.7 Séoul, Corée du Sud : De nouveaux pratiquants partagent leurs expériences³²⁸

Le premier séminaire de neuf jours du Falun Gong en 2019 a commencé le 31 janvier à la librairie Tianti à Séoul. À la fin des neuf jours, les nouveaux pratiquants ont tenu une table ronde pour expliquer comment ils avaient découvert le Falun Gong et pour discuter de leurs expériences avec cette pratique.

15.7.1 Trouver le sens de la vie

Pendant la crise économique de 1997 en Corée du Sud, Kang, l'un des participants au séminaire a perdu tous ses biens. Alors qu'il se débattait financièrement, il s'inquiétait de savoir comment il allait survivre. Il s'est alors dit : « Les êtres humains entrent nus dans ce monde et en sortent nus. À quoi devrais-je être attaché ? »

Il a essayé de rester joyeux en lisant des livres, en escaladant des montagnes, en faisant des exercices et en allant à l'église. Il espérait trouver le vrai sens de la vie.

« Bien que je ne sois qu'un minuscule grain de poussière dans l'univers », pensait Kang, « je peux accepter l'énergie de l'univers et avoir une bonne santé. Il est plus important de s'assimiler à l'univers que de se soucier de la richesse. »

Un soir, il a vu des pratiquants de Falun Gong faire les exercices près de chez lui. Après avoir lu le prospectus du Falun Gong, il a pensé : « Je devrais pratiquer le Falun Gong. »

Il s'est rendu à la librairie Tianti, où on lui a dit qu'il devait lire le livre *Falun Gong*, le livre d'introduction à cette pratique. Kang a dit : « C'était comme si j'avais trouvé le but de la vie après avoir lu ce livre. » Alors, il a décidé d'approfondir la pratique en participant au séminaire de neuf jours.

Le séminaire consiste à visionner les enregistrements des neuf

conférences de base de M. Li Hongzhi, le fondateur du Falun Gong, et à apprendre les exercices. En écoutant les conférences du Maître, Kang a trouvé que les enseignements le touchaient droit au cœur. Il a compris que, grâce à la cultivation, le corps sera purifié, les toxines seront éliminées, et que l'on doit élever son *xinxing*. Il a réalisé combien il est important de suivre le principe du Falun Gong Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍) tout au long de la vie.

« J'ai senti que la cultivation n'était pas simple », a déclaré Kang. « Cela ne marchera pas si l'on ne peut pas endurer. Je dois pratiquer avec un esprit pur. »

Avant, il pensait souvent aux divinités. « Maintenant, je sens que je peux devenir un être spirituel en pratiquant le Falun Gong. »

Kang a dit qu'il avait l'intention de venir à la librairie pendant son temps libre pour en apprendre davantage sur la cultivation et pratique, lire plus et pratiquer sérieusement.

15.7.2 Devenir en bonne santé et ressentir une forte énergie

Un autre nouveau pratiquant, Kim, a vu une femme pratiquer les exercices de Falun Gong un matin dans un parc. Il a dit : « J'ai ressenti une forte énergie émaner d'elle, et les gestes de ses mains étaient vraiment magnifiques. »

Kim a accepté un dépliant et a commencé à pratiquer le Falun Gong. Il se rend chaque jour sur le site de pratique pour faire les exercices. Il a gagné une profonde compréhension de la vie et de la cultivation et pratique au cours de sa dernière année et demie de pratique du Falun Gong. Il a dit être devenu en bonne santé après avoir commencé la pratique. Il était très maigre avant, mais maintenant son poids est redevenu normal.

« Le Falun Gong n'est pas seulement bénéfique pour la santé », a déclaré Kim, « c'est aussi un enseignement de haut niveau. Je pense que l'on peut recouvrer la santé si on élève son *xinxing* en cultivant. »

Kim a expérimenté un fort sens de la spiritualité sur son chemin de cultivation. Il a dit : « J'ai eu l'impression d'être un être divin quand je suis entré dans la tranquillité en faisant le cinquième exercice, la méditation assise. »

Voyant les changements positifs chez son mari, l'épouse de Kim s'est intéressée au Falun Gong. Elle a aussi participé au séminaire de neuf jours. Même si elle pensait au début n'y aller que pour un jour, elle a participé aux neuf séances. Elle a fait remarquer qu'elle était plus belle après le séminaire de neuf jours. De plus, elle ne ressentait plus de douleur dans le dos.

15.7.3 Vivre heureuse en s'assimilant à Authenticité-Bienveillance-Tolérance

M^{me} Kang a dit qu'elle avait vu des pratiquants de Falun Gong faire les exercices l'année dernière quand elle faisait de l'escalade. Elle a participé au séminaire de neuf jours deux mois plus tard, mais elle a senti qu'elle devait en apprendre davantage. Elle a donc participé à un autre séminaire de neuf jours, puis a décidé d'assister à un troisième séminaire en janvier dernier à Séoul.

M^{me} Kang a dit : « Je sens que tout mon corps est très détendu après avoir pratiqué les exercices. Particulièrement après les exercices d'aujourd'hui, je me sens si bien ! » Elle aime lire les livres du Falun Gong pendant son temps libre et lorsqu'elle prend le métro. Elle dit avoir lu 30 fois le livre de Maître Li, le *Zhuan Falun*.

« Je me sens très heureuse en lisant les livres du Falun Gong », a-t-elle déclaré.

« Ils m'aident à m'assimiler à Authenticité-Bienveillance-Tolérance. »

15.8 Manhattan : La librairie Tianti propose un moyen pratique d'apprendre le Falun Gong

La librairie Tianti fonctionne en ligne depuis plus de dix ans. En raison d'une demande croissante dans la région de New York, elle a ouvert un local dans le centre de Manhattan le 10 octobre 2013. Tianti, comme son nom l'indique (*tian* en chinois signifie « ciel » ou « paradis », et *ti* signifie « échelle »), a pour but de fournir aux lecteurs un moyen de s'élever par la pratique du Falun Gong.

Tianti a ouvert son deuxième magasin à Toronto le 1^{er} juillet 2013, jour de la fête du Canada. Situé dans le secteur de York, à prédominance chinoise, au Pacific Mall – le plus grand centre commercial intérieur chinois d'Amérique du Nord – le magasin est dédié à la vente de livres et de produits multimédias sur le Falun Gong.

Plus récemment, la librairie Tianti a ouvert de nouvelles succursales à Séoul, en Corée du Sud, et à Paris (France) facilitant ainsi l'accès aux livres et au matériel pédagogique du Falun Dafa, et à l'apprentissage de la pratique méditative. Holly, qui a participé à un séminaire vidéo de neuf jours à la librairie de Manhattan, a déclaré aux autres participants qu'elle avait déjà pratiqué d'autres disciplines de méditation auparavant, mais qu'elle n'avait jamais atteint un état d'esprit aussi paisible qu'avec le Falun Dafa.



法輪大法好

Chapitre 16 : Soutien de la communauté internationale

Des organisations de défense des droits de l’homme, des fonctionnaires et des organes législatifs du monde entier se sont prononcées pour demander la fin de la persécution en Chine. Des tribunaux en Espagne et en Argentine ont inculpé de hauts responsables du Parti communiste chinois (PCC) pour torture et génocide. Le Département d’État américain et la Commission exécutive du Congrès sur la Chine (CECC) ont souligné la persécution du Falun Gong dans leurs rapports annuels, le premier resserre maintenant son processus de vérification des visas pour refuser l’entrée aux auteurs de violations des droits de l’homme, comprenant les auteurs de crimes pendant la persécution du Falun Gong.

16.1 Des fonctionnaires chinois poursuivis dans d’autres pays

Les tribunaux de divers pays se sont saisis des cas à l’encontre des principaux auteurs de la persécution, dont Jiang Zemin, en vertu du principe juridique de la compétence universelle, qui permet aux tribunaux nationaux d’entendre les cas de génocide et de crimes contre l’humanité, où qu’ils se produisent.

16.1.1 Un tribunal espagnol inculpe de hauts responsables du Parti communiste pour torture et génocide

Dans une décision sans précédent, un juge espagnol a inculpé cinq hauts responsables du Parti communiste chinois pour leur rôle dans les crimes de torture et de génocide commis contre les pratiquants de Falun Gong. L'annonce du tribunal en 2009 indiquait que s'ils étaient reconnus coupables, les accusés risquaient au moins vingt ans de prison et des sanctions financières. Les cinq accusés, Jiang et ses quatre fidèles, qui ont été les principaux responsables de la mise en œuvre de la persécution, avaient quatre à six semaines pour répondre et pouvaient ensuite être extradés s'ils se rendaient dans un pays ayant conclu un traité d'extradition avec l'Espagne.

Après une enquête de deux ans, le juge de la Cour nationale espagnole Ismael Moreno a informé l'avocat Carlos Iglesias de la Fondation pour les droits de l'homme (HRLF) que le tribunal avait fait droit à une demande d'envoi de commissions rogatoires (lettres de requêtes) aux cinq accusés en Chine concernant l'implication de chacun dans la persécution du Falun Gong. Les décisions favorables au plaignant faisaient suite à une série de soumissions au tribunal par maître Iglesias et d'autres membres du personnel de HRLF.

Maître Iglesias a déclaré : « Cette décision historique d'un juge espagnol signifie que les dirigeants du Parti communiste chinois responsables de crimes brutaux ont maintenant avancé d'un pas vers leur traduction en justice. Lorsqu'on commet un crime de génocide ou de torture, c'est un crime contre la communauté internationale dans son ensemble et pas seulement contre les citoyens chinois. L'Espagne est en train de devenir un défenseur des droits de l'homme et de la justice universelle. »

Parmi les accusés, Jiang Zemin a été largement reconnu comme le principal instigateur de la campagne lancée en 1999 pour « éradiquer » le Falun Gong. Luo Gan, qui a supervisé le Bureau 610, une unité opérationnelle de la police secrète nationale qui a dirigé la campagne violente, est également accusé. Les avocats chinois ont comparé le Bureau 610

à la Gestapo de l'Allemagne nazie pour sa brutalité et son autorité extra-légale.

Les trois autres accusés sont Bo Xilai, ancien secrétaire du Parti pour Chongqing et ancien ministre du Commerce, Jia Qinglin, quatrième membre de la hiérarchie du Parti, et Wu Guanzheng, chef d'une commission disciplinaire interne du Parti. Les accusations portées contre eux sont basées sur leur proactivité dans la lutte contre la persécution du Falun Gong lorsqu'ils étaient hauts fonctionnaires, respectivement dans la province du Liaoning, à Pékin et dans la province du Shandong.

Dans un article lauréat du prix Pulitzer, Ian Johnson, du *Wall Street Journal*, décrit comment Wu infligeait des amendes à ses subordonnés s'ils n'étaient pas suffisamment sévères contre le Falun Gong, poussant, dans certains cas, les fonctionnaires à torturer des habitants locaux à mort.

Parmi les autres preuves prises en compte par le juge au cours de son enquête, on peut citer les témoignages écrits de quinze pratiquants de Falun Gong et les témoignages oraux de sept pratiquants, dont des victimes de torture et des parents de personnes tuées en détention en Chine. Le juge s'est également appuyé sur les rapports d'Amnesty International, de Human Rights Watch et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour prendre sa décision, a déclaré maître Iglesias.

16.1.2 Un juge fédéral en Argentine ordonne l'arrestation des auteurs Jiang Zemin et Luo Gan

Le 17 décembre 2009, après une enquête de quatre ans, le juge Octavio Araoz de Lamadrid de la Cour fédérale argentine no 9 a pris une décision historique. Le juge Lamadrid a émis des mandats d'arrêt contre Jiang Zemin, chef du Parti communiste chinois, et Luo Gan, ancien chef du Bureau 610, pour leur rôle dans la persécution du Falun Gong. Les deux hauts responsables du PCC ont été accusés de crimes contre l'humanité. Le juge Lamadrid a ordonné au département Interpol de la police fédérale argentine de procéder

aux arrestations. Dans un document juridique de 142 pages, le juge a évalué en détail la persécution des pratiquants de Falun Gong par le PCC en Chine, et les rôles que Jiang et Luo ont joués.

Le juge Lamadrid a expliqué dans sa décision que « la stratégie de génocide qui a été conçue a englobé toutes sortes d'actions au mépris total de la vie et de la dignité humaine. La fin imaginée – l'éradication du Falun Gong – justifiait tous les moyens utilisés. Ainsi, la souffrance, la torture, les disparitions, les décès, les lavages de cerveau et les tortures psychologiques se sont développés pour persécuter ses pratiquants. »

Le juge Lamadrid a déclaré dans sa décision : « Je comprends que dans le cas présent, le principe de la compétence universelle doit être appliqué compte tenu de la gravité des crimes, du nombre de victimes touchées et de la nature idéologique des actions entreprises contre les membres du groupe religieux Falun Gong. »

16.1.2 (1) Jiang et Luo sont devenus les accusés

Lors de la visite de Luo Gan en Argentine le 12 décembre 2005, la présidente de l'Association du Falun Dafa d'Argentine, M^{me} Fu Liwei, a chargé les avocats Adolfo Casabal Elas et Alejandro Guillermo Cowes d'intenter une action en justice contre Luo Gan auprès de la Cour fédérale de répression pénale, tribunal n° 9. Les charges retenues contre Luo sont les crimes de génocide et de torture. La Cour fédérale argentine a accepté le procès et le juge Octavio Araoz de Lamadrid a traité l'affaire.

En traitant l'affaire, le juge a estimé que Jiang Zemin, le supérieur de Luo Gan, était l'initiateur de la persécution du Falun Gong. Il a donc inclus Jiang Zemin dans l'affaire de Luo et a traité les deux affaires ensemble. Les faits de persécution concernant Jiang ont également été ajoutés à ses documents. Il a accusé Jiang des mêmes crimes que Luo Gan.

Le PCC est intervenu à maintes reprises dans l'affaire, notamment en exerçant des pressions sur les avocats du plaignant, mais toutes ses

tentatives n'ont pas réussi à empêcher la poursuite de l'affaire. Le juge Lamadrid a passé quatre ans à enquêter et à rassembler des preuves, puis a décidé d'ordonner l'arrestation de Jiang et de Luo et de les faire comparaître devant le tribunal.

16.1.2 (2) Pour enquêter sur les faits relatifs à la persécution, le juge s'est rendu en personne aux États-Unis pour recueillir des preuves

La Cour pénale fédérale d'Argentine n° 9 a commencé à enquêter sur les crimes de Luo Gan à l'encontre du Falun Gong en Chine début 2006. Le juge Lamadrid a recueilli des preuves de plusieurs sources concernant cette affaire. Pendant cette période, des pratiquants de Falun Gong de différents pays se sont rendus en Argentine pour témoigner ; des non-pratiquants se sont également rendus en Argentine pour témoigner, notamment David Kilgour, ancien secrétaire d'État canadien pour la région Asie-Pacifique, et David Matas, avocat des droits de l'homme. Le juge a recueilli les témoignages de neuf personnes dans le cadre de l'enquête fédérale à Buenos Aires entre le 3 avril 2006 et le 26 mars 2008.

Le juge Lamadrid s'est rendu à New York pour rencontrer d'autres victimes en avril 2008 avec l'approbation et l'aide financière de la Cour suprême d'Argentine. Comme la plupart des victimes demandaient l'asile après avoir fui la Chine, elles n'avaient pas de passeport pour aller témoigner en Argentine. Du 28 avril au 5 mai 2008, le juge s'est rendu au consulat général d'Argentine à New York et a recueilli les témoignages de dix personnes vivant aux États-Unis.

Au cours de l'enquête, le juge a également inclus dans ses dossiers des rapports d'enquêtes de l'ONU et de nombreuses organisations concernant la persécution du Falun Gong par Jiang et Luo. Le PCC a tenté à maintes reprises d'empêcher la poursuite de l'affaire, mais le juge Lamadrid a persisté, il a finalement terminé son enquête et a pris la décision officielle d'ordonner l'arrestation des deux accusés.

16.2 Actions des gouvernements nationaux

16.2.1 Le gouvernement australien aide à sauver des pratiquants de Falun Gong

Le 1^{er} décembre 2003, le Sénat australien a adopté la motion n° 704, qui indique l'engagement de l'Australie à soutenir les proches parents de citoyens australiens détenus pour leur pratique du Falun Gong, et demande au gouvernement australien de soulever la question dans le cadre du dialogue sur les droits de l'homme³²⁹.

La porte-parole des démocrates australiens pour les Affaires étrangères, la sénatrice Natasha Stott Despoja, a déclaré : « Les démocrates évaluent l'importance de la relation entre le gouvernement australien et le gouvernement chinois. Cependant, nous ne devrions jamais sacrifier la question des droits de l'homme pour des opportunités commerciales. La relation de l'Australie avec la Chine, bien que significative, doit être nuancée par notre ferme opposition à toute conduite qui violerait les droits de l'homme fondamentaux. Les démocrates continueront à mettre en lumière les violations des droits de l'homme en Chine, en particulier la persécution et les meurtres des pratiquants de Falun Gong. »

Natasha Stott Despoja poursuit : « Ce que l'on sait sur les meurtres, les tortures et les emprisonnements des pratiquants de Falun Gong est vraiment horrible. Beaucoup de citoyens australiens ont des parents en Chine qui sont soumis à une telle persécution et il serait regrettable de ne pas utiliser le Parlement pour parler en leur nom et mettre en lumière leur situation. »

« Des motions, comme celle adoptée par le Sénat aujourd'hui, envoient non seulement un message au gouvernement chinois, mais aussi à la communauté du Falun Gong en Australie – que leur lutte est reconnue et soutenue », a-t-elle conclu. Le jour où la motion a été adoptée, environ 200 pratiquants de Falun Gong de toute l'Australie se sont rassemblés devant le Parlement à Canberra. Ils ont remis une

pétition de 21 700 signatures du public australien en faveur de la motion.

Des membres du Parlement, des organisations non gouvernementales et le grand public qui a tout fait pour sauver M^{me} Li Ying, la fiancée du citoyen australien Li Qizhong, ont également présenté leurs condoléances à Ouyang Ming, le jeune frère du citoyen australien Ouyang Yu ; Ming est décédé des suites de tortures dans un camp de travail chinois alors que son nom avait été inclus quatre fois dans les listes remises au gouvernement chinois par le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce lors des dialogues bilatéraux Australie-Chine sur les droits de l'homme. Dans ces listes figuraient les noms des personnes de la même famille que des citoyens australiens.

Parmi les orateurs du rassemblement figurait le leader démocrate Andrew Bartlett, le président de la fédération pour une Chine démocratique, M. Qin Jin, et le secrétaire de la branche australienne du Parti travailliste chinois, M. Ruan Jie.

Parmi les autres opérations de sauvetage soutenues par le gouvernement australien, citons celle de Nancy Chen, pratiquante de Falun Gong, qui a été libérée par les autorités chinoises le 30 janvier 2003 grâce aux efforts conjoints du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, de « l'équipe de sauvetage urgent de Nancy Chen » et de beaucoup d'autres³³⁰. Les médias australiens ont fréquemment rendu compte de son cas, et la radio ABC a diffusé plusieurs reportages dans son programme d'information.

Des fonctionnaires du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce à Canberra ont appelé le mari de M^{me} Chen immédiatement après avoir reçu des nouvelles de Chine. En outre, l'ambassadeur d'Australie à Pékin a contacté les parents de M^{me} Chen dans le Sichuan pour les informer du déroulement des opérations de sauvetage et s'est rendu en personne dans la ville de Chengdu pour négocier avec les autorités chinoises compétentes.

Le gouvernement australien a également contribué au sauvetage de M^{me} Xie Yan, la fiancée du citoyen australien Philip Law³³¹. Xie

Yan a été torturée dans le tristement célèbre camp de travaux forcés de Chatou, dans le Guangzhou, à l'âge de 24 ans. Anthony Roberts, membre du Parti libéral de Nouvelle-Galles du Sud, a déclaré qu'il parlerait à ses collègues de la situation de Xie Yan. Le ministre en chef Jon Stanhope, député de Canberra, a fait une enquête auprès de l'ambassade de Chine concernant Xie Yan et les détails sur leur refus d'accorder un visa pour la Chine à Philip Law.

Le député John Murphy a écrit au ministre des Affaires étrangères Alexander Downer, demandant au ministère des Affaires étrangères et du Commerce de soulever la question auprès des autorités chinoises. M. Downer a fait remarquer aux autorités chinoises qu'elles avaient violé la Convention des droits de l'homme. M. Murphy a également contacté le consulat australien du Guangzhou, lui demandant de l'aider à traiter la demande de Xie Yan pour l'Australie et de l'aider à se rendre dans ce pays le plus rapidement possible. Le jeune couple s'est retrouvé le 31 juillet 2004, lorsque Xie Yan est arrivée saine et sauve à l'aéroport international de Sydney.

16.2.2 Le gouvernement canadien aide à sauver deux frères emprisonnés en Chine³³²

En 2002, le Parlement canadien a adopté la résolution M-236 proposée par le député Scott Reid, demandant au Premier ministre de sauver treize pratiquants de Falun Gong en Chine. L'un d'entre eux était Lin Shenli, qui a été sauvé en 2002 avec l'aide du gouvernement canadien et d'Amnesty International. Son frère, Lin Mingli, a ensuite été libéré en 2011. Les deux frères se sont retrouvés à Toronto après avoir été séparés pendant treize ans, car ils avaient été arrêtés en 1999 pour leur pratique du Falun Gong.

« Je suis reconnaissant envers le gouvernement canadien, le ministre de l'Immigration et le député M. Scott Reid, qui ont aidé à me sauver de Chine », a déclaré Lin Mingli après son arrivée à Toronto. Il a également remercié les pratiquants de Falun Gong au Canada pour les efforts qu'ils ont déployés pour le sauver. Dans

les deux semaines précédant la libération de Lin Mingli, deux députés canadiens ont écrit au camp de travail où Lin Mingli était détenu pour demander instamment que le camp libère Lin Mingli immédiatement³³³.

Le 20 mars, le député Rob Anders a tenu une conférence de presse au Parlement à Ottawa avec Lin Shenli et a déclaré qu'il ferait de son mieux pour aider à sauver son frère.

La députée Liza Frulla a écrit dans sa lettre : « Bien que je comprenne qu'il soit délicat de commenter les affaires internes d'un autre pays, j'aimerais ajouter ma voix à celle de mon collègue, M. Irwin Cotler, député de Mont-Royal, et d'autres Canadiens de tout le pays qui demandent la libération immédiate de tous les pratiquants de Falun Gong détenus illégalement en Chine et dénoncent la violation continue des droits de l'homme que représente l'emprisonnement de Lin Mingli. »

En 2000, Lin Mingli a été envoyé pour la première fois dans un centre de lavage de cerveau, où on lui a dit de renoncer au Falun Gong. Il a refusé. En 2001, il a été envoyé dans un camp de travaux forcés, où il a été confiné jusqu'en mars 2003.

En octobre 2005, il a été arrêté à nouveau. Cette fois, il a été condamné à six ans de prison. « Dans la prison, ils m'ont déshabillé, m'ont pendu avec cinq cordes et m'ont battu avec des bâtons de bambou », a déclaré Lin Mingli. « Ils me battaient souvent et ne me laissaient pas m'endormir. Ils me disaient souvent de renoncer au Falun Gong et me battaient quand je leur disais que je ne le ferais pas.

« Ils ont aussi fait passer des enregistrements audio qui attaquaient le Falun Gong et m'ont forcé à les écouter.

« Je les ai vus battre un pratiquant de Falun Gong en prison jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Puis ils l'ont emmené à l'hôpital. Une fois, je les ai vus battre un autre pratiquant. Sa tête saignait, mais ils ne l'ont pas emmené à l'hôpital. »

Plus de 20 pratiquants et sympathisants ont accueilli Lin Mingli à l'aéroport. Il a déclaré : « Je suis très heureux aujourd'hui. Je vous

remercie tous. Il y a encore de nombreux pratiquants qui subissent des tortures inimaginables. Ils maintiennent toujours fermement leur croyance malgré toutes les tortures. »

16.2.3 Taïwan refuse l'entrée sur son territoire aux fonctionnaires chinois impliqués dans des persécutions

En 2017, Taïwan a refusé l'entrée sur son territoire à au moins trois fonctionnaires chinois qui ont été impliqués dans la persécution du Falun Gong. Les délégués emmenés par ces fonctionnaires se sont également vu refuser l'entrée.

Chiu Chui-Cheng, chef adjoint du Conseil des Affaires continentales, a confirmé que le Conseil limite les autorisations pour les violeurs des droits de l'homme en provenance de Chine. Les fonctionnaires chinois se voient immédiatement refuser l'entrée s'ils ont des antécédents de persécution des pratiquants de Falun Gong et s'ils appartiennent au Bureau 610, une organisation extra-légale du Parti qui supervise la persécution du Falun Gong. Selon Chiu, cette mesure vise à mettre en avant et à appliquer les politiques de Taïwan, qui valorisent et protègent les droits de l'homme.

16.2.4 Mesures prises par le gouvernement américain

16.2.4 (1) Le Département d'État américain exprime ses préoccupations dans son rapport annuel

La Chine est dans « une catégorie à part en matière de violations des droits de l'homme », a déclaré le secrétaire d'État Mike Pompeo lors de la présentation du rapport annuel sur les pratiques des droits de l'homme le 13 mars 2019.

Le rapport documente les violations dans près de 200 pays et territoires ; 120 pages ont été consacrées à la Chine. La persécution du Falun Gong a été mentionnée six fois.

Le rapport identifie la question des prélèvements forcés d'organes

en Chine, au sujet desquels la Chambre des représentants a adopté à l'unanimité la résolution 343 en juin 2016 : « Exprimant sa préoccupation concernant les rapports persistants et crédibles de prélèvements systématiques d'organes approuvés par l'État et perpétrés sur des prisonniers de conscience non consentants en République populaire de Chine, y compris sur un grand nombre de pratiquants de Falun Gong et de membres d'autres groupes religieux et ethniques minoritaires. »

Selon le rapport : « Certains militants et organisations continuent d'accuser le gouvernement de prélever des organes sur des prisonniers de conscience non consentants, en particulier des membres du Falun Gong. »

Deux pratiquants de Falun Gong, Bian Lichao et Ma Zhenyu, emprisonnés en Chine au moment de l'écriture du présent chapitre, figurent dans le rapport du Département d'État américain.

Bian Lichao est un enseignant primé du dixième lycée de Kailuan de la ville de Tangshan, dans la province du Hebei. Il a été condamné à douze ans de prison en 2012.

Ma Zhenyu était ingénieur au 14e Institut de recherche du groupe chinois de technologie électronique. Il a été condamné à trois ans de prison par la cour intermédiaire de Nanjing en 2018.

Le rapport énumère plusieurs violations graves des droits de l'homme en Chine, y compris celles commises par le gouvernement : « meurtres arbitraires ou illégaux par le gouvernement ; disparitions forcées par le gouvernement ; torture par le gouvernement ; détention arbitraire par le gouvernement ; conditions de prison et de détention dures et dangereuses pour la vie ; prisonniers politiques », et bien d'autres.

Le rapport détaille également comment les pratiquants de Falun Gong sont victimes de « torture systématique en détention » par le Parti communiste chinois.

Le rapport souligne que des militants politiques et des croyants religieux, y compris des pratiquants de Falun Gong, sont détenus dans des centres de traitement pour toxicomanes ; la plus longue

détention a été de deux ans.

Il a également été signalé que certains avocats qui aident les militants politiques et les croyants ont été privés de leur licence professionnelle. Certains d'entre eux ont été détenus, harcelés, menacés ou se sont vus interdire de rencontrer leurs clients. Des avocats qui ont aidé des pratiquants de Falun Gong ont même disparu. On pense qu'ils ont été secrètement emprisonnés. Gao Zhisheng en est un exemple, il est toujours introuvable depuis août 2017.

Le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du Département d'État publie chaque année un rapport sur les droits de l'homme. Il s'agit de son 43^e rapport.

16.2.4 (2) Rapport annuel 2018 de la CECC : La persécution du Falun Gong se poursuit en Chine

Le 10 octobre, la Commission exécutive du Congrès sur la Chine (CECC) a déposé son rapport annuel 2018, qui met en lumière la détérioration de la situation des droits de l'homme en Chine. En particulier, le régime communiste continue de réprimer les pratiquants de Falun Gong, les avocats des droits de l'homme comme Gao Zhisheng, et les minorités ethniques.

Les prélèvements forcés d'organes sont également mentionnés : « Plusieurs organisations internationales ont exprimé leur préoccupation concernant des rapports selon lesquels de nombreuses transplantations d'organes en Chine utilisent les organes de prisonniers détenus, y compris des pratiquants de Falun Gong », a cité le rapport de 324 pages, qui est disponible sur le site web de la CECC.

« **Audacieusement répressif** »

Le sénateur américain Marco Rubio et le représentant américain Chris Smith, président et co-président de la CECC respectivement, ont présenté le rapport lors d'une conférence de presse. « Le Parti communiste a considérablement accru son contrôle sur le gouvernement, la société et les entreprises et utilise sans pitié la technologie pour atteindre ses objectifs. Alors que les décideurs politiques américains réexaminent de plus en plus les hypothèses malencontreuses qui ont influencé les relations entre les États-Unis et la Chine, nous devons être lucides quant aux implications mondiales de la répression intérieure de la Chine », a fait remarquer le sénateur Rubio.

Le Parti communiste doit adhérer aux valeurs universelles, non seulement pour la sécurité des États-Unis, les intérêts nationaux et les valeurs morales, mais aussi pour être en accord avec les espoirs des citoyens chinois qui cherchent à protéger leurs droits fondamentaux et à obtenir de véritables réformes politiques.

Le sénateur Rubio a demandé que des sanctions soient prises à l'encontre des responsables communistes. Il a déclaré que la censure de la Commission vise le Parti communiste chinois, et non le peuple chinois. En fait, « le peuple chinois et la culture chinoise ont apporté de grandes contributions à la civilisation humaine », a déclaré Marco Rubio.

« Ce rapport met en lumière les manquements du gouvernement chinois à respecter les normes universelles, et les cas de prisonniers politiques torturés et maltraités », a expliqué le représentant Smith. « Même avec les critères peu élevés du Parti communiste chinois, cette année a été audacieusement répressive. » Il a déclaré que la répression des groupes religieux, des minorités ethniques et des avocats des droits de l'homme est la plus sévère depuis la Révolution culturelle.

Le représentant Smith a déclaré qu'inclure les prélèvements d'organes dans le rapport annuel signifie que des mesures doivent être prises contre cette pratique déplorable.

Le rapport indique :

Comme les années précédentes, les autorités ont continué à détenir des pratiquants de Falun Gong et à les soumettre à des traitements sévères, les organisations de défense des droits de l'homme et les pratiquants de Falun Gong ont documenté des pratiques coercitives et violentes contre les pratiquants pendant leur détention, y compris la violence physique, l'administration forcée de substances inconnues, la privation de sommeil et d'autres formes de torture.

Le rapport du CECC a noté des chiffres de l'organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, la Fondation Dui Hua, selon lesquels les pratiquants de Falun Gong constituaient la majorité des 800 personnes condamnées en vertu de l'article 300 du Code pénal chinois. Ces cas de 2017 sont disponibles dans les bases de données judiciaires.

Parmi eux, Deng Cuiping de la ville de Yuxi, province du Yunnan, était en prison avec une peine de six ans. Bian Lichao de la ville de Tangshan, province du Hebei, a été condamné à douze ans de prison. Zhang Ming et Li Quanchen de la ville de Dandong, province du Liaoning, ont également été arrêtés fin juin.

Même les citoyens d'autres nationalités ont été touchés. Le 5 janvier 2018, la cour intermédiaire de Shenzhen dans la province du Guangdong a maintenu la condamnation en appel de Miew Cheu Siang (un an et six mois), citoyen malaisien, et de son épouse Yu Linglan (cinq ans). Ils sont accusés de possession et de distribution de documents de Falun Gong. En décembre 2017, The Epoch Times a rapporté 29 décès confirmés de pratiquants de Falun Gong en 2017 en raison de mauvais traitements infligés par des responsables.

Appel à une enquête du FBI

Le rapport fait également le constat que le Parti communiste « se réinsérait dans la vie privée des citoyens chinois grâce à la collecte

élargie de données biométriques, aux réseaux de surveillance croissants et au développement continu du système de crédit social ».

Le sénateur Rubio et le représentant Smith ont également publié une lettre demandant au FBI de faire un rapport sur la façon dont il répondait à l'intimidation et aux menaces « inacceptables » ciblant les communautés chinoises vivant aux États-Unis.

« L'autoritarisme de la Chine sur son territoire menace directement nos libertés ainsi que nos valeurs et intérêts nationaux les plus profondément ancrés », stipule le rapport dans son résumé.

16.2.4 (3) Le Département d'État impose un contrôle plus strict des visas pour les contrevenants aux droits de l'homme

Minghui.org a publié un avis le 31 mai 2019, selon lequel un responsable du Département d'État américain avait déclaré à divers groupes religieux que le gouvernement américain pourrait refuser des visas aux contrevenants aux droits de l'homme et aux auteurs de persécutions religieuses³³⁴. Cela comprend à la fois les visas d'immigration et les visas de non-immigration, tels que les visas de tourisme et d'affaires. Ceux qui ont déjà obtenu un visa (y compris un visa permanent « carte verte ») peuvent également se voir refuser l'entrée.

Le responsable a spécifiquement dit aux pratiquants de Falun Gong qu'ils pouvaient soumettre une liste des auteurs impliqués dans la persécution du Falun Gong. Minghui.org a commencé à compiler des informations personnelles sur de tels persécuteurs, sur leurs proches, leurs enfants et leur patrimoine, pour les soumettre au gouvernement américain.

Les auteurs comprennent à la fois des fonctionnaires en Chine et des individus aux États-Unis qui ont tenté d'interférer avec Shen Yun Performing Arts, l'Orchestre symphonique de Shen Yun, les conférences de partage d'expériences de Falun Dafa et les activités publiques des pratiquants de Falun Dafa. Ils incluent également ceux qui ont diffusé la propagande du PCC contre le Falun Dafa sur divers

sites web.

La nouvelle du resserrement du contrôle des visas a dissuadé certains fonctionnaires en Chine de participer à la persécution³³⁵. Dans la province du Heilongjiang, la police de la sécurité intérieure a relâché quatre pratiquants de Falun Gong après quinze jours de détention et a rendu leurs biens personnels. Un policier a dit : « Nous ne vous avons pas frappé, n'est-ce pas ? Nous ne vous avons pas insultés. Ne nous signalez pas. Je ne veux pas que mes enfants ne puissent pas aller à l'étranger. » Dans la province du Shandong, la police a arrêté deux pratiquants et confisqué leurs livres de Falun Gong ; une fois que les policiers ont découvert des dépliants concernant l'annonce de Minghui parmi les objets confisqués, ils ont libéré les pratiquants le lendemain et leur ont rendu leur vélo électrique.

La députée canadienne Judy Sgro, ancienne ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a demandé que des mesures similaires soient adoptées au Canada³³⁶. Elle a suggéré d'utiliser la loi Magnitsky pour sanctionner les fonctionnaires chinois, en particulier ceux qui ont participé aux prélèvements d'organes sur des pratiquants de Falun Gong.

16.2.4 (4) Les dirigeants américains soulèvent la question de la liberté religieuse et rencontrent les pratiquants de Falun Gong

Le président Trump rencontre une pratiquante de Falun Gong à la Maison-Blanche

M^{me} Zhang Yuhua faisait partie des 27 survivants de persécutions religieuses de 17 pays, qui ont rencontré le président Donald Trump dans le bureau ovale de la Maison-Blanche le 17 juillet 2019³³⁷.

Les 27 survivants étaient venus assister à la deuxième réunion ministérielle pour faire avancer la liberté de religion organisée par le Département d'État américain à Washington, D.C., du 16 au 18 juillet

2019.

M^{me} Zhang, 59 ans, a parlé au président Trump de la persécution de son mari, M. Ma Zhenyu, qui purge actuellement une peine de trois ans à la prison de Suzhou, province du Jiangsu, en Chine.

Ma Zhenyu, 56 ans, a été arrêté en septembre 2017 et condamné à une peine de prison en juin 2018 pour « avoir écrit sept lettres aux dirigeants du gouvernement central pour faire appel en faveur du Falun Gong », comme indiqué dans le verdict.

M^{me} Zhang a dit au président Trump qu'elle était très inquiète pour son mari. Elle connaissait un autre pratiquant qui a été emprisonné pendant trois ans dans le même établissement. Ce pratiquant a vomi beaucoup de sang et est décédé deux jours après sa libération. Elle a exhorté le président Trump à prendre des mesures solides contre la Chine pour les violations des droits de l'homme et les prélèvements forcés d'organes. Le président a dit : « Oui, je comprends. »

Lors de son discours d'ouverture de la réunion dans le Bureau ovale, le président Trump a exprimé sa solidarité avec les survivants et a réaffirmé son engagement à protéger la liberté de religion.

« Chacun de vous a énormément souffert pour sa foi. Vous avez subi du harcèlement, des menaces, des attaques, des procès, des emprisonnements et des tortures. Chacun d'entre vous est maintenant un témoin de l'importance de faire progresser la liberté religieuse dans le monde entier », a-t-il déclaré.

« En Amérique, nous avons toujours compris que nos droits viennent de Dieu, pas du gouvernement. Dans notre Déclaration des droits, la première liberté est la liberté religieuse. Chacun de nous a le droit de suivre les préceptes de sa conscience et les exigences de sa croyance religieuse.

« Pour tous ici, vous avez traversé beaucoup plus que ce que la plupart des gens auraient pu endurer et je tiens à vous féliciter. C'est vraiment un honneur d'être avec vous et je serai à vos côtés pour toujours. »

La persécution du Falun Gong présentée à la deuxième réunion ministérielle pour faire avancer la liberté religieuse

Plus tôt dans la journée, Mme Zhang s'était exprimée lors de la conférence ministérielle pour la promotion de la liberté religieuse en parlant des persécutions dont elle et son mari font l'objet. Mme Zhang, ancienne enseignante de langue russe à l'Université normale de Nanjing, a été arrêtée quatre fois et condamnée à sept ans et sept mois pour sa pratique du Falun Gong. Elle a été gravement torturée en prison, notamment en étant choquée avec des matraques électriques et privée de sommeil, on lui a injecté de force des substances inconnues et on l'a fait courir sous le soleil brûlant pendant des heures.

Son mari, M. Ma, ingénieur en conception de radars, a été arrêté à plusieurs reprises et a passé sept ans en prison avant sa dernière peine. Comme les autorités empêchent ses avocats de le rencontrer, plusieurs avocats qui le représentaient auparavant ont fait l'objet de représailles. Mme Zhang a dit qu'elle s'inquiétait pour lui jour et nuit : « Il peut être torturé à mort comme l'ont été des milliers d'autres pratiquants de Falun Gong. Il peut être tué pour ses organes comme un nombre inconnu de pratiquants de Falun Gong l'ont été. »

Elle a demandé au gouvernement américain d'imposer des sanctions en vertu du Global Magnitsky Act aux fonctionnaires chinois « connus pour avoir illégalement détenu, torturé et tué des pratiquants de Falun Gong ». « J'espère que le gouvernement américain, les médias internationaux et les groupes de défense des droits de l'homme pourront aider à libérer mon mari et les centaines de milliers d'autres pratiquants de Falun Gong innocents, mais emprisonnés », a-t-elle conclu.

La présidente de la Chambre et un ancien législateur condamnent les violations des droits de l'homme en Chine

La présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, a également participé à la conférence. Elle a eu une discussion d'une heure avec l'ancien membre du Congrès Frank Wolf, sur les violations des droits de l'homme en Chine, au cours de laquelle M^{me} Pelosi a qualifié la répression de la liberté religieuse en Chine de « défi à la conscience du monde ». Elle a déclaré : « Les violations sont d'une telle ampleur et si importantes, et les intérêts commerciaux sont si importants, qu'ils tempèrent parfois nos valeurs quant à la manière dont nous devons agir. »

L'ancien membre du Congrès Frank Wolf s'est dit préoccupé par la répression croissante de la liberté religieuse en Chine et par la façon dont les entreprises des pays occidentaux collaborent avec le régime chinois pour réprimer les groupes religieux en développant des technologies telles que la surveillance de masse et l'intelligence artificielle.

« Aucune entreprise en Occident ne devrait coopérer avec les Chinois pour faire cela », a déclaré M. Wolf. « Je pense qu'ils devraient être poursuivis en justice. » Il a dit que les gens devraient tenter des poursuites judiciaires contre ces sociétés et que des dommages et intérêts devraient être accordés aux groupes de victimes, comme les Ouïghours, les Tibétains et les pratiquants de Falun Gong.

Le vice-président Mike Pence rencontre des représentants de groupes religieux persécutés en Chine, y compris le Falun Gong

Le 5 août 2019, des représentants de trois groupes religieux persécutés en Chine ont rencontré le vice-président Mike Pence et des représentants du Conseil de la sécurité nationale pour discuter de la répression de la religion en Chine et des moyens de résoudre ce problème³³⁸.

Un membre de l'Association du Falun Dafa de Washington, D.C., a parlé de la persécution du Falun Gong et a dit à Mike Pence : « La persécution est toujours sévère. Au cours des vingt dernières années, nous avons identifié plus de 4000 personnes décédées des suites de tortures ou d'autres sévices physiques. En raison du blocus de l'information, le nombre réel pourrait être beaucoup plus élevé. Les prélèvements d'organes se poursuivent également depuis près de vingt ans. Le nombre de victimes est vraiment élevé. » Il s'est rappelé la réponse de Mike Pence : « Nous ne vous oublierons pas [le Falun Gong]. Je vous le promets. »

Le vice-président Pence a souligné l'importance de se préoccuper de la persécution religieuse dans les pourparlers commerciaux avec la Chine. Lors de la deuxième réunion ministérielle du 18 juillet 2019, Mike Pence a déclaré : « [...] quoi qu'il advienne de nos négociations avec Pékin, vous pouvez être assurés que le peuple américain sera toujours solidaire avec les gens de toutes les confessions en République populaire de Chine.³³⁹ »

16.3 Actions des organisations non gouvernementales

16.3.1 Freedom House publie un rapport sur la persécution du Falun Gong

Vingt-deux pages d'un rapport de 142 pages de Freedom House ont mis en lumière et analysé la persécution du Falun Gong et d'autres groupes religieux en Chine³⁴⁰. « [Le Parti communiste a lancé] le

pire exemple de persécution religieuse depuis la Révolution culturelle, avec la répression contre le Falun Gong », peut-on lire dans le rapport d'André Laliberté, un éminent universitaire de l'université d'Ottawa sur la religion en Chine.

Voici les principales conclusions du rapport :

Survie : *Malgré une campagne de dix-sept ans du Parti communiste chinois pour éradiquer le groupe spirituel, des millions de personnes en Chine continuent de pratiquer le Falun Gong, y compris de nombreux individus qui ont adopté la discipline après le début de la répression. Cela représente une défaillance frappante de l'appareil de sécurité du PCC.*

Persécution continue à grande échelle : *Les pratiquants de Falun Gong à travers la Chine sont soumis à une surveillance étendue, à des détentions arbitraires, à des emprisonnements et à la torture, et ils courent un risque élevé d'exécution extrajudiciaire. Freedom House a vérifié indépendamment 933 cas de pratiquants de Falun Gong condamnés à des peines de prison allant jusqu'à douze ans entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} juin 2016, souvent pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression en plus de leur droit à la liberté de religion. Ce n'est qu'une partie des condamnés, des milliers d'autres seraient détenus dans diverses prisons et de multiples centres de détention extra-légaux.*

Des fissures dans la répression : *Malgré la poursuite de la campagne, la répression semble avoir diminué sur le terrain dans certains endroits. Le président Xi Jinping n'a fourni aucune indication explicite d'un plan pour inverser la politique du PCC envers le Falun Gong. Mais la purge et l'emprisonnement de l'ancien tsar de la sécurité Zhou Yongkang et d'autres responsables dans le cadre de la campagne anticorruption de Xi, ainsi que les efforts persistants des pratiquants de Falun Gong pour éduquer et dissuader la police de les*

persécuter, ont eu un impact.

Exploitation économique : *L'État-Parti investit des centaines de millions de dollars par an dans la campagne pour écraser le Falun Gong, tout en se livrant simultanément à des formes d'exploitation et d'abus lucratifs contre les pratiquants, y compris l'extorsion et le travail en prison. Les preuves disponibles suggèrent que les organes des pratiquants de Falun Gong ont été prélevés de force et à grande échelle pour être vendus lors d'opérations de transplantation et qu'il est possible que de telles opérations aient encore lieu.*

Réponse et résistance : *Les pratiquants de Falun Gong ont répondu à la campagne à leur rencontre avec un ensemble de tactiques non violentes. Ils se sont particulièrement concentrés sur le fait d'informer largement la police et le grand public sur la pratique elle-même, sur les violations des droits de l'homme commises contre les pratiquants et sur d'autres contenus visant à contrer la propagande de l'État. Ces dernières années, un nombre croissant de non-pratiquants de Falun Gong en Chine – y compris des avocats des droits de l'homme, des membres de leur famille et des voisins – ont rejoint ces efforts.*

16.3.2 Amnesty International publie un avis d'« action urgente »

Amnesty International a publié un avis d'« action urgente » le 21 février 2017, attirant l'attention sur la pratiquante de Falun Gong Chen Huixia, qui encourt une peine d'emprisonnement allant de trois ans à perpétuité pour sa croyance, et demandé au régime communiste chinois de libérer Chen immédiatement. Amnesty International a également demandé que des mesures soient prises pour mettre fin à la persécution de Chen Huixia³⁴¹.

« Emmenée pour la première fois par la police le 3 juin 2016, Chen Huixia a été attachée à une chaise de fer dans un lieu de détention non officiel pendant plus d'un mois avant d'être transférée le 15 juillet 2016 au centre de détention municipal n° 2 de Shijiazhuang dans le nord-est de la province du Hebei », indique la mise à jour d'Amnesty.

Les membres de sa famille n'ont pas été autorisés à la voir depuis son arrestation. Chen n'a pas eu d'avocat avant novembre 2016, « car beaucoup d'avocats contactés par sa famille avaient refusé de s'occuper de l'affaire, persuadés que les autorités ne leur permettraient pas de défendre une pratiquante de Falun Gong ».

L'avis exhortait les gens à écrire une lettre, envoyer un courriel, appeler, faxer ou tweeter les responsables concernés pour leur demander de « libérer immédiatement et sans condition Chen Huixia, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté de croyance et d'expression et, en attendant sa libération, de lui assurer un accès rapide, régulier et sans restriction à sa famille et aux avocats de son choix. »

Amnesty International demandait également que M^{me} Chen soit protégée contre la torture ou d'autres mauvais traitements pendant sa détention. « Selon sa fille, Chen Huixia a commencé à pratiquer le Falun Gong en 1998 pour soigner sa maladie chronique et sa mauvaise santé. Elle a en conséquence été détenue pendant environ trois mois en 2003, et après sa libération, sa famille a été victime de harcèlement et d'intimidation persistants de la part des autorités », indiquait la mise à jour.

L'avis décrivait en outre la torture, la détention et l'emprisonnement par le PCC de centaines de milliers de pratiquants de Falun Gong.

16.4 Résolutions, proclamations et lettres de soutien

Le Falun Gong a reçu de nombreuses proclamations et lettres de soutien de gouvernements et d'ONG du monde entier. Ces proclamations soulignent les bienfaits que le Falun Gong a apportés à diverses régions et communautés et condamnent universellement la persécution du Falun Gong par le régime chinois.

16.4.1 Soutien à tous les niveaux

À ce jour, le Falun Gong a fait l'objet de 2025 proclamations, 409 résolutions et 1200 lettres de soutien d'élus et de gouvernements aux niveaux national, provincial et local.

Le 3 août 1994, la ville de Houston aux États-Unis a nommé M. Li Hongzhi citoyen honoraire et ambassadeur de bonne volonté de la ville. Deux ans plus tard, il a publié une deuxième proclamation déclarant le 12 octobre 1996 « Journée Li Hongzhi »³⁴². La proclamation est rédigée comme suit :

En tant que fondateur du Falun Dafa, un système perfectionné de cultivation spirituelle, Li Hongzhi a gagné le respect et l'admiration des gens du monde entier. Le Falun Dafa est basé sur le principe Zhen-Shan-Ren (Authenticité-Bienveillance-Tolérance), les valeurs de l'univers. Le Falun Dafa met l'accent sur l'amélioration de la santé et conduit les pratiquants sincères à l'éveil.

Le Falun Dafa transcende les frontières culturelles et raciales. Il répand la vérité universelle dans le monde entier et dresse un pont entre l'Orient et l'Occident...

Au cours des deux dernières décennies, chaque année, les élus et les gouvernements ont publié des proclamations et des lettres de

soutien en reconnaissance de la Journée mondiale du Falun Dafa³⁴³. La députée canadienne Judy Sgro a écrit dans une lettre de félicitations le 13 mai 2019³⁴⁴ :

« Je suis honorée d'ajouter mon soutien à vos efforts, alors que vous vous efforcez de faire progresser les valeurs d'Authenticité-Bienveillance-Tolérance et de liberté de conscience et de religion ici, au Canada et dans le monde entier.

« Malheureusement, trop de pratiquants non violents et fervents vivent dans l'obscurité et sous la menace constante de la persécution et même de la mort. En tant que Canadiens, nous devons faire notre part pour aider à apporter les changements nécessaires pour réparer ces torts terribles. »

La Chambre des représentants des États-Unis a adopté des résolutions appelant le gouvernement chinois à mettre fin à la persécution du Falun Gong, y compris la résolution concurrente 304 en 2004³⁴⁵ et la résolution 605 en 2010³⁴⁶, toutes deux parrainées par la représentante Ileana Ros-Lehtinen. Le membre du Congrès Frank Wolf a déclaré dans son discours avant de voter : « La Chine est devenue de plus en plus effrontée dans ses violations des droits de l'homme. Face à cette répression, l'Amérique a la responsabilité d'affirmer continuellement que nous sommes aux côtés de ceux qui sont sans défense – avec ceux dont la voix a été réduite au silence.³⁴⁷ »

Vers le 20 juillet 2019, qui a marqué la 20^e année de la persécution, 22 sénateurs et représentants américains ont envoyé des lettres félicitant les pratiquants de leurs efforts pour contrer la persécution³⁴⁸.

16.4.2 L'Allemagne condamne 20 ans de persécution du Falun Gong en Chine

La Dr Baerbel Kofler, commissaire fédérale à la politique des droits de l'homme et à l'aide humanitaire, a publié un communiqué sur le site web du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères

dans lequel elle a condamné Pékin pour sa persécution du Falun Gong³⁴⁹.

On peut lire dans le communiqué de presse publié le 20 juillet 2019 :

« Au cours des 20 dernières années, le régime communiste chinois a traité avec violence les pratiquants de la méthode spirituelle du Falun Gong. Les pratiquants sont persécutés et détenus sans procédure légale. De nombreux rapports montrent que les pratiquants sont torturés et ont même trouvé la mort pendant leur détention. À l'occasion du 20^e anniversaire de la persécution, je suis profondément préoccupée par le fait que les pratiquants en Chine sont toujours en danger. »

Dr Kofler demande à Pékin de « suivre les directives internationales et les lois chinoises pour protéger les droits de l'homme, y compris les droits des pratiquants de Falun Gong ». Elle a demandé à Pékin de répondre aux « sérieuses accusations d'années de prélèvements généralisés d'organes sur des pratiquants de Falun Gong détenus » et « d'accroître immédiatement la transparence de ses sources d'organes pour les transplantations, et aussi d'autoriser des observateurs indépendants à entrer librement dans ses centres de détention ».

16.5 Réponse internationale aux prélèvements forcés d'organes

À la suite d'enquêtes indépendantes ouvertes en 2006, un certain nombre d'organismes gouvernementaux ont promulgué une législation plus stricte contre le trafic d'organes et adopté des résolutions appelant à mettre fin au meurtre des prisonniers d'opinion en Chine.

Les organisations médicales et professionnelles ont également

pris des mesures pour faire respecter les normes éthiques, bien que les responsables et les chirurgiens chinois de la transplantation continuent d'être accueillis lors de certaines conférences internationales.

16.5.1 Résolutions

16.5.1 (1) Parlement européen

Le Parlement européen a adopté une résolution (2013/2981 (RSP)) le 12 décembre 2013 pour exprimer « sa profonde inquiétude face aux rapports persistants et crédibles de prélèvements d'organes systématiques et approuvés par l'État sur des prisonniers d'opinion non consentants en République populaire de Chine, y compris un grand nombre de pratiquants de Falun Gong emprisonnés pour leur croyance religieuse, ainsi que de membres d'autres groupes religieux et ethniques minoritaires ».

La résolution « [appelle] l'Union européenne (UE) et ses États membres à soulever la question des prélèvements d'organes en Chine ; recommande que l'Union et ses États membres condamnent publiquement les abus en matière de transplantation d'organes en Chine et sensibilisent à cette question leurs citoyens qui se rendent en Chine ; demande que l'UE mène une enquête complète et transparente sur les pratiques de transplantation d'organes en Chine, et que les personnes qui se sont rendues coupables de telles pratiques contraires à l'éthique soient poursuivies... »

En 2016, douze membres du Parlement européen ont publié une déclaration commune demandant au Parlement européen d'enquêter sur les prélèvements et le trafic illégal d'organes humains par le régime communiste chinois. Après une audition spéciale le 29 juin, plus de la moitié des membres du Parlement européen ont cosigné une Déclaration écrite (2016 / WD48), exigeant que le Parlement européen prenne des mesures pour stopper les prélèvements forcés d'organes en Chine approuvés par l'État^{350 351}.

16.5.1 (2) Chambre des représentants des États-Unis

La Chambre des représentants des États-Unis a adopté à l'unanimité la résolution 343 dans la soirée du 13 juin 2016. La résolution appelle le régime communiste chinois à arrêter immédiatement les prélèvements forcés d'organes sur les pratiquants de Falun Gong et autres prisonniers d'opinion.

La résolution appelle également à la fin immédiate de la persécution du Falun Gong, qui en était à sa 17^e année. Elle appelle en outre à la libération de tous les pratiquants de Falun Gong incarcérés et autres prisonniers d'opinion, et à une enquête crédible, transparente et indépendante sur le système de transplantation d'organes en Chine.

H.Res.343 a été initiée par les représentants Ileana Ros-Lehtinen (R-FL), présidente de la sous-commission sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et le représentant Gerald Connolly (D-VA), ainsi que six autres membres du Congrès : les représentants Dana Rohrabacher (R-CA), Ted Poe (R-TX), Mario Diaz-Balart (R-FL), Julia Brownley (D-CA), Sam Farr (D-CA) et David G. Valadao (R-CA). Il a recueilli un solide soutien bipartite, avec 185 co-sponsors.

Rép. Ileana Ros-Lehtinen : « Nous condamnons cette pratique persistante de la persécution des pratiquants de Falun Gong »

La représentante Ileana Ros-Lehtinen, qui a rédigé la mesure, a déclaré dans un communiqué de presse :

« La Chine perpétue peut-être certaines des violations les plus graves des droits de l'homme contre le Falun Gong et d'autres prisonniers d'opinion, mais elle n'a guère fait l'objet de critiques, et encore moins de sanctions, pour ces abus. »

« La pratique macabre et inhumaine du régime de voler leur liberté aux individus, de les jeter dans des camps de travail ou des prisons, puis de les exécuter et de prélever leurs organes pour les transplantations est bien au-delà de l'entendement et doit être combattue universellement et arrêtée sans condition. »

Elle a déclaré dans le discours qu'elle a prononcé avant le vote :

« En adoptant cette résolution, nous pouvons envoyer un message au régime chinois que nous condamnons cette pratique persistante de la persécution des pratiquants de Falun Gong, et cette pratique écœurante doit cesser, en particulier les prélèvements d'organes sur des personnes non consentantes. »

Eliot Engel, membre du Congrès : Les prélèvements forcés d'organes sont « horribles et choquants »

« Ce qui est particulièrement troublant, c'est que cette pratique vise prétendument des prisonniers d'opinion, y compris des pratiquants de Falun Gong et d'autres minorités religieuses et ethniques », a déclaré Eliot Engel, membre du Congrès de New York, à propos du trafic d'organes en Chine.

Le membre du Congrès Engel a déclaré dans son discours au sujet de H.Res.343 :

« Le prélèvement non consensuel d'organes en quelque circonstance que ce soit représente une violation flagrante des droits de l'homme. Mais ces allégations sont particulièrement choquantes : les autorités des prisons chinoises ciblent les prisonniers en raison de leur croyance religieuse et tirent ensuite profit de la traite des organes de ces victimes. Je ne peux penser à rien de plus dégoûtant que cela. »

Eliot Engel a qualifié les comptes rendus de prélèvements d'organes d'« horribles et choquants » et a appelé à de nouvelles investigations.

Le membre du Congrès Chris Smith : La persécution du Falun Gong « une des grandes horreurs »

Chris Smith, membre du Congrès du New Jersey, a déclaré dans son discours :

« Ce projet de loi est une étape importante pour assurer la transparence et demander des comptes pour ce qui est peut-être le grand crime du XXI^e siècle.

« Les preuves s'accroissent rapidement sur les crimes horribles commis contre les pratiquants de Falun Gong, y compris cette terrible pratique de prélèvements d'organes.

« Étonnamment, les chercheurs David Kilgour, David Matas et Ethan Gutmann ont mené des enquêtes détaillées et estimé qu'entre 45 000 et 65 000 pratiquants de Falun Gong ont été tués pour leurs organes qui ont ensuite été vendus à des fins lucratives. »

Chris Smith a dit qu'il avait la forte conviction que la campagne

du régime communiste pour éradiquer le Falun Gong en Chine sera considérée plus tard comme « l'une des grandes horreurs ».

16.5.1 (3) Législatures des États américains

Aux États-Unis, au moins dix assemblées législatives au niveau des États ont adopté des résolutions pour condamner les prélèvements d'organes approuvés par l'État chinois.

Le 15 mai 2019, l'Assemblée législative de l'État du Missouri a adopté la résolution concurrente du Sénat (RCS) n° 6, qui demande au « gouvernement chinois de mettre fin à la pratique des prélèvements d'organes sur les prisonniers ainsi que sur les prisonniers d'opinion, en particulier les prisonniers d'opinion du Falun Gong ».

La sénatrice d'État Jill Schupp, marraine de la RCS 6, a déclaré : « Cela n'a que trop tardé et la lutte continue... Ici, dans l'État du Missouri, nous ne pouvons pas supporter ces violations des droits de l'homme.³⁵² »

Le 7 mai 2019, l'Assemblée législative du Maine a adopté la résolution commune S.P.574, appelant à mettre fin aux prélèvements forcés d'organes en Chine. La résolution encourage également la communauté médicale de l'État du Maine à informer ses citoyens sur les risques de se rendre en Chine pour des transplantations d'organes afin de les empêcher de participer involontairement à des meurtres sous la forme de prélèvements forcés d'organes sur des prisonniers d'opinion³⁵³.

L'Assemblée générale de Pennsylvanie a adopté à l'unanimité la résolution 1052 de la Chambre le 8 octobre 2014, exhortant la communauté médicale à contribuer à sensibiliser aux pratiques de transplantation d'organes contraires à l'éthique en Chine.

Des résolutions similaires ont été adoptées au Sénat de l'État de Géorgie³⁵⁴ et au Congrès de l'État de l'Arizona³⁵⁵.

16.5.1 (4) Sénat italien

Le 5 mars 2014, la Commission des droits de l'homme du Sénat italien a adopté à l'unanimité une résolution exhortant le gouvernement italien à lancer une enquête approfondie sur les prélèvements d'organes en Chine par la voie diplomatique et par d'autres voies.

Dans la résolution, la Commission extraordinaire pour la protection et la promotion des droits de l'homme demandait également au gouvernement italien de reconsidérer les programmes de formation des médecins chinois et de poursuivre, conformément aux conventions internationales, les individus impliqués dans le trafic d'organes.

Cette résolution est intervenue après une audience du Sénat sur la même question le 19 décembre 2013. L'avocat canadien des droits de l'homme David Matas a fait une présentation à l'audience, exhortant l'Italie à réviser ses lois afin d'empêcher le pays de se rendre complice des crimes de prélèvements forcés d'organes en Chine.

16.5.2 Renforcement des lois sur le trafic d'organes

Certains pays ont renforcé leur législation sur le trafic d'organes pour y inclure la juridiction extraterritoriale et interdire à leurs citoyens de se rendre à l'étranger, y compris en Chine, pour recevoir une greffe illicite. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de tels projets de loi qui ont été adoptés par les organes législatifs, bien qu'au final, ils n'ont pas tous été ratifiés.

16.5.2 (1) Israël

En 2008, Israël a adopté la loi sur la transplantation d'organes, qui interdit aux compagnies d'assurance de rembourser les transplantations reçues dans d'autres pays en violation de la loi israélienne. Les contrevenants qui achètent, vendent ou négocient des organes illicites, y compris à l'extérieur d'Israël, s'exposent à trois ans de prison et à une forte amende³⁵⁶.

16.5.2 (2) Espagne

Le Code pénal espagnol a été modifié en 2010 comme suit³⁵⁷ :

1. Ceux qui encouragent, facilitent ou font la promotion de l'acquisition ou du trafic illégal d'organes humains ou de leur transplantation sont passibles d'une peine de six à douze ans d'emprisonnement pour les organes vitaux et de trois à six ans d'emprisonnement pour les organes non vitaux.

2. Les receveurs qui consentent à recevoir une greffe tout en connaissant son origine illicite sont passibles des mêmes sanctions que dans la section précédente, qui peuvent être réduites d'un ou deux degrés en fonction des circonstances du crime et du coupable.

3. Lorsque, conformément aux dispositions de l'article 31bis, une personne morale est responsable des infractions visées au présent article, elle doit payer une amende de trois à cinq fois le bénéfice réalisé.

16.5.2 (3) Italie

Le Sénat italien a adopté à l'unanimité le 4 mars 2015 un projet de loi destiné à punir avec des sanctions sévères, y compris des peines de prison, ceux qui vendent illégalement des organes de personnes vivantes³⁵⁸.

En vertu du nouveau projet de loi, toute personne qui négocie, vend ou gère des organes issus du trafic illégal de personnes vivantes devra purger une peine de prison de trois à douze ans et payer une amende de 50 000 à 300 000 euros. Selon le projet de loi, toute personne qui encourage ou fait la promotion de la vente d'organes ou qui présente de la propagande et des annonces pour encourager le tourisme de transplantation en Chine sera punie. Les médecins qui encouragent ou aident les patients à se déplacer pour obtenir illégalement un organe s'exposeront à la radiation à vie pour violation de l'éthique médicale.

Le sénateur Maurizio Romani, qui a proposé le projet de loi, a

déclaré qu'il « établit une équivalence entre le crime de trafic d'organes humains à des fins de transplantation et le crime de trafic d'êtres humains ». Il a expliqué : « Cela rend tous les participants coupables, les donneurs, les organisateurs, les chirurgiens qui pratiquent les greffes, et même ceux qui achètent les organes.³⁵⁹ »

16.5.2 (4) Taïwan

Le 12 juin 2015, les législateurs ont modifié la loi de Taïwan sur la transplantation d'organes humains, interdisant les ventes illégales d'organes³⁶⁰.

La loi vise le commerce d'organes de sources inconnues et y fait barrage en modifiant la loi. Il stipule que les organes doivent être fournis ou reçus sans aucune forme de compensation [gratuits]. Si ceux qui achètent des organes de transplantation à l'étranger sont reconnus coupables d'avoir reçu un organe illicite, la peine maximale est de cinq ans et Taïwan impose une amende maximale de 1,5 million de dollars taïwanais [environ 49 000 dollars américains] à l'accusé. De plus, les médecins impliqués dans des transplantations illégales d'organes pourraient perdre leur agrément. Le législateur Yu Mei-nu du Parti démocratique progressiste a déclaré que le régime chinois est activement impliqué dans le commerce d'organes, qui dépend fortement de la collecte d'organes sur des pratiquants de Falun Gong vivants.

« Nous espérons dissuader efficacement le trafic d'organes et ses ventes avec cet amendement », a déclaré Yu.

16.5.2 (5) Croatie

Le 1er mars 2019, le Parlement croate a voté et adopté à l'unanimité la Convention du Conseil de l'Europe contre la traite des organes humains, devenant ainsi la huitième nation européenne à ratifier le traité³⁶¹.

En plus de criminaliser l'acte d'extraction illégale d'organes, la

Convention oblige également les signataires à criminaliser la complicité de tels actes et le fait de solliciter des donneurs ou des receveurs d'organes pour des transplantations illicites.

Le Dr Branimir Bunjac, député, a déclaré lors de la procédure parlementaire : « Nos compatriotes participent à leur insu en tant qu'utilisateurs de ces services – ils se rendent à l'étranger, notamment en Chine, pour obtenir des organes plus rapidement. Il faut se poser la question : comment est-il possible qu'il n'y ait pas de délai d'attente en Chine, par opposition à l'Union européenne ? »

Il a cité les conclusions des organisations internationales selon lesquelles la Chine effectue jusqu'à 100 000 greffes par an depuis plus d'une décennie malgré l'absence d'un système de dons d'organes.

« Lorsque vous interrogez les autorités chinoises sur la source de ces organes, ils la justifient en disant qu'ils ont été obtenus de condamnés à mort », a-t-il dit. « Cependant, il n'y a que 2000 de ces prisonniers en Chine chaque année, ce qui n'est évidemment pas suffisant pour un si grand nombre de transplantations. »

« Après ces rapports, les autorités chinoises ont répondu qu'il s'agissait de chiffres du marché noir. Cependant, toutes les transplantations en Chine sont effectuées dans des hôpitaux publics, sous la supervision de l'État. Par conséquent, de telles informations ne semblent tout simplement pas plausibles », a ajouté le Dr Bunjac.

Soulignant les lois adoptées en Italie, en Espagne et en République tchèque qui interdisent à leurs citoyens de se rendre en Chine pour obtenir des organes illicites, le Dr Bunjac a averti que l'adoption de la Convention à elle seule n'allait pas entièrement résoudre le problème.

« Il est nécessaire de continuer à développer une nouvelle législation, surtout en gardant à l'esprit que la Croatie est au sommet de la médecine de transplantation. En tant que tels, nous devons servir d'exemple, à la fois dans la législation et dans la pratique », a-t-il déclaré. Le gouvernement croate a annoncé de nouvelles initiatives pour informer les professionnels de la santé et le grand public de

l'ampleur du problème, afin de leur permettre de reconnaître, de prévenir et de signaler toute pratique de transplantation contraire à l'éthique.

16.5.2 (6) République tchèque

Le Sénat du Parlement de la République tchèque a adopté la résolution n° 131 le 20 mars 2019, exprimant son soutien aux groupes persécutés en Chine, y compris les pratiquants de Falun Gong, les chrétiens, les Ouïghours et les Tibétains. Il a demandé au président et au gouvernement tchèques d'exiger que la Chine adhère aux conventions internationales sur les droits de l'homme en mettant fin à la persécution de ces groupes et en libérant tous les prisonniers d'opinion. La résolution était une réponse à la pétition nationale concernant « les actes de génocide sur les pratiquants de Falun Gong par le régime communiste chinois ». Plus de 37 000 Tchèques ont signé la pétition.

16.5.2 (7) Belgique

Le principal organe législatif belge a adopté un nouveau projet de loi le 25 avril 2019, destiné à punir toutes les parties impliquées dans l'achat et la vente d'organes humains à des fins commerciales³⁶².

Le projet de loi est le premier en Europe à se référer directement à la résolution du Parlement européen de 2013 et à la déclaration écrite de 2016 qui appelait les États membres de l'UE à informer leurs habitants de la pratique des prélèvements d'organes en Chine et à poursuivre en justice ceux qui ont participé à ces actes contraires à l'éthique.

Les contrevenants risquent jusqu'à 20 ans d'emprisonnement et 1,2 million d'euros (1,35 million de dollars américains) d'amende. Si un groupe criminel organisé est impliqué dans un tel commerce, tous les individus du groupe seront punis.

La nouvelle loi punit à la fois le vendeur et le receveur d'organes,

ainsi que les intermédiaires, médecins et autres travailleurs médicaux participant à la vente d'organes à des fins lucratives.

La loi s'applique également aux transactions qui ont lieu en dehors de la Belgique.

16.5.2 (8) Canada

Le projet de loi S-240, qui vise le trafic d'organes humains, a été adopté à l'unanimité le soir du 30 avril 2019 par la Chambre des communes du Canada³⁶³. Il a été présenté par le Sénat et a été approuvé par la Commission des Affaires étrangères et du Commerce international (AEFA) avant le vote à la Chambre des communes.

La loi modifie le Code criminel afin que les transplantations non autorisées d'organes à l'étranger soient traitées comme des activités criminelles et modifie également la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés afin que les personnes impliquées dans le trafic d'organes ne se voient pas accorder le statut d'immigrant ou de réfugié.

16.5.3 La Commission américaine sur la liberté religieuse internationale met l'accent sur les prélèvements d'organes en Chine

Dans son rapport annuel de 2019 publié le 29 avril 2019, la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale a mis l'accent sur la Chine comme l'un des persécuteurs les plus flagrants des confessions religieuses. Le rapport indique également que le Parti communiste chinois prélève toujours à grande échelle les organes des pratiquants de Falun Gong³⁶⁴.

Gary Bauer, commissaire de cette Commission, a relayé que cette dernière avait recommandé que le gouvernement américain sanctionne rapidement et de manière décisive les fonctionnaires et les institutions du PCC qui commettent ou tolèrent de graves violations de la liberté religieuse.

16.5.3 (1) Violation grave et persistante de la liberté de religion

Selon le rapport, en raison de la violation grave, systématique et persistante de la liberté religieuse par le PCC, la Chine a de nouveau été répertoriée en 2019 par la Commission comme « pays particulièrement préoccupant » pour la violation de la liberté religieuse. C'est la deuxième décennie consécutive que la Chine est classée pays particulièrement préoccupant. Le rapport documente un grand nombre de cas de violation systématique, persistante et grave de la liberté religieuse perpétrés par le PCC en 2018.

16.5.3 (2) Persécution des pratiquants de Falun Gong en cours

Le rapport mentionne que Jiang Zemin, ancien dirigeant du PCC, a lancé la persécution du Falun Gong en 1999 et a créé le Bureau 610, une institution au-dessus de la loi chargée d'éliminer le Falun Gong. Le rapport indique que les pratiquants de Falun Gong sont détenus arbitrairement, choqués avec des matraques électriques et soumis de force à l'expérimentation médicale et psychologique.

En 2018, les autorités chinoises ont continué à harceler, détenir et intimider les pratiquants de Falun Gong en raison de leur croyance. Il a été signalé que de nombreux pratiquants détenus ont été battus, soumis à des violences mentales, agressés sexuellement, contraints de prendre des substances inconnues et privés de sommeil.

Selon les informations fournies par les pratiquants de Falun Gong, le PCC a arrêté et détenu au moins 931 pratiquants en 2018. L'été dernier, plusieurs pratiquants qui ont envoyé des messages appelant au soutien pour le Falun Gong via les médias sociaux, ou qui ont distribué des documents d'information sur le Falun Gong en public, ont été arrêtés.

Le rapport parle également des allégations du PCC selon lesquelles, au 1^{er} janvier 2015, il avait mis fin à la pratique des prélèvements d'organes sur des prisonniers (de nombreux détenus seraient des pratiquants de Falun Gong). Cependant, en 2018, des

militants des droits de l'homme, des professionnels de la santé et des enquêteurs ont fourni davantage de preuves que le PCC continue de procéder à des prélèvements d'organes à grande échelle. Le rapport indique qu'en novembre dernier, le Bureau judiciaire de Changsha dans la province du Hunan, en Chine, avait exclu deux avocats pendant six mois parce qu'ils avaient défendu des pratiquants de Falun Gong.

16.5.3 (3) Détérioration continue de la liberté de religion

En novembre 2018, lors de l'examen périodique de l'ONU sur la Chine, les États-Unis ont posé la question de la persécution du Falun Gong et de la fermeture des églises chrétiennes dans un questionnaire écrit, qui a été soumis à l'avance.

Le commissaire Gary Bauer a dit lors de la conférence de presse organisée à l'occasion de la présentation du rapport annuel de la Commission, que la situation en Chine était toujours en train de se détériorer. À cette fin, la Commission a fait une série de recommandations à l'administration, notamment que toutes les négociations bilatérales entre les États-Unis et la Chine, en particulier dans les négociations commerciales en cours, mettent sur la table les questions de la liberté religieuse et des droits de l'homme.

La Commission recommande aussi au gouvernement américain de sanctionner rapidement et de manière décisive les responsables et les institutions chinoises qui commettent ou ferment les yeux sur de graves violations de la liberté religieuse. Enfin, la Commission exhorte les États-Unis et d'autres gouvernements à faire pression sur le régime communiste chinois pour qu'il libère inconditionnellement les prisonniers d'opinion.

16.5.4 Le Tribunal populaire conclut que les prélèvements forcés d'organes se poursuivent aujourd'hui

Un tribunal populaire indépendant à Londres, le China Tribunal,

créé pour enquêter sur les prélèvements forcés d'organes sur des prisonniers d'opinion en Chine, a annoncé ses conclusions le 17 juin 2019.

Le panel a conclu qu'en Chine, le Parti communiste chinois prélève des organes sur des pratiquants de Falun Gong vivants depuis de nombreuses années et que cette brutalité se poursuit encore aujourd'hui³⁶⁵ :

Les prélèvements forcés d'organes ont été commis pendant des années à travers la Chine à une échelle significative et les pratiquants de Falun Gong ont été une – et probablement la principale – source d'approvisionnement en organes. La persécution concertée et les tests médicaux des Ouïghours sont plus récents et il se peut que des preuves de prélèvements forcés d'organes de ce groupe puissent émerger en temps voulu. Le Tribunal n'a aucune preuve que l'infrastructure importante associée à l'industrie chinoise de la transplantation a été démantelée et, en l'absence d'une explication satisfaisante quant à la source d'organes facilement disponibles, conclut que les prélèvements forcés d'organes se poursuivent jusqu'à aujourd'hui.

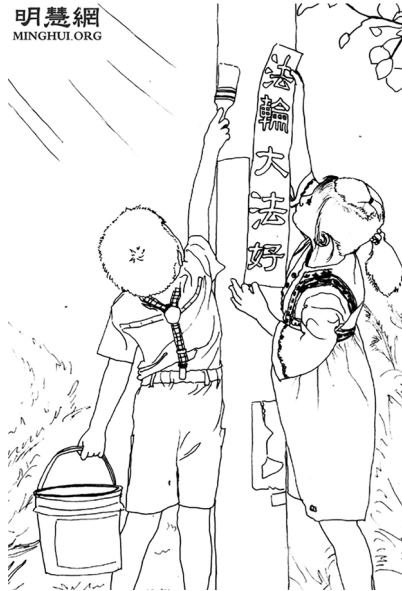
C'est après avoir interrogé « plus de 50 témoins des faits, des experts, des enquêteurs et des analystes pendant plus de cinq jours d'audiences publiques en décembre 2018 et avril 2019, examiné des contributions écrites, des rapports d'enquête et des articles universitaires » que le China Tribunal, composé de sept membres et présidé par Sir Geoffrey Nice QC (qui a travaillé au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et a dirigé les poursuites contre Slobodan Milosevic) est parvenu à sa conclusion.



Annexes :

Trois faits clés sur la persécution du Falun Gong

明慧網
MINGHU.ORG



Annexes : Trois faits clés sur la persécution du Falun Gong

Dans la Chine totalitaire, les « nouvelles » sont soigneusement élaborées par les médias contrôlés par l'État pour promouvoir les intérêts du Parti communiste. Cette vaste machine de propagande a joué un rôle de premier plan dans la persécution du Falun Gong.

En inondant les ondes, les journaux et les magazines d'innombrables histoires diffamant le Falun Gong et son fondateur, M. Li Hongzhi, le Parti communiste a poussé toute la société dans les rangs des persécuteurs. Les gens entendent les mensonges si souvent répétés qu'en fin de compte, ils finissent par les croire. Cela a créé un environnement dans lequel les pratiquants n'avaient aucun droit et aucune sécurité. Ils pouvaient être attaqués en toute impunité, et il est devenu facile pour le peuple chinois de fermer les oreilles aux cris des innocents torturés.

La propagande a également trompé de nombreux Occidentaux, qui ont ainsi développé des perceptions inexactes du Falun Gong. Les trois annexes suivantes démystifient les mensonges les plus courants que le Parti communiste chinois (PCC) a utilisés pour retourner l'opinion publique contre le Falun Gong.

世界需要真善忍

Faits saillants

L'appel pacifique de plus de 10 000 pratiquants de Falun Gong le 25 avril 1999 a été qualifié à tort de « siège du complexe du gouvernement central » par Jiang Zemin, qui a utilisé l'événement pour justifier la persécution ultérieure. Les manifestants faisaient appel au nom de 45 pratiquants qui avaient été battus et arrêtés à Tianjin, et on leur avait dit de se rendre au Bureau d'appel national de Pékin pour le faire. L'appel, qui s'est déroulé dans le calme et l'ordre, a été résolu pacifiquement après que les représentants des pratiquants ont rencontré le Premier ministre Zhu Rongji.

Le 23 janvier 2001, cinq individus se sont prétendument immolés sur la place Tiananmen à Pékin, mais ils ne pratiquaient pas le Falun Gong comme l'ont prétendu les médias contrôlés par l'État. L'événement, programmé à l'avance, a été filmé sous de multiples angles dans une zone sécurisée, et diffusé dans toute la Chine immédiatement après qu'il a eu lieu. Même si on a découvert plus tard que les auto-immolations étaient une mise en scène, l'événement a été utilisé avec succès pour retourner l'opinion publique contre le Falun Gong.

Les autorités chinoises ont affirmé que le Falun Gong a « entraîné la mort de plus de 1400 de ses pratiquants », mais on a découvert que les cas avaient été montés de toutes pièces. Les victimes présumées qui ont fait l'objet d'une enquête ne pratiquaient pas le Falun Gong ou n'existaient tout simplement pas. Les autorités chinoises prétendent à tort que les enseignements du Falun Gong interdisent aux pratiquants de prendre des médicaments et de se faire soigner.



法輪大法好

Annexe 1 : L'Appel pacifique du 25 avril 1999

A1.1 Aperçu³⁶⁶

A1.1.1 Contexte

Les 23 et 24 avril 1999, la police de Tianjin, une ville proche de Pékin, a arrêté des dizaines de pratiquants de Falun Gong qui s'étaient rassemblés devant le bureau d'un magazine pour discuter des erreurs commises dans un article récemment publié sur le Falun Gong. Lorsque la nouvelle des arrestations s'est répandue et que de plus en plus de pratiquants de Falun Gong se sont renseignés auprès des autorités, on leur a dit de déposer leurs appels à Pékin. Le lendemain, le 25 avril, plus de 10 000 pratiquants de Falun Gong se sont spontanément retrouvés devant le Bureau central des appels de Pékin, comme les responsables de Tianjin leur avaient dit de le faire. Le rassemblement a été pacifique et ordonné. Plusieurs représentants du Falun Gong ont été appelés pour rencontrer le Premier ministre chinois Zhu Rongji, et des membres de son personnel. Ce soir-là, les préoccupations des pratiquants de Falun Gong ont été prises en compte, les pratiquants détenus à Tianjin ont été libérés, et tout le monde est rentré chez soi.

A1.1.2 Le problème

Selon plusieurs sources au sein du gouvernement chinois, dans les mois qui ont suivi le rassemblement du 25 avril, une lutte politique féroce s'est engagée au sein des hautes sphères du PCC. Jiang Zemin, alors dirigeant du PCC, a appelé le gouvernement à « écraser » le Falun Gong, alors que les autres membres du Politburo ne voyaient aucune menace dans cette pratique. L'analyste principal de CNN, Willy Lam, a cité des hauts fonctionnaires qui avaient déclaré que pour Jiang Zemin, la répression du Falun Gong était devenue très « personnelle ». En juillet, Jiang a officiellement ordonné la répression du Falun Gong. Le rassemblement du 25 avril a été rapidement défini non pas comme l'appel pacifique qu'il était, mais plutôt comme « le siège » de l'enceinte du gouvernement central et la « preuve » que le Falun Gong était une menace.

A1.1.3 Pourquoi c'est important

La présentation erronée du 25 avril comme « siège » de l'enceinte du gouvernement central a politisé le Falun Gong, tant en Chine qu'à l'étranger. Ainsi, plutôt que de considérer la persécution par le PCC comme la violente répression d'une minorité religieuse, un narratif selon lequel le Falun Gong et le PCC se disputaient le pouvoir a commencé à se développer. De plus, certains observateurs chinois en Occident ont cru que le Falun Gong avait provoqué la persécution en « défiant » le gouvernement le 25 avril. Ce narratif a érodé l'enthousiasme de nombreux partisans potentiels des droits de l'homme et des droits religieux. À ce jour, c'est encore le principal facteur dans le processus de rejeter le blâme sur la victime quand on est amené à enquêter sur la persécution du Falun Gong, ou de manière plus générale, quand on couvre la situation.

A1.2 Résumé des faits³⁶⁷

A1.2.1 Pourquoi les pratiquants de Falun Gong ont-ils fait appel auprès du Comité central du PCC ?

Dès juin 1996, le Département central de la propagande a incité les différents niveaux du gouvernement à critiquer le Falun Gong. Le *Quotidien de Guangming* a lancé la première salve avec l'article « La sonnette d'alarme continue de sonner ». Le Bureau de publication des informations a ensuite interdit la publication, la distribution et la vente des livres du Falun Gong.

Avant le 25 avril, la police dans toute la Chine avait déjà commencé à saisir des livres de Falun Gong et à interférer avec les points de pratique collective des exercices. Les arrestations de pratiquants par la police de Tianjin ont été une escalade de la persécution.

A1.2.2 Combien de personnes ont fait appel le 25 avril 1999 ?

De la porte sud du parc Beihai au côté ouest de la porte de Xi'an, et de la rue Fuyou à l'allée à l'ouest de celle-ci, rien que dans ces deux endroits, il y avait 30 000 personnes. Les pratiquants qui sont arrivés plus tard ont été arrêtés dans les périphéries extérieures. Les pratiquants de l'extérieur de la ville n'ont pas eu l'autorisation de quitter les gares ou ont été bloqués aux points de contrôle des autoroutes et n'ont pas pu entrer dans Pékin. Le gouvernement chinois n'a reconnu que le chiffre très réduit de 10 000, mais le nombre réel a largement dépassé ce chiffre.

A1.2.3 Qu'est-ce que les pratiquants ont demandé ?

Ils avaient trois demandes à l'époque :

1. Que la police de Tianjin libère les pratiquants de Falun Gong placés en détention.
2. Que les pratiquants de Falun Gong bénéficient d'un environnement non hostile pour pratiquer.
3. Que l'impression des livres de Falun Gong soit autorisée.

A1.2.4 Comment les personnes qui ont fait appel se sont-elles comportées ?

Sur l'artère principale allant du parc Beihai à la porte de Xi'an, la circulation a été fluide toute la journée. Certains pratiquants ont pris l'initiative d'assurer la fluidité de la circulation des véhicules et des piétons. Les pratiquants marchaient le long de la route, au bord, permettant aux piétons d'utiliser le trottoir. Ils étaient calmes et paisibles.

A1.2.5 Comment l'appel s'est-il terminé ?

Vers 22 heures, un message est arrivé de la porte ouest de Zhongnanhai : « Les représentants sont revenus, et ils ont transmis les demandes des pratiquants aux dirigeants du Comité central. Tous les pratiquants arrêtés par la police de Tianjin ont été libérés. Tout le monde peut maintenant rentrer chez soi. » Les pratiquants ont nettoyé les alentours et ont même ramassé les mégots de cigarettes jetés par terre par la police. En moins de vingt minutes, tous les pratiquants étaient partis.

A1.2.6 Un cas non réglé :

Le Premier ministre Zhu Rongji a demandé aux représentants de l'époque s'ils avaient déjà lu son commentaire sur le Falun Gong. Les représentants du Falun Gong ont dit ne jamais l'avoir vu. Beaucoup se sont demandé qui avait caché le commentaire et pourquoi il avait été caché. Cela reste inconnu à ce jour.

A1.3 Analyse³⁶⁸

A1.3.1 Déroulement des événements

Un universitaire s'appelant He Zuoxiu de l'Académie chinoise des sciences a publié un article intitulé « Je ne suis pas d'accord avec la pratique du qigong par les adolescents » dans *Science et technologie pour la jeunesse* (un magazine publié par le Collège d'éducation de Tianjin). Dans l'article, il a inventé des histoires selon lesquelles le Falun Gong menait à la maladie mentale et a sous-entendu que le Falun Gong pourrait devenir une organisation similaire aux Boxeurs, qui ont mené une rébellion qui a détruit la nation au XIX^e siècle.

Des pratiquants se sont rendus au Collège d'éducation de Tianjin entre le 18 et le 24 avril pour parler aux rédacteurs du magazine afin de dissiper la calomnie et de faire part de leurs propres expériences de la pratique du Falun Gong. Les conversations ont été calmes et paisibles. Cependant, le Bureau de la sécurité publique de Tianjin a dépêché les 23 et 24 avril des policiers antiémeute qui ont battu les pratiquants et arrêtés 45 d'entre eux.

Lorsque d'autres pratiquants se sont rendus au gouvernement de la ville de Tianjin pour demander leur libération, on leur a dit que le ministère de la Sécurité publique était impliqué et qu'ils ne pouvaient pas libérer les pratiquants sans l'approbation de Pékin. La police de Tianjin a dit aux pratiquants : « Allez à Pékin. Ce n'est qu'en allant à Pékin que le problème pourra être résolu. »

Le 25 avril, les pratiquants se sont réunis devant le Bureau national des appels à Pékin pour demander : 1) la libération des pratiquants détenus à Tianjin, 2) un environnement ouvert et légal pour la pratique des exercices de Falun Gong, et 3) la levée de l'interdiction de la publication des livres de Falun Gong.

Au Bureau des appels, plusieurs agents de police ont dit aux pratiquants qu'un endroit n'était pas sûr et qu'un autre était interdit d'accès. Suivant les instructions de la police, les pratiquants se

sont divisés en deux groupes le long de Zhongnanhai. Plus tard, He Zuoxiu est arrivé et a tenté de provoquer les pratiquants, qui ne lui ont pas répondu.

Selon un témoin, dans la soirée du 24 avril, certains pratiquants travaillant au Département de la sécurité publique avaient déjà remis leur carte de visite à Zhongnanhai, demandant à pouvoir discuter de la situation. Il n'y a pas eu de réponse. À 21 heures, les pratiquants ont commencé à se rassembler dans la rue Fuyou, près de Zhongnanhai, certains avec des bagages, d'autres avec des tapis de méditation.

Le 25 avril à 6 heures du matin, un témoin s'est rendu à l'entrée nord de la rue Fuyou et a découvert que la police bloquait le passage vers Zhongnanhai. Aucun des pratiquants n'a tenté de s'imposer. La police a d'abord conduit les pratiquants du côté est de la rue vers le côté ouest, puis leur a demandé de marcher vers le sud en direction de Zhongnanhai. Pendant ce temps, un autre groupe est venu de la direction opposée, également dirigé par la police, et les deux groupes se sont rencontrés juste devant l'entrée principale de Zhongnanhai. Selon les médias, il y avait plus de 10 000 pratiquants réunis à l'extérieur de Zhongnanhai.

Rapidement, il y a eu des pratiquants qui arrivaient de toutes les directions. Ils ont rempli tous les trottoirs à l'extérieur de Zhongnanhai. Mais la circulation n'était pas du tout bloquée ; même le passage pour les handicapés est resté dégagé. Il y avait des hommes et des femmes d'une quarantaine d'années, des femmes enceintes qui arrivaient en fin de terme et des mères tenant leur nouveau-né. Les pratiquants n'arpentaient pas les rues, ne scandaient pas de slogans, n'agitaient pas de pancartes et ne se battaient pas.

En Chine, faire appel auprès du gouvernement ne nécessite pas d'autorisations du Bureau de la sécurité publique. Chaque pratiquant est allé représenter son propre point de vue et signaler les mauvais traitements qu'il avait vécus avec ses amis. Ils n'ont violé aucune loi ou réglementation. Une fois que les pratiquants ont pensé avoir atteint l'objectif d'exprimer leurs préoccupations et de solliciter la

compréhension et le soutien du gouvernement, ils se sont dispersés discrètement.

A1.3.2 Causes du rassemblement

À première vue, l'Appel du 25 avril semble avoir été déclenché par les arrestations de Tianjin et un article anti-Falun Gong de He Zuoxiu. Mais la raison profonde provenait en fait de l'angoisse des autorités centrales face à la popularité sans précédent du Falun Gong. Sept ans après la première conférence publique de M. Li Hongzhi en 1992, il y avait environ 70 à 100 millions de pratiquants de Falun Gong en Chine continentale. Bien comprendre l'incident se révèle d'une grande complexité, des causes à la fois à long et à court terme étant en jeu, et du fait de luttes politiques au sein du Parti communiste.

1) Cause à long terme

La cause à long terme de l'Appel du 25 avril était la répression constante exercée sur le Falun Gong. Avec la propagation rapide du Falun Gong, la direction du Parti craignait de perdre son contrôle idéologique sur le peuple. Le gouvernement avait donc tenté de saper le Falun Gong par le biais des médias, en interdisant les livres, en menant des enquêtes clandestines et en perturbant les points de pratique des exercices au cours des années précédentes. Le gouvernement avait déjà tenté de détruire l'environnement de pratique des pratiquants de Falun Gong. Les pratiquants n'avaient pas d'autre moyen de faire connaître les faits de la répression que de faire appel auprès des autorités centrales. C'est précisément ce que visait le rassemblement du 25 avril.

Les autorités centrales ont commencé à critiquer le Falun Gong le 17 juin 1996. Ce jour-là, le *Quotidien de Guangming* (la voix

officielle du Conseil d'État avec des articles qui reflètent uniquement les opinions des fonctionnaires du gouvernement) a publié un article critiquant le *Falun Gong* comme « anti-science » et « superstitieux » et a qualifié ses pratiquants de « stupides ».

Le 24 juillet 1996, l'Office chinois des publications d'information a émis un avis de suppression immédiate de cinq livres dans tout le pays, dont le livre Falun Gong (anciennement intitulé *Falun Gong de Chine*). Des dizaines de journaux et de magazines ont rapidement rejoint la campagne contre le Falun Gong. Certains responsables universitaires, comme He Zuoxiu, ont également participé activement à la campagne. Le Bureau central des publications nationales et le Département central de la propagande ont également ordonné à tous les éditeurs de ne pas publier de livres liés au Falun Gong.

Début 1997, Luo Gan (membre du Comité permanent du Politburo et secrétaire de la Commission des affaires politiques et juridiques) a ordonné au ministère de la Sécurité publique de mener une enquête à l'échelle nationale sur le Falun Gong afin de recueillir des preuves qu'il s'agissait d'une « secte perverse ». L'enquête s'est terminée après que les départements de la sécurité publique n'ont trouvé aucune activité criminelle dans le Falun Gong.

En mai 1998, l'émission Pékin Express de la chaîne de télévision de Pékin (BTV) a diffusé une chronique de He Zuoxiu qui diffamait le Falun Gong en utilisant des documents sans lien avec la méthode. Après l'émission, des centaines de pratiquants de Falun Gong dans les régions de Pékin et du Hebei ont écrit à la chaîne de télévision pour signaler les fausses informations qui avaient été diffusées au cours de l'émission. Le 2 juin 1998, BTV a diffusé un rectificatif reconnaissant les erreurs de l'émission précédente. Il est à noter que He Zuoxiu a ensuite utilisé le même contenu diffamatoire dans l'article qu'il a publié dans un magazine.

Toujours en mai 1998, l'Administration générale des sports de Chine a ouvert une enquête approfondie sur le Falun Gong. Le 20 octobre de la même année, l'enquêteur en chef pour les villes de Changchun et Harbin a déclaré que le Falun Gong apportait une

véritable amélioration de la santé et favorisait une société spirituelle. Les enquêtes menées à Pékin, Guangdong, Dalian et Wuhan ont abouti à des conclusions similaires.

En juillet 1998, sous les ordres de Luo Gan, le ministère de la Sécurité publique a publié l'avis [1998] n° 555 pour enquêter sur le Falun Gong. L'avis concluait avant toute chose que le Falun Gong était une « secte perverse » puis ordonnait aux services locaux de la sécurité publique et de la protection politique de rechercher des preuves d'activités criminelles de la part des pratiquants de Falun Gong. En d'autres termes, le ministère a proclamé la culpabilité avant de mener l'enquête.

Après la publication de ce document, de nombreux bureaux locaux de la sécurité publique ont annoncé que les activités du Falun Gong étaient considérées comme des activités illégales. Ils ont dispersé les groupes qui faisaient les exercices, confisqué les biens personnels des pratiquants, les ont détenus, arrêtés, battus et verbalement agressés. Dans certaines régions, les pratiquants ont été condamnés à des amendes et les livres liés au Falun Gong ont été interdits. Les pratiquants ont essayé à maintes reprises de faire appel par les voies normales, mais sans succès.

Le PCC n'autorise que la voix officielle dans la sphère publique. À ce moment-là, de nombreux articles critiquant, insultant et diffamant le Falun Gong avaient été publiés. Aucun article défendant le Falun Gong n'a pu être publié. Dans ces conditions, les pratiquants de Falun Gong n'avaient pas d'autre choix que de se rendre à Pékin et de demander au gouvernement de leur donner un environnement sans restriction pour pratiquer leur croyance.

2) Causes politiques

La campagne de répression du gouvernement, qui a conduit à l'Appel du 25 avril, était probablement liée à des luttes politiques

entre les hauts fonctionnaires. Différents groupes au sein du gouvernement central avaient des points de vue différents sur le Falun Gong. Parmi eux, quelques-uns ont essayé de tirer profit de la destruction du Falun Gong pour faire avancer leur carrière politique. Selon un rapport de l'Agence centrale de presse (5/4 de Taipei), le stratagème politique du gouvernement derrière l'incident du 25 avril pourrait être qualifié de « libération avant capture » et de « ruse de l'acceptation [de la part du gouvernement] avant l'inculpation [du Falun Gong] ». Le but était de faire croire que Zhongnanhai était sous pression et ensuite de déclarer le Falun Gong hors la loi, permettant au gouvernement de démontrer sa puissance en détruisant cette soi-disant menace.

Dès 1996, le développement rapide du Falun Gong a attiré l'attention de la direction centrale du Parti. Luo Gan, alors secrétaire général du Conseil d'État, a ordonné au ministère de la Sécurité publique de mener une enquête secrète. Le personnel de la sécurité publique a participé sous couverture à diverses activités du Falun Gong, mais n'a trouvé aucune preuve de comportement criminel.

Même avec le manque de preuves, il y avait encore deux opinions au sein du gouvernement sur la façon de traiter le Falun Gong. Une partie estimait que le Falun Gong n'était pas un problème politique et ne devait donc pas être interdit. L'autre partie s'inquiétait de la popularité et de l'influence croissantes du Falun Gong, qui selon eux pourrait potentiellement devenir une force opposée au Parti communiste. Luo Gan a préconisé l'interdiction du Falun Gong, le Premier ministre Zhu Rongji a rejeté l'idée, et le président Jiang Zemin n'a pas exprimé d'opinion.

Luo Gan est un parent de He Zuoxiu, qui a utilisé les médias pour calomnier le Falun Gong et créer les incidents qui allaient amener toutes les factions du Parti communiste à accepter d'interdire le Falun Gong. Après l'incident du 25 avril, Luo Gan a rapporté que le Falun Gong avait des dizaines de millions de pratiquants, qu'il était de nature « religieuse et superstitieuse » et que M. Li Hongzhi, qui vivait à New York, était soupçonné d'avoir un réseau complexe de connexions internationales. Il a rapporté que le Falun Gong était donc

une menace potentielle pour la stabilité sociale. Ces opinions ont été largement diffusées à Hong Kong et dans les médias internationaux pour exagérer la menace potentielle du Falun Gong.

En fait, le Falun Gong est une méthode peu organisée, sans membres ni hiérarchie, et il était impossible que ses pratiquants aient pu être « bien organisés et dirigés » comme on le prétend.

A1.3.3 Quelques clarifications

1) Les autorités ont incité les pratiquants à encercler Zhongnanhai

Le PCC a affirmé que les pratiquants de Falun Gong « encerclaient » Zhongnanhai. Comme nous l'avons vu précédemment, cet arrangement a été mis en place par la police, qui a poussé les pratiquants de Falun Gong à prendre deux itinéraires qui convergeaient toutes deux à l'entrée de Zhongnanhai et formaient un cercle. Alors même que le témoin décrivait ce qu'il voyait, il n'a pas eu conscience des conséquences de ce coup monté.

Trois jours avant l'Appel du 25 avril, la police avait reçu des informations sur le rassemblement imminent et suivait de près la situation. Ils ont toutefois choisi de ne pas communiquer ces informations. Lorsqu'il a été demandé à He Zuoxiu de commenter l'incident, il a déclaré : « Pour l'instant, je ne ferai pas de commentaire parce que je ne veux pas gâcher tous les préparatifs. »

2) Les pratiquants se sont rendus à Pékin uniquement pour faire appel

Les pratiquants se sont rendus à Pékin et à Tianjin parce qu'il n'y

avait pas d'autre moyen de rapporter les faits et de demander réparation pour les calomnies diffusées à leur endroit.

L'article 41 de la Constitution chinoise accorde aux citoyens le droit de critiquer et de faire des suggestions concernant tout organe ou fonction de l'État. Le 10e code des « Codes d'appel » chinois stipule que les questions relatives à la procédure d'appel doivent être soumises aux départements exécutifs appropriés ou à un niveau supérieur, car ces départements ont le droit légal de prendre des décisions.

Après l'arrestation des pratiquants à Tianjin le 23 avril, d'autres pratiquants se sont rendus au bureau des appels du gouvernement de la ville de Tianjin. L'appel n'a pas été bien accueilli et au lieu de cela, une quarantaine d'autres pratiquants ont été arrêtés. En conséquence, les pratiquants ont dû faire appel au niveau au-dessus du gouvernement de la ville de Tianjin, qui est le gouvernement central de Pékin. Les appels de Tianjin et de Pékin n'ont violé aucune réglementation gouvernementale.

3) Le rassemblement du 25 avril n'a pas été organisé par M. Li Hongzhi

Dans un rapport de 10 000 mots du ministère de la Sécurité publique, M. Li Hongzhi, le fondateur du Falun Gong, a été accusé d'avoir orchestré l'Appel du 25 avril en coulisses. En fait, M. Li était en transit à Pékin alors qu'il se rendait en Australie pour assister à une conférence du Falun Gong, mais il n'était pas à Pékin le 25 avril. Pour réduire le coût de son billet d'avion, il avait fait escale à Pékin et à Hong Kong. Il est resté à Pékin pendant 48 heures avant de partir le 24 avril pour Hong Kong.

4) Comment 10 000 personnes peuvent-elles se rassembler sans être « organisées »

Le gouvernement chinois s'est demandé comment, sans aucune organisation, tant de personnes avaient pu arriver à Zhongnanhai en même temps. La nouvelle des arrestations de Tianjin s'est répandue par le bouche-à-oreille, tout comme le Falun Gong lui-même s'est rapidement répandu par le bouche-à-oreille lorsque des pratiquants ont raconté en personne à leurs amis et à leurs familles comme ils en avaient bénéficié. Ce réseau a permis à de nombreuses personnes de recevoir des informations sans qu'une organisation ou un planning par une figure centrale ait été nécessaire.

Certains observateurs ont noté que les pratiquants à l'extérieur de Zhongnanhai étaient plus disciplinés que la police, ce qui laissait penser que la foule avait reçu un entraînement intensif. Cependant, il est important de noter que les enseignements du Falun Gong encouragent les pratiquants à se discipliner eux-mêmes, à éviter les réactions émotionnelles impulsives et à considérer les autres en premier lieu. Ce comportement calme est la norme qu'ils maintiennent au quotidien. Plutôt qu'une foule disciplinée, c'était une foule de personnes disciplinées.

5) Résumé : Qui a réellement « perturbé la stabilité sociale » ?

Comme mentionné ci-dessus, les pratiquants de Falun Gong apprennent à être des citoyens exemplaires et des travailleurs diligents et honnêtes tout en prenant les gains personnels avec légèreté. Dans la ville de Changchun, il y avait un dicton parmi les employeurs : « Nous embaucherons toute personne qui pratique le Falun

Gong parce que cela nous rassure. » À la maison, les pratiquants s'efforcent d'être de bons maris, de bonnes épouses et de bons enfants, travaillant à assurer une vie de famille paisible et harmonieuse. Ils apprennent à identifier leurs défauts lorsqu'ils rencontrent des conflits interpersonnels.

Ces qualités ne perturbent pas l'ordre social, mais au contraire l'assurent. Cela correspond à la volonté déclarée du régime chinois d'avoir « la stabilité par-dessus tout ».

Cependant, au lieu d'adopter ces valeurs, le gouvernement a aliéné des dizaines de millions d'innocents. Des parents ont été arrêtés et emmenés dans des camps de travail ou des prisons, laissant leurs enfants derrière eux, parfois même sans surveillance. Les familles et les communautés ont été déchirées. Des mères ont été obligées de calomnier leurs filles, des fils de dénoncer leurs pères et des voisins de faire la police et de se dénoncer les uns les autres. Des étudiants ont été expulsés de l'école pour leur pratique du Falun Gong, et des travailleurs ont été licenciés de leur emploi et condamnés à de lourdes amendes pour ne pas avoir renoncé à leur croyance. Personne n'a eu la possibilité de rester neutre, et la persécution a atteint le contraire de la stabilité sociale.



法輪大法好

Annexe 2 : La fausse histoire des auto-immolations sur la place Tiananmen

A2.1 Aperçu³⁶⁹

A2.1.1 Contexte

Fin 2000, un an et demi après que le Parti communiste chinois (PCC) a lancé la répression du Falun Gong, la campagne n'avait pas réussi à obtenir le soutien de nombreux membres du PCC. Le chef du Parti Jiang Zemin s'était rendu dans les provinces du sud plus tôt en 2000, dans l'espoir de rallier davantage de soutien à la campagne parmi les dirigeants locaux. Entre-temps, le soutien du public à la campagne avait décliné. Le 23 janvier 2001, cinq individus se sont prétendument immolés sur la place Tiananmen à Pékin. L'événement a été filmé sous de multiples angles. À peine quelques heures après l'événement, les médias contrôlés par l'État ont été inondés de reportages selon lesquels les auto-immolés étaient des pratiquants de Falun Gong. Ces reportages comprenaient des images macabres des victimes, dépeignant les enseignements du Falun Gong comme directement responsables de la tragédie.

A2.1.2 Le problème

Au cours des semaines qui ont suivi l'événement, la découverte de preuves en abondance (y compris un article du *Washington Post* constatant que deux des auto-immolés n'avaient jamais pratiqué le Falun Gong) indiquait que l'événement entier avait été mis en scène. Comme les gens en Chine n'avaient pas accès à ces informations, les médias chinois ont poursuivi leur bombardement médiatique pour dépeindre les « auto-immolés » comme des pratiquants de Falun Gong. Les gens à travers la Chine sont passés du respect et de la sympathie envers le Falun Gong à la colère et à l'attaque de la pratique. Les crimes haineux visant les pratiquants de Falun Gong ont augmenté et le PCC a intensifié sa persécution avec une augmentation des arrestations, de la torture et des meurtres, et avec les prélèvements forcés d'organes.

A2.1.3 Pourquoi c'est important

En 1999, avec 70 à 10 millions de pratiquants de Falun Gong en Chine, la discipline traditionnelle était largement connue et respectée. La mise en scène des « auto-immolations » a cependant tout changé du jour au lendemain et reste à ce jour le facteur le plus influent dans la haine et la peur du peuple chinois à l'égard de cette pratique. L'attitude et l'hostilité envers le Falun Gong en Chine qui en a résulté ont grandement facilité la tentative du régime d'éradiquer cette pratique.

A2.2 Résumé des faits

False Fire : China's Tragic New Standard in State Deception, un documentaire produit par la télévision NTD qui montre comment les auto-immolations ont été mises en scène, a reçu un certificat de mention honorable au 51^e Festival international du film et de la vidéo de Columbus.

L'organisation International Education Development (IED) a dénoncé la persécution des pratiquants de Falun Gong en Chine et l'a qualifiée de « terrorisme d'État ». « Nous avons obtenu une vidéo de cet incident qui, à notre avis, prouve que cet événement a été mis en scène par le gouvernement. Nous avons des copies de cette vidéo disponibles pour la distribution » a déclaré l'IED à l'ONU le 1^{er} août 2001. De nombreux témoins indépendants ont également témoigné que la loi martiale était appliquée sur la place Tiananmen ce jour-là, ce qui aurait empêché les pratiquants de Falun Gong d'entrer sur la place.

Sur la base de ces éléments de preuve, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a également jugé que les auto-immolations étaient un coup monté.

A2.3 Analyse

Voici une sélection de faits qui révèlent comment le coup monté des auto-immolations sur la place Tienanmen a été mis en scène par les autorités chinoises à des fins de propagande³⁷⁰. Ces faits sont corroborés par les récits d'au moins dix témoins oculaires et six personnes au courant qui ont vu l'événement ou en ont eu connaissance à l'avance.

A2.3.1 La victime Liu Chunling ne pratiquait pas le Falun Gong et est morte d'un traumatisme brutal

L'émission de la télévision centrale chinoise (CCTV), diffusée au ralenti, montre qu'une des femmes, Liu Chunling, qui dans la version des événements rapportée par l'agence de presse Xinhua est censée avoir trouvé la mort par brûlures, a en fait reçu un coup violent au front avec ce qui ressemble à une barre de métal, assené par un homme portant un manteau de l'armée. On la voit s'effondrer instantanément sur le sol et elle est très probablement morte de ce coup. L'homme au manteau militaire n'a pas tenté de sauver Liu Chunling.

Dans la scène où Liu Chunling est frappée à mort, ses cheveux étaient en train de brûler. Cela signifie qu'elle n'avait pas dû brûler plus de quelques secondes. Cependant, les policiers ont commencé à éteindre le feu dès le début des flammes et ils auraient pu éteindre les flammes avant qu'elle ne soit mortellement blessée.

Le 4 février 2001, le *Washington Post* a publié un rapport d'enquête en première page intitulé « Une immolation enflamme un mystère chinois. Le motif de l'immolation publique intensifie le débat à propos du Falun Gong »³⁷¹. L'article déclarait que Liu Chunling n'était pas originaire de Kaifeng comme stipulé et que personne n'avait jamais vu Liu faire les exercices de Falun Gong.

A2.3.2 De nombreuses incohérences entourent Wang Jindong

L'un des auto-immolés, Wang Jindong, aurait utilisé une bouteille de Sprite en plastique vert remplie d'essence pour s'asperger de ce liquide inflammable. Une bouteille en plastique remplie d'essence aurait dû être l'une des premières choses à fondre dans un incendie. Cependant, les images vidéo ont montré que la bouteille était intacte entre les jambes de Wang.

Selon le rapport officiel, la police a éteint les flammes en moins d'une minute. Les cheveux humains sont très inflammables et brûlent

en quelques secondes. Dans la vidéo, cependant, les cheveux de Wang ne brûlent pas du tout, tandis que son visage semble brûlé jusqu'à un gris cendré. Malgré les affirmations de Xinhua selon lesquelles Wang était couvert de flammes et de fumée, les images de CCTV ne le montrent jamais en train de brûler ou d'émettre de la fumée.

Les images de CCTV montrent également un policier qui attend derrière Wang alors qu'il est assis sur la place Tienanmen. Ce n'est qu'une fois que Wang a crié quelques slogans que le policier l'a recouvert de la couverture antifeu, comme s'il attendait un signal. Si la situation avait vraiment été une question de vie ou de mort, le policier l'aurait recouvert immédiatement.

Enfin, alors que les responsables gouvernementaux ont déclaré que Wang Jindong était un pratiquant de Falun Gong et qu'il était responsable de la coordination des auto-immolations, ni les mots que Wang a criés ni sa position de méditation ne correspondaient au Falun Gong.

Wang a tenté de donner une explication dans une interview de Xinhua en avril 2003 : « En allumant le briquet, les flammes m'ont instantanément englouti je n'ai pas eu le temps de m'asseoir dans la posture de Dapan, alors je me suis assis dans la posture d'une jambe croisée. » Cependant, le terme « Dapan » ne fait pas partie du Falun Gong, et Wang n'était pas assis avec une jambe croisée dans la vidéo de CCTV.

Certains téléspectateurs ont observé que Wang Jindong était assis exactement comme un soldat chinois. Selon une source chinoise fiable, la personne dans la vidéo était en fait un officier de l'Armée populaire de libération.

A2.3.3 Une fillette de douze ans chante après une trachéotomie

Lors d'une trachéotomie, une incision est pratiquée dans la trachée et un tube est placé dans la gorge sous les cordes vocales pour que le patient puisse respirer. Le patient ne peut pas respirer par la bouche ou le nez, et l'air ne peut pas atteindre les cordes vocales et le larynx, donc le patient ne peut pas parler. Il faut plusieurs jours à un adulte pour s'adapter à cette situation et beaucoup plus longtemps à un enfant. Si un patient veut vraiment parler, il doit couvrir l'ouverture du tube, mais la voix sera intermittente et peu claire.

Cependant, une interview de Liu Siying, la victime âgée de douze ans, par l'agence de presse Xinhua montrait la petite fille chantant et parlant aux enquêteurs à voix haute et clairement quatre jours seulement après une trachéotomie. C'est médicalement impossible.

Aucun journaliste autre que ceux de Xinhua n'a eu l'autorisation d'interviewer Liu Siying, et aucun membre de sa famille n'a pu lui rendre visite. Ils ont menacé sa grand-mère à un point tel qu'elle était trop terrifiée pour être interviewée.

Liu Siying est morte subitement le 17 mars 2001, alors qu'elle était sur le point de pouvoir sortir. L'un des membres du personnel médical qui a soigné Liu Siying a déclaré : « Liu Siying est morte subitement à un moment où ses brûlures étaient plus ou moins guéries. Elle s'était pratiquement remise et était prête à quitter l'hôpital. La cause de sa mort est très suspecte. »

A2.3.4 La police avait du matériel de lutte contre les incendies disponible sur les lieux

Le *Journal du soir de Pékin* a rapporté le 16 février 2001 que « trois ou quatre policiers ont éteint le feu sur chaque auto-immolé ». En tout, ils avaient environ 25 équipements de lutte contre les incendies.

Cette histoire diffère sensiblement du programme diffusé par CCTV, qui montrait qu'il n'y avait que deux véhicules de police sur les lieux.

Les policiers qui patrouillent sur la place ne transportent normalement pas de matériel de lutte contre les incendies, et les images ne montrent aucun équipement de lutte contre les incendies sur la place Tienanmen elle-même. Le bâtiment le plus proche était à au moins 10 minutes à pied.

Un pratiquant aujourd'hui aux États-Unis s'est souvenu de ce qu'il avait vu le jour des auto-immolations³⁷² :

« La police a forcé huit d'entre nous, étudiants, à se rendre sur un côté du Monument aux Héros, mais nous ne savions pas pourquoi. Peu après, nous avons entendu un bruit inhabituel à moins de dix mètres de là, puis nous avons vu une boule de feu. La boule de feu courait.

« En une minute, beaucoup de policiers sont apparus tout à coup et ont éteint le feu avec des extincteurs et des couvertures. Quelqu'un criait des slogans, et pendant un moment, les policiers ne faisaient qu'un avec l'ensemble en feu. Nous ne savions pas ce qui se passait et nous nous sommes contentés de tendre le cou pour essayer de voir, mais nous avons été chassés à une grande distance par la police.

« Un de mes camarades de classe m'a dit : "D'où vient cette forte odeur d'essence ?" Un autre a répondu : "C'est certainement de l'essence qui brûlait." En rebroussant chemin, nous avons vu passer quatre personnes, toutes trempées d'essence. Dès que nous avons compris ce qui se passait, nous avons entendu le bruit de l'essence qui s'enflammait, et les quatre personnes étaient en feu.

« Pendant ce temps, un groupe important de policiers s'est tout à coup précipité de l'arrière du monument, transportant des extincteurs, des couvertures antifeu et des planches. Ils ont rapidement commencé à éteindre le feu et, en même temps, ils nous ont bloqué la vue avec les planches. Nous avons tous été surpris et nous nous sommes exclamés : "Ils ont tout préparé, ils étaient prêts pour le feu !" "Il y aura peut-être des

reportages à la télévision ce soir”, a commenté un camarade de classe.

« La police a rapidement éteint les incendies, mais nous n'avons vu arriver aucune ambulance. Certains touristes, y compris des étrangers, ont pris des photos. La police s'est empressée de saisir leurs appareils photo, peu importe qui ils étaient. Nous ne pouvions pas comprendre ce qui se passait et nous n'avons jamais pensé à relier ces personnes brûlées au Falun Gong.

« Une autre fois, un élève de ma classe, qui avait l'air honnête, a été arrêté par la police dans le passage souterrain près de la place Tienanmen. Ils lui ont ordonné de lire une phrase calomniant le Falun Gong sur un morceau de papier qu'ils lui ont remis. Lorsqu'il a demandé pourquoi, un policier lui a répondu : “Si tu ne le fais pas, nous t'arrêterons en tant que membre du Falun Gong.” Il a eu très peur, alors il l'a lue et s'est enfui. »

A2.3.5 Le Falun Gong interdit le suicide et le meurtre

La citation ci-dessous est tirée du texte principal de Falun Dafa, *Zhuan Falun*, publié en 1995 :

« Tuer est une question très sensible ; pour les personnes qui pratiquent le gong, nous avons aussi des exigences assez strictes : les pratiquants de gong ne peuvent pas tuer. Qu'il s'agisse de l'école de Bouddha, de l'école taoïste, ou des écoles de la Porte singulière, quelle que soit l'école ou la discipline, pour autant que ce soit la cultivation et la pratique d'une Loi juste, ce point est considéré comme absolu : on ne peut pas tuer, c'est certain. Comme tuer engendre des problèmes très graves, nous devons vous en parler en détail. Dans

le bouddhisme primitif, le fait de tuer désignait essentiellement le meurtre d'un être humain, c'est ce qui est le plus grave. Plus tard, on a aussi pris sérieusement en considération les êtres vivants de grande taille, les grands animaux domestiques et d'autres êtres vivants d'une certaine taille. Pourquoi, dans les milieux de la cultivation et de la pratique, le fait de tuer a-t-il été tellement pris au sérieux ? Autrefois, dans le bouddhisme, on disait que ceux qui n'auraient pas dû mourir devenaient, après avoir été tués, des âmes solitaires et des fantômes errants. Les cérémonies de délivrance dont on parlait autrefois étaient destinées à ces gens-là. Si on ne faisait pas ces rituels pour les délivrer, ces êtres n'avaient ni à manger ni à boire et se trouvaient dans une situation très misérable, voilà ce qu'on affirmait autrefois dans le bouddhisme. » (Septième Leçon, « Le problème de tuer », Zhuan Falun)

La citation suivante est tirée d'une des conférences de Maître Li Hongzhi à Sydney en 1996, répondant directement à la question d'un pratiquant sur le suicide :

« Un disciple : Voici ma troisième question, le livre parle du problème de tuer des êtres vivants. Tuer crée un karma criminel considérable, si on se suicide, est-ce aussi un crime ?

Le Maître : C'est un crime. Cette société humaine actuelle est devenue mauvaise, toutes sortes de phénomènes étranges et curieux apparaissent. On parle d'euthanasie, on fait mourir quelqu'un avec une piqûre. Savez-vous pourquoi on le fait mourir avec une piqûre ? Parce qu'on trouve qu'il souffre. Mais nous, nous pensons qu'il est en train d'éli son karma quand il souffre, il aura un corps soulagé et sans karma quand il se réincarnera, un grand bonheur l'attendra dans sa prochaine vie. Quand il élimine le karma dans la souffrance, c'est sûr qu'il se sent très mal, tu ne lui permets pas d'éli son

karma et tu le tues, n'est-ce pas tuer une personne ? Il est parti avec son karma, dans sa vie prochaine il devra quand même rembourser son karma. Qu'est-ce qui est correct d'après toi ? Le suicide constitue aussi un autre crime. Parce que la vie d'un être humain est programmée, tu déranges l'ordre de tout l'ensemble établi par les divinités, à travers ce que tu fais, tu remplis ton devoir envers la société, les gens sont liés entre eux par ce genre de relations. Si la personne meurt, on bouleverse le programme établi par les divinités, non ? Elles ne te pardonneront pas d'avoir bouleversé le programme, c'est pourquoi le suicide est un crime. » (Enseignement du Fa à Sydney, 1996)

Sur la base de ces enseignements, aucun véritable pratiquant de Falun Dafa n'envisagerait de s'immoler. On a découvert que les acteurs qui ont réalisé la mise en scène des « auto-immolations » n'étaient pas des pratiquants, et il n'y a pas eu de rapports valables ou solides de pratiquants de Falun Gong tuant ou se suicidant avant ou après cet événement.



法輪大法好

Annexe 3 : 1400 décès présumés

A3.1 Présentation³⁷³

A3.1.1 Contexte

Les autorités chinoises ont affirmé que « la pratique du Falun Gong a entraîné la mort de plus de 1400 de ses pratiquants ». Bien que le Falun Gong ait été largement pratiqué en Chine tout au long des années 1990, cette affirmation n'a été exprimée pour la première fois qu'en juillet 1999, quand le régime a commencé la persécution du Falun Gong. Depuis, les publications et les porte-parole du Parti ont répété cette affirmation.

A3.1.2 Le problème

Bien que le poids de la preuve incombe aux autorités chinoises, qui continuent de maintenir cette affirmation, aucune preuve n'a jamais été fournie. Plus important encore, aucune enquête indépendante n'a jamais été autorisée. Lorsque des personnes ont réussi à enquêter, on a découvert que les cas de décès présumés provoqués par le Falun Gong étaient fabriqués de toutes pièces, certaines des victimes présumées n'ayant jamais existé. De tels décès n'ont pas non plus eu lieu en dehors de la Chine, où le Falun Gong est pratiqué librement. La plainte porte également sur une distorsion des enseignements du Falun Gong sur la santé et la médecine, décrivant souvent la pratique du Falun Gong comme dangereuse ou malsaine.

Cependant, même avec ces termes, cette affirmation ne résiste pas à l'analyse.

A3.1.3 Pourquoi c'est important

Diverses déclarations mensongères sur le Falun Gong et ses membres, produites par des fonctionnaires et des publications communistes chinoises, cherchent à discréditer le groupe (en le présentant comme dangereux, malavisé ou infâme) et à saper le soutien dans le monde libre. En Chine en particulier, la propagande entourant les « 1400 morts » a joué un rôle central dans le dégoût et l'animosité envers le Falun Gong au sein d'une grande partie de la population. Des parallèles historiques aussi récents que l'Allemagne nazie suggèrent que ce genre de fausses déclarations peuvent avoir des conséquences dévastatrices.

A3.2 Analyse ³⁷⁴

Bien qu'il n'y ait pas d'accusation du gouvernement chinois plus obsédante que celle selon laquelle le Falun Gong entraîne des problèmes de santé, des maladies mentales, le suicide et la mort, il n'y a pas non plus de revendication plus trompeuse et imaginée. Le Falun Gong a reçu l'éloge et l'approbation de nombreux scientifiques et professionnels de la santé parmi l'élite de Pékin. Plusieurs enquêtes sur la santé ont révélé que la pratique du Falun Gong est efficace pour guérir les maladies dans plus de 90 % des cas (avec un « taux de guérison » de près de 60 %) et qu'elle améliore considérablement la santé mentale et la qualité de vie en général. L'immense popularité du Falun Gong est en grande partie due à ses bienfaits sans précédent pour la santé. En fait, c'est ce qui a conduit le gouvernement chinois à favoriser cette pratique pendant les quatre premières années, avant que le vent de la politique ne tourne défavorablement.

La prétendue explication « causale » des prétendus effets secondaires du Falun Gong est fondée sur l'une des deux allégations fictives. La première est la suggestion d'un lien de causalité caché entre la pratique du Falun Gong et la psychose ou les tendances suicidaires. Il s'agit d'une affirmation pour laquelle il n'existe cependant aucune base médicale ou juridique connue, et aucune n'a été proposée par les autorités chinoises. Si un tel lien était établi, il ferait rapidement la une des journaux médicaux d'Orient et d'Occident.

Deuxièmement, le gouvernement chinois affirme que M. Li Hongzhi interdit aux pratiquants de Falun Gong de prendre des médicaments, les mettant en danger. L'examen des enseignements de M. Li révèle qu'il s'agit d'une pure invention, car il n'a jamais empêché – ni ne pouvait empêcher – les pratiquants de demander un traitement médical. En interdisant le Falun Gong, le gouvernement chinois « protège » ainsi le peuple chinois de quelque chose qui n'existe pas.

Si les enjeux des accusations du gouvernement chinois n'étaient pas aussi graves, elles pourraient même s'avérer amusantes pour leurs qualités fantaisistes et illogiques. Étant donné que ces accusations, aussi fausses soient-elles, se sont retrouvées dans les médias occidentaux et ont fait l'objet de plusieurs publications du gouvernement chinois en langue anglaise, nous apportons les précisions suivantes.

Selon des sources du gouvernement chinois et des médias publics, le nombre officiel de décès attribués au Falun Gong a été fixé à 1400. Malgré des demandes répétées d'informations complémentaires sur cette statistique, les sources chinoises n'ont jamais pu dire comment ce chiffre a été obtenu.

Un porte-parole du ministère de la Sécurité publique a déclaré que le Falun Gong était responsable de la mort de ces 743 « adeptes ». Alors que, dans les sept années précédant la persécution du Falun Gong, aucun de ces 743 cas présumés ou 1400 cas n'a jamais été signalé.

A3.2.1 L'allégation selon laquelle le Falun Gong induit psychose et suicides

Tout d'abord, étudions l'affirmation selon laquelle le Falun Gong a « causé » des maladies mentales graves, entraînant même un comportement irrationnel, le suicide et la mort.

Les maladies mentales sont un grave problème auquel la Chine est confrontée aujourd'hui : on compte plus de 16 millions de patients souffrant de maladies mentales, répartis dans toutes les professions et tous les groupes sociaux de la société chinoise. La grande question, cependant, est d'attribuer la maladie mentale au Falun Gong. Peut-on s'attendre à ce qu'aucune de ces 16 millions de personnes n'ait décidé de pratiquer le Falun Gong, malgré l'avertissement de M. Li aux malades mentaux de ne pas le faire ?

Étant donné que tous les documents relatifs au Falun Gong sont disponibles gratuitement sur Internet et qu'il n'existe aucune organisation, direction ou carte de membre, n'importe qui peut se lancer dans la pratique du Falun Gong. Cependant, les personnes atteintes de maladie mentale ne peuvent pas vivre selon les principes du Falun Gong et ne pourront pas bénéficier des bienfaits du Falun Gong pour leur santé. Ainsi, elles continueront inévitablement de souffrir des mêmes symptômes et des mêmes défis qu'avant.

Le gouvernement chinois s'est également trompé en affirmant que certains des « 1400 décès » présumés sont des suicides provoqués par le Falun Gong. Tout d'abord, on peut dire que là où il y a suicide, il y a trouble de l'équilibre mental ; il s'agit très probablement d'une forme de maladie mentale, qu'elle soit courante (comme la dépression) ou grave (comme la psychose). Tout comme il n'y a aucune base médicale connue permettant d'affirmer que le Falun Gong pourrait induire une maladie mentale, il n'y a aucune preuve que le Falun Gong conduit au suicide.

Néanmoins, sur cette question, le gouvernement chinois a tenté de faire porter le chapeau au Falun Gong. À plusieurs reprises, des lettres prétendument de M. Li Hongzhi ont été créées de toutes pièces

par les services gouvernementaux. Ces lettres contenaient diverses déclarations absurdes, telles que « assurez-vous de venir à tel ou tel endroit à telle date pour le suicide collectif » ou « il est temps pour nous de quitter ce monde ». Ces fausses lettres tentaient de pousser des pratiquants au suicide, un crime punissable dans la plupart des pays. Pourtant, aucun pratiquant ne s'est jamais présenté à aucune de ces dates.

A3.2.2 Les enseignements du Falun Gong sur la médecine et les traitements médicaux

Pour être plus précis, le Falun Gong est ce qu'on appelle une « cultivation et pratique » (*xiulian*), très proche du « développement personnel » en Occident, même si, de manière plus générale, il s'agit d'une forme de pratique de qigong, car il comprend cinq exercices de qigong doux. En tant que cultivation et pratique, la méthode du Falun Gong met l'accent sur l'élévation du *xinxing* (caractère moral, ou « nature du cœur et de l'esprit ») de la personne. La cultivation du *xinxing* est principalement une question d'assimilation à la nature essentielle de l'univers : Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍). Cette assimilation est l'objectif de la cultivation et pratique, qui permet au pratiquant de développer sa sagesse et d'atteindre « l'éveil », une aspiration fondamentale des pratiques spirituelles orientales, telles que le taoïsme, le bouddhisme, etc.

Le but du Falun Gong n'est donc pas la santé et la forme physique, comme dans les pratiques de qigong conventionnelles. Néanmoins, avec la pratique du Falun Gong, la guérison arrive souvent comme une conséquence de la cultivation du *xinxing*. C'est pourquoi de nombreuses personnes ont été attirées par le Falun Gong pour ses capacités de guérison.

M. Li Hongzhi a clairement indiqué à de nombreuses reprises que le but de la pratique du Falun Gong n'est pas de guérir ses maux. Il a été explicite à ce sujet dans ses écrits et ses conférences et a refusé d'admettre des patients gravement malades à ses conférences ou à ses cours.

Dans le livre de Falun Gong le plus lu, *Zhuan Falun*, M. Li déclare : « Je ne parlerai pas ici du traitement des maladies ; d'ailleurs nous ne traitons pas les maladies. » (page 3) Il poursuit plus loin : « Certains sont venus ici uniquement pour se faire soigner. Les personnes atteintes de maladies graves, nous ne les admettons pas à notre stage, car elles sont incapables d'abandonner leur désir d'être soignées, elles sont incapables d'abandonner la pensée qu'elles sont malades. [...] Pour lui, il n'est pas possible de cultiver et pratiquer. » (page 41)

De même, M. Li a déclaré que les patients atteints de maladies mentales graves (psychose) ne peuvent pas assister à ses cours ni pratiquer le Falun Gong, car ils sont incapables de se contrôler. Une exigence stricte pour la pratique du Falun Gong (et qui n'est pas différente du qigong en général) est que l'on doit avoir un contrôle de soi, à la fois mental et physique. Il doit y avoir une vigilance mentale, et on doit être conscient de l'endroit où l'on se trouve et de ce que l'on fait à tout moment. Si l'on ne peut pas satisfaire à ces exigences, on ne peut pas se conduire selon les critères d'un pratiquant. M. Li a été ferme : les personnes souffrant de psychose et autres pathologies analogues doivent chercher de l'aide ailleurs.

Une deuxième question qui doit être clarifiée est la relation entre la pratique du Falun Gong et la prise de médicaments. Le gouvernement chinois a affirmé à maintes reprises que M. Li interdisait à tous les pratiquants de Falun Gong de prendre des médicaments. Dans le feu de la répression du Falun Gong, le journal anglais *China Daily*, dirigé par le gouvernement chinois, a publié quatre articles dénigrants le Falun Gong et M. Li. Pour la campagne anti-Falun Gong, obliger les « pratiquants » à ne pas prendre de médicaments est censé être le plus grand crime. De tels reportages embrouillent complètement la question, tout en suggérant une dépendance de type sectaire et la privation du choix personnel. Peu importe que cela déforme clairement ce que M. Li a enseigné et la façon dont les pratiquants considèrent ses enseignements.

Réfléchissez aux propres mots de M. Li sur la question de la prise de médicaments, comme indiqué dans *Falun Gong de Chine* (le premier livre de présentation). En réponse à la question : « Un

pratiquant a-t-il encore besoin de médicaments ? » M. Li a répondu : « C'est là qu'intervient son sens de l'éveil. » Aussi, dans une conférence de 1997 à New York qui a été lue depuis par presque tous les pratiquants, M. Li a déclaré : « Une personne ordinaire a besoin de prendre des médicaments quand elle tombe malade. Tandis que pour un pratiquant, je n'ai pas non plus l'intention de t'obliger à ne pas prendre de médicaments. » Il a également ajouté : « Certaines personnes veulent faire du tort à *Dafa* et sur la question de ne pas prendre de médicaments, elles disent : "Nous n'avons pas le droit de prendre des médicaments une fois que nous commençons à pratiquer ce gong." En fait, ce n'est pas que je ne vous permette pas de prendre des médicaments.³⁷⁵ » Néanmoins, le gouvernement et les médias chinois ont traduit ces enseignements dans un sens exactement opposé.

La confusion sur cette question provient du fait que de nombreux pratiquants de Falun Gong choisissent de ne plus prendre de médicaments après avoir commencé la cultivation et la pratique. Le terme clé ici est « choisir ». Comme dans toutes les autres facettes de la pratique du Falun Gong, la manière dont on gère sa santé est un choix libre. Comme la plupart des pratiquants de Falun Gong deviennent ou sont en bonne santé, ils choisissent de ne pas prendre de médicaments simplement parce qu'ils ne sont plus nécessaires.

A3.2.3 Comment le régime chinois a piégé le Falun Gong

1) Les autorités chinoises admettent que les reportages étaient pure invention

Zhang Zhiwen a tué son enfant, puis s'est suicidée, comme le prétend un journal contrôlé par le Parti. L'article a été réimprimé par de nombreux autres organes de presse. Le seul problème est que des enquêteurs indépendants ont découvert que Zhang n'avait jamais existé.

Hai Tao, un journaliste de Voice of America, a déposé cette note depuis Los Angeles : « Depuis que le gouvernement chinois a commencé à réprimer le Falun Gong en juillet 1999, toutes les agences de presse gérées par l'État ont commencé à attaquer le Falun Gong, son fondateur et ses principaux membres. »

Le 28 novembre, un rapport spécial rédigé par Li Xingang a été publié dans le journal L'ouvrier de Xi'an. L'article rapportait que Zhang Zhiwen, une femme vivant dans la région de Wei'nan, dans la province du Shanxi, avait brûlé sa fille de six mois et s'était ensuite suicidée en s'immolant par le feu, protestant ainsi contre la répression du Falun Gong par le gouvernement.

Ce rapport a fait sensation dans tout le pays et a été repris par de nombreux journaux à Shenzhen, Harbin, Shanghai et ailleurs. Le Centre d'information pour les droits de l'homme et les mouvements démocratiques de Hong Kong ont enquêté et ont découvert que l'article était une pure invention.

Le centre a déclaré, citant des fonctionnaires chinois, que les personnes, le lieu, le temps et l'histoire dans ce rapport étaient tous inventés. Un fonctionnaire s'appelant Wu, de la Commission des affaires politiques et juridiques de Weinan, dans la province du Shanxi, a déclaré qu'il n'y avait absolument aucun suicide par brûlure et que,

par ailleurs, il n'existait aucune femme du nom de Zhang Zhiwen. De plus, de nombreuses agences de presse en Chine les ont appelés pour vérification et ont obtenu la même réponse.

Lorsque les pratiquants de Falun Gong ont demandé à l'auteur de l'article de L'ouvrier de Xi'an pourquoi il avait inventé cette « information », la réponse de l'auteur a été la suivante : « J'écrivais une fiction. »

2) Une famille nie que la mère est décédée à cause du Falun Gong

La télévision publique chinoise a largement rendu publique la mort de Ma Jinxiu comme l'un des « 1400 cas de décès dus au Falun Gong ».

Quand son mari a eu connaissance de ces informations, il a déclaré : « Ce n'est pas vrai. Elle souffrait de diabète depuis près de vingt ans et a eu deux fois un accident vasculaire cérébral avant de pratiquer le Falun Gong.³⁷⁶ » La fille de Mme Ma, Jin Youming, a écrit un article pour expliquer la mort de sa mère³⁷⁷ :

« Ma mère est clairement décédée d'un anévrisme cérébral. Pendant son hospitalisation, elle a été soignée et a pris tous les médicaments et injections prescrits par ses médecins, mais elle est quand même décédée. Alors pourquoi n'ont-ils pas dit qu'elle était décédée des suites de son traitement à l'hôpital ? Comment les autorités ont-elles pu dire qu'elle était morte de la pratique du Falun Gong juste parce qu'elle avait pratiqué le Falun Gong à un moment donné ? »

3) La mère d'un homme qui s'est suicidé met les choses au clair³⁷⁸

La mère d'un homme qui s'est suicidé raconte la vérité sur la mort de son fils et la contrainte à laquelle sa belle-fille veuve a été soumise :

« Je m'appelle Xia Zurong. Mon mari et moi sommes tous deux pratiquants de Falun Dafa. Je suis la mère de Long Gang, qui s'est suicidé en se jetant dans une rivière. Sa mort a été signalée par la télévision centrale chinoise (CCTV) comme l'un des "1400 cas de décès" faussement attribués au Falun Gong. Nous vivons au 70, rue Shuangqiao, dans le village de Shuangshi, district de Yongchuan, à Chongqing.

« En tant que parents, nous sommes bien placés pour savoir si notre fils avait un problème mental, et il en avait effectivement un. Au moment où il a sauté dans la rivière, il avait un épisode psychotique, qui n'avait rien à voir avec le Falun Gong. En tant que ses parents, nous devons dire ce qui est vrai. Nous ne pouvons pas, contre notre conscience, regarder le gouvernement utiliser notre fils pour diffamer Dafa.

« Après la mort de notre fils, un journaliste s'appelant Du est venu interviewer ma belle-fille, lui demandant de prétendre que son mari était un pratiquant de Falun Gong. Le journaliste a écrit sur une feuille de papier des mots calomniant le Falun Gong et lui a dit de les lire. À ce moment-là, ma belle-fille a cédé à leur pression et a fait ce qu'on lui a dit de faire. Le lendemain, elle a reçu 200 yuans en espèces. Ceux qui font le mal utilisent souvent l'argent pour acheter la conscience des gens et les manipuler pour qu'ils fassent le mal. Mon petit-fils (l'enfant de mon fils décédé) a même appris à calomnier Dafa.

C'est ainsi que cette "information" a été inventée et est passée à la télévision. »



À PROPOS DU FALUN DAFU

Le Falun Dafa, également appelé Falun Gong, est une méthode ancestrale et de haut niveau de cultivation de soi basée sur le principe de l'univers, Authenticité-Bienveillance-Tolérance (真善忍). Tous les enseignements originaux du Falun Dafa sont dans le livre principal *Zhuan Falun*. Selon le *Zhuan Falun*, la cultivation de son esprit et de son caractère est la clé pour augmenter le Gong (puissance énergétique).

Le Falun Dafa comprend également la cultivation du corps, qui est accomplie en pratiquant les cinq exercices méditatifs de Dafa et en cultivant son caractère.



Graphiques et Photos



法 輪 大 法 好

Mai 1992 – Juillet 1999

C'est en mai 1992, en Chine, que le Falun Gong a été présenté pour la première fois.

Il s'est rapidement répandu par le bouche-à-oreille en raison de son principe (Authenticité-Bienveillance-Tolérance) et son impact remarquable sur la santé et la forme physique.

En juillet 1999, sept ans plus tard, il y avait 100 millions de personnes, soit un Chinois sur dix environ, qui pratiquaient le Falun Gong.

羊城晚报

1998年11月10日 星期二

http://www.ycwb.com.cn 邮发代号 6646号

YANGCHENG WANBAO

1998年11月10日 星期二
农历戊寅年九月廿二
小暨: 农历十月十四日
今日16版
(第三版) 广州地区20版
E-mail: ycwb@ycwb.com



老少皆练法轮功

8日早上, 广东省体育武术协会有关领导到广州烈士陵园等处, 观看了5000法轮功爱好者的晨练活动。练功者来自各行各业, 年龄最大的93岁(左下图), 最小的仅两岁(上图)。

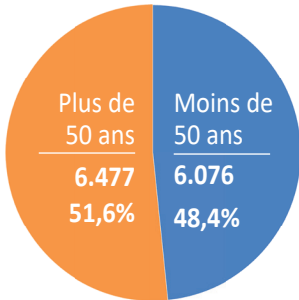
据介绍, 目前, 广东省有近25万人修练此功法。在练功现场, 体委的同志询问了几位法轮功的受益者, 他们的修练故事非常感人。有一位叫林梅英的女士介绍说, 她是广州皮革通威有限公司统计员, 原患高位瘫痪, 全身70%部位麻木失灵, 大小便失禁。修练了法轮功以后, 不久便可以站立, 尔后又可以行走, 见她现在的样子红光满面, 练功的劲作真足自如。

法轮功强调传功不收费, 义务教功。

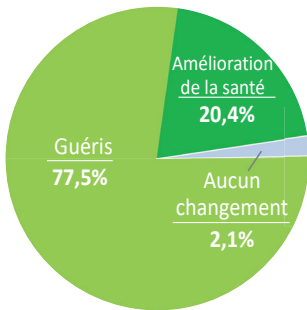
孙霞 晓明 摄影报道

Avant juillet 1999, chaque jour à l'aube, avant de se rendre au travail ou à l'école de nombreuses personnes se rendaient dans un parc pour faire les exercices de Falun Gong. La scène était belle et sereine. Cependant, les médias chinois ont rarement rendu compte de ce phénomène. L'article ci-dessus, tiré d'un journal de Guangzhou, intitulé « Des gens de tous âges pratiquent le Falun Gong », est une pièce rare qui montre la situation réelle du Falun Gong.

97,9% ont vu leur santé s'améliorer



Un sondage sur la santé mené en 1998 à Pékin, en Chine a montré que 97,9 % des personnes ayant étudié le *Zhuan Falun*, le livre principal du Falun Gong, et pratiqué les cinq exercices de Falun Gong ont vu leur santé s'améliorer.



Parmi les 12 553 pratiquants qui ont participé à ce sondage, 51,6 % avaient plus de 50 ans et 48,4 % avaient moins de 50 ans.

Parmi les personnes interrogées, 10 475 souffraient d'une ou plusieurs maladies. Après avoir pratiqué le Falun Gong pendant une période allant de deux mois à trois ans, 77,5 % des personnes qui souffraient de maladies se sont rétablies, et 20,4 % ont déclaré qu'elles allaient mieux.



Les pratiquants font les exercices de Falun Gong sur l'île Lantau, Hong Kong, avant le début de la persécution.



Pratique collective des exercices à Guangzhou avant le début de la persécution. Sur la banderole on peut lire : « Site d'enseignement bénévole du Falun Dafa. »



Des gens de tous les horizons se rassemblent dans les parcs publics pour faire les exercices de Falun Gong. La photo ci-dessus a été prise à Chengdu, province du Sichuan, au début de l'année 1999.



Prix remis à M. Li Hongzhi, le fondateur du Falun Gong, lors du De Juillet Salon oriental de la santé à Pékin en 1993.



明慧網
MINGHUI.ORG

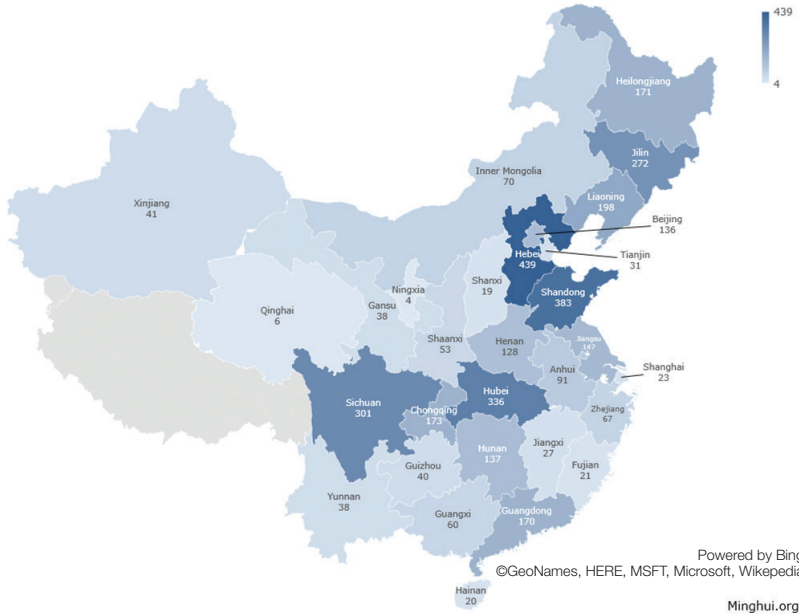
法輪大法好

De juillet 1999 à aujourd'hui

Note à l'attention du lecteur : Les données de cette section n'incluent que les cas que Minghui.org a réussi à rapporter pendant la persécution actuelle en Chine.

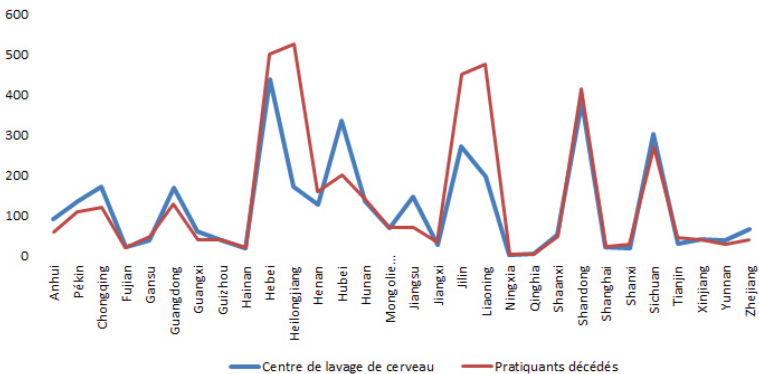
En raison de la censure et de la persécution du Falun Gong par le PCC, de tels reportages présentent de grandes difficultés et de grands risques. Par conséquent, ces chiffres ne reflètent probablement qu'un petit sous-ensemble de tous les cas qui se sont produits, et beaucoup d'autres doivent encore être compilés et signalés par nos équipes.

Nombre de centres de lavage de cerveau par province



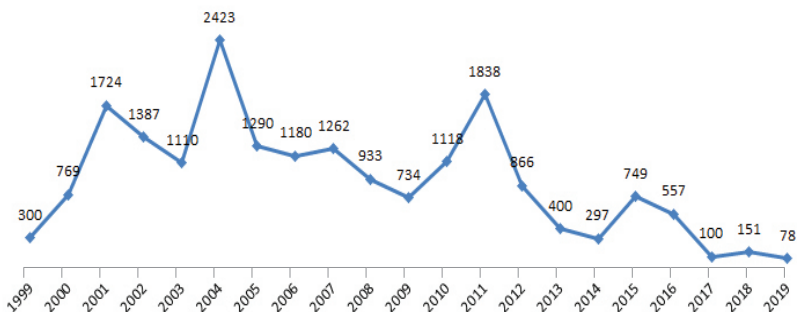
Centres de lavage de cerveau vs pratiquants décédés

Minghui.org



Nombre de pratiquants de Falun Gong emmenés dans des centres de lavage de cerveau par année

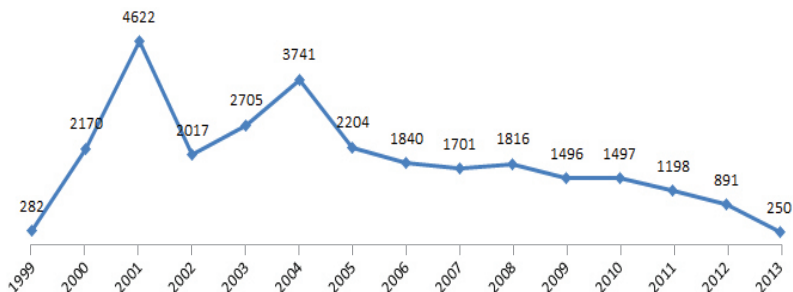
Cas documentés de juillet 1999 à juillet 2019



Nombre de pratiquants de Falun Gong emmenés dans des camps de travaux forcés par année

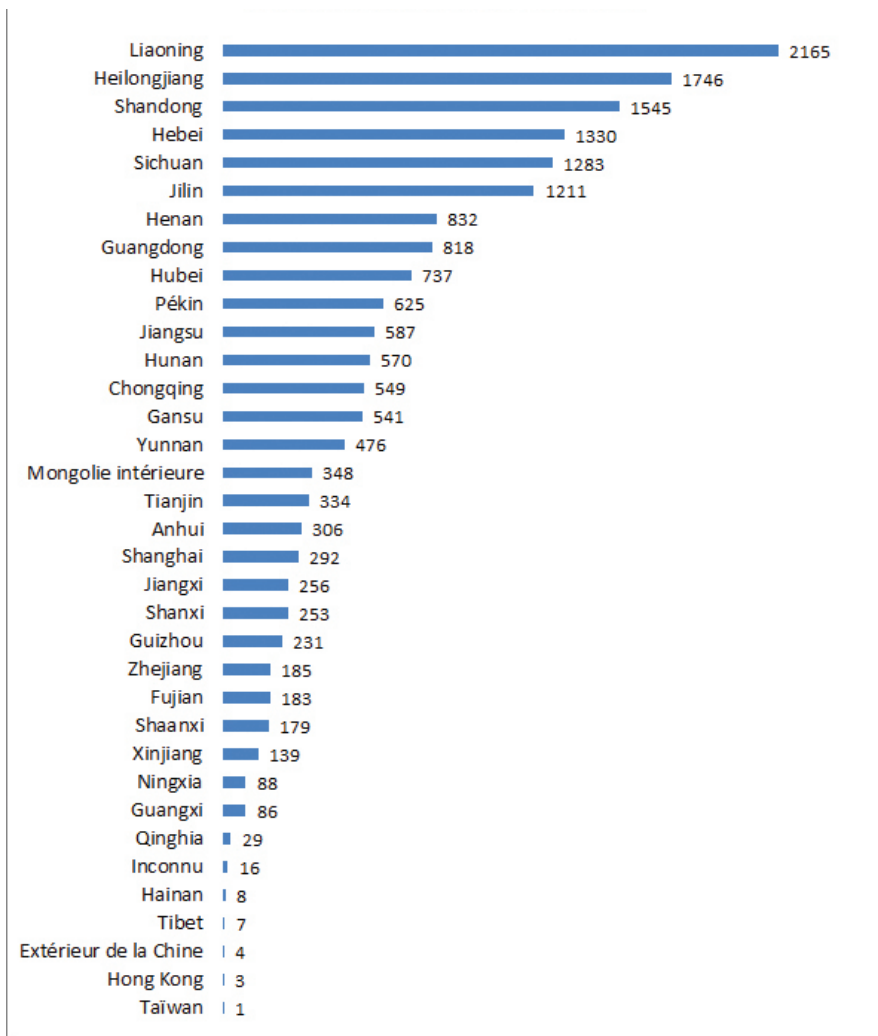
Cas documentés de 1999 à 2013

Note: Les camps de travaux forcés ont été officiellement abolis en 2013



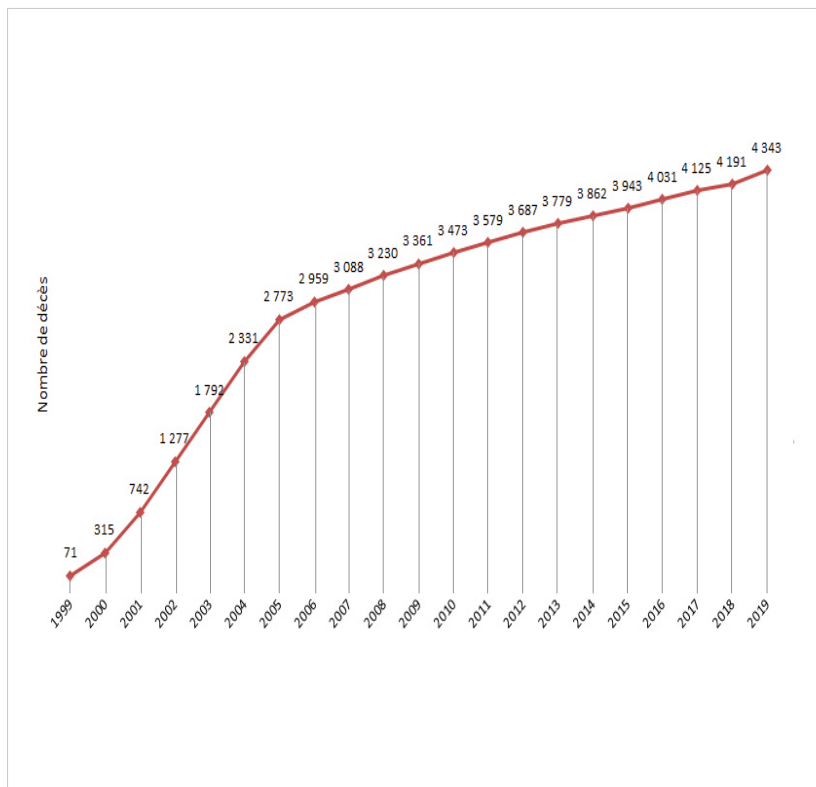
Nombre de pratiquants de Falun Gong condamnés par région

Cas documentés de juillet 1999 à juillet 2019



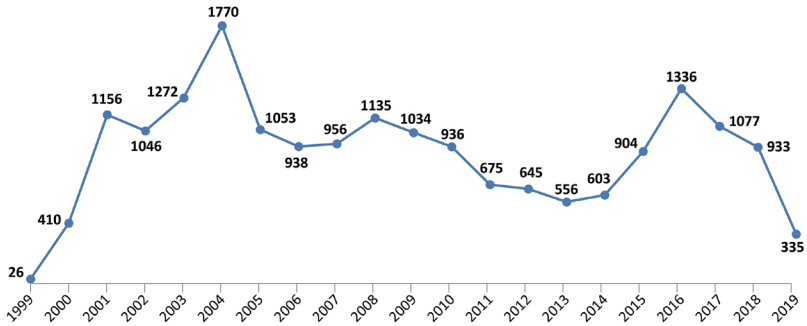
Total cumulé de pratiquants de Falun Gong persécutés à mort

Cas documentés au 10 septembre 2019



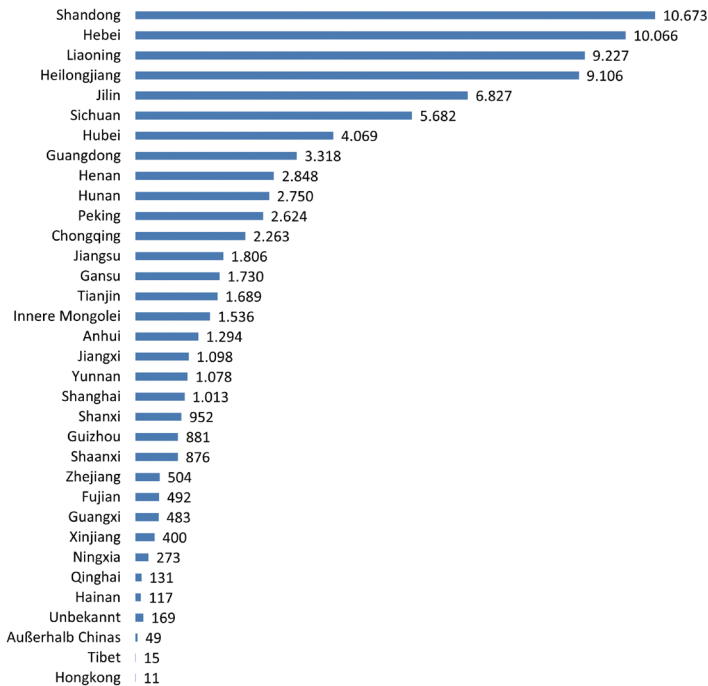
Nombre de pratiquants de Falun Gong condamnés par année

Cas documentés de juillet 1999 à juillet 2019



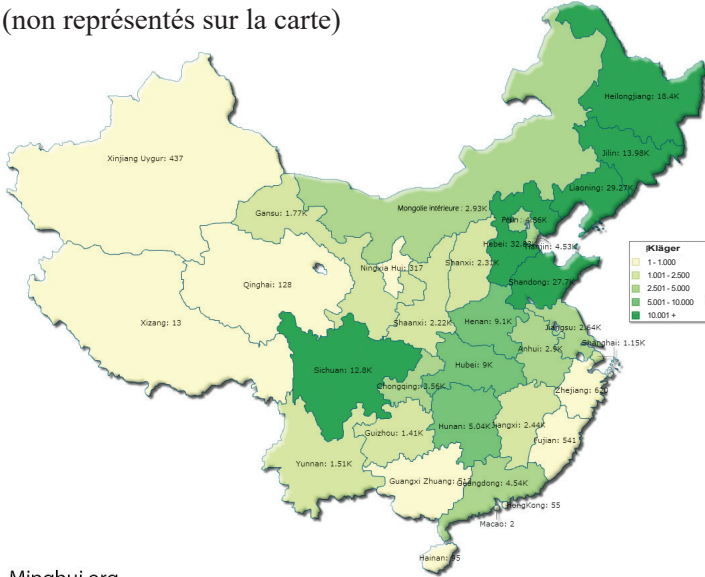
Nombre de pratiquants de Falun Gong arrêtés par région

Cas documentés de juillet 1999 à juillet 2019



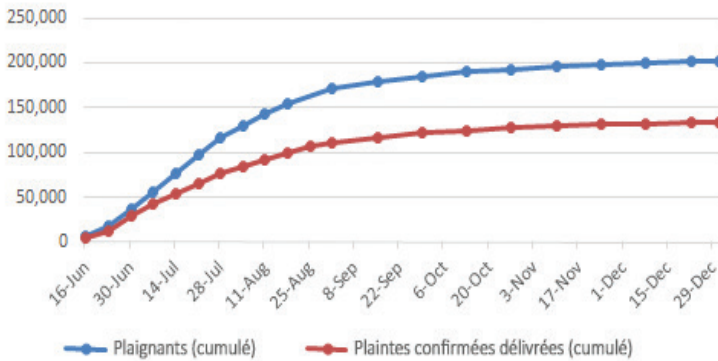
201 803 plaignants ayant poursuivi Jiang Zemin en justice au 31 décembre 2015

Y compris 2189 plaignants hors de Chine (non représentés sur la carte)



Minghui.org

Poursuites judiciaires contre Jiang Zemin Au 31 décembre 2015





Après que des pratiquants de Falun Gong ont été battus et arrêtés à Tianjin, des pratiquants se sont alignés devant le Bureau national des appels à côté de l'enceinte du gouvernement central à Pékin. Ils se tenaient tranquillement sur le trottoir, lisant des livres et attendant d'être reçus par les fonctionnaires. Par la suite, le PCC a injustement dépeint cet appel pacifique du 25 avril 1999, et l'a utilisé pour justifier la persécution du Falun Gong. (Voir l'annexe 1 pour plus de détails).



Les camps de travail étaient pour le PCC les plus commodes des installations pour persécuter le peuple chinois. Pour Minghui, ils ont été le sujet du plus grand nombre de ses reportages. En 2013, les efforts mondiaux des pratiquants de Falun Gong ont mis fin au système des camps de travail.



Des policiers en civil arrêtent un pratiquant sur la place Tiananmen à Pékin. Historique : En juillet 1999, les bureaux des appels du gouvernement chinois ont commencé à arrêter les pétitionnaires du Falun Gong au lieu d'entendre leur cas. Se retrouvant sans aucun endroit où se rendre, de nombreux pratiquants sont allés dans des endroits publics pour dire aux gens à quel point ils avaient bénéficié du Falun Gong dans leur vie et pour dénoncer la brutalité de la persécution.



Illustration : Un pratiquant se fait brûler avec un fer chaud et des cigarettes. Le PCC utilise couramment plus de cent types de torture pour forcer les pratiquants à renoncer au Falun Gong.



M^{me} Gao Rongrong, une comptable de Shenyang, province du Liaoning, a été défigurée par des policiers qui l'ont torturée pendant sept heures en lui infligeant des décharges électriques. Son visage était couvert d'ampoules et ses cheveux étaient pleins de pus et de sang. Elle pouvait à peine ouvrir les yeux, car son visage était gonflé, et sa bouche était très enflée et déformée. Le but des mauvais traitements de la police était de la forcer à dénoncer le Falun Gong.

M^{me} Gao a été tuée à l'âge de 37 ans.

En 2015, en Chine, les deux sœurs de M^{me} Gao, qui pratiquent également le Falun Gong, ont déposé une plainte contre Jiang Zemin, le dirigeant du PCC qui a instauré la persécution.



M. Wang Chan, 39 ans, travaillait au siège de la Banque populaire de Chine et était très estimé par ses amis et collègues.

Après le début de la persécution, il a écrit une lettre pour demander à Jiang Zemin de mettre fin à la persécution. Fin 1999, avec l'approbation personnelle de Jiang Zemin, la police de Pékin a détenu M. Wang pendant trois mois sans aucune raison.

M. Wang a perdu son emploi. Au cours des trois années qui ont suivi, il s'est rendu dans plus de dix provinces et a mis en place des canaux de communication entre les pratiquants de ces régions et Minghui.org, permettant aux personnes à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine de recevoir des informations en temps réel sur les persécutions. Les autorités chinoises ont offert une récompense de 100 000 yuans pour sa capture. En août 2002, M. Wang Chan a été arrêté et torturé à mort.



M^{me} Chen Zixiu, ouvrière à la retraite et veuve, originaire de la ville de Weifang, province du Shandong, a été détenue dans un centre de lavage de cerveau pendant le Nouvel An chinois et battue à mort le 21 février 2000, à l'âge de 58 ans.

La veille de sa mort, M^{me} Chen refusait encore de renoncer au Falun Gong. Au lieu de cela, elle a maintenu que la pratique du Falun Gong était son droit. Ses deux enfants ont essayé de demander justice pour

elle, mais aucun avocat n'a voulu se charger du dossier.

Le 23 avril 2000, la fille de M^{me} Chen, M^{me} Zhang Xueling, 32 ans, a accepté un entretien avec Ian Johnson, un journaliste du *Wall Street Journal*. M^{me} Zhang a été arrêtée pour « divulgation de secrets d'État » et a ensuite été emmenée dans un camp de travaux forcés pour une période de trois ans.



M^{me} Chen Shulan (rangée du fond, deuxième à partir de la droite) a perdu ses deux parents, deux frères et une jeune sœur à cause de la persécution. M^{me} Chen est la seule survivante, et elle a été condamnée à deux reprises pour un total de onze ans et demi de prison, où la torture lui a infligé des blessures débilantes.



Les pratiquants tiennent des banderoles portant les mots « Authenticité-Bienveillance-Tolérance », le principe fondamental du Falun Gong. En 1999, après le début de la persécution, cette forme de protestation pacifique était courante sur la place Tiananmen à Pékin.



En novembre 2001, alors que les pratiquants de Falun Gong dans plus de 80 pays essayaient d'aider les pratiquants en Chine à faire passer le message et de mettre fin à la persécution, 36 pratiquants occidentaux se sont réunis sur la place Tiananmen pour dire aux gens que le « Falun Dafa est bon ».



Le 14 avril 2016, M^{me} Yin Liping a témoigné lors d'une audience du Congrès américain en tant que survivante du tristement célèbre camp de travail de Masanjia en Chine, où les gardiens ont permis à des détenus masculins de violer collectivement 18 pratiquantes de Falun Gong, ce qui a entraîné la mort, l'invalidité ou un traumatisme mental aux victimes.



Le 17 juillet 2019, M^{me} Zhang Yuhua, pratiquante de Falun Gong, parle avec Donald Trump, président des États-Unis. M^{me} Zhang Yuhua faisait partie des 27 survivants de persécutions religieuses qui étaient à Washington DC pour assister à la deuxième Conférence ministérielle pour la promotion de la liberté religieuse, qui s'est tenue au Département d'État des États-Unis.



À Qingdao, province du Shandong, un inconnu a écrit en noir « Je suis d'accord » sur un auto-collant sur lequel on peut lire « La Chine entière [devrait] poursuivre Jiang Zemin en justice » (Photo prise en 2017).



Un client sur un marché fermier à Jiamusi, province du Heilongjiang, reçoit un calendrier de Minghui. En Chine, les pratiquants distribuent souvent des dépliants et des souvenirs pour informer les gens des persécutions qui se produisent autour d'eux, et dissiper la désinformation sur le Falun Gong propagée par les médias contrôlés par l'État. (Photo prise en 2015)



Exemples de périodiques de Minghui disponibles en ligne pour téléchargement, impression et distribution dans presque toutes les villes en Chine et ailleurs, y compris aux États-Unis, à Hong Kong et en Corée du Sud.



Les pratiquants de Falun Gong bravent le froid de l'hiver devant le consulat chinois à Irkoutsk, en Russie. Les pratiquants du monde entier ont établi une présence devant les ambassades et consulats chinois pour sensibiliser les gens à la persécution. (Photo prise en 2016)



Des touristes chinois au Liberty Bell Center de Philadelphie aux États-Unis lisent des affiches sur la persécution du Falun Gong en Chine. (Photo prise en 2013)



Le 10 décembre 2014, Journée des droits de l'homme, les pratiquants ont organisé un rassemblement devant le siège social de l'ONU à New York.



Des personnes attendent en ligne pour signer la pétition condamnant l'assassinat pour leurs organes des pratiquants de Falun Gong par le PCC. (Photo prise à Madrid, Espagne, le 4 octobre 2014)



Le 18 juillet 2019, à Washington DC, des milliers de pratiquants de Falun Gong se sont rassemblés pour marquer le 20e anniversaire du début de la persécution de la pratique spirituelle perpétrée par le régime chinois.



Le 10 août 2019, des pratiquants de Berlin, Allemagne, ont organisé une marche et un rassemblement sur la Pariser Platz devant la porte de Brandebourg.



En septembre 2019, lors de la fête de la Mi-automne, des cartes de vœux ont été envoyées à Maître Li Hongzhi par les pratiquants de Falun Gong en Chine. Chaque année, Minghui.org reçoit des dizaines de milliers de vœux envoyés à Maître Li de la part des pratiquants de Falun Gong et de ses sympathisants dans le monde entier à l'occasion des fêtes traditionnelles chinoises et du 13 mai, Journée mondiale du Falun Dafa.



En 2016, dix-huit des trente-six législateurs suisses ont conjointement signé une lettre demandant au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'aider à traduire en justice l'ancien dirigeant du PCC Jiang Zemin pour la persécution du Falun Gong.



Le 13 mai 2014, pour célébrer la 15^e Journée mondiale du Falun Dafa, des gens ont pratiqué les exercices de Falun Dafa à Union Square à Manhattan.



Février 2019, de nouveaux pratiquants apprennent le cinquième exercice de Falun Gong, la méditation assise, à la librairie Tianti à Séoul, en Corée du Sud.



Les élèves d'une école tibétaine en Inde apprennent les exercices de Falun Gong. (Photo prise en 2018)



Le 3 mars 2019, les participants à une activité interreligieuse en Argentine apprennent la pratique de la méditation du Falun Gong.



La Librairie Tianti créée en 2007

Le Falun Dafa, aussi appelé Falun Gong, comprend le livre principal *Zhuan Falun* et cinq exercices méditatifs. Les livres sur le Falun Gong, la série de neuf conférences et la vidéo d'enseignement des exercices ont été traduits dans plus de 40 langues. En tant qu'organisation à but non lucratif, la Librairie Tianti propose des cours gratuits pour les nouveaux élèves. (Les horaires des cours peuvent être consultés sur Tiantibooks.org)

LE ZHUAN FALUN ET LES CINQ EXERCICES DU FALUN DAFA



Références



Références

1. « Centres de lavage de cerveau : Une branche extrajudiciaire énorme du système de détention à piliers multiples de la Chine pour détenir les pratiquants de Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/29/75064.html>, 23 mars 2019.
2. « Centres de lavage de cerveau dans la province du Hubei : “Ce que je dis est la loi” », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/4/75131.html>, 4 avril 2019.
3. « La réalité derrière la fabrication des baguettes chinoises « aseptiques » - Dénoncer le travail d’esclave à l’intérieur des camps de travail chinois (1^{re} partie) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/9/20/78187.html>, 20 septembre 2019.
4. « Exposing the Evil Nature of Jiang’s Regime : the Ordeals I Suffered under the Persecution (Part Three) », <http://en.minghui.org/emh/articles/2004/2/26/45356.html>, 26 février 2004.
5. « Un étudiant universitaire expulsé pour sa pratique du Falun Gong dénonce la persécution dont il a été victime dans le camp de travaux forcés de Tuanhe à Pékin (2^e partie) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/9/28/78260.html>, 28 septembre 2019.

世界需要真善忍

6. « Exposing Slave Labor Practices Inside Chinese Labor Camps (Part II) »,

<https://en.minghui.org/html/articles/2004/3/26/46395.html>,
26 mars 2004.

7. « La réalité derrière la fabrication des baguettes chinoises « aseptiques » – dénoncer le travail d’esclave à l’intérieur des camps de travaux chinois (3^e partie) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/9/24/78225.html>,
24 septembre 2019.

8. « Après les camps de travail, la Chine escamote ses prisons clandestines », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/7/19/48744.html>,
19 juillet 2014.

9. « Province du Heilongjiang : Les anciens gardes du camp de travail continuent de perpétrer la persécution dans le centre de désintoxication »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/5/10/47569.html>,
10 mai 2014.

10. « Des pratiquants racontent leurs épreuves dans le centre de lavage de cerveau de Qinglongshan »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/4/29/47471.html>,
29 avril 2014.

11. « 石孟文救兄嫂被绑架 再次面临非法判刑 »,

<https://www.minghui.org/mh/articles/2014/6/17/293593.html>,
17 juin 2014.

12. « Des policiers de camps de travail démantelés se regroupent pour persécuter les pratiquants de Falun Gong »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/10/11/78407.html>,
11 octobre 2019.

13. « Province du Heilongjiang : Les anciens gardes du camp de travail continuent de perpétrer la persécution dans le centre de désintoxication », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/5/10/47569.html>, 10 mai 2014.
14. « Un nouveau centre de lavage de cerveau mis en place dans un collège », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/7/5/48612.html>, 5 juillet 2014.
15. « M. Su Junyi emmené dans un centre de lavage de cerveau », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/7/2/48581.html>, 2 juillet 2014.
16. « La persécution se poursuit dans les centres de lavage de cerveau du district », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/2/24/47014.html>, 24 février 2014.
17. « Annual Report of the U.S. Commission on International Religious Freedom. », <https://www.uscirf.gov/sites/default/files/USCIRF%202014%20Annual%20Report%20PDF.pdf>, 2014.
18. « Les lourds secrets des hôpitaux psychiatriques “ankang” de Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/1/12/50847.html>, 12 janvier 2015.
19. « Les hôpitaux psychiatriques “Ankang” facilitent la torture des pratiquants de Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/26/75035.html>, 26 mars 2019.

20. « Poussée à la folie durant son emprisonnement, une jeune femme récemment retrouvée morte dans un puits », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/3/14/52030.html>, 14 mars 2015.

21. « Falun Gong press conference organiser gets 12 years: sect [See Note] », <https://en.minghui.org/html/articles/2000/2/9/8618.html>, 9 février 2000.

22. « Battue jusqu'à l'inconscience pour sa croyance, une femme est arrêtée par la police au lieu de l'agresseur », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/16/76627.html>, 16 juin 2019.

23. « Un poste de police, plusieurs morts et d'innombrables brutalités », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/23/75006.html>, 23 mars 2019.

24. « La police, le parquet et la cour violent les procédures légales pour condamner une pratiquante de Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/4/25/68818.html>, 25 avril 2018.

25. « Un homme du Shandong condamné à quatre ans et demi de prison, verdict préétabli un mois avant une audience secrète de la Cour », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/2/7/74586.html>, 7 février 2019.

26. « Quatorzième anniversaire de l'interception de la télévision d'État chinoise afin de diffuser la vérité au sujet du Falun Gong : Se souvenir d'un acte courageux », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/3/20/57125.html>, 20 mars 2016.

27. « Des pratiquantes persécutées dans la prison pour femmes du Liaoning et sa “division de la correction” », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/2/15/67466.html>, 15 février 2018.

28. « Atrocities Committed Against Practitioners at Heilongjiang Province Women’s Prison », <https://en.minghui.org/html/articles/2013/3/18/138548.html>, 18 mars 2013.

29. « Falun Gong Practitioners Tortured at Heilongjiang Women’s Prison Hospital », <https://en.minghui.org/html/articles/2013/3/29/138663.html>, 29 mars 2013.

30. « Après cinq ans d’une condamnation de sept ans, un homme de Tianjin arrive enfin à faire appel », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/4/5/62759.html>, 5 avril 2017.

31. « Une femme amenée au bord de la folie en prison demande de l’aide », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/11/25/66122.html>, 25 novembre 2017.

32. « Les autorités pénitentiaires ignorent l’agression d’un pratiquant de Falun Gong purgeant une peine de 11 ans pour sa croyance », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/10/9/78386.html>, 9 octobre 2019.

33. « Un patient victime d’un AVC emprisonné pour sa croyance se voit refuser une libération pour raisons médicales et meurt en prison », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/9/28/78261.html>, 28 septembre 2019.

34. « Une femme emprisonnée est privée de visites familiales depuis quatre mois pour avoir fait les exercices de Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/7/14/76933.html>, 14 juillet 2019.

35. « Mlle Liu Wenjuan expulsée de l'école et contrainte à l'errance pour sa pratique du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2008/4/18/24857.html>, 18 avril 2010.

36. « Une élève de lycée a été renvoyée de l'école seulement parce qu'elle a parlé de la vérité sur le Falun Dafa », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/12/4/78954.html>, 4 décembre 2019.

37. « Un jeune homme surveillé et harcelé depuis sa libération d'un camp de travaux forcés », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/11/10/65981.html>, 10 novembre 2017.

38. « L'Académie des Sciences chinoise presse un père de se retourner contre son fils pour sa pratique de Falun Dafa », <http://fr.minghui.org/html/articles/2010/5/7/32821.html>, 7 mai 2010.

39. « Un étudiant de première année détenu à Shanghai pour sa pratique du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/8/5/77162.html>, 5 août 2019.

40. « Un lycée de la province du Heilongjiang diffame le Falun Gong – une lycéenne est exclue pour avoir dit la vérité », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/11/23/78858.html>, 23 novembre 2019.

41. « 法学院违法 要求考生填写 “对法轮功的认识” (图) », <https://www.minghui.org/mh/articles/2010/4/6/221088.html>, 6 avril 2010.
42. « Un ingénieur en aéronautique ne peut plus travailler ni soutenir sa famille depuis que sa carte d'identité lui a été confisquée. », <http://fr.minghui.org/html/articles/2010/12/2/34742.html>, 2 décembre 2010.
43. « Portrait de pratiquants de Falun Gong dont les copies de leur poursuite en justice contre Jiang Zemin ont été reçues par Minghui le 14 juin 2015 », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/10/17/78473.html>, 17 octobre 2017.
44. « 父亲被迫害致死 女儿遭冤刑十三年 », <https://minghui.org/mh/articles/2016/9/8/334057.html>, 8 septembre 2016.
45. « Une entreprise de la ville de Chaoyang, province du Liaoning, est forcée de fermer ses portes en raison de la persécution du PCC (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/10/28/78596.html>, 28 octobre 2019.
46. « 遭竹签穿掌等酷刑 四川作家控告元凶江泽民 », <https://minghui.org/mh/articles/2015/10/28/318256.html>, 28 octobre 2015.
47. « Une professeure de piano ayant obtenu la restauration de sa pension a encore beaucoup de chemin à faire pour récupérer son domicile confisqué », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/3/15/52040.html>, 15 mars 2015.

48. « M^{me} Zhang Guilan raconte ses 14 années de brutale persécution (Photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2013/10/7/45197.html>,

7 octobre 2013.

49. « 当着五岁女儿的面，狱警对我拳打脚踢 »,

<http://minghui.org/mh/articles/2016/2/19/324307.html>,

19 février 2016.

50. « La police utilise des gaz lacrymogènes pour entrer par effraction dans la maison de M. Zhang Yu dans la ville de Manchuri, Région autonome de la Mongolie intérieure (Photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2009/11/1/30863.html>,

1^{er} novembre 2009.

51. « La police essaie de prendre d'assaut le domicile d'un pratiquant, trois filles demandent de toute urgence de l'aide (Photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2009/11/1/30863.html>,

1^{er} novembre 2009.

52. « La police dans la province du Heilongjiang bat brutalement les pratiquants M. Yao Tiebin et son épouse M^{me} Zhang Fengrong (Photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2009/10/18/30672.html>,

18 octobre 2009.

53. « La police refuse de rendre près de 60 000 yuans saisis à une femme du Heilongjiang emprisonnée pour sa croyance »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/8/75481.html>, 8 mai 2019.

54. « Four Falun Gong Practitioners in Qinhuangdao Given Long Prison Terms for Their Faith, a Non-practicing Family Member Also Convicted »,

<http://en.minghui.org/html/articles/2019/1/28/174791.html>,

28 janvier 2019.

55. « Vingt-sept années de service effacées du régime de retraite d'un homme emprisonné pour sa foi »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2016/10/15/60058.html>,
15 octobre 2016.

56. « Un homme dans les soixante-dix ans arrêté pour avoir refusé de renoncer à sa foi »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2016/7/22/58697.html>,
22 juillet 2016.

57. « Une femme du Liaoning se voit refuser les visites de sa famille ces derniers mois »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2017/8/12/64729.html>,
12 août 2017.

58. « 大庆恶警刁难、阻挠大法弟子办身份证 »,
<https://www.minghui.org/mh/articles/2008/10/16/187820.html>,
16 octobre 2008.

59. « 江西章有亮、付金云申请护照连续三年被拒 (图) »,
<http://minghui.org/mh/articles/2007/10/19/164829.html>,
19 octobre 2007.

60. « Le PCC persécute le Falun Gong en empêchant les pratiquants de quitter la Chine (Photo) »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2007/4/17/20666.html>,
17 avril 2007.

61. « Une femme du Heilongjiang condamnée à sept ans de prison après son arrestation pour repérage de sa carte d'identité »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/16/75253.html>,
16 avril 2019.

62. « M. Guan Yunzhi raconte la persécution qu'il a endurée »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2016/3/3/56979.html>, 3 mars 2016.

63. « 二零一二年四月二十日大陆综合消息 »,
<http://minghui.org/mh/articles/2012/4/20/255917.html>, 20 avril 2012.

64. « 龙口市邮局和“六一零”狼狈为奸迫害顾客 »,
<http://minghui.org/mh/articles/2008/9/26/186587.html>,
26 septembre 2008.

65. « Un pauvre fermier arrêté après avoir fait un don lors de la crise du tremblement de terre à Sichuan »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2008/8/21/26182.html>,
21 août 2008.

66. « Une femme du Shandong condamnée à la prison pour avoir partagé un fichier audio du Falun Gong sur les médias sociaux »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2017/12/29/66448.html>,
29 décembre 2017.

67. « La police de la ville de Huili dans la province du Sichuan appâte les enfants avec de l'argent pour lui servir d'“agents secrets” »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2007/2/24/20119.html>,
24 février 2007.

68. « 吉林省辽源市法轮功学员丁晓霞遭迫害经历 »,
<https://minghui.org/mh/articles/2019/4/10/384948.html>, 10 avril 2019.

69. « 中共空军强迫家属填写调查表诽谤法轮功（图） »,
<https://www.minghui.org/mh/articles/2010/3/24/220327.html>,
24 mars 2010.

70. « Empoisonnée par le parti communiste chinois, la fille dénonce sa mère, Mme Hu Lingying, et l'attaque (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/6/7/21268.html>, 7 juillet 2007.

71. « “荣誉证书” 背后的罪恶 » <https://minghui.org/mh/articles/2018/4/27/364489.html>, 27 avril 2018.

72. « Une mère battue à mort par son fils pour sa pratique du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/12/6/72526.html>, 6 décembre 2018.

73. « Des instants de vie familiale avant et après la persécution du Falun Dafa », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/1/29/61705.html>, 29 janvier 2017.

74. « 一名 10 岁美国学生看到的今日中国 », <https://minghui.org/mh/articles/2001/3/25/9322.html>, 25 mars 2001.

75. « The Les Presses Chinoises Falun Gong Slander/Hate Propaganda Case: How Jiang Exports Hate Propaganda Through Official Channels » <http://en.minghui.org/html/articles/2004/2/25/45469.html>, 25 février 2004.

76. « La vérité derrière le “Million de signatures” contre le Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/9/8/49213.html>, 8 septembre 2014.

77. « 50 人发表声明——声明强化洗脑作废 », <https://minghui.org/mh/articles/2001/3/4/8702.html>, 4 mars 2001.

78. « Where Do the “Million Signatures” Come From ? », <https://en.minghui.org/emh/articles/2001/3/9/5796.html>, 9 mars 2001.

79. Ibid.

80. « Rapport d'enquête sur le rôle de l'Association Anti-Secte Chinoise (AASC) dans la persécution du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2004/4/15/9449.html>, 15 avril 2004.

81. « Chinese Elementary School Textbook Uses Staged “Self-Immolation” Incident to Incite Children to Hate Falun Gong (Photos) », <https://en.minghui.org/emh/articles/2005/2/22/57795.html>, 22 février 2005.

82. « Exposing the Evil Acts Committed By the So-Called “Anti-Cult Association” in the Shenli Oil Fields », <https://en.minghui.org/emh/articles/2004/12/8/55371.html>, 8 décembre 2004.

83. « Hebei Province 610 Office Utilizes the Yanzhao Evening Post to Compile and Spread Lies », <https://en.minghui.org/emh/articles/2005/2/18/57663.html>, 18 février 2005.

84. « The Suffering of Children in the Persecution of Falun Gong (Part 1) », <https://en.minghui.org/emh/articles/2004/5/1/47604.html>, 1^{er} mai 2004.

85. « Children Persecuted by the CCP », <https://en.minghui.org/html/articles/2013/9/24/142375.html>, 24 septembre 2013.

86. Ibid.

87. « Une jeune fille de 18 ans Zhang Yichao, originaire de Huolin-guole en Mongolie intérieure, est morte sous les persécutions qui lui ont été infligées ainsi qu'à sa famille », <http://fr.minghui.org/html/articles/2005/5/24/13180.html>, 24 mai 2005.

88. « Practitioner Mrs. Fu Guiying Dies From Persecution After Her 18-year-old Daughter Passes Away », <https://en.minghui.org/emh/articles/2006/1/5/68687.html>, 20 avril 2005.
89. « 苦难中的童年岁月 (一) », <https://minghui.org/mh/articles/2013/11/13/282322.html>, 13 novembre 2013.
90. « Jetés à la rue : La situation des orphelins résultant de la persécution du Falun Gong (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2005/1/26/12176.html>, 26 janvier 2005.
91. « Pu Yonghe, le fils d'une pratiquante de Dafa décédée, M^{me} Cui Zhengshu, vit avec son père et sa grand-mère à Jilin (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2010/2/28/32211.html>, 28 février 2010.
92. « La situation de l'orphelin Wu Yingqi (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2008/7/15/25742.html>, 15 juillet 2008.
93. « Des larmes au moment où les familles se réunissent – au nom des orphelins sans défense du Falun Gong (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/2/26/20141.html>, 26 février 2007.
94. « Xiaolong's Bitter Childhood (Photos) », <https://en.minghui.org/emh/articles/2006/11/13/79873.html>, 13 novembre 2006.

95. « Les paroles d'un petit garçon de 5 ans de la province du Jilin : « Ma maman me manque – Je veux que ma maman et mon papa reviennent ! » (Photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2005/2/23/12446.html>,
23 février 2005.

96. « 一位狱中母亲的牵挂 »,

<https://minghui.org/mh/articles/2018/1/12/359542.html>,
12 janvier 2018.

97. « Une famille jadis heureuse est déchirée »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/10/22/49862.html>,
22 octobre 2014.

98. « Une adolescente est devenue folle après avoir été forcée de regarder ses parents être torturés par la police »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/11/1/72160.html>,
1^{er} novembre 2018.

99. « Un étudiant persécuté jusqu'à l'effondrement mental pour sa pratique du Falun Gong »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2009/10/29/30816.html>,
29 octobre 2009.

100. « Zhang Conghui, une pratiquante de 18 ans torturée jusqu'à l'effondrement mental »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2004/7/6/10350.html>, 6 juillet 2004.

101. « Quels crimes ces enfants ont-ils commis ? »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2010/7/2/33436.html>, 2 juillet 2010.

102. « Une fillette de dix ans brutalement battue et enfermée dans une cage en fer par la police », <http://fr.minghui.org/html/articles/2008/9/11/26422.html>, 11 septembre 2008.

103. « “610 Office” Personnel of Chongqing City Persecute a Thirteen-year-old Girl », <https://en.minghui.org/emh/articles/2004/3/22/46293.html>, 22 mars 2004.

104. « Un garçon de treize ans battu par la police alors qu’il allait chercher sa mère au Bureau de la sécurité publique (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2006/11/17/19057.html>, 17 novembre 2006.

105. « La fille d’un pratiquant maltraité est aussi victime de violence à l’école ; elle poursuit Jiang Zemin en justice », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/10/27/55083.html>, 27 octobre 2015.

106. « 黑龙江富裕县大法弟子王爱荣被绑架经过 », <https://minghui.org/mh/articles/2006/10/12/139955.html>, 12 octobre 2006.

107. « Un bureau judiciaire bloque la libération conditionnelle d’un homme dans un état critique », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/10/76563.html>, 10 octobre 2019.

108. « Un prisonnier de huit mois », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/8/28/49110.html>, 28 août 2014.

109. « Pourquoi une fillette de six ans a-t-elle été détenue deux fois ? »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2006/8/17/17980.html>,
17 août 2006.

110. « Persécuté depuis l'enfance, Mme Li Ying est à nouveau arrêtée »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/1/5/46136.html>,
5 janvier 2014.

111. « The Whole Family of Dafa Practitioner Wang Zideng from Laiwu City, Shandong Province Is Subjected to Persecution (Photos) »,

<https://en.minghui.org/emh/articles/2004/11/14/54530.html>,
14 février 2004.

112. « 强奸——流氓党的流氓手段（上） »,

<https://www.minghui.org/mh/articles/2013/2/3/268659.html>,
3 février 2013.

113. « En 2007, une femme de 34 ans a été torturée à mort deux mois après son arrestation »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/9/3/70758.html>,
3 septembre 2018.

114. « Falun Gong Practitioners Held in the Duyun Prison, Guizhou Province Transferred to a New, Completely Enclosed Prison Ward »,

<https://en.minghui.org/html/articles/2006/5/8/73004.html>, 8 mai 2006.

115. « Torture Methods: How Guards Torture Practitioners With Their Bare Hands (Part 1 of 5) »,

<https://en.minghui.org/html/articles/2014/9/7/2884.html>,
7 septembre 2014.

116. « Rapport sommaire : décès par gavage de 14 pratiquants du Liaoning », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/10/27/65763.html>, 27 octobre 2017.

117. « The Persecution of Falun Gong Practitioners at Heilongjiang Women's Prison », <https://en.minghui.org/html/articles/2004/2/24/45435.html>, 4 février 2004.

118. « Torture Methods: Police and Prison Guards Use a Wide Variety of Everyday Objects to Torture Falun Gong Practitioners (Part 2 of 5) (Graphic Images) », <https://en.minghui.org/html/articles/2014/9/28/3472.html>, 28 septembre 2014.

119. Ibid.

120. « Un compte rendu personnel de la persécution : « Je pensais que je ne m'en sortirais jamais vivante ! », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/8/2/44567.html>, 2 août 2013.

121. « Rapport sommaire : décès par gavage de 14 pratiquants du Liaoning », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/10/27/65763.html>, 27 octobre 2017.

122. « Un ingénieur énergétique emprisonné, en grève de la faim depuis cinq ans, survit à un gavage quotidien », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/8/22/54101.html>, 22 août 2015.

123. « Torture en Mongolie intérieure : Position assise forcée sur un petit tabouret (photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/8/28/70701.html>, 28 août 2018.

124. « The Violent Persecution Carried Out at Xuchang Third Forced Labor Camp », <https://en.minghui.org/html/articles/2013/8/20/141621.html>, 20 août 2013.

125. « La mère de Guang Ge, qui a été torturée à mort en 2003, dépose une plainte pénale contre l'ancien dictateur Jiang Zemin », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/9/14/54368.html>, 14 septembre 2014.

126. « Une femme est décédée en détention il y a 18 ans, son corps n'est toujours pas rendu à sa famille », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/29/76439.html>, 29 mai 2019.

127. « Arrêtée et torturée à maintes reprises, une femme de Mongolie-Intérieure est de nouveau condamnée », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/7/3/76816.html>, 3 juillet 2019.

128. « Prolonged Exposure to the Scorching Sun: a Form of Torture Employed by the Chinese Communist Party », <https://en.minghui.org/html/articles/2013/11/9/143091.html>, 9 novembre 2013.

129. « Méthodes de torture du PCC : "Rôtir" et "cuire à la vapeur" », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/1/20/50931.html>, 20 janvier 2015.

130. « Méthodes de torture utilisées par le PCC : la torture par le froid », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/2/12/51142.html>, 12 février 2015.

131. « The Story of Ms. Qiu Liying (Photo) », <https://en.minghui.org/html/articles/2012/4/13/132684.html>, 13 avril 2012.

132. « Méthodes de torture utilisées par le PCC : la torture par le froid », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/2/12/51142.html>, 12 février 2015.

133. « Méthodes de torture : Attaquer les sens de la vue et de l'ouïe (5e partie sur 5) (images), <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/1/26/50989.html>, 12 février 2015.

134. « Méthodes de torture : Attaquer les sens de l'odorat et du goût (4e partie sur 5) (Images choquantes) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/12/5/50226.html>, 5 décembre 2014.

135. « Onze années de torture parce qu'il pratiquait et s'exprimait en faveur du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/5/74829.html>, 5 mars 2019.

136. « Animaux et insectes utilisés pour torturer les pratiquants de Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/12/8/55487.html>, 8 décembre 2015.

137. Ibid.

138. « Méthode de torture du PCC : « La thérapie de la faim », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/3/18/52071.html>, 18 mars 2015.

139. « Practitioner Ms. Li Xiuzhen Cruelly Tortured at Jinan Women's Prison (Photo Re-enactments) », <https://en.minghui.org/html/articles/2005/1/19/56709.html>, 19 janvier 2005.

140. « Treize jours de privation de sommeil », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/7/24/70327.html>, 24 juillet 2018.

141. « Priver de l'accès aux toilettes : une autre facette d'une persécution honteuse », <http://fr.minghui.org/html/articles/2010/11/10/34572.html>, 10 novembre 2010.

142. « The Brutal Persecution of Practitioner Ms. Hu Rulian from Leshan City, Sichuan Province », <https://en.minghui.org/html/articles/2008/5/20/97476.html>, 20 mai 2008.

143. « Une femme raconte 10 ans de torture en prison, y compris des centaines de gavages », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/19/75287.html>, 19 avril 2019.

144. « Mme Zou Jin, une pratiquante âgée de Falun Gong de la ville de Changsha décède à la suite de persécution », <http://fr.minghui.org/html/articles/2011/8/28/36853.html>, 28 août 2011.

145. « Le visage de Mme Gao Rongrong a été gravement défiguré par 7 heures de torture avec des matraques électriques au camp de travail de Longshan (Avertissement : Photos choquantes) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2004/7/17/10482.html>, 17 juillet 2004.

146. « Un homme de Changchun fait face à un procès pour sa croyance », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/14/75234.html>, 14 avril 2019.

147. « 山东招远市十八年来法轮功学员被迫害综述 », <https://minghui.org/mh/articles/2017/7/16/351165.html>, 16 juillet 2017.

148. « Torture physique : Simulation de noyade, privation de nourriture et de l'accès aux toilettes », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/20/74971.html>, 20 mars 2019.

149. « Des sacs en plastique utilisés comme instruments de torture sur les pratiquants de Falun Gong (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/9/3/49169.html>, 3 septembre 2014.

150. « Masanjia Forced Labor Camp: Solitary Confinement Torture Caused Edema and Great Difficulty Walking », <https://en.minghui.org/html/articles/2003/1/17/31007.html>, 17 janvier 2003.

151. « Un jeune artiste brutalement torturé en prison pour ses convictions », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/11/28/72444.html>, 28 novembre 2018.

152. « Une pratiquante isolée en cellule de confinement durant la moitié de sa peine à la prison pour femmes du Heilongjiang », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/11/28/23236.html>, 28 novembre 2007.

153. « Tortures et abus sexuels des pratiquantes de Falun Gong sont répandus dans les centres de détention et les camps de travaux forcés en Chine (1^{re} partie) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/4/5/43112.html>, 5 avril 2013.

154. « M^{me} Zou Jin, une pratiquante âgée de Falun Gong de la ville de Changsha décède à la suite de persécution », <http://fr.minghui.org/html/articles/2011/8/28/36853.html>, 28 août 2011.

155. Ibid.

156. « Les méthodes de torture du PCC : Torture par l'eau », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/2/21/51497.html>, 21 février 2015.

157. « Des survivantes de la prison pour femmes du Liaoning racontent leurs tortures », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/4/26/52441.html>, 26 avril 2015.

158. « Tortures et abus sexuels des pratiquantes de Falun Gong sont répandus dans les centres de détention et les camps de travaux forcés en Chine (1^{re} partie) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/4/5/43112.html>, 5 avril 2013.

159. « Horreurs à la prison de Benxi », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/9/3/70766.html>, 6 février 2015.

160. « Méthodes de torture : comment les gardiens torturent à mains nues les pratiquants (Partie 1 de 5) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/9/14/49528.html>, 14 septembre 2014.

161. Ibid.

162. « Un homme du Henan devient la troisième personne de sa famille à mourir sous la persécution du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/4/76502.html>, 4 juin 2019.

163. « Après son opération, les autorités débranchent une femme emprisonnée de l'assistance respiratoire sans le consentement de sa famille »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/7/17/76960.html>,
17 juillet 2019.

164. « Une femme du Liaoning meurt 13 jours après son admission en prison pour ne pas avoir renoncé à sa croyance »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/16/76628.html>, 16 juin 2016.

165. « Une femme du Hebei fait une chute mortelle en essayant d'échapper à l'arrestation pour sa croyance »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/16/75255.html>,
16 avril 2019.

166. « Après avoir survécu treize ans en prison, une femme du Liaoning est de nouveau arrêtée et meurt en détention 21 jours plus tard »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/10/21/72050.html>,
21 octobre 2021.

167. « Une mère cherche la justice pour la mort de son fils »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/7/28/48835.html>,
28 juillet 2014.

168. « M^{me} Cheng Fuhua a déposé plainte contre Jiang Zemin avant de mourir »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2016/11/26/60428.html>,
6 novembre 2016.

169. « Un homme en bonne santé meurt deux jours après avoir été envoyé à l'hôpital pour une grève de la faim »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2017/8/10/64712.html>,
10 août 2017.

170. « M^{me} Fu Guichun, pratiquante de Falun Gong, décède après huit ans de persécution en prison (photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2012/6/8/39044.html>, 8 juin 2012.

171. « Un mari meurt sept ans après avoir été rendu fou en détention, son épouse continue de se battre pour obtenir justice », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/10/3/71647.html>, 3 octobre 2018.

172. « Lettre ouverte de l'épouse de M. Xu Dawei aux agences gouvernementales chinoises », <http://fr.minghui.org/html/articles/2010/8/20/63902.html>, 20 août 2010.

173. « The Tragic Life of a Musical Genius (Photos) », <https://en.minghui.org/emh/articles/2007/5/1/85127.html>, 1^{er} mai 2007.

174. « Rendue aveugle suite aux mauvais traitements subis dans un camp de travaux forcés, une ancienne femme d'affaires est à nouveau maltraitée en prison pour sa croyance », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/8/76539.html>, 8 juin 2019.

175. « Une mère âgée détenue et menacée pour avoir demandé justice pour son fils », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/5/31/58160.html>, 31 mai 2016.

176. « Un homme âgé de 80 ans purge une peine d'emprisonnement de onze ans et demi pour sa croyance dans le Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/2/24/62375.html>, 24 février 2017.

177. « Chine : Une famille de six emprisonnée pour un total de 41 ans – Le père est torturé à mort, la fille vient de subir un procès », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/11/20/50099.html>, 20 novembre 2014.

178. « Les douloureux souvenirs d'une jeune fille de 16 ans », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/1/11/67046.html>, 11 janvier 2018.

179. « 儿子遇害 牡丹江市穆棱市老太悲枪离世 (图) », <https://minghui.org/mh/articles/2018/1/9/359438.html>, 9 janvier 2018.

180. « Ms. Zhao Yuhua and Her Husband Forced Into Homelessness ; Young Daughter Dies in Grief », <https://en.minghui.org/emh/articles/2006/12/24/81128.html>, 24 décembre 2018.

181. « 儿子被非法判刑 老父捡破烂惨死 », <https://minghui.org/mh/articles/2018/4/4/363722.html>, 4 avril 2018.

182. « Une femme du Shandong est à nouveau dans un état critique après avoir été ramenée en prison à la suite d'une libération conditionnelle pour raison médicale », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/12/12/72587.html>, 12 décembre 2018

183. « Une vieille dame de 98 ans veut obtenir la libération de sa petite-fille, Liang Yuzhen (Photos) » <http://fr.minghui.org/html/articles/2009/4/20/28662.html>, 20 avril 2009.

184. « Une mère de 84 ans soutient son fils emprisonné une seconde fois pour sa croyance », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/8/76540.html>, 8 juin 2019.

185. « 清明泪 »,

<https://minghui.org/mh/articles/2017/4/6/345234.html>, 6 avril 2014.

186. « 三位家人被迫害致死 冯晓梅控告江泽民 »,

<https://minghui.org/mh/articles/2015/6/23/311257.html>, 23 juin 2015.

187. « Torturée pour sa croyance, une pratiquante de Falun Gong intente un procès contre l'ancien dictateur Jiang Zemin »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2015/6/16/53382.html>, 16 juin 2015.

188. « 妻子被迫害离世 四川万源农民控告江泽民 (图) »,

<https://minghui.org/mh/articles/2015/10/3/316996.html>,
3 octobre 2015.

189. « À cause de la torture, la pratiquante M^{me} Fuli perd l'usage de ses mains au camp de travail de Wanjia (photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2004/12/12/11781.html>,
12 décembre 2004.

190. « La demande de compensation d'un pratiquant handicapé est ignorée dans la province du Zhejiang (Photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2007/6/6/21257.html>, 6 juin 2007.

191. « Une femme rendue aveugle en garde à vue porte plainte contre des juges qui ont rejeté son dossier contre ses agresseurs »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/1/22/67147.html>,
22 janvier 2018.

192. « Une femme toujours hospitalisée trois ans après avoir été battue par la police jusqu'à perdre connaissance », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/11/19/66067.html>, 19 novembre 2017.

193. « Emprisonné et torturé pendant cinq ans, un homme du Heilongjiang est incapable de marcher et de parler après sa libération »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/12/18/111449.html>,
18 décembre 2018.

194. « 辽宁营口市张菊贤被迫害致精神失常十多年（图） »,

<https://minghui.org/mh/articles/2017/7/1/350360.html>,
1^{er} juillet 2017.

195. « Le pratiquant M. Mo Zhikui est dans un état grave à la prison de Hulan, sa mère fait désespérément appel pour sa libération »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/5/7/47541.html>, 7 mai 2014.

196. « 苦难中坚信真善忍 »,

<https://minghui.org/mh/articles/2016/12/26/339387.html>,
26 décembre 2016.

197. « Une poétesse dépose une plainte contre Jiang Zemin pour neuf années d'emprisonnement »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2016/8/14/58935.html>,
14 août 2016.

198. « Deux sources témoignent publiquement sur les atrocités du PCC au sujet du prélèvement d'organes des pratiquants du Falun Gong encore vivants (Photos) »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2006/4/23/16505.html>,
23 avril 2006.

199. Ibid.

200. « Rapport de Minghui.org sur les droits de l'homme : Les pratiquants de Falun Gong systématiquement assassinés pour leurs organes »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/2/8/67297.html>, 8 février 2018.

201. Ibid.

202. Ibid.

203. « Un hommage au principe Authenticité-Bienveillance-Tolérance »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/6/7/48353.html>, 7 juillet 2014.

204. « Le parcours du Falun Dafa : une voie lumineuse mais ardue »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2017/4/13/62883.html>,
13 avril 2017.

205. « 两次进京上访的经历和认识的升华 »,

<https://minghui.org/mh/articles/2001/9/19/16732.html>,
19 septembre 2001.

206. « 2000年8月20日大陆综合消息 »,

<https://minghui.org/mh/articles/2000/8/21/2887.html>, 21 août 2000.

207. « “上面有令 死了白死” »,

<https://minghui.org/mh/articles/2009/12/17/214589.html>,
17 décembre 2009.

208. « Nouvelles découvertes dans l'enquête sur le camp de concentration de Sujiatun »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2006/3/30/16217.html>,
30 mars 2006.

209. « Rapport de Minghui.org sur les droits de l'homme : Les pratiquants de Falun Gong systématiquement assassinés pour leurs organes »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/2/8/67297.html>, 8 février 2018.

210. « Province du Guizhou : Les pratiquants de Falun Gong de l'agglomération d'Anshun soumis à des prélèvements sanguins forcés », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/1/5/50776.html>, 5 janvier 2015.

211. « Les prises de sang forcées sur des pratiquants de Falun Gong continuent dans la province du Guizhou », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/5/25/58088.html>, 25 mai 2016.

212. « Rapport de Minghui.org sur les droits de l'homme : Les pratiquants de Falun Gong systématiquement assassinés pour leurs organes », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/2/8/67297.html>, 8 février 2018.

213. « Les moyens du PCC pour contrôler les communautés chinoises d'outremer et infiltrer la société sont exposés au Canada (photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/6/12/21315.html>, 12 juin 2007.

214. « Epoch Times: Chinese Regime Uses Subterfuge to Frame Falun Gong in New York (Photos) », <http://en.minghui.org/html/articles/2008/6/9/98027.html>, 9 juin 2008.

215. « Des gangsters sont recrutés et tirent sur des pratiquants de Falun Gong qui allaient déposer une plainte pendant la visite de Zeng Qinghong en Afrique du Sud », <http://fr.minghui.org/html/articles/2004/7/1/10307.html>, 1^{er} juillet 2004.

216. « CCP Agents Attack U.S. Falun Gong Practitioner--File Cabinets Pried Open, Laptops Stolen, Valuables Left Alone (Photos) », <https://en.minghui.org/html/articles/2006/2/9/70114.html>, 9 février 2006.

217. « Les bureaux d'Epoch Times au Japon ont été visés par les agents spéciaux du Parti communiste chinois (PCC) (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2006/3/20/16106.html>, 20 mars 2006.

218. « Epoch Times: Chinese Regime Uses Subterfuge to Frame Falun Gong in New York (Photos) », <http://en.minghui.org/html/articles/2008/6/9/98027.html>, 7 juin 2008.

219. « US Congressman Ed Royce Writes to Department of State Concerning Attacks on Falun Gong Practitioners in San Francisco », <http://en.minghui.org/html/articles/2012/8/13/134924.html>, 13 août 2012.

220. « Un rassemblement à Hong Kong condamne le harcèlement perpétré par une organisation contrôlée par le PCC », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/5/1/68863.html>, 1^{er} mai 2018.

221. « Mon voyage à Hong Kong et à Macao », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/10/75199.html>, 10 avril 2019.

222. « Une pratiquante de Falun Gong brutalement attaquée par deux truands du PCC à Hong Kong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/10/1/78294.html>, 1^{er} octobre 2019.

223. « 江氏集团在海外迫害法轮功的案例报道 », <http://minghui.org/mh/articles/2004/7/17/79549.html>, 17 juillet 2004.

224. « Russie : Succombant à la pression du Parti communiste chinois, le gouvernement russe déporte des réfugiés des Nations Unies (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/4/6/20562.html>, 6 avril 2007.

225. « World Daily : Les pratiquants de Falun Gong protestent à l'extérieur du Consulat russe », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/5/29/21148.html>, 29 mai 2007.

226. « FDIC: Sad Day in Vietnam as Falun Gong Radio Broadcasters Jailed in Show Trial », <http://en.minghui.org/html/articles/2011/11/12/129394.html>, 12 novembre 2011.

227. « FDIC : Urgent Appeal: Falun Gong Trial in Vietnam Postponed, but Dozens Detained at Chinese Consulate », <http://en.minghui.org/html/articles/2011/10/7/128578.html>, 7 octobre 2011.

228. « Member of European Parliament Calls on South Korea to Stop the Repatriation of Falun Gong Practitioners (Photos) », <http://en.minghui.org/html/articles/2011/9/11/128024.html>, 11 septembre 2011.

229. « Une pratiquante de Falun Gong expulsée de Corée du Sud est persécutée après son retour en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/3/11/42947.html>, 11 mars 2013.

230. « FDI : Iceland Citizens Rally Around Falun Gong », <https://en.minghui.org/html/articles/2002/6/11/23011.html>, 11 juin 2002.

231. « “La répression chinoise se fraie un chemin en Europe” – Récits de pratiquants illégalement détenus en Serbie lors du sommet CEE-Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/12/25/50405.html>, 25 décembre 2014.

232. « Hong Kong : Des pratiquants de Falun Gong sont expulsés ; on soupçonne l'utilisation d'une liste noire », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/1/75406.html>, 1^{er} mai 2019.

233. « San Francisco : le Falun Gong attire l'attention des médias au défilé, l'interférence du Parti communiste chinois est exposée davantage (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2006/2/17/15813.html>, 17 février 2006.

234. « Chinese Embassy's Interference With Danish Asian Cultural Festival Criticized », <http://en.minghui.org/html/articles/2002/10/19/27715.html>, 19 octobre 2002.

235. « Australie : Les médias révèlent la tentative infructueuse du consulat chinois d'empêcher la participation du Falun Gong dans le défilé de Noël à Perth », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/12/16/72631.html>, 16 décembre 2018.

236. « UK : Chinese Consulate Fails to Thwart Dafa Activities in Edinburgh's One World Festival », <http://en.minghui.org/html/articles/2003/6/22/37242.html>, 22 juin 2003.

237. « Le monde laissera-t-il le Parti communiste chinois dicter les arts? », <https://fr.shenyunperformingarts.org/spirituality/challenges-we-face>.

238. « Berlin, Germany : Local Media Exposes Chinese Communist Interference of Shen Yun Performances », <http://en.minghui.org/html/articles/2014/3/24/146052.html>, 24 mars 2014.

239. « Danemark : Des fonctionnaires condamnent “les sales tours” du régime chinois dans son ingérence avec Shen Yun », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/3/13/68422.html>, 13 mars 2018.

240. « Menacé par Pékin, un théâtre de Corée du Sud annule les représentations de Shen Yun », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/5/15/57941.html>, 15 mai 2016.

241. « Le monde laissera-t-il le Parti communiste chinois dicter les arts? », <https://fr.shenyunperformingarts.org/spirituality/challenges-we-face>.

242. « Le spectacle Shen Yun à Hong Kong est annulé suite au refus d'émettre des visas à six membres de l'équipe de production (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2010/1/27/31842.html>, 27 janvier 2010.

243. « Shen Yun s'apprête à donner 18 représentations en Amérique du Sud après avoir surmonté l'interférence venant du Parti communiste chinois », <http://fr.minghui.org/html/articles/2009/7/6/29535.html>, 6 juillet 2009.

244. « Shen Yun Divine Performing Arts gagne le cœur des gens ; l'interférence du PCC finit par promouvoir le spectacle (photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2009/3/5/28242.html>, 5 mars 2009.

245. « San Francisco : Manifester contre l'interférence du consulat de Chine dans une résolution du Sénat de Californie », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/9/29/65233.html>, 29 septembre 2017.

246. « 美国市长国会作证 揭露中国官员胁迫自己放弃支持法轮功 », <http://minghui.org/mh/articles/2003/11/30/61425.html>, 30 novembre 2003.

247. « Minnesota : Le consulat chinois interfère avec les projets de loi concernant les prélèvements d'organes », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/6/17/53393.html>, 17 juin 2015.

248. « Des députés canadiens dénoncent des courriels malveillants diffamant le Falun Dafa. », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/6/9/53303.html>, 9 juin 2015.

249. « Le régime chinois tente de diffamer le Falun Gong en utilisant le tremblement de terre de Christchurch (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2011/3/22/35593.html>, 22 mars 2011.

250. « Vancouver, Canada : Le PCC exporte ses crimes à l'étranger (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2011/7/28/36622.html>, 28 juillet 2011.

251. « 参考资料：加议员亲历中共收买伎俩 », <http://minghui.org/mh/articles/2010/7/20/227226.html>, 20 juillet 2010.

252. « Canada : Les pratiquants organisent une conférence de presse pour dénoncer les tentatives de manipulation des fonctionnaires canadiens par le PCC (photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2010/7/15/33562.html>, 15 juillet 2010.

253. « Les moyens du PCC pour contrôler les communautés chinoises d'outremer et infiltrer la société sont exposés au Canada (photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/6/12/21315.html>, 12 juin 2007.

254. « Italie : L'ambassadeur chinois admet avoir fait pression sur Eutelsat pour faire interrompre les diffusions de NTDTV en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2008/7/21/25815.html>, 21 juillet 2008.

255. « Reflecting the Shadow of the Chinese Government : Bangkok Marriott Suddenly Cancels Falun Gong Class », <http://en.minghui.org/emh/articles/2003/12/10/42984.html>, 10 décembre 2003.

256. « Témoignage : Le consulat chinois persécute un médecin chinois au Royaume-Uni », <http://fr.minghui.org/html/articles/2003/10/20/7758.html>, 20 octobre 2003.

257. « Un nouveau rapport montre que le Parti communiste chinois utilise les instituts Confucius pour infiltrer la société occidentale », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/5/18/48158.html>, 18 mai 2014.

258. « Des pratiquants bulgares sensibilisent le public lors de la Journée mondiale des instituts Confucius », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/10/16/65660.html>, 16 octobre 2017.

259. « Un comité de la Commission scolaire publique anglaise de Toronto met fin à son partenariat avec l'institut Confucius », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/11/3/49954.html>, 3 novembre 2014.

260. « Un nouveau rapport montre que le Parti communiste chinois utilise les instituts Confucius pour infiltrer la société occidentale », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/5/18/48158.html>, 18 mai 2014.

261. « Chen Yonglin, un ancien diplomate chinois, divulgue des documents secrets qui démontrent comment le PCC exporte sa persécution du Falun Gong à l'étranger (Supplément : documents traduits) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/8/13/22066.html>, 13 août 2007.

262. « L'ancien président d'une association d'étudiants explique comment le PCC contrôle l'association dans les coulisses (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/8/6/21964.html>, 6 août 2007.

263. « How the Chinese Communist Regime Instigates Chinese Student Associations to Persecute Falun Gong », <http://en.minghui.org/emh/articles/2007/7/6/87395.html>, 6 juillet 2007.

264. « Western Practitioner : Cultivating and Clarifying The Truth about Falun Dafa on College Campuses », <http://en.minghui.org/html/articles/2011/9/6/127880.html>, 6 septembre 2011.

265. « Clarifying the Truth at an American University », <http://en.minghui.org/html/articles/2008/6/13/98135.html>, 13 juin 2008.

266. « Une histoire cachée : Des associations chinoises étudiantes soudoyées pour espionner pour le compte du PCC », <http://fr.minghui.org/html/articles/2007/9/16/22488.html>, 16 septembre 2007.

267. Idib.

268. « 澳外交部官员关注悉尼科技大学网站遭中共封杀 (图) », <http://minghui.org/mh/articles/2005/7/13/106055.html>, 13 juillet 2005.

269. « Une femme détentrice d'un doctorat s'est vue refuser le renouvellement de son passeport car le consulat chinois a amené la persécution du Falun Gong à l'Université Stanford (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2004/7/2/10316.html>, 2 juillet 2004.

270. « En visite en Chine pour se marier, des étudiants des États-Unis sont arrêtés à l'aéroport de Pékin et sommés d'espionner le Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/11/5/45433.html>, 16 octobre 2013.

271. « Le récit d'un pratiquant britannique de Falun Dafa harcelé par les agents de la sécurité d'État de Pékin en Chine en 2010 », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/12/24/45786.html>, 24 décembre 2013.

272. « 二十一世纪的古拉格真相 (5) », <http://minghui.org/mh/articles/2019/9/9/392266.html>, 9 septembre 2019.

273. Ibid.

274. « 二十一世纪的古拉格真相 (4) », <http://minghui.org/mh/articles/2019/9/8/392265.html>, 8 septembre 2019.

275. « Constitution of the People's Republic of China », <https://npcobserver.files.wordpress.com/2018/12/PRC-Constitution-2018.pdf>, 2018.

276. « Le rôle de Jiang Zemin dans la persécution du Falun Gong – dossier juridique », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/5/20/53069.html>, 20 mai 2015.

277. « Statut de Rome de la Cour pénale internationale », <https://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/ADD16852-AEE9-4757-ABE7-9CDC7CF02886/283948/RomeStatuteFra1.pdf>, 1998.

278. « 云南省 610 胁迫邮局工作人员违法 », <http://minghui.org/mh/articles/2016/9/9/334185.html>, 9 septembre 2016.

279. « 大庆油田至少 27 名法轮功学员被中共虐杀 (图) », <http://minghui.org/mh/articles/2013/4/15/272084.html>, 15 avril 2013.

280. « 大庆油田公司 610 头子刘希平遭恶报丧命 », <http://minghui.org/mh/articles/2017/5/29/348800.html>, 29 mai 2017.

281. « Gezhouba Group Corporation 610 Office Agents Persecuted Practitioner Ms. Shen Ju to Death », <http://en.minghui.org/emh/articles/2006/2/13/69911.html>, 13 février 2006.

282. « 街办是中共监控民众的机构 », <http://minghui.org/mh/articles/2013/7/30/277328.html>, 30 juillet 2013.

283. « San Francisco Newspaper Reports Cisco's Role in Assisting China's Crackdown on Falun Gong », <http://en.minghui.org/html/articles/2012/3/22/132332.html>, 22 mars 2012.

284. « Contourner la censure d'Internet pour les gens en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/7/28/44531.html>, 28 juillet 2013.

285. « 深圳法轮功学员遭中共迫害纪实 (三) », <http://minghui.org/mh/articles/2011/8/19/245367.html>, 19 août 2011.

286. « Infiltration des médias internationaux par le Parti communiste chinois », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/11/13/78763.html>, 13 novembre 2019.
287. « Nouvelle vague d'action en justice contre Jiang Zemin – en Chine cette fois », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/5/26/53142.html>, 26 mai 2015.
288. « Portraits de pratiquants de Falun Gong dont les copies des plaintes contre Jiang Zemin ont été reçues par Minghui les 4 et 6 novembre 2015 », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/11/19/55319.html>, 19 novembre 2015.
289. « Une ancienne juge chinoise dépose plainte contre Jiang Zemin », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/6/21/53433.html>, 21 juin 2015.
290. « Un capitaine de vaisseau à la retraite poursuit en justice l'ancien dictateur chinois pour son rôle dans la persécution du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/6/15/53362.html>, 15 juin 2015.
291. « Rapport sur les droits de l'homme de Minghui : près de 20 000 incidents en 2015 de citoyens ciblés pour leur croyance dans le Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/5/26/58096.html>, 26 mai 2016.
292. « Chaoyang, province du Liaoning : Trente-six personnes condamnées pour la poursuite en justice de Jiang Zemin », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/8/11/58902.html>, 11 août 2016.

293. « Un couple a été condamné pour avoir poursuivi en justice l'ancien dictateur chinois »,

<https://fr.minghui.org/html/articles/2016/9/17/59522.html>,
17 septembre 2016.

294. « Plus de 14 000 personnes de plus demandent que Jiang Zemin soit poursuivi en justice »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2016/6/9/58249.html>, 9 juin 2016.

295. « Taïwan : Le Conseil municipal de Nouveau Taipei adopte la résolution soutenant la poursuite en justice de l'ancien dirigeant chinois », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/10/24/60139.html>,
24 octobre 2016.

296. « Encore dix mille citoyens chinois signent des pétitions pour poursuivre Jiang Zemin en justice »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2016/5/16/57978.html>,
16 août 2016.

297. « Taïwan : Tous les milieux apportent leur soutien pour traduire en justice l'ancien dictateur chinois »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2015/11/24/55355.html>,
24 novembre 2015.

298. « Gratitude infinie pour la grâce du Maître »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/25/75346.html>,
25 avril 2019.

299. « American Student : On Tiananmen Square I Witnessed Chinese Police Beating Falun Gong Practitioners »,

<https://en.minghui.org/html/articles/2001/11/6/15473.html>,
6 novembre 2001.

300. « 5/13 法轮功洪传 14 周年 », <https://www.epochtimes.com/gb/6/5/12/n1316568.htm>, 13 mai 2006.
301. « Le parcours du Falun Dafa : une voie lumineuse mais ardue », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/4/13/62883.html>, 13 avril 2017.
302. « Practitioners From Japan Did Group Practice on the Tiananmen Square to Celebrate the New Millennium », <https://en.minghui.org/html/articles/2000/1/3/10733.html>, 3 janvier 2000.
303. « Des collègues et des employés sont inspirés par la bienveillance du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/4/28/47460.html>, 28 avril 2014.
304. « Fahui de Minghui | Sensibiliser les gens dans tous les villages de mon canton », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/11/7/72226.html>, 7 novembre 2018.
305. « Apprendre le Falun Gong en prison », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/7/22/64503.html>, 22 juillet 2017.
306. « I Have Learned Falun Dafa in Jail --- How Falun Dafa Has Changed a Former Thief », <https://en.minghui.org/html/articles/2000/3/4/8938.html>, 4 mars 2000.
307. « We Can't Lower the Standard Just Because of Difficulties », <https://en.minghui.org/html/articles/2006/6/17/74550.html>, 17 juin 2006.

308. « Partager la bonté du Falun Dafa sur des marchés »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/4/27/75373.html>,
27 avril 2019.

309. « Writing Letters to Spread the Truth »,
<https://en.minghui.org/html/articles/2008/11/30/102642.html>,
30 novembre 2008.

310. « Poster des documents de clarification de la vérité »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/20/76354.html>, 20 mai 2019.

311. « My Experiences of Clarifying the Truth by Sending Text Messages »,
<https://en.minghui.org/html/articles/2007/7/8/87471.html>,
8 juillet 2008.

312 « Envoyer des messages textos aux gens en Chine pour clarifier la vérité et sauver les êtres »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2012/1/21/38230.html>,
21 janvier 2012.

313. « Quatre pratiquants arrêtés pour l'envoi de SMS de groupe »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2014/5/13/47741.html>, 9 mai 2014.

314. « Un professeur de Guangzhou condamné à la prison pour avoir affiché des informations sur sa croyance dans les médias sociaux »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/2/11/74632.html>,
11 février 2019.

315. « Un homme du Sichuan est détenu pour avoir envoyé des messages au sujet du Falun Gong par WeChat »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2018/1/29/67208.html>,
29 janvier 2018.

316. « Retour sur le 12^e anniversaire de l'interception des signaux de la télévision d'État pour diffuser la vérité à propos du Falun Gong. Se souvenir des héros (3^e partie de 3) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/4/9/47335.html>, 9 avril 2014.

317. « Falun Gong News Bulletin : March 12, 2010 », <https://en.minghui.org/html/articles/2010/3/13/115322.html>, 13 mars 2010.

318. « Sydney, Australie : Des touristes chinois obtiennent des informations sur le Falun Gong et démissionnent du Parti communiste chinois », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/1/74789.html>, 1^{er} mars 2019.

319. « À nos compagnons de cultivation d'outremer », <http://fr.minghui.org/html/articles/2006/5/26/16949.html>, 26 mai 2006.

320. « Les appels téléphoniques passés à la police par les pratiquants hors de Chine répriment véritablement les persécuteurs », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/6/23/44258.html>, 23 juin 2013.

321. « Les appels d'outremer pour dénoncer la persécution ont du pouvoir », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/6/23/44258.html>, 23 juin 2013.

322. « A Phone Call from Overseas Stops a Police Officer from Torturing a Falun Gong Practitioner », <https://en.minghui.org/html/articles/2013/11/22/143339.html>, 22 novembre 2013.

323. « Une ancienne prisonnière apprend le Falun Gong lors de sa détention », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/9/6/70795.html>, 6 septembre 2018.

324. « Les écoles tibétaines en Inde accueillent le Falun Dafa », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/8/1/70413.html>, 1^{er} août 2018.

325. « Indonésie : 500 élèves d'une école secondaire et des enseignants apprennent les exercices de Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/3/74806.html>, 3 mars 2019.

326. « Le voyage spirituel d'un développeur de logiciels », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/1/3/66762.html>, 3 janvier 2018.

327. « Le Falun Dafa aide une nouvelle pratiquante à retrouver une vie pleine de dynamisme », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/23/76713.html>, 23 juin 2019.

328. « Séoul, Corée du Sud : Des nouveaux pratiquants partagent leurs expériences après le premier séminaire de neuf jours du Falun Gong de 2019 », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/2/19/74696.html>, 19 février 2019.

329. « Motion No. 704 Passed in Australian Senate to Rescue the Family Members of Australians (Photos) », <https://en.minghui.org/html/articles/2003/12/9/42979.html>, 9 décembre 2003.

330. « La pratiquante australienne de Falun Dafa, Nancy Chen va pouvoir revenir à Sydney grâce aux efforts réussis pour la sauver », <http://fr.minghui.org/html/articles/2003/2/3/4919.html>, 3 février 2003.

331. « Un nouveau sauvetage réussi à l'étranger (Photo) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2004/8/18/10797.html>, 18 août 2004.

332. « Canadian Government Helps Rescue Falun Gong Practitioner (Photos) », <https://en.minghui.org/html/articles/2012/1/6/130542.html>, 6 janvier 2012.

333. « Le pratiquant de Falun Gong Lin Mingli est libéré grâce à l'assistance du gouvernement canadien (Photos) », <http://fr.minghui.org/html/articles/2003/4/2/5457.html>, 2 février 2003.

334. « Annonce », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/1/76467.html>, 1^{er} juin 2019.

335. « Le renforcement du contrôle des visas américains dissuade les auteurs d'actes de persécution à l'encontre du Falun Gong », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/8/19/77314.html>, 19 août 2019.

336. « Canada : Des responsables gouvernementaux demandent d'interdire l'entrée dans le pays aux auteurs de violations des droits de l'homme », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/8/2/77123.html>, 2 août 2019.

337. « Une pratiquante de Falun Gong raconte au président Trump son histoire de persécution en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/7/20/76993.html>, 20 juillet 2019.

338. « Le vice-président américain rencontre des représentants des groupes religieux et dissidents persécutés en Chine », <https://fr.theepochtimes.com/le-vice-president-americain-rencontre-des-representants-des-groupes-religieux-et-dissidents-persecutes-en-chine-970735.html>, 9 août 2019.

339. « Pendant la bataille entre le bien et le pervers, les élus américains soutiennent le Falun Gong »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/8/9/77205.html>, 9 août 2019.

340. « Falun Gong : Religious Freedom in China »,

<https://freedomhouse.org/report/china-religious-freedom/falun-gong>.

341. « Amnesty International publie une mise à jour d'action urgente : Les pratiquants de Falun Gong font face à l'emprisonnement en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2017/3/3/62455.html>, 3 mars 2017.

342. « Se souvenir de la visite du Maître à Houston en 1996 »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2013/10/6/45193.html>,
6 octobre 2013.

343. « Voix de soutien », <http://fr.minghui.org/cc/164/>.

344. « Canada : Des élus envoient leurs lettres de félicitations pour commémorer la Journée mondiale du Falun Dafa »,

<http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/30/76454.html>, 30 mai 2019.

345. « H.Con.Res.304 - Expressing the sense of Congress regarding oppression by the Government of the People's Republic of China of Falun Gong in the United States and in China. »,

<https://www.congress.gov/bill/108th-congress/house-concurrent-resolution/304>, 5 octobre 2004.

346. « H.Res.605 - Recognizing the continued persecution of Falun Gong practitioners in China on the 11th anniversary of the Chinese Communist Party campaign to suppress the Falun Gong spiritual movement and calling for an immediate end to the campaign to persecute, intimidate, imprison, and torture Falun Gong practitioners. »,

<https://www.congress.gov/bill/111th-congress/house-resolution/605>,
16 mars 2010.

347. « U.S. House Resolution 605 : a Voice of Concern That Rises Above Politics », <https://en.minghui.org/html/articles/2010/3/31/115786.html>,
31 mars 2010.

348. « Sénateurs et représentants de la Chambre des représentants saluent les efforts des pratiquants de Falun Gong pour mettre fin à vingt ans de persécution en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/7/28/77072.html>,
28 juillet 2019.

349. « L'Allemagne condamne les vingt ans de persécution du Falun Gong en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/7/25/77042.html>,
25 juillet 2019.

350. « Déclaration écrite présentée au titre de l'article 136 du règlement sur l'arrêt des prélèvements d'organes sur des prisonniers d'opinion en Chine », https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/DCL-8-2016-0048_FR.pdf?redirect,
27 avril 2016.

351. « Le Parlement européen passe une déclaration écrite demandant que des mesures soient prises pour mettre fin aux prélèvements d'organes en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2016/7/16/58642.html>,
16 juillet 2016.

352. « L'Assemblée législative de l'État du Missouri condamne les prélèvements forcés d'organes en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/29/76445.html>, 29 mai 2019.

353. « La législature de l'État du Maine adopte une résolution sur les prélèvements d'organes », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/23/76382.html>, 23 mai 2019.

354. « Le Sénat de l'État de Géorgie adopte une résolution condamnant les atrocités des prélèvements forcés d'organes en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/4/2/68606.html>, 2 avril 2018.

355. « Le Congrès d'État de l'Arizona adopte une loi contre les atrocités des prélèvements d'organes en Chine », <http://fr.minghui.org/html/articles/2018/4/11/68695.html>, 11 avril 2018.

356. « Israel Transplant Law - Organ Transplant Act, 2008 », <https://sections.tts.org/DOI/Israel%20Transplant%20Law.pdf>

357. « Spain Criminal Code; Organic Act 10/1995, Dated 23rd November, On the Criminal Code. », http://documents.law.yale.edu/sites/default/files/criminal_code_spain.pdf

358. « Disegno di Legge ; Introduzione nel codice penale del reato di traffico di organi prelevati da persona vivente », <http://www.quotidianosanita.it/allegati/allegato4671710.pdf>.

359. « Une société de diffusion nationale en Italie : Un colloque parlementaire sur l'éthique de la transplantation occasionne un remue-ménage sur des mesures législatives à prendre pour lutter contre les prélèvements d'organes », <http://fr.minghui.org/html/articles/2014/7/24/48785.html>, 24 juillet 2014.

360. « Taïwan : Le corps législatif interdit le tourisme de transplantation », <http://fr.minghui.org/html/articles/2015/6/20/53425.html>, 20 juin 2015.
361. « Le Parlement croate adopte une convention contre le trafic d'organes », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/3/25/75022.html>, 25 mars 2019.
362. « La Belgique adopte un nouveau projet de loi interdisant le tourisme médical pour des transplantations d'organes », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/6/20/76670.html>, 20 juin 2019.
363. « Un projet de loi visant à freiner le trafic d'organes est adopté à l'unanimité à la Chambre des communes du Canada », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/10/75579.html>, 10 mai 2019.
364. « La Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale : Le régime chinois continue de prélever des organes à grande échelle », <http://fr.minghui.org/html/articles/2019/5/3/75426.html>, 3 mai 2019.
365. « China Tribunal – Un tribunal indépendant sur les prélèvements forcés d'organes sur des prisonniers de conscience en Chine – Jugement sommaire », <https://chinatribunal.com/wp-content/uploads/2019/10/CT-Summary-Final-FR.pdf>.
366. « L'Appel pacifique du 25 avril 1999 », <http://fr.minghui.org/cc/268/>.
367. Quelques faits rapides concernant l'appel pacifique à Pékin le 25 avril 1999 », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/10/5/45180.html>, 5 octobre 2013.

368. « La vérité sur l'appel du 25 avril – la propagande trompeuse déforme la manifestation pacifique pour « justifier » une répression violente », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/10/2/45157.html>, 2 octobre 2013.

369. « La fausse histoire des auto-immolations sur la place Tiananmen », <http://fr.minghui.org/cc/267/>.

370. « Cinquante-quatre faits qui montrent comment les “auto-immolations” sur la place Tiananmen a été effectivement organisée à des fins de propagande – 1re partie », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/9/11/44881.html>, 11 septembre 2013.

371. « Washington Post: Human Fire Ignites Chinese Mystery Motive for Public Burning Intensifies Fight Over Falun Gong », <https://en.minghui.org/html/articles/2001/2/5/4783.html>, 5 février 2001.

372. « Un témoin oculaire se rappelle l'incident des “auto-immolations” mis en scène sur la place Tiananmen, <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/11/3/45409.html>, 3 novembre 2013.

373. « Mille quatre cents décès présumés », <http://fr.minghui.org/cc/270/>.

374. « Mille quatre cents décès ou propagande du Parti ? », <http://fr.minghui.org/html/articles/2013/12/17/45738.html>, 17 décembre 2013.

375. « Enseignement du Fa à la Conférence de Fa à New York », https://fr.falundafa.org/books/FR08_Enseignement_Amerique.pdf, 1997.

376. « Exposer les faits derrière les « 1400 cas de décès » : le cas de Ma Jinxiu »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2013/8/30/44788.html>,
30 août 2013.

377. « Mille quatre cents décès ou propagande du Parti ? »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2013/12/17/45738.html>,
17 décembre 2013.

378. « Dénoncer la vérité sur les « 1400 cas de décès » : la mort de mon fils n'a rien à voir avec le Falun Gong »,
<http://fr.minghui.org/html/articles/2013/8/28/44773.html>,
28 août 2013.

